

# NI PATRIE NI FRONTIERES

Traductions et débats

Ni «races», ni «ethnies» !

Ni Etats, ni Eglises !

# Dieu, race, nation: mythes mortifères

**Marxistes, anarchistes et religions** - L'Ere des fondamentalismes - **Importance de l'athéisme** - Caricatures de Mahomet - **Affaire Redeker** -- Provocation papale - **Bouddhisme japonais et « guerres compassionnelles »** - Islamophobie: mythes et réalités - **Droite chrétienne américaine et clérico-fascisme?** - Eglise anglicane - **Religions et Sida** - Des meurtres d'**Ilan Halimi et Chaib Zehaf**: faits divers ou actes racistes? - De Sarkozy à Finkielkraut - **Islam politique**: Liban, Palestine - Limites de l'antisionisme - **Venezuela**: Chavez est-il antisémite? - Engels, Chavez et « Jésus socialiste » - **Pologne, Argentine, Etats-Unis**: Antisémitisme de gauche - **Iran**: communisme-ouvrier, laïcité, athéisme et religion

N° 18-19-20 - Mai 2007 - 10 euros

# Contre les idéologies rances !

«*On ne se trompe jamais en obéissant.*»

(Un séminariste espagnol interviewé dans «Entre Dieu et le monde: hommes et femmes d'Eglise», documentaire, Arte, 8 avril 2007)

**Rance**: qui sent le renfermé. Synonymes: pas frais, pourri.

Ce numéro triple de *Ni patrie ni frontières* est consacré aux mythes mortifères et aux «idéologies rances»: religions, racismes et nationalismes. Pourquoi «rances»? parce que ces vieilles idéologies semblaient avoir été jetées dans les poubelles de l'Histoire où elles se décomposaient lentement. Néanmoins, elles paraissent connaître un regain de popularité aussi bien dans les métropoles impérialistes que dans les pays de l'ex-«tiers monde».

Mais, nous objectera-t-on, ce réveil religieux n'est-il pas un ultime sursaut devant une sécularisation inéluctable? En effet, dans un pays comme la France par exemple, le dernier sondage réalisé sur les convictions religieuses des Français donne un résultat assez étonnant: non seulement il n'y aurait plus que 50 % de «catholiques», mais en plus, parmi ces derniers, 31% ne croiraient pas en Dieu mais seulement en une vague force supérieure !

D'autre part, dans les pays dits «arabo-musulmans», de nombreux auteurs affirment que le renouveau religieux ne serait qu'une façon de revendiquer une identité nationale (celle de l'introuvable «nation arabe») constamment humiliée par les différents impérialismes européens et américain. Et il en serait de même pour la petite minorité de musulmans qui, en Europe, se tournent vers les différentes formes de salafisme et ne feraient ainsi que répondre au racisme des sociétés majoritairement «blanches» et à une crise d'identité liée à leur impossibilité de devenir des «citoyens» comme les autres.

Certes ces explications rendent compte d'une partie de la réalité, mais elles ont le redoutable inconvénient de déplacer la discussion sur le terrain de l'«islamophobie» et d'un «racisme antimusulman» (concept absurde puisque la religion ne peut en aucun cas être assimilée à une couleur de peau ou un aspect physique quelconque). Et ceux qui pratiquent ce sport de l'esquive ne se gênent pas en même temps pour dénoncer (avec raison) les méfaits du fondamentalisme protestant aux Etats-Unis ou du fondamentalisme juif en Israël.

Ce numéro tente donc de prendre le taureau par les cornes et d'affronter la question religieuse, le rôle néfaste de TOUTES les religions, et le lien entre religions, racismes et nationalismes.

Qu'ont de commun ces trois fléaux idéologiques? L'apparition des Etats nations, la séparation progressive entre les pouvoirs religieux et étatiques à travers la dissolution des empires et des royaumes supra ou anationaux en Europe, sont inséparables de l'invention puis de la diffusion de la théorie des races. Il ne faut donc pas s'étonner que les nationalismes du XX<sup>e</sup> et du XXI<sup>e</sup> siècle charrient derrière eux d'innombrables scories racistes anti-arabes (1) (sionisme d'extrême droite) ou antisémites (panarabisme, islam politique, nationalisme palestinien, voire chavisme).

## **Religion, politique et géopolitique en Afrique**

Les propagandes nationaliste, religieuse et raciste s'entremêlent en Afrique aujourd'hui pour le plus grand malheur des populations locales (2).

C'est ainsi que les partisans de Laurent Gbagbo, élu président de la Côte d'Ivoire en 2000, lancèrent une campagne sur le thème de l'«ivoirité» contre leurs opposants. Cette campagne à la fois xénophobe et antimusulmane (le rival le plus crédible de Gbagbo, Ouattara, combinait le double «handicap» d'être à la fois musulman et né au Burundi) associait en partie l'ivoirité au christianisme. On ne s'étonnera donc pas que les Eglises pentecôtistes implantées dans le sud du pays aient soutenu le parti de ce président «socialiste».

On pourrait aussi citer le cas du Soudan où Sadiq al Mahdi, dirigeant d'un des principaux partis politiques soudanais (mais aussi descendant du dirigeant de la première insurrection islamiste, anticoloniale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) et Hassan el-Tourabi, son beau-frère, fondateur de la Société soudanaise des Frères musulmans, ont cherché à islamiser par le bas la société en menant un long

travail préparatoire (comme les Frères musulmans en Egypte) et en participant aux élections ; ils ont accepté de participer à des gouvernements « non islamiques » tout en soutenant les fondamentalistes d'autres pays, notamment les talibans, avec l'approbation des Etats-Unis ; pour finir ils ont cherché à islamiser par la force les populations chrétiennes et animistes du sud du pays, ce qui leur a fait perdre alors le soutien américain. Cette politique religieuse sectaire a conduit à de nombreux conflits depuis 1958, conflits aggravés par les rivalités régionales avec l'Ethiopie et l'Egypte, puis par la découverte récente de pétrole, qui a aiguisé les appétits des ex-puissances coloniales, mais aussi de la Chine qui a construit un oléoduc pour le régime soudanais.

### **Rivalités américano-russes et usages divers de la religion dans les conflits entre superpuissances**

Mais on pourrait aussi remonter aux débuts du XX<sup>e</sup> siècle. On s'apercevrait alors que les religions ont toujours constitué un enjeu géopolitique notamment dans le cadre de l'affrontement entre l'URSS et les Etats-Unis (3). C'est ainsi que plusieurs présidents américains ont assimilé le communisme au Diable, à commencer par Thomas W. Wilson durant les premières années de l'Etat soviétique ; si Franklin D. Roosevelt choisit de mettre au contraire l'accent sur la séparation entre les Eglises et l'Etat pour montrer qu'il y avait des points communs entre l'URSS et les Etats-Unis, plusieurs de ses successeurs eurent recours à l'arme religieuse. Truman, notamment, chercha à construire un front religieux international contre le « communisme » stalinien ; il se servit aussi de la religion à l'intérieur du pays pour renforcer le consensus politique et décourager toute critique, exactement comme Bush aujourd'hui. Il présenta le christianisme comme synonyme de l'« américanité » (tout athée était donc suspecté d'être anti-américain et prototalitaire), et l'URSS comme un Etat « sans Dieu ». Les totalitarismes nazi, fasciste et stalinien furent présentés comme antireligieux, même si Hitler avait cherché lui aussi à mobiliser la religion contre l'URSS.

Du côté de la Russie et de la Chine, comme des démocraties populaires, les régimes staliniens, tout en réprimant à certains moments les Eglises, ont aussi essayé de les instrumentaliser à leur service. A commencer par Staline durant la Seconde Guerre mondiale qui permit à l'Eglise orthodoxe de bénir les combattants qui partaient au front. Encore aujourd'hui il existe une Eglise officielle en Chine, à côté de celle soutenue par le Vatican.

Quant aux partis communistes des pays occidentaux, ils essayèrent de « tendre la main » aux catholiques, dans le cadre du Mouvement de la paix à l'échelle internationale, mais aussi, au niveau français par exemple, dans la CGT ou le MRAP.

Et lorsque la théologie de la libération se développa en Amérique latine (chasse gardée de l'impérialisme américain), l'URSS rangea ce courant dans les forces « progressistes » puisque les catholiques radicaux ne se livraient pas à une critique frontale du stalinisme. Cela poussa les gouvernements américains à dénoncer les prêtres qui s'opposaient aux dictatures latino-américaines. Reagan s'appuya sur les militants extrémistes de la droite religieuse à la fois pour mener sa campagne idéologique contre les sandinistes, mais aussi pour soutenir financièrement la Contra nicaraguayenne.

Si l'on garde en mémoire toutes ces données historiques, on comprend beaucoup mieux les liens qui perdurent entre une certaine gauche chrétienne altermondialiste et les néostaliniens actuels.

En ce qui concerne les pays du Moyen-Orient, les Etats-Unis ne se sont pas servis du christianisme mais du fondamentalisme islamique : ils se sont appuyés sur l'Arabie saoudite et sa Ligue islamique mondiale pour contrer les régimes nationalistes arabes d'un côté et l'influence soviétique de l'autre. Et ils ont soutenu un moment les Frères musulmans contre Nasser en Egypte, le Hamas contre l'OLP en Palestine, les talibans contre les Soviétiques en Afghanistan, Hassan Tourabi au Soudan, etc.

### **2006, une année de polémiques politico-religieuses**

L'année 2006 a été marquée par de nombreuses polémiques et discussions tournant autour des religions chrétienne et musulmane: mobilisations dans de nombreux pays dits « musulmans » contre la publication des caricatures de Mahomet dans un journal danois; « affaire Redeker » en France; grossière provocation de Benoît XVI dans son discours en Allemagne; refus du Vatican d'enterrer religieusement un catholique en Italie parce qu'il avait demandé à mourir dans la dignité au bout de 25 ans de calvaire médical ; mobilisation des baptistes noirs américains pour défendre les chrétiens du Darfour menacés de génocide par les milices djandjawid musulmanes, etc.

L'islam a été, pendant toute l'année dernière, manipulé et instrumentalisé par toutes sortes de dictateurs, de politiciens démagogues, d'oulémas fanatiques, d'intellectuels occidentaux réactionnaires et même par un pape qui s'est rendu en Turquie du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2006 pour se réconcilier avec les obscurantistes locaux, musulmans et chrétiens orthodoxes.

L'intrication entre politique et religion est telle en ce monde profane qu'il est difficile de démêler ce qui est de l'ordre du religieux et ce qui relève des intérêts des grandes puissances «démocratiques», des révoltes nationalistes et/ou des calculs des potentats locaux. D'autant plus que les médias font l'impasse sur les interprétations matérialistes et athées des phénomènes sociaux et des questions éthiques (4). Et que, à droite comme à gauche, on nous vante les mérites du dialogue interreligieux (5), ou du dialogue «islamochrétien», comme si tous les êtres humains croyaient en Dieu, Allah, Yahweh, Vishnou ou Bouddha.

Quant à l'extrême gauche, elle est tellement empêtrée dans ses tentatives de ménager (ou de séduire) les chrétiens altermondialistes (de José Bové à Frei Beto, conseiller de Lula) et musulmans pseudo-«progressistes» (Tariq Ramadan), qu'elle oublie ses quelques principes, prolongeant ainsi une vieille ambiguïté du marxisme face aux religions.

### **Retour aux fondamentaux et ambiguïtés marxistes ou libertaires**

Ce numéro rappelle quelques principes élémentaires en reproduisant les textes de quatre anarchistes dont **Elisée Reclus**, **Johan Most** et **Peilharot**, et de cinq marxistes dont **Paul Lafargue**. Écrits par des non-spécialistes de l'histoire des religions, ces textes ne sont pas démentis par les récentes découvertes archéologiques d'Israel Finkelstein et Neil Asher Silberman qui confirment la fausseté historique de l'Ancien Testament, texte à la base des trois grands monothéismes.

Les textes de **Friedrich Engels**, **V.I. Lénine**, **Anton Pannekoek** et **Amadeo Bordiga** montrent les ambiguïtés du marxisme et parfois de l'anarchisme (**Camillo Berneri**) face aux questions religieuses.

Invoquant la méthode «dialectique», nos quatre mousquetaires marxistes essaient, à des titres et dans des contextes divers, de minorer l'importance de l'athéisme :

- parce que l'athéisme diviserait les travailleurs dans le cadre des luttes économiques quotidiennes, et qu'il empêcherait des ouvriers croyants de se battre contre le Capital,
- parce qu'il susciterait une union nationale néfaste avec la bourgeoisie franc-maçonne, avec les libéraux bourgeois, ou avec les démocrates bourgeois,
- parce que la déchristianisation en marche depuis un siècle rendrait pratiquement obsolète la lutte pour le matérialisme athée,
- parce que la prégnance de la religion ne relèverait que de causes immédiatement matérielles (la religion n'étant que le « reflet » – Lénine – de la pauvreté, de l'ignorance, de la peur devant les catastrophes naturelles, etc.). Ce serait donc une perte de temps et une démarche « idéaliste » que de chercher à en repérer les origines psychologiques, philosophiques, etc.. Ce serait une perte de temps de bien connaître les religions et de démontrer leurs explications du monde. Belle justification « dialectique » de l'ignorance !

Les deux premiers dangers étaient (et sont toujours) réels, mais aujourd'hui on voit comment certains groupes trotskystes se réfugient derrière des bouts de citations de Lénine ou de Marx, et l'ignorance des fondements des religions, pour se livrer à une surenchère de «tolérance» (traduire d'opportunisme) vis-à-vis de l'obscurantisme religieux (la théologie de la libération dans sa version catholique d'un côté; le prétendu «féminisme islamique» de l'autre) ou de pratiques qui ont autant à voir avec le patriarcat et le machisme qu'avec la religion elle-même (port du hijab à l'Ecole en France, meetings séparés pour les hommes et les femmes et prières lors de manifestations anti-guerre en Grande-Bretagne, etc.).

C'est pourquoi l'article de **Paul Hampton** (*Marx, Engels et la religion*) est utile car il remet au moins les pendules marxistes à l'heure.

La première partie de la revue (Pourquoi l'athéisme est important) se termine par des thèses de la **Communist League** des Etats-Unis et par un texte de **Wil Barnes** qui s'interroge sur la fonction du fondamentalisme protestant dans la société américaine en avançant quelques hypothèses stimulantes. Une petite interview aborde brièvement certains de nos points de désaccord avec l'auteur.

Ce numéro aborde ensuite les débats et controverses touchant:

- l'islam avec une interview **Sean Matgamma** de l'Alliance for Workers Liberty, deux textes d'**Avanti** et de **Socialisme international** (courants de la LCR) ainsi que deux contributions du **Réseau Liasons**, concernant les caricatures de Mahomet, la liberté d'expression et ce que le libertaire hidjabophile **Kandjare Bayn Asnan** appelle (le plus souvent) abusivement l'«islamophobie»;
- le christianisme avec des articles de la **Communist League** sur la droite chrétienne aux Etats-Unis, du collectif **Revolutions per Minute** sur l'Eglise anglicane au Royaume uni, et d'**Asha Sorx** (du PCOI) sur le rôle des religions dans la propagation du Sida ;
- et le bouddhisme japonais avec sa théorie des « guerres compassionnelles » pour justifier les atrocités et les massacres commis par l'armée impériale.

Ce numéro aborde la question de l'islam politique avec des articles sur le Hamas et le Hezbollah. Bien qu'elles datent des années 1990, les analyses de **Manar Hassan**, **Islah Jad** et **Rema Hammani** sur le Hamas (reprises de l'excellent site [libertesdesfemmesenpalestine](http://libertesdesfemmesenpalestine)) montrent bien quelles sont les conséquences concrètes quotidiennes du patient quadrillage islamiste au Moyen-Orient. Trop souvent, l'extrême gauche et même certains libertaires se contentent de dire que le «Hamas est populaire», quand ils ne vont pas jusqu'à s'émerveiller de la tactique militaire ingénieuse du Hezbollah et de ses liens avec le «peuple arabe» en passant sous silence ce que signifie concrètement l'islam politique pour la moitié de l'humanité: l'enfermement au logis, le port d'un uniforme religieux (le pire étant la burka), la répression masculine dans la rue comme au foyer, la flagellation publique ou la peine de mort pour comportement «immoral» ou pour «adultère». Il est d'autant plus vital de rappeler ces vérités élémentaires, que la plupart des «radicaux», qu'ils soient britanniques, néerlandais ou français, capitulent devant l'islam politique, comme le montre l'article de **De Fabel van de illegaal**.

Ce numéro aborde ensuite l'attitude de la gauche multiculturaliste-obscurantiste face au racisme et à l'antisémitisme en partant des réactions contrastées de ce courant multiforme (qui va de l'extrême gauche aux «anti-impérialistes» tiersmondains) face aux assassinats d'Ilan Halimi et Chaïb Zedhaf. Pourquoi et comment un crime peut-il être, dans un cas, réduit au rang de simple «fait divers» par les antiracistes, et dans l'autre érigé en «assassinat raciste» par le MRAP?

*Ni patrie ni frontières* n'oublie pas non plus le très réactionnaire (et très catholique) Sarkozy dont l'un des livres est ici brillamment décortiqué par **Richard Monvoisin** (*Le Sarkozy sans peine. La République, les religions, l'espérance*).

Ce numéro présente également plusieurs interviews et contributions de militantes et militants du **Parti communiste ouvrier d'Iran** sur l'islam, la liberté d'expression, et l'islamisme. Signataire du douteux «Manifeste contre le nouveau totalitarisme», Mariam Namazie du PCOI est interpellée par **Martin Thomas** de l'Alliance for Workers Liberty. Et l'argumentation de Martin Thomas est elle-même critiquée par un jeune militant iranien. Une amorce de débat fort intéressante sur les limites des alliances politiques et des compromis que l'on peut faire dans la lutte contre l'intégrisme islamique.

Pour conclure ce numéro, nous revenons sur le sionisme et l'antisémitisme à travers les opinions calamiteuses de Chavez sur les Juifs et le sionisme, ainsi qu'en analysant des textes publiés par la «gauche radicale» en Argentine, aux Etats-Unis, en Pologne et France, textes où suinte un antisémitisme de gauche derrière l'antisémitisme.

#### **Le niveau baisse....**

Le niveau atteint par les débats politiques dans l'extrême gauche et la gauche prétendument «anti-impérialiste» ou «antiraciste», en France comme dans d'autres pays, baisse chaque année un peu plus.

Le soutien aveugle à la pseudo-Résistance irakienne actuelle; la rhétorique adoptée par une partie du mouvement antiraciste et par les Indigènes de la République; la dénonciation des acquis démocratiques des Lumières et des droits de l'homme (séparation des Eglises et de l'Etat, liberté d'expression et d'organisation, primat de la raison sur la foi, respect des droits de l'individu); le soutien à la censure islamiste apporté par le MRAP lors de l'affaire des caricatures de Mahomet; l'appel au licenciement de l'islamophobe Redeker lancé par Pierre Tevanian; le soutien de la Ligue des droits de l'homme au bigot réactionnaire Tariq Ramadan et à un imaginaire «féminisme islamique» (à quand un féminisme hassidique, jésuite ou baptiste?) vont de pair avec l'absence totale de solidarité vis-à-vis du mouvement ouvrier irakien; une attitude acritique vis-à-vis de toute une série de dictatures dans le monde, de celle de Saddam Hussein (6) à celle de Castro ou des mollahs iraniens actuellement; et le soutien aveugle au régime du colonel Chavez, au Hezbollah libanais ou au Hamas palestinien.

Pour que le tableau soit complet, il faut ajouter qu'à droite l'offensive idéologique réactionnaire bat son plein: apologie des prétendus aspects positifs de la «présence française» dans ses colonies; dénonciation de la «racaille» par Sarkozy au nom d'une critique hypocrite du «politiquement correct»; interventions répétées de Finkelkraut et autres vieilles badernes contre «l'incivilité des jeunes issus de l'immigration», «l'assistanat aux Antillais», etc. Sans compter la tentative du pape Benoît XVI de critiquer le rapport entre l'islam et la raison, comme si les chrétiens (et les juifs) ne partageaient pas les mêmes mythes fondateurs: ceux de l'Ancien Testament, ce sombre conte de fées pour ignorants. Et cette offensive réactionnaire ne se déroule pas uniquement dans le ciel «pur» des idées; elle se double d'attaques très concrètes contre toutes les lois sociales et les conquêtes des travailleurs, afin de généraliser la précarité et l'insécurité sociales.

Dans un tel contexte, il est d'autant plus important de démasquer toutes les vieilleries idéologiques qui sont actuellement recyclées par les ennemis de la classe ouvrière, et considérées avec sympathie

ou neutralité hypocrite par une bonne partie de l'extrême gauche. La fonction politique de ces idéologies rances (apologie de l'ethnie, de la «race», des religions, de la nation) est d'étouffer la révolte des exploités pour la canaliser vers des luttes sans issue pour les masses mais fort profitables pour leurs représentants autoproclamés:

- défense de mythiques identités ethniques (CRAN, Indigènes de la République, etc.),
- défense des «libertés religieuses» (7) qui conduit à soutenir la liberté pour les appareils religieux d'opprimer les peuples,

- croyance en un nationalisme progressiste et en un anti-impérialisme unilatéral et réactionnaire.

Une telle position aboutit à soutenir, de façon totalement acritique, les gouvernements de certains Etats constitués (en ce moment Iran, Brésil, Bolivie, Venezuela et Cuba – quand ce n'est pas la Corée du Nord pour quelques microsectes trotskystes) contre les puissances impérialistes les plus développées, en incitant les masses de ces Etats à faire corps avec leurs exploités.

On remarquera qu'en France cette diplomatie pseudo-radical a toujours dépensé moins d'énergie contre les entreprises de l'impérialisme français en Afrique (sauf pendant la guerre d'Algérie, mais alors dans la plus grande confusion politique) que contre celles de l'impérialisme américain aux quatre coins de la planète.

Alors, si l'on doit revenir aux idéologies du XIX<sup>e</sup> siècle pour ne plus être «ringard» au XXI<sup>e</sup> siècle, autant revenir à un mot d'ordre qui a le mérite de la clarté: «*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*»... contre tous les dieux, les Césars et les tribuns !

## **Ni patrie ni frontières**

**6/5/2007**

1. Voici ce qu'écrit l'ex-ministre de la Justice, Yossif Lapid (pas vraiment un gauchiste antisioniste), dans un article paru dans le *Jerusalem Post*, le 17 janvier 2007 «Arrêtez les barbares juifs de Hebron» Yossef Lapid, suite à des injures et des crachats lancés par une habitante juive d'Hebron contre sa voisine arabe et retransmis à la télévision: «il n'existe aucune raison, aucune justification, pour la brutalité dont font preuve, jour après jour, les colons de Hebron à l'égard de leurs voisins arabes. L'installation de Juifs à l'intérieur de Hebron est le péché originel. Aujourd'hui, ils ajoutent l'insulte au mal. Et nous, les citoyens juifs de l'Etat d'Israël, nous nous contentons de faire: "tss tss tss." Nous oublions que ce harcèlement des voisins palestiniens à Hebron ne se produit pas seulement quand nous le voyons à la télévision, mais jour après jour, tous les jours de l'année (sauf le jour de Kippour)».

2. cf. Yves Lacoste, *Géopolitique*, Larousse 2006, pp. 208-223

3. On lira à ce sujet l'article en anglais de Dianne Kirby et Michael Mahadeo « Superpowers and periphery : a religious perspective » sur le site History in Focus, n° 10 concernant la guerre froide.

4. Lors d'un débat télévisé en 2006, on a pu voir le psychanalyste Malek Chebel déclarer que ce n'était pas «l'islam qui posait problème, mais seulement l'islamisme», comme si tout le monde devait avoir une religion et croire en un dieu ! Un seul journaliste présent sur le plateau (Michel Polac) osa – timidement – lui faire remarquer que toutes les religions lui «posaient problème», du judaïsme à l'islam, en passant par le catholicisme et le protestantisme.

5. Un livre collectif paru aux éditions La Découverte sous la direction d'E. Benbassa et J.C. Attias prône ainsi un dialogue judéo-musulman (*Juifs et musulmans. Une histoire partagée, un dialogue à contruire*) dont la dimension religieuse n'échappera à personne..

6. La condamnation à mort de Saddam Hussein a permis de transformer ce dictateur sanguinaire, responsable de la mort d'au moins 400 000 Irakiens durant la guerre contre l'Irak et d'un autre demi-million de chiites et Kurdes irakiens, en martyr non seulement au Proche et au Moyen-Orient, mais aussi dans les médias alternatifs voire sur Radio France Internationale qui consacra deux heures, deux jours de suite, aux réactions indignées de ses auditeurs. RFI dont on peut parier qu'elle ait jamais organisé deux jours de suite des émissions de protestation contre les massacres des Kurdes ou des chiites des Marais sous Saddam Hussein !

7. Qu'on nous comprenne bien: les religions ont parfaitement le droit de construire des lieux de culte et de diffuser leur propagande obscurantiste, tant qu'elles ne se servent pas des institutions publiques pour imposer leurs idées et leurs pratiques réactionnaires.

# Sommaire

<b>Contre les idéologies rances</b>	3
<b>Pourquoi l'Atheisme est important</b>	
– Marx, Engels et la religion (Paul Hampton, 2006)	13
– Contributions à l'histoire du christianisme primitif (Friedrich Engels, 1894)	20
– L'anarchie et l'Eglise (Elisée Reclus, 1900)	33
– La peste religieuse (Johan Most, 1892)	39
– Laïcisation à faire (Jules Guesde, 1887)	46
– Le mythe de l'immaculée conception (Paul Lafargue, 1896)	48
– Les Evangiles c'est du bidon (CNT-AIT, 1996)	52
– Socialisme et religion (Lénine, 1905)	57
– De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (Lénine, 1909)	60
– Anticléricalisme et socialisme (Amadeo Bordiga, 1949)	66
– Laïcité et marxisme (Amadeo Bordiga, 1949)	71
– Le marxisme face à l'Eglise et à l'Etat (Amadeo Bordiga, 1949)	75
– Les prolétariat ne se nourrait pas de curés (Camillo Berneri, 1936)	77
– Devons-nous baisser la garde? ( <i>NPNF</i> )	80
– Sur la religion (Anton Pannekoek)	82
– Quelques commentaires ( <i>NPNF</i> )	91
– Pour en finir avec le spectre de Dieu (Groupe surréaliste de Paris, 2006)	92
– « Jésus socialiste » vu par Chavez et par... Engels	94
<b>L'ère des fondamentalismes</b>	97
– Fondamentalisme religieux et déclin capitaliste (Communist League, 2006)	99
– Religion, révolution et fondamentalisme aux Etats Unis (Wil Barnes, 2006)	115
– Quelques précisions (Wil Barnes, 2007)	127
<b>Débat sur les Caricatures de Mahomet</b>	129
– Sean Matgamma (AWL): La liberté d'expression n'est pas un « point de détail	130
– Quelques brèves remarques sur les motivations des commandos-suicides islamiques	140
– Avanti, Socialisme International et les caricatures danoises	141
– L'affaire des caricatures: une nouvelle offensive raciste (Sylvestre Jaffard, LCR)	142
– Sur les caricatures de Mohammed (J. Mullen et C. Falconer, LCR)	145
– Et maintenant un peu de satanisme (Lettre de Liaisons)	148
– L'ennemi est dans notre propre pays (Lettre de Liaisons)	149
<b>«ISLAMOPHOBIE»? MYTHES ET REALITES</b>	
150	
– L'islamophobie ou le fournisseur officiel du racisme officieux (Kandjare Bayn Asnan)	151
– Un obscurantiste pseudo-radical ( <i>NPNF</i> )	158
– Il faut sauver le soldat Redeker – Philosophe de combat, pensée de sous-off (Patsy)	163
– Remarques complémentaires ( <i>NPNF</i> )	166
– «Caïds» du 9-3 et «islamistes» de 8 ans ! ( <i>NPNF</i> )	167
– Réponse de Jean-François Chalot: Il faut combattre tous les intégrismes !	171
<b>ÉGLISES EN (Re)ACTION</b>	173
– Comment Luther inspira Hitler (Harry Westerink)	174

– Le mythe de la persécution des chrétiens aux Etats-unis (Communist League)	178
– L'épée et Mahomet (Uri Avnery)	183
– Géopolitique de l'islam et statut des dhimmis juifs ( <i>NPNF</i> )	186
– Dossier de Combat communiste sur l'islam (1980): Les origines de l'Islam: Mahomet, le brigand qui devint chef d'Etat ; La religion, opium du peuple ; La femme et l'Islam ; Islam et colonialisme en Algérie ; L'Etat et l'Islam en Algérie ; Une secte religieuse fascisante: Les Frères musulmans, une secte religieuse fascisante (Combat communiste, octobre 1980)	192-199
– Église anglicane en Grande-Bretagne (Revolutions per Minute)	200
– Le rôle de la religion dans la propagation du Sida (Arash Sorx)	202
– Bouddhisme japonais et « guerres compassionnelles »	204
<b>L'islam politique en Palestine et AU LIBAN</b>	207
– Rema Hammami: Les femmes, le hijab et l'Intifada (1991)	208
– Manar Hasan: À propos du fondamentalisme dans notre pays (1992)	215
– Islah Jad: Les Palestiniennes face aux mouvements islamistes (19XX)	222
– Quelques précisions	225
– Du soutien de la gauche radicale au Hezbollah (De Fabel van de illegaal)	227
– Le Hezbollah: un Parti-Etat totalitaire ( <i>NPNF</i> )	231
– Brève chronologie des guerres d'Israël contre le Liban – Sur la prison de Khiam – Sources d'information utiles	238-239
– Contorsions «libertaires» face au Hezbollah et au nationalisme arabe ( <i>NPNF</i> )	240
– Gilbert Achcar et les contradictions trotskystes face à l'intégrisme islamique ( <i>NPNF</i> )	247
<b>LE PCOI face a la RELIGION, LA laicite et l'islam Politique</b>	253
— Azar Majedi, Fariborz Pooya, Maryam Namazie, Bahram Soroush et Mina Ahadi: Faut-il défendre la liberté d'expression des islamistes? (254) – Faut-il interdire le voile? (258) – Islam et droits humains : zéro pointé (262) – Religions, relativisme culturel et instrumentalisation des droits humains (265) – Aucune religion n'est réformable (268) – Pour un regroupement international des ex-musulmans (269) - Toutes les alliances sont-elles justifiées contre l'islam politique? (Mariam Namazie et Martin Thomas)	271-277
<b>GAUCHE multiculturaliste, RACISME ET ANTISEMITISME</b>	279
– Des caricatures de Mahomet à l'assassinat d'Ilan Halimi ( <i>NPNF</i> )	280
– Oui il s'agit d'un crime antisémite, (La Lettre de Liaisons)	282
– Le malaise de la gauche multiculturaliste face au meurtre d'Ilan Halimi ( <i>NPNF</i> )	284
– Commentaire (Philippe Corcuff)	288
– Brève réponse	289
– Du meurtre d'Ilan Halimi à celui de Chaïb Zehaf ( <i>NPNF</i> )	290
– Droite communautariste contre gauche multiculturaliste ? (Damien)	291
– Multiculturalisme obscurantiste, antisémitisme et racisme ( <i>NPNF</i> )	295
<b>SIONISME, ANTISSIONISME ET ANTISEMITISME de GAUCHE</b>	301
– Chavez antisémite? Est-ce le fond du problème? ( <i>NPNF</i> )	302
– Le Mémorial d'Auschwitz, la Pologne et l'Holocauste (August Grabski)	312
– L'antisémitisme de gauche renaît-il en Pologne? (A. Grabski et P. Kendziorek)	316
– Limites de l'antisionisme (5): à propos de James Petras ( <i>NPNF</i> )	323
– Du ZORG à la ZPC ( <i>NPNF</i> )	325



- Limites de l’antisionisme (6): Mossad et police argentine (*NPNF*) 327
- Limites de l’antisionisme (7): «L’armée israélienne occupe Paris – Résistance !» - (*NPNF*) 329
- De Deir Yassin à Canaa (*NPNF*) 330

DE SARKOZY A FINKIELKRAUT 332

- Le Sarkozy sans peine (Richard Monvoisin) 333
- Finkelkraut-Dieudonné : A chaque « communauté » son petit Farrakhan (*NPNF*) 349

# Pourquoi l'athéisme est important

Cette première partie vise à esquisser les contours des principales conceptions qui structurent, encore aujourd'hui, la réflexion des militants marxistes ou anarchistes en ce qui concerne la religion. Il nous a semblé important de rassembler ces quelques textes, mais aussi d'en pointer brièvement les limites. A leur lecture, on se rend compte qu'ils sont loin d'expliquer parfaitement la persistance des phénomènes religieux et de nous offrir des orientations politiques précises vis-à-vis des travailleurs croyants, en particulier musulmans, dans les métropoles impérialistes. Néanmoins, ces textes montrent aussi, par leurs nombreuses références, que la connaissance des religions (en premier lieu du christianisme en Europe) a considérablement reculé par rapport à il y a un siècle, ou même cinquante ans. Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'il faille réintroduire l'enseignement des religions à l'Ecole, mais cela demande aux militants un effort intellectuel supplémentaire pour pénétrer dans un univers qu'ils connaissent généralement très mal et qui souvent, soyons francs, ne les intéresse pas. Sans un approfondissement de leurs connaissances, ils risquent de se retrouver désarmés face à de prétendus spécialistes (généralement des avocats discrets de telle ou telle secte religieuse) ou à des croyants brouillons ou mystificateurs ; ils risquent d'adopter des positions politiques catastrophiques, ou de se livrer à des analyses fantaisistes, comme en témoigne la presse d'extrême gauche ou libertaire, les rares fois où elle se hasarde sur le terrain religieux ou politico-religieux.

*«Le fondement de la critique irréligieuse est: c'est l'homme qui fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. Certes, la religion est la conscience de soi et le sentiment de soi qu'a l'homme qui ne s'est pas encore trouvé lui-même, ou bien s'est déjà reperdu. Mais l'homme, ce n'est pas un être abstrait blotti quelque part hors du monde. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent la religion, conscience inversée du monde, parce qu'ils sont eux-mêmes un monde à l'envers. La religion est la théorie générale de ce monde, sa somme encyclopédique, sa logique sous forme populaire, son point d'honneur spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, sa consolation et sa justification universelles. Elle est la réalisation fantastique de l'être humain, parce que l'être humain ne possède pas de vraie réalité. Lutter contre la religion c'est donc indirectement lutter contre ce monde-là, dont la religion est l'arôme spirituel.*

*«La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans coeur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple.*

*«L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'auréole.*

*«La critique a dépouillé les chaînes des fleurs imaginaires qui les recouvraient, non pour que l'homme porte des chaînes sans fantaisie, désespérantes, mais pour qu'il rejette les chaînes et cueille les fleurs vivantes. La critique de la religion détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité comme un homme sans illusions parvenu à l'âge de la raison, pour qu'il grave autour de lui-même, c'est-à-dire de son soleil réel. La religion n'est que le soleil illusoire qui grave autour de l'homme tant que l'homme ne grave pas autour de lui-même.»*

MARX

*Critique du Droit politique hégélien*

Paul Hampton

# Marx, Engels et la religion

Cet article a été publié en anglais dans *Solidarity*, le quinzomadaire de l'AWL (1), le 23 mars 2006. Les initiales O.C. font référence aux Œuvres complètes de Marx en anglais, édition la plus complète à ce jour (le 50<sup>e</sup> volume est paru en 2005). Chaque fois qu'il a été possible, nous avons utilisé la traduction française des textes cités, soit intégralement, soit partiellement quand elle était trop obscure, à notre avis, surtout dans les textes du «jeune» Marx. Lorsque nous n'avons pas trouvé la traduction française, nous avons traduit Marx à partir de l'anglais. Dans certains cas, nous avons légèrement allongé les citations pour que le lecteur comprenne mieux leur contexte. (NPNF)

Dans un article paru le 4 mars 2006 dans *Socialist Worker* (2) et intitulé «Marx et la religion», Anindya Bhattacharyya affirme que Marx et Engels n'étaient pas très sévères envers la religion et auraient traité avec mépris leurs contemporains «libéraux» (3) (en particulièrement Bruno Bauer) qui attaquaient violemment la religion (...).

Cet article ne rend absolument pas compte de la complexité des positions de Marx et d'Engels sur la religion: leur conception du monde fondamentalement athée; leur opposition aux institutions religieuses; leur analyse sur la place de la religion dans les sociétés de classes; et leur opposition aux mesures discriminatoires et policières contre les croyants (...).

Si nous jetons un œil aux écrits de Marx et Engels, nous constaterons qu'il s'en dégage une image très différente de celle proposée par Anindya Bhattacharyya.

## Les premières influences intellectuelles de Marx et Engels

Marx et Engels se sont tous les deux développés politiquement, bien que séparément, dans le milieu des jeunes diplômés universitaires en Allemagne entre le milieu des années 1830 et le milieu des années 1840. Ce groupe d'intellectuels, connu sous le nom de Jeunes Hégéliens, tirait des conclusions radicales de la philosophie apparemment conservatrice de Hegel.

Au sein de ce milieu, Bruno Bauer, maître assistant très en vue, s'était fait connaître par sa critique de la Bible. Selon Zvi Rosen, dans *Bruno Bauer and Karl Marx* (1977), Bauer exerça une influence particulière sur Marx entre 1839 et 1843, car il l'invitait fréquemment chez lui et le fit participer à un cercle de réflexion, le Doktorclub. Ce fut aussi Bauer qui encouragea Marx à terminer son doctorat.

L'influence des opinions de Bauer sur la religion est évidente dans la thèse de doctorat de Marx, terminée en 1841 quand ce dernier avait 23 ans. Dans l'avant-propos, Marx écrit: «Elle [la philosophie] fait sienne la profession de foi de Prométhée: "Je hais tous les dieux." Cette profession de foi est sa propre devise qu'elle oppose à tous les dieux du Ciel et de la Terre qui ne reconnaissent pas pour divinité suprême la conscience que l'homme a de soi.» Dans son étude, Marx souligne: «les preuves de l'existence de Dieu sont (...) de simples tautologies creuses (...). Toutes les preuves de l'existence de Dieu sont des preuves de sa non-existence» (Marx, *La différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Épicure*, 1841, O.C., t. 1).

A l'époque, d'autres Jeunes Hégéliens écrivirent des textes plus virulents contre la religion et en faveur de l'humanisme. Par exemple, Ludwig Feuerbach publia *L'Essence du christianisme* (1841), qui défendait l'idée que l'homme, et donc l'humanité, était la racine de la religion. Bauer écrivit un pamphlet contre Hegel, *La Trompette du Jugement dernier contre Hegel, l'athée et l'antéchrist* (1841), dans lequel il niait l'existence de Jésus en tant que personnage historique et défendait l'athéisme.

En 1841, Marx et Bauer projetèrent d'éditer une revue philosophique radicale: *Archives de l'athéisme*. Les conceptions de quelques-uns de leurs contemporains donnent une idée de l'ampleur de leur projet.

Arnold Ruge écrivit: «Bruno Bauer, Karl Marx, Christiansen et Feuerbach forment une nouvelle Montagne (4) et font de l'athéisme leur slogan. Ils jettent Dieu, la religion et l'immortalité à bas de leurs trônes et proclament l'homme Dieu.»

Et Georg Jung écrivit à Ruge: «Si Marx, Bruno Bauer et Feuerbach s'associent pour créer une revue théologico-philosophique, Dieu ferait bien de s'entourer de tous ses anges et de s'apitoyer sur son sort, parce que ces trois-là le chasseront certainement du Ciel (...). Pour Marx, en tout cas, la

religion chrétienne est une des plus immorales qui soit» (David McLellan, *Marx before Marxism*, 1970).

En raison de son athéisme, Marx s'opposait aux institutions religieuses et à l'intervention de la religion en politique. On peut en avoir un avant-goût en lisant les articles écrits par Marx à l'époque.

Dans ses «*Commentaires sur la dernière instruction concernant la censure prussienne*» (1842) il écrit: «Par conséquent soit on interdit toute immixtion de la religion dans la politique – mais vous ne le voulez pas, parce que vous ne désirez pas fonder l'Etat sur la raison libre, mais sur la foi, car la religion est pour vous la sanction générale de ce qui existe – soit on introduit, de façon fanatique, la religion dans la politique. On laisse alors la religion se mêler de politique à sa façon, mais vous ne le voulez pas non plus. Selon vous, la religion doit soutenir les autorités profanes, sans que celles-ci se subordonnent à la religion. Mais une fois que vous introduisez la religion dans la politique, c'est faire preuve d'une arrogance intolérable, irrégulière en fait, que de vouloir déterminer de façon laïque comment la religion doit agir dans les affaires politiques. Celui qui veut s'allier à la religion en respectant les sentiments religieux doit concéder à la religion une voix décisive sur toutes les questions – ou bien peut-être entendez-vous par religion le culte de votre propre autorité illimitée et de votre sagesse gouvernementale?» (*O.C.*, t. 1)

Et dans «L'éditorial» paru dans le numéro 179 de la *Kölnische Zeitung/La Gazette de Cologne* (1842), Marx accuse l'Etat prussien de diffuser le dogme chrétien, il critique la police et la censure qui protègent la religion et insiste sur le fait qu'on ne doit opérer aucune distinction entre la religion comme croyance et comme institution (*O.C.*, t. 1 et Marx-Engels, *Sur la religion*, pp. 15-48).

### **La religion est «l'opium du peuple»**

Dans son article, Bhattacharyya cherche à minimiser la critique marxiste des fondements de la religion, résumée par l'aphorisme célèbre de Marx sur «l'opium du peuple», en soulignant que la religion représente aussi une protestation contre la détresse réelle [des opprimés].

Ces expressions se trouvent dans l'introduction à la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* (1843-44) de Marx: «La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple.» (*O.C.*, t. 3.)

Il est évident que l'analyse de Marx concernant la religion ne se réduit pas à un simple rejet. Marx a cherché à expliquer les racines et la signification de la religion comme l'expression de processus politiques et économiques plus profonds.

Bhattacharyya suggère que «le soupir de la créature opprimée», dans un certain sens, émousserait la critique de Marx. Mais une telle hypothèse ignore des arguments importants présentés dans le même article de Marx.

Marx commence par expliquer que «pour l'Allemagne, la critique de la religion est achevée pour l'essentiel, et la critique de la religion est la condition nécessaire de toute critique».

Loin de répudier les critiques des Jeunes Hégléiens contre la religion exprimées par David Strauss, Bruno Bauer et Ludwig Feuerbach, Marx se met fermement dans leur camp. Il souligne aussi ce qui le sépare fondamentalement de la conception religieuse du monde: «C'est l'homme qui fait la religion, et non la religion qui fait l'homme. (...) La critique de la religion aboutit à cette doctrine, que l'homme est, pour l'homme, l'être suprême. Elle aboutit donc à l'impératif catégorique de renverser toutes les conditions sociales où l'homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable» (*O.C.*, t. 3). Marx affirme la nécessité de critiquer la religion, parce que «la lutte contre la religion est, donc, par ricochet la lutte contre ce monde dont l'arôme spirituel est la religion».

Après le passage sur l'opium du peuple, Marx ajoute: «L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence de son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc, en germe, la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'aurore. La critique a dépouillé les chaînes des fleurs imaginaires qui les recouvraient, non pour que l'homme continue à porter des chaînes sans fantaisie, désespérantes, mais pour qu'il rejette ces chaînes et cueille les fleurs vivantes. La critique de la religion détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité comme un homme sans illusions parvenu à l'âge de la raison, pour qu'il gravite autour de lui-même, c'est-à-dire de son soleil réel. La religion n'est que le soleil illusoire qui gravite autour de l'homme tant que l'homme ne gravite pas autour de lui-même.» Et un peu plus loin il ajoute: «la critique du Ciel se transforme en critique de la Terre, la critique de la religion en critique du droit, et la critique de la théologie en critique de la politique». (*O.C.*, t. 3).

Ces différents passages indiquent clairement qu'il n'y avait aucune place pour la religion dans la conception du monde de Marx. Pour lui, la religion n'était pas la racine de l'aliénation de l'humanité – mais elle en faisait partie.

Selon Marx, il fallait comprendre et saper l'influence des religions, et non les justifier ou les rationaliser. Cependant la critique de la religion est subordonnée à la lutte de classe politique – ce que Marx commence à esquisser dans le reste de l'article.

Ces passages indiquent également que Marx continue à subir l'influence de Bruno Bauer. Bien que plusieurs penseurs avant eux, tels d'Holbach, Maréchal et Hegel, aient comparé la religion à l'opium, Bauer se livra à cette comparaison explicite à l'époque où il collabora avec Marx. Dans *L'Etat chrétien et notre temps* (1841), Bauer écrit: «l'Etat chrétien pur est un Etat dans lequel prévaut la loi théologique. Cette loi atteint un vrai pouvoir ou, pour être plus exact, un pouvoir absolu, quand, par ses effets qui sont identiques à ceux de l'opium, elle endort tous les éléments de l'humanité.»

Dans «*La bonne cause de la liberté/ Die Gute Sache der Freiheit*» (1842), Bauer avait écrit que la religion «esquisse, dans son processus d'intoxication semblable à celui de l'opium, une image de la situation future, qui diffère radicalement de l'ordre de ce monde». Pour lui, la religion «est l'expression, la manifestation isolée et la sanction de l'absence et de la condition malade des relations existantes» (cité par Zvi Rosen, in *Bruno Bauer and Karl Marx*).

D'autres métaphores employées par Marx ont également été empruntées à Bauer. Par exemple, Bauer a écrit dans «*La critique des évangiles synoptiques/ Kritik der evangelischen Geschichte der Synoptiker*» (1841): «les chaînes qui attachent l'esprit humain au service de ces religions étaient décorées de fleurs».

### **La rupture de Marx avec Bauer**

Marx rompit avec Bauer à la fin de l'année 1842 à cause du soutien de ce dernier à Die Freien (Les Libres), un groupe de Jeunes Hégéliens (dont Engels) qui attaquaient la religion sans se soucier des réalités politiques de l'époque. Marx éditait alors la *Rheinische Zeitung (Gazette rhénane)* et menait une bataille, perdue d'avance, contre la censure du gouvernement prussien. Il refusa de publier plusieurs articles des membres de Die Freien.

Le 30 novembre 1842, il expliqua à Ruge sa position: «J'ai demandé en outre que l'on critique la religion dans le cadre de la critique des conditions politiques, plutôt que l'on critique les conditions politiques dans le cadre de la religion, parce que cela correspond mieux à la nature de ce journal et au degré d'instruction des lecteurs; en effet, la religion en soi n'a pas de contenu, elle doit son existence non pas au Ciel mais à la Terre, et, lorsqu'on abolira la réalité déformée dont elle est la théorie, elle s'effondrera d'elle-même.» (*O.C.*, t. 1.)

La rupture finale intervint en mars 1843 quand Bauer indiqua clairement qu'il ne s'intéressait plus aux masses et à l'activité politique.

Entre 1843 et 1846, Marx et Engels critiquèrent brutalement Bauer. En dehors de leurs articles de revue, ils écrivirent deux livres où ils ne le ménagèrent pas: *La Sainte Famille* (1844) et *L'Idéologie allemande* (1845-46). Mais ils n'adoptèrent pas pour autant des positions plus conciliantes vis-à-vis de la religion.

### **La question juive**

Bhattacharyya insiste beaucoup sur les différences entre Marx et Bauer concernant la discrimination et les persécutions subies par les juifs dans l'Etat prussien. Bhattacharyya accuse, sans vergogne, les critiques modernes de la religion de partager l'opinion de Bauer, affirmation sans fondement.

Bauer s'opposa au combat pour l'émancipation des juifs au sein de l'Etat prussien existant. Marx le démolit justement dans *La Question juive* (1843). Marx avait raison de soutenir le combat pour mettre fin à la discrimination et l'oppression des juifs en Allemagne à l'époque, même si ce combat était loin d'aboutir à l'émancipation générale de l'humanité. Il soutenait le principe de la révolution française selon lequel chacun a «le droit de pratiquer la religion de son choix, quelle qu'elle soit».

Il écrivit: «La religion nous importe non plus comme fondement, mais comme phénomène de la limitation profane. C'est pourquoi nous expliquons les limites religieuses des citoyens libres par leurs limites profanes. Nous ne prétendons nullement qu'ils doivent dépasser leurs limitations religieuses une fois qu'ils aboliront leurs limites profanes. Nous ne transformons pas les questions profanes en questions théologiques. Nous transformons les questions théologiques en questions profanes. Après que l'histoire s'est suffisamment longtemps dissoute en superstitions, nous dissolvons les superstitions pour en faire de l'histoire. La question de la relation entre l'émancipation politique et la religion

devient pour nous la question de la relation entre l'émancipation politique et l'émancipation humaine.» (O.C., t. 3)

Marx avait raison de défendre une position démocratique cohérente contre toutes les formes d'oppression, y compris contre les persécutions religieuses. Mais cela ne contredisait en rien son attitude globale envers la religion.

Dans le même article, Marx indique clairement sa préférence pour un Etat laïque, et non pour un Etat qui favoriserait la religion (par exemple dans le système éducatif). Il écrit: «L'homme s'émancipe politiquement de la religion en la bannissant de la sphère du droit public et en la transférant dans la sphère du droit privé. (...) Bien plus, l'État *chrétien* parfait, ce n'est pas le prétendu État *chrétien*, qui reconnaît le christianisme comme sa base, comme la religion d'État, et prend donc une attitude exclusive envers les autres religions; c'est plutôt l'État *athée*, l'État *démocratique*, l'État qui relègue la religion parmi les autres éléments de la société bourgeoise.» (O.C., t. 3)

Bhattacharyya utilise un autre argument contre «les athées libéraux» en se livrant à une falsification complète. Bhattacharyya prétend qu'il faudrait écarter les premières critiques de la religion élaborées par Bauer, parce que celui-ci devint antisémite par la suite. Cet argument ne remet pas en cause la validité de ses conceptions dans les années 1840 quand Marx était associé avec lui. De plus, leurs polémiques dans les années 1840 ne provoquèrent pas une rupture complète entre eux. Selon la correspondance de Marx, Bauer vint rendre visite à Marx à Londres jusque dans les années 1855-56.

D'autres Jeunes Hégléiens critiques par rapport à la religion «ne virèrent pas à droite» – certains, comme Ruge, restèrent des «libéraux» tout comme à l'époque où ils collaboraient avec Marx. D'autres, comme Feuerbach qui critiquait la religion, adoptèrent des positions plus à gauche. En 1868, Feuerbach lut avec enthousiasme *Le Capital* et, en 1870, il rejoignit le Parti social-démocrate allemand. (Marx W. Wartofsky, *Feuerbach*, 1977)

Marx et Engels étaient parfaitement au courant de l'évolution de Bauer. Pourtant, dans un article rétrospectif écrit quarante ans plus tard, «*Bruno Bauer et le christianisme primitif*» (mai 1882) Engels rappela l'importance de la critique de Bauer concernant la religion au début des années 1840. Avant Bauer, expliqua-t-il, les libres penseurs se contentaient de critiquer toutes les religions parce qu'elles trompaient leurs fidèles. Ils n'expliquaient pas leur origine et leur développement à partir des conditions historiques dans lesquelles elles surgissaient et comment elles en étaient venues à occuper une position dominante.

Selon Engels: «Bruno Bauer a contribué bien plus à la solution de cette question que quiconque.» Il a prouvé que les évangiles n'étaient pas quatre récits historiques indépendants mais des récits mutuellement interdépendants. Il a également montré que peu de faits évoqués dans les évangiles pouvaient être prouvés historiquement, allant jusqu'à remettre en cause l'existence historique de Jésus-Christ.

Et Engels de conclure: «[ Bauer ] a déblayé le terrain pour la solution de la question suivante: quelle est l'origine des idées et des pensées qui, tissées ensemble, ont permis de construire une sorte de système dans le christianisme, et comment sont-elles arrivées à dominer le monde?» (O.C., t. 24)

#### **A propos d'autres textes «de jeunesse» de Marx et Engels**

Dans les *Manuscrits économique-philosophiques* (1844) Marx affirme de nouveau que «à l'origine, les dieux ne sont pas la cause, mais l'effet, de la confusion dans les esprits des hommes» (O.C., t. 3). Il ajoute: «Le communisme commence dès ses débuts (Owen) avec l'athéisme. L'athéisme est, au départ, encore bien loin d'être le communisme; en réalité, cet athéisme est, encore et surtout, une abstraction. La philanthropie de l'athéisme n'est donc d'abord qu'une philanthropie philosophique abstraite, alors que celle du communisme est immédiatement réelle et directement tendue vers l'action.»

Dans ses *Manuscrits de 1844* Marx semble à un moment défendre l'idée que le socialisme ne serait pas fondé sur l'athéisme: «L'athéisme, explique-t-il, dans la mesure où il nie cette irréalité, n'a plus de sens, car l'athéisme est une négation de Dieu et, par cette négation, il postule l'existence de l'homme; mais le socialisme, en tant que socialisme, n'a plus besoin d'une telle médiation. Il part de la conscience théoriquement et pratiquement sensible de l'homme et de la nature comme de l'essence. Le socialisme est la conscience de soi positive de l'homme, qui ne passe plus par la médiation de l'abolition de la religion, de même que la vie réelle est la réalité positive de l'homme qui ne passe plus par l'abolition de la propriété privée, par le communisme.»

Marx décrit cependant la religion comme la «conscience de soi aliénée de l'homme» et il considère l'athéisme comme partie intégrante de sa nouvelle conception du monde (O.C., t. 3)

Selon Engels: «de même que l'athéisme, suppression de Dieu, est le devenir de l'humanisme théorique, le communisme, abolition de la propriété privée, est la revendication de la vie réelle de l'homme comme sa propriété, le devenir de l'humanisme pratique; en d'autres termes, l'athéisme est l'humanisme ramené à lui-même par le moyen de la suppression de la religion, le communisme est l'humanisme ramené à lui-même par celui de l'abolition de la propriété privée».

Et il ajoute: «Mais l'athéisme et le communisme ne sont pas une fuite, une abstraction, une perte du monde objectif engendré par l'homme, une perte de ses forces essentielles qui ont pris une forme objective. Ils ne sont pas un retour à une pauvreté, une simplicité anormale et primitive. Ils sont bien plutôt, pour la première fois, le devenir réel, la réalisation devenue réelle pour l'homme de son essence, et de son essence en tant qu'essence réelle.» (O.C., t. 3.)

Dans *La Sainte Famille*, Marx et Engels affirment: «M. Bauer a donc traité la question *religieuse* et *théologique* de façon *religieuse* et *théologique*, ne fût-ce que parce que, dans la question «religieuse» actuelle, il voyait une question «purement *religieuse*. (...) On a montré à M. Bauer comment la *décomposition* de l'homme en *citoyen* non religieux et *personne privée* religieuse n'est pas du tout en contradiction avec l'émancipation politique. On lui a montré que, si l'État s'émancipe de la religion en s'émancipant de la *religion d'État*, tout en abandonnant la religion à elle-même dans le cadre de la société civile, l'individu s'émancipe *politiquement* de la religion en se comportant envers elle non plus comme envers une affaire publique, mais en la considérant comme son *affaire privée*. (...) *S'il est vrai* que M. Bauer est prisonnier de la *politique*, en revanche, il tient constamment la politique prisonnière de sa foi, la foi *critique*» (O.C., t. 4).

Marx et Engels critiquaient Bauer, parce que, en dépit de son athéisme, son mode de pensée était encore essentiellement religieux: «Herr Bauer était un théologien dès le début, mais pas un théologien ordinaire; c'était un théologien critique ou un critique théologique.» (O.C., t. 4.)

Bien que la critique de la religion soit devenue ensuite subordonnée à la critique de l'économie politique du capitalisme, Marx et Engels ont continué à s'opposer à la religion.

Par exemple Engels, dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1844-45) s'opposa au rôle de la religion dans l'éducation et préconisa une instruction laïque: «Cependant, en fait, l'Eglise anglicane gère ses *national schools* [écoles populaires], et les diverses sectes gèrent leurs écoles, dans le seul but de conserver dans leur sein les enfants de leurs fidèles, et de ravir, de temps en temps, une pauvre âme enfantine à une autre secte. La conséquence en est que la religion, et plus précisément l'aspect le plus stérile de la religion: la discussion polémique, est élevée à la dignité de discipline par excellence, et que l'on bourre la mémoire des enfants avec des dogmes incompréhensibles et des distinguos théologiques; que la haine sectaire et la bigoterie sont éveillées dès le plus jeune âge et que toute formation rationnelle, intellectuelle et morale est honteusement négligée.

A plusieurs reprises la classe ouvrière a exigé du Parlement une instruction publique strictement laïque, laissant la religion aux prêtres des différentes sectes; mais, jusqu'ici, aucun ministère ne leur a accordé une mesure semblable. C'est normal ! Le ministre est le valet obéissant de la bourgeoisie, et celle-ci se divise en une infinité de sectes; mais chaque secte ne consent à donner au travailleur cette éducation qui sinon serait dangereuse, que s'il est obligé de prendre, par-dessus le marché, l'antidote que constituent les dogmes particuliers à cette secte. Et ces sectes se disputant aujourd'hui encore la suprématie, la classe ouvrière en attendant reste inculte.» (O.C., t. 4.)

D'autres écrits des années 1840 ont cherché à expliquer la religion comme une phase transitoire dans la pensée humaine. Dans son ébauche de «*Profession de foi communiste*» (9 juin 1847), Engels écrit: «Les communistes rejettent-ils des religions existantes? Toutes les religions qui ont existé jusqu'ici étaient des expressions des étapes historiques du développement de différents peuples ou des groupes de personnes. Mais le communisme est cette étape du développement historique qui rend toutes les religions existantes superflues et les dépasse.» (O.C., t. 6.)

Il apporte la même réponse dans ses *Principes du communisme* en octobre 1847 (O.C., t. 6).

Marx critiqua de façon cinglante les institutions religieuses. Il écrit dans «*Le communisme du Rheinischer Beobachter [l'Observateur rhénan]*» (1847): «Les principes sociaux du christianisme prêchent la poltronnerie, le mépris de soi, l'abaissement, la servilité et l'humilité, en bref, toutes les qualités de la canaille; et le prolétariat, qui ne permettra pas qu'on le traite en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance encore plus que de son pain. Les principes sociaux du christianisme sont des principes de cafards, et le prolétariat, lui, est révolutionnaire.» (O.C., t. 6; Marx et Engels, *Sur la religion*, pp. 81-86.)

Dans un discours à un cercle communiste prononcé en novembre 1847, Marx explique: «Parmi tout ce qu'a accompli la philosophie allemande, la critique de la religion est la chose la plus importante;



cette critique, cependant, ne parlait pas du développement social. Tout qui a été écrit jusqu'ici contre la religion chrétienne se limitait à démontrer que cette religion repose sur de faux principes; à expliquer comment, par exemple, les auteurs se sont copiés les uns les autres; le culte pratique du christianisme n'avait pas été encore examiné (...). Cette histoire, présentée dans le travail de G. F. Daumer (5), assène au christianisme le dernier coup; la question est maintenant de savoir, quelle signification ceci a pour nous. Cela nous donne la certitude que la vieille société vit ses derniers jours et que l'édifice de la fraude et du préjugé s'effondre.» (O.C., t. 6.)

Dans le *Manifeste communiste* (1848) Marx et Engels affirment: «Le prolétaire est sans propriété; ses relations avec sa femme et ses enfants n'ont plus rien de commun avec celles de la famille bourgeoise; le travail industriel moderne, l'asservissement de l'ouvrier au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, dépouillent le prolétaire de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion sont à ses yeux autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.» (O.C., t. 6)

Selon eux, «Rien n'est plus facile que de donner une teinture de socialisme à l'ascétisme chrétien. Le christianisme ne s'est-il pas élevé lui aussi contre la propriété privée, le mariage, l'Etat? Et à leur place n'a-t-il pas prêché la charité et la mendicité, le célibat et la mortification de la chair, la vie monastique et l'Eglise? Le socialisme chrétien n'est que l'eau bénite avec laquelle le prêtre consacre le dépit de l'aristocratie.» (O.C., t. 6)

### Écrits postérieurs

Marx et Engels évoquent la religion dans leurs écrits postérieurs et leur correspondance. Par exemple, en 1855, Marx écrit dans «*Le mouvement anticlérical. Une manifestation à Hyde Park*»: «On voit dans le texte de l'affiche ci-dessus que la lutte contre le cléricalisme prend le caractère en Angleterre de tous les combats sérieux – le caractère d'une lutte de classe des pauvres contre les riches, du peuple contre l'aristocratie, des gens de condition “inférieure” contre ceux de condition “supérieure”.» (O.C., t. 14; Marx et Engels, *Sur la religion*, pp. 128-135.)

Marx a également écrit dans le volume 1 du *Capital* (1867): «le monde religieux n'est que le reflet du monde réel».

Engels est l'auteur d'études plus détaillées des mouvements religieux – *La guerre des paysans en Allemagne* (1850) et *L'histoire du christianisme primitif* (1894-5).

Dans *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* (1886) Engels affirme: «le Dieu chrétien n'est que le reflet fantastique, une image en miroir, de l'homme».

Le SWP semble vouloir oublier ces mots et abandonner la conception du monde qu'ils impliquent. Cette attitude résulte fondamentalement d'une confusion entre la critique idéologique de la religion et les conclusions politiques que l'on peut en tirer.

Bhattacharyya suppose que tout individu qui attaque la religion en tant qu'idéologie soutiendra et justifiera la répression contre les croyants. Cette affirmation est absurde. Marx et Engels ont su mener une critique incisive des idées religieuses tout en s'opposant aux persécutions antireligieuses – qu'elles soient l'œuvre de l'Etat bourgeois, ou même de socialistes.

Par exemple dans la «*La Littérature des réfugiés*» (1874), Engels souligne avec approbation l'influence de l'athéisme chez les ouvriers allemands et se déclare pour la diffusion de la propagande athée en France. Mais il ajoute: «Et cette demande que le peuple devienne athée sur l'ordre d'un comité secret est signée par deux membres de la Commune, qui ont largement eu l'occasion d'apprendre qu'une multitude de choses peuvent être ordonnées sur le papier sans être appliquées; de plus, persécuter des idées que l'on n'aime pas est le meilleur moyen de les renforcer. Le seul service que l'on puisse rendre à Dieu aujourd'hui, c'est encore de transformer l'athéisme en un article de foi qui doit être imposé [aux gens] et de renchérir sur les lois anti-catholiques de Bismarck en interdisant totalement la religion.» (O.C., t. 24.)

Dans la *Critique du programme de Gotha* (1875), Marx écrit: «Si on voulait, par ces temps de *Kulturkampf*, rappeler au libéralisme ses vieux mots d'ordre, on ne pouvait le faire que sous cette forme: “Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels sans que la police y fourre son nez.” Mais le Parti ouvrier avait là l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoisie “liberté de conscience” n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de liberté de conscience religieuse, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. Seulement on se complait là à ne pas dépasser le niveau “bourgeois”.»

L'athéisme de Marx et d'Engels était indissociable de leurs théories et bien enraciné dans leur conception du monde. Ils croyaient que seule la science pouvait comprendre la nature et la société, et que seule l'activité humaine pouvait les changer, et non les forces surnaturelles. Ils étaient favorables à

la propagande contre les idées et les institutions religieuses – même si cette tâche était, pour eux, subordonnée à la mobilisation des travailleurs (y compris les ouvriers ayant des convictions religieuses) et à la lutte de classe. Marx et Engels se sont également opposés à l'oppression des groupes religieux.

Les écrits de Marx et d'Engels, quelle que soit leur autorité, ne nous renseignent guère sur la nature de la religion aujourd'hui, et ils ne déterminent pas mécaniquement notre attitude vis-à-vis des musulmans en général et de l'Islam politique en particulier. Si nous voulions définir notre attitude aujourd'hui simplement à partir de citations de Marx et d'Engels nous ne ferions qu'adopter nous-mêmes un mode de pensée religieux.

Cependant leurs écrits nous aident à nous orienter aujourd'hui – à la fois parce que nous critiquons sévèrement la religion et parce que, au sein du mouvement ouvrier, nous sommes des démocrates conséquents sur les questions religieuses, comme sur toutes les autres.

#### Notes du traducteur

1. AWL, Alliance for Workers Liberty, petit groupe trotskyste britannique au passé plutôt orthodoxe et dogmatique. *Ni patrie ni frontières* a publié à plusieurs reprises des textes de l'AWL sur différents sujets, non parce que nous partageons toutes ses analyses, mais parce que ce groupe a le mérite, sur certaines questions importantes, de rompre avec la langue de bois et l'autosatisfaction béate de l'extrême gauche internationale et d'essayer de répondre à des questions politiques actuelles difficiles (Union européenne, Israël/Palestine, antisémitisme de gauche, terrorisme, islam politique, anti-impérialisme réactionnaire, laïcité) sans systématiquement botter en touche ou s'en tirer par des généralités creuses (NPNF).

2. *Socialist Worker* est l'hebdomadaire du Socialist Workers Party, principal groupe d'extrême gauche britannique. Ce petit parti se réclame du trotskysme tout en ayant toujours considéré les pays dits «socialistes» comme des «capitalismes d'Etat». Deux courants de la LCR (Socialisme par en bas, qui édite la revue *Que faire* et Socialisme international qui publie une revue homonyme) se réclament de cette tendance politique en France (NPNF).

3. «*Liberals*» en anglais est un terme plutôt péjoratif dans la bouche des militants d'extrême gauche actuels. Il ne désigne pas spécifiquement le «libéralisme» économique, comme c'est souvent le cas en France, mais serait plutôt synonyme de «démocrates bourgeois», ou de «gauche molle». La traduction est ici encore compliquée par le fait que ce terme n'avait pas le même sens au XIX<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui (NPNF).

4. Montagne: nom donné à un groupe politique de l'Assemblée législative française de 1791 qui siégeait sur les bancs les plus hauts. Favorable à la république, il avait pour principaux dirigeants Danton, Marat et Robespierre. Les montagnards s'appuyèrent sur les sans-culottes. Ce nom fut repris par les républicains sous la Seconde République (1848-1851) (NPNF).

5. Il s'agit de *La religion de l'ère nouvelle. Essai de fondement combinatoire et aphoristique*, 3 volumes, Hambourg, 1850, à propos duquel Marx et Engels rédigèrent un compte rendu, cf. Marx et Engels, *Sur la religion*, Editions sociales, 1972, pp. 91-97 (NPNF).

Friedrich Engels

# Contributions à l'histoire du christianisme primitif

Écrit en 1894, ce texte fut traduit par Laura Lafargue et publié dans la revue *Le Devenir social*, une des deux revues avec *l'Ere nouvelle* qui marquent les débuts de l'introduction du «marxisme» en France. Le texte a été repris du site [marxists.org](http://marxists.org).

Engels commence par établir un parallèle entre le christianisme primitif et le mouvement ouvrier naissant. Et certains éléments de cette comparaison ne sont pas très éloignés de phénomènes récents, notamment quand il explique comment le socialisme attirait toutes sortes de gens qui « n'ont plus rien à espérer du monde officiel ou qui s'y sont brûlés » (végétariens, écolos et antispécistes avant la lettre, etc.), et qu'il était accompagné par un changement des rapports entre les hommes et les femmes (on pense à la « libération sexuelle » des années 60).

Engels note aussi que, trois siècles après sa naissance, le christianisme devint la religion d'Etat d'un empire mondial. On pourrait ajouter que le socialisme est devenu la religion d'Etat d'un empire profane bien plus rapidement...

Pour le reste, l'article se concentre sur une analyse détaillée (une « déconstruction » dirait-on aujourd'hui pour faire plus chic) de l'Apocalypse selon saint Jean, ce qui montre que Engels ne se contentait pas d'affirmer que les mouvements religieux « reflétaient » (expression malheureuse) des changements sociaux, il avait une connaissance intime de l'idéologie qu'il critiquait, contrairement à nombre de ses « disciples ».

Et même sa petite note finale sur l'Islam, avec toutes ses limites, est intéressante pour comprendre un peu Ben Laden et l'islam politique actuel. Engels écrit que « tous les cent ans » une « nouvelle purification » est nécessaire et qu'un « nouveau Mahdi » surgit dans le « monde mahométan » car les conditions économiques restent intactes et que l'écart se creuse à chaque fois entre les principes religieux et les pratiques des élites urbaines. A méditer... (NPNF)

## I

L'histoire du christianisme primitif offre des points de contact remarquables avec le mouvement ouvrier moderne. Comme celui-ci, le christianisme était à l'origine le mouvement des opprimés, il apparaissait tout d'abord comme la religion des esclaves et des affranchis, des pauvres et des hommes privés de droits, des peuples subjugués ou dispersés par Rome. Tous les deux, le christianisme de même que le socialisme ouvrier, prêchent une délivrance prochaine de la servitude et de la misère; le christianisme transporte cette délivrance dans l'au-delà, dans une vie après la mort, dans le ciel; le socialisme la place dans ce monde, dans une transformation de la société. Tous les deux sont poursuivis, et traqués, leurs adhérents sont proscrits et soumis à des lois d'exception, les uns comme ennemis du genre humain, les autres comme ennemis du gouvernement, de la religion, de la famille, de l'ordre social. Et malgré toutes les persécutions, et même directement servies par elles, l'un et l'autre se frayent victorieusement, irrésistiblement leur chemin.

Trois siècles après sa naissance, le christianisme est reconnu comme la religion d'État de l'empire mondial de Rome: en moins de soixante ans, le socialisme a conquis une position telle que son triomphe définitif est absolument assuré.

Par conséquent, si M. le professeur A. Menger, dans son *Droit au produit intégral du travail*, s'étonne de ce que sous les empereurs romains, vu la colossale centralisation des biens-fonds et les souffrances infinies de la classe travaillante, composée pour la plupart d'esclaves, «le socialisme ne se soit pas implanté après la chute de l'empire romain occidental», c'est qu'il ne voit pas que précisément ce «socialisme», dans la mesure où cela était possible à l'époque, existait effectivement et arrivait au pouvoir – avec le christianisme. Seulement ce christianisme, comme cela devait fatalement être, étant donné les conditions historiques, ne voulait pas réaliser la transformation sociale dans ce monde, mais dans l'au-delà, dans le ciel, dans la vie éternelle après la mort dans le «millennium» imminent.

Déjà au Moyen Age le parallélisme des deux phénomènes s'impose lors des premiers soulèvements de paysans opprimés, et notamment, des plébéiens des villes. Ces soulèvements, ainsi, que tous les mouvements des masses au Moyen Age portèrent nécessairement un masque religieux, apparaissaient

comme des restaurations du christianisme primitif à la suite d'une corruption envahissante (1), mais derrière l'exaltation religieuse se cachaient régulièrement de très positifs intérêts profanes. Cela ressortait d'une manière grandiose dans l'organisation des Taborites de Bohême sous Jean Zizka, de glorieuse mémoire; mais ce trait persiste à travers tout le Moyen Age, jusqu'à ce qu'il disparait petit à petit, après la guerre des paysans en Allemagne, pour reparaitre chez les ouvriers communistes après 1830. Les communistes révolutionnaires français, de même que Weitling et ses adhérents, se réclamèrent du christianisme primitif, bien longtemps avant que Renan ait dit: «Si vous voulez vous faire une idée des premières communautés chrétiennes, regardez une section locale de l'Association internationale des travailleurs.»

L'homme de lettres français qui, à l'aide d'une exploitation de la critique biblique allemande sans exemple, même dans le journalisme moderne, a confectionné le roman ecclésiastique, *Les Origines du christianisme*, ne savait pas tout ce qu'il y avait de vrai dans son dire. Je voudrais voir l'ancien internationaliste, capable de lire, par exemple, la seconde épître aux Corinthiens, attribuée à Paul, sans que, sur un point tout au moins, d'anciennes blessures ne se rouvrirent chez lui. L'épître tout entière, à partir du VIII<sup>e</sup> chapitre, retentit de l'éternelle plainte, trop connue hélas: «Les cotisations ne rentrent pas.» Combien des plus zélés propagandistes, vers 1865, eussent serré la main de l'auteur de cette lettre, quel qu'il soit, avec une sympathique intelligence, en lui murmurant à l'oreille: «Cela t'est donc arrivé, frère, à toi aussi!» Nous autres aussi nous pourrions en conter long là-dessus – dans notre association aussi les Corinthiens pullulaient –, ces cotisations qui ne rentraient pas, qui insaisissables, tournoyèrent devant nos yeux de Tantale, mais c'étaient là précisément les fameux millions de l'Internationale.

L'une de nos meilleures sources sur les premiers chrétiens est Lucien de Samosate, le Voltaire de l'Antiquité classique, qui gardait une attitude également sceptique à l'égard de toute espèce de superstition religieuse, et qui, par conséquent, n'avait pas de motifs (ni, par croyance païenne ni par politique) pour traiter les, chrétiens autrement que n'importe quelle association religieuse. Au contraire, il les raille tous pour leur superstition, aussi bien les adorateurs de Jupiter que les adorateurs du Christ: de son point de vue, platement rationaliste, un genre de superstition est tout aussi inepte qu'un autre. Ce témoin, en tout cas impartial, raconte, entre autres choses, la biographie d'un aventurier Pérégrinus, qui se nommait Protée de Parium sur l'Hellespont. Ledit Pérégrinus débuta dans sa jeunesse en Arménie, par un adultère, fut pris en flagrant délit et [condamné à être] lynché selon la coutume du pays. Heureusement parvenu à s'échapper, il étrangla son vieux père et dut s'enfuir.

«Ce fut vers cette époque qu'il se fit instruire dans l'admirable religion des chrétiens, en s'affiliant en Palestine avec quelques-uns de leurs prêtres et de leurs scribes. Que vous dirai-je? Cet homme leur fit bientôt savoir qu'ils n'étaient que des enfants, tour à tour prophète, thiasarque, chef d'assemblée, il fut tout à lui seul, interprétant leurs livres, les expliquant, en composant de son propre fonds. Aussi nombre de gens le regardèrent-ils comme un dieu, un, législateur, un pontife, égal à celui qui est honoré en Palestine, où il fut mis en croix pour avoir introduit ce nouveau culte parmi les hommes. Protée ayant été arrêté par ce motif, fut jeté en prison. Du moment qu'il fut dans les fers, les chrétiens, se regardant comme frappés, mirent tout en œuvre pour l'enlever; mais ne pouvant y parvenir, ils lui rendirent au moins toutes sortes d'offices avec un zèle et un empressement infatigables. Dès le matin on voyait rangés autour de la prison une foule de vieilles femmes, de veuves et d'orphelins. Les principaux chefs de la secte passaient la nuit auprès de lui, après avoir corrompu les geôliers: ils se faisaient apporter des mets, lisaient leurs livres saints; et le vertueux Pérégrinus – il se nommait encore ainsi – était appelé par eux le nouveau Socrate. Ce n'est pas tout; plusieurs villes d'Asie lui envoyèrent des députés au nom des chrétiens, pour lui servir d'appui, d'avocats et de consolateurs. On ne saurait croire leur empressement en pareilles occurrences pour tout dire en un mot, rien ne leur coûte. Aussi Pérégrinus, sous le prétexte de sa prison, vit-il arriver de bonnes sommes d'argent et se fit-il un gros revenu. Ces malheureux se figurent qu'ils sont immortels et qu'ils vivront éternellement. En conséquence ils méprisent les supplices et se livrent volontairement à la mort. Leur premier législateur leur a encore persuadé qu'ils sont tous frères. Dès qu'ils ont une fois changé de culte, ils renoncent aux dieux des Grecs, et adorent le sophiste crucifié dont ils suivent les lois. Ils méprisent également tous les biens et les mettent en commun, sur la foi complète qu'ils ont en ses paroles. En sorte que s'il vient à se présenter parmi eux un imposteur, un fourbe adroit, il n'a pas de peine à s'enrichir fort vite, en riant sous cape de leur simplicité. Cependant Pérégrinus est bientôt délivré de ses fers par le gouverneur de Syrie.»

A la suite d'autres aventures encore, il est dit:

«Pérégrinus reprend donc sa vie errante, accompagné dans ses courses vagabondes par une troupe de chrétiens qui lui servent de satellites et subviennent abondamment à ses besoins. Il se fit ainsi nourrir pendant quelque temps. Mais ensuite ayant violé quelques-uns de leurs préceptes (on l'avait vu, je crois, manger d'une viande prohibée), il fut abandonné de son cortège et réduit à la pauvreté» (traduction Talbot).

Que de souvenirs de jeunesse s'éveillent, en moi à la lecture de ce passage de Lucien. Voilà, tout d'abord, le «Prophète Albrecht» qui, à partir de 1840 environ, et quelques années durant, rendait peu sûres – à la lettre – les communautés communistes de Weitling en Suisse. C'était un homme grand et fort, portant une longue barbe, qui parcourait la Suisse à pied, à la recherche d'un auditoire pour son nouvel évangile de l'affranchissement du monde. Au demeurant, il paraît avoir été un brouillon assez inoffensif, et mourut de bonne heure.

Voilà son successeur moins inoffensif, le Dr George Kuhlmann de Holstein, qui mit à profit le temps où Weitling était en prison, pour convertir les communistes de la Suisse française à son évangile à lui, et qui, pour un temps y réussit si bien qu'il gagna jusqu'au plus spirituel, en même temps que le plus bohème d'entre eux, August Becker. Feu Kuhlmann donnait des conférences, qui furent publiées en 1845, sous le titre: *Le nouveau monde ou le royaume de l'esprit sur la terre. Annonciation.*

Et dans l'introduction rédigée selon toute probabilité par Becker, on lit: «Il manquait un homme dans la bouche de qui toutes nos souffrances, toutes nos espérances et nos aspirations, en un mot, tout ce qui remue le plus profondément notre temps, trouvât une voix. Cet homme qu'attendait notre époque, il est apparu. C'est le Dr George Kuhlmann de Holstein. Il est apparu, avec la doctrine du nouveau monde ou du royaume de l'esprit dans la réalité.»

Est-il besoin de dire que cette doctrine du nouveau monde n'était que le plus banal, sentimentalisme, traduit en une phraséologie demi-biblique, à la Lamennais, et débité avec une arrogance de prophète? Ce qui n'empêchait pas les bons disciples de Weitling de porter ce charlatan sur leurs épaules, comme les chrétiens d'Asie avaient porté Pérégrinus. Eux qui, d'ordinaire, étaient archi-démocratiques et égalitaires, au point de nourrir des soupçons inextinguibles à l'égard de tout maître d'école, de tout journaliste, de tous ceux qui n'étaient pas des ouvriers manuels, comme autant de «savants» cherchant à les exploiter, se laissèrent persuader par ce si mélodramatiquement équipé Kuhlmann, que dans le «nouveau monde» le plus sage, *id est* Kuhlmann, réglerait la répartition des jouissances et qu'en conséquence, dans le vieux monde déjà, les disciples eussent à fournir les jouissances par boisseaux au plus sage, et à se contenter, eux, des miettes. Et Pérégrinus-Kuhlmann vécut dans la joie et dans l'abondance tant que cela durait.

A vrai dire, cela ne dura guère; le mécontentement croissant des sceptiques et des incrédules, les menaces de persécution du gouvernement vaudois, mirent fin au royaume de l'esprit à Lausanne: Kuhlmann disparut.

Des exemples analogues viendront, par douzaine, à la mémoire de quiconque a connu par expérience les commencements du mouvement ouvrier en Europe.

A l'heure présente des cas aussi extrêmes sont devenus impossibles du moins dans les grands centres; mais dans des localités perdues, où le mouvement conquiert un terrain vierge, un petit Pérégrinus de la sorte pourrait bien compter encore sur un succès momentané et relatif. Et ainsi que vers le parti ouvrier de tous les pays affluent tous les éléments n'ayant plus rien à espérer du monde officiel – ou qui s'y sont brûlés –, tels que les adversaires de la vaccination, végétariens, les anti-vivisectionnistes, les partisans de la médecine des simples, les prédicateurs des congrégations dissidentes dont les ouailles ont pris le large, les auteurs de nouvelles théories sur l'origine du monde, les inventeurs ratés ou malheureux, les victimes de réels ou d'imaginaires passe-droits, les imbéciles honnêtes et les déshonnêtes imposteurs –, il en allait de même chez les chrétiens.

Tous les éléments que le procès de dissolution de l'ancien monde avait libéré, étaient attirés, les uns après les autres, dans le cercle, d'attraction du christianisme, l'unique élément qui résistait à cette dissolution – précisément parce qu'il en était le produit tout spécial, et qui, par conséquent, subsistait et grandissait alors que les autres éléments n'étaient que des mouches éphémères. Point d'exaltation, d'extravagance, d'insanité ou d'escroquerie qui ne se soit produite dans les jeunes communautés chrétiennes et qui temporairement et en de certaines localités n'ait rencontré des oreilles attentives et de dociles croyants. Et comme les communistes de nos premières communautés, les premiers chrétiens étaient d'une crédulité inouïe à l'égard de tout ce qui semblait faire leur affaire, de sorte que nous ne savons pas, d'une façon positive, si du grand nombre d'écrits que Pérégrinus a composés pour la chrétienté il ne se soit pas glissé des fragments par ci, par là, dans notre Nouveau Testament.

## II

La critique, biblique allemande, jusqu'ici, la seule base scientifique de notre connaissance de l'histoire du christianisme primitif, a suivi une double tendance.

L'une de ces tendances est représentée par l'école de Tubingen, à laquelle, dans une acception plus large, appartient aussi D. F. Strauss. Elle va aussi loin dans l'examen critique qu'une école théologique saurait aller. Elle admet que les quatre évangiles ne sont pas des rapports de témoins oculaires, mais des remaniements ultérieurs d'écrits perdus, et que quatre tout au plus des épîtres attribuées à saint Paul sont authentiques. Elle biffe, comme inadmissibles, de la narration historique, tous les miracles et toutes les contradictions; de ce qui reste, elle cherche à sauver tout ce qui est sauvable, et en cela transparait son caractère d'école théologique. Et c'est grâce à cette école que Renan, qui, en grande partie se fonde sur elle, a pu, en appliquant la même méthode, opérer bien d'autres sauvetages encore. Outre nombre de narrations du Nouveau Testament plus que douteuses, il veut nous imposer quantités de légendes de martyres comme authentiquées historiquement. Dans tous les cas, tout ce que l'école de Tubingen rejette du Nouveau Testament comme apocryphe ou comme n'étant pas historique, peut être considéré comme définitivement écarté par la science.

L'autre tendance est représentée par un seul homme – Bruno Bauer. Son grand mérite est d'avoir hardiment critiqué les évangiles et les apostoliques, d'avoir été le premier à procéder sérieusement dans l'examen, non seulement des éléments juifs et gréco-alexandrins, mais aussi des éléments grecs et gréco-romains qui ouvrirent au christianisme la voie à la religion universelle. La légende du christianisme né de toutes pièces du judaïsme, partant de la Palestine pour conquérir le monde au moyen d'une dogmatique et d'une éthique arrêtées dans les grandes lignes, est devenue impossible depuis Bauer; désormais elle pourra tout au plus continuer de végéter dans les facultés théologiques et dans l'esprit des gens qui veulent «conserver la religion pour le peuple», même au prix de la science.

Dans la formation du christianisme, tel qu'il a été élevé au rang de religion d'État par Constantin, l'école de Philon d'Alexandrie, et la philosophie vulgaire gréco-romaine, platonique et notamment stoïque ont eu leur large part. Cette part est loin d'être établie dans les détails, mais le fait est démontré, et c'est là, d'une manière prépondérante, l'œuvre de Bruno Bauer; il a jeté les bases de la preuve que le christianisme n'a pas été importé du dehors, de la Judée, et imposé au monde gréco-romain, mais qu'il est, du moins dans la forme qu'il a revêtu comme religion universelle, le produit tout spécial de ce monde. Naturellement, dans ce travail, Bauer dépassa de beaucoup le but, comme il arrive à tous ceux qui combattent des préjugés invétérés. Dans l'intention de montrer l'influence de Philon, et surtout de Sénèque, sur le christianisme naissant, même au point de vue littéraire, et de représenter formellement les auteurs du Nouveau Testament comme des plagiaires de ces philosophes, il est obligé de retarder l'apparition de la nouvelle religion d'un demi-siècle, de rejeter les rapports contraires des historiens romains, et, en général de prendre de graves libertés avec l'histoire reçue. Selon lui, le christianisme, comme tel, n'apparaît que sous les empereurs Flaviens, la littérature du Nouveau Testament que sous Hadrien, Antonin et Marc-Aurèle. De cette sorte disparaît chez Bauer tout fond historique pour les narrations du Nouveau Testament relatives à Jésus et à ses disciples; elles se résolvent en légendes où les phases de développement internes et les conflits d'âme des premières communautés sont attribués à des personnes plus ou moins fictives. Ni Galilée ni Jérusalem, mais bien Alexandrie et Rome sont, d'après Bauer, les lieux de naissance de la nouvelle religion.

Par conséquent, si l'école de Tubingen dans le résidu, incontesté par elle, de l'histoire et de la littérature du Nouveau Testament, nous a offert l'extrême maximum de ce que la science peut, de nos jours encore, laisser passer comme sujet à controverse, Bruno Bauer nous apporte le maximum de ce qu'elle peut y attaquer. Entre ces limites se trouve la vérité. Que celle-ci, avec nos moyens actuels, soit susceptible d'être déterminée, paraît bien problématique. De nouvelles trouvailles, notamment à Rome, dans l'Orient et avant tout en Égypte, y contribueront bien davantage que toute critique.

Or, il y a dans le Nouveau Testament un seul livre dont il soit possible, à quelques mois près, de fixer la date de rédaction; lequel a dû être écrit entre juin 67 et janvier ou avril 68, un livre qui, par conséquent, appartient aux tous premiers temps chrétiens, qui en reflète les notions avec la plus naïve sincérité et dans une langue idiomatique correspondante; qui, partant, est à mon sens, autrement important pour déterminer ce que fut réellement le christianisme primitif que tout le reste du Nouveau Testament, de beaucoup postérieur en date dans sa rédaction actuelle. Ce livre est la prétendue Apocalypse de Jean; et comme, par surcroît, ce livre, en apparence le plus obscur de toute la Bible, est devenu aujourd'hui, grâce à la critique allemande, le plus compréhensible et le plus transparent de tous, je demande à en entretenir le lecteur.

Il suffit de jeter un coup d'oeil, sur ce livre pour se convaincre de l'état d'exaltation de l'auteur et du «milieu ambiant» où il vivait. Notre «Apocalypse» n'est pas la seule de son espèce et de son temps. De l'an 164, avant notre ère, d'où date la première qui nous ait été conservée, le livre dit de Daniel, jusqu'à environ 250 de notre ère, la date approximative du *Carmen* de Commodien, Renan ne compte pas moins de 15 «Apocalypses» classiques parvenues jusqu'à nous, sans parler des imitations ultérieures. (Je cite Renan parce que son livre est le plus accessible et le plus connu en dehors des cercles professionnels.) Ce fut un temps où à Rome et en Grèce, mais bien davantage encore en Asie mineure, en Syrie et en Egypte, un mélange disparate des plus crasses superstitions de tous les pays était accepté sans examen, et complété par de pieuses fraudes et un charlatanisme direct, où la thaumaturgie, les convulsions, les visions, la divination de l'avenir, l'alchimie, la kabbale et autres sorcelleries occultes tenaient le premier rôle. Ce fut là l'atmosphère où le christianisme primitif prit naissance, et cela au milieu d'une classe de gens qui, plus que tout autre était ouverte à ces imaginations surnaturelles. Aussi bien les gnostiques chrétiens d'Egypte, comme, entre autres choses, le prouvent les papyrus de Leyde, se sont-ils, au II<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne, fortement adonnés à l'alchimie, et ont-ils incorporé des notions alchimistes dans leurs doctrines. Et les *mathematici* chaldéens et juifs qui, d'après Tacite, furent à deux reprises, sous Claude et encore sous Vitellius, chassés de Rome pour magie, n'exercèrent pas d'autres arts géométriques que ceux que nous retrouverons au cœur même de l'Apocalypse de Jean.

A cela s'ajoute que toutes les apocalypses se reconnaissent le droit de tromper leurs lecteurs. Non seulement, en règle générale, sont-elles écrites par de tout autres personnes que leurs auteurs prétendus, pour la plupart plus modernes, par exemple le livre de Daniel, le livre d'Hénoch, les Apocalypses d'Esdras, de Baruch, de Jude, etc., les livres sibyllins, mais ils ne prophétisent au fond que des choses arrivées depuis longtemps et parfaitement connues de l'auteur véritable. C'est ainsi qu'en l'an 164, peu de temps avant la mort d'Antiochus Épiphane, l'auteur du Livre de Daniel fait prédire à Daniel, censé vivre, à l'époque de Nabuchodonosor, l'ascendant et le déclin de la domination de la Perse et de la Macédoine, et le commencement de l'empire mondial de Rome, en vue de prédisposer ses lecteurs, par cette preuve de ses dons prophétiques, à accepter sa prophétie finale: que le peuple d'Israël surmontera toutes ses tribulations et sera enfin victorieux. Si donc l'Apocalypse de Jean était réellement l'ouvrage de l'auteur prétendu, elle constituerait, l'unique exception dans la littérature apocalyptique.

Le Jean, qui se donne pour l'auteur, était en tout cas un homme très considéré parmi les chrétiens de l'Asie mineure. Le ton des épîtres missives aux sept communautés nous en est garant. Il se pourrait donc que ce fut l'apôtre Jean, dont l'existence historique, si elle n'est pas absolument authentiquée, est du moins très vraisemblable. Et si cet apôtre en était effectivement l'auteur, ce ne serait que tant mieux pour notre thèse. Ce serait la meilleure preuve que le christianisme de ce livre est le véritable, le vrai christianisme primitif. Il est prouvé, soit dit en passant, que la Révélation ne procède pas du même auteur que l'Evangile ou les trois épîtres également attribuées à Jean.

L'Apocalypse consiste en une série de visions. Dans la première, le Christ apparaît, vêtu en grand prêtre, marchant entre sept chandeliers d'or, qui représentent les sept communautés asiatiques, et dicte à «Jean» des lettres aux sept «anges» de ces communautés. Dès le début, la différence perce d'une manière frappante entre ce christianisme-ci et la religion universelle de Constantin formulée par le Concile de Nicée. La trinité non seulement est inconnue, elle est ici une impossibilité. A la place du Saint Esprit unique ultérieur, nous avons les «sept esprits de Dieu», tirés, par les rabbins, d'Esaië, XI, 2. Jésus-Christ est le fils de Dieu, le premier et le dernier, l'alpha et l'oméga, mais nullement lui-même Dieu, ou l'égal de Dieu; il est au contraire «le principe de la création de Dieu», par conséquent une émanation de Dieu, existant de tout temps, mais subordonnée, analogue aux sept esprits mentionnés plus haut. Au chapitre XV, 3, les martyrs au ciel «chantent le cantique de Moïse, serviteur de Dieu et le cantique de l'agneau», pour la glorification de Dieu. Jésus-Christ est crucifié à Jérusalem (XI, 8), mais il est ressuscité (I, 5, 8), il est l'agneau qui a été sacrifié pour les péchés du monde, et avec le sang duquel les fidèles de tous les peuples et de toutes langues sont rachetés à Dieu.

Ici gît la conception fondamentale qui permit au christianisme de s'épanouir en religion universelle. La notion que les dieux, offensés par les actions des hommes, pouvaient être propitiés par des sacrifices, était commune à toutes les religions des Sémites et des Européens; la première conception fondamentale révolutionnaire du christianisme (empruntée à l'école de Philon) était, que par un grand sacrifice volontaire d'un médiateur, les péchés de tous les temps et de tous les hommes étaient expiés une fois pour toutes – pour les fidèles. De la sorte disparaissait, la nécessité de tout sacrifice ultérieur, et par suite la base de nombre de cérémonies religieuses. Or, se débarrasser de cérémonies qui entravaient ou interdisaient le commerce avec des hommes de croyances différentes, était la condition

indispensable d'une religion universelle. Et nonobstant, si ancrée dans les mœurs populaires était l'habitude des sacrifices, que le catholicisme, qui réadopta tant de coutumes païennes, jugea utile de s'accommoder à ce fait en introduisant tout au moins le symbolique sacrifice de la messe. Par contre, nulle trace dans notre livre du dogme du péché originel.

Ce qui surtout caractérise ces épîtres missives ainsi que le livre tout entier, c'est que jamais et nulle part il ne vient à l'idée de l'auteur de se désigner, lui et ses co-religionnaires, autrement que comme juifs. Aux sectaires de Smyrne et de Philadelphie, contre lesquels il s'élève, il reproche: «Ils se disent être juifs et ne le sont pas, mais sont de la Synagogue de Satan» de ceux de Pergame, il dit: «Ils retiennent la doctrine de Balaam, lequel enseignait Balac à mettre un scandale devant les enfants d'Israël, afin qu'ils mangeassent des choses sacrifiées aux idoles et qu'ils se livrassent à la fornication.»

Ce n'est donc pas à des chrétiens conscients que nous avons affaire ici, mais à des gens qui se donnent pour juifs; leur judaïsme, sans doute, est une nouvelle phase de développement de l'ancien; c'est précisément pour cela qu'il est le seul vrai. C'est pourquoi, lors de l'apparition des saints devant le trône de Dieu, viennent en premier lieu 144 000 juifs, 12 000 de chaque tribu, et seulement ensuite l'innombrable foule des païens convertis à ce judaïsme renouvelé. Notre auteur, en l'an 69 de notre ère était loin de se douter qu'il représentait une phase toute nouvelle de l'évolution religieuse, appelée à devenir un des éléments les plus révolutionnaires dans l'histoire de l'esprit humain.

Ainsi, on le voit, le christianisme inconscient d'alors était à mille lieues de la religion universelle, dogmatiquement arrêtée par le Concile de Nicée. Ni la dogmatique, ni l'éthique ultérieure ne s'y rencontre; en revanche, il y a le sentiment qu'on est en lutte contre tout un monde et que l'on sortira vainqueur de cette lutte; une ardeur belliqueuse et une certitude de vaincre qui font complètement défaut chez les chrétiens de nos jours et ne se rencontrent plus qu'à l'autre pôle de la société – chez les socialistes.

En fait, la lutte contre un monde tout-puissant, et la lutte simultanée des novateurs entre eux, est commune à tous d'eux, et aux chrétiens primitifs et aux socialistes. Les deux grands mouvements ne sont pas faits par des chefs et des prophètes – bien que les prophètes ne manquent ni chez l'un ni chez l'autre –, ce sont des mouvements de masse.

Et tout mouvement de masse est, au début, nécessairement confus; confus, parce que toute pensée de masse se meut, d'abord, dans des contradictions, parce qu'elle manque de clarté et de cohérence; confus, encore, précisément à cause du rôle qu'y jouent les prophètes, dans les commencements. Cette confusion se manifeste dans la formation de nombreuses sectes qui se combattent entre elles avec au moins autant d'acharnement que l'ennemi commun du dehors. Cela se passa ainsi dans le christianisme primitif; cela se passa de même dans les commencements du mouvement socialiste, pour si chagrinant que cela fut pour les honnêtes gens bien intentionnés qui, prêchèrent l'union, alors que l'union n'était pas possible.

Est-ce que, par exemple, l'Internationale était tenue en état de cohésion par un dogme unitaire? En aucune façon. Il y avait là des communistes selon la tradition française d'avant 1848, qui eux, à leur tour, représentaient des nuances différentes, des communistes de l'école de Weitling, d'autres encore, appartenant à la Ligue régénérée des communistes; des proudhoniens qui étaient l'élément prédominant en France et en Belgique, des blanquistes; le parti ouvrier allemand; enfin, des anarchistes bakounistes, qui, un moment, eurent le dessus – et ce n'étaient là que les groupes principaux. A dater de la fondation de l'Internationale, il a fallu un quart de siècle pour effectuer la séparation d'avec les anarchistes d'une manière définitive et générale, et pour établir un accord tout au moins sur les points de vue économiques les plus généraux. Et cela avec nos moyens de communication, les chemins de fer, les télégraphes, les villes industrielles monstres, la presse et les réunions populaires organisées.

Même division en innombrables sectes chez les premiers chrétiens, division qui justement était le moyen d'amener la discussion et d'obtenir l'unité ultérieure. Nous la constatons déjà dans ce livre, indubitablement le plus ancien document chrétien, et notre auteur fulmine contre elle avec le même emportement qu'il déploie contre le monde pécheur du dehors tout entier. Voilà tout d'abord les Nicolaïtes, à Ephèse et à Pergame, ceux qui se disent être juifs, mais, qui sont la synagogue de Satan, à Smyrne et Philadelphie; les adhérents de la doctrine du faux prophète, désigné comme Balaam, à Pergame; ceux qui se disent être des prophètes et qui ne le sont pas, à Ephèse; enfin, les partisans de la fausse prophétesse, désignée comme Jézabel, à Thyatire. Nous n'apprenons rien de plus précis sur ces sectes; seulement des successeurs de Balaam et de Jézabel, il est dit qu'ils mangent des choses sacrifiées aux idoles et se livrent à la fornication.



On a essayé de représenter ces cinq sectes comme autant de chrétiens pauliens, et toutes ces épîtres comme étant dirigées, contre Paul, le faux apôtre, le prétendu Balaam et «Nicolas». Les arguments peu soutenable qui s'y rapportent, se trouvent réunis chez Renan, Saint Paul (Paris, 1869, pages 303-305, 367-370). Tous, ils aboutissent à expliquer nos épîtres missives par les Actes des Apôtres et les épîtres dites de Paul; écrits qui, dans leur rédaction actuelle, sont de soixante ans postérieurs à la Révélation; dont les données relatives à celles-ci sont donc plus que douteuses, et qui, de plus, se contredisent absolument entre elles. Mais ce qui tranche la question, c'est qu'il n'a pu venir à l'esprit de notre auteur de donner à une seule et même secte cinq désignations différentes: deux pour la seule Ephèse (faux apôtres et les Nicolaites) et deux également pour Pergame (les Balaamites et les Nicolaites), et cela en les désignant expressément comme deux sectes différentes. Toutefois, nous n'entendons pas nier que, parmi ces sectes, il ait pu se trouver des éléments que l'on considérerait aujourd'hui comme des sectes pauliennes.

Dans les deux passages où l'on entre dans des particularités, l'accusation se borne à la consommation de choses sacrifiées aux idoles et à la fornication, les deux points sur lesquels les juifs – les anciens aussi bien que les juifs chrétiens – étaient en dispute perpétuelle avec les païens convertis. De la viande provenant des sacrifices païens était non seulement servie aux festins où refuser les mets servis pouvait paraître inconvenant, et devenir dangereux, elle était vendue aussi dans les marchés publics où il n'était guère possible de discerner à la vue si elle était kascher ou non. Par fornication, ces mêmes juifs n'entendaient pas seulement le commerce sexuel hors du mariage, mais aussi le mariage dans les degrés de parenté prohibés, ou bien encore entre juifs et païens, et c'est là le sens qui, d'ordinaire, est donné au mot dans le passage des Actes des Apôtres (XV, 20 et 99).

Mais notre Jean a une façon de voir à lui en ce qui concerne le commerce sexuel permis aux juifs orthodoxes. Il dit (XIV, 4), des 144 000 juifs célestes: «Ce sont ceux qui ne se sont pas souillés avec les femmes, car ils sont vierges.» Et de fait, dans le ciel de notre Jean, il n'y a pas une seule femme. Il appartient donc à cette tendance, qui se manifeste également en d'autres écrits du christianisme primitif, qui tient pour péché le commerce sexuel en général.

Si, en outre, l'on tient compte de ce fait qu'il appelle Rome la grande prostituée avec laquelle les rois de la terre ont forniqué et qui a enivré du vin de sa prostitution les habitants de la terre – et les marchands de la terre sont devenus riches de l'excès de son luxe –, il nous est impossible de comprendre le mot de l'épître dans le sens étroit que l'apologétique théologique voudrait lui attribuer, à seule fin d'en extraire une confirmation pour d'autres passages du Nouveau Testament. Bien au contraire, certains passages indiquent clairement un phénomène commun à toutes les époques profondément troublées, à savoir qu'en même temps qu'on ébranle toutes les barrières on cherche à relâcher les liens traditionnels du commerce sexuel. Dans les premiers siècles chrétiens, à côté de l'ascétisme qui mortifie la chair, assez souvent la tendance se manifeste d'étendre la liberté chrétienne aux rapports, plus ou moins affranchis d'entraves, entre hommes et femmes. La même chose est arrivée dans le mouvement socialiste moderne.

Quelle sainte indignation n'a pas provoqué après 1830, dans l'Allemagne d'alors – «ce pieux pouponnat», comme l'appelait Heine –, la réhabilitation de la chair saint-simoniennes ! La plus indignée fut la gent aristocratique qui dominait à l'époque (je ne dis pas la classe aristocratique, vu qu'en 1830 il n'existait pas encore de classes chez nous) et qui, pas plus à Berlin que dans leurs propriétés de campagne ne savaient vivre sans une réhabilitation de la chair toujours réitérée. Qu'eussent-ils dit, les bonnes gens, s'ils avaient connu Fourier, qui met en perspective pour la chair bien d'autres cabrioles? Une fois l'utopisme dépassé, ces extravagances ont fait place à des notions plus rationnelles, et en réalité, bien plus radicales, et depuis que l'Allemagne, du pieux pouponnat de Heine, est devenu le centre du mouvement socialiste, on se moque de l'indignation hypocrite du vieux monde aristocratique.

C'est là tout le contenu dogmatique des épîtres. Quant au reste, elles excitent les camarades à la propagande énergique, à la fière et courageuse confession de leur foi à la face de leurs adversaires, à la lutte sans relâche contre l'ennemi du dehors et du dedans; et pour ce qui est de cela elles auraient pu, tout aussi bien, être écrites par un enthousiaste, tant soit peu prophète, de l'Internationale.

### III

Les épîtres missives ne sont que l'introduction au vrai thème de la communication de notre Jean aux sept communautés de l'Asie mineure et, par elles, à toute la communauté juive réformée de l'an 69, d'où la chrétienté est sortie plus tard. Et ici nous entrons dans le sanctuaire le plus intime du christianisme.

Parmi quels gens les premiers chrétiens se recrutèrent-ils? principalement parmi les «fatigués et chargés», appartenant aux plus basses couches du peuple, ainsi qu'il convient à un élément révolutionnaire. Et de qui ces couches se composaient-elles? Dans les villes, d'hommes libres déchu – de toute espèce de gens, semblables aux petits Blancs des Etats esclavagistes du Sud, aux aventuriers et aux vagabonds européens des villes maritimes coloniales et chinoises, ensuite d'affranchis et surtout d'esclaves; sur les latifundia d'Italie, de Sicile et d'Afrique, d'esclaves; dans les districts ruraux des provinces, de petits paysans, de plus en plus asservis par les dettes. Une voie commune d'émancipation pour tant d'éléments divers n'existait pas. Pour tous le Paradis perdu était derrière eux; pour l'homme libre déchu, la polis, cité et Etat tout ensemble, de laquelle ses ancêtres avaient autrefois été les libres citoyens; pour les prisonniers de guerre, esclaves, l'ère de la liberté, avant l'assujettissement et la captivité; pour le petit paysan, la société gentile, et la communauté du sol anéanties. Tout cela la main de fer du Romain conquérant l'avait jeté à bas.

Le groupement social le plus considérable que l'Antiquité ait su créer, était la tribu et la confédération des tribus apparentées, groupement basé, chez les Barbares, sur les ligues de consanguins; chez les Grecs, fondateurs de villes, et les Italiotes, sur la polis, comprenant une ou plusieurs tribus. Philippe et Alexandre donnèrent à la péninsule hellénique l'unité politique, mais il n'en résulta pas la formation d'une nation grecque. Les nations ne devenaient possibles qu'après la chute de l'empire mondial de Rome. Celui-ci mit fin une fois pour toutes aux petits groupements; la force militaire, la juridiction romaine, l'appareil pour la perception des impôts, dissolurent complètement l'organisation intérieure transmise. A la perte de l'indépendance et de l'organisation particulière, vint s'ajouter le pillage par les autorités militaires et civiles, qui commençaient par dépouiller les asservis de leurs trésors, pour ensuite les leur prêter de nouveau, afin de pouvoir de nouveau les pressurer. Le poids des impôts et le besoin d'argent qui en résultait achevaient la ruine des paysans, introduisaient une grande disproportion dans les fortunes, enrichissaient les riches et appauvrirent tout à fait les pauvres. Et toute résistance des petites tribus isolées ou des villes à la gigantesque puissance de Rome était désespérée. Quel remède à cela, quel refuge pour les asservis, les opprimés, les appauvris, quelle issue commune pour ces groupes humains divers, aux intérêts disparates ou opposés? Il fallait bien, pourtant, en trouver une, un seul grand mouvement révolutionnaire dût-il les embrasser tous.

Cette issue se trouva, mais pas dans ce monde. Et, en l'état des choses d'alors, seule la religion pouvait l'offrir. Un nouveau monde s'ouvrit. L'existence de l'âme après la mort corporelle était petit à petit devenu un article de foi généralement reconnu dans le monde romain. De plus, une façon de peines et de récompenses pour les trépassés, suivant les actions commises de leur vivant, était partout de plus en plus admise. Pour les récompenses, à la vérité, cela sonna un peu creux; l'Antiquité était de sa nature trop matérialiste pour ne pas attacher infiniment plus de prix à la vie réelle qu'à la vie dans le royaume des ombres; chez les Grecs l'immortalité passait plutôt pour un malheur. Advint le christianisme, qui prit au sérieux les peines et les récompenses dans l'autre monde, qui créa le ciel et l'enfer; et voilà trouvée la voie pour conduire les fatigués et les chargés de cette vallée de larmes au Paradis éternel.

En fait, il fallait l'espoir d'une récompense dans l'au-delà pour arriver à élever le renoncement au monde et l'ascétisme stoïco-philonien en un principe éthique fondamental d'une nouvelle religion universelle capable d'entraîner les masses opprimées.

Cependant la mort n'ouvre pas d'emblée ce paradis céleste aux fidèles. Nous verrons que ce royaume de Dieu, dont la nouvelle Jérusalem est la capitale, ne se conquiert et ne s'ouvre qu'à la suite de formidables luttes avec les puissances infernales. Or, les premiers chrétiens se représentaient ces luttes comme imminentes. Dès le début notre Jean désigne son livre comme la révélation de ce qui doit «arriver bientôt»; peu après, au verset 3, il dit: «Bienheureux est celui qui lit et ceux qui écoutent les paroles de cette prophétie, car le temps est proche»; à la communauté de Philadelphie, Jésus-Christ fait écrire: «Voici, je viens bientôt.» Et au dernier chapitre, l'ange dit qu'il a manifesté à Jean «les choses qui doivent arriver bientôt», et lui commande: «Ne cache point les paroles de la prophétie du livre, parce que le temps est proche», et Jésus-Christ lui-même dit, à deux reprises, versets 12 et 20: «Je viens bientôt.» Nous verrons par la suite combien tôt ce bientôt était attendu.

Les visions apocalyptiques que l'auteur fait maintenant passer sous nos yeux, sont toutes, et pour la plupart littéralement, empruntées à des modèles antérieurs. En partie, aux prophètes classiques de l'Ancien Testament, surtout à Ezéchiel, en partie aux apocalypses juives postérieures, composées d'après le prototype du livre de Daniel, et surtout au livre d'Hénoch, déjà rédigé, du moins en partie, à cette époque. Les critiques ont démontré jusque dans les moindres détails, d'où notre Jean a tiré

chaque image, chaque pronostic sinistre, chaque plaie infligée à l'humanité incrédule, bref, l'ensemble des matériaux de son livre en sorte que non seulement il fait montre d'une pauvreté d'esprit peu commune, mais encore il fournit lui-même la preuve que ses prétendues visions et convulsions, il ne les a pas vécues, même en imagination, comme il les a dépeintes.

Voici, en quelques mots, la marche de ces apparitions. Jean voit Dieu assis sur son trône, un livre fermé de sept sceaux à la main; devant lui est l'agneau (Jésus) égorgé, mais de nouveau vivant, qui est trouvé digne d'ouvrir les sceaux. L'ouverture des sceaux est suivie de signes et de prodiges menaçants. Au cinquième sceau Jean aperçoit sous l'autel de Dieu les âmes des martyrs qui avaient été tués pour la parole de Dieu: «et elles criaient à haute voix, disant, jusqu'à quand, Seigneur, ne juges-tu point et ne venges-tu point notre sang de ceux qui habitent sur la terre?» Là-dessus on leur donne à chacun une robe blanche et les engage à patienter encore un peu; il reste d'autres martyrs qui doivent être mis à mort. Ici il n'y a donc nulle question encore de la «Religion de l'amour» du «aimez ceux qui vous haïssent, bénissez ceux qui vous maudissent», etc.; ici l'on prêche ouvertement la vengeance, la saine, l'honnête vengeance à tirer des ennemis des chrétiens. Et il en est ainsi tout le long du livre. Plus la crise approche, plus les plaies, les jugements pleuvent dru du ciel, et plus notre Jean éprouve de la joie à annoncer que la plupart des hommes ne se repentent toujours pas, et refusent de faire pénitence pour leurs péchés; que de nouvelles plaies doivent fondre sur eux; que Christ doit les gouverner avec une verge de fer et fouler le pressoir du vin de la colère de Dieu, mais que néanmoins les mécréants restent endurcis.

C'est le sentiment naturel, éloigné de toute hypocrisie, qu'on est en lutte, et que, à la guerre comme à la guerre. A l'ouverture du septième sceau apparaissent sept anges avec des trompettes: chaque fois qu'un ange sonne de la trompette, il arrive de nouvelles horreurs. Au septième éclat de la trompette, sept nouveaux anges entrent en scène, portant les sept fioles de la colère de Dieu qui sont versées sur la terre, et de nouveau il pleut des fléaux et des jugements; en majeure partie une fatigante répétition de ce qui a déjà eu lieu nombre de fois. Puis vient la femme, Babylone, la grande prostituée, vêtue de pourpre et d'écarlate, assise sur plusieurs eaux, enivrée du sang des saints et du sang des martyrs de Jésus, c'est la grande cité qui a son règne sur les rois de la terre. Elle est assise sur une bête qui a sept têtes et dix cornes. Les sept têtes sont sept montagnes, ce sont aussi sept «rois». De ces rois, les cinq sont tombés; l'un est, le septième, doit venir, et après lui vient un huitième qui sort des premiers cinq, qui était, blessé à mort, mais qui a été guéri.

Celui-ci règnera sur la terre quarante-deux mois, ou trois ans et demi (la moitié d'une semaine d'années de sept ans), persécutera les fidèles jusqu'à la mort et fera triompher les profanes. Ensuite se livre la grande bataille décisive, les saints et les martyrs sont vengés par la destruction de la grande prostituée, Babylone, et de tous ses partisans, c'est-à-dire de la grande majorité des hommes; le diable est précipité dans l'abîme, y est enchaîné pour mille ans, pendant lesquels règne le Christ avec les martyrs ressuscités. Quand les mille ans sont accomplis, le diable est délié: suit une dernière bataille de spectres dans laquelle il est définitivement vaincu. Une seconde résurrection a lieu, le reste des morts ressuscitent et comparaissent devant le trône de Dieu (non pas du Christ, remarquez bien) et les fidèles entrent par un nouveau ciel, une nouvelle terre et une nouvelle Jérusalem dans la vie éternelle.

De même que tout cet échafaudage est dressé avec des matériaux exclusivement juifs, pré-chrétiens, de même il offre presque exclusivement des conceptions juives. Depuis que les choses allaient mal pour le peuple d'Israël, à partir du moment où il devenait tributaire de l'Assyrie et de Babylone, jusqu'à son assujettissement aux Séleucides, c'est-à-dire d'Isaïe jusqu'à Daniel, on prophétisa, aux heures des tribulations, un sauveur providentiel. Au chapitre XII, 1, 3, de Daniel se trouve la prophétie de la descente de Micaël, l'ange gardien des juifs, qui les délivrera dans leur détresse; «beaucoup de morts ressusciteront», il y aura une sorte de jugement dernier, «et ceux qui en auront amené plusieurs à la justice luiront comme des étoiles, à toujours et à perpétuité». De chrétien, il n'y a là que l'insistance sur l'imminence du royaume de Jésus-Christ et sur la félicité des ressuscités, particulièrement des martyrs.

C'est à la critique allemande, et surtout à Ewald, Lücke et Ferdinand Benary que nous sommes redevables de l'interprétation de cette prophétie, pour autant qu'elle se rapporte aux événements de l'époque. Grâce à Renan, elle a pénétré dans d'autres milieux que les cercles théologiques. La grande prostituée, Babylone, signifie, on l'a vu, la ville aux sept collines. De la bête sur laquelle elle est assise, il est dit XVII, 9, II: «Les sept têtes sont sept montagnes. Ce sont aussi sept rois, les cinq sont tombés; l'un est et l'autre n'est pas encore venu; et quand il sera venu il faut qu'il demeure un peu de temps. Et la bête qui était et qui n'est plus, c'est aussi un huitième roi, elle vient des sept, mais elle tend à sa ruine.»

La bête est donc la domination mondiale de Rome, représentée successivement par sept empereurs, dont l'un est blessé à mort et ne règne plus, mais a été guéri, et va revenir, afin d'accomplir le règne du blasphème et de la rébellion contre Dieu. «Et il lui fut donné de faire la guerre aux saints et de les vaincre. Il lui est aussi donné puissance sur toute tribu, langue et nation; de sorte qu'elle sera adorée par tous ceux qui habitent sur la terre, dont les noms ne sont pas écrits au livre de l'agneau. – Et elle faisait que tous, petits et grands, riches et pauvres, libres et esclaves, prenaient une marque, ou le nom de la bête ou le nombre de son nom. Ici est la sagesse. Que celui qui a de l'intelligence compte le nombre de la bête, car c'est un nombre d'hommes, et son nombre est six cent soixante-six.» (XIII 7.118.)

Constatons seulement que le boycott est mentionné ici comme une mesure à employer par la puissance romaine contre les chrétiens – qu'il est donc manifestement une invention du diable – et passons à la question de savoir qui est cet empereur romain qui a déjà régné, qui a été blessé à mort et qui revient comme le huitième de la série pour jouer l'Antéchrist.

Après Auguste, le premier, nous avons: 2, Tibère; 3, Caligula; 4, Claude; 5, Néron; 6, Galba. «Cinq sont tombés, lui est.» A savoir: Néron est déjà tombé, Galba est. Galba régna du 9 juin 68 jusqu'au 15 janvier 69. Mais aussitôt qu'il fut monté sur le trône, les légions du Rhin se levèrent sous Vitellius, cependant qu'en d'autres provinces d'autres généraux préparèrent des soulèvements militaires. A Rome même, les prétoriens se soulevèrent, tuèrent Galba et proclamèrent Othon.

Il résulte de ceci que notre apocalypse a été écrite sous Galba, vraisemblablement vers la fin de son règne, ou au plus tard, pendant les trois mois (jusqu'au 15 avril 69) du règne d'Othon, le septième. Mais qui est le huitième, qui a été et n'est pas? Le nombre 666 nous l'apprendra.

Parmi les Sémites, – les Chaldéens et les Juifs – de cette époque, un art magique était en vogue, basé sur la double signification des lettres. Depuis environ 300 ans avant notre ère les lettres hébraïques étaient également employées comme chiffres: a = 4, b = 2, gr = 3, d = 4, et ainsi de suite. Or les devins cabbalistes additionnaient ensemble les valeurs numériques des lettres d'un nom, et à l'aide de la somme totale obtenue, par la formation de mots ou de combinaisons de mots d'une égale valeur numérique qui comportaient des inductions, cherchèrent à prédire l'avenir du porte-nom. Pareillement, des mots furent exprimés dans cette langue des chiffres. On appelait cet art d'un nom grec, *ghematriak*, géométrie; les Chaldéens qui l'exerçaient comme un métier, et que Tacite dénote comme des *mathematici*, furent chassés de Rome.

C'est au moyen justement de cette mathématique qu'a été produit le nombre 666. Derrière lui se cache le nom d'un des premiers cinq empereurs romains. Or Irénée, à la fin du II<sup>e</sup> siècle, outre le nombre 666, connaissait la variante 616 qui, elle aussi, datait d'un temps où l'énigme des chiffres était encore connu. Si la solution répond également aux deux nombres la preuve en est faite.

Ferdinand Benary a trouvé cette solution. Le nom est Néron. Le nombre est fondé sur Néron Kesar, la transcription hébraïque – ainsi que le constatent le Talmud et les inscriptions palmyriennes – du grec Nerôn Kaisar, Néron empereur, que portait comme légende la monnaie de Néron, frappée dans les provinces de l'Est de l'empire. Ainsi: n (*nun*) = 50, r (*resch*) = 200, v (*vav*) pour 0 = 6, n (*nun*) = 50, R (*Raph*) = 100, s (*samech*) = 60, et r (*resch*) = 200, total = 666. Or, en prenant pour base la forme latine, Nero Caesar, le second n (*nun*) est supprimé, et nous obtenons 666 - 50 = 616, la variante d'Irénée.

Effectivement, l'empire romain, au temps de Galba, était en désarroi. Galba lui-même, à la tête des légions d'Espagne et de la Gaule avait marché sur Rome pour renverser Néron; celui-ci s'enfuit et se fit tuer par un affranchi. Et non seulement les prétoriens à Rome, mais encore les commandants dans les provinces, conspiraient contre Galba; partout surgissaient des prétendants au trône, faisant des préparatifs pour se diriger avec leurs légions sur la capitale. L'empire semblait livré à la guerre intestine; sa chute paraissait imminente.

Pour comble, le bruit se répandit que Néron n'était pas mort, mais seulement blessé, qu'il s'était réfugié chez les Parthes, qu'il passerait l'Euphrate et viendrait avec une force armée pour inaugurer un nouveau et plus sanglant règne de terreur. L'Achaïe et l'Asie en particulier furent mises en émoi par de tels rapports. Et justement au moment où l'apocalypse a dû être composée, parut un faux Néron qui s'établit dans l'île de Cythnos, la Thermia moderne, dans la mer d'Egée, près de Patmos et de l'Asie mineure, jusqu'à ce qu'il fut tué sous Othon. Quoi d'étonnant à ce que parmi les chrétiens, en butte aux premières grandes persécutions de Néron, l'opinion se soit propagée qu'il devait revenir comme Antéchrist, que son retour et une nouvelle et plus sérieuse tentative d'extermination de la jeune secte seraient le présage et le prélude du retour de Christ, de la grande bataille victorieuse contre les

puissances de l'enfer, du règne de mille ans à établir «bientôt» et dont l'arrivée certaine fit que les martyrs allèrent allègrement à la mort?

La littérature chrétienne des deux premiers siècles donne assez d'indices que le secret du chiffre 666 était alors connu de nombre de personnes. Irénée, qui ne le connaissait plus, savait, par contre, comme beaucoup d'autres jusqu'à la fin du III<sup>e</sup> siècle, que la bête de l'Apocalypse signifiait Néron qui revenait. Puis cette dernière trace se perd et notre Apocalypse est livrée à l'interprétation fantastique de devins orthodoxes; moi-même j'ai connu encore des vieilles gens qui, d'après les calculs du vieux Johann Albrecht Bengel, attendaient le jugement dernier pour l'an 1836. La prophétie s'est réalisée à la lettre. Seulement le jugement dernier n'atteignit pas le monde des pécheurs, mais bien les pieux interprètes de l'Apocalypse eux-mêmes. Car, en cette même année de 1836, F. Benary fournit la clef du nombre 666 et mit un terme à tout ce calcul divinatoire, à cette nouvelle *ghematriak*.

Du royaume céleste réservé aux fidèles, notre Jean ne nous offre qu'une description des dehors. D'après les notions de l'époque, la nouvelle Jérusalem est d'ailleurs construite sur un plan suffisamment grandiose: un carré de 1 200 stades de côté = 2 227 kilomètres, plus que la moitié des Etats-Unis d'Amérique, bâtie en or et pierres précieuses.

Là habite Dieu, au milieu des siens et il les éclaire à la place du soleil; la mort n'est plus et il n'y a plus ni deuil, ni cri, ni travail; un fleuve d'eau vive coule à travers la ville, sur ces bords croit l'arbre de la vie portant douze fruits, et rendant son fruit chaque mois, et les feuilles de l'arbre sont «pour la santé des gentils» (à la façon d'un thé médicinal, selon Renan. *L'Antéchrist*, p. 452.) Là vivent les saints aux siècles des siècles.

De telle sorte était fait le christianisme dans son foyer, l'Asie mineure, vers l'an 68, autant que nous le connaissons. Nul indice d'une Trinité – en revanche, le vieux Jéhovah, un et indivisible, du judaïsme décadent où il s'élève du dieu national juif à l'unique, au premier, Dieu du ciel et de la terre, où il prétend dominer sur tous les peuples, promettant la grâce aux convertis et exterminant les rebelles sans miséricorde, fidèle en cela à l'antique *parcere subjectis ac debellare superbos*. Aussi est-ce Dieu lui-même qui préside au jugement dernier et non pas Jésus-Christ, comme dans les récits ultérieurs des Évangiles et des Épîtres. Conformément à la doctrine persane de l'émanation familière au judaïsme décadent, le Christ est l'agneau émané de Dieu de toute éternité, il en est de même des «sept esprits de Dieu» bien qu'occupant un rang inférieur, et qui doivent leur existence à un passage poétique mal compris (Isaïe XI, 2). Ils ne sont pas Dieu ni l'égal de Dieu, mais soumis à lui. L'agneau s'offre de son plein gré comme sacrifice expiatoire pour les péchés du monde, et pour ce haut fait se voit expressément promu en grade dans le ciel; dans tout le livre ce sacrifice volontaire lui est compté comme un acte extraordinaire et non comme une action jaillissant avec nécessité du plus profond de son être. Il est bien entendu que toute la cour céleste des anciens, des chérubins, des anges et des saints ne fait pas défaut. Pour se constituer en religion, le monothéisme a dû de tout temps faire des concessions au polythéisme, à dater du *zendavesta*. Chez les juifs la conversion aux dieux païens et sensuels persiste à l'état chronique jusqu'à ce que, après l'exil, la cour céleste, modelée sur le type persan, accommode un peu mieux la religion à l'imagination populaire. Le christianisme, lui aussi, même après qu'il eut remplacé le raide et immuable Dieu des juifs par le mystérieux Dieu trinitaire, différencié en lui-même, n'a pu supplanter le culte des antiques dieux parmi les masses que par le culte des saints. Ainsi, le culte de Jupiter, selon Fallmerayer, ne s'est éteint dans le Péloponnèse, dans la Maïna, en Arcadie, que vers le IX<sup>e</sup> siècle (*Histoire de la péninsule de la Morée*, I, p. 227). Ce n'est que l'ère bourgeoise moderne et son protestantisme, qui écartent les saints à leur tour et prennent enfin au sérieux le monothéisme différencié.

Notre apocalypse ne connaît pas davantage le dogme du péché originel ni la justification par la foi. La foi de ces premières communautés, d'humeur belliqueuse joyeuse, diffère du tout au tout de celle de l'Eglise triomphante postérieure; à côté du sacrifice expiatoire de l'agneau, le prochain retour de Christ et l'imminence du règne millénaire en constituent le contenu essentiel; et ce par quoi, seule, elle se manifeste, c'est l'active propagande, la lutte, sans relâche contre l'ennemi du dehors et du dedans, le fier aveu de leurs convictions révolutionnaires devant les juges païens, le martyre courageusement enduré dans la certitude de la victoire.

Nous l'avons vu, l'auteur ne soupçonne pas encore qu'il est autre chose que juif. En conséquence, aucune allusion, dans tout le livre, au baptême; aussi bien y a-t-il des indices que le baptême est une institution de la seconde période chrétienne. Les 144 000 juifs croyants sont «scellés», non baptisés. Des saints au ciel il est dit: «Ce sont ceux qui ont lavé, et blanchi leurs longues robes dans le sang de l'agneau»: pas un mot du baptême. Les deux prophètes qui précèdent l'apparition de l'Antéchrist

(chapitre XI) ne baptisent pas non plus et au chapitre XIX, 10, le témoignage de Jésus n'est pas le baptême mais l'esprit de la prophétie.

Il était naturel dans toutes ces circonstances de parler du baptême, pour peu qu'il fut déjà institué. Nous sommes donc autorisés à conclure avec une presque certitude que notre auteur ne le connaissait pas et qu'il ne s'introduisit que lorsque les chrétiens se séparèrent définitivement d'avec les Juifs.

Notre auteur est également dans l'ignorance du second sacrement ultérieur – l'eucharistie. Si dans le texte de Luther, le Christ promet à tout Thyatirien, ayant persévéré dans la foi, d'entrer chez lui et de faire la communion avec lui, cela donne une fausse apparence. Dans le grec on lit *deipnéso*, je souperai (avec lui), et le mot est ainsi correctement rendu dans les bibles anglaises et françaises. De la Cène comme festin commémoratif il n'est pas question.

Notre livre avec sa date si singulièrement authentiquée, est indubitablement le plus ancien de la littérature chrétienne tout entière. Aucun autre n'est écrit dans une langue aussi barbare, où fourmillent les hébraïsmes, les constructions impossibles, les fautes grammaticales. Seuls, les théologiens de profession, ou autres historiographes intéressés, nient que les Evangiles et les Actes des Apôtres sont des remaniements tardifs d'écrits aujourd'hui perdus et dont le mince noyau historique ne se découvre plus sous la luxuriance légendaire, que les trois ou quatre lettres apostoliques, encore reconnues pour authentiques par l'école de Tübingen, ne représentent plus, après la pénétrante analyse de Bruno Bauer, que des écrits d'une époque postérieure, ou, dans le meilleur cas, des compositions plus anciennes d'auteurs inconnus, retouchées et embellies par nombre d'additions et d'interpolations.

Il est d'autant plus important pour nous de posséder dans notre ouvrage, dont la période de rédaction se laisse établir à un mois près, un livre qui nous présente le christianisme sous sa forme la plus rudimentaire, sous la forme où il est à la religion de l'État du IV<sup>e</sup> siècle, achevée dans sa dogmatique et sa mythologie, à peu près ce que la mythologie encore vacillante des Germains de Tacite est à la mythologie de l'Edda, pleinement élaborée sous l'influence d'éléments chrétiens et antiques. Le germe de la religion universelle est là, mais il renferme encore indistinctement les mille possibilités de développement qui se réalisent dans les innombrables sectes ultérieures.

Si ce plus ancien morceau du christianisme qui devient à pour nous une valeur toute particulière, c'est qu'il nous apporte dans son intégrité ce que le judaïsme – sous la puissante influence d'Alexandrie – a contribué au christianisme. Tout le reste est adjonction occidentale, gréco-romaine. Il a fallu la médiation de la religion juive monothéiste pour faire revêtir au monothéisme érudit de la philosophie vulgaire grecque la forme sous laquelle seul il pouvait avoir prise sur les masses. Une fois cette médiation trouvée, il ne pouvait devenir religion universelle que dans le monde gréco-romain, en continuant de se développer, pour s'y fondre finalement, dans le système d'idées où avait abouti ce monde.

### **Friedrich Engels**

1. **Note d'Engels:** A ceci, les soulèvements du monde mahométan, notamment en Afrique, forment un singulier contraste. L'Islam est une religion appropriée aux Orientaux, plus spécialement aux Arabes, c'est-à-dire, d'une part à des citadins pratiquant le commerce et l'industrie, d'autre part à des Bédouins nomades. Là réside le germe d'une collision périodique. Les citadins, devenus opulents et luxueux, se relâchent dans l'observance de la " Loi ". Les Bédouins pauvres, et, à cause de leur pauvreté, de mœurs sévères, regardent avec envie et convoitise ces richesses et ces jouissances. Ils s'unissent sous un prophète, un Madhi, pour châtier les infidèles, pour rétablir la loi cérémoniale et la vraie croyance, et pour s'approprier, comme récompense, les trésors des infidèles. Au bout de cent ans, naturellement, ils se trouvent exactement au même point que ceux-ci; une nouvelle purification est nécessaire; un nouveau Madhi surgit; le jeu recommence. Cela s'est passé de la sorte depuis les guerres de conquête des Almoravides et des Almohades africains en Espagne jusqu'au dernier Madhi de Khartoum qui bravait les Anglais si victorieusement. Il en fut ainsi, ou à peu près, des bouleversements en Perse et en d'autres contrées mahométanes. Ce sont tous des mouvements, nés de causes économiques, bien que portant un déguisement religieux. Mais, alors même qu'ils réussissent, ils laissent intacts les conditions économiques. Rien, n'est changé, la collision devient périodique. Par contre, dans les insurrections populaires de l'occident chrétien, le déguisement religieux ne sert que de drapeau et de masque à des attaques contre un ordre économique devenu caduc; finalement cet ordre est renversé; un nouveau s'élève, il y a progrès, le monde marche.

Élisée Reclus

# L'Anarchie et l'Eglise

*Temps Nouveaux* n° 18 - Texte extrait du site Internet Bibliolib

Dans ce texte, Elisée Reclus rappelle un principe que défend aussi Camillo Berneri dans « Les anarchistes ne sont pas des bouffeurs de curés » : la « lutte acharnée » contre la religion n'empêche nullement « le respect personnel et toute la sympathie humaine pour chaque individu chrétien ». Et il insiste en précisant que les anarchistes n'éprouvent ni « haine », ni « rancune », ni « esprit de vengeance ». Ce qui ressort de ce texte écrit en 1900, c'est une profonde confiance en les vertus de « l'étude » et de la raison : « l'exposition de la sereine clarté des choses », la « vérité », « la lumière », « la science », etc.

Reclus établit une différence entre, d'un côté, la masse « amorphe » et « sans pensée » des croyants sincères et, de l'autre, les « hypocrites ambitieux (...) qui font argent de la foi » et les Eglises qui en tirent des bénéfices matériels. Jusque-là, rien de très original, du moins par rapport aux Lumières et aux libres penseurs. Ce qui tranche, c'est l'aspect mis sur le rôle de la religion dans l'apprentissage de la soumission, de l'obéissance, et la façon dont l'Eglise nourrit l'absence d'esprit critique. (NPNF)

La conduite de l'anarchiste envers l'homme d'Eglise est tracée d'avance. Aussi longtemps que les prêtres, moines et tous les détenteurs d'un pouvoir prétendu divin seront constitués en ligue de domination, il faut les combattre sans répit de toute l'énergie de sa volonté et de toutes les ressources de son intelligence et de sa force. D'ailleurs, cette lutte acharnée ne doit empêcher nullement que nous gardions le respect personnel et toute la sympathie humaine pour chaque individu chrétien, bouddhiste ou fétichiste dès que sa puissance d'attaque et de domination aura été rompue. Nous commencerons par nous affranchir, puis nous travaillerons à l'affranchissement du ci-devant adversaire.

Ce que nous avons à craindre de l'Eglise ou des églises est clairement enseigné par l'histoire. À cet égard, toute méprise, toute confusion sont impossibles. Nous sommes haïs, exécrés, maudits : on nous voue non seulement aux supplices de l'enfer – ce qui n'a pas de sens pour nous –, mais on nous signale à la vindicte des lois temporelles, à la vengeance spéciale des rois, des geôliers et des bourreaux, même à l'ingéniosité des tortureurs que la Sainte Inquisition, toujours vivante, entretient dans les cachots. Le langage officiel des papes, fulminé dans leurs bulles récentes, dirige expressément la campagne contre les « novateurs insensés et diaboliques, les orgueilleux disciples d'une science prétendue, les gens en délire qui vantent la liberté de conscience, les corrupteurs de toutes choses sacrées, les odieux corrupteurs de la jeunesse, les ouvriers de crime et d'iniquité ». Ces maudits, ces anathèmes, ce sont, en premier lieu, ceux qui se disent hommes de révolution, anarchistes ou libertaires.

C'est bien ! Il est juste, il est légitime que des gens se disant et se croyant même sacrés pour exercer la domination absolue sur le genre humain, s'imaginent qu'ils sont les possesseurs des clefs du ciel et de l'enfer, concentrent toute la force de leur haine contre les réprouvés qui contestent leurs droits au pouvoir et condamnent toutes les manifestations de ce pouvoir : « Exterminez ! Exterminez ! » telle est la devise de l'Eglise, comme aux temps de saint Dominique et d'Innocent III.

À l'intransigeance catholique, nous opposons égale intransigeance, mais en hommes et en femmes nourris de la science contemporaine, non en thaumaturges et en bourreaux. Nous repoussons absolument la doctrine catholique, de même que celle de toutes les religions connexes, amies ou ennemies ; nous combattons leurs institutions et leurs œuvres ; nous travaillons à détruire les effets de

tous leurs actes. Mais cela sans haine de leurs personnes, car nous n'ignorons point que tous les hommes sont déterminés par le milieu dans lequel leurs mères les ont bercés et la société les a nourris; nous savons qu'une autre éducation, des circonstances moins favorables auraient pu nous abêtir aussi, et ce que nous cherchons par-dessus tout, c'est précisément de faire naître pour eux – s'il en est encore temps –, et pour toutes les générations à venir, des conditions nouvelles qui guériront enfin les hommes de la «folie de la croix» et autres hallucinations religieuses.

Nous ne songeons point à nous venger quand viendra le jour où nous serons les plus forts: les échafauds et les bûchers n'y suffiraient point, tant les Eglises ont massacré d'infidèles au nom de leurs dieux respectifs, tant l'Eglise chrétienne tout spécialement a fait de victimes pendant quinze cents années de domination. La vengeance n'est point dans nos principes, car la haine appelle la haine et nous avons hâte d'entrer dans une ère nouvelle de paix sociale.

Le ferme propos que nous voulons réaliser n'est point d'employer «les boyaux du dernier prêtre à tordre le cou du dernier roi!», mais de faire en sorte que ni prêtres ni rois ne puissent naître dans l'atmosphère purifiée de notre société nouvelle.

Logiquement, notre œuvre révolutionnaire contre l'Eglise commence par être destructive avant qu'elle puisse devenir constructive, bien que les deux phases de l'action soient interdépendantes et s'accomplissent en même temps, mais sous divers aspects, suivant les différents milieux. Certes, nous savons que la force est inapplicable pour détruire les croyances sincères, les naïves et béates illusions; nous ne chercherons point à entrer dans les consciences pour en expulser les troubles et les rêves, mais nous pouvons travailler de toutes nos énergies à écarter du fonctionnement social tout ce qui ne s'accorde pas avec des vérités scientifiques reconnues; nous pouvons combattre incessamment l'erreur de tous ceux qui prétendent avoir trouvé en dehors de l'humanité et du monde un point d'appui divin, permettant à des castes parasites de se grimer en intermédiaires dévotieux entre le créateur fictif et ses créatures.

Puisque la crainte et l'épouvante furent de tout temps les mobiles qui asservirent les hommes – ainsi que rois, prêtres, magiciens et pédagogues l'ont eux-mêmes répété sous tant de formes diverses –, combattons incessamment cette terreur des dieux et de leurs interprètes par l'étude et par l'exposition de la sereine clarté des choses. Faisons la chasse à tous les mensonges que les bénéficiaires de l'antique sottise théologique ont répandus dans l'enseignement, dans les livres, dans les arts. Et n'oublions pas d'enrayer le vil paiement des impôts directs que le clergé nous extorque, d'arrêter la construction des chapelles, des reposoirs, des églises, des croix, des statues votives et autres laideurs qui déshonorent nos villes et nos campagnes.

Tarissons la source de ces millions qui, de toutes parts, affluent vers le grand mendiant de Rome et vers les sous-mendiants innombrables de ses congrégations. Enfin, par la propagande de chaque jour, enlevons aux prêtres les enfants qu'on leur donne à baptiser, les garçons et les filles qu'ils «confirment dans la foi» par l'ingestion d'une hostie, les jeunes gens qu'ils prétendent conjointre, les malheureux qu'ils souillent en faisant naître le péché dans leur âme par la confession, les mourants qu'ils terrorisent encore au dernier moment de la vie. Déchristianisons le peuple !

Mais les écoles, même celles qui se disent laïques, christianisent leurs élèves, c'est-à-dire toute la génération pensante, nous est-il répondu. Et ces écoles comment les fermerons-nous, puisque nous trouvons devant elles des pères de famille revendiquant la «liberté» de l'éducation choisie par eux? À nous qui parlons sans cesse de liberté et qui ne comprenons l'individu digne de ce nom que dans la plénitude de sa fière indépendance, voici qu'on oppose aussi la «liberté» ! Si ce mot répondait à une idée juste, nous n'aurions qu'à nous incliner en tout respect afin de rester fidèles à nous-mêmes; mais cette liberté du père de famille est-elle autre chose que le rapt, l'appropriation pure et simple d'un enfant qui devrait s'appartenir et que l'on remet à l'Eglise ou à l'Etat, pour qu'ils le déforment à souhait? N'est-ce pas une liberté semblable à celle du manufacturier qui dispose de centaines ou de milliers de «bras» et qui les emploie comme il veut à concasser des métaux ou à croiser des fils; une liberté comme celle du général qui fait manœuvrer à sa guise des «unités tactiques» de «baïonnettes» et de «sabres»?

Le père, héritier convaincu du *pater familias* romain, dispose également de ses fils et de ses filles, pour les tuer moralement ou, pis encore, pour les avilir. De ces deux individus, le père et l'enfant, virtuellement égaux à nos yeux, c'est le plus faible que nous avons à soutenir de notre force; c'est de lui que nous avons à nous déclarer solidaires, lui que nous tâcherons de défendre contre tous ceux qui lui font tort, fût-ce le père même ou celui qui se dit tel, fût-ce la mère qui le porta dans son sein ! Si, par une loi spéciale qu'imposa l'opinion publique, l'Etat refuse au père de famille le droit de condamner son fils à l'ignorance, nous qui sommes de cœur avec la génération nouvelle, nous



mettrons tout en œuvre, et sans lois, par la ligue de nos volontés, pour protéger la jeunesse contre une éducation mauvaise. Que l'enfant soit frappé, battu, torturé par des parents, qu'il soit même doucement empoisonné de gâteaux, de confitures ou de mensonges, ou bien qu'il soit catéchisé, dépravé par des frères ignorantins, qu'il apprenne chez les jésuites une histoire perfide, une fausse morale faite de bassesse et de cruauté, le crime nous semble être le même et nous le combattons avec énergie, toujours âprement, solidaires de l'être auquel on a fait tort.

Certes, aussi longtemps que la famille se maintiendra sous sa forme monarchique, modèle des Etats qui nous gouvernent, l'exercice de notre volonté ferme d'intervention envers l'enfant contre les parents et les prêtres restera d'un accomplissement difficile; mais ce n'en est pas moins dans ce sens que doit se porter tout notre effort. Être le défenseur de la justice ou le complice du crime, il n'y a point de milieu.

En cette matière se pose encore, comme dans toutes les autres questions sociales, le grand problème qui se discute entre Tolstoï et les autres anarchistes, celui de la non-résistance ou de la résistance au mal. Pour notre part nous sommes d'avis que l'offensé qui ne résiste pas livre d'avance les humbles et les pauvres aux oppresseurs et aux riches. Résistons sans haine, sans esprit de rancune ni de vengeance, avec toute la douceur sereine du philosophe qui se possède et reproduit exactement sa pensée profonde et son vouloir intime en chacun de ses actes, mais résistons !

L'Ecole actuelle, qu'elle soit dirigée par le prêtre religieux ou par le prêtre laïque est nettement, absolument dirigée contre les hommes libres, autant que le serait une épée ou plutôt des millions d'épées, car il s'agit de dresser contre les novateurs les enfants de la génération nouvelle. Nous comprenons l'Ecole comme la société «sans Dieu ni maître» et nous considérons par conséquent comme des lieux funestes tous ces antres où l'on enseigne l'obéissance à Dieu et surtout à ses représentants, les maîtres de toute espèce, pères et moines, rois et fonctionnaires, symboles et lois. Nous réprouvons autant les écoles où l'on enseigne les prétendus devoirs civiques – c'est-à-dire l'accomplissement des ordres d'en haut et la haine des peuples étrangers – que les écoles où l'on enjoint aux enfants de n'être plus que «des bâtons dans les mains des prêtres». Nous savons qu'elles sont également mauvaises, et quand nous aurons la force, nous fermerons les unes et les autres comme les casernes et les lupanars.

Vaine menace, dira-t-on avec ironie. Vous n'êtes pas les plus forts, et nous commandons encore aux rois et aux militaires, aux magistrats et aux bourreaux. Oui, cela semble vrai; mais tout cet appareil de répression ne nous effraie point, car c'est aussi une grande force d'avoir la vérité pour alliée et de répandre la lumière devant soi. L'histoire se déroule en notre faveur, car si la science a «fait faillite» pour nos adversaires, elle est restée notre guide et notre soutien. La différence essentielle entre les suppôts de l'Eglise et ses ennemis, entre les asservis et les hommes libres, c'est que les premiers, privés d'initiative propre, n'existant que par la masse, non par la valeur individuelle, s'affaiblissent peu à peu et meurent, tandis que le renouveau de la vie se fait en nous par l'agissement spontané des forces anarchiques. Notre société naissante d'hommes libres, qui cherche péniblement à se dégager de la chrysalide bourgeoise, ne pourrait avoir aucune espérance de triompher un jour, elle ne pourrait même pas naître, si elle avait devant elle de vrais hommes avec un vouloir et une énergie propres, mais l'immense armée de dévots et des dévotes, flétrie par le prosternement et l'obéissance, reste condamnée à l'ataxie intellectuelle. Quelle que soit, au point de vue spécial de son métier, de son art ou de sa profession, la valeur du catholique croyant et pratiquant, quelles que soient aussi ses qualités d'homme, il n'est au point de vue de la pensée qu'une matière amorphe et sans consistance, puisqu'il a complaisamment abdiqué son jugement et par l'aveugle foi, s'est placé lui-même en dehors de l'humanité qui raisonne.

Toutefois l'armée des catholiques a pour elle la puissance de la routine, le fonctionnement de toutes les survivances, continuant d'agir en vertu de la force d'inertie. Spontanément, les genoux de millions d'individus fléchissent devant le prêtre resplendissant d'or et de soie; c'est portée par une série de mouvements réflexes que la foule s'amasse dans les nefs aux jours de fêtes patronales; elle célèbre la Noël et la Pâques parce que les générations antérieures ont célébré ces fêtes. L'image de la Vierge Marie et celle du Bambin sacré restent gravées dans les imaginations; le sceptique vénère sans savoir pourquoi le morceau de cuivre ou d'ivoire taillé en crucifix; il s'incline en parlant de la «morale de l'Evangile», et quand il montre les étoiles à son fils, il ne manque pas de glorifier le divin horloger. Oui, toutes ces créatures de l'habitude, tous ces porte-voix de la routine constituent une armée déjà redoutable par sa masse: c'est la matière humaine qui constitue les écrasantes majorités, et dont les cris sans pensée retentissent comme s'ils représentaient une opinion. Qu'importe ! Cette masse elle-

même finit par ne plus obéir aux impulsions ataviques: on la voit rapidement devenir indifférente à ce jargon religieux qu'elle ne comprend plus; elle ne croit plus que le prêtre soit un interprète auprès de Dieu pour remettre les péchés, ni un interprète auprès du diable pour ensorceler les bêtes et les gens; le paysan, de même que l'ouvrier, n'a plus peur de son curé. Il a quelque idée de la science, sans la connaître encore et en attendant il redevient païen en se confiant vaguement aux forces de la nature.

Certes, la révolution silencieuse qui déchristianise lentement les masses populaires est un événement capital, mais il ne faut pas oublier que les adversaires les plus à craindre, parce qu'ils n'ont aucune sincérité, ne sont pas les pauvres roturiers du peuple, ni surtout les croyants, suicidés de l'esprit, que l'on voit se prosterner dans les chapelles comme séparés par un voile épais du monde réel.

Les hypocrites ambitieux qui les mènent et les indifférents qui, sans être catholiques, se sont ralliés officiellement à l'Eglise, ceux qui font argent de la foi, sont autrement dangereux que les chrétiens. Par un phénomène contradictoire en apparence, l'armée cléricale devient plus nombreuse à mesure que la croyance s'évanouit.

C'est que les forces ennemies se massent de part et d'autre. L'Eglise a groupé derrière elle tous ses complices naturels auxquels il faut des esclaves à commander, rois, militaires, fonctionnaires de tout acabit, voltairiens repentis et jusqu'aux honnêtes pères de famille qui veulent qu'on leur élève des enfants bien sages, stylés, gracieux, polis, de belles manières, se gardant avec prudence de tout ce qui pourrait ressembler à une pensée.

«Que nous racontez-vous là !» dira sans doute quelque politicien que passionne la lutte actuelle entre les congrégations et le «bloc républicain» du Parlement français. «Ne savez-vous pas que l'État et l'Eglise sont définitivement brouillés, que les crucifix, les images des Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie vont être enlevés des écoles et remplacés par de beaux portraits du président de la République? Ne savez-vous pas que les enfants sont désormais soigneusement préservés de la lèpre et des superstitions antiques et que des instituteurs civils leur dispenseront une éducation fondée sur la science, débarrassée de tout mensonge, toujours respectueuse de la liberté?» Hélas ! nous savons bien qu'on se dispute là-haut parmi les détenteurs du pouvoir; nous savons que les gens du clergé, les séculiers et les réguliers sont en désaccord sur la distribution des prébendes et du casuel; nous savons que la vieille querelle des «investitures» se continue de siècle en siècle entre le pape et les Etats laïques; mais cela n'empêche pas que les deux détenteurs de la domination, religieux et politiciens, ne soient au fond d'accord, même dans leurs excommunications réciproques, et qu'ils comprennent de la même manière leur mission divine à l'égard du peuple gouverné. Les uns et les autres donneront aux enfants le même enseignement, celui de l'obéissance. Du moins, parmi ces éducateurs à rebours, les prêtres sont-ils les plus logiques, puisqu'ils prétendent représenter Dieu, le Créateur et Maître Universel. Hier encore, sous la haute protection de la République, ils ont été les maîtres absolus, incontestés.

Tous les éléments de la réaction étaient alors unis sous le même labarum symbolique, le «signe de la Croix»; il eût été naïf de se laisser tromper par la devise de ce drapeau; il ne s'agissait plus ici de la foi religieuse, mais de la domination, la croyance intime n'était qu'un prétexte pour la majorité de ceux qui veulent garder le monopole des pouvoirs et des richesses; pour eux le but unique était d'empêcher à tout prix la réalisation de l'idéal moderne, le pain pour tous, la liberté, le travail et le loisir pour tous. Nos ennemis, quoique se haïssant et se méprisant les uns les autres, avaient dû pourtant se grouper en un seul parti. Isolées, les causes respectives des classes dirigeantes étaient trop pauvres d'arguments, trop illogiques pour qu'elles pussent essayer de se défendre avec succès; il leur était indispensable de se rattacher à une cause supérieure, à Dieu lui-même, le «principe de toutes choses», le «grand ordonnateur de l'Univers». Ainsi, dans une bataille, les corps de troupes exposés abandonnent les ouvrages extérieurs nouvellement construits pour se masser au centre de la position, dans la citadelle antique accommodée par les ingénieurs à la guerre moderne.

Trop ardents à la curée, les gens d'Eglise ont commis aussi la maladresse, d'ailleurs inévitable, de ne pas évoluer prestement avec le siècle. Encombrés par leur bagage de vieilleries, ils sont restés en route. Ils jargonent en latin et cela suffit pour qu'ils ne sachent plus parler le français de Paris. Ils ânonnent la théologie de saint Thomas, mais cet antique verbiage ne leur sert plus à grand-chose pour discuter avec les élèves de Berthelot. Sans doute, quelques-uns d'entre eux, surtout les prêtres américains, en lutte avec une jeune société démocratique, soustraite au pouvoir de Rome, ont essayé de rajeunir leurs arguments, refourbi quelque peu leurs vénérables flamberges, mais ces façons nouvelles de controverse ont été mal vues en haut lieu, et le misonéisme a triomphé: le clergé se tient à l'arrière-garde, avec toute l'affreuse bande des magistrats, des inquisiteurs et des bourreaux. En masse,

ils se sont placés derrière les rois, les princes et les riches, et pour les humbles ils ne savent demander que la charité, non la justice, un coin modeste dans le Paradis futur, et non une large et belle place au bon soleil qui nous éclaire aujourd'hui. Quelques enfants perdus du catholicisme ont supplié le pape de se faire socialiste, d'entrer hardiment dans les rangs des niveleurs et des meurt-de-faim. Oh, que nenni! Il s'en tient aux millions qu'on appelle le «denier de saint Pierre» et à cette «botte de paille» qui est le palais du Vatican.

Quel beau jour pour nous, penseurs libres et révolutionnaires, que celui pendant lequel le pape s'est définitivement enferré dans le dogme de son infaillibilité ! Voilà notre bonhomme saisi comme dans une trappe d'acier ! Il ne faut pas se dédire, se renouveler, vivre en un mot ! Il est ligoté dans les vieux dogmes, obligé de s'en tenir au Syllabus, de maudire la société moderne avec toutes ses découvertes et ses progrès. Il n'est plus désormais qu'un prisonnier volontaire enchaîné sur la rive et nous poursuivant de ses imprécations vaines, tandis que nous cinglons librement sur les flots. Par un de ses sous-ordres, il proclame la «faillite de la science» ! Quelle joie pour nous ! C'est le triomphe définitif que l'Eglise ne veuille plus apprendre ni savoir, qu'elle reste à jamais ignorante, absurde, enfermée dans ce que déjà saint Paul appelait sa folie !

Mais trop avides, les prêtres et les moines ont manqué de prudence; chefs de la conspiration, porteurs du mot d'ordre divin, ils ont voulu beaucoup plus que leur part. L'Eglise, toujours âpre à la rapine, ne manquait pas d'exiger un droit d'entrée de tous ses nouveaux alliés, républicains et autres; elle exigea des subventions pour toutes ses missions étrangères, elle exigea même la guerre de Chine et le pillage des palais impériaux. C'est ainsi que les richesses du clergé se sont prodigieusement accrues: dans la seule France, les biens ecclésiastiques ont beaucoup plus que doublé dans les vingt dernières années du dix-neuvième siècle; c'est par milliards que l'on évalue les terres et les maisons qui appartiennent ouvertement aux prêtres et aux moines, mais que de milliards encore ils possèdent sous les noms de vieux messieurs et d'antiques douairières ! Des jacobins se réjouissent presque de voir ces propriétés immenses s'accumuler dans les mêmes mains, espérant que, d'un seul coup, l'État pourra s'en emparer un jour: remède qui déplacerait la maladie mais ne la guérirait point ! Ces propriétés, produits du vol et du dol, il faut les reprendre pour la communauté puisque jadis elles furent siennes. Elles font partie du grand avoir terrestre appartenant à l'ensemble de l'humanité.

Transportons-nous par l'imagination aux temps à venir de l'irréligion consciente et raisonnée. Quelle sera dans ces conditions nouvelles l'œuvre par excellence des hommes de bonne volonté? Remplacer les hallucinations par des observations précises; substituer aux illusions du paradis que l'on promettait aux faméliques les réalités d'une vie de justice sociale, de bien-être, de travail rythmé; trouver pour les fidèles de la religion humanitaire un bonheur plus substantiel et plus moral que celui dont les chrétiens se contentent actuellement. Ce qu'il fallait à ceux-ci, c'était de n'avoir point le pénible labeur de penser par eux-mêmes et de chercher en leur propre conscience le mobile de leurs actions; n'ayant plus de fétiche visible comme nos aïeux sauvages, ils tiennent à posséder un fétiche secret qui pansé leurs blessures d'amour-propre, qui les console de leurs chagrins, qui leur rende les heures de maladie moins longues et leur assure même une vie immortelle, exempte de tout souci. Mais tout cela pour eux personnellement: leur religion n'a cure des malheureux qui continuent à leur péril la dure bataille de la vie; comme les spectateurs de la tempête dont parle Lucrèce, il leur est doux de voir, de la plage, les gestes des naufragés luttant contre les flots. Ils peuvent relire dans les Evangiles cette vilaine parabole de Lazare «couché dans le sein d'Abraham» et refusant de tremper le bout de son doigt dans l'eau pour rafraîchir la langue des mauvais riches. (Luc XVI).

Notre idéal de bonheur n'est point cet égoïsme chrétien de l'homme qui se sauve en voyant périr son semblable et qui refuse une goutte d'eau à son ennemi. Nous, les anarchistes qui travaillons à l'émancipation complète de notre individu, collaborons par cela même à la liberté de tous les autres, même à celle du mauvais riche quand nous l'aurons allégé de ses richesses, et nous leur assurons le profit solidaire de chacun de nos efforts. Notre victoire personnelle ne se conçoit point sans qu'elle devienne du même coup une victoire collective; notre recherche du bonheur ne peut s'imaginer autrement que dans le bonheur de tous: la société anarchiste n'est point un corps de privilégiés, mais une communauté d'égaux, et ce sera pour tous un bonheur très grand dont nous n'avons aujourd'hui aucune idée, de vivre dans un monde où nous ne verrons point d'enfants battus de leurs mères en récitant le catéchisme, point de faméliques demandant un sou, point de prostituées se livrant pour avoir du pain, point d'hommes valides se faisant soldats ou même policiers, parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens de gagner leur vie. Réconciliés parce que les intérêts d'argent, de caste, de position, n'en feront pas des ennemis nés les uns des autres, les hommes pourront étudier ensemble, prendre part, suivant leurs affinités personnelles, aux œuvres collectives de la transformation planétaire, à la

rédaction du grand livre des connaissances humaines, en un mot, vivre d'une vie libre, toujours plus ample, puissamment consciente et fraternelle, en échappant ainsi aux hallucinations, à la religiosité et à l'Eglise. Et par-dessus tout, ils pourront travailler directement pour l'avenir en s'occupant des enfants, en jouissant avec eux de la nature, en les guidant avec méthode dans l'étude des sciences, des arts et de la vie.

Les catholiques ont beau s'être emparés officiellement de la société, ils n'en sont point et n'en seront point les maîtres, parce qu'ils ne savent qu'étouffer, comprimer, amoindrir: tout ce qu'est la vie leur échappe. Chez la plupart, la foi même est morte: il ne leur reste plus que la gesticulation pieuse, les prosternements et les ornements, l'égrenage du chapelet, le ronronnement du bréviaire. Les meilleurs parmi les prêtres sont obligés de fuir l'Eglise pour trouver un asile chez les profanes, c'est-à-dire chez les confesseurs de la foi nouvelle, chez nous, anarchistes et révolutionnaires, qui marchons vers un idéal, et qui travaillons à le réaliser. C'est en dehors de l'Eglise qui a fait faillite à tous les grands espoirs, que s'accomplit tout ce qui est grand et généreux. Et c'est en dehors d'elle, malgré elle, que les pauvres auxquels les prêtres promettaient ironiquement toutes les richesses du Paradis, conquerront enfin le bien-être de la vie présente: c'est malgré l'Eglise que se fondera la vraie Commune, la société des hommes libres vers laquelle nous ont acheminés tant de révolutions antérieures contre le prêtre et le roi.

**Elisée Reclus**

### **Biographie extraite du site Ephémérides anarchistes**

Géographe, théoricien du mouvement libertaire et militant anarchiste né en 1830.

Issue d'une famille protestante, Elisée Reclus fait ses études de géographe à Berlin, avant de parcourir le monde. En 1871, il prend une part active à la Commune de Paris. Arrêté les armes à la main, il est condamné à la déportation en Nouvelle-Calédonie. Mais, grâce au soutien de la communauté scientifique, sa peine sera commuée, le 3 février 1872, à dix ans de bannissement. Il rejoint alors son frère Elie (également anarchiste et communard) en Suisse, et participe activement à la Fédération Jurassienne, avec Bakounine et James Guillaume. En 1877, il rencontre Pierre Kropotkine, qui deviendra son ami. Après la Suisse, c'est en Belgique, à Ixelles (près de Bruxelles) qu'Elisée Reclus s'installe. Très actif, c'est sous son impulsion qu'une Université Nouvelle est créée, ainsi qu'un Institut des Hautes Etudes (en 1894) dans lequel il enseignera.

Auteur prolifique, Elisée Reclus a participé à de nombreuses revues, brochures et journaux : Le Révolté, L'Insurgé, Le Cri du Peuple, etc. Mais il est surtout l'auteur de l'extraordinaire Géographie Universelle (19 volumes), et de L'Homme et la Terre (6 volumes), ouvrages de géopolitique dans lesquels il analyse le rapport de l'homme et de son environnement, et aborde des sujets très variés (éducation, naturisme, etc.). Elisée Reclus meurt le 4 juillet 1905. Le dernier volume de L'Homme et la Terre ne sortira qu'après sa mort (édité par son neveu Paul Reclus).

**« Celui qui commande se déprave, celui qui obéit se rapetisse. La morale qui naît de la hiérarchie sociale est forcément corrompue. »**

Elisée Reclus.

Johann Most

# La peste religieuse

(1892) 'Texte extrait du site Internet Bibliolib.

De toutes les maladies mentales que l'homme s'est implanté systématiquement dans le cerveau, la PESTE RELIGIEUSE est certainement la plus horrible.

Comme tout a son histoire, cette ÉPIDÉMIE n'est pas sans avoir la sienne. Seulement il est – parbleu ! – bien dommage que le développement de cette histoire ne soit pas tout ce qu'il y a de plus joli. Les vieux Zeus et Jupiter étaient des individus très convenables, nous dirons même assez éclairés, si on les compare aux rejetons trinitaires de l'arbre généalogique du bon DIEU, lesquels ne le cèdent en rien aux premiers en cruauté et en brutalité.

Du reste, nous ne voulons pas perdre notre temps avec les dieux retraités ou déchus, car ils ne causent plus aucun dommage; par contre, nous critiquerons sans respect les «faiseurs de pluie et de beau temps» encore en activité de service et les terroristes de l'enfer.

Les chrétiens ont une «Trinité»; leurs aïeux juifs se contentaient d'une «seule déité»; à part cela, les deux peuples forment tous les deux une société fort réjouissante. L'Ancien et le Nouveau «Testament» sont pour eux la source de toute sagesse, c'est pour cela qu'il faut lire, bon gré et mal gré, ces Saintes Ecritures si l'on veut les connaître et, partant, les tourner en ridicule.

Examinons simplement l'historique de ces divinités et nous verrons que cela suffira à caractériser le tout. Voici la chose brièvement:

Au commencement DIEU créa le Ciel et la Terre. Il se trouvait tout d'abord au milieu du néant, dont l'aspect devait être, en effet, assez triste pour qu'un Dieu lui-même s'y ennuyât, et comme c'est une bagatelle pour un Dieu de faire des mondes avec rien, il créa le Ciel et la Terre comme un charlatan remue les œufs ou les écus de sa manche. Plus tard il fabriqua le Soleil, la Lune et les étoiles.

Certains hérétiques qu'on nomme astronomes ont bien démontré, il y a longtemps, que la Terre n'est et n'a jamais été le centre de l'Univers, qu'elle n'a pu exister avant le Soleil, autour duquel elle tourne. Ces gens ont prouvé que c'est une véritable bêtise de parler de la Lune, du Soleil et des étoiles après la Terre, comme si celle-ci, comparée à ceux-là, était une chose spéciale et extraordinaire; il y a longtemps que chaque écolier sait que le Soleil n'est qu'un astre, que la Terre est un de ses satellites, et la Lune pour ainsi dire un sous-satellite; il sait également que la Terre, en comparaison de l'Univers est loin de jouer un rôle supérieur; qu'au contraire, elle est un grain de poussière dans l'espace. Mais est-ce qu'un Dieu s'occupe d'astronomie? Il fait ce qu'il veut et se moque de la science et de la logique; c'est pour cette raison que, après sa fabrication de la Terre, il fit d'abord la lumière et ensuite le Soleil.

Un Hottentot saurait parfaitement que, sans le Soleil, la lumière ne peut exister; mais Dieu... hum ! n'est pas un Hottentot.

Voyons plus loin: la création avait parfaitement réussi jusque-là, mais il n'y avait pas encore de vie dans la baraque; et comme le créateur voulait enfin s'amuser, il fit l'HOMME. Seulement, en le faisant, il s'écarta de façon particulière de sa première manière de procéder. Au lieu d'effectuer cette création par un simple commandement, il se donna beaucoup d'embaras, il prit un prosaïque morceau d'argile, modela à son image un homme, et y souffla une âme.

Comme Dieu est tout-puissant, bon, juste, en un mot l'amabilité même, il vit tout de suite qu'Adam (c'est ainsi qu'il avait appelé sa fabrication) seul, s'ennuyait affreusement (peut-être se rappela-t-il sa propre existence si ennuyeuse dans le néant), il fabriqua alors une mignonne, une charmante Ève.

Assurément l'expérience lui avait prouvé que c'était un travail bien ennuyeux pour un Dieu que de pétrir l'argile, car il employa une autre méthode. Il enleva une côte à Adam et la changea instantanément en une petite femme; instantanément, dis-je, car la vitesse n'est pas une sorcellerie pour un Dieu. L'Histoire ne nous dit pas si la côte d'Adam fut remplacée plus tard ou s'il dut se contenter de celles qui lui restaient.

Les sciences modernes ont établi que les animaux et les plantes, formées d'abord de simples cellules, ont acquis peu à peu, dans le cours des millions d'années, leurs formes actuelles; elles ont établi de plus que l'homme n'est que le produit le plus parfait de ce long et continu développement,

et que non seulement il y a quelque cent mille ans il ne parlait pas, et se rapprochait de beaucoup de l'animal, dans l'acception du mot, mais qu'il doit descendre des animaux du plus bas de l'échelle, toute autre supposition étant à rejeter. Partant de là, l'histoire naturelle nous fait considérer Dieu en sa fabrication d'hommes comme un hâbleur ridicule; mais à quoi sert tout cela? On ne plaisante pas avec Dieu.

Que ces histoires aient un cachet scientifique ou non, il commande qu'on les croie; sans cela il vous enverra chercher par le diable (son concurrent), ce qui doit être fort désagréable. Car en enfer règnent non seulement les pleurs et les continuels grincements de dents, mais mieux encore, il y brûle un éternel feu, un ver infatigable vous y ronge, et il sent fort le soufre et la poix dans cet endroit-là.

Or, donc, d'après cela, un homme sans corps, c'est-à-dire une âme, serait rôti; la chair qu'il n'a pas grillera, les dents qu'il n'a plus grinceront encore; il pleurera sans yeux et sans poumons, le ver rongera ses os tombés depuis longtemps en poussière, il flairera sans nez une odeur sulfureuse, et tout cela éternellement !!! Drôle d'histoire.

Du reste Dieu, comme il le dit lui-même dans sa chronique, la Bible, sorte d'autobiographie, est excessivement capricieux et avide de vengeance; enfin quoi un despote de premier ordre.

A peine Adam et Ève étaient-ils créés qu'il fallut gouverner cette engeance; Dieu émit un code dont voici la teneur catégorique: «Vous ne mangerez pas du fruit de l'arbre de la science.» Depuis lors, il n'a existé aucun tyran couronné ou non qui n'ait jeté, lui aussi, cette défense à la face des peuples. Mais Adam et Ève n'obéirent pas à cette injonction; ils furent aussitôt expulsés (comme de vulgaires socialistes) et condamnés, eux et leurs descendants, pour toujours aux plus rudes travaux. De plus les droits d'Ève lui furent enlevés et elle devint la servante d'Adam à qui elle dut obéissance. Dans tous les cas, ils étaient déjà sous la surveillance de la haute Police divine.

Assurément Lehman [1] lui-même n'a pas été aussi loin dans son despotisme, mais Dieu n'est-il pas son supérieur?

La sévérité de Dieu envers les hommes ne servit à rien, au contraire; plus ils augmentaient, plus ils le lassaient. On peut se faire une idée de la vitesse de leur propagande quand on lit l'histoire de Caïn et d'Abel; lorsque ce dernier fut tué par son frère, Caïn alla dans un pays... étranger et prit femme. Le bon Dieu ne nous dit pas d'où venait ce pays étranger et les femmes qu'il contenait; ce qui, du reste, n'est pas étonnant; il peut bien l'avoir oublié alors qu'il était surchargé de travaux de toute sorte.

Enfin, la mesure était comble; Dieu résolut d'exterminer le genre humain dans l'eau. Seulement il choisit un couple pour faire un dernier essai; il n'eut pas la main heureuse malgré toute sa sagesse, car Noé, le chef des survivants, se révéla un grand noceur, s'amusant avec ses fils...

Que pouvait-il sortir de bon d'une pareille famille?

Le genre humain se répandit de nouveau et produisit de pauvres pécheurs. Le bon Dieu aurait bien crevé de divine colère en voyant que toutes ses punitions exemplaires, comme par exemple la destruction de villes entières par le feu et le soufre, ne servaient absolument à rien. Alors il résolut d'exterminer toute cette canaille, lorsqu'un événement des plus extraordinaires lui fit changer d'avis, sans cela c'eût été fait de l'humanité.

Un jour apparaît un certain Saint-Esprit. Il en était de ce dernier comme de la jeune fille venant de l'étranger [2]: personne ne savait d'où elle venait. L'écriture de la Bible, c'est-à-dire Dieu lui-même, dit seulement qu'il est lui-même le Saint-Esprit. Par conséquent nous avons affaire pour l'instant à un Dieu en deux unités. Ce Saint-Esprit prit la forme d'un pigeon et fit la connaissance d'une femme obscure nommée Marie. Dans un moment de doux épanchement il la couvrit de son ombre et voici: elle mit au monde un fils, sans que cela, comme l'affirme la Bible, portât atteinte à sa virginité. Dieu se nomma alors le Dieu le Père, tout en assurant qu'il ne faisait qu'un, non seulement avec le Saint-Esprit mais aussi avec le Fils ! Que l'on considère bien cela: le père était son propre fils, le fils son propre père, et de plus tous deux ensemble étaient le Saint-Esprit ! C'est ainsi que se forma la Sainte-Trinité.

Et maintenant, pauvre cervelle humaine, tiens-toi ferme, car ce qui va suivre pourrait te mettre à l'envers.

Nous savons que Dieu le Père avait résolu d'exterminer le genre humain, ce qui fit énormément de peine à Dieu le Fils; alors, il (le fils, qui, comme nous le savons, était le père) prit tout sur lui et pour apaiser son père (qui était en même temps le fils), il se fit crucifier par ceux-mêmes qu'il voulait sauver de l'extermination. Ce sacrifice du fils (qui est un avec le père) plut tellement au père (qui est un avec son fils), qu'il publia une amnistie générale qui est en partie encore en vigueur aujourd'hui.

En première ligne, le dogme de la récompense et de la punition de l'homme dans l'autre monde. Il y a longtemps qu'il a été prouvé scientifiquement qu'il n'y a pas d'autre vie indépendante que celle du

corps, et que l'âme – ce que les charlatans religieux appellent l'âme – n'est pas autre chose que l'organe de la pensée (cerveau) qui reçoit les impressions par l'organe des sens et que, partant, ce mouvement doit cesser nécessairement avec la mort corporelle. Mais les ennemis jurés de l'intelligence humaine ne s'occupent des résultats des expériences scientifiques que juste assez pour les empêcher de pénétrer le peuple. C'est ainsi qu'ils prêchent la vie éternelle de l'âme. Malheur à elle dans l'autre monde si le corps dans lequel elle a habité ici-bas n'a pas suivi ponctuellement les lois de Dieu ! Car, ces gens-là nous l'assurent, Dieu tout bon, tout juste, très fin aussi, s'occupe de chaque peccadille d'un chacun et s'enregistre dans ses actes universels (quel contrôle et quelle comptabilité !). A côté de cela, il est parfois comique dans ses exigences. Écoutez plutôt :

Tandis qu'il désire que les nouveau-nés soient arrosés d'eau froide (baptisés en son honneur au risque de les enrhummer), tandis qu'il éprouve un plaisir inouï lorsque de nombreuses brebis croyantes qui bêlent leurs litanies et que les plus zélés de son parti lui chantent sans interruption leurs pieuses hymnes en le sollicitant pour toute sorte de choses possibles et impossibles; tandis qu'il se mêle aux guerres sanglantes en se faisant encenser et adorer comme Dieu des batailles, il se fâche tout rouge lorsqu'un catholique mange de la viande un vendredi, ou ne va pas régulièrement à confesse. Il s'irrite aussi si un protestant méprise les os des saints; les images et autres reliques de la Vierge, recommandés par l'Eglise catholique, ou si un fidèle quelconque ne fait pas son pèlerinage annuel, le dos courbé, les mains jointes et les yeux tournés vers le ciel. Qu'un homme meure pêcheur endurci, le bon Dieu lui inflige une punition à côté de laquelle tous les coups de bâton et de knout, tous les tourments des prisons et du bannissement, toutes les sensations des condamnés sur l'échafaud, tous les supplices inventés par les tyrans apparaissent comme un agréable chatouillement. Ce Dieu bon surpasse en cruauté bestiale tout ce qui peut se passer de plus canaille sur la terre. Sa maison de détention s'appelle enfer, son bourreau est le diable, ses punitions durent éternellement. Mais pour de légères fautes et à la condition que le délinquant meure catholique, il fait grâce après un séjour plus ou moins long dans le purgatoire qui se distingue de l'enfer, comme en Prusse la prison se distingue de la maison de force.

Quoiqu'un bon petit feu soit entretenu dans le dit purgatoire, il n'est aménagé qu'en vue d'un séjour relativement court et sa discipline n'est pas très serrée. Les prétendus péchés mortels ne sont pas punis par le purgatoire mais bien par l'enfer. Et, parmi ces derniers, il nous faut compter le blasphème en parole, en pensée et en écrit. Dieu ne tolère non seulement pas la liberté de la presse et de la parole, mais il interdit et proscrit les pensées non articulées qui pourraient lui déplaire. Enfoncés, les despotes de tous les pays et de tous les temps ! Surpassés lesdits tyrans par le choix et la durée des punitions ! Donc ce Dieu est le monstre le plus épouvantable que l'on puisse s'imaginer. Sa conduite est d'autant plus infâme qu'il faut croire que le monde entier, que l'humanité est réglée dans toutes ses actions par sa divine providence.

Il maltraite par conséquent les hommes pour des actions dont il est lui-même l'inspirateur ! Que les tyrans de la terre des temps passés et présents sont aimables, comparés à ce monstre ! Mais il plaît à Dieu qu'un homme vive en homme de Dieu, c'est alors qu'il le maltraite et le torture davantage encore après sa mort, car le paradis promis est encore plus infernal que l'enfer. On n'a là aucun besoin, on est au contraire toujours satisfait sans qu'aucun désir ne précède la satisfaction de ce besoin.

Mais comme on ne peut se représenter aucune jouissance sans désir suivi de son accomplissement, le séjour du ciel sera donc bien stupide. On y est là éternellement occupé à contempler Dieu; on y joue toujours les mêmes mélodies sur les mêmes harpes, on y chante continuellement le beau cantique qui, pour n'être pas tout à fait aussi ennuyeux que Malbrough-s'en va-t-en guerre, n'en vaut guère mieux. C'est l'ennui à son plus haut degré. Le séjour dans une cellule isolée serait certainement à préférer.

Rien d'étonnant à ce que les riches et les puissants qui peuvent se procurer le paradis sur terre ne s'écrient en riant, avec Heine, le poète: «*Nous laissons le paradis/ Aux anges et aux pierrots.*»

Et pourtant ce sont justement les riches et les puissants qui entretiennent la religion. Assurément cela fait partie du métier. C'est même une question de vie pour la classe exploitante, la bourgeoisie, que le peuple soit abêti par la religion. Sa puissance monte ou tombe avec la folie religieuse.

Plus l'homme tient à la religion, plus il croit. Plus il croit, moins il sait. Moins il sait, plus bête il est. Plus il est bête, plus il se laisse gouverner facilement.

Cette logique fut connue des tyrans de tout temps, c'est pour cela qu'ils s'allièrent toujours avec le prêtre. Quelque dispute éclatait-elle entre ces deux sortes d'ennemis de l'homme, elle n'était pour ainsi dire qu'une futile querelle de ménage pour savoir qui aurait la maîtrise. Chaque prêtre sait bien que son rôle est fini lorsqu'il n'est plus soutenu par les millions. Les riches et les puissants n'ignorent pas non plus que l'homme ne se laisse gouverner et exploiter que lorsque les corbeaux, peu importe

l'Eglise à laquelle ils appartiennent, ont réussi à implanter au sein des masses l'idée que notre terre est une vallée de larmes, qu'ils leur ont infiltré cette sentence à respecter l'autorité, ou bien lorsqu'ils les ont alléchés par la promesse d'une vie plus heureuse dans l'autre monde.

Windhorst, le jésuite par excellence, fit entendre un jour assez clairement, dans la chaleur d'un combat parlementaire, ce que les filous et les charlatans du monde pensent à ce sujet: «*Lorsque la foi s'éteint dans le peuple, dit-il, il ne peut plus supporter sa grande misère et se révolte !*»

Cette phrase était claire et aurait dû faire réfléchir bien des ouvriers. Mais – hélas ! – tant d'entre eux sont si bornés, grâce à la religion, qu'ils entendent les choses les plus simples sans les comprendre.

Ce n'est pas en vain que les prêtres, c'est-à-dire les noirs gendarmes du despotisme, se sont efforcés de retenir de tout leur pouvoir la décadence religieuse, quoique, comme on sait, ils pouffent de rire entre eux en pensant aux bêtises qu'ils prêchent contre bonne rémunération.

Pendant des siècles, ces détraqueurs de cervelle ont gouverné les masses par la terreur, car, sans cela, il y a longtemps que la folie religieuse aurait pris fin. Le cachot et les chaînes, le poison et le poignard, la potence et le glaive, le guet-apens et l'assassinat, au nom de Dieu et de la Justice, ont été les moyens employés pour le maintien de cette folie, qui sera une tache dans l'histoire de l'humanité. Des milliers d'individus ont été grillés à petit feu sur les bûchers au nom de Dieu, pour avoir osé mettre en doute le contenu de la Bible. Des millions d'hommes furent forcés pendant de longues guerres, de s'entretuer, de dévaster des pays entiers et laissèrent ces mêmes pays aux prises avec la peste après les avoir pillés et incendiés pour maintenir la religion. Les supplices les plus raffinés furent inventés par les prêtres et leurs acolytes, lorsqu'il s'est agi de ramener à la religion ceux qui n'avaient plus la crainte de Dieu.

On appelle criminel un homme qui estropie pieds et jambes de son semblable. Comment appelle-t-on celui qui atrophie le cerveau d'un autre et qui, lorsque cela ne le conduit pas au but désiré, fait périr même le corps à petit feu avec une cruauté raffinée?

Il est vrai que ces êtres ne peuvent plus aujourd'hui se livrer à leur métier de bandit comme autrefois, lors même que les procès en blasphèmes abondent encore; par contre ils savent maintenant se glisser dans les familles, y influencer les femmes, accaparer les enfants et abuser de l'enseignement donné dans les écoles. Leur hypocrisie a plutôt augmenté que diminué. Ils s'emparèrent de la presse lorsqu'ils s'aperçurent qu'il n'était pas possible de faire disparaître l'imprimerie.

Un vieux proverbe dit: «Où a passé un prêtre, l'herbe ne repousse plus pendant dix ans», ce qui revient à dire que lorsqu'un homme se trouve sous la griffe d'un prêtre, son cerveau a perdu ses facultés de penser, ses rouages se sont arrêtés et les araignées y tissent leurs toiles. Il ressemble au mouton pris de vertige. Ces malheureux ont perdu le but de la vie et, ce qui est encore plus malheureux, c'est qu'ils forment la plus grande partie des antagonistes de la science et de la lumière, de la révolution et de la liberté. On les trouve toujours prêts dans leur bêtise obtuse à aider ceux qui veulent forger de nouvelles chaînes pour l'humanité ou à aider ceux qui veulent mettre des bâtons dans les roues du progrès toujours croissant. Or donc, en essayant de guérir des malades, non seulement on accomplit une bonne œuvre vis-à-vis d'eux-mêmes, mais encore on est en voie d'arracher un cancer qui ronge le peuple et qui doit être totalement détruit, si la terre doit devenir le séjour d'hommes et non un terrain de jeux pour les dieux et les diables, comme elle l'a été jusqu'à présent.

Par conséquent, arrachons du cerveau les idées religieuses, et à bas les prêtres ! Ces derniers ont la coutume de dire que la fin justifie les moyens. Bien ! Employons, nous aussi, cet axiome contre eux. Notre but est la délivrance de l'humanité de tout esclavage, de la tirer du joug de la servitude sociale comme des fers de la tyrannie politique, mais aussi sortir cette même humanité des ténèbres religieuses. Tout moyen pour l'accomplissement de ce haut but doit être reconnu comme juste par tous les vrais amis de l'humanité et doit être mis en pratique à chaque occasion propice.

Tout homme anti-religieux commet donc une négligence à ses devoirs lorsqu'il ne fait pas tout ce qu'il peut journellement et à toute heure pour tuer la religion. Tout homme délivré de la foi qui omet de combattre la prêtraille où et quand il peut est un traître à son parti. Partout guerre, guerre à outrance à cette noire engeance.

Excitons contre les corrupteurs et éclairons les aveugles. Que chaque arme nous soit bonne pour notre cause, aussi bien l'acérbie moquerie que le flambeau de la science et où ces dernières armes restent sans effet, eh bien ! employons des arguments plus faciles: qu'on ne laisse pas passer sans la relever aucune allusion à Dieu et à la religion dans les assemblées où sont discutées les intérêts du peuple.



De même que le principe de la propriété et sa sanction armée, l'État, ne peut trouver place dans le camp de la révolution sociale – ce qui est en dehors de ce camp est naturellement réactionnaire –, de même la religion ou ce qui s'y rapporte n'y a place. Et qu'on sache bien que ceux qui veulent mêler leur bavardage religieux aux aspirations des travailleurs, eussent-ils l'air respectable, leur réputation fût-elle bonne, sont de dangereux personnages. Quiconque prêche la religion sous n'importe quelle forme ne peut être qu'un sot ou un coquin. Ces deux sortes d'individus ne valent rien pour l'avancement d'une chose qui ne peut atteindre son but que si elle est sûre de la sincérité de ses combattants.

La politique opportuniste est, dans ce cas, non seulement un mal mais un crime. Si les ouvriers permettent à quelques prêtres de se mêler de leurs affaires, non seulement ils seront trompés, mais encore trahis et vendus.

Autant il est logique que le prolétaire combatte principalement le capitalisme et, partant, vise aussi la destruction de son mécanisme forcé, l'État, autant il coule de source que l'Église reçoive aussi son compte dans ce combat, car elle ne peut pas être de côté: il faut que la religion soit détruite systématiquement dans le peuple, si l'on veut que ce dernier revienne à la raison sans laquelle il ne pourra jamais conquérir sa liberté.

Proposons quelques questions pour les sots et, autrement dit, pour ceux qui ont été abêtis par la religion, en tant qu'ils paraissent corrigibles. Par exemple:

Si Dieu veut qu'on le connaisse, qu'on l'aime et qu'on le craigne, pourquoi ne se montre-t-il pas?

Et s'il est si bon que le disent les prêtres, quelles raisons a-t-on de le craindre?

S'il sait tout, pourquoi L'ennuyer de nos affaires particulières et de nos prières?

S'il est partout, pourquoi bâtir des églises?

S'il est juste, pourquoi penser qu'il punira les hommes créés par lui pleins de faiblesse?

Si les hommes ne font le bien que par une grâce particulière de Dieu, quelle raison aura-t-il de les récompenser?

S'il est tout-puissant, comment peut-il permettre le blasphème?

S'il est inconcevable, pourquoi nous occuper de lui?

Si la connaissance de Dieu est nécessaire, pourquoi reste-t-il dans l'ombre? Etc., etc.

Devant de telles questions l'homme croyant reste bouche bée. Mais chaque homme pensant doit admettre qu'il n'existe pas une seule preuve de l'existence de Dieu.

De plus, il n'y a aucune nécessité d'une divinité. Un Dieu en dehors ou en dedans de la nature n'est d'aucune nécessité lorsqu'on connaît les propriétés et les règles de cette dernière. Son but moral n'est pas moins nul.

Il existe un grand royaume gouverné par un souverain dont la manière d'agir amène le désordre dans l'esprit de ses sujets. Il veut être connu, aimé, honoré, et tout contribue à embrouiller les idées qu'on peut se faire de lui.

Les peuples soumis à sa dépendance n'ont sur le caractère et les lois de leur souverain invisible que les idées dont ses ministres leur font part; par contre, ceux-ci admettent qu'ils ne peuvent se faire aucune idée de leur maître, que sa volonté est impénétrable, ses vues et ses idées insaisissables; ses valets ne sont jamais d'accord sur les lois à donner de sa part et ils les annoncent dans chaque province d'une manière différente; ils s'insultent mutuellement et s'accusent l'un l'autre de tromperie.

Les édits et les lois qu'ils sont censés devoir donner sont embrouillés; ce sont des rébus qui ne peuvent être ni compris ni devinés par les sujets auxquels ils devraient servir d'enseignement. Les lois du monarque caché ont besoin d'éclaircissement et cependant ceux-là mêmes qui les expliquent ne sont jamais d'accord entre eux; tout ce qu'ils savent raconter de leur souverain caché est un chaos de contradictions; ils ne disent pas un mot qui ne puisse être aussitôt controuvé et taxé de mensonge.

On le dit extrêmement bon et cependant il n'y a pas un homme qui ne se plaigne de ses décrets.

On le dit infiniment sage et cependant tout, dans son administration, semble être à rebours de la raison et du bon sens. On glorifie sa justice, et les meilleurs de ses sujets sont ordinairement ceux qui sont le moins favorisés. On assure qu'il voit tout et sa présence ne remet cependant rien en ordre. Il est, dit-on, ami de l'ordre et pourtant tout n'est que confusion et désordre dans ses états. Il fait tout par lui-même, mais les événements répondent rarement à ses plans. Il voit tout à l'avance mais ne sait pas ce qui arrivera. Il ne se laisse pas offenser en vain et pourtant il tolère les offenses d'un chacun.

On admire son savoir, la perfection de ses œuvres et cependant ses œuvres sont imparfaites et de courte durée. Il crée, détruit, corrige ce qu'il a fait sans jamais être content de son ouvrage. Il ne cherche dans toutes ses entreprises que sa propre gloire sans cependant atteindre le but d'être loué en

tout et partout. Il ne travaille qu'au bien-être de ses sujets... mais la plupart manquent du nécessaire. Ceux qu'il paraît favoriser le plus sont généralement les moins contents de leur sort: on les voit se soulever contre un maître dont ils admirent la grandeur, dont ils louent la sagesse, dont ils honorent la bonté, dont ils craignent la justice et dont ils sanctifient les commandements qu'ils ne suivent jamais.

Ce royaume est le monde, ce souverain est Dieu: ces valets sont les prêtres, les hommes sont les sujets. Joli pays ! Le Dieu des chrétiens spécialement est un Dieu qui, comme nous l'avons vu, fait des promesses pour les rompre, répand la peste et les maladies sur les hommes pour les guérir; un Dieu qui créa les hommes à son image et qui, pourtant, ne prend pas les responsabilités du mal; qui vit que toutes ses œuvres étaient bonnes et s'aperçut bientôt qu'elles ne valaient rien; qui savait que les deux premiers êtres mangeraient du fruit défendu et qui, pourtant pour cela, punit tout le genre humain.

Un Dieu si faible qui se laisse duper par le diable, si cruel qu'aucun tyran de la terre ne peut lui être comparé. Tel est le Dieu de la mythologie judaïco-chrétienne.

Celui qui créa les hommes parfaits sans aviser pourtant à ce qu'ils restent parfaits; celui qui créa le diable sans pouvoir arriver à le dominer est un gâcheur que la religion qualifie de souverainement sage; pour elle tout puissant est celui qui condamne des millions d'innocents pour la faute commise par un seul, qui extermina par le déluge tous les hommes à l'exception de quelques-uns qui reformèrent une race aussi mauvaise que la première: qui fit un ciel pour les fous qui croient aux Evangiles et un enfer pour les sages qui le réprouvent.

Celui qui se créa lui-même par le Saint-Esprit; qui s'envoya comme médiateur entre lui-même et les autres; qui, méprisé et bafoué par ses ennemis, se laissa clouer sur une croix comme une chauve-souris à la porte d'une grange; qui se laissa enterrer, qui ressuscita des morts, descendit aux Enfers, remonta vivant au ciel où il s'assit à sa droite même pour y juger les vivants et les morts, alors qu'il n'y aura plus de vivants: celui qui a fait tout cela est un charlatan divin.

C'est un affreux tyran dont l'histoire devrait être écrite en lettres de sang, car elle est la religion de la terreur. Loin de nous donc, la mythologie chrétienne. Loin de nous, un Dieu inventé par les prêtres de la foi sanglante qui, sans leur néant important, avec lequel ils expliquent tous, ne se vautraient plus longtemps dans l'abondance, ne prêcheraient plus longtemps l'humilité tout en vivant eux-mêmes dans l'orgueil, mais au contraire seraient précipités dans l'abîme de l'oubli. Loin de nous, cruelle Trinité, le père meurtrier, le fils contre nature et le Saint-Esprit voluptueux ! Loin de nous, tous ces fantômes déshonorants, au nom desquels on rabaisse les hommes au niveau des misérables esclaves et qu'on renvoie par la toute-puissance du mensonge des peines de cette terre aux joies du ciel. Loin de nous, tous ceux qui, avec leur démente sainte, sont les entraves du bonheur et de la liberté ! Dieu est un revenant inventé par des charlatans raffinés au moyen duquel on a jusqu'à présent effrayé et tyrannisé les hommes. Mais le revenant s'évanouit dès qu'il est examiné par la saine raison, les masses trompées s'indignent d'avoir cru si longtemps et jettent à la face des prêtres ces mots du poète:

*«Sois maudit, ô Dieu que nous avons prié.*

*Dans le froid de l'hiver et les tourments de la faim...*

*Nous avons en vain attendu et espéré;*

*Il nous a singés, trompés et bornés !»*

Espérons que les masses ne se laisseront plus longtemps tromper et berner, mais qu'un jour viendra où les crucifix et les saints seront jetés au feu, les calices et les osties convertis en objets utiles, les églises transformées en salles de concert, de théâtre ou d'assemblée, ou, dans le cas où elles ne pourraient servir à ce but, en grenier à blé et en écuries à chevaux.

Espérons qu'un jour viendra où le peuple éclairé cette fois ne comprendra pas que pareille transformation n'ait pas déjà eu lieu depuis longtemps. Cette manière d'agir courte et concise ne se pratiquera naturellement que lorsque la RÉVOLUTION SOCIALE, qui approche, éclatera, c'est-à-dire au moment où il sera fait table rase des complices de la prêtraille: princes, bureaucrates et capitalistes et où l'État ainsi que l'Église seront radicalement balayés.

### **Johann MOST**

[1] L'empereur Guillaume est appelé ainsi par une grande partie du peuple allemand pour rappeler sa fuite en 1848, sous le nom de Lehman, lâcheur de poste.

[2] Allusion à un poème de Schiller.

## **Qui était Johann Most?**

Johann Most (1846-1906), Né en Allemagne cet ouvrier relieur est d'abord social-démocrate (en 1870). Elu député en 1874, il est plusieurs fois condamné à la prison pour le contenu de ses discours, ce qui le pousse, en 1878, à s'exiler. En Angleterre, il publie le journal Freiheit (Liberté), mais après avoir écrit un article favorable à l'attentat contre le tsar, il est condamné à seize mois de travaux forcés. Il s'exile aux Etats-Unis en 1882. Influencé par Kropotkine, il devient anarchiste. Johann Most collabora avec Emma Goldman, fut l'un des mentors (et amants) de Voltairine de Cleyre et publia de nombreux livres, y compris de poèmes, dont aucun n'a jusqu'ici été édité en français. Johann Most faisait partie de ces « anarchistes idéalistes » qui étaient la bête noire de Lénine, comme le lecteur pourra le constater dans ce numéro.

Jules Guesde

# Laïcisation à faire

*Le Socialiste*, 22 octobre 1887 – Extrait du site marxists.org cet article est assez tonique et tranche évidemment avec le discours de nos « socialistes » actuels. Ce n'est pas M. Jack Lang ou Mme Ségolène Royal qui dénonceront demain les méfaits de l'instruction publique et la « religion du Capital » comme la « pire des religions » que l'on enseigne à l'École ! (NPNF)

La laïcisation de l'instruction primaire, dont ne veut pas notre République bourgeoise, n'est que la substitution d'une religion à une autre. C'est la foi capitaliste qu'il s'agit de mettre, dans le cerveau en formation de la France ouvrière, au lieu et place de la foi chrétienne, pour la plus grande sécurité et pour le plus grand profit de ses exploités économiques et politiques.

Il suffit pour s'en convaincre, d'avoir des enfants dans les écoles communales et de jeter les yeux sur les manuels qui leur sont mis en mains.

C'est ainsi que personnellement j'ai dû feuilleter la Première année d'instruction morale et civique, d'un nommé Pierre Laloï. Et dans cet ouvrage – «compris, s'il vous plaît, dans la liste annexée à la circulaire ministérielle du 17 novembre 1883, et fourni gratuitement par la Ville de Paris à ses écoles communales», – j'ai vu ceci, qu'au lieu d'apprendre à mes fils, comme dans les écoles congréganistes, à «aimer» et à «servir» un Dieu imaginaire, on leur apprenait à «aimer» et à «servir» – ce qui n'est pas imaginaire, hélas ! – les actionnaires de la Compagnie d'Anzin, les gabelous de M. Rouvier et la triple étoile d'un Galliffet ou d'un Boulanger ramassée dans le sang fédéré.

Au lieu du miracle d'un Dieu «créant le monde en six jours», ce qu'on enseigne à nos petits, c'est le miracle du Capital donnant, avec du travail, «la vie aux pauvres gens» et appelé à jouir de son œuvre «en les voyant passer le dimanche avec leurs belles blouses propres» et en se disant: «C'est moi qui ai fait cela !» (p. 41.)

Au lieu du miracle de la Rédemption de l'humanité par la collaboration d'une vierge et d'un pigeon, c'est le miracle de la Rédemption de la classe ouvrière par le petit sou épargné et placé dès l'enfance – lequel sou ne peut se transformer en louis d'or pour les uns que par le vol du produit du travail des autres.

Au lieu du mystère de la «très sainte et très indivisible Trinité», c'est le mystère de la valeur reproductrice de l'Argent, au moyen de sa conversion en titres de rente ou en actions.

Au lieu du mystère de l'Incarnation, c'est le mystère de «la Concurrence profitant à tout le monde parce qu'elle oblige le travailleur à produire (lisez à se vendre) à meilleur marché» (p. 46).

Ce qu'on veut, sous prétexte d'instruction – et ce qui ressort de toutes les pages de ce livre – c'est façonner dès six ou sept ans les prolétaires de demain à leur misère, en leur prêchant «l'inégalité des conditions comme ne pouvant être évitée» (p. 42).

C'est les amener à «rendre le plus possible à leurs employeurs» en leur faisant un devoir de «s'appliquer à leur travail comme s'ils devaient eux-mêmes en vendre le produit», de n'être «ni paresseux, ni négligents et de ne pas se dire pour s'excuser: J'en donne au patron pour son argent, car, en acceptant le prix qui leur a été offert, ils se sont engagés à bien travailler» (p. 56).

C'est les détourner de la grève en la leur dépeignant comme très dangereuse et «coûtant toujours aux ouvriers, comme aux patrons, des sommes considérables» (p. 60).

Et qu'on n'aille pas s'imaginer que cet Evangile de la servitude ouvrière, dû au Pierre Laloï en question, soit une exception.

Mon rôle de père de famille m'a fait, il n'y a que quelques jours, à la rentrée, faire connaissance avec un autre ouvrage également imposé, de M. Gabriel Compayré, celui-là. Et les *Éléments d'éducation civique et morale* de ce «membre de la Chambre des députés, professeur à la Faculté des lettres de Toulouse, lauréat de l'Académie française», plus abêtissants encore, sont coulés dans le même moule capitalolâtre.

La partie économique – douze grandes pages (173-185) – n'est qu'une charge à fond contre le Congrès socialiste de Marseille de 1880, que l'on dénature à plume que veux-tu, lui faisant poursuivre «la destruction du capital, qui serait la ruine de l'ouvrier et le commencement de la misère générale» (p. 177), alors que ce qu'il a préconisé c'est l'appropriation sociale des moyens de production, substituant l'ordre dans la production à l'anarchie actuelle et assurant à l'ensemble des producteurs l'intégralité de leur produit.

Sous formes de lettres entre «Georges et l'instituteur de X.», et sur le dos des «délégués des sociétés ouvrières» on y reprend, à l'usage et pour l'embourgeoisement de la progéniture prolétarienne, toutes les âneries économistes contre le Parti ouvrier, depuis le «partage égalitaire des fortunes qui ne durerait pas deux jours» (p. 175), jusqu'à «la légitimité de la propriété capitaliste» (p. 177), et à son utilité «pour les ouvriers auxquels elle assure du travail» (*id.*).

On y expose sans rire que la Révolution bourgeoise de 1789 était nécessaire parce qu'elle «poursuivait la suppression des privilèges» de la noblesse et du clergé, mais que la Révolution ouvrière de demain serait un «crime» (p. 175), parce qu'elle atteindrait les privilèges de la bourgeoisie... Et, après avoir mis sur le compte de «la nature» la division de la société «en riches et en pauvres, en patrons et en ouvriers» (p. 177) et déclaré une «utopie l'extinction du paupérisme» (p. 184), on conclut à la soumission plus que volontaire, reconnaissante, des salariés à «la loi, qui est une règle de justice» (p. 185).

Telle est la façon dont, sous couleur de faire de nos enfants des deux sexes de bons citoyens, nos prétendus laïcisateurs fabriquent ou s'efforcent de fabriquer de la chair à profit bien docile.

Et ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que depuis même qu'il existe une minorité socialiste à l'Hôtel de Ville, de pareils catéchismes, cent fois plus détestables que l'autre, aient pu continuer à circuler sans jamais, mais jamais, avoir été seulement discutés.

Il s'est trouvé des Lavy, après les Hovelacque et les Edgar Monteil, pour s'emballer comme de simples Léo Taxil (première manière) après les mots de «Dieu» et «d'immortalité de l'âme» maintenus dans un enseignement qui devrait être exclusivement scientifique.

Mais personne pour stigmatiser et demander qu'on mette à la porte de l'école la pire des religions, la religion du capital !

**Jules Guesde**

(*Le Socialiste*, 22 octobre 1887.)

Paul Lafargue

# Le mythe de l'Immaculée conception

Etude de mythologie comparée (1896) – (Texte extrait du site marxists.org)

Dans une étude sur le mythe d'Adam et d'Eve parue dans *La Revue Socialiste* et dans un autre article publié par une revue de Londres (*Times*, septembre 1890), j'ai essayé de me servir des faits connus sur les sociétés primitives, nouvellement étudiées, pour *expliquer* la légende biblique d'Adam et d'Eve et l'homérique et inexplicable épithète de *tritogeneia, ter renata*, trois fois née, que *L'Illiade* et les hymnes orphiques donnent à Athena.

Je vais, dans cette étude, appliquer la même méthode à la légende chrétienne de la Vierge Marie, mère du Christ.

Tout d'abord il faut se demander si le christianisme est la seule religion qui possède le mythe de l'immaculée conception.

On retrouve ce mythe dans les religions des principaux peuples du bassin méditerranéen, et on pourrait peut-être ajouter de tous les peuples.

Trois déesses grecques, Junon, Minerve et Diane, portaient l'épithète de *partheneia*, virgine [1]. Cependant Junon eut plusieurs enfants et Minerve, la vierge par excellence, fut plusieurs fois mère. D'après Cicéron et Aristote, elle avait mis au monde Apollon *patrôos* (protecteur des pères); Vulcain, en cette circonstance, avait été son mari, ou plutôt son violeur, ce qui ne l'empêchait pas de partager avec elle son temple sur l'acropole d'Athènes; les fêtes des lampadophories étaient célébrées en l'honneur de Minerve et de Vulcain. Neptune, en sa qualité de dieu marin, se permit un grand nombre de viols, la déesse athénienne fut une de ses victimes; mais la Terre fut assez complaisante pour porter dans son sein le fils de Minerve et de Neptune, Erichthonius. Malgré ces enfants, la déesse continuait à recevoir l'épithète de vierge; et son temple sur l'acropole, l'Erechtheum, était consacré à Minerve *métro-parthenos*, la vierge-mère. Elle était même une déesse tutélaire des femmes violées, fort nombreuses dans les tribus primitives de la Grèce, comme dans les tribus australiennes. Aethra, violée par Neptune dans l'île de Sphérie, éleva un temple à Minerve *apaturia* (décevante); quand Hercule eut triomphé de la reine des Amazones, il lui consacra la ceinture qu'il lui avait enlevée; le jour de leur mariage, les fiancées de Trézénne faisaient hommage à Minerve de leurs ceintures.

Dans la tête des Grecs, l'idée de virginité et celle de maternité ne s'excluaient pas. Nous verrons tout à l'heure que vierge-mère signifiait mère sans le concours de l'homme, comme c'est le cas pour la vierge-mère Marie: mais dans les temps primitifs cela voulait dire mère sans être mariée. C'est ce qui explique ce passage des *Euménides* d'Eschyle, dans lequel Minerve dit que «quoique l'homme a tout son cœur, elle n'a jamais consenti à accepter le joug du mariage». En Grèce, on appelait fils de vierge (*parthenias*), le fils d'une fille non mariée. La femme était censée vierge tant qu'elle n'était pas mariée.

La Grande Mère des dieux, dont le culte, répandu dans l'Asie antérieure, pénétra en Italie dans le cours du II<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, était également une vierge-mère, comme Minerve. «La mère des dieux, dit l'empereur Julien, est la déesse qui enfante et qui a commerce avec le grand Jupiter, qui engendre et organise les êtres avec le père de tous; cette vierge sans mère s'assied à côté de Jupiter, parce qu'elle est réellement la mère de tous les dieux.» Ainsi qu'on le verra plus loin, le grand Jupiter tenait une position très humble vis-à-vis d'elle; il n'était pas son époux, mais son Joseph. La mère des dieux restait toujours vierge, malgré sa nombreuse progéniture, parce qu'elle n'était pas mariée.

Assurément, l'idée de vierge-mère devait avoir pris naissance à l'époque où le mariage par couple, par paire, dit Morgan, remplaçait le mariage par groupe ou par clans: une femme alors restait vierge quoique mère, tant qu'elle n'avait pas été liée par une union monogamique. Minerve et la Mère des dieux, qui appartiennent à la plus antique génération divine, devaient être les divinités des Grecs et des Phrygiens alors qu'ils avaient des mœurs maritales analogues à celles des peuplades polynésiennes.

Plus tard, sans doute, le mot de vierge-mère prit un autre sens et signifia mère sans l'intervention de l'homme. Junon se glorifiait d'avoir eu Mars et Hébé, sans le secours d'aucun mâle, c'était sa manière de répondre à Jupiter qui se targuait d'avoir donné naissance à Minerve. Isis, la grande déesse d'Égypte, inscrivait fièrement sur ses temples: «Je suis la mère du roi Horus et personne n'a relevé ma robe.»

Si des bords de la Méditerranée, nous passons à l'extrême Nord, en Finlande, nous retrouvons le même mythe. Dans le *Kalevala*, le poème national des Finnois, il est parlé de trois vierges qui sont fécondées par l'air. Isnatar, la «belle vierge», chante: «Je suis la plus ancienne des femmes, je suis la première mère des humains, j'ai été cinq fois épouse et six fois fiancée», mais elle restait toujours vierge, elle n'avait qu'à divorcer pour redevenir vierge. Les Argiens prétendaient que leur déesse *poliade* (protectrice de ville), Junon, allait tous les ans se baigner à la fontaine Canathos, à Nauplie, pour recouvrer sa virginité. Peut-être que les femmes d'Argos se baignaient à la fontaine Canathos pour divorcer.

Ce qui prouve bien que, comme toujours, les dieux ne faisaient que reproduire les mœurs des humains, c'est que les mortels avaient également le privilège des conceptions immaculées. Le vieux barde du Kalevala, Wänamoinen, est le fils de la vierge Luounotar, fille d'Ilina mère des héros, qui a été fécondée par la mer.

Une inscription de Sargon, un des plus anciens rois de la Chaldée, que Lenormand fait remonter à 3 800 avant Jésus-Christ, dit: «Sargon, roi puissant, roi d'Agadé, moi ! – ma mère me conçut sans la participation de mon père.»

Les femelles des animaux possédaient aussi le privilège des conceptions immaculées. Les juments de Rhésus, «plus blanches que la neige et plus rapides que l'air», étaient fécondées par le zéphyr, au bord de la mer. Borée, le vent du nord, remplissait cette fonction pour les cavales d'Erichthonius. Les juments de Cappadoce, du Tage, et d'autres lieux, procréaient de cette curieuse façon.

Horapollon nous dit que le vautour qui, dans les hiéroglyphes égyptiens, représente la victoire, symbolise aussi la mère, parce que dans l'espèce des vautours il ne se trouve pas de mâle, et que pour être fécondées, les femelles n'ont qu'à exposer leurs organes sexuels au vent du nord.

L'homme, jaloux de cette prétention de la femme de se passer de lui pour perpétuer l'espèce, affirma que lui aussi pouvait procréer sans le secours de la femme. Jupiter, dans l'Olympe, enfanta Minerve. Saint Augustin a conservé dans la *Cité de Dieu* un vers de Soranus, dans lequel ce dieu est appelé «le père et la mère des dieux». Des médailles de Mylassa représentent Jupiter barbu et orné de deux mamelles découvertes.

Noum, un des dieux du Panthéon égyptien et un des agents de la création, pondit de sa bouche un œuf qui donna naissance à Phtah, créateur des astres.

Le scarabée, d'après saint Clément d'Alexandrie, symbolisait dans l'écriture hiéroglyphique, le soleil et le père. «Il représente, dit Horapollon, l'être né d'un seul être, parce qu'il s'engendre lui-même et qu'il n'est pas porté dans le ventre d'une femelle. Voici de quelle manière il procède. Il prend la fiente de bœuf, qu'il roule avec ses pattes de derrière pour lui faire prendre la forme ronde, qui est celle du monde. Son petit globe ainsi formé, il le cache sous terre... Le vingt-neuvième jour il l'ouvre et le jette dans l'eau... et il sort alors un nouveau scarabée... Le scarabée symbolise le père, parce qu'il naît du mâle seul; le monde, parce que le globule où l'embryon se forme a la figure du monde, et l'homme, parce qu'il n'y a pas de scarabée femelle, disent les Égyptiens.»

Poussé par le désir de dépouiller la femme de sa grande fonction de génératrice, l'homme prétendit qu'elle ne jouait que le rôle passif de réceptacle. Dans les *Euménides*, Apollon se charge d'exposer la théorie masculine: «Ce n'est pas la mère qui engendre ce qu'on appelle son enfant; elle n'est que la nourrice du germe versé dans son sein. Celui qui engendre, c'est le père. La femme, comme un dépositaire étranger, reçoit d'autrui le germe, et quand il plaît aux dieux, elle le conserve. La preuve de ce que j'avance, c'est qu'on peut devenir père sans qu'il soit besoin de mère: témoin Minerve, la fille de Jupiter. Elle n'a point été nourrie dans les ténèbres du sein maternel.»

Un mythe grec montre tout le mépris que les hommes et les dieux avaient pour la fonction procréatrice de la femme. Jupiter, Neptune et Mercure, pour récompenser Cénopion, un des fils de Bacchus, de l'hospitalité qu'il leur avait donnée, lui dirent de formuler un vœu. Il demanda un fils et les trois dieux urinèrent dans la peau du bœuf qu'on avait tué pour les régaler, l'enterrèrent, et neuf mois après naquit Orion, que Jupiter plaça au ciel.

Ces mythes nous révèlent que les peuples primitifs ont de très vagues notions sur la procréation des êtres et que les deux sexes, à un moment du développement historique, entrèrent en rivalité pour savoir lequel des deux jouait le rôle important dans l'acte de la génération.

Les dieux, non satisfaits de dépouiller les déesses de leur rôle dans l'acte de la génération, prirent leurs formes, leurs costumes et leurs attributs. Ils s'habillèrent en déesses. Il y avait, à Lacédémone, un Apollon vêtu en femme et portant dans ses mains l'arme des amazones, le bipène; Jupiter, le roi de l'Olympe, ne croyait pas déroger à sa grandeur en prenant ce déguisement féminin, ainsi que le prouvent diverses médailles où il est habillé en femme, avec des bandelettes et des mamelles; l'aigle, son oiseau symbolique, était là pour compléter le déguisement et lui donner le caractère de mère. L'aigle est très voisin du vautour, le symbole d'Isis, mère; on a pu confondre les espèces d'un pays à l'autre; des espèces intermédiaires, telles que le gypaète, le vautour-aigle, sont communes. L'aigle, de même que le vautour et les autres oiseaux de proie, offre, dit-on, cette particularité que les femelles sont plus robustes et plus audacieuses que les mâles.

Ce changement de sexe n'avait pour but que de déposséder les déesses de leur temple. Le dieu y entra timidement sous le déguisement féminin pour s'y faire adorer et finissait par expulser les divinités féminines. Dans le temple d'Héropolis la statue de Jupiter se trouvait à côté de celle de Junon, mais on lui rendait un culte secondaire; on lui offrait des sacrifices en silence, sans les chants et les sons de flûte que l'on prodiguait à sa compagne; lorsqu'on promenait leurs statues hors de l'enceinte sacrée, c'était celle de la déesse que l'on transportait la première. Apollon avait eu plus de succès à Delphes, qui avait été le temple de la Terre et de ses filles les Titanides, Thémis et Phébé (Eschyle, *Les Euménides*). Pan lui ayant appris l'art de prédire, il se rendit à Delphes, tua le serpent Python, qui gardait la caverne, s'affubla du nom de Phébus et s'empara de l'oracle.

C'était, en effet, pour déposséder les femmes de leurs biens et du rang supérieur qu'elles occupèrent dans la famille matriarcale, que les hommes, puis ensuite les dieux, jouèrent la comédie du changement de sexe et de la couvade (accouchement simulé).

Les femmes répondirent à ces attentats contre leurs droits et leurs biens en simulant les attributs de l'autre sexe. Il y avait à Chypre une statue de Vénus barbue: les hommes lui faisaient des sacrifices vêtus en femmes, et les femmes vêtues en hommes. Saint Augustin rapporte qu'on adorait à Rome une Fortune barbue. Isis et plusieurs déesses d'Egypte étaient représentées avec les organes sexuels de l'homme: Isis avait pris pour symboles le vautour et le scarabée pour prouver qu'elle possédait les deux sexes. Les hymnes orphiques donnent à Minerve les épithètes de mâle et de femelle (*arsen kai thélus*); Baal, que les Israélites adorèrent, était aussi une divinité bisexuée; aussi la traduction grecque des *Septante* l'appelle tantôt le, tantôt la Baal. La divinité finit par être hermaphrodite, comme le lièvre qui, d'après Pline, réunit les deux sexes. La troisième hymne religieuse de l'évêque de Ptolémaïs, Synessius, dit de l'esprit infini: «*Tu es le père, tu es la mère, / Tu es le mâle, tu es la femelle.*»

Eusèbe traitait dédaigneusement le culte égyptien de «sagesse de scarabée», et cependant le mythe de la Vierge Marie n'est qu'une réminiscence du bord du Nil.

Osiris était représenté sur la terre par le bœuf Apis: mais comme Osiris avait été conçu par sa mère Isis sans l'intervention d'aucun dieu, sa représentation terrestre devait également naître d'une vache vierge sans le secours d'aucun mâle. Hérodote nous apprend que la mère d'Apis était fécondée par un rayon de soleil et, selon Plutarque, par un rayon de lune. Des inscriptions hiéroglyphiques confirment cette origine céleste: «*Sois-moi propice, dit une stèle de Memphis, ô Apis vivant, toi qui n'a pas de père.*»

Jésus, comme Apis, n'avait pas de père, et avait été conçu par un rayon descendu du ciel. Apis était un bœuf, mais il représentait un dieu, qui avait pour représentation l'agneau. Or, Osiris est souvent représenté avec une tête de bélier. Le dieu égyptien Osiris était devenu international chez les peuples méditerranéens, sous les noms d'Adonis, d'Atys, de Thammuz, dont la mort était pleurée dans le temple de Jéhovah par les femmes de Jérusalem (Ezéchiel, VIII, 14).

La déesse syrienne, dont le culte s'introduisait un peu partout, était tombée du ciel dans un œuf couvé par une colombe; alors qu'elle habitait les montagnes de Phrygie, (beaucoup de déesses primitives avaient vécu d'abord dans les bois et sur les rochers, Minerve par exemple) la déesse syrienne s'appelait Mâ, qui en phrygien signifie mère et brebis. L'intervention de la colombe dans le mythe chrétien lui donne un cachet asiatique: dans l'Asie mineure, la colombe était l'objet d'une grande vénération en souvenir de Sémiramis et de sa mère Décerto.

La religion nouvelle, qui devait devenir le christianisme, se formait avec les mythes de tous les peuples brisés et mélangés par la domination romaine; elle prenait leurs symboles; l'arbre, par exemple, représenté en Egypte par un cyprès, l'était en Extrême Orient par une croix. C'est précisément parce que la religion chrétienne était un composé informe des mythes en circulation qu'elle put convenir à des peuples divers.



Dans les premiers siècles il était difficile de distinguer les chrétiens des sectateurs des autres cultes, dont ils avaient assimilé les mythes. C'était à s'y tromper: aussi l'empereur Adrien, écrivant à un de ses préfets, disait: «Cette Egypte que tu me louais, je l'ai trouvée légère et inconséquente... Ceux qui adorent Sérapis [2] sont chrétiens et les évêques chrétiens sont dévoués à Sérapis... Un patriarche est arrivé en Egypte, les uns l'ont dit adorateur de Sérapis, les autres du Christ.»

– Osiris, ainsi que Jésus, avait dû souffrir et mourir afin de mériter l'honneur de partager avec sa mère Isis les hommages des mortels.

Le mythe de l'immaculée conception n'est donc pas une invention du premier siècle du christianisme, mais un mythe des plus antiques: il a dû être élaboré alors que l'homme, pour s'emparer des biens et de l'autorité de la femme dans la famille patriarcale, réduisait son rôle dans la procréation, et que la femme répondait à ces attentats contre ses droits et sa fonction en prétendant qu'elle n'avait pas besoin de l'intervention de l'homme pour concevoir.

La renaissance du mythe de l'immaculée conception se produisit au moment où la société antique chancelait sur ses bases: la famille patriarcale s'écroulait et la femme du monde gréco-latin s'émancipait du lourd joug marital qui pesait sur elle depuis des siècles. Les religions féminines de l'époque patriarcale, dans lesquelles les déesses dominaient les dieux, qui s'étaient perpétuées en Egypte et en Asie mineure, s'introduisaient et se répandaient dans les nations, où même depuis longtemps les dieux masculins avaient dépossédé les déesses de leurs antiques prérogatives. C'était la revanche, annoncée par Prométhée, qui devait «dépouiller Jupiter de son sceptre et de ses honneurs» (Eschyle).

Mais le triomphe fut de courte durée. Les femmes perdirent de nouveau les droits qu'elles commençaient à reconquérir. La religion chrétienne qui, reprenant et mettant en grand honneur le mythe de la vierge-mère, semblait devoir aider les femmes dans leur émancipation, se transforma et devint un instrument d'oppression. On ne disputa plus à la femme son rôle dans la procréation, mais on fit plus, on essaya de la dépouiller de sa qualité d'être humain. Un concile s'assembla pour discuter si la femme n'était pas un animal inférieur, privé d'âme; et c'est seulement à la majorité d'une voix que l'Eglise chrétienne, fondée sur l'antique mythe féminin de l'immaculée conception, décida que la femme avait une âme tout comme l'homme.

### Notes

1. Je me sers des noms latins pour les divinités de l'Olympe grec, parce qu'ils sont plus connus, bien qu'il soit aussi erroné de les désigner ainsi que de donner le même nom de Dieu au Jehovah juif, au Père éternel chrétien et à l'entité métaphysique panthéiste.

2. «La plupart des prêtres égyptiens, dit Plutarque, veulent que le nom de Sérapis soit composé de ceux d'Apis et d'Osiris, fondés sur ce point de doctrine que Apis est l'image la plus belle d'Osiris» (de Iside.)

PEILHAROT (CNT-AIT)

# Les Evangiles c'est du bidon !

(extraits)

La volonté croissante qu'ont les religions d'asservir toute la vie sociale, en France et dans le monde (par exemple en Algérie, où les assassinats d'intellectuels se multiplient) doit amener tout esprit libre à analyser leur nature même.

Elles prétendent toutes détenir la «Vérité» qui leur aurait été dictée par un «Dieu», leur «Dieu». L'analyse des textes religieux montre à l'inverse qu'il s'agit d'un tissu de contradictions, d'erreurs, de sottises les plus diverses. Ces recueils de légendes ont été péniblement rassemblés au fil des siècles par des copistes besogneux et plutôt ignares. Ils n'ont aucune valeur pour éclairer l'humanité. Après avoir condamné Galilée, Darwin, les vaccinations, brûlé vives des milliers de personnes, l'Eglise catholique et les sectes évangéliques relancent actuellement une nouvelle croisade qui, au nom de leur ordre «moral» s'attaque aux libertés les plus diverses (liberté de pensée, d'expression, liberté de l'IVG, de la contraception, etc.).

Il est grand temps de réagir et de dénoncer l'imposture religieuse. Je remercie toutes les personnes qui ont pris la peine de m'écrire à la suite de la première édition de cette brochure. Elles m'ont permis de remanier quelque peu le texte et, je l'espère, d'éclaircir les zones d'ombre qu'il pouvait contenir.

Février 1996

Peilharot

*( Les chiffres en italique renvoient aux Evangiles, le premier chiffre au chapitre, le deuxième au verset. Chacun est ainsi en mesure de vérifier la véracité des citations.*

Les quatre évangiles, selon Matthieu, selon Marc, selon Luc et selon Jean, figurent parmi les documents fondamentaux du christianisme. Certaines sectes les considèrent même comme les seuls livres saints. Pour l'Eglise catholique romaine, ils sont un des principaux piliers de la foi.

Que racontent, en gros, ces évangiles?

Pour comprendre, il faut d'abord avoir recours à l'Ancien Testament. Celui-ci nous indique qu'Adam et Ève, nos ancêtres mythiques, vivaient au paradis. Pour avoir croqué le fruit défendu (ce que les théologiens appellent le «péché originel»), Ève et son concubin en furent chassés et condamnés (ainsi que leur descendance, c'est-à-dire nous) au travail, aux maladies, à la souffrance et à l'enfer après la mort. Dieu en avait décidé ainsi.

Cependant, quelque temps après, ce même Dieu décida de permettre aux hommes de se sauver. C'est pourquoi il envoya sur terre son propre fils (Jésus) (1) pour qu'il y souffre le martyre et y périsse d'une mort effroyable, ce qui rachèterait le péché originel.

Les évangiles racontent la dernière étape de cette histoire: il y a deux mille ans, le Saint-Esprit aurait discrètement fécondé la Vierge Marie à l'insu de son conjoint, le charpentier Joseph. Jésus serait né de cette fécondation. Pendant plusieurs années, il aurait vécu sous une forme humaine. Puis il aurait été crucifié et serait ressuscité trois jours après. Enfin, quarante jours après sa résurrection, il serait monté au ciel pour s'asseoir à la droite de Dieu. C'est l'épisode de l'«ascension».

Cette histoire, qui après tout n'est pas plus incroyable que la légende du Serpent à plumes ou celle de Zeus se transformant en cygne pour séduire Lédà, constitue la trame (avec des variantes) de toutes les religions chrétiennes. Les différentes Eglises s'attachent à «expliquer» le sens de cette légende. Les explications, bien entendu, varient selon les sectes et les époques: certaines prennent le texte au pied de la lettre, d'autres n'y voient qu'un récit poétique et symbolique. Mais aucune n'apporte des réponses claires aux questions que l'on peut se poser:

**. Pourquoi, après le passage de Jésus, censé racheter les péchés du monde et effacer les conséquences du péché originel, tout a continué exactement comme avant pour l'ensemble de l'humanité (souffrances, maladies, travail, etc.)?**

**. Pourquoi Dieu – qui sait tout – laisse l'humanité commettre son péché, l'expulse violemment du paradis puis change d'avis, et veut absolument la racheter?**

**. Pourquoi invente-t-il un moyen aussi compliqué et aussi incompréhensible? Après tout, c'est lui qui décide: il pouvait réinstaller l'humanité dans le paradis aussi simplement qu'il l'en avait chassée !**

Bref, les explications se font attendre.

Mais d'après l'Eglise, ce n'est pas une raison pour ne pas croire les évangiles. Il faut rappeler sur ce point que les évangiles font partie du «Nouveau Testament». La Bible est formée de l'Ancien Testament et du Nouveau. Pour les catholiques, «**l'unique Dieu est l'auteur de l'un et de l'autre**» selon la formule du Concile de Trente (2) qui a fixé définitivement une doctrine remontant aux premiers siècles de l'Église. Dieu est donc le seul, le véritable auteur des évangiles. Matthieu, Marc, Luc et Jean n'ont fait que tenir la plume pour transcrire sur du papier la Divine Inspiration. C'est pourquoi le Concile précise que celui qui conteste cette vérité canonique «est anathème». Dans le passé, des hommes et des femmes ont été torturés et brûlés vifs en place publique pour beaucoup moins que ça !

Pour les protestants, et en particulier pour Luther, l'origine spécifiquement divine des évangiles ne fait pas le moindre doute non plus. Or, une simple lecture montre que les évangiles sont bourrés de contradictions entre eux: Dieu, qui est déjà triple, raconte une histoire en quadruple version ! (3) Au nom de quel aveuglement faudrait-il y croire?

#### **SALE HISTOIRE DE FAMILLE**

Aussi incroyable que cela puisse paraître, la généalogie de Jésus est variable selon les évangiles.

Il est fils du charpentier Joseph. Jusque-là, tout va bien. Mais Matthieu (1, 16) affirme que le père de Joseph est un certain Jacob. Mensonge que tout cela, affirme Luc (3, 23), le père de Joseph n'est pas Jacob mais Héli. Et, plus on remonte dans la famille, plus ça varie: selon Matthieu, les aïeux de Joseph sont: Matthan, Eléazar, Eliud (ou Elioud), Achim, Sadoc, Azor... Par contre, pour Luc, il s'agit de: Matthat (simple variation orthographique?), Levi, Melchi, Jarinaï.

Les noms des ancêtres ne sont pas les mêmes d'un évangile à l'autre, et quand ils le sont, ils ne sont pas dans le même ordre. (...) D'Abraham (que l'on retrouve dans les deux évangiles cités) à Jésus, Matthieu compte 42 générations, tandis que Luc en trouve 56. Sacrée différence ! Et comment l'expliquer, si l'on se souvient que les évangiles seraient «dictés» par une seule et même personne: Dieu ! Dieu, qui ne connaît donc pas la généalogie humaine de son propre fils.

#### **UN JESUS VOYAGEUR**

Où Jésus a-t-il vécu son enfance? Ce n'est pas dans les évangiles que l'on trouvera la réponse à une question aussi simple ! En effet, les versions sont contradictoires: pour Matthieu (2) Jésus a passé sa petite enfance réfugié en Égypte où ses parents avaient fui à cause d'une persécution programmée par le roi Hérode: peu de temps après que les mages eurent visité le nouveau-né (2, 11), un ange aurait dit à Joseph de se réfugier immédiatement en Égypte avec l'enfant, ce qu'il fit jusqu'à la mort du roi (2, 14) .

Pour Luc, il n'est pas du tout question de fuite en Égypte. Au contraire il nous assure que Jésus a calmement passé sa petite enfance en Galilée, à Nazareth (2, 39-40) où il grandit en force et en sagesse. Luc ajoute une petite anecdote pour nous convaincre de la réalité de son propos: à l'âge de 12 ans, Jésus profita d'un voyage de ses parents à Jérusalem pour faire une petite fugue de trois jours (2, 41 à 46). Ses parents le retrouvèrent dans le Temple, stupéfiants par l'intelligence de ses propos les religieux qui l'écoutaient (2, 46-47).

#### **TREIZE A LA DOUZAIN**

Jésus a eu douze disciples: les apôtres. Pour onze disciples, les versions concordent, à quelques variantes près (ordre différent, variation dans un surnom). Mais, pour un des apôtres, Dieu n'est pas d'accord avec lui-même. En effet, Matthieu (10, 3) affirme qu'il s'agit d'un certain Thaddée, alors que pour Luc (6, 16) le douzième apôtre est un certain «Judas fils de Jacques». Dieu est donc incapable de se rappeler quels sont les noms de ses apôtres. Ils n'étaient pourtant que douze, et c'est lui qui les a choisis !

Et il est censé juger un jour «*les vivants et les morts*», soit des milliards de personnes: ça promet! (...)

#### **QUI A BAPTISÉ JESUS?**

Les croyants ne le sauront jamais. D'un point de vue théologique, c'est pourtant une question d'importance. Marc (1, 9) et Matthieu (3, 13-16) nous donnent tous les détails: Jésus a été baptisé par Jean. Pas du tout, répond très sûr de lui Luc qui, au verset 3, 20 nous informe qu'Hérode «*fit enfermer Jean en prison*» avant de rapporter dans le verset suivant (3, 21) le baptême de Jésus (4). Si Jean était en prison lorsque Jésus fut baptisé, ce n'est pas lui qui a pu le faire !

## **ENTRÉE CONFUSE DANS JERUSALEM**

Après avoir prêché en province, Jésus est entré dans Jérusalem monté sur un ânon (12, 14) d'après Jean, sur deux ânes (plus précisément une ânesse et un ânon), d'après Matthieu (21, 7), ce qui n'a pas dû être tout de même très facile... Cela se serait passé quatre jours avant Pâques (d'après Matthieu) ou cinq jours avant (d'après Jean). Jésus venait de Béthanie selon Jean, de Bethphagé selon Matthieu.... Reprenons ce divin embrouillamini: pour Matthieu, Jésus, qui vient de Bethphagé (près du mont des Oliviers) rentre dans Jérusalem un beau jour (21, 10). Il en sort le soir même pour aller dormir à Béthanie (21, 17). Le lendemain, il revient à Jérusalem (21, 18), fait de nombreuses paraboles et, après «*tous ces discours*» il rappelle à ses apôtres que Pâques arrive dans deux jours (26, 2). Il s'est donc écoulé quatre jours de l'entrée dans Jérusalem à Pâques et la nuit passée à Béthanie a eu lieu trois jours avant.

Pour Jean, Jésus dîne à Béthanie six jours avant Pâques (12, 1). C'est le lendemain qu'on l'accueille triomphalement à Jérusalem (12, 12), soit cinq jours avant Pâques. Il n'est pas question de Bethphagé. En fin de compte, on ne sait toujours pas comment Jésus est arrivé (sur un ou deux ânes?), par où il est passé (par Bethphagé ou Béthanie?) ni quand cela est arrivé (quatre ou cinq jours avant Pâques?). Toujours cette divine précision....

### **LES LARRONS:**

#### **VOYOUS OU CROYANTS?**

Jésus aurait été crucifié entre deux malfaiteurs. D'après Matthieu (27, 44), les deux larrons ont passé leurs derniers moments à insulter Jésus. D'après Luc (23, 39-42) un des deux, non seulement n'insultait pas Jésus, mais se mit au contraire à le prier. Dieu, qui entend tout, ne fait donc pas la différence entre des injures et des prières. Croyants, vaut-il bien la peine que vous alliez à la messe?

### **LE RETOUR DE JESUS**

Après sa mort, Jésus serait ressuscité. Mais les témoignages des évangélistes se contredisent allègrement: pour Jean (20, 14 *et suivants*), Jésus serait apparu d'abord à Marie de Magdala, puis aux Douze qui auraient tous été présents, sauf Thomas (20, 24). Pour Matthieu (28, 1-9), Jésus est apparu d'abord à Marie de Magdala et à une «*autre Marie*» avant d'apparaître à onze disciples (28, 16,17). Comme Judas Iscariote s'était suicidé dans le chapitre précédent ( 27, 5), Thomas était inévitablement présent.

Pour Marc (16, 9-14), Jésus serait apparu d'abord à Marie de Magdala puis à deux «*compagnons*» (apôtres?) puis «*aux Onze (apôtres) eux-mêmes*».

Enfin, pour Luc (24, 13-36), Jésus serait apparu à deux inconnus (dont un certain Cléophas) et ensuite aux onze apôtres restants (24, 33-36). Comme il n'est pas question de suicide dans ces deux dernières versions, on ne sait pas si l'apôtre manquant est Thomas ou Judas.

La résurrection est l'une des légendes les plus importantes du christianisme. Les «*témoignages*» officiels sur lesquels elle repose sont tellement contradictoires et confus qu'on ne peut leur accorder aucune valeur.

### **JESUS: SUPER STAR OU INCONNU?**

Les évangiles se contredisent entre eux. Mais un même évangile peut se contredire d'une page à l'autre. L'arrestation de Jésus, rapportée dans l'évangile dit de Matthieu, le montre clairement. Matthieu raconte en effet la trahison de Judas: celui-ci devait donner un baiser à Jésus pour le désigner et permettre ainsi son arrestation. Il avait perçu pour cela de l'argent. S'il était besoin de désigner Jésus, c'est que personne, ou peu de monde, le connaissait.

Or, quelques pages avant, Matthieu raconte que Jésus avait parcouru toute la Palestine en prêchant et en faisant miracle sur miracle. Il était suivi de foules qui buvaient ses paroles. Il était rentré triomphant dans Jérusalem, ville étroitement surveillée par les Romains, tandis que la foule se pressait autour de lui en criant «*Hosanna*», en jonchant sa route de branches et de vêtements (en signe de bienvenue), puis il avait prêché publiquement dans le temple. Autrement dit, il était connu comme le loup blanc.

Si tout le monde (et bien entendu les Romains qui ne pouvaient pas ne pas avoir constaté ces déplacements de foule) connaissait Jésus, quel besoin était-il de le faire désigner publiquement par un traître? Les Romains, dans toute leur longue histoire, se sont-ils jamais autant compliqué l'existence pour arrêter un agitateur? Non.

### **UN TRONE DE GLOIRE**

#### **POUR LE TRAITRE**

La logique et la cohérence ne sont décidément pas le fort des évangiles. Regardons le sort réservé à Judas l'Ischariote. Judas est l'un des douze apôtres. Jésus lui a promis – comme aux onze autres – une

situation privilégiée au paradis: «*En vérité, je vous dis que vous qui m'avez suivi... vous siégerez vous aussi sur douze trônes*» (Matthieu 19, 28). Puis, Judas trahit Jésus (26, 14). Rongé de remords, il se suicide par pendaison (27, 5).

Dieu a-t-il tenu sa promesse: Judas occupe-t-il un des *douze trônes* du paradis? Les évangiles (et l'Église) sont totalement muets là-dessus, et on comprend leur gêne: si le traître n'occupe pas un trône, Jésus a menti. S'il l'occupe, tout est permis !

#### **LA MOUTARDE MONTE AU NEZ**

Il y a dans les évangiles de nombreuses erreurs historiques, géographiques, et même... botaniques. On n'en donnera ici qu'un exemple: On lit dans Luc (13, 19) par exemple: «*A quoi le royaume de Dieu est-il semblable, et à quoi le comparerai-je? Il est semblable à un grain de sénevé qu'un homme a pris et jeté dans son jardin; il pousse, devient un arbre, et les oiseaux du ciel habitent dans ses branches.*»

Or, le sénevé n'est pas un arbre, comme l'évangile le croit mais...une herbe, appelée communément «moutarde noire»; une herbe qui n'a ni tronc ni branche !

Les contradictions, les erreurs abondent dans les évangiles. Il est hors de question, dans ces quelques pages, de vouloir les résumer toutes. Les quelques exemples donnés ci-dessus le prouvent: les évangiles n'ont pas été écrits par un «dieu» mais bien par des hommes, des mystiques plutôt ignorants.

Pour être prêtre, il faut savoir tout exploiter... même les plaies !

Il est en effet possible de considérer les évangiles comme un recueil de légendes, genre littéraire particulièrement abondant dans l'histoire de l'humanité (5).

Comme souvent dans ce genre, le «naturel» (cadre géographique plus ou moins précis, situation historique, maladies, etc.) est mêlé au surnaturel qui se manifeste essentiellement par des miracles (guérisons, résurrection, etc.).

Les événements rapportés n'ont aucune vraisemblance et de nombreux historiens doutent de l'existence de Jésus. En effet, en dehors des évangiles, dont nous avons vu que le contenu n'avait aucune fiabilité documentaire, il existe de nombreux textes de personnages ayant vécu dans le premier siècle de notre ère. On peut citer par exemple le philosophe Sénèque, les historiens Tacite, Suétone, Plutarque, les poètes Juvénal, Martial, Perse, Lucain... Un certain nombre de ces intellectuels étaient Hébreux ou ont vécu sur les lieux supposés des faits: le philosophe Philon d'Alexandrie, les historiens Juste de Tibériade et Flavius Josèphe par exemple. Tous ces écrivains ont laissé des pages et des pages de texte qui nous instruisent sur les habitudes de l'époque et qui donnent une foule de détails sur les événements et les gens.

Que disent de Jésus ces témoins? Rien. Rien, car les deux minuscules passages (6) sur lesquels l'Eglise tente maladroitement de s'appuyer sont des faux; ce sont des paragraphes introduits par des copistes catholiques lors du recopiage des textes originaux (7) !

On était en droit d'attendre beaucoup plus si Jésus avait existé ! Faute de journaux télévisés à l'époque, Dieu, venant, sur terre sous une de ses trois formes pour racheter l'humanité, aurait pu se débrouiller pour qu'au moins les rédacteurs de l'époque se rendent compte de quelque chose !

Il n'en est rien, et malgré deux mille ans de recherche catholique, il n'existe toujours pas un seul indice irréfutable de l'historicité de Jésus.

Toutes les «preuves matérielles» avancées par l'Eglise se sont révélées être des faux. Par exemple, récemment, le Vatican a dû reconnaître publiquement que le fameux *suaire de Turin*, longtemps et officiellement vénéré comme une relique du Christ, lui était postérieur de quelques siècles. Il est vrai que les scientifiques qui avaient analysé ce suaire ont rendu un verdict sans appel.

Quant à l'histoire des évangiles, il est utile d'apporter quelques précisions. De nombreux historiens considèrent qu'il a existé plusieurs dizaines de versions de l'évangile, toutes très différentes les unes des autres, ce qui, à partir d'un certain moment, a constitué une gêne considérable pour l'expansion de la nouvelle religion.

Plusieurs tentatives d'unification furent faites. Par exemple, vers 170, un chrétien de Syrie, Tatien, rédigea à partir de plusieurs évangiles en circulation, une synthèse, «l'Harmonie».

Finalement, il fallut un concile, tenu à Laodicée en 364, pour fixer les choses. A partir de 364, l'Eglise considéra comme canoniques (c'est-à-dire véritables) les évangiles dits de Matthieu, de Marc, de Luc et de Jean; tous les autres furent déclarés apocryphes, c'est-à-dire hérétiques, faux. Il est à noter, qu'à cette époque, chacun des quatre évangiles retenus par le concile de Laodicée était le livre saint d'une secte importante.

Choisir les quatre permettait de créer une véritable Eglise (**8**), de lui donner la force du nombre. Cependant il n'était déjà plus possible, sous peine de crise, d'unifier les quatre textes dans un seul, d'où les incohérences que chacun peut observer actuellement avec un peu d'esprit critique.

Quant aux petites communautés qui révéraient les autres évangiles, elles ne furent pas assez puissantes pour imposer leur point de vue et furent progressivement détruites ou absorbées.

Mais ceci est une autre histoire.

**Peilharot (CNT-AIT)**

## Notes

(1) Dans la mythologie catholique, Jésus est à la fois fils de Dieu et partie intégrante de Dieu. En effet, Dieu est en même temps un et trois (le père, le fils, le saint-esprit). Dieu – qui est complet dès l'origine –, sous sa forme père, ordonne à Dieu sous sa forme Saint-Esprit, de féconder une «vierge» pour produire Dieu sous sa forme fils. Mais, du début à la fin, il n'y a qu'un seul Dieu. Ceux qui ont compris peuvent s'adresser à: Monsieur Pape, cité du Vatican, Italie. Ils ont certainement gagné quelque chose.

(2) Pour nos amis latinistes, voici l'extrait en question du décret du Concile: «...*Orthodoxorum Patrum exerrpla secuta, omnes libros tam Veteris quam Novi Testamenti, cum utriusque unus Deus sit auctor, necraon traditiones ipsas... pari pietatis affectu ac reverencia suscipit et veneratur...*»

(3) Pour «démonter» les philosophes de l'Antiquité, un des grands penseurs de l'Église, saint Justin, appliquait à leurs textes le principe suivant, qui me semble très correct: la vérité ne se contredit pas elle-même. S'il trouvait une contradiction dans les textes des philosophes qu'il étudiait, saint Justin les déclarait faux et les rejetait. Le saint homme aurait mieux fait d'appliquer son principe aux évangiles, cela aurait peut être fait gagner du temps à tout le monde...

(4) Pour tourner la difficulté, certaines éditions intercalent entre les versets 20 et 21 du chapitre 3 un intertitre, qui voudrait indiquer un changement de sujet. En fait, on est bien dans le chapitre 3 et dans des versets qui se suivent.

(5) Presque toutes les religions ont un livre saint, qui est en réalité un recueil de légendes.

(6) Ces deux passages – à peine quelques lignes et des plus obscures – ont été «glissés» l'un dans les œuvres de Flavius Josèphe, l'autre dans les *Annales* de Tacite.

(7) Les techniques historiques (recoupages de textes) permettent même de dater avec assez de précision la date à laquelle le faux paragraphe a été glissé dans l'œuvre de Flavius. Il s'agit des alentours de l'an 320.

(8) Il n'y a pas de différence de fond entre une secte et une église. Comme le disait un humoriste, «Une église est une secte qui a réussi.»

## **A ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur le sujet, je propose quelques pistes de lecture:**

I. KRYVELEV: DU SENS DES EVANGILES, aux éditions de Moscou (!) Très clair dans sa première partie, bon argumentaire. Difficile à trouver par les temps qui courent.

Bertrand RUSSELL: POURQUOI JE NE SUIS PAS CHRETIEN, SCIENCE ET RELIGION. Un prix Nobel fait le point. En collections de poche.

DICTIONNAIRE RATIONALISTE, aux Nouvelles Éditions Rationalistes, 14 rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris. Une véritable mine de renseignements critiques sur tous les aspects du christianisme et de nombreux autres sujets. Excellent rapport qualité/prix.

Prosper ALFARIC: A L'ECOLE DE LA RAISON, ETUDES DES ORIGINES CHRETIENNES, aux Nouvelles Éditions Rationalistes également. Prêtre, professeur de théologie, P. Alfaric devint, à force d'étudier les textes «sacrés», un athée convaincu et convaincant.

Raoul VANEIGEM: LA RESISTANCE AU CHRISTIANISME, chez Fayard. Philosophe subtil, Vaneigem décortique les hérésies des origines du christianisme jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Très riche.

# Socialisme et religion

V.I Lénine, 3 décembre 1905

Extrait du site marxists.org, ce texte a une tonalité plutôt dogmatique avec ses références abstraites au « matérialisme scientifique » et sa réduction de la religion à un simple « produit et reflet de l'oppression économique ». Comme souvent chez Lénine, il contient des affirmations qui, réutilisées dans un autre contexte par des opportunistes ou des contre-révolutionnaires, ont eu des conséquences négatives, voire catastrophiques. En témoigne son allusion aux « revendications des représentants honnêtes et sincères du clergé » et aux dangers de « diviser les forces engagées dans la lutte (...) au nom de chimères qui perdent rapidement toute valeur politique ». C'est avec ce brillant raisonnement que les staliniens et gauchistes iraniens ont soutenu Khomeiny en pensant que la dynamique de « la lutte » allait miraculeusement dissiper les illusions religieuses des masses et l'influence des mollahs. Ils ont payé cette erreur de leur vie, de longues années de prison ou de l'exil. On retrouve aussi dans cet article un leitmotiv, présent aussi bien chez les anarchistes que chez les marxistes : l'idée que les ouvriers écartent de plus en plus « avec mépris les préjugés religieux ». Malheureusement c'est loin d'être le cas, un siècle plus tard. (NPNF)

La société moderne est fondée tout entière sur l'exploitation des grandes masses de la classe ouvrière par une infime minorité de la population appartenant aux classes des propriétaires fonciers et des capitalistes. C'est une société d'esclavagistes, car les ouvriers « libres » qui travaillent toute leur vie pour le capital, n'ont « droit » qu'aux moyens d'existence strictement indispensables à l'entretien des esclaves produisant les bénéfices, qui permettent d'assurer et de perpétuer l'esclavage capitaliste.

L'oppression économique qui pèse sur les ouvriers, provoque et engendre inévitablement sous diverses formes l'oppression politique, l'abaissement social, l'abrutissement et la dégradation de la vie intellectuelle et morale des masses. Les ouvriers peuvent obtenir une liberté politique plus ou moins grande afin de lutter pour leur affranchissement économique, mais aucune liberté ne les débarrassera de la misère, du chômage et de l'oppression tant que le pouvoir du capital ne sera pas aboli.

La religion est un des aspects de l'oppression spirituelle qui accable toujours et partout les masses populaires, écrasées par un travail perpétuel au profit d'autrui, par la misère et l'isolement. La foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît tout aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées dans leur lutte contre les exploiters que la croyance aux dieux, aux diables, aux miracles naît de l'impuissance du sauvage dans sa lutte contre la nature. A ceux qui peinent toute leur vie dans la misère, la religion enseigne la patience et la résignation ici-bas, en les berçant de l'espoir d'une récompense céleste. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, la religion leur enseigne la bienfaisance ici-bas, leur offrant ainsi une facile justification de leur existence d'exploiteurs et leur vendant à bon compte des billets donnant accès à la félicité divine. La religion est l'opium du peuple. La religion est une espèce d'alcool spirituel dans lequel les esclaves du capital noient leur image humaine et leur revendication d'une existence tant soit peu digne de l'homme.

Mais l'esclave qui a pris conscience de sa condition et s'est levé pour la lutte qui doit l'affranchir, cesse déjà à moitié d'être un esclave. L'ouvrier conscient d'aujourd'hui, formé par la grande industrie, éduqué par la ville, écarte avec mépris les préjugés religieux, laisse le ciel aux curés et aux tartuffes bourgeois et s'attache à la conquête d'une meilleure existence sur cette terre. Le prolétariat moderne se range du côté du socialisme qui fait appel à la science pour combattre les fumées de la religion et, organisant l'ouvrier dans une lutte véritable pour une meilleure condition terrestre, le libère de la croyance en l'au-delà.



La religion doit être déclarée affaire privée; c'est ainsi qu'on définit ordinairement l'attitude des socialistes à l'égard de la religion. Mais il importe de déterminer exactement la signification de ces mots, afin d'éviter tout malentendu. Nous exigeons que la religion soit une affaire privée vis-à-vis de l'État, mais nous ne pouvons en aucune façon considérer la religion comme une affaire privée en ce qui concerne notre propre Parti. L'État ne doit pas se mêler de religion, les sociétés religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'État. Chacun doit être parfaitement libre de professer n'importe quelle religion ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée, comme le sont généralement les socialistes. Aucune différence de droits civiques motivée par des croyances religieuses ne doit être tolérée. Toute mention de la confession des citoyens dans les papiers officiels doit être incontestablement supprimée. L'État ne doit accorder aucune subvention ni à l'Église ni aux associations confessionnelles ou religieuses, qui doivent devenir des associations de citoyens coreligionnaires, entièrement libres et indépendantes à l'égard du pouvoir. Seule la réalisation totale de ces revendications peut mettre fin à ce passé honteux et maudit où l'Église était asservie à l'État, les citoyens russes étant à leur tour asservis à l'Église d'État, où existaient et étaient appliquées des lois inquisitoriales moyenâgeuses (maintenues jusqu'à ce jour dans nos dispositions (légales), qui persécutaient la croyance ou l'incroyance, violaient la conscience et faisaient dépendre les promotions et les rémunérations officielles de la distribution de tel ou tel élixir clérical. La séparation complète de l'Église et de l'État, telle est la revendication du prolétariat socialiste à l'égard de l'État et de l'Église modernes.

La révolution russe doit faire aboutir cette revendication comme une partie intégrante et indispensable de la liberté politique. Sous ce rapport, la révolution russe est placée dans des conditions particulièrement favorables, le détestable régime bureaucratique de l'autocratie féodale et policière ayant provoqué le mécontentement, l'effervescence et l'indignation dans le clergé même. Si misérable, si ignorant que fût le clergé orthodoxe russe, il s'est réveillé cependant au fracas de la chute de l'ancien régime, du régime médiéval en Russie.

Le clergé lui-même soutient aujourd'hui la revendication de liberté, s'élève contre le bureaucratisme officiel et l'arbitraire administratif, le mouchardage policier imposé aux «ministres de Dieu». Nous autres socialistes, nous devons appuyer ce mouvement en poussant jusqu'au bout les revendications des représentants honnêtes et sincères du clergé, en les prenant au mot quand ils parlent de liberté, en exigeant qu'ils brisent résolument tout lien entre la religion et la police. Ou bien vous êtes sincères, et vous devez dès lors réclamer la séparation complète de l'Église et de l'État, de l'école et de l'Église et demander que la religion soit déclarée affaire privée, et cela de façon absolue et catégorique. Ou bien vous ne souscrivez pas à ces revendications conséquentes de liberté, et cela signifie que vous êtes toujours prisonniers des traditions inquisitoriales, que vous voulez toujours avoir accès aux promotions et aux rémunérations officielles, que vous ne croyez pas à la puissance de vos armes spirituelles, que vous continuez à accepter les pots-de-vin de l'État; et alors les ouvriers conscients de Russie vous déclarent une guerre sans merci.

Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre Parti est une association de militants conscients d'avant-garde, combattant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou à l'obscurantisme revêtant la forme de croyances religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Église et de l'État afin de combattre le brouillard de la religion avec des armes purement et exclusivement idéologiques: notre presse, notre propagande. Mais notre association, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lors de sa fondation, s'est donné pour but, entre autres, de combattre tout abêtissement religieux des ouvriers. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée; elle intéresse tout le Parti, tout le prolétariat.

Mais puisqu'il en est ainsi, pourquoi ne nous déclarons-nous pas athées dans notre programme? Pourquoi n'interdisons-nous pas aux chrétiens et aux croyants l'entrée de notre Parti ?

La réponse à cette question fera ressortir la différence très importante des points de vue de la démocratie bourgeoise et de la social-démocratie sur la religion.

Notre programme est fondé tout entier sur une philosophie scientifique, rigoureusement matérialiste. Pour expliquer notre programme il est donc nécessaire d'expliquer les véritables racines historiques et économiques du brouillard religieux. Notre propagande comprend nécessairement celle de l'athéisme; et la publication à cette fin d'une littérature scientifique que le régime autocratique et féodal a proscrite et poursuivie sévèrement jusqu'à ce jour doit devenir maintenant une des branches de l'activité de notre Parti. Nous aurons probablement à suivre le conseil qu'Engels donna un jour aux

socialistes allemands: traduire et répandre parmi les masses la littérature française du XVIII<sup>e</sup> siècle athée et démystifiante [1] .

Mais en aucun cas nous ne devons nous fourvoyer dans les abstractions idéalistes de ceux qui posent le problème religieux on termes de «raison pure», en dehors de la lutte de classe, comme font souvent les démocrates radicaux issus de la bourgeoisie. Il serait absurde de croire que, dans une société fondée sur l'oppression sans bornes et l'abrutissement des masses ouvrières, les préjugés religieux puissent être dissipés par la seule propagande. Oublier que l'oppression religieuse de l'humanité n'est que le produit et le reflet de l'oppression économique au sein de la société serait faire preuve de médiocrité bourgeoise. Ni les livres ni la propagande n'éclaireront le prolétariat s'il n'est pas éclairé par la lutte qu'il soutient lui-même contre les forces ténébreuses du capitalisme. L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel.

Voilà pourquoi, dans notre programme, nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme; voilà pourquoi nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti. Nous préconiserons toujours la conception scientifique du monde; il est indispensable que nous luttons contre l'inconséquence de certains «chrétiens», mais cela ne veut pas du tout dire qu'il faille mettre la question religieuse au premier plan, place qui ne lui appartient pas; qu'il faille laisser diviser les forces engagées dans la lutte politique et économique véritablement révolutionnaire au nom d'opinions de troisième ordre ou de chimères, qui perdent rapidement toute valeur politique et sont très vite reléguées à la chambre de débarras, par le cours même de l'évolution économique.

La bourgeoisie réactionnaire a partout eu soin d'attiser les haines religieuses – et elle commence à le faire chez nous – pour attirer de ce côté l'attention des masses et les détourner des problèmes économiques et politiques réellement fondamentaux, problèmes que résout maintenant le prolétariat russe, qui s'unit pratiquement dans sa lutte révolutionnaire. Cette politique réactionnaire de morcellement des forces prolétariennes, qui se manifeste aujourd'hui surtout par les pogromes des Cent-Noirs, trouvera peut-être demain des mesures plus subtiles. Nous lui opposerons dans tous les cas une propagande calme, ferme, patiente, qui se refuse à exciter des désaccords secondaires, la propagande de la solidarité prolétarienne et de la conception scientifique du monde.

Le prolétariat révolutionnaire finira par imposer que la religion devienne pour l'État une affaire vraiment privée. Et, dans ce régime politique débarrassé de la moisissure médiévale, le prolétariat engagera une lutte large et ouverte pour la suppression de l'esclavage économique, cause véritable de l'abêtissement religieux de l'humanité.

### **Lénine**

[1] Voir F. Engels, « La littérature politique des émigrés. Le programme des communards blanquistes émigrés ».

Lénine

## De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion

Extrait du site marxists.org, cet article écrit en 1909 illustre bien la pesante « dialectique » de Lénine. Il caricature les positions des anarchistes tout en écrivant « nous devons combattre la religion, c'est l'abc de tout le matérialisme ». Il dénonce les membres de la fraction bolchevik du POSDR qui tentent une synthèse entre religion et marxisme (il fait allusion à Lounatcharski, mais il aurait aussi pu mentionner Gorki), tout en défendant le principe de l'adhésion des prêtres à la social-démocratie, mais en les menaçant d'exclusion s'ils se livrent à une propagande active de leurs conceptions religieuses au sein du Parti ! Comme le précédent, ce texte est souvent cité par les léninistes, avoués ou honteux. Malheureusement, Lénine se contente de brandir la menace du pouvoir de division de l'athéisme qui «ferait le jeu (...) de tous les papes, qui ne désirent rien d'autre que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non-grévistes par la division en croyants et incroyants». En fait, tous ces zigzags servent à légitimer une idée qu'on trouve aussi chez Pannekoek : il faut s'attaquer aux « racines de la religion », au « règne du Capital », c'est-à-dire, plus prosaïquement, mener la lutte dans l'usine. Mais quand il n'y a ni grèves, ni révolution sociale à l'horizon, c'est-à-dire la majeure partie de l'année, que fait-on ? Quand on sort de son lieu de travail, que fait-on ? (*NPNF*)

Le discours que le député Sourkov a prononcé à la Douma d'Etat lors de la discussion du budget du synode, et les débats exposés ci-après, qui se sont institués au sein de notre fraction parlementaire autour du projet de ce discours, ont soulevé une question d'une importance extrême et on ne peut plus actuelle. Il est hors de doute que l'intérêt pour tout ce qui touche à la religion s'est, aujourd'hui, emparé de larges sections de la « société » et a pénétré dans les milieux intellectuels proches du mouvement ouvrier, ainsi que dans certains milieux ouvriers. La social-démocratie se doit absolument d'intervenir pour faire connaître son point de vue en matière de religion.

La social-démocratie fait reposer toute sa conception sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique du marxisme, ainsi que l'ont proclamé maintes fois Marx et Engels, est le matérialisme dialectique qui a pleinement fait siennes les traditions historiques du matérialisme du XVIII<sup>e</sup> siècle en France et de Feuerbach (première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) en Allemagne, matérialisme incontestablement athée, résolument hostile à toute religion.

Rappelons que tout l'*Anti-Dühring* d'Engels, dont le manuscrit a été lu par Marx, accuse le matérialiste et athée Dühring de manquer de fermeté idéologique dans son matérialisme, de ménager des biais à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons que dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels lui reproche d'avoir combattu la religion non pas dans le but de la détruire, mais dans celui de la replâtrer, d'inventer une religion nouvelle, « élevée », etc.

« La religion est l'opium du peuple. » Cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les Eglises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de la réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière.

Et, cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer « plus à gauche » ou « plus révolutionnaires » que les sociaux-démocrates, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion. En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dépérissement effectif.

Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à pratiquer à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la

guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchiste. En 1877, dans l'*Anti-Dühring*, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste.

Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, «être plus Bismarck que Bismarck lui-même», c'est-à-dire reprendre la sottise de la lutte bismarckienne contre les cléricaux (la fameuse «lutte pour la culture», le Kulturkampf, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du Zentrum, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que raffermir le cléricalisme militant des catholiques; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion. Ce point de vue est entré dans la chair et dans le sang de la social-démocratie allemande, qui s'est prononcé, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. «Proclamer la religion une affaire privée.» Ce point célèbre du programme d'Erfurt (1891) a consacré cette tactique politique de la social-démocratie.

Cette tactique est devenue désormais routinière; elle a engendré une nouvelle déformation du marxisme en sens inverse, dans le sens de l'opportunisme. On s'est mis à interpréter les principes du programme d'Erfurt en ce sens que nous, sociaux-démocrates, que notre parti considère la religion comme une affaire privée, que pour nous, sociaux-démocrates, pour nous en tant que parti, la religion est une affaire privée. Sans engager une polémique ouverte contre ce point de vue opportuniste, Engels a jugé nécessaire, après 1890, de s'élever résolument contre lui, non sous forme de polémique, mais sous une forme positive. En effet, Engels, l'a fait sous la forme d'une déclaration qu'il a soulignée à dessein, disant que la social-démocratie considère la religion comme une affaire privée en face de l'Etat, mais non envers elle-même, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier.

Tel est le côté extérieur de l'histoire des déclarations de Marx et d'Engels en matière de religion. Pour ceux qui traitent le marxisme par-dessous la jambe, pour ceux qui ne savent ou ne veulent pas réfléchir, cette histoire est un nœud d'absurdes contradictions et d'hésitations du marxisme: une sorte de macédoine, si vous voulez savoir, d'athéisme «conséquent» et de «complaisances» pour la religion, une sorte de flottement «sans principes» entre la guerre révolutionnaire contre Dieu et le désir peureux de «se mettre à la portée» des ouvriers croyants, la crainte de les heurter, etc. Dans la littérature des phraseurs anarchistes, on peut trouver nombre de réquisitoires de ce genre contre le marxisme.

Mais quiconque est tant soit peu capable d'envisager le marxisme de façon sérieuse, de méditer ses principes philosophiques et l'expérience de la social-démocratie internationale, verra aisément que la tactique du marxisme à l'égard de la religion est profondément conséquente et mûrement réfléchie par Marx et Engels; que ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des flottements n'est que la résultante directe et inéluctable du matérialisme dialectique. Ce serait une grosse erreur de croire que la «modération» apparente du marxisme à l'égard de la religion s'explique par des considérations dites «tactiques», comme le désir de «ne pas heurter», etc. Au contraire, la ligne politique du marxisme, dans cette question également, est indissolublement liée à ses principes philosophiques.

Le marxisme est un matérialisme. A ce titre il est aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII<sup>e</sup> siècle ou le matérialisme de Feuerbach. Voilà qui est indéniable. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que les encyclopédistes et Feuerbach en ce qu'il applique la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire, au domaine des sciences sociales. Nous devons combattre la religion; c'est l'a b c de tout le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit: il faut savoir lutter contre la religion; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon matérialiste la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite; on ne doit pas l'y réduire; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion.

Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans? Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale. Les marxistes disent: c'est faux. Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion. Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout sociales. La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion.

«La peur a créé les dieux.» La peur devant la force aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine «subite», «inattendue», «accidentelle», qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les racines de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le baigne capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le règne du capital sous toutes ses formes.

Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée de la social-démocratie doit être subordonnée à sa tâche fondamentale, à savoir: au développement de la lutte de classe des masses exploitées contre les exploités.

Un homme qui n'a pas médité sur les fondements du matérialisme dialectique, c'est-à-dire de la philosophie de Marx et d'Engels, peut ne pas comprendre (ou du moins peut ne pas comprendre du premier coup) cette thèse. Comment cela? Subordonner la propagande idéologique, la diffusion de certaines idées, la lutte contre un ennemi de la culture et du progrès qui sévit depuis des millénaires (à savoir la religion), à la lutte de classe, c'est-à-dire à la lutte pour des objectifs pratiques déterminés dans le domaine économique et politique?

Cette objection est du nombre de celles que l'on fait couramment au marxisme; elles témoignent d'une incompréhension totale de la dialectique marxiste. La contradiction qui trouble ceux qui font ces objections n'est autre que la vivante contradiction de la réalité vivante, c'est-à-dire une contradiction dialectique non verbale, ni inventée. Séparer par une barrière absolue, infranchissable, la propagande théorique de l'athéisme, c'est-à-dire la destruction des croyances religieuses chez certaines couches du prolétariat d'avec le succès, la marche, les conditions de la lutte de classe de ces couches, c'est raisonner sur un mode qui n'est pas dialectique; c'est faire une barrière absolue de ce qui est une barrière mobile, relative, c'est rompre violemment ce qui est indissolublement lié dans la réalité vivante.

Prenons un exemple. Le prolétariat d'une région ou d'une branche d'industrie est formé, disons, d'une couche de sociaux-démocrates assez conscients qui sont, bien entendu, athées, et d'ouvriers assez arriérés ayant encore des attaches au sein de la paysannerie, croyant en Dieu, fréquentant l'église ou même soumis à l'influence directe du prêtre de l'endroit qui, admettons, a entrepris de fonder une association ouvrière chrétienne. Supposons encore que la lutte économique dans cette localité ait abouti à la grève. Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement de grève au premier plan, de réagir résolument contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées et chrétiens, de combattre résolument cette division.

Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible, non pas du point de vue banal de la crainte d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la sociale démocratie et à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. Dans un tel moment, et dans ces conditions, le prédicateur de l'athéisme ferait le jeu du pape, de tous les papes, qui ne désirent rien autant que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non grévistes par la division en croyants et incroyants. L'anarchiste qui prêcherait la guerre contre Dieu à tout prix, aiderait en fait les papes et la bourgeoisie (comme du reste

les anarchistes aident toujours, en fait, la bourgeoisie). Le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative, non pas sur le terrain abstrait et purement théorique d'une propagande toujours identique à elle-même mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte, de classe réellement en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout. Le marxiste doit savoir tenir compte de l'ensemble de la situation concrète; il doit savoir toujours trouver le point d'équilibre entre l'anarchisme et l'opportunisme (cet équilibre est relatif, souple, variable, mais il existe), ne tomber ni dans le «révolutionnarisme» abstrait, verbal et pratiquement vide de l'anarchiste, ni dans le philistinisme et l'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui redoute la lutte contre la religion, oublie la mission qui lui incombe dans ce domaine, s'accommode de la foi en Dieu, s'inspire non pas des intérêts de la lutte de classe, mais d'un mesquin et misérable petit calcul: ne pas heurter, ne pas repousser, ne pas effaroucher, d'une maxime sage entre toutes: «Vivre et laisser vivre les autres», etc.

C'est de ce point de vue qu'il faut résoudre toutes les questions particulières touchant l'attitude de la social-démocratie envers la religion. Par exemple, on pose souvent la question de savoir si un prêtre peut être membre du parti social-démocrate. A cette question, on répond d'ordinaire par l'affirmative, sans réserve aucune, en invoquant l'expérience des partis sociaux-démocrates européens. Mais cette expérience est née non seulement de l'application du marxisme au mouvement ouvrier, mais aussi des conditions historiques particulières de l'Occident, inexistantes en Russie (nous parlons plus bas de ces conditions), de sorte qu'ici une réponse absolument affirmative est fautive.

On ne saurait une fois pour toutes, et quelles que soient les conditions, proclamer que les prêtres ne peuvent être membres du parti social-démocrate, mais on ne saurait davantage une fois pour toutes, faire jouer l'inverse. Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la social-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement; quant à faire subir à ses membres un examen pour savoir s'il y a chez eux absence de contradiction entre leurs opinions et le programme du parti, une organisation politique ne peut s'y livrer. Mais il va de soi qu'un cas analogue ne pourrait être qu'une rare exception même en Europe; en Russie, à plus forte raison, il est tout à fait improbable. Et si, par exemple, un prêtre entrait au parti social-démocrate et engageait à l'intérieur de ce parti, comme action principale et presque exclusive, la propagande active de conceptions religieuses, le parti devrait nécessairement l'exclure de son sein. Nous devons non seulement admettre, mais travailler à attirer au parti social-démocrate tous les ouvriers qui conservent encore la foi en Dieu; nous sommes absolument contre la moindre injure à leurs convictions religieuses, mais nous les attirons pour les éduquer dans l'esprit de notre programme, et non pour qu'ils combattent activement ce dernier. Nous autorisons à l'intérieur du parti la liberté d'opinion, mais seulement dans certaines limites, déterminées par la liberté de tendances: nous ne sommes pas tenus de marcher la main dans la main avec les propagateurs actifs de points de vue écartés par la majorité du parti.

Autre exemple: peut-on condamner à titre égal et en tout état de cause, les membres du parti social-démocrate, pour avoir déclaré: «Le socialisme est ma religion» et pour avoir diffusé des points de vue conformes à cette déclaration? Non. L'écart à l'égard du marxisme (et, partant, du socialisme) est ici incontestable, mais la portée de cet écart, son importance relative peuvent différer suivant les conditions. Si l'agitateur ou l'homme qui intervient devant la masse ouvrière s'exprime ainsi pour être mieux compris, pour amorcer son exposé, pour souligner avec plus de réalité ses opinions dans les termes les plus accessibles pour la masse inculte, c'est une chose.

Si un écrivain commence à prêcher la «construction de Dieu» ou le socialisme constructeur de Dieu (dans le sens, par exemple, de nos Lounatcharski et consorts) c'en est une autre. Autant la condamnation, dans le premier cas, pourrait être une chicane ou même une atteinte déplacée à la liberté d'agitation, à la liberté des méthodes «pédagogiques», autant, dans le second cas, la condamnation par le parti est indispensable et obligatoire. La thèse «le socialisme est une religion» est pour les uns une forme de transition de la religion au socialisme, pour les autres, du socialisme à la religion.

Passons maintenant aux conditions qui ont donné lieu, en Occident, à l'interprétation opportuniste de la thèse «la religion est une affaire privée». Evidemment, il y a là l'influence de causes générales qui enfantent l'opportunisme en général, comme de sacrifier les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier à des avantages momentanés. Le parti du prolétariat exige que l'Etat proclame la religion

affaire privée, sans pour cela le moins du monde considérer comme une «affaire privée» la lutte contre l'opium du peuple, la lutte contre les superstitions religieuses, etc. Les opportunistes déforment les choses de façon à faire croire que le parti social-démocrate tenait la religion pour une affaire privée !

Mais outre la déformation opportuniste ordinaire (qui n'a, pas du tout été élucidée dans les débats suscités par notre groupe parlementaire autour de l'intervention sur la religion), il est des conditions historiques particulières qui ont provoqué actuellement l'indifférence, si l'on peut dire, excessive, des sociaux-démocrates européens envers la question de la religion. Ces conditions sont de deux ordres. En premier lieu, la lutte contre la religion est la tâche historique de la bourgeoisie révolutionnaire; et, en Occident, la démocratie bourgeoise, à l'époque de ses révolutions ou de ses attaques contre le féodalisme et les pratiques moyenâgeuses, a pour une bonne part rempli (ou tente de remplir) cette tâche. En France comme en Allemagne il y a une tradition de guerre bourgeoise contre la religion, engagée bien avant le socialisme (encyclopédistes, Feuerbach). En Russie, conformément aux conditions de notre révolution démocratique bourgeoise, cette tâche échoit presque entièrement elle aussi à la classe ouvrière. A cet égard, la démocratie petite bourgeoise (populiste), chez nous, n'a pas fait beaucoup trop (comme le pensent les néocadets Cent Noirs ou les Cent Noirs cadets des Vékhi), mais trop peu comparativement à l'Europe.

D'un autre côté, la tradition de la guerre bourgeoise contre la religion a créé en Europe une déformation spécifiquement bourgeoise de cette guerre par l'anarchisme, qui, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois expliqué, s'en tient à la conception bourgeoise du monde malgré toute la «rage» de ses attaques contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les blanquistes des pays latins, Most (qui fut entre autres, l'élève de Dühring) et consorts en Allemagne, les anarchistes de 1880 et des années suivantes en Autriche, ont poussé jusqu'au nec plus ultra la phrase révolutionnaire dans la lutte contre la religion. Rien d'étonnant que maintenant les sociaux-démocrates européens prennent le contre-pied des anarchistes. Cela se comprend et c'est légitime dans une certaine mesure; mais nous autres, sociaux-démocrates russes, ne devons pas oublier les conditions historiques particulières de l'Occident.

En second lieu, en Occident, après la fin des révolutions bourgeoises nationales, après l'institution d'une liberté plus ou moins complète de conscience, la question de la lutte démocratique contre la religion a été, historiquement, refoulée au second plan par la lutte menée par la démocratie bourgeoise contre le socialisme, au point que les gouvernements bourgeois ont essayé à dessein de détourner du socialisme l'attention des masses en organisant une «croisade» pseudo-libérale contre le cléricisme. Le *Kulturkampf* en Allemagne et la lutte des républicains bourgeois contre le cléricisme en France ont revêtu un caractère identique. L'anticléricisme bourgeois, comme moyen de détourner l'attention des masses ouvrières du socialisme, voilà ce qui, en Occident, a précédé la diffusion, parmi les sociaux-démocrates, de leur actuelle «indifférence» envers la lutte contre la religion. Là encore cela se conçoit et c'est légitime, car à l'anticléricisme bourgeois et bismarckien, les sociaux-démocrates devaient opposer précisément la subordination de la lutte contre la religion à la lutte pour le socialisme.

En Russie, les conditions sont tout autres. Le prolétariat est le chef de notre révolution démocratique bourgeoise. Son parti doit être le chef idéologique de la lutte contre toutes les pratiques moyenâgeuses, y compris la vieille religion officielle et toutes les tentatives de la rénover ou de lui donner une assise nouvelle, différente, etc. C'est pourquoi, si Engels corrigeait, en termes relativement doux, l'opportunisme des sociaux-démocrates allemands qui substituaient à la revendication du parti ouvrier exigeant que l'Etat proclamât que la religion est une affaire privée, la proclamation de la religion comme affaire privée pour les sociaux-démocrates eux-mêmes et pour le parti social-démocrate, on conçoit que la reprise de cette déformation allemande par les opportunistes russes aurait mérité une condamnation cent fois plus violente de la part d'Engels.

En proclamant du haut de la tribune parlementaire que la religion est l'opium du peuple, notre fraction a agi de façon parfaitement juste; elle a créé de la sorte un précédent qui doit servir de base à toutes les interventions des sociaux-démocrates russes sur la question de la religion. Fallait-il aller plus loin et développer plus à fond les conclusions athées? Nous ne le croyons pas. Car cela menacerait de porter le parti politique du prolétariat à exagérer la lutte contre la religion; cela conduirait à effacer la ligne de démarcation entre la lutte bourgeoise et la lutte socialiste contre la religion. La première tâche, dont la fraction sociale-démocrate à la Douma Cent Noirs devait s'acquitter a été remplie avec honneur.

La deuxième, et à peu de chose près la plus importante pour la social-démocratie, était d'expliquer le rôle social joué par l'Eglise et le clergé comme soutiens du gouvernement ultra-réactionnaire et de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière; elle aussi a été accomplie avec honneur. Certes, il y a encore beaucoup à dire sur ce sujet, et les interventions ultérieures des sociaux-démocrates sauront

trouver de quoi compléter le discours du camarade Sourkov; mais il n'en reste pas moins que son discours a été excellent et sa diffusion par toutes les organisations qui le composent est du ressort direct de notre parti.

La troisième tâche consistait à expliquer de la façon la plus précise le sens exact de la thèse si souvent dénaturée par les opportunistes allemands: «proclamation de la religion affaire privée». Cela, le camarade Sourkov ne l'a malheureusement pas fait. C'est d'autant plus regrettable que, dans son activité précédente, la fraction avait déjà laissé passer l'erreur commise dans cette question par le camarade Bélooussov, erreur qui a été relevée en son temps par le *Prolétari*. Les débats au sein du groupe montrent que la discussion sur l'athéisme a masqué à ses regards la nécessité d'exposer exactement la fameuse revendication qui veut que la religion soit proclamée affaire privée. Nous n'allons pas imputer cette erreur de toute la fraction au seul camarade Sourkov. Au contraire. Nous reconnaissons franchement que la faute est imputable à tout notre parti, qui n'avait pas suffisamment élucidé cette question, qui n'avait pas suffisamment fait pénétrer dans la conscience des sociaux-démocrates la portée de la remarque faite par Engels à l'adresse des opportunistes allemands. Les débats au sein de la fraction prouvent que c'était justement un manque de compréhension et non point l'absence du désir de tenir compte de la doctrine de Marx. Nous sommes sûrs que l'erreur sera redressée au cours des prochaines interventions du groupe.

Dans l'ensemble le discours du camarade Sourkov, nous insistons là-dessus, est excellent et doit être répandu par toutes les organisations. La discussion de ce discours, au sein du groupe, a montré qu'il s'acquittait consciencieusement de son devoir social-démocrate. Il reste à souhaiter que les comptes rendus des débats à l'intérieur de la fraction paraissent plus souvent dans la presse du parti pour rapprocher la fraction de ce dernier, pour montrer au parti le dur travail fait par la fraction dans son propre sein pour que l'unité idéologique s'établisse dans l'activité du parti et de son groupe parlementaire.

**Lénine**



Amadeo Bordiga

«Sur le fil du temps» - (Texte extrait du site sinistra.net)

# Anticléricalisme et socialisme

Les trois textes de Bordiga reproduits dans ce numéro sont construits selon la même structure binaire « Hier/Aujourd'hui » qui est en quelque sorte la marque de fabrique du fondateur du Parti communiste italien. Ces textes ne sont pas toujours faciles à lire d'autant qu'ils contiennent pas mal d'allusions à la politique intérieure italienne et que Bordiga aimait les grands survols historiques, y compris dans ses petits textes. Dans les trois articles, on retrouve la même dénonciation des dangers de l'idéologie bourgeoise, puisque, pour Bordiga, la laïcité, l'anticléricalisme, la défense de la démocratie conduisent « directement à la position patriotique et nationaliste ». Lorsqu'on lit ces articles écrits après la Seconde Guerre mondiale, il faut garder à l'esprit que, pour Bordiga, seule la lutte pour le communisme a un sens, du moins dans les pays capitalistes avancés qui ont fait leur révolution bourgeoise et bien sûr dans les pays de capitalisme d'Etat. C'est pourquoi il peut écrire, « pour les marxistes, si la civilisation a un sens, elle est encore à venir » car « toutes les traditions, et avec elles, toutes les civilisations qui disposent d'une tradition se trouvent de l'autre côté de la barricade ». (NPNF)

## Hier

Retrousses-vous les manches et frictionnez-vous les avant-bras à l'alcool à 90°, car nous plongeons les mains dans le plus grave processus d'infection du mouvement socialiste: l'anticléricalisme.

On aurait pu peut-être penser, dans les dernières années de la période pacifique du capitalisme, à la veille de la Première Guerre mondiale, que la fracture principale, en matière politique, s'était déplacée de l'ancien et usé terrain de la lutte entre cléricaux et laïques à celui des divergences entre militaristes et internationalistes, domaine, de beaucoup, plus proche de nos orientations de classe.

Il n'en a pas été ainsi puisque parmi les forces et les armes de la classe bourgeoise dominante dans le monde, tant l'appareil militaire que l'appareil ecclésiastique ont toujours un poids formidable. Il n'en a pas été ainsi puisque parmi les déviations d'avec la ligne prolétarienne, du fait de la chute dans les charmes du patriotisme et de la trahison de l'adhésion à la guerre impérialiste, figurent encore à la fois un opportunisme acceptant non seulement la croyance en des principes religieux mais encore la pratique du culte, et parallèlement un opportunisme dialectiquement complémentaire défendant l'alliance avec des courants bourgeois ou petits-bourgeois équivoques, libres penseurs et francs-maçons.

Nous avons pu dire en Italie, quand se forma le fascisme, qu'il n'était qu'une nouvelle forme de la domination bourgeoise, plus adaptée à l'époque moderne, sans toutefois regretter, désirer ou préférer les formes de domination déjà connues; nous disions alors que le véritable danger porté par le fascisme n'était pas le désaveu ni la violation du libéralisme démocratique, mais l'inévitable nouvel attrait que malheureusement les doctrines ruineuses de ce dernier recommençaient à exercer sur les masses prolétariennes. De l'actuelle forme de gouvernement basée sur un parti – la démocratie chrétienne – cher au Vatican autrefois bête noire de la bourgeoisie italienne, on peut dire à bon droit qu'elle vaut autant que les gouvernements libéraux, que le fasciste, ou autant qu'un hypothétique gouvernement de gauche démocratique, socialiste, républicain qu'il aurait plu aux vainqueurs de la dernière guerre de placer au pouvoir. Le danger principal que ce gouvernement, ou régime philo-catholique comme on commence à l'appeler, représente pour nous, c'est justement cette résurgence de la campagne anticléricale mensongère, nouvelle épidémie corruptrice du mouvement de classe, qui a déjà subi l'autre désastreuse crise de l'antifascisme.

Grâce au souvenir, plongeons-nous dans le fatras de la chronique de l'anticléricisme, lequel a encombré la jeunesse de la génération qui a vécu les deux guerres. Ceux qui ont maintenant les cheveux gris ne peuvent pas ne pas se souvenir des invocations confusionnistes et bloccardistes (1) proférées dans les meetings: Vous êtes monarchistes? Alors vous devez être anticléricaux parce que la monarchie de la Maison de Savoie a réalisé l'unité italienne en s'engouffrant dans la brèche ouverte dans la Porte Pia et en affrontant l'excommunication papale. Vous êtes républicains? Alors vous devez être anticléricaux comme le furent Garibaldi et Mazzini, ennemis jurés de l'Eglise catholique. Vous êtes socialistes? Alors vous devez être anticléricaux parce que le prêtre est l'allié des patrons. Vous êtes anarchistes? Alors vous devez être anticléricaux parce la première liberté est celle de s'affranchir de l'obscurantisme ecclésiastique. Et donc, accourez tous dans les rangs du «bloc populaire», du cercle anticléric, de l'«association de la libre pensée», pour finalement, ajoutait-on plus discrètement, rejoindre la loge maçonnique.

Le matériel, l'arsenal de propagande de ce mouvement était immense, il faisait appel à l'histoire, à la littérature, à la chronique de tous les pays, il utilisait la pensée des écoles, des auteurs, des écrivains parmi les plus prestigieux; on mobilisait Dante et sa Louve (2), saint François et la madone de la Pauvreté, les persécutions contre les hérétiques, les bûchers d'Arnaud (3), de Bruno et de cent autres, les guerres de religion et les massacres des protestants, la nuit de la Saint-Barthélemy, les hauts faits de l'Inquisition, l'Index, le *Syllabus* (4), les histoires plus ou moins romancées du Saint Office et de la Compagnie de Jésus, la Vendée en France et le pouvoir temporel en Italie avec le martyr des héros du Risorgimento, un insondable arsenal propre à émouvoir.

Les grands moments de cette campagne, en cette période, furent la loi en France sur la suppression des congrégations religieuses comme institutions juridiques, avec les opérations de police pour expulser les occupants des couvents, contrariées par des foules de bigots en prière, véritable divorce de la Troisième République d'avec la Rome papale, puis en Italie la formidable ivresse du bloc maçonnisant entre socialistes de droite républicains et démocrates radicaux, lequel bloc eut pour drapeau le fameux Asino (l'âne) de Guido Podrecca, journal illustré qui exhibait chaque semaine jusqu'à l'ennui la figure grasse et crasseuse de Bepi (Pie X) à côté de celle, sèche, du secrétaire d'Etat espagnol Merry del Val, et alimentait des campagnes bruyantes avec les scandales dans les couvents catholiques, portant à la célébrité historique les noms de quelques prêtres sexuellement dévoyés; enfin la campagne internationale de protestation après l'exécution dans les fossés du fort de Montjuich de l'anarchiste espagnol Francisco Ferrer ennemi de l'influence des jésuites, en 1913, ce dont profitèrent les hypocrites courants radicaux bourgeois pour se mêler aux organisations extrémistes, allant jusqu'à faire paraître en place publique, devant la Sorbonne à Paris, dans des démonstrations populaires, les tenues secrètes et les insignes maçonniques endossés par les dignitaires suprêmes.

La critique marxiste s'est dirigée contre les effets délétères de ce type de contacts et de contagion entre les forces politiques de la classe bourgeoise et le mouvement des partis ouvriers, démontrant comment ces contacts conduisaient directement à l'égarément de toute orientation de classe. Tout ce rideau de fumée idéologique sur une prétendue guerre entre des forces bourgeoises modernes, progressives, intelligentes et un obscurantisme ecclésiastique, tout ce tintamarre entendu au cours de démonstrations multicolores ponctuées de drapeaux tricolores et de drapeaux rouges, balbutiant un extrémisme de fête foraine, avec ses vagues de sifflements et de huées pour conspuer un quelconque prêtre passant par là, tout ceci fut dénoncé comme un expédient dilatoire, destiné à retarder la formation d'organisations de classe des travailleurs qui menaceraient directement les intérêts patronaux du bourgeois et voudraient supprimer l'exploitation capitaliste en abattant le pouvoir qui les défend, sans appliquer un traitement différent au donneur de travail ou au fonctionnaire de police qui, d'aventure, pourraient prouver être ennemi du pape et ne pas croire en Dieu.

Cette polémique, qui implique des questions profondes de doctrine et d'expériences fondamentales de tactique politique, n'eut son plein développement que dans les pays latins de religion catholique dominante, avec des résultats et des contrecoups insuffisants dans les pays anglo-saxons et les pays de l'Europe centrale et orientale, elle constitue un trait fondamental de la lutte marxiste contre l'opportunisme.

La lutte de la classe bourgeoise contre les pouvoirs féodaux s'est exprimée théoriquement comme revendication du libre arbitre et du droit de critique, par la nécessité de s'opposer au principe d'autorité essentiellement fondé sur des bases religieuses et sur des organismes de l'Eglise. Ces mouvements grandioses, présentés dans le domaine de la pensée et de la culture comme renaissance, réforme, illuminisme, romantisme, ont encadré l'accession au pouvoir des marchands et des industriels bourgeois, leur tradition historique étant précisément celle du nouveau type de société capitaliste

moderne. Ses victimes, les opprimés, les ennemis de cette nouvelle société et de sa nouvelle classe dominante, les travailleurs salariés, engagés sur la voie d'une nouvelle révolution de classe et d'une nouvelle lutte pour le pouvoir, se dotent avec le marxisme, d'une nouvelle doctrine. Cette doctrine consiste à son tour en une critique des fondements de l'organisation sociale contemporaine, de sa nature économique comme de ses origines historiques, et en une démolition des principes idéologiques par lesquels celle-ci se justifie. Une telle doctrine socialiste se rend parfaitement compte de la transition sociale qui fut annoncée par la bataille critique contre les fondements de la conception théologique du monde, par la lutte pour soustraire l'investigation scientifique et la diffusion de ses enseignements au monopole de l'encadrement religieux et aux limites de ses canons et de ses dogmes. Mais dans le même temps, la critique marxiste démasque et dénonce les illusions selon lesquelles le «libre examen» serait une conquête suffisante pour éliminer du sein de la société les rapports d'exploitation et d'oppression de classe.

Seules les classes parvenues au pouvoir peuvent se servir du «libre examen» et des grandes forces représentées par la science, l'enseignement et l'Ecole; il s'agit là d'une conquête réalisée par les seuls membres de cette classe, c'est-à-dire par une minorité privilégiée très réduite. La majorité contrainte à un surtravail et à une sous-nutrition ne tire aucun avantage de la proclamation, vide et abstraite, du droit à la recherche, du droit à l'étude, du droit à se faire le propagandiste des résultats de la critique. Le droit à se nourrir et à subsister doit précéder et non suivre le droit à la pensée. Appliqué tel qu'il est appliqué au sein de la société bourgeoise, ce droit signifie seulement la contrainte pour les non-bourgeois et les affamés à penser selon les canons et les théorèmes des doctrines justifiant le capitalisme et le système du patronat, conformément aux intérêts des rassasiés et des puissants.

Le noyau de la position marxiste était perdu si l'on ne voyait pas que cet encadrement des forces prolétariennes dans la lutte pour la liberté de pensée «en général» coïncidait avec la lutte pour imposer aux prolétaires, parallèlement à l'esclavage économique, l'obligation à penser et à se mouvoir, pire encore à se sacrifier et à combattre ainsi pour des principes sur lesquels la bourgeoisie avait construit son pouvoir.

Cette revendication des directives classistes s'est appelée dans la pratique et l'action politique, intransigeance, refus des alliances électoralistes, incompatibilité entre appartenance au parti socialiste et appartenance à la franc-maçonnerie et autres sociétés anticléricales, universités «populaires» et autres.

Depuis lors, il fut absolument évident que l'adjectif populaire était devenu répugnant. Le *populus* romain et le *demos* grec excluaient les esclaves, mais regroupait patriciens et plébéiens. La seigneurie féodale ne voulait pas se considérer comme faisant partie du peuple, aux côtés des «viles mécaniques», mais exaltait cependant la libération chrétienne des esclaves de l'Antiquité. La révolution des bourgeois anti-féodaux ramena sur la scène historique le peuple qui, dans l'acception moderne, signifie l'amalgame des patrons industriels, des commerçants et des financiers avec les petits possédants et les salariés, dans un ensemble indifférencié, soumis à une discipline juridique commune. Peuple, de nos jours, signifie étreinte amoureuse entre exploités et exploités.

Le marxiste qui parle de peuple et de populaire s'est suicidé.

### **Aujourd'hui**

Nous sommes donc revenus après tant d'événements à la lutte contre l'obscurantisme. Les partis d'étiquette communiste et socialiste, administrés dans un pur esprit de fonctionnaires, se sentent désormais tenus de participer à un tel capharnaüm. Appelés à lutter contre l'hitlérisme et le fascisme, trouvant commode d'utiliser l'allié démocrate-chrétien, ils se moquèrent alors des préjugés anti-religieux et anti-prêtres; ils ont organisé le travail révolutionnaire dans les couvents, autorisé les adhérents à assister à la messe, à recevoir l'eucharistie et l'huile bénie. Ils ont ratifié les concordats avec le Vatican, non seulement pour faire plaisir à leurs alliés sociaux-chrétiens, mais ils les ont respectés au pied de la lettre comme l'avaient stipulé en leur temps les fascistes abhorrés.

Appelés aujourd'hui à lutter contre l'américanisme, puisque celui-ci se sert du parti démocrate-chrétien (démocrate-prêtre, dans le texte, *NdT*) en Italie, ils puisent dans l'arsenal du vieux maçonnerisme. Mais imaginez un instant que les patrons yankees aient trouvé un terrain propice pour gérer l'Italie avec l'aide d'un regroupement de type maçonnique, si les républicains, les libéraux et les sociaux-démocrates de droite avaient été plus forts, vous verriez alors ces messieurs les sociaux-communistes faire usage ample et désinvolte des thèses de la critique marxiste orthodoxe à la bourgeoisie laïque et anticléricale.

Le signal du nouvel alignement des forces a été donné par l'excommunication lancée par le Vatican, provoquée par le fait que les staliniens locaux ont commencé à créer trop d'ennuis, non pas aux nouvelles hiérarchies, mais aux cercles dirigeants du capital international.

Et puisque désormais l'appel à une mobilisation des alliés est devenu l'unique moyen de lutte politique - ne disons pas un moyen toléré mais un moyen exclusif - immédiatement on lance la campagne pour l'union de tous les «esprits laïques», jaloux de la conquête sacrée de la «liberté de pensée» et des plus nobles traditions anticléricales italiennes.

Nous ne savons plus où ces alliés, auxiliaires et associés, pourraient se trouver, dévoués comme le sont toutes les couches petites-bourgeoises maçonniques au capital et à l'état-major occidental. Mais le discours laïcisant était de rigueur et on essaie quand même, bien que cela ne puisse toucher les Saragat, les Pacciardi, ni même les Nitti, Orlando et Bonomi et rejets similaires de la culture politique laïque.

Ne pouvant mobiliser les vivants, on mobilise les morts illustres. Les éditeurs du parti et ceux plus ou moins alignés réimpriment Voltaire. Les chefs staliniens préfacent le *Traité sur la tolérance*\*!

La voie du recul est une voie sans fin. Nous sommes partis d'un vague réformisme de la société bourgeoise, nous sommes arrivés à une défense de la révolution bourgeoise et carrément à sa répétition historique, on rejoue à la destruction glorieuse du féodalisme. Un pas en avant, deux pas en arrière. On fait aujourd'hui l'apologie du réformisme de la société féodale, qui permettait des cultes différents du catholicisme.

Et dire qu'il s'agirait de l'authentique école léniniste! Du terrorisme révolutionnaire et de la dictature du prolétariat, les gens de Moscou sont donc parvenus d'étape en étape à la tolérance, mot d'ordre qui serait susceptible de créer des ennuis décisifs et causer de sérieuses difficultés à la politique de De Gasperi. Disons simplement que ce plan serait et est totalement imbécile. Nous devons simplement relever qu'il aurait été beau que ces gens se fussent arrêtés à la tolérance laïco-maçonnique partant de si loin. En parole on a parcouru une telle voie, mais dans les faits on a accompli celle, encore plus longue, qui conduit au terrorisme contre-révolutionnaire. Voltaire fait sourire, mais ce ne serait que de la camomille dans les mains des porteurs de ciguë.

Il y a quelques années, un beau film appelé *Intolérance* fit un succès sur les écrans. Dans un raccourci de l'histoire et de ses luttes tragiques, il voulait mettre en valeur la thèse selon laquelle l'origine de tous les maux humains et de toutes les tragédies sociales résidait dans un fait intellectuel et moral, l'incompréhension, la dure obstination à ne pas admettre et ne pas respecter les opinions d'autrui.

Thèse apte à émouvoir le parterre, thèse totalement cohérente avec la littérature laïque et la libre-pensée!

C'est cette position que le marxisme a voulu renverser une fois pour toutes. Ce n'est pas la tolérance qui fait cheminer le monde. Elle soumet et attache les classes opprimées et soumises au conformisme des privilégiés. L'histoire s'ébranle quand le troupeau humain s'écarte des illusions de la tolérance. Peu d'hommes sont des loups pour l'homme, trop sont des moutons. Les dominations de classe vacillent lorsque, dans le processus des formes organisées de la production, de violentes incompatibilités avec les engrenages traditionnels poussent l'avant-garde d'une classe jusqu'alors à genoux à se débarrasser de l'hypocrisie de la tolérance, pour emprunter la grande et intolérante voie de la Révolution. (1)

**Amadeo Bordiga**

#### **Note des traducteurs:**

1. Bloccardisme. Il s'agit de la manœuvre qui consiste à faire bloc avec d'autres partis, représentant d'autres classes, particulièrement avec

2. La Louve de Dante est un des trois animaux allégoriques qui apparaissent au Chant 1 de la *Divine Comédie* avec le guépard et le lion. La signification symbolique de ces trois animaux – qui semblent repris de Jérémie, V,6 – a fait couler beaucoup d'encre. Il semblerait que la louve représente l'avarice, c'est-à-dire la soif d'or, la cupidité.

3. Arnaud est Arnaud de Brescia, élève d'Abélard, réformateur religieux, partisan d'un retour de l'Eglise à la pauvreté originelle; les ecclésiastiques, par exemple, ne devaient pas être propriétaires fonciers. On voit là mêlées les dimensions anti-féodales communistes et les dimensions anti-féodales capitalistes-bourgeoises, deux dimensions qui se retrouvent dans de nombreux mouvements hérétiques. Arnaud, quant à lui, s'en prit au pouvoir temporel du pape Adrien IV qui, aidé de son ennemi implacable l'empereur Frédéric I<sup>er</sup> de Hohenstaufen avec qui il se réconcilia pour l'occasion, le fit pendre puis brûler.

4. Le *Syllabus* est un recueil de quatre-vingts propositions condamnées par le pape Pie IX, contenant les «principales erreurs de notre temps». Elle fut rendue publique en 1864, nouvelle tentative de l'Eglise catholique romaine de préserver son identité face au déferlement du mouvement du capital qui sapait ses fondements. Il en sortira évidemment, comme tout au long de l'histoire de cette Eglise, un compromis avec le monde, c'est-à-dire avec le capital. Ce sera la tâche de Léon XIII, réconciliation qui n'excluait pas une condamnation par ce pape de l'«américanisme».

5. L'exécution de F. Ferrer eut lieu en fait en 1909 et non en 1913.

Source: *Battaglia Comunista*, N° 35, 21-28 septembre 1949

Amadeo Bordiga

# LAÏCITÉ ET MARXISME

«Sur le fil du temps»

(Texte extrait du site [sinistra.net](http://sinistra.net))

Ce texte est bourré de contradictions, comme le précédent et le suivant. D'un côté, Bordiga dénonce les pièges réels de l'idéologie laïque – voire «laïcistoïde» – bourgeoise; de l'autre, il fait l'éloge de l'attitude intransigeante de Lénine «et de ses amis» face à l'Église orthodoxe quand le parti bolchevik était au pouvoir. D'un côté, il affirme que la laïcité est un enjeu secondaire, voire une diversion, dans la lutte révolutionnaire; de l'autre, il prétend qu'il faut arracher tous les moyens d'endoctrinement aux mains de la classe dominante – et donc lutter contre l'influence matérielle de l'Église – sous la dictature du prolétariat. Si l'on ajoute à cela que Bordiga ne mentionne pas dans son texte l'attitude plus que «tolérante» du Parti communiste russe vis-à-vis de l'islam dans les républiques musulmanes soviétiques, on aura un beau tableau des aventures de la dialectique au pays des religions. (Ni patrie ni frontières)

## Hier

On continue encore à essayer d'utiliser l'effet que l'on peut retirer du jeu démagogique des «traditions laïques» afin d'influer sur les rapports politiques en Italie dans les désaccords entre les partis co-héritiers du fascisme; et, pour mobiliser ceux que Pareto aurait nommés des «résidus», on remue les eaux et une vague de boue remonte du fond où elle paraissait reposer.

Avec la même technique professionnelle, la partie adverse souligne à nouveau les attraits de la «tradition chrétienne» sur laquelle se fonde la civilisation romaine et européenne, et les deux camps opposés ont alors en commun la revendication du même objectif, puisqu'ils veulent tous deux, grâce à ces moyens du passé, courir au secours de la démocratie européenne et mondiale, de la nation et du peuple italiens.

Les premiers sont sans aucun doute des agitateurs et des escrocs de plus haute volée puisqu'ils déclarent vouloir concilier ces moyens et ces objectifs avec la position marxiste, avec la lutte de classe prolétarienne.

Adopter la méthode de la lutte de classe et professer la théorie marxiste, cela veut dire comprendre que toutes les traditions, et avec elles, toutes les civilisations qui disposent d'une tradition se trouvent de l'autre côté de la barricade. Pour les marxistes, si la civilisation a un sens, elle est encore à venir.

Le prix de l'incohérence et de l'effronterie revient donc aux communo-socialistes staliniens dans leur version libre-penseur actuelle, et la fange la plus trouble est celle qu'ils remuent afin de faire perdre son chemin à la classe ouvrière.

Qu'est-ce qu'on ne fait pas remonter à la surface? Quelle vieillerie n'est-on pas en train d'épousseter? Saint Paul qui traite saint Pierre d'imposteur; le procès contre Galilée et la falsification conformiste de la défense habile du mathématicien désarmé qui admet qu'on doit lire la Bible de façon symbolique et non littérale dans sa tentative dialectique de ne pas renier sa thèse sur le mouvement de la Terre, mais qui, en substance, admet clairement que sa recherche a été menée en partant d'observations astronomiques et de calculs, et non de la lecture des textes sacrés (lui est un vrai laïque et non pas un laïque de carnaval ou l'objet d'un chantage); les courtisanes romaines dont le Pape doit discipliner le régime et les services à coup de décrets; le mariage qu'on peut contracter sans aller à l'église et qui est tout aussi valide que l'autre, événement oublié aujourd'hui où «les socialistes ne sont plus tous libres penseurs»; l'indignation des meilleurs écrivains catholiques parce que l'Église ne permet pas que croyants et communistes travaillent ensemble; et, pour couronner le tout, la revendication de la fête du 20 septembre et l'invocation d'une nouvelle croisade contre le retour du pouvoir temporel. Les chrétiens du Moyen Âge européen participèrent, sauf erreur, à huit croisades; les soi-disant marxistes de l'époque capitaliste ne voudront pas s'arrêter à huit fois huit. Nous

pourrions bien appeler social-croisadisme cet ensemble malodorant et multiforme que nous avons appelé opportunisme, social-trahison, défensisme ou intermédisme. Le cri d'aujourd'hui, le dernier cri (1) des renégats est donc: «Sauvons le Vingt Septembre! Dieu le veut!»

Il s'agit de la croisade pour la défense de la pensée laïque, au postulat précieux de laquelle ne s'opposerait aujourd'hui qu'une seule des forces sociales organisées: l'Eglise, ou plutôt l'Eglise de Rome; en effet, toutes les autres forces devraient converger dans cette défense, des organisations et partis ouvriers «révolutionnaires» jusqu'à l'Etat constitutionnel, et même les religieux croyant en Dieu et dans l'exemple du Christ, à condition qu'ils soient opposés au cléricalisme qui proviendrait de l'influence sociale et politique de l'Église.

Pour remettre de l'ordre dans cette question, une seule remarque suffira: si l'on peut concevoir l'existence d'un ensemble d'hommes qui professent une même opinion et la traduisent systématiquement en actes, c'est-à-dire l'existence d'une véritable organisation, admettre que cette dernière ne puisse avoir de fonctions sociales et politiques revient à flanquer le marxisme par-dessus bord!

La lutte des laïcs contre les clercs est elle aussi une superstructure des luttes entre les classes divisées par des intérêts économiques opposés. A chaque révolution de classe, le camp des laïques et des clercs change, et les clercs d'aujourd'hui sont les laïques d'hier. Une seule révolution ne formera pas de clercs: celle qui parviendra à supprimer les classes. Ils n'y sont pas parvenus en Russie, et leur parti est le plus clérical des partis, philistin au point de savoir mettre en scène la comédie de l'antipharisaïsme.

Face à l'Eglise juive traditionnelle et à l'Etat théocratique et oligarchique de l'époque, le mouvement du Christ fut un mouvement laïque dans la mesure où il débuta par la tentative de briser le monopole de la synagogue et des pharisiens sur la direction et l'éducation des masses, sur l'énonciation et le contrôle de toute thèse et demande en accord avec le conformisme des textes sacrés, c'est-à-dire selon les intérêts constitués de la classe dominante. Nous pouvons utiliser à juste titre le terme de laïque pour la phase de critique théorique et de propagande lorsque le Christ prétend, sans entrer dans la carrière hiérarchique des rabbins, des scribes et des docteurs, débattre dans le temple, exercer la médecine, parler à la foule, organiser une école de disciples en dehors des réseaux officiels et des castes traditionnelles. Nous utiliserons le terme de mouvement révolutionnaire quand la masse des esclaves abandonnera tout respect vis-à-vis de Caïphe, d'Hérode, de Pilate et de César et prendra les armes.

Lorsque Pierre, désormais investi de la charge de Chef, veut rattacher la nouvelle doctrine et la nouvelle organisation à la tradition mosaïque pure et par là faire descendre chaque catéchumène chrétien d'un juif orthodoxe et circoncis, il se trouve en contradiction avec Paul qui proclame qu'on peut venir à la nouvelle doctrine et à la nouvelle Eglise quelle que soit son origine, même barbare et païenne, puisque cette Eglise a coupé tous les ponts avec le régime qu'elle a renversé. A ce moment-là, il est évident que Paul parle encore en tant que laïque tandis que Pierre se comporte en clerc. D'où l'épithète d'imposteur que, comme le rappelle Ubertazzi dans *l'Avanti!*, Paul lança au chef des apôtres, dans sa Lettre aux Galates.

C'est dans ce même sens que sont anti-laïques et que méritent l'épithète rappelé ci-avant, ces ex-marxistes qui prétendent concilier la nouvelle foi révolutionnaire avec la conservation et la défense des traditions propres au régime qui doit être renversé. Ceux qui revendiquent, comme Togliatti la libre pensée, ou comme Nenni la fête de la brèche ouverte dans la Porte Pia, en excluant de leurs rangs ceux qui se refusent à concevoir la revendication socialiste comme subordonnée à leurs paroles pharisiennes de démocratie, de nation et de patrie.

Et pendant que l'école chrétienne victorieuse met en place dans les siècles du Moyen Age la puissante hiérarchie des prêtres, depuis l'époque de Dante se lèvent les laïques, c'est-à-dire de nouveaux éléments d'avant-garde, expression d'une nouvelle classe naissante, qui prétendent ne pas être exclus de l'étude, de l'enseignement, de la critique, et en contradiction théorique avec les préceptes des écritures chrétiennes et des sanhédrins de l'Eglise. Celle-ci, qui avait monopolisé mais non supprimé la culture, la science et la philosophie, achève dans la scolastique un chef-d'œuvre de système en réunissant ses textes avec les résultats de la pensée classique et avec le savoir aristotélicien transmis par les traducteurs arabes mécréants; et c'est sur cette tranchée qu'elle attend de pied ferme l'assaut, reflet de la lutte de classe entre la bourgeoisie moderne et l'aristocratie féodale. Et alors nous pouvons faire défiler parmi les laïcs de cette phase historique, les humanistes de la Renaissance, les savants et les philosophes d'Italie, de France et d'Allemagne, les chefs religieux de la Réforme qui introduisent le droit à la critique dans la foi chrétienne (le simple fidèle ayant la possibilité de la

développer avec une interprétation différente de celle du clergé), et tout ce mouvement rappelé à maintes reprises.

Avec les révolutions bourgeoises, se constitue dans les principales nations un pouvoir capitaliste qui liquide historiquement cette grande lutte qui se termine par la défaite de l'Eglise. Les convulsions de la lutte une fois dépassées, la nouvelle classe dominante ne se propose plus d'interdire les cultes et de détruire les organisations religieuses, mais elle leur retire petit à petit l'influence qu'elles ont sur l'Ecole, sur la diffusion des idées sous toutes ses formes, comme la presse, la littérature, le théâtre, etc.

Dans les pays où les Eglises réformées se sont déjà détachées de la papauté romaine, le processus d'aménagement s'avéra être plus facile que dans ceux de religion catholique, où Rome reconnaît toutefois progressivement les nouveaux régimes, tandis que la bourgeoisie place le fait religieux parmi les moyens de défense de sa domination. Expression de cette dernière, Napoléon, à travers les paroles de France (1): «Il était trop avisé pour ne pas mettre dans son jeu le vieux Yahvé (le Dieu chrétien) encore puissant sur la terre et qui lui ressemblait par son esprit de violence et de domination. Il le menaça, le flatta, le caressa, l'intimida. Il emprisonna son vicaire, auquel il demanda, le couteau sur la gorge, l'onction qui, depuis l'antique Saül, renforce les rois; il restaura le culte du démiurge (Yahvé lui-même, dans la terminologie de l'ange rebelle qui parle), fit chanter des Te Deum pour lui et se fit reconnaître par lui Dieu sur la terre, au moyen de petits catéchismes diffusés dans tout l'Empire. Ceux-ci unirent leurs voix, et ce fut un beau vacarme».

Tout cela n'est que littérature? mais tellement différente de cette littérature rance et laïque des Hugo et des Carducci!

### **Aujourd'hui**

Dans la société actuelle, la laïcité bourgeoise équivaut à guerre plus déisme. Déjà à l'époque du chahut anticlérical, un des pivots de notre critique au front unique laïque – premier et digne précurseur de tous les autres fronts uniques au travers desquels le drapeau de la Révolution a fini dans le fumier – fut celui-ci: la position anticléricale, le commun dénominateur des résidus laïcistes, conduisait directement à la position patriotique et nationaliste, et ce parce que, en général, elle trahissait l'autonomie de classe, et que, en particulier, elle reflétait la situation italienne.

La présence en Italie, et à Rome, du centre dirigeant de l'Eglise catholique était une des raisons, mais pas la seule, pour laquelle l'Italie, parmi les pays catholiques, ne s'était pas organisée en un seul Etat avant la révolution libérale. Le différend juridique devait se résoudre dans un différend politique et militaire parce que de nature territoriale, étant donné que justement la capitale revendiquée par la bourgeoisie se trouvait dans l'Etat temporel du Pape.

Dans tous les pays, la formule de Cavour: «une Eglise libre dans un Etat libre», théorème de Pythagore du laïcisme qui refait surface aujourd'hui, avait été attaquée par les marxistes révolutionnaires. Si le prolétariat ne peut vaincre qu'en ôtant à la bourgeoisie la liberté de conserver son Etat, il peut d'autant moins le faire en laissant l'Eglise libre de vivre et d'agir, Eglise que cet Etat bourgeois moderne non seulement défend mais dont il a même défendu les pouvoirs qu'il s'est appropriés.

Quant à la question de la capitale d'Etat du nouveau régime, la position du prolétariat en tant que classe ne pouvait avoir rien de commun avec la tradition bourgeoise, romantique et démocratique, de «Rome ou la mort!»

C'était depuis lors le cas de dire, comme dans l'épigramme bien connu, que si Turin pleure de désespoir à cause du départ de la Cour, de la même façon que Rome exultera dix ans plus tard à son arrivée, «Florence (2), le gracieux berceau de l'art, s'en fiche quand la Cour arrive ou quand elle part».

Non seulement les cultes laïcistoïdes du 20 septembre (3) eurent un effet anticlassiste et contre-révolutionnaire certain, et ils servirent d'aliment à la pacotille social-patriotique de la guerre «anticléricale» de 1915 – il est donc normal que Nenni, qui ne fut jamais marxiste, cet ancien va-t-en-guerre, ce parrain des vellétés anti-curés des premiers faisceaux mussoliniens, mène la campagne actuelle avec des phrases du genre: «Mussolini, le plus anti-chrétien des Italiens!» –, mais ils menaient tout droit à l'apologie de la Maison de Savoie. Les mérites de celle-ci furent historiquement infinis; de même que Pipetto (4), bonne âme, voulait détrôner Benito [Mussolini] avec l'état de siège, son grand-père, surpris, au milieu de ses chevaux, par la nouvelle de la Porte Pia, frappa de sa casquette le cul d'une jument et s'écria dans cette langue qu'il possédait non seulement mieux que l'italien mais aussi que le français ancestral: «Anca sta balossada m'han fait fé...!». L'histoire pousse tous ces clowns de rois, de présidents et de chefs de parti à réciter des rôles dont ils n'ont jamais rêvé.

Et toute cette boue devrait remonter aujourd'hui pour devenir une revendication de classe des ouvriers; et vider les poches déjà quasiment vides de ces derniers pour entretenir des journaux qui



traitent de ces sujets ! Et tout ce conformisme terre-à-terre émétique serait la pensée laïque de notre époque!

De même que Paul fut laïque par rapport à Pierre et Dante par rapport à la Curie romaine, Marx a été pour notre époque un laïque ainsi qu'un savant critique et un interprète révélateur d'une nouvelle classe, qui a osé étudier, chercher à connaître et proclamer la critique des traditions sans détenir aucun poste, aucun titre et sans exiger de prix pour son œuvre. Les clercs d'aujourd'hui ne sont plus les Pii (5), les Leoni et les Benedetti mais les Smith, les Ricardo, les Pareto et les Einaudi entretenus dans leur suffisance pseudo-scientifique par la société industrielle, par les universités bourgeoises et par les républiques démocratiques.

Lénine, avec les siens, fut un laïque et un combattant de la révolution puisque non seulement il balaya trône et autel, dieu et patrons, mais qu'il brisa le mensonge de la duperie démocratique et de la libre-pensée en réalisant la première dictature de classe. Et Lénine confirma pour toujours dans le domaine critique le non-sens de la liberté de pensée, d'opinion, de science et d'enseignement. C'est également lui qui écrit que le prolétariat ne sera libre de penser que lorsque les salles de réunion, les sièges des associations, les écoles, les universités, les imprimeries des journaux, les théâtres et les cinémas ne dépendront plus de l'organisation et du pouvoir capitalistes. Il ne s'agit pas de libérer les esprits mais de s'emparer de toutes ces positions les armes à la main, en interdisant l'emploi et l'usage aux défenseurs des doctrines traditionnelles, aux prêtres de Yahvé ainsi qu'à ceux du Pluton capitaliste et du Démos prostitué.

On ne peut revenir à l'ombre de la tradition laïque bourgeoise sans renier tout cela, sans trahir le socialisme. Il peut évidemment y avoir sous cette ombre équivoque des personnes qui, comme Nenni, n'ont pas trahi puisqu'elles n'ont jamais professé le socialisme. Parce que, s'il fallait une preuve qu'en revendiquant le laïcisme on se transforme en bourgeois, il y suffirait son langage, lequel déplore explicitement dans l'oubli du 20 Septembre l'humiliation de l'Etat italien, la trahison de la fonction et de la mission de la Nation.

Comment celui qui n'a jamais fréquenté les sections socialistes d'alors pourrait-il savoir qu'on s'interdisait d'aller à cette fête la plus laïquissime justement parce qu'on pensait briser en deux la Nation, en saboter la fonction et la mission, et que l'on rêvait de développer notre fonction et notre mission internationales de classe en humiliant l'Etat de Rome, de la Rome de 1870?

**Amadeo Bordiga**

### **Notes du traducteur**

1. France, dont il est fait mention, est certainement Anatole France qui était apprécié de Bordiga.
2. L'allusion à Florence s'explique par le fait que cette ville fut la seconde capitale d'Italie, après Turin et avant Rome. Nous ne savons pas de qui est l'épigramme.
3. Le 20 septembre est le 20 septembre 1870 quand l'armée italo-piémontaise entra dans Rome à travers la brèche de la Porte Pia. Par la suite, le 20 septembre fut fêté par tous les laïcs comme victoire sur le Vatican et sur le cléricalisme.
4. Pipetto est, sauf erreur, le roi Victor-Emmanuel III; en effet, il est fait mention plus loin de son grand-père, c'est-à-dire de Victor-Emmanuel II. De même que Pipetto (Victor-Emmanuel III) voulait abattre Benito (Mussolini) à l'aide de l'état de siège (au contraire, il misa sur le fascisme et sur Mussolini, le roi donna son appui à l'avènement du fascisme); de même un autre roi de la dynastie de Savoie, son grand-père (Victor-Emmanuel II), exalté comme anticlérical par tous les défenseurs de la laïcité, était tout à fait opposé à la prise de Rome. Et c'est en dialecte piémontais qu'il aurait dit la phrase citée dans le texte qu'on pourrait traduire ainsi: «On m'a fait faire aussi cette saloperie.»
5. Les gens dont Bordiga parle plus loin sont les papes Pie IX, Léon XIII et Benoît XV. Einaudi est Luigi Einaudi, économiste libéral ultra-capitaliste, il fut aussi président de la république italienne; c'est le père de l'éditeur Giulio Einaudi.

*Battaglia comunista*, n° 36, 21-28 septembre 1949

Amadeo Bordiga

# Le marxisme face à l'Eglise et à l'Etat

«Sur le fil du temps» - Texte extrait du site [sinistra.net](http://sinistra.net)

## Hier

(1) Eglise et Etat. Vieille question qui revient sans arrêt sur le tapis, surtout dans les affaires politiques italiennes.

Selon la pensée libérale bourgeoise, la religion ne devrait pas être une affaire politique, l'Etat démocratique devrait admettre toutes les opinions religieuses et traiter de la même manière les citoyens de toute croyance. Mais, de la religion comme affaire idéologique on passe au culte, affaire d'actes collectifs et publics, et à l'Eglise, organisation associative dotée de hiérarchies et de rouages solides, d'une tradition forte et d'une discipline stricte. Cet organisme déclare ouvertement s'occuper non seulement de la foi et de la prière, mais aussi du comportement et des actions des hommes, lesquelles sont jugées, interdites ou approuvées, et de ce fait il est impossible de distinguer entre action et comportements individuels et collectifs, privés et publics.

Cette formule utopique d'un Etat neutre en matière de foi religieuse et d'une Eglise neutre en matière de politique intérieure et internationale, formule contredite de façon criante par les siècles d'histoire de chaque nation, n'a jamais pu satisfaire la bourgeoisie elle-même. Tout le monde sait que, pour parvenir au pouvoir, elle a dû vaincre la résistance déclarée de l'appareil ecclésiastique qui, au Moyen Age, revendiquait le droit de distribuer les charges publiques, d'investir et de couronner rois et empereurs. La lutte pour la révolution libérale fut avant tout une lutte contre les Eglises et aussi, tant qu'elles se montrèrent intransigeantes, une lutte contre le principe religieux lui-même. Les libéraux naquirent athées, puis, au fur et à mesure que la classe qu'ils représentaient détenait le pouvoir de manière durable et devenait conformiste, ils admirent la religion mais conservèrent plus ou moins longtemps leur anticléricalisme originel, spécialement dans les pays catholiques et surtout en Italie.

Là, l'Eglise non seulement voulait, comme partout, intervenir dans les affaires de l'Etat, mais elle était elle-même un Etat et gouvernait le territoire romain. Le libéralisme italien voulait conclure la longue lutte qu'il a menée pour lui ôter le pouvoir temporel par des formules du type: l'Eglise libre dans l'Etat libre et la religion catholique religion d'Etat, tout en tolérant les autres cultes. Pendant longtemps, le Vatican refusa les termes du compromis.

La position du prolétariat et de sa théorie, le marxisme, est très claire en la matière. En plaçant dans l'économie et les faits sociaux la base des luttes politiques et des idéologies qui en sont le reflet, elle considérait pleinement la religion comme un fait politique et une idéologie dérivée de la même façon de la base sociale, elle traitait les différentes Eglises comme des organisations politiques qui, de plus, ont des fonctions toujours solidaires avec les résistances des classes dominantes, même dans les périodes historiques où les reflets des rebellions sociales durent prendre le visage de schismes religieux (on pourrait citer en exemple la naissance même du christianisme et le mouvement de la Réforme).

En plus de la critique théorique qu'il fit de toute interprétation religieuse de la nature (que la pensée bourgeoise avait déjà tentée) et des rapports sociaux et historiques, le socialisme reconnut partout dans la religion et dans l'Eglise des forces qui, dans la lutte contre la bourgeoisie, seraient directement et intégralement alliées avec celle-ci.

Malgré cela, dans beaucoup de pays et spécialement en Italie, on évalua de façon erronée les survivances de l'anticléricalisme bourgeois de type maçonnique: cela déboucha sur la tactique des alliances de bloc et, en intervertissant le processus de conversion des forces les plus puissantes du capitalisme de la lutte contre l'Eglise à l'alliance avec elle, sur l'illusion de la lutte d'une bourgeoisie anticléricale avancée contre les couches rétrogrades et réactionnaires, alors que la tendance politique la plus réactionnaire qui est en circulation depuis des décennies est justement, à la lumière de la véritable critique marxiste, le libéralisme maçonnisant complètement dépassé et décrépité.

Cette méprise et la ruineuse nostalgie d'une lutte démocratique de bloc ont tout envahi à nouveau lorsque Mussolini réalisa, avec le traité du Latran, la paix en Italie entre le capitalisme moderne et l'organisation religieuse.

### **Aujourd'hui**

Il est devenu évident qu'il s'est agi d'un rapprochement définitif entre les deux forces politiques parallèles de l'Etat capitaliste et de l'Eglise, étant donné qu'aucun des partis qui ont contrecarré le fascisme et lui ont succédé au pouvoir n'a proposé ou ne propose l'abandon de cette conciliation.

Le processus qui y a conduit a commencé sous Giolitti avec l'intervention des catholiques dans la lutte politique pour faire face au socialisme révolutionnaire; il s'est développé ensuite avec la naissance du parti populaire qui collabora au début avec ce fascisme dont personne ne prenait au sérieux certaines des attitudes anti-curés et le passage à l'huile de ricin de quelques prêtres considérés comme neutralistes, c'est-à-dire (quel étrange hasard) ennemis de ces puissances occidentales contre lesquelles le fascisme partit par la suite en croisade... Le processus de conciliation en question s'est perfectionné après la période fasciste et la guerre, avec la formation de la Démocratie chrétienne qui fut reconnue comme *magna pars* de cette grosse ânerie qu'on appelle la Résistance, acceptée comme alliée syndicale et de gouvernement par nos prétendus communistes et socialistes, et finalement installée à un pouvoir quasi exclusif.

Que toutes les idéologies en faillite de la pitoyable bourgeoisie italienne convergent dans ce fatras indigne, est démontré par le fait qu'on retrouve malgré tout dans ce gouvernement, apprécié hautement par le Vatican autrefois bombardé régulièrement à coups de canons rhétoriques, des partis directement engendrés par les blocs maçonniques ou libéraux, républicains mazzinistes et socialistes ultra-droitiers. Il y a donc de quoi rire lorsque, dans la même journée, le chef catholique du gouvernement a fait visite au Pape pour célébrer l'anniversaire de la pacification mussolinienne et que pendant ce temps on fêtait également le centenaire de la très bourgeoise, certes, mais étant donné la situation de l'époque, très radicale république romaine qui chassa pour un temps de l'Urbe Eglise et Etat pontificaux (et dire que Pie IX avait tout d'abord joué la carte libérale et constitutionnelle!). Le pape est pape et roi, et donc à abhorrer trois fois! – déclamait le bourgeois italien, le bourgeois le plus dégonflé de l'histoire; pourtant, il leva ses mains sacrilèges sur sa personne sacrée, et, après cent ans d'un cycle glorieux, ayant préservé avec des fastes partisans les loges et les sacristies, il fondait ce chef d'œuvre de la république (toute romaine) vaticano-kremlino-quirilinesque, héritière légitime de la solution historique donnée par le fascisme à la vieille question des relations entre Etat et Eglise.

C'est pourquoi les staliniens sont les derniers à être en droit de s'indigner et de s'étonner de l'idylle avec le Vatican. Ils sont indignés à propos d'une seule chose, c'est de rester en dehors du pouvoir; ils ne sont en colère que parce que c'est leur heureux concurrent électoral, et non pas eux, qui est allé baiser la pantoufle. Non seulement, s'ils conquéraient le pouvoir légal de l'Etat bourgeois en Italie, ils n'en changeraient pas la politique ecclésiastique et religieuse, mais ils seraient également prêts à accepter des places dans un gouvernement de collaboration avec les catholiques, comme ils le postulent sans cesse.

Et même dans les pays où, pour des raisons contingentes, ils luttent politiquement avec les forces des Eglises, leur pulsion invétérée à changer de principes les conduit à soutenir dans la polémique qu'ils sont prêts à admettre la liberté religieuse pour une Eglise qui ne ferait pas de politique et qu'ils ne combattent pas le clergé comme un allié nécessaire du capitalisme. Plus, ils iraient jusqu'à se fabriquer une religion et une église qui fassent leur politique.

L'imbroglie s'éclaircit lorsqu'on comprend qu'ils sont eux-mêmes des alliés du capitalisme.

[Source: *Battaglia Comunista* n° 7, 16-23 février 1949]

Camillo Berneri

# Le prolétariat ne se nourrit pas de curés

Ce texte a été publié en italien sous le titre *Anarchismo e socialismo* le 18 janvier 1936 et en français dans les Œuvres choisies de Camillo Berneri, parues aux Editions du Monde libertaire en 1988. Nous en publions des extraits. Les coupures sont indiquées par (...). (Ni patrie ni frontières).

«(...) Eh bien, je déclare, bien que je ne pratique aucun culte et ne professe aucune religion, que je n'en serais pas moins, dans le cours de la révolution italienne, à côté des catholiques, des protestants, des juifs, des Grecs orthodoxes, chaque fois que ceux-ci revendiqueront la liberté religieuses pour tous les cultes. Considérant que j'ai eu l'occasion de constater que mon attitude et mes propos ne recueillent pas l'assentiment général de mes camarades de foi et de lutte, je crois utile d'expliquer mon opinion sur la question, et je le crois utile d'autant plus qu'au-delà de la valeur du principe, j'aperçois des erreurs révolutionnaires porteuses à mon avis de dommages et de dangers très graves. Chaque intellectuel devrait (...) prendre comme devise les mots de Voltaire «Monsieur l'Abbé, je suis convaincu que votre livre est plein de bêtises, mais je donnerai la dernière goutte de mon sang pour vous assurer le droit de publier vos bêtises.»

Aucun anarchiste, dis-je, ne peut repousser ce principe sans cesser d'être anarchiste. Quand, au cours du dernier congrès mondial de l'AIT, je disais aux délégués espagnols qu'il fallait considérer l'anticlérisme défendu par la CNT et par beaucoup d'éléments de la FAI comme non anarchiste, borné et fou, et que l'un des facteurs de succès des courants fascistes espagnols était cet anticlérisme, j'avais sous les yeux un texte de délibération rédigé par les anarchistes espagnols où l'on préconisait l'interdiction des pratiques cultuelles tout en tolérant les sentiments intérieurs (comme si ces sentiments n'étaient pas totalement libres sous le talon de Mussolini, comme celui de Hitler et de Staline). L'anticlérisme prend souvent le caractère de l'Inquisition... rationaliste. Un anticlérisme non libéral, quelle que soit sa coloration d'avant-garde est fasciste. Non seulement fasciste, mais pas très intelligent.

Malatesta a toujours réprouvé les fanatiques... de la Libre Pensée. En rapportant cette nouvelle parue dans un journal anarchiste («A Barcelone, une bombe a éclaté dans une procession religieuse, faisant quarante morts et on ne sait combien de blessés. La police a arrêté plus de 90 anarchistes avec l'espoir de mettre la main sur l'héroïque auteur de l'attentat»), Malatesta commentait ainsi, dans le numéro unique de *L'Anarchia* (août 1896): «Aucune raison que la lutte pourrait justifier, aucune excuse, rien; est-il héroïque d'avoir tué femmes, enfants, hommes sans défense parce qu'ils étaient catholiques? Cela est déjà pire que la vengeance: c'est la fureur morbide de mystiques sanguinaires, c'est l'holocauste sanguinaire sur l'autel de Dieu ou d'une idée, ce qui revient au même; ô Torquemada! ô Robespierre!» Leandro Arpinati (1), à l'époque où il se disait anarchiste, était spécialisé dans la dispersion des processions rouges à Bologna et ailleurs. Mussolini, de bouffe-curés qu'il était est devenu «l'homme de la Providence». Podrecca (2), directeur d'âneries du journal *L'Asino* («l'âne»), est devenu fasciste et grenouille de bénitier.

L'anticlérisme grossier en vogue en Italie jusqu'en 1914 a exécuté les volte-faces les plus spectaculaires.

Il ne pouvait en être autrement puisqu'à la virulence sectaire s'ajoutaient la superficialité intellectuelle et le marchandage de la culture.

L'anticlérisme en Italie était fasciste quand il interdisait les sonneries de cloches, quand il envahissait les églises, quand il bousculait les prêtres dans les rues, quand il falsifiait l'histoire, quand il s'appuyait sur les faux témoignages d'enfants mythomanes ou de parents cupides pour démasquer un prêtre «cochon» de plus, quand il niait la liberté d'enseignement, quand il rêvait d'interdire aux

croyants toute liberté de rite et de culte. Les résultats ont été ceux que l'on connaît. Les communistes, qui aujourd'hui flirtent avec les chrétiens révolutionnaires de France et avec les chrétiens communistes de Yougoslavie, et qui utilisent Miglioli (3) comme miroir aux alouettes démocrates-chrétiennes de chaque pays, contribuèrent en 1919 et en 1920 avec les socialistes extrémistes, à pousser le Partito popolare (catholique) vers l'alliance avec le fascisme. Les républicains, oubliant Mazzini là où ils étaient majoritaires, tombèrent eux aussi dans l'anticléricisme grossier et accablant. La subversion et le rationalisme démocrate maçonnique furent en Italie cléricalement anticléricaux.

Urbain Gohier écrivait dans l'un de ses perspicaces articles (*Leur République*, Paris 1906): «Le cléricisme n'est pas l'attachement fanatique à un dogme donné ou à certaines pratiques, c'est une forme particulière de la pensée, qui s'exprime surtout par l'intolérance. La plus grande partie des soi-disant anticléricaux d'aujourd'hui sont des cléricaux protestants ou des cléricaux juifs, qui combattent la religion catholique au profit de la leur; ou bien des sectaires maçonniques encombrés de vains préjugés, de vaines cérémonies et de bibelots encore plus ridicules que ceux du clergé. Leurs principaux meneurs sont des ex-prêtres ou des ex-moines qui ne peuvent pas se débarrasser de leurs habitudes mentales acquises précédemment et qui rétablissent dans la Libre Pensée des Noël païens, des Pâques socialistes, des baptêmes civils, des communions et surtout des excommunications, et remplacent les jeûnes, les évangiles, les credos, les catéchismes et les billets de confession par des banquets.» Cette catégorie de prêtres de la Libre Pensée a prévalu en Italie comme en France et en Espagne. En Italie, aucune revue «rationaliste» n'a eu l'importance culturelle de la *Civiltà cattolica* des jésuites, de la *Rivista neotomistica* des catholiques, du *Bylichnis* des protestants, du *Coenobium* spiritualiste. Les plus sérieux des historiens des religions en Italie ont été prêtres catholiques ou protestants, et il n'y a pas eu un seul «rationaliste» qui ait la préparation culturelle, en matière religieuse, d'un Turchi, d'un Fracassini, d'un Bonaiuti, etc. En Italie, il y avait encore en 1919 et en 1920, le scandale des revues comme *Satana* de Rome, dirigée par des ânes présomptueux qui critiquaient la religion avec des arguments ridicules et qui publiaient des articles d'une pauvreté d'idées et de documentation qui faisait pitié.

A l'ignorance et la stupidité de cet anticléricisme faisait pendant l'intolérance qui, en France, sous l'hégémonie franc-maçonnique, conduisait à exclure des universités des prêtres de grande valeur uniquement parce qu'ils étaient prêtres. Ainsi, une chaire fut refusée au père Scheil, une des plus grandes autorités en matières d'assyriologie. De lui, Morgan dit dans son traité *Les premières civilisations*: «Aujourd'hui en Europe, on peut à peine compter quatre ou cinq savants de ce type dont l'opinion fait autorité, et parmi eux, il y a V. Scheil que j'ai eu la chance et l'honneur d'avoir comme collaborateur pour mes travaux en Perse. Son nom restera pour toujours lié à sa magistrale traduction des lois d'Hammourabi et au décryptage des textes élamites, véritable tour de force accompli sans l'aide d'un bilingue.» Les anticléricaux ne s'émouvaient pas du tout du fait qu'à un savant de réelle valeur fût refusée la chaire d'assyriologie au Collège de France, parce qu'à leur avis, un prêtre n'aurait pas eu l'impartialité nécessaire pour traiter des matières qui ont à voir avec les études bibliques.

J'ai eu comme professeur d'histoire des religions, à l'université de Florence, le professeur Fracassini, qui était prêtre, et, dans le cercle des études philosophiques de cette ville, j'ai eu l'occasion d'écouter certaines conférences du professeur Bonaiuti, prêtre lui aussi. Eh bien, je n'hésite pas à déclarer que je n'ai jamais entendu traiter des questions religieuses avec moins de préjugés philosophiques, avec une plus grande rigueur scientifique, avec une plus grande netteté.

Si presque tous les anticléricaux refusent de croire qu'il puisse y avoir des prêtres intelligents, cultivés et exerçant sérieusement et honnêtement leur fonction, de ministre du culte catholique, protestant ou juif, cela signifie que presque tous les anticléricaux sont, à leur façon, des cléricaux. L'anticléricisme, déjà philosophiquement pauvre et scientifiquement tracassier et superficiel, a été en outre en Italie, et est encore en France et en Espagne, borné dans sa perception du problème social.

Le «danger clérical» a été utilisé en Italie comme substitutif par la bourgeoisie libérale et par le radicalisme; en France, depuis 1871, la lutte contre l'Eglise a permis à la bourgeoisie républicaine d'éviter les réformes sociales. En Espagne, le républicanisme à la Lerroux (4) a joué, lui aussi la carte de l'anticléricisme, qui, mis en pratique par la gauche, a permis à la coalition catholique fasciste de se développer. Il faut en finir avec cette spéculation. Le prolétariat ne se nourrit pas de curés. Et les révolutionnaires socialistes savent que la hiérarchie et les privilèges de l'Eglise sont une chose, et que les sentiments religieux et les cultes en sont une autre. Le droit au baptême ne peut être mis sur le même plan que les garanties pontificales. Les couvents franciscains ne peuvent pas être pris pour la banque catholique. Le prélat fasciste ne peut être confondu avec le prêtre qui ne s'est jamais plié au fascisme. Les organisations syndicales catholiques se sont démontrées capables, comme en Lomellina,

de grèves, de sabotages, d'occupations de terres, et dans la révolution de demain, il serait stupide de se mettre à dos, à cause d'un jacobinisme anticlérical, une grande partie du prolétariat rural en mesure d'entrer dans le jeu des forces révolutionnaires et socialistes.

Les anarchistes doivent avoir foi dans la liberté. Quand l'instruction sera ouverte à tous, quand la misère du prolétariat aura disparu, quand les classes moyennes se seront modernisées, le clergé ne pourra plus, une fois perdus ses privilèges de caste, remplir entièrement ses fonctions. Déjà, dans l'après-guerre, les séminaires étaient dépeuplés et, souvent, il y avait de jeunes prêtres qui, une fois le titre professionnel obtenu, jetaient leur soutane aux orties. Quand, dans chaque village, les cercles culturels, les cercles récréatifs, les associations sportives et de théâtre amateur, le cinéma, la radio, etc., éloigneront la jeunesse de l'Eglise et des cercles récréatifs catholiques; quand une vie de couple plus harmonieuse permettra à la femme d'échapper aux charmes de la confession et au besoin de réconfort religieux; quand face au dogme il y aura la chaire du maître et que le prêtre ne sera plus appelé à pontifier mais à un débat public et ouvert; quand, enfin, le grand souffle de la révolution aura balayé presque tous les éléments qui renforcent et corrompent le clergé et qui se soumettent à son pouvoir: l'ignorance de l'enfance, la jeunesse sans horizons, la féminité frustrée et avide de soutien moral, alors qu'en sera-t-il du «danger clérical»?

Quand la révolution aura gagné les esprits, les églises ne seront plus que les monuments d'une puissance abattue, comme l'arc impérial et les châteaux féodaux; leurs cloches seront silencieuses, leurs nefs vides de chants liturgiques, leurs autels dépouillés d'or et de cierges. Mais tant qu'elle sera victorieuse sur les choses, muette et travestie sous le regard inquisiteur des Jacobins, vaincue et dispersée en apparence, mais sous les cendres plus que jamais vivante, l'Eglise ressuscitera tôt ou tard, peut-être renforcée. L'anticléricalisme anarchiste ne peut être ni antilibéral ni simpliste.

**Camillo Berneri**

(1936)

#### Notes

1. Leandro Arpinati (1892-1945). Socialiste, puis anarchiste, il adhère à l'Union sacrée en 1913 puis se rapproche de Mussolini à la fin de la guerre. Se rend tristement célèbre par ses expéditions punitives contre les ouvriers de la région de Bologne. Tué à la libération par les partisans communistes.
2. Guido Podrecca (1864-1923). Journaliste socialisant, il fonde en 1893 l'hebdomadaire *L'Asino* spécialisé dans la propagande anticléricale superficielle et vulgaire. Partisan de la guerre contre l'Autriche, il devient l'un des plus proches collaborateurs de Mussolini.
3. Guido Miglioli (1879-1954). Syndicaliste catholique proche du Parti communiste, il travailla étroitement avec ce parti dans son exil en France.
4. Garcia Lerroux (1864-1949). Homme politique espagnol de tendance radicale, il assumait à plusieurs reprises des responsabilités dans le gouvernement de la république espagnole.

# Devons-nous baisser la garde?

Dans une «Note inédite sur l'agnosticisme» que l'on trouve sur le site italien <http://www.socialismolibertario.it> Camillo Berneri écrit: «Un athée n'est pas obligatoirement un fanatique, mais il le devient chaque fois qu'il veut démontrer, avec de prétendues preuves, l'inexistence d'une entité dont l'existence ou la non-existence n'est soutenable que dans le domaine de la pure métaphysique».

Cette citation éclaire sans doute un peu plus la position défendue par Berneri dans le texte reproduit ci-dessus, du moins sur le plan philosophique. L'auteur défend quatre principes importants selon lui:

- 1) il est préférable de bien connaître la religion avant de la dénoncer (nous ajouterions: aujourd'hui, il est préférable de bien connaître la religion – catholique ou musulmane – avant de vanter les vertus d'une «théologie de la libération» ou un «féminisme islamique» imaginaires...);
- 2) il faut critiquer la religion en respectant les individus qui croient en Dieu;
- 3) on doit établir une différence entre les institutions religieuses réactionnaires qui exercent un pouvoir politique ou financier et les croyants voire les prêtres qui s'engagent dans les luttes sociales du côté des travailleurs;
- 4) il faut respecter la liberté des cultes et la liberté d'expression des croyants.

Et pour illustrer sa position il cite un certain nombre d'actes criminels ou de propos imbéciles de certains anticléricaux – anarchistes, ou pas.

Dans l'ensemble, on ne peut qu'être d'accord avec la prudence que prône Camillo Berneri en matière de critique antireligieuse et d'anticléricisme.

Mais si l'on prend quelques exemples actuels, on voit que la question est plus complexe.

Il est évident, et on peut le constater tous les jours en France depuis qu'ont commencé les débats sur le port du hijab, qu'être partisan de la laïcité, ou être anticléric n'a pas grande signification en soi. Un certain nombre de gens très virulents contre le port du «voile islamique» à l'Ecole sont en fait des individus d'extrême droite, des racistes qui s'ignorent, ou simplement des individus intolérants – ce que Berneri appelle des «non libéraux» ou des «antilibéraux», ce qui signifie pour lui des adversaires de la liberté – et non des adversaires du libéralisme économique !

De même, parmi les partisans de la laïcité en France, on sait qu'il existe des alliances douteuses entre des anarchistes, des trotskystes et des francs-maçons au sein d'associations qui prétendent défendre la «Libre Pensée» – tout comme en Italie au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Mais toutes ces mauvaises raisons d'être antireligieux ou anticléric annulent-elles les excellentes raisons de défendre une philosophie matérialiste athée?

Certes l'anticléricisme peut être une arme de la bourgeoisie pour faire diversion par rapport aux questions sociales. Mais le cléricisme et l'obscurantisme religieux aussi. Certes il existe des croyants, voire des prêtres qui prennent des positions politiques justes, voire participent à la lutte de classe du bon côté, mais ce n'est jamais le cas des autorités religieuses qui font toujours corps avec l'ordre établi.

Beneri écrit qu'il faut «avoir foi dans la liberté». Il a raison. C'est pourquoi les révolutionnaires doivent défendre la liberté d'expression et la liberté de culte même de ceux qui considèrent que les athées mourront tous en Enfer et qui ne défendent jamais les révolutionnaires quand ces derniers sont victimes de la répression étatique.

Mais on pourrait lui rétorquer que défendre la «liberté» dans l'absolu, pour ne pas faire le jeu du fascisme (décidément l'argument aura une belle postérité !) ou, plus simplement, pour ne pas avoir un comportement intolérant qui renforcera l'obscurantisme religieux, une telle attitude peut aussi amener un «libertaire» à se trouver en très mauvaise compagnie. Et c'est malheureusement inévitable.

On a pu voir, lors du procès de l'UOIF et de la Mosquée de Paris contre *Charlie Hebdo*, que les défenseurs de la liberté d'expression ont reçu en dernière minute des soutiens fort encombrants. Auraient-ils dû se laisser museler ou changer de position parce que Sarkozy ou Bayrou manifestaient leur soutien? Besancenot aurait-il dû renoncer à se présenter aux élections présidentielles de 2007 parce que le président de l'UMP a démagogiquement fait savoir qu'il était prêt à l'aider à obtenir ses 500 signatures?

Ou, situation plus complexe et délicate encore, devons-nous éviter toute critique des implications politiques et sociales réactionnaires de la religion musulmane, sous prétexte que Le Pen et de Villiers, ou les grands médias, font de la «critique» de l'islam un fonds de commerce juteux?

Dernier point contestable dans l'argumentation de Berneri, et que l'on retrouve chez toutes sortes de courants radicaux. Les discours mous ou «agnostiques» des révolutionnaires, anarchistes ou trotskystes, vis-à-vis de la religion, reposent toujours sur l'illusion que l'éducation (publique et militante), d'abord la révolution ensuite, rendront les Eglises et les croyances religieuses magiquement obsolètes, comme en témoignent les dernières lignes lyriques de l'article reproduit ci-dessus.

Malheureusement, la révolution mondiale n'a pas encore eu lieu. Donc il nous est difficile de savoir ce qui se produira après. Quant au pouvoir miraculeux de l'instruction publique et de l'activité culturelle et politique du mouvement ouvrier sur la conscience des masses, on n'a malheureusement pas constaté, du moins dans les zones les plus développées et riches de l'humanité où une fraction non négligeable de la population bénéficie de la possibilité d'étudier jusqu'à au moins 18 ans, un rapport de cause à effet entre hausse du niveau de l'instruction, baisse radicale du niveau de fréquentation des Eglises et surtout baisse des pratiques superstitieuses de tous ordres. Si la France est le pays d'Europe (et même du monde industriel développé) qui compte le plus d'athées au kilomètre carré, le moins qu'on puisse dire est que l'influence sociale, politique et intellectuelle des Eglises et des sectes continue à y prospérer.

Une raison de plus pour que les athées matérialistes ne baissent pas la garde...

**Y.C.**



Anton Pannekoek

# Sur la religion

Ce texte est extrait du livre d'Anton Pannekoek *Les conseils ouvriers*, traduit à partir de la version anglaise par le groupe Informations et correspondance ouvrières et publié aux éditions Béliabaste en 1974.

La religion est la plus vieille et la plus enracinée des idéologies qui jouent encore un rôle aujourd'hui. De toujours, la religion a été la forme sous laquelle les hommes ont exprimé cette conscience que leur vie était dominée par des forces supérieures et incompréhensibles. Dans la religion se manifestait l'idée d'une cohérence profonde entre l'homme et le monde, entre l'homme et la nature, entre l'homme et les autres hommes. Avec le développement du travail, des divers modes de production, de la connaissance de la nature, avec les changements sociaux et l'évolution des rapports entre les hommes, les conceptions religieuses se modifient.

Celles d'aujourd'hui se sont surtout formées il y a quatre siècles au cours de la lutte de classes violente que connut la période de la Réforme. Lutte de la bourgeoisie montante et du Capital commercial contre la domination moyenâgeuse de la propriété foncière, lutte des paysans contre l'exploitation par les nobles et le clergé, elle prit aussi une forme religieuse. A cette époque, on connaissait mal la nature comme la société, et la soumission profonde qui en résultait conduisait également à cette conception qu'une puissance surnaturelle domine et le monde et l'humanité. Mais cette conception variait avec le milieu, la misère et les besoins de la vie du croyant: telle pour le riche et le petit bourgeois, autre pour le prince et le prélat, autre pour le paysan, autre encore pour le prolétaire des villes.

Et l'organisation en chapelles de croyances et de confessions différentes n'est pas sans rappeler celle des partis politiques au XIX<sup>e</sup> siècle, avec leurs programmes différents, exprimant les intérêts et les oppositions de classe d'alors. Changements de croyances, formations d'Eglises nouvelles, autant de formes d'une lutte sociale pleine de passion. Lorsqu'en 1752 les villes hollandaises se soulevèrent contre l'Espagne et mirent à leur tête Guillaume d'Orange, elles le firent en abandonnant l'Eglise catholique pour rejoindre l'Eglise calviniste.

Les formes et les noms que prirent les diverses confessions, la manière dont la religion se présenta, alors comme plus tard, se rattachent bien entendu aux formes moyenâgeuses et primitives du christianisme. Mais leur contenu profond, leur caractère essentiel, fut déterminé par la naissance de la société bourgeoise, celle de la production de marchandises. Les forces qui dominaient la vie de l'homme n'étaient plus des forces de la nature – car celles-ci étaient déjà, dans une certaine mesure, maîtrisées par la nouvelle forme de travail qui se développait – mais des forces sociales encore inconnues. Les producteurs sont contraints de transformer les marchandises qu'ils produisent en argent. Savoir si tel producteur peut les vendre et combien dépend d'une instance hors d'atteinte de sa volonté, le marché et ses prix, déterminés par l'ensemble de la production sociale et par la concurrence.

Quels que soient son zèle et son habileté, il peut s'appauvrir et même disparaître, comme réussir et s'enrichir. Cette puissance qui le domine, c'est la marchandise transformée en argent, concentrée sous forme de capital. Il n'est plus maître de son sort: «l'homme propose et Dieu dispose». Mais ce n'est plus comme autrefois, où c'était l'être intime qui était en cause et qu'une puissance physique pouvait élever ou abaisser; il s'agit maintenant des actes les plus minimes de l'esprit, de la pensée, du calcul, de la volonté, de la passion; il s'agit de la puissance spirituelle qui domine l'activité sociale. Et cette société est unique en dépit des différences entre peuples et races: le commerce en lie les diverses parties, en fait un tout homogène. Par conséquent, il n'y a qu'un dieu, un pur esprit tout-puissant, qui règne sur le monde et décide du sort des hommes selon son bon plaisir. Ainsi s'exprime, dans les conceptions religieuses des bourgeois, l'expérience profonde qu'a ce monde des forces sociales qui le dominent.

Mais l'influence du mode de production bourgeois n'est pas moindre sur la conscience morale des hommes, que sur leurs conceptions spirituelles. Les producteurs libres sont indépendants les uns des

autres; chacun pour soi dans cette concurrence effrénée. L'égoïsme est la condition première de l'existence: qu'il vienne à faire défaut et on risque d'être écrasé dans cette lutte implacable de chacun contre tous et de tous contre chacun. Pourtant, les producteurs forment un tout incohérent: ils ont besoin les uns des autres et travaillent pour leurs besoins réciproques. La vente et l'achat les lient: en dépit de toutes les luttes qu'ils se livrent, ils forment une communauté. Et communauté cela signifie que le caprice de chacun est limité par des règles indispensables. Aucun échange régulier de marchandises ne peut se faire si chacun se laisse guider par le bon plaisir de son égoïsme personnel: les échanges réciproques exigent que l'on se conforme à certaines règles de comportement, que l'on sache ce qui est permis et ce qui ne l'est pas.

Sans de telles normes, qui fixent l'honnêteté et la bonne foi, aucun commerce durable n'est possible. Il va sans dire que ces règles ne sont pas toujours respectées par tout le monde. Au contraire, si l'intérêt personnel et les besoins de l'autoconservation l'ordonnent, on les violera, plus ou moins selon les cas. Mais vient-on à le faire qu'on sait qu'on le fait et on n'en garde pas moins présente à la conscience cette norme générale, considérée comme ordre moral éternel. Ce conflit entre l'intérêt personnel et l'intérêt social commun, entre l'acte et la règle, est la manifestation dans le domaine de l'éthique de l'ambiguïté interne du monde bourgeois. La loi morale – selon Kant – ne règne pas parce qu'elle est obéie, mais justement parce qu'elle ne l'est pas. Cette loi n'est pas un fait pratique, mais la conscience intérieure de ce qu'il faut faire. Dans la société bourgeoise domine cette idée que, dans ce monde, l'homme ne peut survivre qu'en péchant contre les règles de la morale. Et c'est bien de péché qu'il s'agit car les forces spirituelles, dont on ne connaît pas l'origine sociale, sont ressenties comme des émanations divines: la loi morale est un ordre venu de Dieu. Et toute offense envers cette loi morale est une offense envers Dieu.

Un problème domine toute la pensée religieuse des siècles passés: comment le pécheur peut-il se racheter devant Dieu, comment peut-il obtenir son salut, comment peut-il éviter la punition qu'il a méritée? Plus tard, les critiques du XIX<sup>e</sup> siècle ont posé cette question pleine de logique: en quoi et pourquoi serait-il nécessaire que l'homme ait besoin d'une rémission de ses prétendus péchés, puisque le Créateur lui-même doit être tenu pour seul responsable de sa créature? Et ils se moquaient à juste titre des étranges élucubrations d'une théologie subtile qui cherchait à faire de tout ça une construction intelligible. Mais ils oubliaient ce fait incontestable, que, dans cette période, l'idée de péché était des plus solides et qu'on ne pouvait l'extirper par des raisonnements. Ceci prouve que cette notion avait une origine profondément ancrée dans la société; elle tirait sa force, tant à l'époque de la Réforme que dans la période ultérieure, des contradictions de la bourgeoisie, c'est-à-dire des contradictions de la production bourgeoise.

Les luttes religieuses au siècle de la Réforme, formes idéologiques prises par la lutte de classes à cette époque, trouvèrent leur expression théologique dans les discussions sur la Grâce. Dans les pays méridionaux où la bourgeoisie était peu puissante, où régnaient des monarques absolus et où se maintenaient, voire même se renforçaient en se dotant d'une nouvelle organisation, le pouvoir central et l'appareil d'une Eglise catholique moyenâgeuse, cette Eglise affirmait que le salut ne pouvait être obtenu sans elle, qu'il exigeait une soumission totale au clergé. Au contraire, les bourgeois de l'Europe occidentale, dont la puissance allait croissante et qui étaient prêts à conquérir le monde nouveau qui s'ouvrait devant eux, affirmaient leur liberté par l'intermédiaire de la doctrine protestante qui voyait la Grâce comme un résultat de la foi personnelle, sans avoir à faire appel à des prêtres.

En Allemagne où la résistance inévitable à l'exploitation de Rome coïncidait avec le début d'un déclin économique, la foi prit la forme luthérienne, d'une soumission aux ordres des princes. Les paysans pauvres, exploités à mort, et les prolétaires ne se sentaient guère créatures de Dieu, mais plutôt des victimes en ce monde, et ils se considéraient comme chargés d'un devoir sacré: établir sur terre le royaume de Dieu, celui de l'égalité et de la justice. Toutes ces différences religieuses s'incarnaient en autant de doctrines théologiques qui traduisaient les différences et les oppositions entre classes et couches sociales: mais ces différences leur étaient inconnues en réalité; ils n'en percevaient pas cette origine sociale, bien qu'au XVI<sup>e</sup> siècle se soient succédées, au cours d'une lutte des classes acharnée, guerres, révolutions et contre-révolutions.

Lorsque ces luttes s'apaisèrent, un nouvel ordre s'établit; les différences et oppositions perdirent de leur acuité; les Eglises se sclérosèrent en petits groupes et se dogmatisèrent; elles recrutaient toujours dans les mêmes familles: on y entra en naissant et les limites entre les diverses Eglises étaient en fait le résultat de luttes et de guerres d'autrefois, tandis que leur solidité et leur cohésion étaient le résultat de la tradition et de la solidarité de leurs membres. Mais, à l'intérieur de chaque petit groupe, se développaient de nouvelles contradictions de classes: dans chaque Eglise, les siècles suivants virent

cohabiter riches et pauvres, propriétaires terriens et fermiers, bourgeois et ouvriers. Toutefois dans les temps qui suivirent immédiatement la Réforme, les différences de classes ne se manifestèrent que sous la forme de différence de croyances et par des luttes pour ces croyances. Mais pour les riches bourgeois, la religion ne revêtait plus une telle importance, elle jouait un rôle beaucoup plus faible que pour les petits bourgeois et les paysans appauvris et opprimés et par conséquent, était beaucoup plus tolérante. Chez ces derniers, elle prit des formes exaltées et fanatiques (comme, par exemple, les Piétistes allemands, les Réformés hollandais et les Méthodistes anglais) et cela put mener dans certains cas, à une scission de l'Eglise initiale.

Au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle, la lutte de la bourgeoisie pour le pouvoir prend parfois la forme d'un combat idéologique contre la religion traditionnelle. En effet, la puissance des princes, des nobles et du clergé s'appuyait sur une doctrine religieuse, sur l'autorité d'une Eglise (en fait de l'Eglise catholique) qui garantissait le caractère sacré des vieilles institutions. Souvent l'Eglise, comme dans la France d'avant la Révolution de 1789, était le propriétaire terrien le plus important; l'expropriation de ses terres, leur nouvelle allocation aux paysans, préalable à l'exploitation capitaliste, fut, pour la bourgeoisie, la première source de richesse. Elle eut recours aux sciences de la nature, et favorisa leur développement car elles étaient à la base de la technologie et du machinisme industriels, mais elle ne manqua pas de les utiliser aussi dans sa lutte idéologique, car les lois de la nature qu'elles découvraient montraient qu'il était impossible de s'en tenir aux conceptions primitives de la religion traditionnelle et de la vérité consacrée. Ainsi suivait-elle ses intérêts du moment en utilisant la connaissance nouvelle contre les vieilles doctrines, et cherchait-elle à soustraire les vastes masses petites bourgeoises et paysannes à l'influence de l'Eglise et à les ranger à ses côtés. En faisant passer ces masses de la croyance en l'Eglise à la croyance en la Science, elle minait le pouvoir politique de la classe dominante et renforçait le sien propre.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et dans tous les pays, la lutte contre la religion traditionnelle conduisit à un recul de l'obscurantisme et à un progrès indéniable; mais d'une manière qui différait chaque fois avec la situation particulière. Là où, comme en Angleterre, régnait une bourgeoisie riche, celle-ci se montrait prudente et tolérante car elle ne voulait pas briser ses liens avec la noblesse et l'Eglise, et par conséquent ce furent les petits bourgeois et les ouvriers qui menèrent la lutte spirituelle la plus violente et la plus radicale. Mais là au contraire où la bourgeoisie avait encore à s'élever et rencontrait une résistance opiniâtre (comme en Allemagne), la lutte religieuse prit tout de suite des formes plus radicales. Savants et intellectuels en général se mirent au premier rang des propagandistes: une marée de livres et d'articles destinés à vulgariser les découvertes scientifiques, se répandit. Et justement parce que la lutte pratique, politique, de la bourgeoisie allemande était d'une faiblesse insigne, la théorie devait se développer. Et elle le fit avec les conséquences les plus diverses, allant d'un christianisme bénin et libéral à l'athéisme le plus total.

La lutte menée par la bourgeoisie, soit pour, soit contre la religion, en resta au plan idéologique: celui de la Vérité, celui des conceptions générales et abstraites. Sous cette forme, elle n'avait rien à voir avec des buts sociaux. Il va sans dire que la bourgeoisie ne pouvait guère révéler son but social, celui d'instaurer la domination de l'exploitation capitaliste; elle devait le masquer derrière des idées, des idéaux, ceux d'une liberté politique et juridique abstraite. Ainsi la lutte entre Religion et Science en resta-t-elle apparemment au niveau des idées. Les adversaires les plus radicaux de la religion, le plus souvent des petits bourgeois, se qualifiaient eux-mêmes de «libres penseurs», voulant montrer ainsi qu'ils étaient libérés des dogmes et des anciens enseignements des Eglises et qu'ils recherchaient la vérité, par leur propre pensée, dans la plus entière des libertés. Mais cette idée que la pensée des hommes est déterminée par la société, que les conceptions religieuses ou antireligieuses naissent en fait du mode de production, ne pouvait leur venir à l'esprit, car leur propre science ne s'étendait pas au-delà des sciences de la nature. Mais ils devaient en avoir une belle illustration, en faire l'expérience vivante par l'intermédiaire du destin de leur propre doctrine.

Pour la majorité de la classe bourgeoise, en effet, l'athéisme ne représentait pas la meilleure théorie. Dans son enthousiasme premier, il est possible qu'elle ait cru qu'avec l'avènement de l'ordre bourgeois commençait une époque de bien-être général, de bonheur universel et que tous les problèmes de la vie pratique seraient résolus: par conséquent, aucune puissance surnaturelle et inconnue ne pouvait disposer du sort de l'homme. L'humanité, en résolvant les problèmes pratiques de la vie matérielle grâce à la science et ses applications techniques, résolvait du même coup tous les problèmes théoriques. Mais ce ne fut là qu'une illusion éphémère. Car, au fin fond de son subconscient, demeurait cette idée qu'avec la lutte de l'un contre l'autre, qu'avec la concurrence, aucun homme n'était en fait maître de son sort. Et il apparut bientôt que dans ce monde nouveau

d'autres forces nouvelles étaient à l'œuvre. Crises commerciales et industrielles périodiques, catastrophes imprévisibles et mystérieuses interrompaient brutalement le progrès. La croissance irrésistible de l'industrie réduisait à la plus atroce des misères ouvriers et artisans: des insurrections d'affamés, en Angleterre, montraient déjà le début d'une lutte de classe organisée.

Des profondeurs de ces masses insurgées jaillissaient de nouvelles idées qui, comme un nouveau *Mane, Thecel, Pharès* (1) tracé en lettres de feu par une main prophétique, annonçaient à la bourgeoisie son futur déclin. Mais celle-ci ne pouvait atteindre à une conscience claire, scientifique, du véritable caractère de la société, qui lui aurait révélé du même coup son propre caractère d'exploitricer et d'esclavagiste, et qui lui aurait enseigné que son mode de production est transitoire. Car cela aurait signifié qu'elle devait se sacrifier d'elle-même, et par conséquent la force intérieure lui aurait manqué pour poursuivre sa lutte. Or, la bourgeoisie se sentait une force assez jeune pour continuer à se battre, pour conquérir le monde et imposer sa domination aux masses travailleuses. Une classe qui se sent capable de mener en pratique une lutte ne peut le faire sans la conviction théorique d'avoir raison et d'aboutir à la victoire; elle se construit donc une conception théorique convenable et la répand. C'est pourquoi il fallait à la bourgeoisie puiser sa force dans une croyance instinctive qui affirmait que ce n'étaient pas des puissances matérielles, mais des puissances spirituelles transcendantes qui dominaient le monde et son avenir propre. Ainsi la bourgeoisie en tant que classe devait laisser vivre la religion; ce mode de pensée était tout à fait adapté à sa situation sociale.

Mais cette religion était bien entendu tout autre chose que la doctrine traditionnelle de l'Eglise. Aux dogmes intolérants et intransigeants succédaient des conceptions plus élastiques, plus rationnelles et le sentiment vague qu'au lieu du Dieu vengeur, le terrible Jéhovah, régnait au ciel un dieu tolérant et débonnaire, parfois même si vague et si peu existant qu'il se transformait en simple idéal moral.

Mais dans la mesure où plus tard le mouvement ouvrier se dressait menaçant, la bourgeoisie revenait de plus en plus vers la religion. Des conceptions mystiques s'emparaient de plus en plus de la pensée générale et des productions de ses porte-parole. De temps en temps, on voyait bien ressurgir quelque manifestation de rationalisme, surtout à l'époque où la grande bourgeoisie se sentait assez forte pour conquérir l'univers avec son industrie et son capital; mais, renforcé par les crises mondiales violentes et par les guerres destructrices, le sentiment d'incertitude, d'angoisse face à l'avenir, se développait dans la classe bourgeoise, et avec lui croissaient des tendances mystiques et religieuses.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, on vit naître, au sein de la classe ouvrière, en liaison avec son mode de vie et sa position de classe, une conception matérialiste complètement différente. Elle divergeait de l'athéisme qui avait joué son rôle dans la lutte de la bourgeoisie. L'athéisme s'oppose au déisme, à la croyance en Dieu; pour lui, le problème essentiel est: existe-t-il un dieu qui règne sur le monde? Le matérialisme ne traite pas ce problème, il s'intéresse aux véritables forces qui dominent le monde: ce sont des forces matérielles, c'est-à-dire des forces réelles et observables. Car les forces qui dominent les ouvriers sont visibles et distinctement identifiables: ce sont des forces sociales. Dès que les ouvriers en arrivent à la conscience de leur position de classe, ils comprennent que leur sort commun est déterminé par le capitalisme; ils comprennent que leur exploitation est le résultat naturel de la vente de leur force de travail; ils comprennent que leur misère est le résultat d'une nécessité, celle pour le capital d'accumuler en faisant des profits; ils comprennent que, par cette lutte qu'ils mèneront en nombre croissant, ils seront capables de renverser le Capital et de supprimer l'exploitation. Leur pensée se meut au sein des réalités du monde; la vieille question de l'existence d'un Dieu qui dirige le monde ne se pose pas pour eux. Elle est vide de sens, tout comme cette question que se posait le Moyen Age: mille anges peuvent-ils se tenir ensemble sur la pointe d'une seule anguille? Questions et problèmes religieux n'ont aucun intérêt pour les ouvriers car ils ne jouent aucun rôle au sein des problèmes qui les mettent véritablement en mouvement. Ils n'en ont rien à faire et, comme ils n'en font rien, questions et problèmes religieux disparaissent de leur conscience, et finalement disparaissent totalement.

Telle est donc la différence entre athéisme et matérialisme. L'athéisme s'en prend essentiellement à la religion, la considère comme cause principale de la stupidité et de l'oppression et la combat car il voit en elle l'ennemi le plus dangereux du progrès. Le matérialisme voit en la religion une conséquence des relations sociales et, par suite, ne s'intéresse pas du tout aux questions religieuses en tant que telles, mais ce faisant il n'en mine pas moins la religion elle-même. Il n'a à en traiter que du seul point de vue théorique, montrer qu'elle est un phénomène historique important, et ainsi la comprendre et l'expliquer. Toutefois, dans la pratique, athéisme et matérialisme ont coexisté dans le mouvement ouvrier. Il arrive souvent en effet qu'un ouvrier élevé au sein d'une tradition religieuse, se mette à penser à partir de son expérience personnelle de la réalité, c'est-à-dire de manière matérialiste,

et constate alors que ses anciennes croyances s'évanouissent. Dans cette période de doute et de contradictions internes, il recourt aux ouvrages athées et aux livres de vulgarisation scientifique pour triompher de la tradition par sa prise de conscience.

L'athéisme n'a joué de rôle important qu'une seule fois: au cours de la Révolution russe. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la Russie était un pays immense peuplé de paysans incultes et misérables, tout juste libérés du servage, vivant dans une pauvreté toute primitive et soumis à l'oppression du despotisme à la fois cruel et incapable du Tsar et des propriétaires terriens nobles. Le capitalisme de l'Europe occidentale exploitait le pays comme une sorte de colonie: les paysans affamés devaient payer de lourds impôts qui servaient à rembourser les dettes contractées par le Tsar pour financer sa politique de guerre et ses dépenses de gaspillage. Dans quelques grandes villes on trouvait quand même quelques usines dirigées par des étrangers et qui employaient une population ouvrière, privée de tous droits, en augmentation constante, et issue de paysans ruinés. La lutte contre l'absolutisme tsariste, et celle pour l'obtention de structures politiques plus libres furent menées par de petits groupes d'intellectuels. Comme en Europe occidentale, ils formaient les porte-parole de la bourgeoisie et luttaient à ses côtés.

Mais ici, en Russie, où n'existait pas de bourgeoisie puissante, les premières luttes – les plus connues étant celles menées par les nihilistes – furent brutalement écrasées. Ce n'est qu'au début du siècle, lorsque naquit le mouvement ouvrier avec ses grèves, que les actions des intellectuels eurent un fondement solide. Les intellectuels révolutionnaires devinrent alors porte-parole, propagandistes et éducateurs de la classe ouvrière. Et dans ce but ils se tournèrent vers le mouvement ouvrier d'Europe occidentale, et plus particulièrement vers la social-démocratie. Ils leur empruntèrent idées et théories et plus particulièrement la théorie marxiste de la lutte de classes et du développement économique du capitalisme. Ils se consacrèrent corps et âmes au combat, menèrent une propagande acharnée pour organiser les ouvriers au sein du «parti bolchévique» et ainsi sapèrent l'autorité tsariste. Et, lorsque le régime du Tsar, épuisé par deux guerres malheureuses, tomba en ruines, ce parti prit le pouvoir en 1917, au cours d'une révolution paysanne et ouvrière.

Le caractère du parti bolchévique, de sa doctrine, de ses conceptions, de sa propagande était donc ambigu. Il avait à accomplir une tâche qui, en Europe occidentale, avait été le fait de la révolution bourgeoise: mener la lutte contre l'absolutisme royal, contre la domination des nobles et de l'Eglise et dégager le chemin du développement industriel et de l'instruction du peuple. Mais, ici, la force qui devait accomplir cette tâche c'était la classe ouvrière et celle-ci faisait déjà preuve de tendances socialistes visant au-delà du capitalisme. La doctrine socialiste qui y correspondait se trouvait sous l'influence des idées liées à la lutte de la bourgeoisie naissante contre les princes, les nobles et l'Eglise. La religion russe était par nature une bigoterie encore plus stupide et primitive qu'en Europe occidentale, reposant plus encore sur une liturgie clinquante et sur l'adoration d'images, les icônes faiseuses de miracles. Il fallait orienter en grande partie la lutte spirituelle contre cette stupidité sur laquelle s'appuyait le tsarisme et pour cela il fallait explicitement recourir à une propagande athée et antireligieuse. C'est pourquoi les écrits du «jeune Marx», c'est-à-dire ses ouvrages antérieurs à 1846, datant d'une époque où leur auteur était un des plus importants combattants d'une révolution allemande au premier chef bourgeoise, fournirent à ce combat arguments et slogans de première importance.

Lorsque, une fois au pouvoir, les bolchéviques commencèrent à organiser l'industrie et durent consolider leur domination sur les masses paysannes, la propagande antireligieuse et athée prit encore plus de sens et d'importance. Elle fut une partie essentielle de l'intense campagne pour l'éducation du peuple: elle en fut même le fondement premier. Les moujiks analphabètes étaient peu sensibles à des arguments tirés des sciences de la nature, mais le fait que les propagandistes athées n'eussent pas été réduits en poussière par la foudre leur parut une preuve suffisante pour les entraîner à brûler les images des saints et à laisser les popes mourir de faim. Les jeunes paysans fréquentèrent volontiers les écoles agricoles et professionnelles pour acquérir les connaissances nouvelles. Ainsi en Russie apparut une nouvelle génération, éduquée hors de toute tradition religieuse.

Sous la domination bolchévique, l'industrie, avec sa planification centralisée, son organisation reposant sur des techniques scientifiques, se développa à une rapidité impressionnante, en dépit des difficultés de modifier les anciennes habitudes de travail, de les adapter aux cadences des machines. Et l'agriculture, elle aussi, subit une transformation, imposée par la force, qui en fit un ensemble de grandes entreprises mécanisées. Une bureaucratie nombreuse de dirigeants politiques et techniques devint maîtresse de l'Etat, des moyens de production et des produits. Et, malgré le nom de communisme qu'on attribue communément à ce régime, et qui en fait est fallacieux, ce n'était pas la classe ouvrière qui régnait sur l'industrie: elle recevait de bas salaires, fixés par les autorités

supérieures, et était en fait exploitée, la plus-value étant à la disposition du gouvernement qui l'utilisait pour le développement ultérieur de l'appareil de production et pour son propre usage. Dans ce système économique, le capitalisme d'Etat, la bureaucratie joue le rôle d'une nouvelle classe dominante, rôle à bien des égards identiques à celui joué par la bourgeoisie en Europe occidentale.

La lourde oppression que faisait régner ce système sur les masses ouvrières et la lutte souvent acharnée que menèrent les paysans contre la formation de grandes entreprises agricoles et pour la défense de la propriété privée menèrent à une résistance qui souvent, en l'absence de liberté politique, prenait des formes idéologiques. Et, dans bien des cas, on assista à une renaissance de la religion. Car, ayant conscience de son impuissance face au pouvoir central, la résistance ne pouvait que prendre la forme d'une hostilité contre la doctrine officielle des dirigeants du régime et redonner ainsi des forces aux anciennes ignorances: la croyance religieuse était la seule possibilité d'opposition active et de protestation collective. Et cette renaissance entraîna en représailles les poursuites antireligieuses.

Telle est la base de ce regain de la religion que l'on signale souvent en Russie. Et cette évolution prouve l'absence de fondement de la thèse athée qui veut voir dans la religion la conséquence d'une tradition imposée de force aux enfants et résultant de l'escroquerie des prêtres, qui disparaîtrait donc avec ces pratiques et avec l'étude de la vérité scientifique. En réalité, la religion repose sur le mode de production et elle ne pourra disparaître que lorsque l'humanité travailleuse sera libre et maîtresse de son travail, de son sort, ou lorsqu'elle en verra la possibilité se dessiner. En ce qui concerne la Russie, on peut donc dire que, dans la mesure où le capitalisme d'Etat, par un développement permanent de la production, soit mettra les masses face à la nécessité de prendre entièrement leur sort en main, par une lutte de plus en plus acharnée pour leur libération, soit au contraire mènera à un renforcement de la dictature, l'idéologie athée, soit se transformera en matérialisme conscient, soit reculera devant un retour des croyances religieuses.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité apparaît, au sein des masses ouvrières, une vie sans religion. Mais il ne s'agit pas d'une attitude antireligieuse agressive, d'un combat contre la religion en tant que telle; d'importantes fractions de la classe ouvrière restent, en effet, en apparence et de manière toute formelle, fidèle aux Eglises et aux formes religieuses. Mais, en réalité, elles ont appris à considérer les phénomènes du monde et les événements de la vie comme gouvernés par des forces naturelles, si bien que les idées et les croyances religieuses traditionnelles passent au second plan.

Voilà la raison pour laquelle la conception matérialiste, si elle progresse dans les esprits, ne le fait pas en pleine conscience, ni de manière absolue, ni partout. Là où la force de travail des ouvriers s'oppose en permanence à des forces naturelles terribles, mal dominées par suite de l'impuissance du capitalisme, et qui les menacent de mort (comme, par exemple, dans le cas des mineurs et des pêcheurs), il est naturel que la conscience de ceux-ci reste pleine d'idées et de croyances religieuses. De plus, là où l'Eglise, dont on connaît l'ensemble hétéroclite des positions politiques, choisit le parti des travailleurs et met ses forces à leur disposition dans leur lutte contre le Capital, comme s'il s'agissait de sa propre cause, les ouvriers se sentiront liés à elle pour des dizaines d'années, même si plus tard la position de l'Eglise vient à changer. Le développement de la conception matérialiste est donc lui-même soumis aux variations des conditions historiques.

Ce type de phénomène apparut pour la première fois dans le mouvement ouvrier anglais, au cours de la lutte ardente que mena le Chartisme. Les ouvriers anglais, les premiers à le faire, durent trouver leur propre chemin, aussi bien pratiquement que théoriquement. Leur lutte coïncidait avec celle de la bourgeoisie contre la propriété foncière: c'est pourquoi le radicalisme bourgeois eut une telle influence sur les ouvriers anglais. Il n'en est que plus remarquable que l'on puisse trouver dans la presse chartiste, au milieu de conceptions traditionnelles, et s'exprimant déjà avec une force considérable, de nouvelles idées radicales, athées, matérialistes. Bien sûr, une bonne partie d'entre elles viennent d'hier, héritage d'une tradition radicale, celle de la pensée rationnelle. Mais lorsqu'après 1848 la bourgeoisie anglaise eut atteint ses buts et se fut rendue maîtresse des richesses mondiales grâce à son industrie et à son commerce, elle reprit à son compte presque entièrement la doctrine traditionnelle de l'Eglise; et lorsque la classe ouvrière elle-même eut pris sa place dans le capitalisme grâce au mouvement syndical et à l'obtention du droit de vote et reçut sa part des profits du capital monopolistique – autrement dit qu'elle acceptait en fait le capitalisme – elle adapta ses conceptions à cette nouvelle situation. Elle se mit à adopter les idées de la bourgeoisie: ses modes de pensée furent des modes de pensée bourgeois, mais qui suivaient les modes de pensée radicaux, petits bourgeois. Par exemple, il en allait ainsi de son acceptation de la tradition religieuse, des croyances régnautes, qui le plus souvent

prit la forme d'une adhésion à l'Eglise protestante petite bourgeoise (Low Church) par opposition à l'Eglise anglicane officielle (High Church).

Il en alla tout autrement en Allemagne où, pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, naissaient simultanément capitalisme et mouvement ouvrier. Le développement accéléré de la grande industrie, l'accord entre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers qui tenaient alors le pouvoir, mirent les ouvriers dans l'obligation de combattre simultanément ces deux ennemis; le résultat en fut la rapide croissance de la social-démocratie. La classe ouvrière allemande bénéficia d'un avantage important dans la formation de sa nouvelle conception du monde; celui de disposer des études scientifiques de Karl Marx. Celles-ci dégagèrent les forces et les tendances du développement social qui réglent la naissance et le déclin futur du mode de production capitaliste et montraient ainsi à la classe ouvrière quels étaient sa tâche et son destin. En même temps, Karl Marx, au cours de ses études historiques, mettaient au point une méthode, le matérialisme historique, qui non seulement mettait au jour la relation de dépendance entre processus historique et développement économique de la société mais encore traçait le chemin qui mène à une conception naturaliste de tous les phénomènes spirituels qui, jusqu'alors, étaient rattachés à des théories religieuses et mystiques.

Grâce à cette méthode, les idées matérialistes des ouvriers social-démocrates pouvaient se développer sans entraves et s'affirmer. Elles s'exprimaient dans toute une littérature. Mais cela ne se fit ni sans lutte ni sans discussion. Car on avait hérité du monde bourgeois des modes de pensée à la fois religieux et athées. Et il arrive souvent que, lorsque la bourgeoisie renonce à ses positions de combat antérieures, celles-ci sont reprises par la petite bourgeoisie et les travailleurs qui ne veulent pas admettre cette «trahison des principes» et qui poursuivent la vieille tradition. Il en est allé ainsi de l'athéisme qu'on en vint à considérer comme un principe fondamental et radical. Mais l'athéisme ne faisait que considérer les formes idéologiques sans s'attacher aux différences fondamentales plus profondes entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne. Il eut peu d'influence sur les conceptions marxistes. Ce fait apparut pratiquement dans le programme du parti social démocrate où on pouvait lire que la religion est une affaire privée. Toutefois, ce point de vue n'eut pas seulement comme résultat de limiter avec juste raison les buts du parti à la transformation économique du mode de production, mais de servir de porte ouverte par laquelle purent s'engouffrer dans la propagande toutes sortes de conceptions opportunistes. Finalement il devint et demeura un sujet d'affrontements dans les discussions politiques au sein du parti.

Plus tard, lorsqu'au XX<sup>e</sup> siècle le réformisme, lié à la prospérité, en vint à dominer les esprits de manière de plus en plus consciente, les points de vue bourgeois s'emparèrent progressivement de tous les domaines. La bourgeoisie, sa puissance affermie, contraignit la classe ouvrière à épouser sa cause dans la lutte pour la domination mondiale; c'est pourquoi la certitude de l'avènement du socialisme s'estompa. Et ce doute nouveau eut pour conséquence une renaissance des sentiments religieux parmi les travailleurs. En Allemagne aussi l'acceptation du leadership de la bourgeoisie eut pour conséquence un recul des conceptions indépendantes et matérialistes. Il en fut de même partout.

Mais dès que la classe ouvrière mènera sa lutte pour le pouvoir, pour la conquête des usines, pour la maîtrise de la production, tout changera. Plus que jamais cette lutte exige une conscience encore plus claire du but économique. Plus que jamais il y faut l'unité d'action. Le personnel doit former des unités cohérentes dans l'action: il est impossible d'y admettre des divergences idéologiques comme dans le mouvement syndical. Le personnel discute de son action en tant qu'unité effectuant le travail; et, si on devait admettre les divergences religieuses, l'unité de cet ensemble serait menacée et toute action pratique deviendrait impossible. C'est pourquoi elles doivent rester entièrement en dehors de ces discussions entre membres d'une usine. Car ici se développe la lutte sociale la plus ardente et la plus profonde, la plus consciente d'elle-même, celle qui ne se déguise plus sous des oripeaux idéologiques. Une conscience claire de la réalité s'empare des combattants. Sans cesse tout écart hors de la direction qui mène au but doit être corrigé, car il entraîne affaiblissement et défaite.

Il est cependant probable que, même au cours d'une telle lutte, la religion jouera un rôle car elle domine encore la pensée de la petite bourgeoisie et des paysans. La bourgeoisie tentera d'organiser ces classes et de les dresser contre les ouvriers. Elle fera tout d'abord appel à l'instinct de propriété, masquant ainsi ses intérêts d'exploitrice. Mais elle essaiera aussi de donner une forme idéologique à ce combat et le présentera comme un affrontement entre croyance et incroyance. Et ceci durcira encore la lutte de classe qui en deviendra plus cruelle, car un fanatisme aveugle dominera et remplacera toute discussion au sujet des intérêts de ces classes. Mais, là encore, la force de la classe ouvrière réside en ce qu'elle met au premier plan le but économique: l'organisation du travail par les classes travailleuses et productrices elles-mêmes, qui exclut toute domination par les intérêts des

exploiteurs. C'est ainsi que toute trace de l'oppression des anciens modes de pensée disparaîtra car, avec la gestion collective de la production, apparaissent le fondement et la condition d'une véritable expansion de la pensée et de la vie culturelle de tous. Enfin, si les nécessités économiques forcent ces classes à collaborer avec la classe ouvrière, si leur participation au travail de la grande unification leur promet l'affranchissement de toute exploitation capitaliste, si les vieilles relations de classes disparaissent ainsi, il faut s'attendre à ce que pour elles aussi, fleurisse une nouvelle vie culturelle qui prendra la place des anciennes convictions religieuses.

Ainsi, selon toute vraisemblance, se tariront les sources qui, dans l'histoire de l'humanité jusqu'aujourd'hui, ont alimenté les forces de la religion. Aucune puissance naturelle ne peut plus effrayer l'homme; aucune catastrophe naturelle, aucune tempête, aucune inondation, aucun tremblement de terre ou épidémie ne peuvent mettre en danger son existence. Par des prédictions toujours plus exactes, par un développement toujours plus poussé des sciences et d'une technique toujours admirable, les dangers seront limités au maximum: aucune vie humaine ne sera gaspillée. La science et ses applications feront de l'humanité la maîtresse des forces naturelles qu'elle utilisera pour ses besoins propres. Aucune force sociale toute-puissante et incomprise ne pourra attaquer ou effrayer l'humanité: celle-ci maîtrise son sort par l'organisation de son travail, et elle maîtrise du même coup toutes les forces spirituelles de la volonté et de la passion. L'angoisse d'avoir à se présenter devant un juge suprême qui détermine le sort de chaque homme pour l'éternité – angoisse qui était responsable au cours des siècles de tant de frayeurs pour une humanité sans défense – disparaîtra dès que la collaboration entre hommes et le sacrifice pour la communauté ne seront plus entravés par des lois morales. Ainsi toutes les fonctions que remplissait la religion dans la pensée et les sentiments des hommes seront remplies par d'autres manières de penser et de sentir.

Mais ne reste-t-il pas cette fonction de toujours de la religion: donner consolation et certitude dans ces pénibles moments de l'agonie et de la mort? La certitude de pouvoir assurer sa vie par son travail, la disparition de beaucoup de causes de mort prématurée, de misère, de maladie, d'accident sont sans influence sur cet impératif biologique: tout être vivant a une existence temporaire. Mais la signification de ce fait, son influence sur les conceptions de l'humanité dépendent fortement des relations sociales. La croyance en une survie de l'esprit, de l'âme, base psychologique de toute religion et que l'on voit déjà se former chez les peuples primitifs à partir du rêve, est, dans le développement que l'on en connaît actuellement, un résultat du mode de production bourgeois.

Le très fort sentiment de la personnalité individuelle, qui prend racine dans le travail individuel effectué sous sa responsabilité propre, dans la séparation d'avec l'activité d'autrui, ramenait cette croyance au besoin de croire, d'être convaincu que la personne, dans son essence véritable, c'est-à-dire spirituelle, est éternelle. Chaque individu était isolé – ou simplement tenu par les liens très lâches qui unissaient les membres d'un même groupe – dans sa lutte pour la vie. Pourtant, autour de chaque individu existait un petit groupe, la famille par exemple, une sorte de petite ville fortifiée isolée et indépendante en guerre avec d'autres villes. C'est ainsi que les liens biologiques entre couples, parents et enfants devinrent les seuls liens solides entre hommes, tant au niveau économique et matériel que spirituel. La rupture de ces liens, que ce soit de manière attendue ou inattendue, était aux yeux de tous la plus grande des catastrophes possibles: les soucis que se faisaient les mourants pour ceux qu'ils laissaient derrière eux, la solitude de ces derniers, souvent aggravée par la ruine économique, n'étaient que faiblement compensés par la présence des parents et des amis, eux-mêmes surtout préoccupés par leur propre lutte pour la vie. C'est pourquoi, au cours des siècles, la religion servait de consolatrice, grâce à la croyance en une nouvelle rencontre dans l'éternité de ceux qui se séparent, à la foi en une providence à laquelle les hommes devaient se soumettre pour pouvoir supporter les caprices du destin.

Avec la mise en place du nouveau mode de production beaucoup de raisons de croire disparaîtront, et en particulier celles que nous venons d'examiner. Le sentiment de la personnalité sera profondément transformé par le sentiment de solidarité qui se développera, solidarité à laquelle on se consacrera et dont on tirera ses meilleures forces. Alors plus n'est besoin de cette illusion, de cette croyance en la vie éternelle de la personne ou de l'âme: c'est la communauté à laquelle on appartient qui, en réalité est éternelle. Tout ce qui a été produit par l'homme, tout ce à quoi il a consacré le meilleur de ses forces, reste au sein de cette communauté. Son être spirituel est éternel en ce qu'il fait partie de la spiritualité de toute l'humanité et n'a pas besoin de se survivre dans quelque spectre séparé d'elle. Un lien solide, bien plus puissant que celui qui unissait hier les membres d'une même famille, unit tous les hommes. On n'a plus à se soucier des conséquences économiques de la mort, ni à se préoccuper pour les survivants – soucis qui, autrefois, rendaient souvent l'agonie plus pénible. Et s'affaiblit aussi la peine de se quitter pour toujours car les liens renforcés de la fraternité humaine ne



cèdent plus la place à des sentiments d'isolement et de solitude. La mort a perdu de ses caractères effrayants pour une génération qui a appris au cours d'une lutte acharnée pour sa libération à sacrifier sa propre vie. Et le sentiment d'amour pour la communauté qui dominera ensuite se renforcera dans cette communauté de travail qui regroupera les producteurs libres. Dans la précieuse génération où naîtra la nouvelle humanité, chaque vie individuelle ne sera que l'apparence temporaire que prendra une vie sociale qui se développe de plus en plus.

**Anton Pannekoek**

(1) Allusion à un passage de la Bible (Daniel, ch. V) où une main écrit en lettres de feu ces mots sur le mur de la salle où festoie Balthazar, roi de Chaldée, au moment où Cyrus pénètre dans Babylone. Ce message énigmatique est expliqué au roi par le prophète Daniel. Il s'agit en fait de trois mots chaldéens. Mane: compté (Dieu a compté ton règne et y a mis fin). Thecel (ou mieux thekel): pesé (Tu as été pesé dans la balance et tu as été trouvé trop léger). Pharès (ou mieux upharsin): divisé (Ton royaume sera divisé et donné aux Mèdes et aux Perses). (NdT).

# Quelques commentaires

Ce texte de Pannekoek a beaucoup de qualités mais il pêche aussi par un certain dogmatisme sur plusieurs points et se termine par une tirade idéaliste très décevante:

– Tout d’abord il tente d’établir un rapport mécanique entre l’unification du marché mondial et le monothéisme, ce qui est pour le moins contestable. Le panorama religieux est en constante mutation notamment dans les zones les plus peuplées de l’humanité (Inde, Pakistan, Chine) et pour le moment on n’assiste pas à une progression du monothéisme mais plutôt à une diversification des croyances. Son hypothèse semble ne s’appliquer qu’au continent européen et à l’Amérique du Nord.

– Il insiste sur le rôle du péché dans le développement du capitalisme, or la notion de péché est absente du bouddhisme, ce qui n’a pas entravé le capitalisme au Japon.

– «les conceptions religieuses ou antireligieuses naissent en fait du mode de production», affirme-t-il. La démonstration détaillée, précise et scientifique reste à faire.

– «L’athéisme est né au sein de la classe ouvrière», déclare Pannekoek. Si l’on parle des philosophies matérialistes et athées, cela est inexact. Si l’on veut dire que les prolétaires seraient automatiquement athées en fonction de leur place dans les rapports de production, cela n’est pas non plus exact.

– Selon Pannekoek, les ouvriers comprennent «immédiatement» que leur «sort est dicté par le capitalisme». Cette affirmation est extrêmement mécanique et n’explique pas, par exemple, l’emprise du catholicisme chez les ouvriers brésiliens ou polonais. Ou plus exactement, une vision religieuse du monde n’est pas incompatible avec la conscience d’appartenir à une classe exploitée.

– Pannekoek reprend les mêmes arguments que Lénine, Berneri et Bordiga : la religion n’est pas «l’ennemi le plus dangereux du progrès». Mais une fois que l’on a dit cela, on n’a rien dit sur la religion... ni sur le progrès d’ailleurs !

– Sa description de la politique des bolcheviks est intéressante pour ce qui concerne les rapports avec l’orthodoxie russe, mais Pannekoek ignore totalement ce qui s’est passé dans les républiques musulmanes d’URSS.

– Il explique que la résurgence de l’orthodoxie en URSS démontrerait la fausseté de la «thèse athée qui veut voir dans la religion la conséquence d’une tradition imposée de force aux enfants et résultant de l’escroquerie des prêtres». D’une part, cette thèse n’est pas fausse, elle ne décrit et n’explique qu’une partie des causes de l’influence de la religion; d’autre part, s’il faut attendre le communisme intégral, pour lutter contre l’influence de la religion sur les enfants, cette position est défaitiste.

– Dans la lutte pour le pouvoir «tout changera», nous promet Pannekoek, donc l’unité d’action croyants-incroyants est indispensable. Mais en attendant la révolution sociale que fait-on ? On lutte dans l’usine, et là aussi en ignorant le rôle réactionnaire de la religion ?

– La conclusion de ce texte est lyrique mais totalement décalée par rapport à la situation écologique dramatique dans laquelle vit l’humanité, par rapport à l’épidémie du Sida, à la résurgence en Afrique de maladies éradiquées en Europe, etc.: «Ainsi, selon toute vraisemblance, écrit Pannekoek, se tariront les sources qui, dans l’histoire de l’humanité jusqu’aujourd’hui, ont alimenté les forces de la religion. Aucune puissance naturelle ne peut plus effrayer l’homme; aucune catastrophe naturelle, aucune tempête, aucune inondation, aucun tremblement de terre ou épidémie ne peuvent mettre en danger son existence.»

– Pannekoek fait preuve d’un volontarisme et d’un idéalisme très proches des vieilles utopies religieuses à propos de la classe ouvrière: «celle-ci maîtrise[ra] son sort par l’organisation de son travail, et elle maîtrise[ra] du même coup toutes les forces spirituelles de la volonté et de la passion», écrit-il. Et ce n’est pas tout: «c’est la communauté à laquelle on appartient qui, en réalité est éternelle». Le communisme ouvrira donc la porte à un sentiment d’éternité pour les êtres humains, puisque la mort perdra «de ses caractères effrayants pour une génération qui a appris au cours d’une lutte acharnée pour sa libération à sacrifier sa propre vie. Et le sentiment d’amour pour la communauté» lui ôtera tout besoin de croire en une force supérieure. Ce qu’il nous propose, en fait de disparition de la religion, ce n’est rien d’autre qu’un recyclage des thèmes religieux traditionnels: l’éternité, l’amour, la communauté, le sacrifice... **Y.C.**

# POUR EN FINIR AVEC LE SPECTRE DE DIEU

Après la Seconde Guerre mondiale, dans l'ensemble des pays économiquement développés, la religion, et particulièrement le catholicisme romain, avait dû rabattre de ses prétentions séculaires à diriger la vie des hommes dans leur intériorité, leur sexualité, leur existence sociale et morale. Une large portion de l'humanité récoltait ainsi le fruit des longues luttes antichrétiennes du XVIII<sup>e</sup> siècle initiées par la bourgeoisie et reprises avec encore plus de vigueur par le mouvement ouvrier, et dont la laïcisation de la société et la relégation de la religion à la sphère privée restait l'un des héritages les plus précieux. On respirait alors un air d'autant plus salubre que l'ancestral courant messianique qui avait traversé la religion chrétienne avait totalement déserté les églises et, abandonnant la transcendance, avait irrigué l'ensemble des courants utopistes des années 1960, tant honnis aujourd'hui par les tenants de l'ordre dominant. Par ailleurs, le dispositif d'embrigadement de l'imaginaire qui avait été durant plus d'un millénaire le monopole du christianisme était largement dépassé dans ses moyens et ses méthodes par la société du spectacle qui se mettait alors en place. À ceci près que le spectacle, qui n'est autre que la réalisation profane de la religion, s'est bien gardé de parachever son travail de dépassement du religieux: plutôt que de supprimer la religion, il l'a conservée à titre de drame historique à l'affiche de son répertoire. C'est ce drame qu'il remet sur la scène aujourd'hui. Avec la chute de la bureaucratie stalinienne à l'Est et l'effondrement des idéologies révolutionnaires, qui avaient tant servi à maintenir l'équilibre du système social, le capitalisme s'est retrouvé seul devant lui-même, dans le cul-de-sac de son propre succès. Plus il unifie la planète grâce à la pénétration forcée de la marchandise, plus les fausses divisions lui sont nécessaires pour détourner ceux qu'il exploite et dont il ravage l'existence du projet de l'affronter directement. Certes, ces divisions, il ne les crée pas de toutes pièces, et il n'est nul besoin ici d'une théorie du complot pour expliquer ce processus; c'est son propre mouvement historique — jusque dans ses erreurs de parcours comme celle qui a consisté à renforcer l'islamisme radical pour affaiblir le capitalisme d'État soviétique — qui utilise et amplifie les divisions raciales, éthiques, sexuelles, religieuses et sociales préexistantes. Voilà pourquoi l'on assiste aujourd'hui au réveil artificiel de vieux antagonismes historiquement révolus, entre une chrétienté et un islam qui n'ont conservé de leur ancienne puissance que le noyau idéologique de la religion et quelques rituels figés assurant une plus ou moins grande inféodation des esprits et des corps, surtout là où les religieux peuvent s'appuyer sur le bras séculier. Les uns croient découvrir un choc des civilisations (alors qu'il n'y a plus aujourd'hui sur la planète qu'une même barbarie du hamburger et du portable); les autres, représentants d'une petite bourgeoisie musulmane frustrée qui voudrait croquer sa part du gâteau capitaliste, croient vivre un remake des croisades. À ce sinistre jeu de dupes se superpose en outre l'affrontement réactivé entre démocratie occidentale et totalitarisme qui avait si bien fait fonctionner le système durant plus d'un demi-siècle. Ajoutons cependant qu'en soulignant toutes ces fausses oppositions, nous ne traçons pas un signe d'équivalence abusif entre des situations quotidiennes et sensibles incomparables: de même qu'au temps de la guerre froide, il était préférable pour tous, prolétaires compris, de vivre dans le monde dit libre plutôt que dans le monde dit communiste, il faudrait être d'une singulière mauvaise foi pour ne pas admettre qu'on vit, dans une société islamique, plus mal qu'à peu près partout ailleurs, même si l'on n'est pas une femme, un homosexuel ou un athée, dans la simple mesure où l'on doit se conformer aux scandaleux interdits et prescriptions de la morale publique. Or, dans cette partie jouée d'une façon tout aussi tragique, les mêmes situations autorisent les mêmes recours à de nauséabondes alliances tactiques: tout comme à l'époque du stalinisme triomphant se nouaient, contre ce qu'on appelait déjà le libéralisme, d'abominables accords tels que le pacte Molotov-Ribbentrop entre la Russie de Staline et l'Allemagne de Hitler, aujourd'hui certaines alliances du même type voient le jour entre les critiques patentés d'un libéralisme requalifié abusivement d'ultra et les pires régimes ou organisations islamistes. Ce qui est en jeu dans ces marchandages, c'est encore l'abandon de tout scrupule moral au bénéfice de la pire des confusions. Crachons donc sur l'inepte Chavez qui n'hésite pas à soutenir le criminel Ahmadinejad tout en se prenant lui-même pour l'exécuteur des volontés de Dieu; crachons sur ces gauchistes européens qui, confondant, comme ils en ont l'habitude, la population opprimée et sa représentation aliénée, accordent leur risible soutien aux ultrarévolutionnaires du Hamas; crachons sur ces trotskistes anglais qui font liste commune avec les fascistes verts aux élections municipales; crachons sur tous

ceux, qui sous prétexte de lutter contre l'impérialisme, ne sentiraient pas sur leur épiderme tout ce qu'il y a de répugnant et d'indigne à tendre la main à un quelconque tenant d'une dogmatique religieuse. C'est que notre athéisme n'est pas une prise de position philosophique ou logique. Il est, comme l'athéisme de Sade, la tonalité d'un mode de vie, le fluide sensible dans lequel nous pouvons respirer et dans lequel notre imaginaire peut jouir de ses pouvoirs. L'athéisme des positivistes et autres anticléricaux qui accumulent les preuves de l'inexistence de Dieu nous apparaît par trop comme le fruit mal détaché de l'arbre d'un monothéisme transformé sur sa fin en simple idéologie de la transcendance. Notre athéisme est plutôt l'athéisme solaire et joyeux des Cyrénaïques ou de Lucrèce et, sur le plan sensible, exprime la position d'immanence universelle que l'on retrouve chez tous les peuples animistes, pour qui le sacré n'est autre que le sentiment de présence de la nature. C'est pourquoi l'idée d'un dieu unique et omnipotent nous paraît si dérisoire et si ennuyeuse. Et nous ne pouvons oublier que ce dieu créé à la pire image de l'homme – *un vieux mâle quelque peu caractériel* – a toujours servi à justifier la misère mentale de l'anthropocentrisme et sa vorace mainmise sur la merveille du monde. L'imagination, par excellence toujours portée aux excès de l'invention poétique, devrait-elle se satisfaire d'une telle triste silhouette dressée à l'horizon de ses questionnements? Le prétendu retour du religieux que le spectacle ne cesse de nous ressasser ne changera rien à une donnée fondamentale: Dieu est mort, définitivement mort, il y a déjà plus d'un siècle; il a été remplacé par la religion du Capital, dont l'argent est le prophète. Prophète qui, comme on le voit en Chine aujourd'hui, déchaîne d'autant plus les passions qu'il n'a pas à s'embarrasser d'une transcendance religieuse concurrente. Mais pour les peuples longtemps assujettis au monothéisme, quel qu'il soit, le fantôme de Dieu rôde encore, telle une outre vide qui se remplit de la réponse illusoire à toutes les frustrations, les rancœurs et les oppressions que ne cessent d'engendrer l'Économie et la classe qui en retire les bénéfices. Et, comme une lourde menace, ce spectre pèse sur l'imaginaire collectif, dont il pollue le langage, confisque les espoirs et bride les élans. Se débarrasser de cette menace, c'est risquer la seule aventure qui vaille, celle de la liberté. Affirmons donc une fois encore le caractère intrinsèquement blasphématoire, antireligieux, et par là même libérateur, de la parole poétique, et notre viscéral irrespect pour toute soumission à la baudruche du divin.

GRUPE DE PARIS DU MOUVEMENT SURREALISTE,

25 décembre 2006.

# « Jésus socialiste » vu par Chavez et... Engels

«Quoi qu'en dise l'Eglise, Jésus était socialiste... et, si ce n'est pas le cas, on ne comprend pas quelle mission Jésus serait venu accomplir en ce monde. »

**Le colonel président Chavez**

Suite à cette déclaration aberrante du Caudillo vénézuélien (une de plus), un sociologue chaviste (Vladimir Acosta) qui anime une émission à la Radio nationale vénézuélienne a fait une longue intervention (*Diferencia entre opinión y dogma* <http://www.aporrea.org/ideologia/a33576.html>) pour démontrer gentiment à son président qu'il valait mieux éviter de se poser en théologien et en rival du pape à propos du caractère « socialiste » de Jésus, sous peine de placer les catholiques chavistes dans une situation intenable et dangereuse politiquement : choisir entre leur amour pour leur président et leur foi dans l'infailibilité de Benoît XVI. Acosta explique notamment pourquoi Jésus n'est pas un personnage « historique » puisque l'on ne dispose d'aucun témoignage direct ni de document écrit contemporain à son sujet.

Sur le site chaviste *aporrea*, les contributions à propos du prétendu socialisme de Jésus (1) sont nombreuses et marquées par le simplisme et la falsification, comme en témoigne « Jésus socialiste », un texte diffusé sur tous les sites alternatifs ou de gauche latino-américains par Luis Britto García, romancier, dramaturge, historien et professeur d'université.

Emaillé de citations des Evangiles, ce texte en dix points affirme :

1. « Jésus est ouvrier et communautaire, car c'était un charpentier, comme son père. Aucune source n'indique que son père était propriétaire, commerçant, patron, ou qu'il engageait d'autres personnes pour profiter de leur travail. »

Aucune source, en dehors des évangiles bricolés pendant plusieurs siècles par l'Eglise catholique (ce que dissimule sciemment Britto Garcia), ne permet de savoir si le personnage de Jésus a vraiment existé. Notre commentaire pourrait s'arrêter là, mais puisque le « socialisme » et l'existence du Christ sont un dogme chaviste, il faut bien essayer de suivre un peu plus loin le fil de ce qui prétend être un « raisonnement » et une démonstration argumentée.

2. « Jésus et ses apôtres ont vécu de la charité, recette qu'ils considéraient comme le patrimoine commun du groupe. »

En quoi mendier est-il un modèle de vie aujourd'hui? En quoi partager le produit d'une quête (ce que font généralement les garçons de café et les serveuses de restaurant pour les pourboires) a-t-il un caractère socialiste? En quoi la mendicité solidaire permettrait-elle à des millions de chômeurs et de sans réserves de sortir de la misère?

3. « Jésus est solidaire. »

L'auteur cite la multiplication des pains, la transformation de l'eau en vin, et plus généralement le fait que le Christ distribue les produits de ses « miracles » de façon égalitaire. Britto Garcia considère-t-il que les chavistes sont capables de faire littéralement des miracles? On a du mal à garder son sérieux. En tout cas, ce qui est sûr c'est que Chavez et les hauts responsables chavistes, civils et militaires, ne sont pas « solidaires » au point de vivre avec une paie d'ouvrier dans des masures des quartiers populaires...

4. « Jésus est hostile à l'accumulation. Il a condamné la possession et l'accumulation de biens. »

Britto Garcia ne trouve, à l'appui de son hypothèse, que des citations extrêmement vagues : « les véritables trésors se trouvent dans le ciel », « votre cœur est votre trésor », « les richesses ne sont pas essentielles » et « il faut faire attention à ne pas perdre son âme si l'on gagne trop d'argent ». Au-delà de ces affligeantes banalités, il est incapable de prouver, et pour cause, que Jésus aurait appelé à l'expropriation ou à la collectivisation des terres, des capitaux ou des biens immobiliers, à son époque.

5. « Jésus est hostile à l'usure et au prêt à intérêt. » Certes, mais Jésus ne condamne pas le commerce ni les banques. Quant à l'accumulation primitive et au salariat, il ne pouvait rien en dire puisque cela n'existait pas à l'époque. Comme le fait justement remarquer Vladimir Acosta, cela n'a aucun sens de parler du « socialisme » de Jésus puisque le capitalisme n'existait pas.

6. « Jésus est l'ennemi des riches. » En dehors de quelques déclarations métaphoriques et de l'épisode des marchands chassés du temple (geste qui ne prouve pas que Jésus réprouvait le commerce

en soi, mais seulement dans un lieu sacré), l'auteur n'arrive pas à donner la moindre consistance à cette affirmation en s'appuyant sur les évangiles.

7. « Jésus est égalitaire et méprise les hiérarchies et les privilèges. » La preuve : il lavait les pieds de ses disciples ! Voilà une suggestion pour Chavez et ses officiers: qu'ils lavent les pieds des habitants des bidonvilles, cela résoudra tous leurs problèmes économiques !

8. « Jésus a été vendu pour de l'argent. » La teneur de l'argument m'échappe... A moins que Britto Garcia veuille prouver que ce sont les riches (en clair, dans son esprit, les juifs) qui ont vendu Jésus. Auquel cas on retrouve un vieux thème de l'antijudaïsme, puis de l'antisémitisme (cf. l'article « Chavez est-il antisémite? » dans ce même numéro).

9. « Jésus prêche avec ses actes. » Certes, mais cela ne prouve rien quant au caractère « socialiste » de ses actions !

10. Et l'auteur de conclure : « Au ciel, il n'y a ni argent ni riches. J'ignore si le socialisme ressemble au ciel, mais le ciel ressemble au socialisme, selon la façon dont on le décrit. »

On entend souvent des militants d'extrême gauche européens affirmer qu'en Amérique latine le peuple serait très catholique et que donc il faudrait comprendre l'usage métaphorique des évangiles adapté au « niveau de conscience des masses catholiques ». Une telle affirmation repose à notre avis sur un grand mépris pour ceux qui n'ont pas accès facilement à l'instruction et à la culture. Même quelqu'un qui ne sait ni lire ni écrire, ou qui ne lit jamais de livres ou de journaux, est parfaitement accessible à des explications et des raisonnements matérialistes ou athées. Le Nouveau Testament n'est pas plus compliqué à comprendre qu'une bonne brochure de propagande marxiste ou anarchiste. Et des textes comme celui de Britto ne sont pas écrits par des prolétaires disposant de peu de moyens d'information mais par des intellectuels qui inondent les médias chavistes de leurs élucubrations sur le prétendu « socialisme de Jésus ».

Après un argumentaire aussi laborieux et ridicule, le lecteur aura certainement besoin d'une petite citation d'Engels pour se remettre en forme. Elle a en plus l'avantage de pulvériser, par anticipation, toutes les illusions sur les « principes sociaux du christianisme », le « socialisme de Jésus » et la fumeuse « théologie de la libération » :

**« Les principes sociaux du christianisme ont eu maintenant dix-huit siècles pour se développer (...). Les principes sociaux du christianisme ont justifié l'esclavage antique, magnifié le servage médiéval et s'entendent également, au besoin, à défendre l'oppression du prolétariat, même s'ils le font avec de petits airs navrés. Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d'une classe dominante et d'une classe opprimée et n'ont à offrir à celle-ci que le vœu pieux que la première veuille bien se montrer charitable. Les principes sociaux du christianisme placent dans le ciel ce dédommagement de toutes les infamies (...), justifiant par là leur permanence sur cette terre. Les principes sociaux du christianisme déclarent que toutes les vilenies des oppresseurs envers les opprimés sont, soit le juste châtiment du péché originel et des autres péchés, soit des épreuves que le Seigneur dans sa sagesse infinie, inflige à ceux qu'il a rachetés. Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'avilissement, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille ; le prolétariat, qui ne veut pas se laisser traiter en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance beaucoup plus encore que de son pain. »** (Friedrich Engels, « Le communisme de l'Observateur rhénan » (1847).

Y.C.

1. Donc aussi de Dieu son Père et de l'Esprit Saint, puisqu'ils forment la Sainte Trinité ! On constate ainsi que les intellos chavistes catholiques ne connaissent même pas les principes de base de leur religion. Pas étonnant que les gauchistes athées prochavistes n'y trouvent rien à redire...

# L'Ere des fondamentalismes

Les thèses de la Communist League américaine ont été adoptées en janvier 2006. Les intertitres et les notes explicatives ont été ajoutés par nos soins pour les lecteurs qui ne sont pas familiers avec l'histoire des Etats-Unis et certains événements de l'histoire religieuse. Bien sûr, les notes que nous avons rédigées n'engagent pas la Communist League. Seule la dernière thèse de ce document a été supprimée dans la version française, car elle concernait de façon trop spécifique l'activité de ce groupe aux Etats-Unis.

Malgré sa forme un peu indigeste et son contenu parfois légèrement dogmatique, ce texte a le mérite de tenter une explication du réveil et du rôle des religions aujourd'hui, dans une perspective révolutionnaire. Et de traiter de tous les fondamentalismes religieux, qu'ils soient juif, protestant, catholique ou musulman. Cette démarche courageuse, même si les hypothèses avancées doivent être soumises à la critique et au débat, tranche avec l'insigne lâcheté de la plupart des groupes d'extrême gauche et du mouvement altermondialiste qui préfèrent ne pas s'aventurer sur le terrain religieux pour (au choix):

- ne pas diviser les travailleurs ou la population,
- ne pas faire le jeu des racistes (comme si l'islam pouvait être assimilé à une «race», catégorie de toute façon imaginaire),
- ou lutter contre l'«islamophobie» (autre catégorie absurde, mais qui fait pourtant des ravages jusque dans les rangs libertaires comme en témoigne le texte consternant de Kandjare Bayn Asnan reproduit dans ce numéro).

Ni patrie ni frontières

P.S.: Pascal, un lecteur de la revue, nous a envoyé à propos de ce texte quelques remarques très justes que nous reproduisons ci-dessous:

«La critique principale que j'aurais à faire de ce texte est que, ce qui est compréhensible pour des Américains, il ne prend en compte, pour le fondamentalisme musulman, que son aspect salafiste, insistant essentiellement sur la mouvance Al-Qaïda. D'autres courants islamistes comme les courants chiites (Hezbollah libanais, régime iranien...) en sont complètement absents. Et il me semble aussi difficile de parler de l'islam politique sans parler de la révolution iranienne.

«De la même façon, tout le courant issu de la mouvance des Frères musulmans, plus pragmatique que la mouvance al-Qaïda ( Hamas en Palestine, UOIF en France, etc.), n'est pas abordé, alors qu'il semble être un courant essentiel, de par son influence, de l'islam politique.

«La partie sur l'Afghanistan n'est pas mal, mais cet article devrait, à mon avis, être complété et affiné par des exemples d'autres pays, en particulier l'exemple algérien où on a assisté à une guerre sanglante dans des villages entre deux courants islamistes, le FIS et le GIA.

«J'en profite pour faire une remarque sur une petite erreur du texte qui fait allusion aux «différentes variétés du fondamentalisme juif – les divers courants du mouvement sioniste». Le fondamentalisme juif et le sionisme sont deux choses distinctes. Il existe un sionisme laïque, en particulier le sionisme des origines et des fondateurs d'Israël, comme il existe un fondamentalisme juif anti-sioniste. Les plus fondamentalistes des religieux juifs rejettent

justement l'Etat d'Israël qu'ils considèrent comme une hérésie (ce qui n'empêche pas une fraction d'entre eux de vivre des fonds publics israéliens pour passer leur vie à étudier la Torah... tout en refusant à la fois de travailler et de faire leur service militaire). Si l'Etat d'Israël s'est créé sur un compromis entre un sionisme laïque voire «socialisant» et ce courant religieux fondamentaliste (d'où l'absence de Constitution israélienne et les privilèges accordés par l'Etat israélien aux ultra-orthodoxes juifs), s'il existe bien un courant ultra-sioniste et fondamentaliste (les opposants oranges au retrait de Gaza, les colons d'Hébron, etc.) la phrase des camarades de la Communist League est fautive dans son affirmation puisqu'il existe un courant fondamentaliste juif anti-sioniste et un courant sioniste laïque, bref les «différentes variétés du fondamentalisme juif» sont justement autre chose que «les divers courants du mouvement sioniste».

**PPS: Wil Barnes, auteur d'un article sur la religion et le fondamentalisme américain (cf. p. 115-127) nous a lui aussi brièvement fait part de ses réflexions :**

« Tout en reconnaissant le sérieux avec lequel la Communist League (CL) aborde la question du fondamentalisme chrétien, j'éprouve de grandes réserves vis-à-vis de son analyse.

« Tout d'abord la CL ne fait aucune allusion à la critique de l'économie politique du capitalisme contemporain. Que la dynamique centrale du développement capitaliste soit la baisse tendancielle du taux de profit et qu'elle mène à une surproduction et à l'incapacité de réaliser la plus-value ; ou que l'on ait affaire à une croissance exponentielle fondée sur des créances fictives sur une masse de plus-value de plus en plus petite (en termes relatifs) ; ou bien que l'on avance une autre explication, il est d'usage de lier la notion de « déclin » capitaliste à la pression que cette dynamique centrale exerce sur les relations sociales.

« En second lieu, il me semble qu'à aucun moment la Communist League n'indique quelle est la base sociale du fondamentalisme chrétien.

« A mon avis, ces deux objections sont liées : si on ne précise pas quelle est la dynamique centrale du capitalisme mondial, et la direction tendancielle de son développement (vers la crise), on ne peut identifier les groupes sociaux les plus menacés par ce développement ; on ne saisit pas non plus la fonction des formes de conscience élaborées par ces groupes qui tentent de comprendre et d'expliquer, de façon bien sûr mystifiée, ce développement ; et l'on ne décèle pas non plus le danger spécifique que ces groupes représentent pour le prolétariat.

« Dans la thèse n° 32 la CL affirme que les fondamentalistes «contrôlent» le gouvernement par l'intermédiaire de Bush. L'incapacité à identifier quels sont les groupes sociaux spécifiques (certains groupes intermédiaires entre les travailleurs et les capitalistes) porteurs du fondamentalisme chrétien aux Etats-Unis amène la CL à placer cette abstraction idéologique réifiée au pouvoir. Elle ne voit pas que les chrétiens fondamentalistes représentent un danger spécifique, fasciste, car ils veulent mener un assaut frontal contre l'organisation de la classe ouvrière pour atomiser le prolétariat.

« Ce sont les différents groupes de la classe dirigeante qui contrôlent l'Etat et qui gouvernent les Etats-Unis. Les fondamentalistes ne sont qu'un de leurs associés minoritaires. Ils ne dirigent pas, ils ne gouvernent pas, ils n'exercent pas un contrôle immédiat sur l'Etat. Ils ne fixent pas l'agenda de l'Etat. Même s'ils sont l'un de nos ennemis ils ne sont pas L'ENNEMI et leur élimination n'abolirait pas les relations sociales capitalistes et le Capital. »

**(Wil Barnes)**



Communist League (Etats-Unis)

# Fondamentalisme religieux et déclin capitaliste

1. Le fondamentalisme religieux est, incontestablement, l'un des courants politiques et sociaux majeurs dans le capitalisme d'aujourd'hui. Dans le monde chrétien, l'Etat juif d'Israël ou l'Orient musulman, les doctrines fondamentalistes qui font appel aux émotions de base (1) et à l'arriération sociale prévalant dans les sociétés de classe sont devenues des mouvements de masse. Ceux-ci enrôlent des millions de partisans dévoués, y compris de nombreuses personnes prêtes à sacrifier leur vie au nom de leur Dieu.

2. Le fondamentalisme religieux a toujours été l'une des caractéristiques des sociétés de classe, y compris de la société capitaliste. Le christianisme et l'islam, deux des plus importantes doctrines religieuses aujourd'hui dans le monde, ont commencé comme des fondamentalismes *sui generis* – correspondant à une époque et des conditions historiques spécifiques. Cependant, au fur et à mesure que ces deux religions devenaient des instruments officiels pour gouverner et contrôler les sociétés féodales, des tendances fondamentalistes dissidentes ont commencé à apparaître et à attirer des partisans.

## **Les premiers mouvements fondamentalistes dans le monde chrétien...**

3. Les premiers mouvements fondamentalistes dans le monde chrétien sont apparus peu après la romanisation et la reconnaissance officielle du christianisme par l'empereur Constantin au IV<sup>e</sup> siècle. Dans les steppes et les zones désertiques de la Méditerranée orientale, de petits groupes de fanatiques et d'«élèves du Christ» se sont mis à prêcher une doctrine prônant la solitude et le rejet de la société romaine. Alors que cette société commençait à se fissurer et à se désintégrer sous le poids du déclin du système esclavagiste (tout d'abord sous la forme du schisme entre les chrétiens catholiques et orthodoxes, puis sous le poids des défaites militaires de l'Empire contre les Goths et les Vandales), ces prêtres laïques autodésignés et ces «élèves du Christ» fondèrent les premiers et les plus anciens ordres monastiques existant encore aujourd'hui. Au début du VI<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ la «foi» dans l'ordre catholique établi, déjà entamée par la division qui se produisit après le concile de Nicée (2), s'était considérablement érodée; de nombreux Romains considéraient la religion chrétienne officielle comme très éloignée du communisme (3) simpliste, primitif, prôné par Yeshoua (Jésus) dans les testaments écrits par ses «apôtres». Le développement des ordres monastiques risquait de remettre en cause le contrôle de l'Eglise (et donc de la domination romaine) dans de nombreuses zones de l'Empire romain en crise. Face à ces défis, la réaction de Rome fut de reconnaître ces ordres et de légitimer ces sous-tendances du christianisme. Les capucins, franciscains (4), etc., plongent leurs racines dans la cooptation et l'institutionnalisation de ces mouvements par la hiérarchie ecclésiastique officielle.

## **...et en terre d'Islam**

4. Des mouvements similaires ont pu être observés dans l'islam au X<sup>e</sup> et au XI<sup>e</sup> siècles après Jésus-Christ. La première et la deuxième croisades (5), malgré les succès militaires de Sala ad-Din (Saladin) [6] et de ses armées basées à al-Qods (Jérusalem) menaçaient de saper l'âge d'or de l'islam. A l'époque, l'empire construit par Mahomet, le califat, s'étendait de Gibraltar au Gange – exploit qui, jusqu'alors, n'avait été réalisé que par Alexandre le Grand. De nombreux progrès scientifiques et culturels dus aux Egyptiens et aux Grecs, y compris les grandes bibliothèques construites par Alexandre, étaient exploités par les lettrés musulmans qui n'étaient pas soumis aux mêmes contraintes que leurs collègues chrétiens qui subissaient la période la plus obscurantiste du Moyen Age. Mais ces progrès culturels et souvent sociaux ne constituèrent qu'un rempart partiel contre la domination militaire que cherchaient à imposer les envahisseurs chrétiens; ils ne purent freiner le développement économique et la rupture avec les rapports sociaux féodaux qui avait commencé à se produire dans les villes plus «éclairées» de Salamanque, Alexandrie, Tombouctou, etc. De nombreuses petites sectes de l'Islam commencèrent donc à se développer dans tout le califat. Beaucoup d'entre elles n'eurent qu'une brève existence, dont l'essor et la chute coïncidèrent souvent avec des victoires et des défaites

militaires. Cependant, en Perse, en Inde, en Afrique du Nord et dans l'Espagne mauresque, un sous-courant fondamentaliste de l'islam, créé du vivant de Mahomet, attira les descendants des convertis perses, indiens et pashtounes et acquit une influence de masse. Pendant un moment, cette secte, les soufis (7), menaça de saper la défense de la Palestine et de l'Espagne mauresque contre les armées chrétiennes en rejetant le progrès social. En fin de compte, cependant, les soufis, et même les courants qui se développèrent à partir du soufisme au cours du deuxième millénaire, furent reconnus comme musulmans par la communauté islamique, même si cela ne se produisit pas à temps pour conserver les zones de l'Europe qui se trouvaient sous le contrôle du califat.

#### **Une dynamique commune**

5. Dans les deux cas précités, on décèle une dynamique commune qui éclaire l'interrelation entre les doctrines religieuses officielles et le fondamentalisme: les courants fondamentalistes émergent et se développent comme des conceptions du monde alternatives dans les périodes de crise et de déclin sociaux, mais sont cooptées, partiellement ou totalement, par l'ordre établi afin de maintenir la domination politique et sociale (culturelle). L'essor des ordres monastiques (dans le monde chrétien) et du soufisme (dans le monde musulman) se sont produits à une époque où le vieil ordre social déclinait et laissait place à de nouvelles formes sociales et à de nouveaux rapports sociaux – la période de transition entre la société esclavagiste et la société féodale dans le monde chrétien; la transition entre le féodalisme asiatique et la petite production marchande (aux mains, à la fois, des croisés chrétiens et des villes «éclairées») dans le monde musulman. En ce sens, la croissance et le développement du fondamentalisme religieux peuvent être considérés comme un indicateur du déclin des rapports sociaux au cours d'une longue période historique.

#### **Le rôle du fondamentalisme dans l'histoire des Etats-Unis**

6. On peut dire, sans exagération, que l'histoire des Etats-Unis d'Amérique, aujourd'hui la première puissance impérialiste à l'échelle mondiale, est intégralement liée à l'histoire et au développement du fondamentalisme religieux (particulièrement du fondamentalisme chrétien, mais aussi de tous les fondamentalismes religieux en général) au cours des quatre derniers siècles.

7. Les premières colonies anglophones d'Amérique du Nord furent fondées par des fondamentalistes religieux qui fuyaient les persécutions déclenchées contre eux par la religion d'Etat en Angleterre, elle-même une dissidence nationaliste de l'Eglise catholique officielle. Ces fondamentalistes cherchèrent à créer de petites communautés dans le «Nouveau Monde» en s'inspirant de leur perspective religieuse, mais ils furent rapidement obligés de remodeler leurs doctrines pour affronter les réalités d'une société qui connaissait un développement embryonnaire, mais croissant. Par exemple, après environ un siècle de puritanisme rigide – fondamentalisme importé par leurs ancêtres anglais –, les colons de la Nouvelle-Angleterre se tournèrent vers les idées des Lumières et le rationalisme. Une évolution similaire se produisit chez les colons néerlandais à New York et en Pennsylvanie, et les propriétaires d'esclaves et les planteurs, classe qui croissait en Virginie, en Caroline du Nord et en Caroline du Sud. Ces changements dans la conscience des premiers résidents européens d'Amérique du Nord donnèrent naissance à leur tour à une nouvelle contradiction: l'essor d'une république démocratique-bourgeoise, fondée sur une société profondément religieuse, mais respectant le principe de la séparation entre l'Eglise et l'Etat.

8. Les dirigeants de la Première Révolution américaine et de la Première République américaine (1789-1861) étaient à la fois profondément religieux et farouchement laïques dans leurs conceptions de l'exercice du pouvoir. En effet, parmi les premiers présidents des Etats-Unis, plusieurs d'entre eux, y compris George Washington (8), appartenaient à la franc-maçonnerie, organisation supra-religieuse se réclamant des Templiers et des croisades. Cependant, ce fut aussi le même Washington qui proclama, sous les applaudissements de tous, que les Etats-Unis «n'étaient pas fondés sur la religion chrétienne». Jusqu'à l'essor des démocrates jacksoniens (9) dans les années 1820, cette conception – religieuse et laïque à la fois – ne fut pas remise en cause dans les cercles dirigeants des jeunes Etats-Unis.

9. Dans les années 1840, la Première République entra dans une période de crise politique et sociale. Le compromis social conclu entre le Nord industriel-capitaliste et le Sud agricole-esclavagiste à l'époque de la fondation de la République commença à désagréger toute la société. En 1820, le «compromis du Missouri» (10), conçu pour apporter un nouveau souffle à ce compromis, ne fit qu'exacerber les tensions, en particulier sous la pression des jacksoniens populistes. La guerre du Mexique (11) visait à coloniser de nouveaux territoires qui auraient pu contribuer à préserver le «compromis» passé une génération auparavant (y compris l'annexion du Texas (11) et son admission

dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste). Mais cette guerre ne contribua absolument pas à stopper la décadence de la vieille république. Au contraire, elle accéléra son déclin, parce qu'il devint de plus en plus clair que ces conquêtes (à l'ouest et au sud-ouest des futurs Etats-Unis) étaient menées pour le bénéfice de la petite classe des propriétaires d'esclaves et des trafiquants d'esclaves – et non pour «le bien de tout le pays».

10. L'aggravation des tensions sociales se combina avec des crises économiques périodiques pendant les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette situation ouvrit la voie à une nouvelle vague de fondamentalisme religieux qui toucha la république américaine. Ce mouvement, connu sous le nom de Grand Réveil (12), marque le début du fondamentalisme religieux, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Le mouvement du Grand Réveil, comme pratiquement tous les mouvements fondamentalistes de l'ère capitaliste, avait une dimension à la fois spirituelle et politique, et pontifiait sur les affaires religieuses comme sur les affaires publiques. A l'époque, pour ceux qui étaient impliqués dans ce mouvement, la question politique la plus urgente était... celle de l'esclavage. En réalité, le Grand Réveil représenta un pôle social d'attraction pour les «bons chrétiens» qui étaient moralement opposés à l'esclavage. De ce mouvement religieux et social émergèrent une série de mouvements politiques bourgeois et petits-bourgeois, y compris les Free Soilers (13), les Know-Nothings (14) (appelés ainsi parce qu'ils répondaient à ceux qui leur posaient des questions sur leur organisation: «Je ne sais rien») et les Eyes Awake (15). Dans les années 1850, ces mouvements politico-socio-religieux disparates convergèrent dans un seul mouvement politique: le Parti républicain.

11. Le Parti républicain, en opposition à son homologue historique, le Parti démocrate (16), est né comme un mouvement politique dans une période de déclin social. En tant que tel, il représentait aussi un mouvement qui allait accompagner la transition d'un système social (ou politique) à un autre. Dans une certaine mesure, à l'intérieur des paramètres posés par l'essor et le déclin de la société capitaliste existante, il joue encore actuellement ce rôle central. Nous pouvons donc nous attendre à ce que, dans une période d'aiguïsement des luttes de classes, le Parti républicain serve d'avant-garde politique à la bourgeoisie et à ses alliés petits-bourgeois.

12. La période qui s'ouvre avec le commencement du Grand Réveil et qui se termine par la Grande Trahison de 1877 (que les historiens «officiels» appellent le Grand Compromis [17]) fut une période très courte et instructive de déclin, de transition et de reconstruction qui montre aussi le rôle du fondamentalisme religieux et ses relations avec une société de classe. On peut diviser cette période de l'histoire américaine en trois phases clairement distinctes: crise et déclin (1843-1861), crise et transition (1861-1865), et reconstruction et essor (1866-1877). Ces phases correspondent grosso modo à celle que les historiens classiques américains appellent la Crise de la Sécession, la Guerre de Sécession et la Reconstruction (18). Ce n'est pas un hasard. Ces trois grands événements de l'histoire américaine représentent un phénomène historique à propos duquel on dispose de nombreux documents et qui dévoile, en microcosme, ce qui ne s'est passé jusqu'ici que rarement dans l'histoire mondiale – et généralement sans la présence d'une multitude de chroniqueurs disposant des moyens et de l'audience de ceux qui vécurent au XIX<sup>e</sup> siècle.

13. La période de crise et de déclin, à la fois dans le Nord et dans le Sud, représentait, à la base, une crise des modes de production qui prédominaient aux Etats-Unis depuis leur création. Au Nord, la révolution industrielle était dans sa phase la plus florissante. La fabrication à la main fut rapidement remplacée, dans pratiquement tous les secteurs de l'économie, par la fabrication avec des machines. Le vieux métier à tisser fut remplacé par l'énorme machine à tisser; la fabrication du métal, même si elle n'était pas encore à son apogée, remplaçait déjà le travail qualifié du forgeron; la scie hydraulique commençait à s'imposer à la fois dans l'industrie du bois et le bâtiment. Dans les transports, la voile était remplacée par le moteur à vapeur, et le chemin de fer livrait des marchandises à l'intérieur du pays, dix fois plus vite que si elles avaient voyagé par bateau ou par péniche. Dans le Sud, les conséquences indirectes de la révolution industrielle bouleversèrent toute l'économie. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement de l'égreneuse de coton permit à l'industrie de ces Etats de devenir très dynamique. Dans les années 1850, cependant, une contradiction fondamentale commença à déchirer la société sudiste. D'un côté, la possession et l'entretien d'esclaves étaient devenus une entrave au développement du capitalisme agricole qui était le moteur de l'économie du Sud; le travail salarié, tel qu'il était pratiqué dans le Nord et partiellement dans les Etats de la frontière (19) et dans les principales villes du Sud, s'avérait un moyen plus efficace et plus économique d'accumuler des profits. D'un autre côté, pour les Etats du Sud situés le long de la côte Atlantique, comme la Caroline du Sud, le commerce d'esclaves était tellement lucratif que l'achat et la vente d'êtres humains étaient devenus

l'industrie principale – en Caroline du Sud, le trafic d'esclaves était une activité économique plus importante que le coton et le tabac dans les années précédant la Guerre de Sécession.

14. Les différentes formes prises par la période de crise et de déclin, au Nord et au Sud, eurent de profondes conséquences sur l'évolution du fondamentalisme religieux dans chaque région. En réalité, le Grand Réveil, évoqué précédemment, eut sa contrepartie dans le Sud. Ce fondamentalisme religieux chercha à utiliser la religion chrétienne comme une justification historique et spirituelle pour le maintien et l'expansion du système esclavagiste. Ce fondamentalisme trouva un allié dans le mouvement favorable à la sécession qui grandissait dans les Etats du Sud profond. Le fanatisme spirituel se découvrit des affinités avec le régionalisme enragé (et l'appel délibéré aux couches les plus arriérées de la société) qui sous-tendait ces mouvements, et dont de nombreux éléments finirent par rejoindre le Parti démocrate, organisation particulièrement hétérogène. La devise latine *Deo Vindice* (littéralement «Avec Dieu notre champion», ou «Dieu nous vengera») devint le cri de ralliement de ce mouvement religieux et politique unifié; un certain nombre de députés et de sénateurs du Sud dirigèrent ce nouveau mouvement religieux et politique, y compris le futur président des Etats confédérés d'Amérique, le sénateur démocrate du Mississippi: Jefferson Davis (20).

15. Cette période de crise et de déclin représenta elle-même une période de transition, car lorsque cette période historique se termina, tous les acteurs de premier et de second rang de la période suivante, celle de la crise et de la transition, étaient en place. Pour l'essentiel, la période de crise et de transition correspond aux quatre années de la Guerre de Sécession; en fait, l'ouverture de la période de crise et de transition commence avec le premier coup de fusil tiré contre Fort Sumter (21), le 12 avril 1861. Cependant, cette période s'étend au-delà du cadre temporel de la Guerre de Sécession, puisqu'elle dure jusqu'à l'automne de 1866. Il fallut attendre dix-huit mois après la reddition des principales armées confédérées, pour que mûrissent les conditions matérielles favorables à l'ouverture de la troisième période.

16. Nous pourrions parfaitement décrire de façon générale les périodes de crise et de transition par un terme plus simple et plus commun: révolution. C'est vrai pour la Guerre de Sécession comme pour n'importe quelle autre période similaire de l'histoire. Durant la période de crise et de transition qui commence au printemps 1861 aux Etats-Unis, toutes les vieilles coutumes sociales et les traditions morales se transformèrent en leur contraire. «Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés» (Marx et Engels, *Manifeste du Parti communiste*). Ce fut le cas dans les deux camps durant la Guerre de Sécession. Les relations sociales entre les femmes et les hommes, les Européens et les non-Européens, les Euro-Américains autochtones et les immigrants, etc., s'effondrèrent, resurgirent sous de nouvelles formes et s'effondrèrent à nouveau en un éclair. Dans le Nord, la conscience des soldats et leur attitude envers les Africains réduits en esclavage dans le Sud évoluèrent: ils passèrent d'une indifférence à la fois désinvolte et cruelle, à la défense paternaliste des esclaves, puis au respect et à la fraternité qui naquirent des combats. (Nous évoquons la conscience des soldats, parce qu'il s'agissait le plus souvent de volontaires et qu'à ce titre ils représentaient les citoyens qui réfléchirent le plus à la guerre de Sécession et à ses implications.) Cela se refléta aussi dans l'évolution générale de la conscience des enfants du Grand Réveil. Alors que la guerre passait d'un conflit autour de l'autorité constitutionnelle à une lutte pour la libération sociale, le rôle politique et social du mouvement religieux fondamentaliste qui poussa en avant des gens comme Abraham Lincoln (22), William Lloyd Garrison (23) et Harriet Beecher Stowe (24) changea; en particulier, ce fondamentalisme suivit l'évolution parcourue par les ordres monastiques chrétiens et les musulmans soufis: après une période d'opposition à l'ordre établi, sa vision du monde fut cooptée et intégrée comme un moyen de conserver et étendre l'ordre social existant.

17. On peut observer une évolution similaire dans les mouvements fondamentalistes religieux du Sud à cette époque. Alors que les défaites militaires se traduisaient par des pertes politiques pour la classe dirigeante du Sud, le mouvement fondamentaliste religieux, quant à lui, s'intégra de plus en plus à la structure dominante afin de survivre. En même temps, il devint plus dépendant de sa base sociale plébéienne, base qui sert toujours de point de départ aux mouvements fondamentalistes. Dans le développement du mouvement politique et social dans le Sud, unifié durant la Guerre de Sécession, l'érosion du système confédéré correspond au développement négatif du fondamentalisme religieux dans une période de déclin et de transition. Alors que les fondements sociaux et politiques du système

établi dans le Sud entraient en décadence et s'érodaient sous les coups des forces politiques et militaires du Nord, la cooptation du fondamentalisme religieux par les cercles politiques dirigeants se transforma en son contraire – les cercles politiques dirigeants furent en fait cooptés par le mouvement fondamentaliste. Même si le fondamentalisme religieux de la société du Sud avant la guerre de Sécession fut entièrement coopté et intégré dans la structure politique de ce qui devint la Confédération (25), ce fondamentalisme ne cessa jamais d'exister (ou, plus précisément, il ne fut jamais capable d'être transformé) à cause de la réalité matérielle du système social du Sud: un système en déclin ne subit pas une pression centripète suffisante pour transformer un mouvement social correspondant et satisfaire les besoins de la période suivante.

18. Nous pouvons voir les résultats de ces deux mouvements fondamentalistes religieux divergents, au cours de la clôture de la période de crise et de transition. Le fondamentalisme religieux du Nord, au départ opposé au système politique existant et qui fut plus tard coopté par ce même système durant la guerre de Sécession, se transforma durant la période de reconstruction et d'essor en une sorte de nouvelle mythologie. Le Grand Réveil lui-même fut présenté comme aussi juvénile et comme le produit d'une «époque plus simple», mais cet adjectif n'était pas utilisé de façon péjorative. La période précédant la Guerre de sécession, comme toute l'histoire avant 1861, était plutôt considérée comme une époque tellement éloignée de l'après-guerre que peu de gens pouvaient comparer leur vie en 1866 avec celle qu'ils menaient une décennie auparavant. En ce sens, la négation du sécularisme initial de la République américaine, exprimée dans le Grand Réveil, céda devant sa propre négation durant la période de la Reconstruction et l'ouverture de l'«Age d'or» (26). Ce n'est qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle et avec l'essor du populisme de la Grange (27) que le fondamentalisme religieux – sous la forme du «renouveau de la foi» – allait de nouveau balayer le pays.

19. Le fondamentalisme religieux du Sud suivit, au contraire un chemin très différent. La défaite de la Confédération et la perte consécutive de sa base sociale par la classe des propriétaires de plantations sudistes forcèrent le mouvement fondamentaliste dans le Sud à s'appuyer encore davantage sur les petits propriétaires et les petits commerçants, ainsi que sur la classe – désormais obsolète – des organisateurs et administrateurs du système esclavagiste, pour sa survie. Cela donna naissance à une nouvelle mythologie spécifique, celle du *Southern Heritage* (28), l'«Héritage sudiste», et transforma le fondamentalisme religieux d'avant la guerre de Sécession en un nouveau mouvement politique et social. Celui-ci identifia aussitôt les changements fondamentaux qui avaient eu lieu, mais exigea aussi la «restauration» de relations sociales qui prévalaient avant la Guerre de Sécession et avaient été modifiées. Pendant la période de reconstruction et d'essor, ce mouvement rétrograde s'incarna le plus clairement dans le Ku Klux Klan (29).

20. Ce panorama du développement du fondamentalisme religieux, à la fois dans les premiers temps du christianisme et de l'Islam, et durant la période du déclin et de l'essor dans l'histoire américaine, offre une clé d'interprétation capitale pour comprendre l'essor et le développement, et l'évolution potentielle future, des mouvements religieux fondamentalistes auxquels nous avons affaire aujourd'hui.

### **Les fondamentalismes religieux au XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles**

21. Aujourd'hui, les travailleurs doivent affronter deux mouvements fondamentalistes principaux, l'un issu du christianisme et l'autre de l'islam. Cependant, tandis que les chemins suivis par ces deux fondamentalismes sont très différents, les deux idéologies ont une dynamique politique et sociale semblable. D'une façon générale, les fondamentalismes chrétien et musulman attirent la même base sociale: des secteurs de la petite bourgeoisie (professions libérales, producteurs indépendants, gestionnaires, etc.) qui sentent la pression de la bourgeoisie tandis que cette dernière continue à intensifier la mondialisation de l'économie capitaliste. Politiquement, ces fondamentalismes puisent à la fois dans le chauvinisme national (centré sur le culte de l'Etat-nation et de l'appartenance nationale) et dans l'arriération sociale. Apparues entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècles, les traditions de l'époque des Lumières – laïcité, démocratie, respect des droits de la personne et de l'intimité, etc. – sont inadmissibles pour les fondamentalistes religieux. En effet, la philosophie des Lumières repose sur l'idée que le monde n'est pas une communauté homogène, unique, d'êtres humains qui pensent de façon identique. C'est pourquoi leurs droits démocratiques sont «inaliénables», comme le proclame la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, et qu'ils découlent d'une autre source qu'un roi ou tout autre dirigeant. Au contraire, les fondamentalistes religieux croient que les droits du peuple sont un cadeau ou un privilège, accordé à un peuple obéissant par un dirigeant qui exprime la volonté divine. Pour eux, l'égalité est donc un privilège qui doit être accordé à ceux qui respectent strictement les

livres saints. Ceux qui ne les respectent pas doivent par conséquent être «punis», c'est-à-dire mis au ban de la communauté, ou condamnés à mort.

### **Des guérisseurs itinérants à George W. Bush**

22. Aux Etats-Unis, le mouvement fondamentaliste chrétien moderne est né après la Seconde Guerre mondiale et l'essor du «siècle américain». Il y avait, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, un petit mouvement fondamentaliste qui organisait des tournées sous chapiteaux pour le «renouveau de la foi», et des charlatans qui se présentaient comme des «guérisseurs». Dans les années 1920 et 1930, ce petit mouvement fondamentaliste commença à prendre de l'ampleur, en raison de la polarisation sociale, déclenchée d'abord par la désorientation provoquée par la Première Guerre mondiale puis par la Grande Dépression. A cette époque, le Ku Klux Klan utilisa le fondamentalisme religieux comme un pôle d'attraction social et culturel; il recruta des millions de membres et contrôla même le gouvernement de certains Etats. Plus tard, lorsque le fascisme devint une force politique à l'échelle mondiale, des démagogues religieux comme le père Coughlin (30) combinèrent le fondamentalisme religieux avec le soutien politique aux régimes de Franco en Espagne et Mussolini en Italie pour construire un mouvement qui préfigura l'avenir du fondamentalisme religieux.

23. Pour l'essentiel, la Seconde Guerre mondiale mit un terme à ces mouvements spécifiques, dans la mesure où le patriotisme américain devint synonyme d'antifascisme et, en partie, d'antiracisme et de rejet de l'antisémitisme. Le mouvement fondamentaliste qui survécut après la fin de la Seconde Guerre mondiale était, sous de nombreux aspects, semblable au mouvement pour la «renouveau de la foi» qui avait eu lieu cinquante ans auparavant, mais il se développa désormais à un niveau supérieur. Les progrès de la technologie, y compris la radio et plus tard la télévision, permirent aux dirigeants fondamentalistes d'acquiescer d'abord une audience régionale, puis nationale. Grâce aux progrès technologiques, les propagandistes religieux purent économiser des ressources considérables car ils n'avaient plus besoin de voyager pour étendre leur influence à partir de leur quartier général. Durant les années 1950 et 1960, ce mouvement ne rechercha pas à briller sous les feux de la rampe à l'échelle nationale, il s'implanta tranquillement dans les zones semi-rurales et parmi des secteurs de la petite bourgeoisie hostiles aux mouvements sociaux, que ce soit ceux pour les droits civiques, contre la guerre [du Vietnam], etc. Ce travail d'organisation fut stimulé, à la fin des années 1960, par le développement de la Southern Strategy (31), «Stratégie du Sud», qui unifia les éléments réactionnaires et fascistes des cercles politiques dirigeants du Sud avec les conservateurs du Nord hostiles aux mouvements sociaux précédemment mentionnés.

24. Pour ce mouvement fondamentaliste chrétien, la phase d'organisation préliminaire se termina dans la période qui suivit immédiatement l'effondrement du mouvement petit-bourgeois anticapitaliste (la Nouvelle Gauche) au début des années 1970. Les fondamentalistes chrétiens choisirent deux cibles principales: l'Equal Rights Amendment (32) et le mouvement croissant pour l'égalité des droits pour les lesbiennes et les gays. A l'époque, les capitalistes furent capables de convaincre des fractions significatives de la population – principalement ces mêmes éléments petits bourgeois, mais aussi des secteurs du prolétariat blanc paupérisé – que les crises économiques qui affectaient la société provenaient des «excès gauchistes» (33) des mouvements sociaux de la décennie antérieure. Les fondamentalistes réussirent à mobiliser des porte-parole populaires et charismatiques, surtout des célébrités dont l'astre ne brillait plus depuis une vingtaine d'années. Ces célébrités, grâce à leurs amis dans les médias capitalistes, surent «présenter» les idées fondamentalistes chrétiennes à des secteurs encore plus larges de la population. Ils renouèrent aussi des liens avec des éléments fascistes et néofascistes en les intégrant à la base de leur mouvement, au titre de fantassins ou de petits cadres.

25. En même temps que cette campagne «de terrain», le mouvement fondamentaliste chercha à consolider sa présence dans le système politique établi. Jouissant au départ d'une influence réduite, plutôt régionale, le fondamentalisme chercha à gagner des postes à la direction du Parti républicain. Ces efforts initiaux facilitèrent l'accession de Ronald Reagan à la Maison Blanche en 1980. Mais ce n'était que le commencement. Le but ultime des fondamentalistes était de choisir un des leurs comme président des Etats-Unis. Ils firent une première tentative, en 1988, avec Pat Robertson (34); ce prêcheur fondamentaliste qui chercha à être le candidat du Parti républicain. Ils échouèrent, surtout d'ailleurs à cause de leur mauvaise organisation au sein du parti lui-même. Les fondamentalistes chrétiens en tirèrent la leçon et formèrent la Coalition chrétienne (35). Cette organisation en chapeautait plusieurs autres, unissant en un seul bloc des mouvements fondamentalistes hétérogènes répartis dans tout le pays. Presque immédiatement, la Coalition chrétienne réussit à prendre le contrôle de positions clés dans l'appareil du Parti républicain au niveau des municipalités et des Etats. Ce fut

seulement dans les années 1990 qu'ils réussirent à s'emparer du Comité national du Parti républicain et à influencer de façon décisive le choix des candidats. (Notons cependant que la Coalition chrétienne dut, pour cela, créer une coalition avec d'autres forces ultra-réactionnaires, y compris des éléments des mouvements «néo-confédérés» (36) et des mouvements néo-conservateurs (37) qui émergeaient à l'époque, afin de conserver le pouvoir.)

L'apogée du mouvement fondamentaliste chrétien eut lieu en 2000, quand George W. Bush devint président. Cette victoire fut encore plus importante que le contrôle des deux Chambres du Congrès à partir de 1994, sur le dos des «Républicains de Gingrich» (38) et de leur «Contrat avec l'Amérique» (39). Comme nous l'avons déjà dit à de nombreuses reprises, l'élection de 2000 représente un tournant décisif. Pour la première fois dans l'histoire américaine, un mouvement fondamentaliste chrétien contrôle les trois branches d'un gouvernement bourgeois. Cela a ouvert une nouvelle période dans l'histoire du pays – et dans laquelle nous vivons encore maintenant (40).

### **Le fondamentalisme islamique, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours**

26. Contrairement au mouvement fondamentaliste chrétien, les origines des fondamentalistes islamistes les plus importants aujourd'hui remontent au XVIII<sup>e</sup> siècle, et notamment aux écrits de Mohammed ibn abd al Wahhab (41). [Dans un sens, ce mouvement vient d'encore plus loin, du XIII<sup>e</sup> siècle, d'un ouléma du nom Ibn Taymiya (42).] Mais Taymiya ne forma jamais un mouvement autour de ses enseignements.) Wahhab était un religieux musulman qui croyait que le courant sunnite, dominant en Islam, était corrompu par les innovations et les «nouveautés» comme le soufisme (et le progrès scientifique).

Les partisans de Wahhab refusaient de célébrer les événements de la vie de Mahomet, ou de tous les saints et prophètes reconnus par les sunnites (43). Ils considéraient à la fois le soufisme et le chiisme (44) qui était un courant de l'Islam, comme une hérésie et ils cherchaient à organiser un nouveau mouvement qui reviendrait à ce qu'ils considéraient comme l'enseignement originel du Prophète.

Les partisans de Wahhab prirent le nom de «salaf», ce qui signifie «ancêtre» ou «prédécesseur» en arabe et ils s'appelèrent les salafistes; leurs critiques préférèrent les appeler les wahhabites. Ce nom est couramment utilisé en Occident et est considéré comme une injure par les salafistes.

27. Le mouvement salafiste commença à s'organiser en formant une alliance avec l'un des nombreux petits chefs de tribus qui régnaient dans la péninsule arabique, les Saoud. Ensemble, ils créèrent le premier Etat saoudien en 1744, tandis que Wa'hab donnait à ce brutal chef tribal une apparence de légitimité religieuse. Après la mort de Wa'hab en 1792, les Saoud devinrent les gardiens du salafisme et le diffusèrent dans les territoires arabes contrôlés par l'Empire ottoman. Les Ottomans renversèrent et écrasèrent à deux reprises l'Etat saoudo-salafiste, mais ce dernier se reconstitua à chaque fois.

Le dernier conflit entre les Ottomans et les Saoud prit fin en 1932, avec la création du royaume d'Arabie saoudite dont le salafisme est la doctrine religieuse officielle. Bien que l'Etat saoudien abritât deux des sites les plus sacrés de l'Islam (la Mecque et Médine [45]), ce qui permettait aux salafistes de contrôler les idées prêchées pendant le pèlerinage sacré, le salafisme resta un mouvement régional jusqu'à la découverte de pétrole en 1938.

Les sommes colossales dégagées par cette ressource financèrent la création de centaines d'écoles, de publications et d'organisations communautaires qui firent connaître la doctrine salafiste, et ce mouvement fondamentaliste put alors exercer son influence à travers tout le monde musulman.

### **L'Afghanistan**

28. Jusqu'aux années 1980, peu de gens connaissaient ou comprenaient ce qu'était le salafisme (46) en dehors du monde musulman. Le plus souvent, en Europe et en Amérique du Nord, seules de petites communautés musulmanes et des théologiens spécialistes de l'histoire comparative des religions s'y intéressèrent dans les universités. Mais la situation changea quand les capitalistes «occidentaux» cherchèrent à utiliser les guérillas musulmanes pour mener une guerre par procuration contre l'Union soviétique. La révolution du printemps 1978 en Afghanistan provoqua un soulèvement démocratique qui renversa la vieille monarchie semi-féodale installée par la Grande-Bretagne en 1919. Pour la première fois depuis la Révolution d'Octobre 1917, un pays traditionnellement musulman prônait l'égalité sociale entre les hommes et les femmes, s'attaquait à l'illettrisme chez les femmes et leur ouvrait les portes de l'éducation supérieure. Après presque un an de conflit intérieur et de guerre civile croissante, le nouveau gouvernement afghan appela l'Union soviétique à la rescousse. L'URSS envoya des troupes d'infanterie aéroportée pour aider le nouveau gouvernement. En réaction, les

fondamentalistes musulmans du monde entier accoururent à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan – qui historiquement a toujours été le bastion du salafisme et d'autres courants fondamentalistes de l'Islam – afin de travailler avec l'ISI (les services secrets pakistanais) et la CIA américaine pour renverser le nouveau gouvernement révolutionnaire. Parmi ceux qui rejoignirent cette nouvelle guérilla (les moujahiddine) se trouvait un fervent partisan du salafisme, un médiocre trafiquant d'armes issu d'une des plus riches familles d'Arabie saoudite: Oussama ben Laden. Il gagna la confiance de la CIA et de l'ISI, et acquit une certaine popularité dans le mouvement étudiant fondamentaliste qui se structura près de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan: ceux que l'on appela les «talibans».

29. Le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan en 1989 ouvrit une nouvelle phase de développement pour ce mouvement fondamentaliste islamique. L'objectif immédiat des moujahiddine n'était plus la défaite militaire de l'armée soviétique; il s'agissait maintenant de renverser le gouvernement de Kaboul et d'établir un Etat islamique salafiste. Une guerre de sept ans commença après le départ des Soviétiques et aboutit finalement à ce que les talibans contrôlent 90% du pays et renversent le gouvernement. Cependant, à ce moment-là, l'intérêt des fondamentalistes s'était à nouveau déplacé de l'Asie centrale vers la Péninsule arabique. La guerre du Golfe de 1991 amena des milliers de soldats, hommes et femmes, originaires surtout des Etats-Unis et d'Europe, à séjourner dans des garnisons stationnées en Arabie saoudite et au Koweït. Leur présence dans des régions considérées comme sacrées par tous les musulmans, quel que soit le courant de l'islam auquel ils appartiennent, constitua un motif de ralliement commode pour les agitateurs fondamentalistes salafistes dans tout le Proche et le Moyen-Orient. Se combinant avec l'antagonisme entre le monde musulman et l'Etat sioniste d'Israël, cette campagne alimenta puissamment l'expansion et le développement du mouvement fondamentaliste salafiste en dehors de la Péninsule arabique. Cela permit la croissance d'une organisation créée d'abord en 1998 parmi les vétérans de la guerre en Afghanistan, le Front international pour le Djihad contre les Juifs et les Croisés, plus connu sous le nom d'al-Quaida.

#### **Al-Quaida**

30. Durant les années 1990, ce nouveau mouvement salafiste se mit à croître à pas de géant. Ses premières actions initiales n'eurent guère de succès ou en tout cas d'impact. L'attentat de décembre 1992 contre un hôtel au Yémen où séjournaient temporairement les soldats américains qui se rendaient en Somalie (ils étaient déjà partis quand l'attentat eut lieu) et l'attentat de 1993 contre le World Trade Center furent considérés comme des échecs, surtout parce qu'ils ne réussirent pas à perturber les activités économiques et militaires des Etats-Unis. La première victoire réelle du mouvement eut lieu en 1994 avec la prise de pouvoir par les talibans en Afghanistan. Le nouveau gouvernement afghan, influencé par une tendance particulière du fondamentalisme salafiste prôné par al-Quaida, le Qotbisme (doctrine définie par l'intellectuel musulman Sayed Qotb (47), un produit du travail de propagande salafiste commencé dans les années 1930), accueillit les fondamentalistes salafistes et leur permit de s'entraîner et s'organiser. Cela permit à ces fondamentalistes de s'engager dans un certain nombre de campagnes internationales; les membres d'al-Quaida combattirent aux côtés de séparatistes musulmans en Bosnie et en Tchétchénie, et avec les milices [islamiques] en Somalie et au Soudan. Durant la seconde moitié des années 1990, ces fondamentalistes continuèrent à lancer des attaques relativement petites sur des cibles liées aux intérêts américains dans différentes parties du monde: on les soupçonne aussi d'avoir participé à des attentats en Arabie saoudite, au Kenya, en Tanzanie, en Inde, aux Philippines et en Jordanie. On pense qu'ils seraient également impliqués dans la planification d'un attentat à l'aéroport international de Los Angeles et contre un destroyer de la marine américaine: *The Sullivans*. Mais l'action la plus importante d'al-Quaida a certainement été les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, le 11 septembre 2001.

31. Les attentats du 11 septembre 2001 amenèrent les fondamentalismes chrétien et islamique à entrer ouvertement en conflit l'un contre l'autre. La «croisade» déclarée par Bush, au nom des fondamentalistes chrétiens qui contrôlent le gouvernement américain, a légitimé l'affirmation des fondamentalistes musulmans – en particulier les partisans salafistes d'al-Quaida – selon laquelle la guerre qu'ils avaient déclarée contre les Etats-Unis en 1998, sous la forme d'une fatwa (48), était nécessaire. A partir de ce moment-là, les destins des deux mouvements fondamentalistes se sont entremêlés. Dans un sens, une relation symbiotique s'est développée depuis lors entre eux, chaque camp étant nourri et alimenté par les actions de l'autre. Aujourd'hui, cette relation symbiotique et conflictuelle représente la principale bataille politique et philosophique parmi les classes dominantes.

#### **L'Ere des fondamentalismes**



### **et les tâches des communistes**

32. Le monde d'aujourd'hui est entré dans l'Ere des fondamentalismes. Tout comme l'Ere des dictatures (entre les deux guerres mondiales), cette nouvelle ère se caractérisera par des crises sociales et des guerres. En effet, les principaux protagonistes à l'échelle mondiale sont dirigés, influencés ou poussés à agir par l'une des principales forces fondamentalistes religieuses. Cela concerne non seulement les fondamentalismes chrétien et musulman, mais aussi les différentes variétés du fondamentalisme juif – les divers courants du mouvement sioniste. Pris ensemble, ces trois mouvements fondamentalistes façonnent les contradictions qui ont poussé les bourgeoisies du monde à entrer en conflit.

33. Dans le cadre d'une perspective communiste, ces fondamentalismes représentent une forme d'idéologie bourgeoise [qui prospère] dans une période de déclin social. Dans les périodes de déclin, les classes dirigeantes – la bourgeoisie et ses collaborateurs petits-bourgeois – s'emparent de doctrines et de programmes susceptibles de restaurer leur confiance en elles-mêmes et leur capacité à diriger. En réalité, ces doctrines ne sont que les pires déchets des croyances et des principes des classes dominantes durant leur développement et leur «âge d'or». Toute idéologie qui cherche à restaurer la «foi» dans le système existant est susceptible d'être intégrée dans ces doctrines. La religion, spécialement sous sa forme fondamentaliste, qui défend les mêmes systèmes hiérarchiques que l'on trouve dans la société de classe et la croyance en l'infaillibilité d'un Etre supérieur, devient une forme naturelle d'expression pour les classes dirigeantes dans une période de déclin. En Europe occidentale, les courants fondamentalistes chrétiens ont puissamment soutenu les classes dirigeantes lors de leurs périodes de déclin. Quand le système esclavagiste romain déclina, Constantin intégra les ordres monastiques dans la chrétienté après le concile de Nicée. La première croisade et le commencement des persécutions de masse contre les Juifs marquèrent le début du déclin du féodalisme européen. Aujourd'hui, en cette nouvelle période du capitalisme déclinant, c'est au tour du fondamentalisme protestant de jouer son rôle.

34. Le prolétariat n'a aucun intérêt au triomphe de tel ou tel fondamentalisme religieux. Au contraire, les travailleurs, quel que soit le pays où ils vivent, veulent la défaite et la destruction de ces doctrines afin non seulement de sauver les conquêtes passées de l'humanité et de leur classe, mais aussi pour ouvrir la voie à leur libération de l'exploitation et de l'oppression. Aujourd'hui, les mouvements fondamentalistes et leurs agents dans tous les domaines de la société représentent l'ennemi immédiat du prolétariat et le principal danger, et nous devons les traiter comme tels.

35. Les implications de cette situation sont claires: les travailleurs doivent s'organiser pour contrer la philosophie et le programme des fondamentalistes, et les défier dans tous les domaines de la société de classe. Cette lutte contre le fondamentalisme religieux est d'abord et avant tout une lutte de classe – une lutte entre la société bourgeoise décadente et ses tentatives désespérées de maintenir son «ordre» à tout prix, et un mouvement prolétarien embryonnaire pour la libération, qui cherche à transformer des concepts comme la «démocratie» et l'«unité», à les faire passer de simples concepts ou formes de gouvernement à des pratiques concrètes qui posent la base de leur propre dépassement par des méthodes supérieures de développement humain. Ce fait souligne le thème central qui devrait être souligné dans tous les cas: la religion ne sert qu'à masquer les tentatives de maintenir «l'ordre». Si la dimension religieuse devenait un handicap pour elles, les classes dirigeantes l'écarteraient au profit d'un outil plus «séculier» et plus apte à maintenir la domination de la classe capitaliste. Néanmoins, nous continuerons à nous opposer aux tendances réactionnaires et fascistes qui sont au cœur de ce mouvement. Nous ne permettrons pas que ces fondamentalismes, s'ils tombent en disgrâce, se fassent passer pour une «force d'opposition» voire pour un mouvement anticapitaliste.

36. Si l'origine et la dynamique des différents fondamentalismes religieux sont généralement semblables, quand cette doctrine s'intègre à une idéologie dominante établie, elle devient un outil de la classe dirigeante qu'elle sert. Prenons l'exemple du fondamentalisme chrétien évangélique dominant aux Etats-Unis aujourd'hui: il prône la loyauté et une croyance acritiques en des dirigeants infaillibles; il soutient qu'il faut réduire le pouvoir des législatures démocratiquement élues et celui du pouvoir judiciaire indépendant; et il révère les partisans armés de l'«ordre» capitaliste. En cela, il sert parfaitement les intérêts de la classe dirigeante capitaliste lorsque son hégémonie doit affronter les défis lancés à la fois par les anciennes puissances impérialistes rivales (Union européenne, Japon), et les nouvelles puissances capitalistes qui cherchent à entrer dans le club impérialiste (Chine, Inde) à l'échelle internationale. A l'échelle nationale, le fondamentalisme protestant permet de stopper ou canaliser le développement du mécontentement social, surtout parmi les couches les plus pauvres et

chez les travailleurs, et de détourner un mouvement potentiellement révolutionnaire vers une issue réactionnaire.

De son côté, le mouvement fondamentaliste salafiste, que ce soit l'Arabie saoudite ou al-Quaïda, avec son «anti-impérialisme» et son «anticapitalisme» réactionnaires, a une conception contradictoire. Il rejette les autres courants de l'islam, les considère comme un courant révisionniste de l'Oumma (la Communauté musulmane) et en même temps il s'appuie lourdement sur des traditions très anciennes qui refusent l'essentiel de l'évolution philosophique au cours des trois derniers siècles. Ce fondamentalisme convient parfaitement à une classe dirigeante capitaliste qui veut jouer un rôle croissant dans l'économie capitaliste mondialisée et pense que ces avantages stratégiques pourraient être maximisés à travers une plus grande unité politique et culturelle, non pas des Etats musulmans en général, mais des Etats producteurs de pétrole où les musulmans vivent depuis des siècles. Ce fondamentalisme permet d'empêcher le développement d'une conscience de classe révolutionnaire, spécialement ses idées et ses principes libérateurs, parmi les travailleurs des pays concernés.

37. L'organisation d'un front uni des travailleurs contre le fondamentalisme religieux peut attirer aussi des éléments de la petite bourgeoisie – les démocrates petits bourgeois – qui souhaitent également combattre cette doctrine et ce mouvement. Même si un tel front uni peut parfois fonctionner avec ces gens-là, nous, communistes, mettons en garde les travailleurs contre des relations trop étroites avec eux en dehors d'actions ponctuelles. Même s'ils approuvent notre critique du fondamentalisme religieux et de son rôle dans la société, les démocrates petits-bourgeois veulent uniquement préserver le vieux système démocratique-bourgeois qui leur a permis d'occuper une position protégée et relativement supérieure dans la société. Dans leurs tentatives pour récupérer leur place, ils peuvent aller jusqu'à offrir quelques miettes au prolétariat sous forme de lois qui leur donneront un peu d'espace et de répit supplémentaire sur le plan politique (restauration ou accroissement des droits démocratiques), économique (augmentation du salaire minimum ou des prestations du système de santé publique) ou social (renforcement des droits civiques). Cependant, selon l'équilibre des forces, ces avantages ne sont rien d'autre qu'une tentative d'acheter les travailleurs et de les pousser à accepter leur position d'esclaves salariés, afin de démanteler notre mouvement de classe indépendant. Cela nous incite à souligner deux réalités importantes:

- quelle que soit leur phraséologie radicale ou même révolutionnaire, ces éléments sont incapables de faire autre chose que de restaurer le vieux système de classe;
- seul le prolétariat peut chasser les fondamentalistes de leurs position de pouvoir et éliminer les conditions matérielles qui ont permis la création de ces mouvements (...).

**Communist League** (Etats-Unis), janvier 2006. Extrait de *Workers Republic* n°5

## Notes du traducteur

### (Ni patrie ni frontières)

1. Leur nombre varie, suivant les théories, mais on peut considérer qu'il en existe au moins huit: tristesse, honte, colère, culpabilité, joie, envie, jalousie, hostilité.

2. Convoqué par l'empereur Constantin en 325, ce concile débattit de plusieurs hérésies et schismes, notamment ceux d'Arius, prêtre d'Alexandrie (l'arianisme niait la divinité du Christ), de Méléce (évêque égyptien) et des «novatiens». Ce concile réaffirma des points fondamentaux de la doctrine chrétienne concernant la Sainte Trinité (le Père, le Fils et le Saint-Esprit), la nature divine de Jésus et le célibat des prêtres.

3. On retrouve souvent chez les marxistes cette thèse du caractère «communisant» du christianisme originel. C'est l'un des éléments, à notre avis, mystificateurs qui poussent certains groupes d'extrême gauche à faire les yeux doux à la théologie de la libération. Et ce fut l'un des arguments en faveur du rapprochement entre catholiques et stalinien prôné par Roger Garaudy quand il était l'idéologue du PCF. Workers Republic n° 5, organe de la Communist League des Etats-Unis, reproduit un long article historique de Jack Conrad, du CPGGB (Parti communiste de Grande-Bretagne), «Jesus from Revolutionary to Ruling ideology» (Jésus: d'une idéologie révolutionnaire à une idéologie dominante) allant dans ce sens. Nous sommes très sceptiques sur cette hypothèse qui consiste à faire des premiers partisans de Jésus des pré-«communistes», d'autant que l'existence historique du fils de Marie n'a jusqu'ici pas pu être scientifiquement démontrée.

4. Les franciscains ont été créés en 1210 et les capucins, qui voulaient retrouver l'esprit primitif des précédents (pauvreté totale, liberté de la prédication) en 1528, mais ils n'ont acquis leur autonomie qu'un siècle plus tard en 1619.

5. La première croisade dura de 1096 à 1099. A l'époque, l'Eglise considère qu'il s'agit d'une guerre juste et légitime puisqu'il s'agit d'un «pèlerinage» en armes pour délivrer le Saint-Sépulcre. Deux expéditions sont organisées, celle des pauvres et celle des chevaliers. Les 15 000 paysans, femmes et enfants emmenés par Pierre l'Ermite et des prédicateurs itinérants traversent l'Europe, pillant tout sur leur passage et massacrant les juifs. Arrivés à Constantinople, les 10 000 rescapés sont tous tués par les Turcs. La seconde expédition, mieux organisée, rassemble 4 500 chevaliers et 30 000 fantassins répartis entre quatre armées. Nicée, Antioche et Jérusalem sont conquises. Les croisés assassinent des milliers de musulmans dans la mosquée al-Aqsa, à proximité du Saint Sépulcre. Quatre Etats latins d'Orient seront créés suite à la première croisade. Elle sera suivie de sept autres croisades, la dernière en 1270.

En 1144, profitant des rivalités au sein du royaume de Jérusalem, les Turcs envahissent le comté d'Edesse en massacrant de nombreux chrétiens. Le pape Eugène III prône l'organisation d'une deuxième croisade, cependant celle-ci ne soulève pas le même enthousiasme que la première. Louis VII et l'empereur d'Allemagne Conrad III mobilisent deux armées (50 000 hommes) qui se rejoignent à Constantinople mais l'expédition est rapidement un échec, notamment en raison des dissensions franco-allemandes, et Louis VII rentre piteusement en France.

6. Saladin, nom francisé de Salâh al-dîn, (1138-1193). Souverain d'origine kurde qui régna de 1171 à 1193 sur un royaume comprenant l'Egypte, la Syrie et la Haute-Mésopotamie (région englobant une partie de la Turquie, une partie de la Syrie et une partie de l'Irak) avant de triompher des Francs en 1187 et de leur reprendre Jérusalem. Adversaire résolu des chiïtes, il rétablit le sunnisme et s'entoura de juristes et d'hommes de religion comme conseillers. Il est encore aujourd'hui un personnage mythique, sur le plan à la fois religieux et politique. Il est intéressant de noter que Saddam Hussein se présenta comme le «nouveau Saladin» quand il envahit le Koweït.

7. Le soufisme est un mouvement mystique apparu contre le sunnisme en Irak au VIII<sup>e</sup> siècle. Il prône l'ascétisme, le renoncement aux biens de ce monde et veut s'inspirer de l'exemple des prophètes: Mahomet, bien sûr, mais aussi Jésus et Moïse. Des confréries se créèrent à partir du XI<sup>e</sup> siècle et devinrent soit des mouvements d'opposition aux souverains sunnites, mouvements qui firent alliance avec les dissidents chiïtes, soit au contraire des piliers du pouvoir sunnite. Le soufisme s'organisa d'abord en Irak, en Syrie, en Anatolie, en Iran et en Inde. A partir du XV<sup>e</sup> siècle son influence grandit encore en s'étendant à l'Egypte et au Maghreb. Au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle le soufisme s'est implanté en Afrique noire.

8. George Washington (1732-1799). Représentant de la Virginie aux Congrès de Philadelphie et grand propriétaire d'esclaves, il joue un rôle militaire essentiel dans la conduite de la guerre d'indépendance contre les Britanniques. Premier président des Etats-Unis en 1789, il est réélu en 1792.

9. On appelle «démocrates jacksoniens» les partisans du président Andrew Jackson au sein du Parti démocrate durant sa présidence (1824-1828). Héros de la guerre de 1812 contre les Anglais, Jackson fut le premier président américain à être partiellement élu par les citoyens. Contrairement à la période précédente, celle du président Jefferson, les jacksoniens mettent l'accent sur le rôle de l'exécutif et du Président au détriment du pouvoir du Congrès. En même temps, ils sont opposés au suffrage censitaire, et donc partisans d'élargir la base sociale de l'Etat à tous les hommes blancs majeurs et de permettre aux élus de distribuer à leurs partisans des emplois dans la fonction publique, mais sur la base d'une rotation régulière afin de faire participer «le peuple» et d'éviter la corruption. Les jacksoniens étaient d'accord avec les «whigs» [ce parti, assez influent avant la guerre de Sécession dans les villes, regroupait médecins, avocats, marchands, banquiers, industriels et planteurs; son objectif était d'industrialiser au plus vite le pays, par opposition aux démocrates de l'époque qui voulaient construire une grande nation agricole] pour éviter de poser la question de l'esclavage. Ils étaient

favorables à une expansion territoriale des Etats-Unis de l'Atlantique vers le Pacifique, au nom de la «Destinée Manifeste» de la nation américaine. Aujourd'hui on appelle parfois «jacksoniens» les républicains partisans d'interventions extérieures mais hostiles à la stratégie de «nation building» (l'exportation de la «démocratie», sur le modèle de ce que firent les Américains au Japon, et en Allemagne, après la Seconde Guerre mondiale, et qu'ils prétendaient faire en Irak aujourd'hui).

10. Compromis du Missouri: La cueillette du coton (partiellement mécanisée à partir de 1793) puis celle du tabac sont grandes consommatrices de main-d'œuvre, ce qui pousse les planteurs sudistes à acheter de plus en plus d'esclaves africains. La culture du coton épuisant très vite les sols, les planteurs cherchent de nouvelles terres à l'ouest. C'est ainsi que trois nouveaux Etats du Sud (Louisiane, Mississippi et Alabama) obtiennent le droit de pratiquer l'esclavage, puis, en 1818, le Missouri réclame à son tour ce droit. Cela provoque l'opposition des représentants des Etats du Nord, car s'il y a 11 onze Etats au Nord et onze Etats au Sud, le Nord est plus peuplé. Un compromis est conclu le 2 mars 1820 et un nouvel Etat anti-esclavagiste, le Maine, est créé pour faire contrepoids au Missouri. De plus, les sénateurs décident que les nouveaux Etats seront esclavagistes s'ils se situent au nord du 36° 30" parallèle (la future ligne Mason-Dixon), et abolitionnistes s'ils sont situés au nord de cette ligne. Ce compromis sera abrogé en 1854 et déclaré inconstitutionnel en 1857. Dès lors la question de l'esclavage provoquera la guerre entre le Sud et le Nord en 1861.

11. Comme l'écrit Howard Zinn dans son Histoire populaire des Etats-Unis: «(...) l'acquisition de la Louisiane par Jefferson avait doublé le territoire des Etats-Unis en l'étendant jusqu'aux Rocheuses. Au sud-ouest se trouvait le Mexique, qui avait pris son indépendance après une guerre révolutionnaire contre l'Espagne en 1821 (...). En 1836, après un soulèvement organisé avec le soutien des Etats-unis, le Texas s'était séparé du Mexique pour se proclamer "république à une seule étoile". En 1845, le Congrès américain l'intégrait dans l'Union à part entière. Le président James Polk donna l'ordre aux troupes du général Taylor d'avancer jusqu'au Rio Grande, ce qui était une véritable provocation pour Mexico. (...)» Le Président Polk provoqua la guerre en envoyant des soldats américains dans ce qui était un territoire certes disputé mais historiquement peuplé et contrôlé par les Mexicains" (...). Après plusieurs dizaines de milliers de morts dans des combats atroces, le Mexique capitula et les Etats-unis annexèrent le Nouveau-Mexique et la Californie.»

12. On compte au moins trois «Grands Réveils» dans l'histoire religieuse américaine. Le premier eut lieu au XVIII<sup>e</sup> siècle sous l'impulsion du pasteur calviniste Jonathan Edwards qui souligna le rôle des affects (émotions) dans l'expérience de la foi tout en laissant une place à la raison; le second Grand Réveil se produisit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et fit la part belle aux interprétations littéralistes de la Bible; et le troisième Grand Réveil a pris son essor depuis trente ans et s'appuie sur les moyens de communication de masse et la mondialisation. Toutes les ressources de la propagande sont mobilisées (vidéo, musique rock, cinéma, sagas romanesques), mais aussi la construction d'églises gigantesques.

13. Fondé en 1848, le Free Soil Party s'opposait à l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires et à l'admission des États esclavagistes dans l'Union.

14. Le Know Nothing Party était un parti anti-immigrés et anti-catholiques né en 1849 et fondé par des protestants. D'abord clandestin, il se donna des structures publiques sous le nom d'American Party et compta jusqu'à 43 députés sympathisants dans le Congrès élu en 1855. Mais son influence diminua rapidement.

15. Organisation de jeunes qui soutint Abraham Lincoln lors de la campagne présidentielle de 1860. Elle combinait une rhétorique religieuse avec un discours politique et constitua une force puissante durant la campagne, grâce à ses capacités d'organisation.

16. L'extrait ci-dessous d'un long article de Mouloud Didane sur le site latribune-online.com permet d'avoir un premier aperçu des différences entre les partis démocrate et républicain:

«De l'indépendance à la guerre de Sécession s'établit une opposition entre fédéralistes (Washington, Hamilton, Adams) et anti-fédéralistes, défenseurs du droit des Etats (Jefferson, Madison). Ceux-ci forment le parti républicain-démocrate, dominant de 1800 à 1830 et éliminant les fédéralistes. En 1824, il se fractionne, certains de ses membres fondent un parti «démocrate» (les Jacksoniens populistes) et d'autres les «républicains nationaux» - des wighs d'inspiration conservatrice. Les «démocrates» dominent la scène politique de (1830 à 1850). En 1854 s'opère une recomposition à la faveur de l'accession de nouveaux Etats et de la querelle sur l'esclavage. Une partie des wighs crée avec d'autres dissidents, dont A. Lincoln, le Parti républicain, anti-esclavagiste. Le Parti républicain démocrate, devenu parti démocrate, reste lié aux thèses esclavagistes, en particulier dans le Sud. Le bipartisme moderne est né. Après l'élection à la présidence de Lincoln en 1860 (contre trois candidats démocrates), provoquant la guerre de Sécession, la victoire des Yankees assure la domination presque totale des républicains de 1860 à 1932 (à l'exception, dans les années 1800, de l'élection de Cleveland et de T.N. Wilson, de 1913 à 1921). Après la présidence démocrate de Roosevelt (1932-1945), l'alternance entre démocrates et républicains sera beaucoup plus régulière.

«Sur le plan idéologique, le Parti républicain est devenu au fil des temps plus conservateur et défenseur du droit des Etats et du libéralisme économique, appuyé par un électorat plus rural ou suburbain, représentant des classes aisées et moyennes, souvent blanches et majoritairement protestantes. Le parti démocrate, en particulier depuis les années 1930, s'est affirmé partisan de l'interventionnisme fédéral représentatif d'un électorat urbain des grandes villes, des minorités et plus largement des intellectuels, des ouvriers syndiqués et des catholiques.

«En fait, cette opposition entre républicains et démocrates est très relative. Cette opposition entre deux partis ne repose pas sur un clivage idéologique irréductible. Dans la mesure où les deux partis ne peuvent espérer remporter les élections qu'en conquérant les électeurs indécis (électorat flottant), ils sont amenés à adopter des positions suffisamment vagues pour pouvoir «ratisser large». Il en résulte une aptitude particulière au compromis puisque les oppositions idéologiques ne sont jamais tranchées. Les partis américains ne sont pas des partis de militants, mais des partis d'électeurs. Leur structure est donc calquée sur les circonscriptions électorales.»

17. Onze Etats (sur 13) se réunirent le 25 mai 1787 et adoptèrent le compromis proposé par le représentant du Connecticut qui proposa une représentation proportionnelle à la Chambre des Représentants et une représentation paritaire au Sénat. On trouva aussi des compromis entre les États esclavagistes et les autres, sur la prise en compte des esclaves dans le poids respectif des Etats à la Chambre des représentants, etc. Cette réunion prépara un projet de Constitution qui fut ensuite soumis aux Etats ainsi qu'une Déclaration des droits (Bill of Rights), qui ne concernait ni les Indiens, ni les Noirs, ni les femmes, ni les serviteurs sous contrat.

18. Ce terme désigne les douze années (1866-1877) qui précèdent «l'âge d'or» (1878-1893). Au cours de cette période on abolit l'esclavage et donna, en théorie, le droit de vote aux Noirs (en fait il fallut attendre un siècle et les luttes du mouvement des droits civiques pour qu'il soit appliqué sérieusement dans le Sud) et on intégra les Etats du Sud dans l'Union.

19. Ces Etats longeaient la ligne Mason-Dixon (cf. note 9).

20. Jefferson Davis (1808-1889). Officier et homme politique américain. Président des Etats confédérés du Sud pendant la guerre de Sécession.

21. Fort Sumter, petite garnison (85 hommes) située près de Charleston mais qui avait un rôle stratégique pour le blocus du Sud sur la côte atlantique. Elle fut attaquée le 12 avril 1861 par les sudistes et prise le lendemain, au prix d'une seule perte humaine. Il est possible que Lincoln ait refusé de renforcer la garnison et laissé les sudistes attaquer les premiers pour pouvoir ensuite déclencher la guerre plus facilement.

22. Abraham Lincoln (1809-1865). Avocat, député républicain, anti-esclavagiste militant, élu président en 1860. Son élection précipita de peu le déclenchement de la guerre de Sécession. Il fut réélu en 1864 et assassiné peu après la victoire du Nord.

23. William Lloyd Garrison (1805-1879). Anti-esclavagiste, il fonde des journaux et une association pour défendre ses idées et les mettre en pratique. Au départ partisan de renvoyer en Afrique les Africains déportés aux Etats-Unis, il se radicalise progressivement et dénonce les tortures, viols, mutilations, bref la barbarie des propriétaires d'esclaves. Condamné à six mois de prison pour ses écrits. Partisan de la non-violence et de la résistance passive. Après l'abolition de l'esclavage, il fit campagne pour le vote des femmes et contre... la vente d'alcool.

24. Harriet Beecher Stowe 1811-1896), auteure de *La Case de l'oncle Tom* qui fut un best-seller aux Etats-Unis comme dans le monde. On ne peut évidemment la comparer à Tony Morrison, mais il faut tenir compte à la fois du contexte de l'époque et du fait que ce livre fut écrit par une femme de la bourgeoisie protestante blanche.

25. Confédération: il s'agit des 11 Etats favorables à l'esclavage regroupés dans les Etats confédérés d'Amérique.

26. «Age d'or» (1867-1893): durant cette période, les Etats-Unis mènent une politique agressive à l'extérieur de leurs frontières; ils importent massivement de la main d'œuvre (plus de 10 millions de travailleurs); ils agrandissent leur territoire; leur agriculture et leur industrie se modernisent et se développent, du moins jusqu'à la crise de 1893.

27. National Grange of the Patrons of Husbandry: association de fermiers créée en 1867 et qui prit de l'ampleur après la crise agricole de 1873, durant laquelle les prix agricoles chutèrent considérablement. La Grange était organisée en sections où les femmes étaient admises à égalité avec les hommes. Les Grangers luttèrent contre l'endettement et les tarifs de fret élevés pratiqués par les compagnies de chemin de fer. Le mouvement fut important dans l'Iowa, le Minnesota, le Wisconsin et l'Illinois où des lois furent votées en faveur des agriculteurs, mais balayées par le lobbying des chemins de fer auprès de la Cour suprême. Le mouvement atteignit son apogée en 1875, regroupant près de 20 000 membres, puis déclina au profit d'autres forces comme le Greenback Party des années 1870, les Farmers Alliances des années 1880 et le Populist Party des années 1890. La Grange montra que les fermiers pouvaient s'organiser et avoir un rôle politique.

28. «Héritage sudiste»: cette idéologie régionaliste et réactionnaire prône la défense du passé sudiste, le drapeau confédéré, l'«amour du concret», les valeurs familiales et religieuses, le respect de l'ordre, et déteste le «politiquement correct». Les groupes réactionnaires sudistes actuels se présentent comme des victimes des Nordistes, ces «fanatiques», ces «60 traîtres qui détiennent le pouvoir», etc. Ils critiquent aussi bien les démocrates que les républicains, comme G.W. Bush.

29. Créé en 1865 par des officiers sudistes qui voulaient à la fois lutter contre les exactions des soldats nordistes et contre l'émancipation des esclaves, le Ku Klux Klan a connu trois périodes différentes: dans une première époque, finalement assez brève (1865-1871), il mène une lutte violente dans le Sud; même si plusieurs milliers de ses membres sont arrêtés, il obtient le maintien du système de la ségrégation qui perdurera pendant un siècle. Un nouveau Klan

apparaît pendant la Première Guerre mondiale cette fois au Nord comme au Sud (il compte 11 gouverneurs et de nombreux sénateurs dans ses rangs) et organise plus de 5 millions de membres, dans les années 20. Il est dissous en 1944, non pas pour des raisons politiques ou à cause de ses meurtres et exactions racistes, mais parce qu'il ne peut pas payer l'argent qu'il doit au fisc ! Depuis la Seconde Guerre mondiale, le KKK n'a jamais pu redevenir une organisation de masse et ne compte plus aujourd'hui que quelques milliers de membres.

30. Charles Coughlin (1891-1979): ce prêtre catholique fut l'un des premiers dirigeants politiques à utiliser la radio pour toucher et influencer des millions d'auditeurs. Soutenant d'abord Roosevelt en 1932 et son New Deal, il vira rapidement à l'extrême droite, dénonçant le «communisme», les «complots juifs» et l'alliance entre Wall Street et le socialisme, deux faces du même Satan. Progressivement réduit au silence sur les ondes par le gouvernement, il cessa toute propagande politique radiophonique en 1942, sous la pression de l'Eglise, et après deux tentatives infructueuses de créer un parti politique pour diffuser ses idées réactionnaires.

31. Expression inventée par un conseiller de Nixon, Kevin Philips, qui voulait gagner les élections présidentielles en s'assurant le soutien des électeurs du Sud. En effet, pendant les années 1948-1984, les Etats du Sud, traditionnellement démocrates, ont joué un rôle pivot lors des présidentielles de 1960, 1968 et 1976. Pendant cette période, les candidats républicains mirent davantage l'accent sur les «droits des Etats», une façon masquée de critiquer les lois fédérales pour les droits civiques en faveur des Noirs. Autrefois, les thèmes clés de la «Stratégie sudiste» étaient la dénonciation du «busing» (mixité «ethnique» obligatoire dans les écoles), la défense de «la loi et l'ordre» ou «des droits des Etats». Aujourd'hui, la Southern Strategy a des cibles plus «culturelles», comme le mariage homosexuel, l'avortement, la «culture MTV», la pornographie, la recherche médicale sur les cellules souches, etc. Elle mène ce que les Américains appellent une «guerre culturelle» à l'intérieur du pays. Comme l'a déclaré Pat Buchanan en 1992 lors de la Convention nationale républicaine: «Une guerre religieuse se déroule dans notre pays pour l'âme de l'Amérique. C'est une guerre culturelle, aussi vitale pour la nation de demain que la guerre froide elle-même». Ce terme de «guerre culturelle» vient de l'expression allemande Kulturkampf (combat culturel) employée par Bismarck pour désigner sa lutte contre l'Eglise catholique en Allemagne.

32. Il existe pour le moment 27 amendements à la Constitution américaine. L'Equal Rights Amendment pourrait être le 28<sup>e</sup> et concerne l'égalité des sexes. Présenté pour la première fois en 1923, il est passé au Congrès, mais n'a jamais obtenu le soutien nécessaire de 38 Etats – seuls 35 Etats sur 50 l'ont ratifié.

33. En anglais «liberal excesses», littéralement des «excès libéraux», les «liberals» étant aux Etats-Unis les gens (vaguement) «de gauche» ou le plus souvent ce que nous appellerions en France des démocrates radicaux ou des républicains conséquents.

34. Pat Robertson, né en 1930, télévangéliste fondateur de nombreuses institutions: la Coalition chrétienne, un réseau de chaînes de télévisions chrétiennes et même une université. Opposé à l'avortement et aux droits des homosexuels, il soutient le Parti républicain. Ce pasteur baptiste du Sud n'officie plus dans un temple mais exerce une influence importante chez les chrétiens conservateurs.

35. Coalition chrétienne: fondée en 1988 par Pat Robertson avec l'argent qui lui restait des fonds collectés pour sa candidature ratée à l'investiture républicaine, elle regroupe, à sa fondation, des fondamentalistes chrétiens, des évangéliques, des pentecôtistes, des catholiques et des membres des principales Eglises protestantes. Elle prétend avoir 1 200 000 membres, mais selon d'autres estimations elle n'en rassemblerait que 300 à 400 000. La Coalition distribua 70 millions de guides d'information aux électeurs dans les églises en 2000 et 30 millions en 2004. Bien qu'elle ait réussi à bénéficier d'avantages fiscaux pour ses brochures «citoyennes», elle serait désormais en perte de vitesse.

Certains spécialistes différencient les «chrétiens fondamentalistes» (plus isolationnistes en matière de politique étrangère) des protestants évangéliques, interventionnistes sur toutes les questions internationales: travail missionnaire agressif en Chine, comme en Amérique latine ou dans les pays musulmans; agitation autour du thème de la «liberté religieuse» dans tous les pays, de l'Arabie Saoudite à la Chine en passant par la Palestine; soutien aux interventions militaires américaines à l'étranger (de la guerre froide à l'Irak) au nom à la fois de l'unilatéralisme et du fait que les Etats-Unis sont la «nation de Dieu»; soutien inconditionnel à Israël, réalisation de la volonté divine exprimée dans la Bible, et condition du retour du Christ sur terre. Les protestants évangéliques représentent de 25 à 30 % de la population soit de 70 à 80 millions de personnes. Pour plus de détails lire l'article de Celia Belin «Les protestants évangéliques aux Etats-Unis et la politique étrangère américaine»,

[la\\_politique\\_trangre\\_americaine.html](#)

36. «Néo-confédérés»: si officiellement ils défendent le drapeau, les monuments, les traditions folkloriques, et la prétendue «culture» du Sud, les néo-confédérés ne craignent pas de s'allier avec des groupes ouvertement racistes et les partisans des milices. Il ne faut donc pas s'étonner que leurs publications se passionnent pour les QI «raciaux», défendent une politique restrictive de l'immigration, etc.

37. Apparu dans les années 60, ce courant de pensée a eu un rôle idéologique important sous les présidences de Ronald Reagan et G.W. Bush. Si au départ ce concept désignait plutôt des partisans de l'Etat providence et des droits civiques, des ex-sociaux-démocrates, qui soutenaient Nixon et la guerre du Vietnam, aujourd'hui le sens de ce terme s'est élargi et a changé. Il tend à désigner ceux qui, de droite ou de gauche, pensent que les Etats-Unis pourraient aider

militairement d'autres nations à construire la démocratie (nation building). Les neo-cons sont censés être moins isolationnistes et plus intolérants vis-à-vis des dictateurs étrangers que les républicains traditionnels ou pragmatiques. Il faut cependant manier ce concept avec prudence. En effet, l'extrême droite fasciste américaine n'attribue cette étiquette qu'aux intellectuels d'origine juive, et préfère utiliser d'autres termes («nationaux-conservateurs» par exemple) pour caractériser les autres partisans du néo-conservatisme. On emploiera donc ce concept avec précaution, surtout quand il est importé dans les débats franco-français pour désigner, comme par hasard, Alain Finkielkraut ou Bernard Henri-Lévy, ou d'autres vrais réactionnaires qui ne font pas mystère de leur judéité.

38. Newt Gingrich. Politicien américain né en 1943, élu de nombreuses fois député. Speaker (président) de la Chambre des représentants entre 1995 et 1999. Il dut quitter son poste quand on découvrit que ce Père-la-Pudeur avait une maîtresse. Maintenant qu'il a divorcé et épousé l'objet de sa concupiscence, il souhaite se présenter en 2008 aux élections présidentielles et continuer son rôle idéologique néfaste.

39. Rédigé en 1994, le «Contrat avec l'Amérique» de Richard Arme y comprenait une liste de promesses électorales présentées comme des décisions du Congrès et fondées en partie sur le discours sur l'état de l'Union prononcé par Ronald Reagan en 1985. Signé par Gingrich et d'autres candidats républicains, ce contrat abordait des thèmes comme la réforme des prestations sociales, des lois plus sévères contre la criminalité, un budget «plus équilibré» pour la justice, une participation militaire moindre aux missions de l'ONU, etc.

40. Rappelons que ce texte a été écrit en janvier 2006 avant la victoire des démocrates en novembre 2007 au Sénat et à la Chambre des représentants.

41. Ibn Abd al-Wahhab (1703-1792): auteur d'un Traité de l'unicité divine, il suscite l'hostilité des chiites et trouve un protecteur chez le chef de la famille des al Saud. L'émir et le théologien se jurent fidélité en 744 pour faire respecter la parole de Dieu. Ce pacte est à la base du futur régime saoudite. Le wahhabisme s'est constitué à la fois contre les autres tendances ou sectes musulmanes, mais surtout contre le soufisme, son culte des saints, ses pèlerinages à leurs tombes, etc.

42. Ibn Taimiya (1263-1328): théologien et juriconsulte, il joua un rôle important en Syrie et en Egypte de son vivant, puis au XVIII<sup>e</sup> siècle par ses écrits dans le wahhabisme. Il ne défend pas l'idée d'un califat unique et voit la communauté musulmane comme une confédération d'Etats où chaque souverain doit faire respecter la Loi islamique. Il fut emprisonné à plusieurs reprises, notamment à cause de ses attaques contre le soufisme et le culte des saints.

43. Les sunnites, majoritaires dans l'islam (près de 90 %), sont les partisans de la Sunna (la doctrine qui s'inspire des actes et des dires du Prophète) et de l'«union communautaire». On les présente souvent comme les gardiens de l'«orthodoxie» musulmane face aux chiites et aux autres courants ou sectes de l'islam. Le sunnisme s'est institutionnalisé entre le milieu du IX<sup>e</sup> et le X<sup>e</sup> siècle à partir de l'idée que les oulémas pouvaient, en ce qui concerne le fiqh (jurisprudence musulmane) et les règles juridiques, dégager un consensus en s'appuyant à la fois sur le Coran, les hadiths (récits transmis par les Compagnons du Prophète) et sur le raisonnement des «théologiens». Cinq écoles juridiques d'interprétation naquirent alors, dont quatre subsistent encore aujourd'hui. Tout au long du Moyen Age, les sunnites soutinrent les califes de la dynastie des Abbassides et défendirent le principe de l'obéissance inconditionnelle au pouvoir.

44. Chiisme: mouvement politico-religieux apparu après la mort de Mahomet, autour de l'imam Ali, cousin de Mahomet, et époux de Fatima, la fille du Prophète. Ali eut des différends avec les trois califes qui succédèrent au Prophète (Abou Bakr, Ommar et Ottman) mais le véritable conflit pour la succession éclata après l'assassinat d'Ottman en 656. Devenu calife, Ali fut lui-même assassiné trois ans plus tard. Un véritable culte s'organisa autour d'Ali, car il avait été l'un des premiers, si ce n'est le premier fidèle de Mahomet. Par la suite, les chiites revendiquèrent, contre la dynastie omeyyade, la transmission de l'héritage aux descendants de Fatima. Ils divisèrent soit Ali (ils attendent son retour messianique en tant que mahdi), soit les imams qui lui succédèrent. Le chiisme n'a cessé de se diviser en sectes ou tendances concurrentes, y compris en Iran.

45. La Mecque est la ville où est né le prophète Mahomet, celle où il vécut et prêcha sans succès, celle qu'il soumit par la force en 629 et celle où se dresse la Kaaba (édifice païen bâti avant l'islam, qui contient une pierre noire que chaque pèlerin doit toucher et embrasser, et vers lequel tous les musulmans doivent se tourner pour prier). Quant à Médine, c'est l'endroit où Mahomet se réfugia après l'Hégire (l'Expatriation) en 622, où il fonda le premier Etat islamique et où il fut enterré en 632.

46. Dans un article paru dans la revue de l'IFRI (Politique étrangère n° 1, «Le salafisme en Europe», 2006) Samir Amghar distingue, à côté des fondamentalistes du Tabligh et des Frères musulmans, trois courants salafistes:

- le «salafisme révolutionnaire ou djihadiste», influencé par les Frères musulmans puisqu'il considère que «les actions politiques et sociales doivent s'inscrire dans une perspective islamique» mais qui mène une «lecture littéraliste du Coran» (retour du califat): GIA, GRCP, al-Qaueda, Hizb ut-Tahrir et «filiales irakiennes»;

- le «salafisme piétiste» qui s'inscrit dans une «logique missionnaire et de prédication». Pour ce courant, tout bon musulman vivant en Europe devra un jour émigrer dans un pays islamique. Ils ne s'intéressent pas à la politique, du moins

dans un premier temps, et veulent «corriger la croyance et les pratiques religieuses» des fidèles qui vivent en Europe; ils considèrent la démocratie comme anti-islamique mais refusent le recours à la violence dans les pays non musulmans:

- le salafisme politique: très influencée par les méthodes des Frères musulmans («participation [à la vie des pays non musulmans], création d'associations, manifestations, etc.»), cette tendance considère que les Frères modernisent «excessivement l'islam» ! On trouve aussi dans cette tendance, un sous-courant partisan d'aller aider les islamistes en Irak tout en recourant «aux instruments de la démocratie et de la liberté d'expression pour peser sur les politiques nationales».

Ces trois courants ont, malgré leurs divergences, plusieurs points communs selon Samir Amghar: pour eux, «l'islam ne se réduit pas à sa dimension religieuse»; ils soulignent «l'apport de la civilisation islamique»; ils agitent le «mythe de la décadence» de l'islam et privilégient une «dimension millénariste et apocalyptique»; enfin ils sont de fervents partisans des théories du complot à dimension antisémite.

La base sociale de ces trois courants (entre lesquels existent de nombreuses passerelles) serait composée de gens déçus par les organisations musulmanes officielles, liées aux Etats islamiques, de «mécontents que ni les partis politiques ni les autres courants religieux ne prennent en charge», voire de révoltés en quête d'une affirmation identitaire et fiers d'appartenir à une «élite, une avant-garde chargée de mettre en œuvre le dessin de Dieu sur terre».

47. Sayyid Qutb (1906-1963). Penseur égyptien emprisonné suite à la rupture en 1954 entre Nasser et les Frères musulmans. Il devient un des chefs de ce mouvement, est emprisonné une seconde fois puis exécuté. Son œuvre principale (A l'ombre du Coran) compte trente volumes rédigés entre 1952 et 1963. Hostile à tous les systèmes politiques parce qu'ils reposent sur des valeurs humaines, il prône l'établissement de gouvernements fondés sur les valeurs révélées par Dieu dans le Coran. Pour Qutb, la Loi islamique est immuable et s'applique à tous les êtres humains, en tout lieu et en toute époque.

48. La fatwa est une réponse fournie par un juriste à une question juridique concernant une interprétation de la loi musulmane. Chez les sunnites, l'avis du juriste est pris en considération mais pas obligatoirement exécutoire. Chez les chiites, les fatwas sont rendues par des représentants de l'«imam caché», censés être infallibles. (L'imam caché, chez les chiites duodécimains, redescendra un jour sur terre mais, en attendant, il s'exprime par l'intermédiaire de certains «imams parlants».) Dans ce cas, les fatwas ont donc un poids beaucoup plus grand.

**Wil Barnes**



# Religion, révolution et fondamentalisme aux Etats-Unis

Ce texte, intitulé au départ «Critique de la religion» constitue le premier chapitre d'un livre Community and Capital que l'on peut trouver en anglais sur le site <<http://www.instcssc.org>>.

Il nous a semblé dans une certaine mesure complémentaire de celui de la Communist League, reproduit dans ce même numéro, du moins en ce qui concerne son analyse du fondamentalisme aux Etats-Unis. (Wil Barnes a d'ailleurs écrit un autre texte «Le fondamentalisme musulman et le capitalisme mondial» que nous traduirons dans un prochain numéro de Ni patrie ni frontières.)

Nous avons ajouté quelques notes explicatives à la fin de l'article, mais nous conseillons au lecteur, en cas de besoin, de se reporter aux notes figurant à la fin des deux articles de la Communist League contenus dans ce numéro, notes qui fournissent d'abondantes d'informations sur la Nouvelle Droite, le fondamentalisme protestant et les néo-conservateurs aux Etats-Unis. (NPNF)

## Qu'est-ce que la religion?

1. Commençons par la définition suivante: sous sa forme la plus immédiate, existentielle, la religion est une croyance, souvent élaborée en un système détaillé, qui répond à la quête d'une explication transcendante arationnelle, d'une intelligibilité du monde. Dialectiquement cause et effet, la religion exprime également la passivité face à ce monde, la conviction qu'il n'est pas le produit de l'activité humaine et ne peut être transformé par les êtres humains. Aux Etats-Unis, la forme idéologiquement la plus efficace du fondamentalisme chrétien contemporain rompt nettement et nécessairement avec cette détermination dans la mesure où elle veut conquérir le pouvoir temporel.

## Le fondamentalisme aux Etats-Unis

2. La religion et la religiosité caractérisent les sociétés capitalistes dans lesquelles la nature de classe déterminée dans toutes ses ramifications (conscience, position objective dans la production, construction de la politique sociale au niveau de l'Etat, distribution de la richesse et du pouvoir, etc.) est socialement obscurcie, mystifiée et étouffée.

Mais la religion et le comportement religieux (la conscience et l'attitude des croyants) ne sont aujourd'hui devenus une force sociale notable et importante que dans un contexte historique caractérisé par l'incapacité de mettre en œuvre une solution alternative, libératrice et prolétarienne, face à l'organisation de la vie sociale par le Capital.

Suite à cet échec, plusieurs convictions fondamentales ont disparu, notamment l'idée que l'Etat doit être aboli, et que, en termes profanes, la transcendance historique est non seulement possible mais que l'on peut construire une société libre. C'est dans ce monde, un monde désespérément privé désormais d'une solution profane et immanente alternative au Capital, que l'emprise de la religion est devenu un fait social capital.

Dans les Amériques (au nord comme au sud), il n'existe, cependant, qu'une seule forme spécifique de religion significative sur le plan historique: le fondamentalisme chrétien. Sous sa forme la plus envoûtante et extrême, le fondamentalisme chrétien est anti-rationaliste, antilaïque, antiscientifique (1) et, bien sûr, violemment opposé à la critique de la science (2); il est homophobe et anti-féministe; il est anti-prolétarien, souvent xénophobe et toujours nationaliste; il se pend aux basques des groupes sociaux de la classe dirigeante les plus féroce à droite, dont il constitue la base sociale distinctive; il poursuit le cauchemar d'une contre-révolution mondiale et d'une terreur blanche (à une échelle qui dépasse tout ce que même les nazis ont imaginé, aussi incroyable que cette affirmation puisse paraître) à travers une reconstruction de la société fondée sur les enseignements de la Bible.

Bien que la religion, la religiosité et la conscience religieuse ne soient pas, structurellement, des caractéristiques décisives de la société capitaliste en tant que totalité historique, elles sont devenues les formes idéologiques dominantes du monde contemporain. Parce que ce monde, notre monde, est contradictoirement, spectaculairement, captivé et absorbé par les rêves d'une abondance fondée sur la marchandise, nous n'avons pas réussi à comprendre ces phénomènes religieux. Notre compréhension a régressé à un niveau bien inférieur à la clarté théorique atteinte par les post-hégéliens des années 1840. Ainsi, nous devons entreprendre à nouveau, d'une façon dialectique, historique et matérialiste, la critique de la religion contemporaine.

### **L'évolution du fondamentalisme et du fascisme chrétiens avant les années 80**

3. Jusqu'en 1980, le fondamentalisme chrétien ne formait qu'une partie, et pas la plus importante, d'une culture oppositionnelle de la Nouvelle Droite en Amérique. À cette époque, cette opposition était structurée comme un parti politique de masse de droite, informel et décentralisé. Sa hiérarchie comprenait de multiples niveaux d'organisation, d'activités et d'objectifs partiellement intégrés, qui dépendaient de centres de pouvoir séparés. *De facto*, on avait affaire à une division du travail, en partie planifiée. Il s'agissait, pour ainsi dire, d'une organisation très large, qui en chapeautait plusieurs autres, sans affiliation formelle et sans direction centrale exerçant une autorité contraignante.

Le niveau le moins visible au sommet de cette hiérarchie était constitué par les fondations privées, les donateurs et sponsors appartenant aux grandes entreprises. Les destinataires plus visibles de leurs largesses étaient notamment les organisations dont l'activité se tournait vers les institutions (formelles et informelles) du pouvoir au niveau national: l'exécutif de l'Etat, le Congrès et les nouveaux médias (en particulier les réseaux d'information et journaux nationaux).

Cette activité était l'œuvre des fondations de la Nouvelle Droite, des think tanks financés par les grandes entreprises, et d'instituts de recherche dont le siège se trouvait le plus souvent dans la capitale fédérale (Washington), et qui employaient les services d'intellectuels de la Nouvelle Droite. Ces think tanks publiaient (et publient) des revues, des journaux, des lettres d'informations, des articles sur certains «problèmes» et des communications. Ces études spécifiques étaient (et sont toujours) liées aux discussions législatives; elles étaient (et sont) dirigées vers les sénateurs, les députés et leurs assistants.

Ces think tanks distribuent tous les jours des communiqués de presse, des sujets d'articles et de reportages, des contributions aux débats pour les principales chaînes de télévision et de radio, à des centaines de journaux des grandes villes américaines. Ils cherchent ainsi d'abord à reconstruire, sur les plans législatif et exécutif, les principes juridiques et organisationnels du système capitaliste (par exemple, la déréglementation du marché du transport routier et aérien, la privatisation des services gouvernementaux-municipaux, le démantèlement de l'«affirmative action»[discrimination positive] et l'introduction des principes du marché dans l'éducation publique à tous les niveaux); en second lieu, les think tanks veulent anticiper et structurer les formes et le contenu du discours spectaculaire sur de nombreux problèmes politiques, économiques, et culturels mais aussi sur des événements spécifiques.

Si les fondations et les think tanks ont incarné deux centres de pouvoir étroitement liés dans la culture dominante, les Political action committees (chargés de la collecte des fonds pour les élections) incarnent un troisième centre de pouvoir avec la culture de la Nouvelle Droite.

En dehors de leur direction, les troupes opérant dans la rue mobilisaient (et mobilisent) une minorité réactionnaire militante recrutée parmi les déchets des classes intermédiaires de la société américaine – des éléments, la plupart du temps masculins, déçus sur le plan économique (dont la perte d'un rôle défini par le travail stimule à la fois le ressentiment et la peur contre les femmes autonomes qui travaillent), mais aussi des femmes au foyer qui se sentent personnellement menacées par le féminisme.

L'unité entre ces éléments et les groupes bourgeois plus stables décrits ci-dessus a pris (et prend) la forme d'un engagement idéologique partagé. Dans les rues, les actions se concentraient (et se concentrent) presque exclusivement autour d'actes de provocation et d'intimidation fascistes-terroristes (à dimension spectaculaire): elles visent, par exemple, à faire fermer des cliniques d'avortement et à obtenir une couverture médiatique pour favoriser leur propre stratégie et leur croissance organisationnelle.

Le meilleur exemple des actions de cette minorité réactionnaire a été l'«Operation Rescue». Tandis que la tactique de la minorité militante agissant dans la rue était (et est) classiquement fasciste, ces réactionnaires sont des «militants» adeptes de la «préférence nationale», qui se mobilisent sur un seul thème; il ne faut pas les confondre avec les diverses organisations semi-légales et clandestines des

groupes fascistes «durs», dont beaucoup prônent une idéologie contre-révolutionnaire fondée sur un anticapitalisme romantique: la Résistance aryenne blanche, la Nation aryenne, les diverses Eglises et organisations de l'Identité chrétienne, et le Parti populiste, ainsi que les groupes fragmentés du Ku Klux Klan et les groupes locaux plus informels de skinheads.

### **Le tournant des années 80**

Au début des années 80, le centre de pouvoir de la Nouvelle Droite fut finalement organisé; il fédérait les Eglises chrétiennes évangéliques, leurs télé-évangélistes (par exemple, le Club des 700 animé par Pat Robertson) et les organisations qui leur étaient liées (par exemple, la Majorité morale aujourd'hui disparue). Leurs principaux objectifs étaient de:

- reproduire et renforcer une prise de conscience chez leurs membres et leurs téléspectateurs: défense de la structure familiale patriarcale, de l'anti-féminisme, de l'«initiative privée», etc.;
- fournir un bricolage idéologique, inspiré d'une version abâtardie de la Bible, répétant aux principaux événements de l'actualité; le fait de répéter constamment cette analyse permet à ceux qui vivent et travaillent principalement en banlieue, mais aussi dans les petites villes et dans les campagnes, ainsi qu'aux précaires qui vivent de petits boulots mal payés, travaillent à temps partiel, cumulent plusieurs emplois, ne sont pas syndiqués et ne bénéficient pas des prestations sociales, de comprendre la dynamique de l'évolution des Etats-Unis et du monde selon cette grille de lecture;
- promouvoir des actions locales autour par exemple, des conseils d'établissement (le contenu des manuels scolaires) et des législatures de chaque Etat (prière quotidienne, créationisme, programmes anti-avortement, etc.);
- et chercher à canaliser un soutien politique au parti informel de la droite qui occupait (et occupe) des positions centrales dans l'Etat.

Ce sont les Eglises chrétiennes fondamentalistes qui ont fourni l'appui matériel, le réconfort et les conseils quotidiens aux individus et aux familles qui forment la base de masse de la culture dominante.

Les sectes et les Eglises fondamentalistes font appel à un niveau d'engagement la plupart du temps absent dans les formes d'expression plus traditionnelles et plus institutionnalisées de la religion aux Etats-Unis. Il n'est donc pas surprenant que les fondamentalistes fournissent souvent un cadre organisationnel à des actions fascistes de rue autour des questions qu'ils jugent essentielles. On peut donc aussi qualifier ces organisations de fascistes chrétiennes.

### **Une conception totalisante**

4. Dans ce contexte autoritaire à tous les niveaux, indissolublement lié au fondamentalisme chrétien, souhaité et exigé par lui, ce courant vise explicitement à dominer pratiquement l'ensemble des aspects, religieux et profanes, de la société. Il fournit à ses partisans un ensemble étriqué et dogmatique de catégories idéologiques afin de les orienter correctement, de leur permettre d'identifier immédiatement leurs dirigeants, de réagir de façon militante et rapide aux appels, aux revendications, aux thèmes lancés par leurs chefs, etc.

En même temps, il leur offre la satisfaction illusoire d'une solution radicale, apocalyptique et cauchemardesque; il promet la revanche et la vengeance à tous ceux qui éprouvent un puissant *ressentiment*. Tel est le but fondamental ou sous-jacent de ces efforts pour conduire leurs «brebis».

### **Le rôle des Niveleurs (3)**

#### **et des sectes religieuses au XVII<sup>e</sup> siècle**

5. La religion ne constitue plus une force sociale «progressiste» dans les sociétés capitalistes anglaise et américaine depuis cent quarante ans. En fait, la religion a joué un rôle crucial en élargissant de façon significative le domaine de la liberté dans l'histoire de ces deux pays seulement à deux reprises. La première fois, dans les années 1640 chez les Niveleurs [Levellers] et les sectes de la révolution anglaise; et, la seconde fois, durant la période précédant la Guerre de Sécession, de 1830 à 1864, parmi les abolitionnistes américains.

Il suffit de comparer la religiosité du fondamentalisme américain contemporain avec les activités et les conceptions des Niveleurs et des sectes de la révolution anglaise pour comprendre que ces derniers ont élaboré et posé les fondations de l'ordre démocratique et politique bourgeois moderne.

Les niveleurs et les sectes religieuses du XVII<sup>e</sup> siècle étaient enracinés dans les pratiques sociales, religieuses et idéationnelles d'une culture spécifique, non conformiste, et ils se sont reproduits à travers ces pratiques. Cette culture a donné naissance à un esprit général anti-autoritaire et à une conscience de soi critique et réfléchie. Ces pratiques prônaient la confiance dans une «lumière

intérieure» pour interpréter les Ecritures saintes, «lumière intérieure, qui, chez les Niveleurs, devint la Raison naturelle.

Ces pratiques ont ainsi encouragé la confiance en soi et l'indépendance de pensée: par exemple, même une modeste domestique pouvait défier son maître, le chef mâle de la maisonnée, à condition qu'elle puisse puiser des arguments dans la Bible à l'appui de sa position. Cette évolution morale et véritablement individualiste (ni égoïste ni égotiste) fut illustrée par l'apparition d'un type de personnalité spécifique, produit de la première famille bourgeoise.

Sous sa forme plus élaborée ou évoluée, cette évolution a mis au jour ce que l'on appelle habituellement la *conscience*. Elle joua un rôle crucial dans les discussions des sectes religieuses et des marchands de Londres, et des soldats de la Nouvelle Armée Modèle de Cromwell. Ce fut le point de départ de tous les défis que lancèrent ces courants aux Eglises, au Parlement, au roi, au Parlement et à l'armée royale.

Certaines sectes religieuses plus extrémistes (les anabaptistes, les premiers groupes baptistes, les Diggers et les Ranters [4]) insistèrent à l'époque sur un autre élément: l'immanence divine qui souvent s'exprimait par cette affirmation: «L'esprit est en nous.» Dans un sens pratico-psychologique, cette assertion constituait un développement logique de l'importance qu'ils accordaient à la notion de «lumière intérieure». Il est important de noter que ce concept renforçait une personnalité ayant déjà une certaine confiance en soi; il produisit un modèle social de comportement peu susceptible d'éprouver un sentiment de dépendance envers la volonté toute-puissante d'un Etre transcendant animé par une colère dévastatrice.

De plus, l'autonomie personnelle, combinée avec l'indépendance productive qui caractérisait les petits fermiers et marchands (épine dorsale, respectivement, de la Nouvelle armée modèle de Cromwell et des Niveleurs), forma, selon la théorie républicaine classique, la base de la vertu civique. Cette vertu a transformé une culture politique véritablement démocratique en une réalité concrète: en effet, c'est cette unité subjective-objective qui a permis à l'«homme» d'évaluer de façon critique des situations et de vouloir exprimer «son» opinion sans craindre des représailles.

#### **Pré-millénarisme et post-millénarisme**

6. La distinction immanente, pour les fondamentalistes eux-mêmes, entre pré-millénarisme et post-millénarisme (5), est essentielle aujourd'hui pour comprendre la constitution d'un mouvement social de la droite aux Etats-Unis. Cette distinction appartient au noyau central du système de croyance des chrétiens fondamentalistes actuels. Elle coïncide aussi en grande partie avec une autre différence, qui touche l'activité réelle, entre, d'un côté, la masse des vrais croyants qui attendent avec ardeur la fin des temps, et, de l'autre, leurs chefs et militants reconnus appartenant à telle ou telle secte et qui avancent un sinistre programme contre-révolutionnaire pour ce monde.

Le millénarisme [fondamentaliste] repose sur l'idée qu'il existe une structure intelligible de l'histoire humaine que l'on peut découvrir grâce à une compréhension adéquate de ce qui est littéralement la parole de Dieu: la Bible. Cette structure intelligible se dévoile aux yeux des croyants à travers une série d'étapes, les «dispensations» (6); chaque «dispensation» possède sa propre séquence narrative qui se termine par des ruptures violentes. Ces ruptures fonctionnent comme des transitions vers la prochaine «dispensation» (on a affaire à une sorte de dialectique matérialiste vulgaire reposant sur la tête), comme l'expulsion du jardin d'Eden, le Déluge, etc.

La dernière «dispensation» aboutit à la fin violente de l'histoire humaine qui ouvre sur le «millénaire». La «dispensation» finale commence essentiellement par l'irruption de l'Antéchrist, son accord de paix avec Israël et sa prétention messianique; l'ouverture d'une «Tribulation» de sept ans décrite dans le Livre des révélations comme une période de guerres, de famines et de chaos social; la bataille climatique, Armageddon, entre deux forces puissantes représentant le bien et le mal, bataille à l'issue de laquelle la Terre sera détruite, et qui sera suivie peu après par la «Glorieuse Apparition» – soit la «Deuxième Venue» du Christ. Immédiatement après la libération, la révolte et la défaite finale de Satan, on assistera au châtement final des damnés (ils seront plongés dans un lac de feu) ainsi qu'à la création simultanée d'un «Nouveau Ciel» pour accueillir les vrais croyants. La plupart de ces événements fantasmés sont censés se dérouler dans ce qu'aujourd'hui on appelle le Moyen-Orient.

Dans la version pré-millénariste, la «Glorieuse Apparition» inaugure le royaume millénaire de Jésus. Dans la version post-millénariste, le Christ ne revient qu'après que les croyants «ont dirigé et régné» sur la Terre en suivant le modèle biblique pendant mille années. La tendance idéologiquement dominante chez les fondamentalistes chrétiens est aujourd'hui post-millénariste. Elle exige que ses fidèles infiltrent les institutions profanes, s'en emparent et les dominent.

Ces idées ne reposent pas sur une façon de penser le monde, sur un mode de pensée spécifique.

Les fondamentalistes partent d'un «texte sacré» très ancien écrit, en l'espace de plusieurs siècles, par de nombreux auteurs et ils voient dans ce texte, entre autres, la base d'une interprétation de l'époque contemporaine. Une telle démarche est possible parce que ces idées ne sont pas théoriques et réfléchies: elles ne sont pas placées dans un contexte social et historique précis; elles n'ont pas à rendre de comptes sur leurs propres présuppositions; elles ne peuvent décrire de façon convaincante ce qui compte, ou ne compte pas, comme une preuve; et elles ne peuvent commencer à énoncer les conditions de leur propre dépassement.

Il ne faut pas confondre la théorie et la science. À la différence de la religion, de la mythologie, du bon sens (et de la science), la théorie vise la totalité, elle cherche à dévoiler de façon critique sa structure ocluse, en la rendant systématiquement intelligible de façon cohérente.

Dans la mesure où, derrière toute cette construction idéologique, il existe une véritable motivation politique profane et séculière, il nous semble plus logique d'expliquer le comportement des masses fondamentalistes par le fait que leur personnalité est fermement enracinée dans un contexte de classe.

#### **Le type de personnalité le plus répandu chez les fondamentalistes chrétiens**

7. Parmi les fondamentalistes chrétiens, on peut clairement distinguer un type de personnalité représentatif spécifique. Une personne *égoïste et dépendante* (centrée autour de son ego) vit, pour ainsi dire, à travers tous ses actes (parole, gestes tacites, langage corporel explicite, etc.). La dépendance, dans son cas, *n'est pas* une catégorie affective caractérisant, par exemple, le statut émotionnel d'une personnalité manquant de confiance en soi.

Cette catégorie est plutôt cognitive. Elle désigne une incapacité à lier (de façon critique) son expérience quotidienne à des normes immanentes concernant le comportement usuel, les relations interpersonnelles, le comportement social et l'action politique. Cette incapacité l'empêche d'évaluer son expérience quotidienne à l'aide de ces normes, mais aussi de justifier elle-même, y compris de façon autocritique, ces normes (naturellement, avec des degrés de sophistication variable selon les individus).

Dans le sens génétique, ontogénique [lié au développement de l'individu, de sa conception à l'arrivée à l'âge adulte, *NdT*] et personnel, la dépendance (tout comme l'autonomie) cognitive commence par la formation de la conscience morale; mais, dans la mesure où cette capacité cognitive englobante s'entremêle de façon inextricable avec la conscience morale, dans le cadre du développement de l'individu, de la formation de sa personnalité, cette capacité ne s'acquiert qu'au travers d'un processus laborieux. L'autonomie ou l'indépendance s'oppose à la dépendance. Si l'on prend son sens véritable, originel, historique, loin de toute connotation péjorative, c'est ce que signifie le concept «d'individualisme bourgeois».

C'est précisément cette capacité qui fait défaut dans de nombreuses couches des classes moyennes américaines contemporaines. Ce manque d'autonomie cognitive ne caractérise pas toute la classe moyenne (et celle-ci n'en est pas la seule responsable), mais il prédomine dans ces couches, et, parmi toutes les autres couches sociales dans la mesure où l'aspiration à un style de vie «de la classe moyenne» modèle de fait leurs pratiques et leur conscience.

#### **D'où provient**

#### **ce manque de capacité cognitive?**

Il apparaît partout là où l'éducation morale doit faire face à des réalités dépassées par un développement historique qui ne peut être reconstruit. Puisque les outils de compréhension utilisés quotidiennement n'ont aucun rapport avec le monde réellement existant, l'inflexibilité dogmatique en est une conséquence nécessaire. Il apparaît également partout où l'éducation morale est fondée sur le modèle des pratiques commerciales (consciemment transmises par les parents ou simplement apprises par les enfants): est alors considéré comme bon par l'individu (égoïsme) tout comportement qui n'est pas sanctionné par la loi ou d'une autre façon; dans cette situation, la capacité cognitive se rétrécit. Elle se réduit à l'acquisition de quelques outils intellectuels limités, utiles pour la logique, l'argumentation, la présentation d'une idée, etc. Des talents nécessaires par exemple pour vendre un produit, baratiner, escroquer, manipuler les autres afin d'atteindre des objectifs personnels; ou bien seulement pour survivre dans le monde concurrentiel des sociétés capitalistes.

Dans l'un ou l'autre cas, une capacité séparée et distincte se développe, que l'on appelle la *ruse animale*, c'est-à-dire une intelligence exclusivement tournée vers la satisfaction de ses besoins personnels (en fait, la nécessité compulsive de satisfaire ses besoins) et qui ne dépasse pas le niveau de l'égoïsme.

#### **Un résultat inattendu**

Pendant plus de deux décennies, la droite a mené différentes campagnes spectaculaires dans les médias ainsi que des campagnes de diversion autour de l'enfance (lutte contre l'avortement, dénonciation d'abus sexuels «sataniques» dans des crèches et garderies, etc.). Ces campagnes ont eu une conséquence inattendue: une culture consumériste et libérale de tolérance et d'indulgence vis-à-vis des enfants et de la jeunesse s'est développée et s'est imposée à la maison et à l'École. Fondée sur la satisfaction immédiate, l'autogratification et l'auto-indulgence, cette culture quotidienne est nourrie, cultivée, produite et reproduite par la présence massive et omniprésente de l'idéologie du spectacle.

L'égoïsme stimulé dans les institutions socialisatrices de base (famille, École) présuppose et renforce dialectiquement la présence envahissante des catégories de l'immédiateté nécessaires à la société du spectacle; en même temps cet égoïsme écarte toute solution alternative historique immanente. En conséquence, tout ce qui est simplement donné à l'individu (les institutions de la vie quotidienne, la totalité sociale existante) semble éternel ou, au moins, invariable, et donc, «inintéressant». Cette situation exacerbe le développement de la ruse animale. Ces deux processus produisent une détérioration des capacités cognitives qui, avec cette force anti-cognitive omniprésente – la passivité *spectaculaire* –, empêche le développement de l'intelligence critique. Naturellement, cette détérioration cognitive doit être comprise dans le sens historique et social, et non individuel (puisque les individus ne dégénèrent pas sur le plan cognitif, et ne se développent jamais non plus).

8. Même si l'époque où les couches moyennes participaient à l'essor des formes précapitalistes de production est terminée depuis longtemps, ces couches n'ont jamais joué un rôle central dans la dynamique du Capital. Mais l'intégration actuelle de l'État dans les circuits du Capital a atteint une «étape», marquée par le boom de l'ère Reagan (1983-1989), au cours de laquelle diverses couches de la classe moyenne se sont investies, du moins dans les moments expansionnistes du développement cyclique, dans les centres dynamiques de la production capitaliste.

Ainsi, les politiques militaires keynésiennes des années 80 (soutenues par les dépenses publiques pour la défense) ont impliqué une production de pointe dans des secteurs tels que l'industrie aérospatiale, le pétrole et l'exploration minière, les communications, etc. Elles ont donc alimenté une énorme croissance de la force de travail scientifique (ingénieurs, concepteurs, informaticiens, géologues, directeurs, consultants, assistants administratifs, commerciaux, etc.), par rapport aux travailleurs manuels non qualifiés employés sur les chaînes d'assemblage. Cette force de travail scientifique a constitué de nouvelles couches sociales, créées par l'intermédiaire de l'État. En termes *productifs*, on appelle ces nouvelles couches, les couches moyennes *dépendantes* (ou salariées) de cadres, directeurs et administrateurs par opposition aux petits propriétaires indépendants (la petite bourgeoisie).

Les périodes d'expansion rapide *stimulée par la dette* (1976-1979, 1986-1989, 1997-2000) ont, à travers les «mécanismes économiques normaux», provoqué des pressions inflationnistes et menacé la stabilité des principales institutions financières du capitalisme américain. Chaque période s'est terminée par une baisse importante de l'activité économique, une récession (1980-1982, 1991-1992, 2001-2003), et cette contraction a ruiné des couches entières de la classe moyenne. La première a frappé des couches plus traditionnelles de la petite-bourgeoisie liées aux industries plus anciennes, à la distribution et au transport. Par exemple, les routiers propriétaires-exploitants de leurs camions; une mince couche de petits propriétaires détaillants dans la sphère de la consommation; ces derniers vendaient des produits plus anciens et traditionnels (nourriture, habillement, etc.), compétitifs et offrant une faible marge. La phase de contraction les a tout simplement poussés dans le précipice: dans ce cas, il apparaît clairement que la cause de leur ruine réside dans l'extension de la concentration du Capital et la centralisation de la propriété des moyens de production, deux facteurs qui assurent la dynamique centrale du développement capitaliste depuis plus de deux cents ans. Ces secteurs sont eux-mêmes passés sous le contrôle de grands capitaux; ils ont été homogénéisés et rationalisés comme le montre l'essor des chaînes de restaurants spécialisées, des chaînes de grands magasins, des unités de production de confection à la chaîne, etc. Leurs patrons sont désormais des directeurs salariés.

Lors de chaque contraction cyclique de l'activité économique, diverses couches de la classe moyenne ont été liquidées de différentes manières. Et, alors qu'en termes absolus, démographiques, la taille de la classe moyenne américaine est assurément plus grande qu'il y a trente ans (ne serait-ce qu'en raison de l'augmentation de la population totale), on peut distinguer deux tendances qui sont étroitement liées.

Tout d'abord, les groupes intermédiaires entre les ouvriers et les capitalistes ont subi une *polarisation*.

Au sommet, parmi une mince couche de ces groupes, les revenus sont énormes, et les avantages matériels (maison(s), automobiles, vacances, primes, prestations sociales, etc.) sont extravagants. Par contre, à l'autre extrémité, croît une masse très grande de gens qui vivent constamment au bord du gouffre: leurs dettes augmentent, ils essayent d'éviter la chute libre, ils attendent chaque mois leur paie avec angoisse; et il suffirait qu'ils ne travaillent plus pendant deux ou trois mois pour que le désastre financier et la ruine rapide les achèvent.

Parmi les dizaines de millions de membres des classes moyennes dont la vie oscille au bord du gouffre, il existe une masse d'individus qui, non seulement sont incapables de vivre dans ce monde et de l'accepter, mais qui en sont les marginaux, les déchets, le rebut. Leur vie est précaire: ils ont été élevés dans des familles des couches intermédiaires (ou bien ils ont assimilé les normes de consommation des classes moyennes américaines) mais ils ont été ruinés par le développement capitaliste; beaucoup d'entre eux ne tolèrent pas de mener l'existence terne et abrutissante d'un prolétaire, son caractère déclinant, ses trajectoires tronquées et ses possibilités bloquées pendant toute une vie. D'autres ont perdu leur commerce ou leur entreprise, se sont enrichis – honnêtement ou pas – mais ont échoué face à la concurrence du Capital national qui prend une configuration de plus en plus monopolistique. Presque exclusivement blancs, souvent masculins, ces individus constituent une des couches du *lumpen*. Ce sont, par exemple, eux qui fournissent le gros des troupes du cirque ambulancier du mouvement anti-avortement.

9. D'un côté, des gens vivent au bord du gouffre, et en même temps, faute de connaissances, ils manquent d'intelligence critique, ils ne peuvent pas imaginer des solutions de rechange. Empêtrés dans l'urgence des conditions et conflits qu'ils subissent, ils sont isolés, à la dérive. De l'autre, ils vivent et agissent dans une culture capitaliste qui n'offre aucun point de repère dans la vie – ils ne vivent pas leur vie, leur existence est seulement remplie par le spectacle, elle oscille entre l'angoisse et l'ennui; en crise, leur existence est privée de sens. C'est là qu'intervient la religion. Et, dans l'histoire de la société américaine, le fondamentalisme chrétien contemporain constitue une religion particulière. Il exerce une fascination sur la personnalité des membres de cette classe moyenne.

La conjonction entre dépendance cognitive et manque d'autonomie productive est mortifère: il est difficile de comprendre, sur le plan logique, pourquoi une personnalité de ce type peut ne pas être disposée à accepter inconditionnellement l'autorité. Dans la pratique, elle est entièrement tournée vers une consommation impulsive, auto-complaisante et exagérée – vantée, de façon omniprésente et avec des différences subtiles, par les agences de pub du Capital selon les niveaux de revenus disponibles; elle négocie avec succès dans un environnement quotidien de travail façonné par des relations autoritaires-hiérarchiques qui exigent l'obéissance au commandement, et dans cet environnement elle évolue comme un poisson dans l'eau.

Mais en même temps, c'est une personnalité qui se sent isolée, impuissante et insignifiante. En règle générale, elle tente d'acquiescer du pouvoir en cherchant à être dominée par une structure puissante, efficace, autoritaire et contraignante. Une telle personnalité est bien plus adaptée à la vie des groupes fondamentalistes contemporains qu'à celle des sectes religieuses anglaises du XVII<sup>e</sup> siècle composées d'artisans, de petits négociants, paysans et boutiquiers ambitieux; de plus, les membres de ces sectes avaient des personnalités autonomes, une culture et des pratiques particulièrement non-conformistes, fondées sur une conscience de soi critique et réfléchie face au monde.

La différence est particulièrement évidente si l'on observe le comportement pratique des fondamentalistes vis-à-vis de la question de la transcendance. Les fondamentalistes chrétiens actuels cherchent à *abandonner* le monde et, pour ce faire, ils croient en un Dieu personnel anthropomorphe [conçu à l'image de l'homme, *NdT*]. Ce Dieu est particulièrement violent, en colère et vindicatif, il reflète parfaitement le type d'être déchu qui l'idolâtre.

10. Aucun être humain ne peut vivre en ignorant les soucis de la vie quotidienne, quelle que soit l'intensité avec laquelle il attend la «fin des temps».

Les Eglises évangéliques, les télé-évangélistes, les groupes d'étude bibliques, etc., offrent un bricolage idéologique inspiré d'une version abâtardie de la Bible et qui prétend interpréter les événements actuels. Ce bricolage est censé s'occuper spécifiquement des problèmes quotidiens des croyants. Sur un plan très prosaïque, il vante l'importance du salut personnel, il s'oppose aux interventions de l'Etat, et il souligne le rôle de la «libre volonté» de chacun dans ses échecs personnels face aux interprétations de ceux qui préfèrent «blâmer la société». Cette idéologie dénonce vigoureusement les maux que représentent, selon elle, l'avortement, la pornographie et les droits des homosexuels. Elle affirme aussi que la démocratie pluraliste moderne a trahi la véritable signification

de l'Etat et de la Constitution, en obscurcissant le rôle de l'autorité divine, en masquant l'inspiration divine de la Constitution et l'importance du rôle de l'Etat au service de Dieu.

Au plus profond de lui, le fondamentaliste chrétien considère le salut comme un accomplissement *personnel* obtenu en maîtrisant son âme et en découvrant individuellement Jésus, grâce à ses seuls efforts. Faisant preuve d'un égoïsme indéfectible (souvent confondu, à tort, avec l'individualisme), le fondamentaliste éprouve du ressentiment contre l'assistance que la société offre aux autres; par conséquent il méprise l'instrument (l'Etat), le mécanisme (les impôts) et les résultats (un filet social de sûreté) de la redistribution politique des richesses. Ces attitudes des *masses* fondamentalistes sont, bien sûr, entièrement conformes à celles des groupes de la *classe dirigeante* appartenant à la Nouvelle Droite sur des questions comme la propriété des moyens de production, la richesse représentée par l'argent et l'Etat. Rappelons, de plus, que le fantasme de la «fin des temps», qui protège les fondamentalistes contemporains contre les effets débilissants de leur colère, de leur frustration et de leur ressentiment, ce fantasme se concrétise pour eux au Moyen-Orient.

11. Les groupes sociaux qui soutiennent la Nouvelle Droite et qui ont mis au pouvoir la camarilla actuelle (environ au début de l'automne 2003) forment ce que nous appelons le Parti informel de la droite. Ce parti inclut:

- une couche de la classe dominante, au sens strict, rassemblée autour de la famille Bush: son grand rêve est de s'emparer des gisements de pétrole du Moyen-Orient;
- les pro-israéliens acharnés (7) membres de l'exécutif (et emmenés par Wolfowitz et Perle);
- les fabricants d'armes et les fournisseurs de la défense avec leur coterie de généraux du Pentagone à leur botte – ces généraux sont convaincus qu'ils pourront assurer la domination militaire américaine sur le monde;
- et les fascistes cléricaux, qui sont seulement en apparence dirigés par Ashcroft (parce qu'il opère au sein des hautes sphères de l'Etat). Ces fascistes cléricaux forment l'aile extrémiste du Parti de la droite. C'est aussi le seul groupe qui dispose d'une base sociale de masse – parmi les fondamentalistes chrétiens. Ils cherchent à effectuer une «révolution par en haut» en transformant une République laïque en une théocratie totalitaire. Tant que la guerre et l'occupation pourront continuer et s'étendre, au Moyen-Orient, cette coterie maintiendra sa cohérence, d'où sa domination actuelle. Tout comme le parti de Staline qui s'ossifia dans le creuset de la crise céréalière de 1928-1929, cette camarilla croit qu'elle peut obtenir tout ce qu'elle veut en ayant recours seulement à la force brutale des armes et de la technologie, et elle a l'intention de le prouver; et, comme la classe dominante dont elle est l'élément dirigeant, elle a prouvé ses capacités en matière de brutalité gratuite et répréhensible, de violence et de meurtre de masse.

Le programme du Parti de la droite est un programme de domination dissimulé sous le voile de l'hégémonie. Ce programme n'est pas assuré de triompher pour trois raisons:

- il contrôle de moins en moins son organisation formelle, le Parti républicain, qui est passé entre les mains de l'extrême droite. Celle-ci, en effet, dirige la base sociale de masse qui constitue le noyau de ce parti;
- il n'a aucune source de légitimation en dehors de la culture capitaliste aléale et extra-léale de la réussite; cela est dû en grande partie au fait qu'il n'a aucun respect pour ses propres lois, particulièrement sa loi fondamentale, la constitution;
- et, surtout, il n'a aucun programme solide en matière de politique économique; en d'autres termes, il n'est même plus capable de comprendre la dynamique de l'accumulation capitaliste et sa *centralité* pour le système mondial, compréhension que possède n'importe quel vulgaire entrepreneur.

Le Parti de la droite, et particulièrement ses éléments qui contrôlent l'Etat, doit faire face à un dilemme. Il cherche à exercer son hégémonie sur la population américaine ainsi que sur le système mondial des relations sociales capitalistes. Mais il lui manque un programme substantiel pour commencer une nouvelle ère historique d'accumulation – c'est-à-dire, créer de nouveaux marchés, ou élargir énormément ceux qui existent déjà, afin de restaurer un rythme d'accumulation qui assurera une hausse continue, et à long terme, du taux de profit. Le Parti de la droite est donc contraint d'attendre une reprise cyclique tout en se livrant à une série de diversions ad hoc dont les résultats sont la guerre sans fin à l'extérieur et un embrigadement (8) croissant à l'intérieur, deux processus qui sapent sa légitimité.

Plus il poursuit la guerre à l'étranger et tente d'embrigader la population américaine, plus il sera obligé de s'appuyer sur les fondamentalistes de la classe moyenne qui forment l'essentiel de la base sociale du Parti républicain. En conséquence, sa politique a commencé à refléter le désespoir de sa



base *lumpen*, de ces vies brisées, de ces âmes perdues, mues seulement par le ressentiment, l'esprit de revanche, le désir de vengeance et l'espoir d'un renouveau religieux sanglant et violent.

Les masses fondamentalistes n'ont pas d'attentes profanes dans le sens où, parmi leurs espoirs, figurerait celui de goûter un jour aux avantages du «bon» mode de vie américain. Ainsi, ces masses ne sont pas de ce monde, elles peuvent seulement rêver d'un bouleversement révolutionnaire selon les catégories de la religion américaine: le christianisme fondamentaliste. D'où l'idée de l'Apocalypse. La base sociale de masse du fondamentalisme (et donc aussi ses dirigeants à l'extérieur du gouvernement qui s'appuient sur cette base pour conserver leurs chances d'accéder au pouvoir) rejette les solutions profanes radicales comme le communisme dans la production et la distribution, l'abolition de l'Etat et la création d'une communauté d'égaux, la dé-réification (donc aussi la démystification religieuse), la fraternité, etc. Les fondamentalistes chrétiens «authentiques» rejettent viscéralement ces solutions comme une manœuvre de Satan. En ce monde, ils ne voient que le «mal» qu'ils soutiennent en fait (par leurs dirigeants) et rejettent tacitement (par leur désir ardent pour la communauté de Jésus): la hiérarchie, l'autorité, la soumission, l'inégalité. Les dirigeants fondamentalistes trahissent leurs partisans par leur orientation politique profane; ils ne pensent qu'en termes de hiérarchie, d'inégalité, et ils présentent ces catégories comme naturelles, données par Dieu pour qualifier les relations entre les hommes. Possédés par le même ressentiment et le même désir de vengeance, ces dirigeants jugent que l'autorité et l'obéissance sont légitimes, car ils veulent le pouvoir.

Mais ils ne peuvent atteindre cet objectif qu'en se servant des institutions profanes du parti de la droite, parti dont les ressources sont, à leur tour, nécessaires pour tenter d'assouvir les besoins des masses fondamentalistes, tels que les expriment leurs dirigeants au sein de ce parti.

Aujourd'hui, les fondamentalistes inconditionnels sont des fascistes, aux intentions meurtrières et génocidaires; ils sont opposés à un Etat laïque, à une constitution classiquement républicaine, et aux masses qui penchent plutôt pour une société laïque (grâce à l'influence de l'idéologie spectaculaire). Mais le programme fondamentaliste n'est pas réalisable. La reconstruction des sociétés capitalistes selon un projet biblique est impossible dans un monde constitué d'unités de production multinationales. Le Capital est une relation sociale, et la communauté matérielle est un moment constitutif des sociétés capitalistes. Ni l'un ni l'autre ne disparaîtront par la seule force des baïonnettes, même si elles sont inspirées par la Bible. Le prolétariat, lui aussi, est un élément essentiel dans la constitution du Capital, un élément vraiment indépendant même si ce n'est pour le moment que potentiellement: une reconstruction biblique de la société ne peut pas le supprimer.

Mais les institutions de la démocratie bourgeoise peuvent être éviscérées (et, en grande partie, elles le sont déjà); les organisations de la classe ouvrière peuvent être détruites; les militants, les dissidents et les opposants peuvent être assassinés; et le prolétariat peut être atomisé, recomposé, et maintenu dans une division forcée. En tant que mouvement social, telle est la fonction de la *réaction* biblique, qui, ici en Amérique, est la forme «cléricale» contemporaine du fascisme.

12. Observez la galerie de ces vies brisées et de ces âmes perdues, ces rebuts du développement du Capital.

Discutez avec ces hommes et ces femmes. Regardez leurs visages. Même s'ils feignent d'être calmes et en paix avec eux-mêmes, ce sont la colère, mais surtout l'angoisse et la peur qu'exprime chacun de leurs traits. Vous êtes en train d'*examiner directement leur âme*: tout comme les déchets qui longent le chemin du développement du Capital, ces individus sont découragés, ils sont perdus. Quels que soient les propos qu'ils vous tiennent, ils ne sont pas individualistes, du moins au sens bourgeois du terme. Plus que tout, ils craignent d'être abandonnés.

C'est le résultat de la pression implacable du Capital lui-même qui pèse sur eux chaque jour davantage: il rend leur situation apparemment insoluble, leurs vies toujours plus tourmentées; ils sont eux-mêmes angoissés, leur besoin de transcendance toujours plus pressant, leurs demandes de soulagement plus urgentes – un soulagement profane au moins (car, au plus profond de leur cœur, face au Capital qu'ils voient comme un instrument de la fatalité ou de la volonté de Dieu, ils craignent qu'il n'y ait rien d'autre que notre monde).

Embourbés dans le marécage de l'insécurité matérielle (les bas revenus, les prélèvements obligatoires sur le salaire, les prestations sociales faibles ou inexistantes, et la hausse incessante du coût de la nourriture, des services publics et de la santé), ces *lumpen* ne mènent pas une vie meilleure que celle des prolétaires et des précaires qui ont les conditions les plus dures aujourd'hui. Ces hommes et ces femmes désespérés n'ont aucune chance de se dégager de ce borbier. Le seul fil qui les rattache encore à la vie, individuellement et collectivement, est l'influence indirecte qu'exercent leurs dirigeants sur l'Etat, à travers le Parti de la droite. Ils ne lâcheront pas ce fil, et aucun argument ou

moyen de persuasion raisonnable ne les fera changer d'avis. Leur détermination est confortée par leur perception personnelle de la loi de Dieu et les conseils de leurs dirigeants; ils se moquent des lois (de la légalité positive), de la constitution, et surtout ils détestent les quelques vestiges d'une République laïque qui subsistent aux Etats-Unis: pour eux, le pouvoir doit demeurer entre les mains des groupes sociaux actuellement dominants de la classe dirigeante.

Ils ne toléreront plus la moindre insulte ou une nouvelle «calamité» (9). Ils se révolteront. Au cours des prochaines échéances électorales, dans les années à venir, si leur candidat perd pour seulement quelques centaines de milliers de voix, ces fascistes se mobiliseront dans les rues pour empêcher un retour à la tolérance, aux «vices» et aux «péchés» libéraux: ils ne peuvent permettre le «retour de Sodome» et de ses «partisans sataniques» à la tête de l'Etat. Les hauts fonctionnaires crypto-fascistes (comme en témoigne le comportement de la cour suprême en novembre-décembre 2000) manœuvreront les masses *lumpen* désespérées des classes moyennes; ils orchestreront leurs actions dans les rues afin de canaliser leurs demandes de transcendance en leur proposant une drogue apaisante: celle de la participation au pouvoir – par procuration –, tout en s'assurant que ces actions ne balayeront pas la forme démocratique bourgeoise de ce pouvoir.

Mais tôt ou tard ces actions provoqueront une réaction et une riposte plébéiennes, et peut-être prolétariennes. À ce moment-là, commencera la véritable lutte pour la transformation de la totalité sociale.

## NOTES

### du traducteur et de l'auteur

(1) Le fondamentalisme chrétien s'oppose à la science à partir d'arguments bibliques, ahistoriques, non rationnels et même antirationnels. Les fondamentalistes les plus fanatiques veulent l'impossible: revenir en arrière, sur le plan historique, ils souhaitent revenir à une société patriarcale fondée sur la Bible (*Wil Barnes*).

(2) J'entends par «critique de la science» une critique historique et matérialiste qui cherche à préserver les acquis de la science mais en la transcendant d'une manière révolutionnaire. Voir mon texte "On the modern science of nature" (*Wil Barnes*).

(3) Hostiles à la monarchie et membres de l'Armée nouveau modèle, les niveleurs réclamaient notamment le suffrage universel masculin, l'égalité devant la loi, la démocratie parlementaire et la tolérance religieuse (*Ni patrie ni frontières*).

(4) Les Diggers, ou «Bêcheux» implantés chez les paysans, et les Ranters étaient deux mouvements dissidents protestants contemporains des Niveleurs, et qui se considéraient plus radicaux (*Ni patrie ni frontières*).

(5) Contrairement à ce que l'on pourrait croire il ne s'agit pas du tout de la période précédant et suivant l'an 2000. Wil Barnes explique un peu plus loin le sens de ce terme. Mais le lecteur impatient d'en savoir plus pourra lire les explications suivantes fournies par le site [planetenonviolence.org](http://planetenonviolence.org).

«Il y a trois doctrines de base concernant le Jugement dernier. La première, appelée amillénaire (absence de millénarisme) qu'on trouve communément répandue dans les traditions des Eglises en Europe, enseigne que le Christ se réincarnera pour le Jugement dernier, à la fin des temps, qui est aussi celui de l'Eglise. L'Eglise ne dominera jamais le monde dans l'histoire. Il n'y aura pas, littéralement, de millénaire équivalant à un millier d'années de domination politique et culturelle par les saints de Dieu. Au contraire, ce sont les forces du mal qui domineront. Le christianisme sera une voie parmi d'autres, dans un monde dominé par le péché, toujours la même vieille histoire.

«Le post-millénaire adopte un point de vue plus étroit selon lequel qu'il y aura une période de domination chrétienne planétaire avant la deuxième venue du Christ. C'était le point de vue adopté par les puritains anglais au moment de la guerre civile pendant la gouvernance d'Olivier Cromwell (1642-60). C'était aussi celle des calvinistes écossais de la même époque. De même que les puritains de la Nouvelle-Angleterre avant le rétablissement de la monarchie de Charles II en 1660. Cette position a été défendue, un siècle plus tard, par Jonathan Edwards, de même que par de nombreux presbytériens au XIX<sup>e</sup> siècle, surtout ceux associés avec le Séminaire Théologique de Princeton. Le terme de post-millénaire fait référence à l'époque de la seconde venue du Christ, post-millénaire, après une longue période de règne par les saints.

«La doctrine la plus répandue parmi les fondamentalistes protestants chrétiens est une variante du pré-millénaire. Cette doctrine enseigne que le Christ reviendra sur Terre pour établir un royaume planétaire. Il reviendra incarné pour gouverner les hommes avec les pleins pouvoirs et une main de fer.

Le Jugement dernier se tiendra pendant cette période de 1000 ans, après le retour incarné du Christ, D'où l'utilisation du terme pré-millénaire, un retour avant le millénaire. Cette position a toujours eu des défenseurs au sein de l'Eglise mais jamais de façon dominante.

«Le fondamentalisme chrétien moderne a adopté une variante du pré-millénarisme enseignée à partir de 1830. Elle s'appelle le «dispensationalisme». Ce point de vue enseigne que le Christ reviendra de manière invisible pour «ravier» (dans le sens de ravissement) – un mot inconnu dans la Bible – chaque chrétien au paradis. Alors le Christ reviendra pour établir un Royaume planétaire qui durera 1000 ans.

«Quant à la date de ce retour visible, les dispensationalistes sont divisés en trois camps. Le camp dominant enseigne qu'il reviendra sept ans plus tard, et pendant trois ans et demi, il y aura une horrible tribulation. Cette tribulation sera appliquée à l'Etat d'Israël. Cette position est appelée pré-tribulation: les chrétiens seront enlevés du monde avant la Grande Tribulation dont parle Jésus dans Mathieu 24. Il y a aussi un petit groupe qui croit en la post-tribulation. Il enseigne que les chrétiens subiront cette tribulation, ce ne sera pas seulement réservé aux Israéliens. Les chrétiens qui survivront seront envoyés au paradis par le Christ qui restera pour établir son Royaume sur Terre. Il y a un mini groupe de partisans d'une «semi-tribulation» qui croient que les chrétiens seront retirés de la Terre trois ans et demi avant le retour du Christ pour établir son Royaume.»

Et l'auteur de cet article, un certain Gary North de préciser, ce que ne disent jamais les antisionistes, que cette Tribulation qui sauvera 20 millions d'élus coûtera à Israël l'extermination des 2/3 de sa population (*Ni patrie ni frontières*).

(6). Selon un site fondamentaliste francophone, «une dispensation se distingue plus ou moins par la position nouvelle de l'homme et les nouvelles responsabilités qui en marquent le début, ainsi que par les jugements divins qui la terminent.»

Hum... Au cas où cette définition ne serait pas suffisamment lumineuse, ce site reproduit la définition de C.C. Ryrie dans son *Dictionnaire évangélique de théologie* (Evangelical Dictionary of Theology):

«Construisant sur le concept du plan de Dieu pour le monde, le dispensationalisme décrit le développement d'un programme dans diverses dispensations, ou arrangements d'intendance à travers l'histoire du monde. Le monde est considéré comme une maison administrée par Dieu en connexion avec différents stades de révélation dans l'accomplissement de son programme global. Ces économies sont les dispensations dans le dispensationalisme. Par conséquent, selon le point de vue de Dieu, une dispensation est une économie; selon le point de vue de l'homme c'est une responsabilité envers une révélation particulière donnée à une période déterminée. En relation à la révélation progressive, une dispensation consiste en une étape. Par conséquent, une dispensation peut être définie comme une économie identifiable dans l'accomplissement du programme de Dieu.» (*Ni patrie ni frontières*).

(7) L'expression exacte en anglais est «*Israeli firsters*» qui désigne, selon un site trotskyste, «ceux qui mettent les intérêts de l'Etat d'Israël au centre des préoccupations gouvernementales, voire au-dessus de l'intérêt national des Etats-Unis». Pour Wil Barnes, par contre, elle désigne «ceux qui croient sincèrement que le soutien et la promotion de l'hégémonie israélienne au Moyen-Orient sont la meilleure façon de défendre les intérêts américains. La nuance peut te paraître subtile mais c'est la différence entre la bigoterie antisémite et l'analyse critique». (*Ni patrie ni frontières*).

(8) La télévision, la radio et les journaux fonctionnent de plus en plus comme des appendices de la machine de propagande étatique : ils s'abstiennent d'émettre la moindre critique sur sa politique, ils vantent les mérites de la moindre absurdité produite par l'Etat et ses idéologues ; ils censurent toute information susceptible d'avoir le moindre impact sur le pouvoir du Capital. Dans certaines institutions, comme les écoles primaires et secondaires, on assiste à une véritable militarisation avec la présence de policiers, la multiplication des descentes dans les casiers des élèves, les fouilles corporelles, etc. Et bien sûr, les institutions répressives existantes, la police, les prisons, les tribunaux, les procureurs, les différentes agences gouvernementales ont de plus en plus de pouvoirs.

Pour les fondamentalistes, le terme « calamité » peut désigner l'élection d'un démocrate à la présidence, « libéral » (au sens français un « républicain de gauche ») qui nommera lui-même des juges « libéraux » à la Cour suprême ; un Congrès démocrate qui faciliterait l'avortement, etc. De tels événements, et il en existe bien d'autres, déclencheraient pour eux une crise car ils cherchent à obtenir le pouvoir politique à l'échelle nationale pour réorganiser la société sur des bases bibliques, même si leur projet n'a aucune chance d'être appliqué, selon moi (*Wil Barnes*).

# Quelques précisions

**NPNF: Je suis très sceptique sur l'intérêt de la notion de «société du spectacle» citée plusieurs fois dans ton texte. Peux-tu m'expliquer concrètement et brièvement son utilité pour toi aux Etats-Unis?**

**Wil Barnes:** L'immense majorité des ouvriers américains considèrent qu'ils font partie de la «classe moyenne» (groupe statistique grossièrement déterminé par le montant des revenus et le niveau de la consommation). Les travailleurs syndiqués, les bureaucrates syndicaux, les politiciens populistes, même le journal de la section locale de mon syndicat, tous se réfèrent à la «classe moyenne» des salariés.

Les capitalistes sont appelés des «producteurs», quant aux ouvriers, ils touchent leur chèque à la fin du mois et beaucoup se demandent s'ils le méritent vraiment ! L'Etat est considéré comme une institution bienveillante («vous avez élu les hommes qui occupent les bureaux de l'Etat») et qui agit en ton nom. «Les flics te protègent» et les gens, les travailleurs, croient véritablement à toutes ces conneries.

On ne peut pas écouter la radio, regarder la télévision, voir un film, lire un journal, on ne peut pas descendre dans la rue, entrer dans une école, une mairie, une bibliothèque, une station-service, un immeuble résidentiel, un immeuble de bureaux ou une usine, sans être envahi par des images, dont la plupart sont de la «publicité». C'est plus que de la propagande: il s'agit d'une force omniprésente et omnipuissante qui canalise le désir et les attentes (qui sont refoulés au nom de l'harmonie sociale, de la famille, du travail, de la nation) afin de réaliser la valeur d'échange des marchandises ou, plus prosaïquement, de vendre des produits.

Aux Etats-Unis, il n'y a pas de tradition de critique sociale chez les intellectuels, leur culture est pragmatique, utilitaire et technique depuis au moins 160 ans. C'est pourquoi la «société du spectacle» de Debord a été la première notion, et jusqu'ici, la seule conception critique et révolutionnaire qui a apporté une clarté théorique et permis de comprendre l'expérience de la vie quotidienne.

Aux Etats-Unis, tu es certes libre de gagner de l'argent (de la façon la plus malhonnête et illicite que tu puisses imaginer), mais la vie sociale est sous contrôle depuis si longtemps qu'il serait impossible qu'un tel concept devienne à la mode – comme en France, du moins d'après ce que tu me dis.

Toutes les théories et pratiques révolutionnaires aux Etats-Unis (à part la magnifique et unique exception des IWW) ont été productivistes. Les situationistes ont rompu avec cette tradition et avec la réification de la vie quotidienne. Ils ont essayé de théoriser ce qui pourrait être le point de départ d'une société libre qui partirait du niveau d'abondance déjà atteint.

**NPNF: Le mot fascisme est employé le plus souvent n'importe comment dans les débats politiques français. Quel sens donnes-tu à ce mot dans le contexte américain?**

**Wil Barnes:** J'emploie ce terme dans un sens précis, mais qui n'a rien de particulièrement original: sur le plan social et historique, les fascistes ont pour fonction et pour tâche objectives d'atomiser le prolétariat, de détruire ses organisations de classe grâce auxquelles la classe peut exercer et exerce le pouvoir social qu'elle a acquis. Les fascistes interviennent généralement quand la crise frappe à la fois le système économique (baisse de rentabilité), la vie de l'Etat (qui se trouve dans une impasse) et les capitalistes individuels.

Les fascistes sévissent dans la rue aux Etats-Unis beaucoup plus fréquemment qu'on ne pourrait le penser, parce que leur présence est devenue «normale» dans le paysage quotidien.

Quelques exemples.

Si une femme riche veut se faire avorter, elle consulte son médecin personnel qui lui recommandera une personne et un endroit sûrs pour effectuer l'opération. De nos jours, cela se pratique souvent en Ontario (au Canada). Mais une ouvrière, ou une employée, devra, pour commencer, affronter toutes les restrictions législatives conçues afin qu'elle se sente une meurtrière. Si elle a la force de vaincre ces obstacles (rencontrer un médecin qui lui fera un cours de morale, remplir de nombreux formulaires, consulter un spécialiste qui lui montrera des photos de foetus avortés, etc.), alors elle devra affronter les fanatiques du mouvement anti-avortement, les fascistes, qui la harcèleront à la clinique d'avortement, qui en bloqueront souvent l'entrée. Et ces manœuvres d'intimidation se dérouleront non seulement avant mais après l'opération, car elle sera harcelée,

intimidée et subtilement menacée, voire terrorisée (appels téléphoniques, e-mails, lettres). Dans ce sens, la clinique d'avortement est le symbole matériel d'une formidable pression institutionnelle et sociale qui prétend régenter la vie de la femme.

Je peux citer aussi les interventions des fascistes du Ku Klux Klan et des groupes nationalistes blancs qui se manifestent à certains moments cruciaux de la lutte de classe. Par exemple, dans l'usine automobile Nissan à Smyrna, dans Tennessee (à 50 km au sud-est de Nashville), au cours de la dernière décennie, le Klan a joué un rôle crucial, en menaçant, intimidant et tabassant (bien qu'il n'y ait pas de preuves formelles pour ces dernières actions) des ouvriers d'usine, afin de les empêcher de se syndiquer. Les organisateurs du syndicat ont organisé deux fois des votes [pour que le personnel accepte d'être syndiqué, *NdT*], mais ils ont perdu à deux reprises.

Il y a aussi un exemple plus connu (même si les médias n'en ont pas beaucoup parlé) en novembre 2004. Dans le comté de Broward, en Floride, au moment où il est apparu que Bush allait «voler» la victoire aux démocrates, des centaines de travailleurs, surtout noirs, sont descendus dans la rue et se sont rassemblés devant les bureaux de la commission électorale du comté pour forcer les officiels à recompter les voix, dans des circonscriptions qui se sont avérées être décisives [pour l'issue du scrutin à l'échelle nationale]. Le parti républicain a mobilisé les fanatiques du mouvement anti-avortement, les membres les plus réacs de la communauté cubaine de Miami, les flics de la ville et du comté, pour chasser les manifestants. Il y a eu un affrontement, certaines personnes ont été bousculées, d'autres tabassées et arrêtées, et les forces représentant «la loi et l'ordre» ont triomphé.

#### **NPNF: Quel sens donnes-tu au mot «classe moyenne»?**

**Wil Barnes:** Aux Etats-Unis aujourd'hui, la «classe moyenne» [en anglais, on utilise le terme «*middle stratum*», littéralement la «couche du milieu» ] est un groupe social massif qui se considère «au milieu», c'est-à-dire entre les ouvriers et les capitalistes. Ce groupe n'a aucune unité objective, il se caractérise seulement par de nombreux intérêts contradictoires qui se manifestent dans la vie quotidienne, en particulier dans le travail et la production. L'unité de cette «classe moyenne» est façonnée idéologiquement, car ceux qui «occupent» ce «milieu», cette position intermédiaire, se considèrent comme la «classe moyenne» dans le sens sociologique commun et rudimentaire.

Dans un certain sens, on peut dire que la «classe moyenne» est historiquement analogue à la bourgeoisie, si l'on se rappelle que bourgeoisie occupait une position «intermédiaire» entre les nobles et les paysans au sein des sociétés européennes lorsque le mode de production capitaliste a fait sa première apparition dans l'histoire. Mais il ne s'agit que d'une analogie, et elle n'est pas très bonne: la «classe moyenne» elle-même n'est pas une catégorie de classe (même si elle a une composante de classe).

La «classe moyenne» se compose de nombreuses couches. Citons les trois couches principales. La première couche inclut ceux qui sont directement attachés aux grandes entreprises capitalistes, y compris les contremaîtres, les directeurs et les cadres salariés de l'entreprise, ainsi que les consultants et conseillers extérieurs à la société. La deuxième couche regroupe ceux qui possèdent leurs propres moyens de production (par exemple, les grossistes), emploient et exploitent des travailleurs salariés, mais qui ne peuvent surveiller le marché et décider ensuite ce qu'il faut produire et en quelle quantité. Ces décisions sont généralement déjà prises pour eux par les grandes sociétés capitalistes. (A cet égard, cette couche est différente de la petite-bourgeoisie classique qui est elle-même une couche relativement petite au sein de la classe moyenne.) La troisième couche fondamentale, et probablement la plus grande, est la couche des «travailleurs indépendants» ou des «fournisseurs indépendants» qui néanmoins ne possèdent pas de moyens de production. Ces individus travaillent «à leur propre compte» sans entretenir de relations avec d'autres acteurs dans un processus de production donné, ils font la promotion des services qu'ils offrent.

**Débat  
sur  
les  
caricatures  
de  
Mahomet**

# Caricatures de Mahomet: la liberté d'expression n'est pas un «point de détail» !

Le texte suivant a été écrit par Sean Matgamma, de l'Alliance for Workers Liberty en Grande-Bretagne, sous forme d'un dialogue imaginaire. Nous avons opéré de légères coupes signalées par des points de suspension entre parenthèses.

Malgré les qualités indéniables de ce texte, nous sommes en désaccord avec certains points développés par l'auteur, notamment lorsqu'il mentionne l'existence d'une «civilisation (1) démocratique-bourgeoise» ou «bourgeoise démocratique». Chacune de ces deux notions («civilisation» et «démocratie bourgeoise») doit être maniée avec des pincettes et définie précisément, ce que l'auteur ne fait pas. Or, dans ce domaine sensible, l'absence de définition est lourde d'ambiguïtés. De plus, leur fusion dans un seul concept risque d'être assimilée à une version light de la «civilisation occidentale» – de bien triste mémoire. L'auteur aurait été plus convaincant en étant plus explicite. En effet, autant la question des droits et libertés démocratiques nous paraît absolument essentielle dans tous les pays de la planète, autant l'enfermer dans une question «civilisationnelle» mène, à notre avis, à une impasse politique et théorique pour des révolutionnaires.

D'autre part, nous ne partageons pas ses jugements à l'emporte-pièce sur la question du suicide en islam (que cette religion condamne clairement) et nous pensons qu'il existe d'autres motivations moins folkloriques que le (trop fameux) harem des vierges qui attendraient les djihadistes au Paradis (comme nous l'expliquons dans un commentaire placé en annexe: Quelques brèves remarques sur les motivations des commandos-suicides islamiques).

Enfin cela n'a pas grand sens de parler de «l'intégration» des communautés musulmanes en Occident, si l'on ne précise pas exactement ce que l'on entend par là. Est-ce l'assimilation «à la française» (qui avait traditionnellement plutôt tendance à couper les gens de leur culture d'origine quand ce n'est pas à la mépriser au nom de la supériorité prétendue de la culture universaliste...française)? est-ce un dépassement idyllique dans quelques siècles de toutes les différences ethniques et religieuses pour parvenir à un monde harmonieux mais uniforme? Mystère.

Pour le reste, c'est-à-dire à nos yeux l'essentiel, cet article nous semble mettre la question de la liberté d'expression au centre du débat et se démarquer de tous les Ponce Pilate gauchistes, libertaires, tiers mondains, islamophiles ou tout simplement «mous du bulbe» de la gauche et de l'extrême gauche – ce que l'auteur appelle les «invertebrated liberals» que l'on traduira par la «gauche invertébrée» ou les «libéraux invertébrés», au choix. En cela, ce texte est profondément salutaire, car il rappelle que les révolutionnaires ne sont pas du tout indifférents à la question de la liberté d'expression.

De plus Sean, Matgamma identifie clairement l'islam politique comme un ennemi pour le prolétariat, et non comme un allié, fût-il circonstanciel, ce qui est le BA-BA de toute politique révolutionnaire aujourd'hui.

(Ni patrie ni frontières)

1. Mais peut-être aurions-nous dû traduire par «culture», le mot «civilisation» n'ayant pas tout à fait le même sens en anglais et en français.

**Q.: Pour les révolutionnaires quel est le problème central soulevé par le scandale international qui a suivi la parution des caricatures de Mahomet?**

**R.:** Pour nous, la question essentielle est de savoir si les adeptes d'une religion, quelle qu'elle soit, ont le droit d'imposer leurs principes, leurs règles et leurs traditions à ceux qui n'acceptent ni cette religion ni ces règles. Ou encore (et cela est également important pour de nombreuses personnes de culture musulmane) s'ils ont le droit d'imposer leurs conceptions à ceux qui, tout en acceptant une grande partie des principes de la religion concernée, sont en désaccord avec certaines de ses règles et de ses traditions.

Ceux qui réclament que, parce que la plupart des musulmans s'opposent à la représentation de Mahomet, personne ne puisse représenter «le Prophète», exigent en fait que les non-musulmans suivent des règles édictées par les musulmans.

Le combat contre la domination des religieux et le fait qu'ils imposent leurs croyances aux non-croyants (comme cela s'est passé en 1925, en Irlande, avec l'interdiction du divorce imposée par les catholiques aux protestants, aux juifs et aux non-croyants) a été et est encore l'un des enjeux essentiels du combat entre la civilisation démocratique-bourgeoise et les vieilles tyrannies.

**Q.: La vague internationale d'indignation ne provient-elle pas du fait que les musulmans ont l'impression que leur religion a été insultée et qu'ils donc ont été eux-mêmes insultés?**

**R.:** Parler d'«insulte» est un procédé idéologique spécieux. L'«insulte» se résume au fait que des non-musulmans ont défié l'interdiction de dessiner ou peindre «le Prophète», interdiction soutenue par la plupart des musulmans. Mais pourquoi des non-musulmans obéiraient-ils à une telle règle? Pourquoi devraient-ils laisser un groupe religieux interdire une pratique banale aux yeux des non-musulmans? Pourquoi devraient-ils respecter une prescription religieuse imposée par la violence ou la menace de l'usage de la violence? Pourquoi des révolutionnaires et des laïques devraient-ils se laisser intimider?

Parce que Mahomet est exclusivement la propriété des musulmans? Parce que la représentation de Mahomet est une question pour laquelle les non-musulmans doivent en référer uniquement aux musulmans? Il s'agit encore une fois ici d'imposer aux non-musulmans d'obéir aux traditions d'une religion qu'ils rejettent. Dans un monde où l'islam n'accepte qu'une seule façon de voir les choses, pourquoi devrions-nous nous plier à ce point de vue?

La revendication que des non-musulmans doivent s'en remettre à l'opinion des musulmans aboutit inévitablement à placer la conception du monde islamique au-dessus des autres. Elle conduit à ce que l'islam soit au-dessus de toute critique, ou soit du moins exempté de toute critique sévère ou «offensante». Selon une telle conception, ce sont les religieux qui doivent:

- dicter la façon dont leurs adversaires les critiquent,
- décider quels sont les éléments de leur doctrine qui ne peuvent être ni méprisés, ni tournés en dérision, ni critiqués,
- et décider quelles sont les règles et les traditions que les non-croyants doivent respecter, dont celle de la non-représentation de Mahomet.

Selon une telle conception, les règles et les traditions de l'islam devraient être imposées aux non-croyants sous la pression, que ce soit par un tollé général, par le désordre, par l'assassinat – ou par des lois imposées par l'Etat britannique et les autres Etats, comme l'exigent désormais les musulmans «modérés» en Grande-Bretagne.

En fait, la revendication qui est en train de prendre forme aujourd'hui – comme le confirme implicitement la déclaration du cardinal Murphy O'Connor – est que les principales religions devraient avoir ce privilège. Les protestations des musulmans encouragent les autres religions à demander pour elles-mêmes ce que les bigots musulmans veulent imposer par les menaces et la violence.

La revendication musulmane d'interdire la publication des caricatures, les manifestations bruyantes, les menaces terrifiantes, les incendies d'ambassades, les boycotts de produits danois, etc., tout cela suggère implicitement que la religion musulmane ou toutes les religions devraient disposer de certains privilèges.

En effet, pourquoi ce processus devrait-il s'arrêter à l'interdiction islamique aux non-croyants de représenter Mahomet? Pourquoi un acte aussi banal et bénin (pour des non-musulmans) que la «critique» de l'islam contenue dans une caricature serait-il interdit, et pas les critiques ou les commentaires hostiles contre l'islam et contre les grandes religions, si les manœuvres d'intimidation actuelles réussissaient?



Il faut noter que la pression de l'islam a déjà conduit le gouvernement de Tony Blair à essayer de légiférer contre la liberté de critiquer la religion en général.

**Q.: Tu oublies que les caricatures, et leur reproduction dans plusieurs journaux européens (ainsi que deux journaux jordaniens et un malaisien) étaient une «provocation». Ne penses-tu pas qu'il aurait mieux valu, dans la situation actuelle, ne pas les publier?**

**R.:** Peut-être, ou plutôt oui, il aurait sans doute mieux valu que cette question des caricatures ne prenne pas la dimension qu'elle a prise.

Est-ce que nous, révolutionnaires, nous aurions publié de tels dessins? Non, certainement pas. Le dessin sur le paradis qui est «à court de vierges» m'a semblé adéquat, drôle et bien cibler l'islamisme. Mais, dans une société où il existe du racisme contre des gens que l'on peut facilement identifier comme musulmans, de telles caricatures constituent une arme dangereuse qui peut faire de trop nombreuses victimes par ricochets.

Mais les caricatures ont été publiées. C'est donc maintenant la question de la liberté d'expression qui est en jeu et celle-ci inclut le droit de tenir des propos qui peuvent «provoquer» autrui. «La liberté est destinée à celui qui veut manifester son désaccord.» La question de la liberté ne se pose que lorsque quelqu'un exprime une idée qui te dérange tellement que tu as envie de lui dire de se taire.

La publication des caricatures dans les journaux danois et les réactions que cette publication a suscitées ont créé une situation particulière: la discussion ne porte plus désormais sur le bien-fondé ou la stupidité de la décision du rédacteur en chef danois, mais sur les représailles engagées contre cette publication et sur la façon d'empêcher et d'interdire, par la force, de telles publications à l'avenir.

Etant donné nos choix actuels, nous ne pouvons que défendre la liberté d'expression. Dans l'immédiat cela signifie aussi défendre les plus vulnérables: ceux qui, dans les pays principalement musulmans, sont en désaccord avec les bigots et les réactionnaires. Nous assistons à une mobilisation importante de l'islam politique – mais aussi d'autres forces politiques réactionnaires arabes, tels les baasistes en Syrie et au Liban, pour leurs propres objectifs politiques.

Il nous est impossible d'opérer une séparation entre l'élément spontané de la protestation musulmane et la mobilisation politiquement orientée qui a conduit à un tel mouvement, au bout de quatre mois. Nous ne pouvons nous incliner devant l'indignation spontanée des croyants en oubliant les partisans de l'islam politique qui l'ont organisée. De plus nous n'avons pas à nous incliner devant des bigots réactionnaires, même s'il s'agissait d'un mouvement religieux entièrement spontané.

Quand les ambassades danoises à Damas et à Beyrouth sont incendiées au nom de la religion, et que des manifestants à Londres (justement dénoncés par les dirigeants musulmans britanniques comme des «fascistes») appellent à tuer ceux qui offensent la sensibilité islamique, alors les opposants à la religion et à l'islam se retrouvent face à un nouveau défi. Et l'une de nos tâches essentielles est de soutenir ceux qui, dans les pays musulmans, sont directement menacés par les bigots et pour qui les manifestations actuelles représentent une force d'intimidation et une arme de répression.

**Q.: Mais il ne s'agit pas seulement d'une question religieuse. Dans les pays musulmans, et même en Europe, la religion exprime aussi des sentiments sociaux, un ressentiment contre le fait d'être exclu et discriminé ou de vivre dans un monde dominé par les grandes puissances capitalistes.**

**R.:** Sans aucun doute.

**Q.: Nous ne pouvons pas donc seulement réagir à ce ressentiment en parlant de la religion, des tentatives d'intimider les ennemis de l'islam et des conséquences des protestations sur les libertés démocratiques traditionnelles en Occident.**

**R.:** Les manœuvres d'intimidation se sont avérées très efficaces! Nous, révolutionnaires, combattons l'exclusion et les discriminations en tant que telles. Nous défendons les musulmans en tant qu'êtres humains opprimés et exclus, mais pas en tant que musulmans (même si nous soutenons, bien sûr, leur droit à pratiquer librement leur culte). Pour prendre une métaphore, nous défendons ces chanteurs, mais nous sommes radicalement hostiles à leur chanson, comme à toutes les chansons similaires.

Sous prétexte qu'il s'agirait d'une réalité différente, nous ne pouvons soutenir, ni même tolérer, la bigoterie islamique ni la bigoterie de toute autre religion, et encore moins les fascistes de l'islam politique.

Quels que soient les facteurs sociaux et politiques, nationaux et internationaux, qui nourrissent les réactions des musulmans, l'islam politique est d'abord et avant tout un mouvement politico-religieux qui, en alliance avec la réaction chrétienne et soutenu par elle, menace les libertés de la société

démocratique-bourgeoise. Il représente une menace mortelle pour les libertés, y compris le droit des dissidents, des hérétiques et des athées de ne pas obéir aux diktats de la religion. Le mouvement ouvrier et la gauche ont joué un rôle irremplaçable dans la mise en place de ces libertés, sans lesquelles les possibilités du mouvement ouvrier et, dans un sens plus large, les acquis de la civilisation bourgeoise-démocratique seraient énormément limités.

**Q.: Mais nous devons tenir compte des dimensions sociales et anti-impérialistes du mouvement islamiste, au Proche et Moyen-Orient.**

**R.:** Oui, en essayant de leur donner des objectifs rationnels, progressistes et démocratiques et en aidant ceux qui, dans les communautés et pays musulmans, ont une telle démarche.

Ce n'est pas seulement les mouvements réactionnaires islamiques qui ont un contenu social déformé, c'est aussi le cas, dans un pays comme la Grande-Bretagne, pour le racisme de la classe ouvrière et les votes ouvriers en faveur du British National Party. Le racisme de la classe ouvrière s'appuie souvent sur des griefs réels contre l'injustice et l'exploitation. Mais ces griefs prennent pour boucs émissaires les immigrés, les réfugiés, etc., plutôt que de s'attaquer lucidement et politiquement aux vrais responsables de l'exclusion sociale, de la pauvreté et de l'oppression en général. Les révolutionnaires ne se soumettent pas pour autant à de tels préjugés racistes, à moins de vouloir se suicider en tant que socialistes et que démocrates.

**Q.: Mais ce sont quand même des journaux de droite qui ont publié les caricatures – le premier journal qui les a publiées au Danemark et les premiers journaux qui l'ont imité en France, en Allemagne, etc. Pourquoi devrions-nous les soutenir?**

**R.:** Parce que nous sommes favorables à la liberté d'expression pour de tels journaux. Nous sommes partisans de fixer des conditions à cette liberté d'expression uniquement quand il s'agit d'incitations à la haine raciale, religieuse, homophobe, etc. Mais nous ne nous trouvons absolument pas dans un tel cas ici.

**Q.: Mais tu ne peux nier que les positions de droite de ces journaux ont déterminé en partie leur choix.**

**R.:** Peut-être et même certainement. Leur conception de la «liberté d'expression» est contaminée par leur hypocrisie bourgeoise. La liberté d'expression n'est pas vraiment un problème pour les propriétaires des grands journaux ! Néanmoins il existe dans les démocraties bourgeoises un accord général pour respecter la liberté d'expression. Si, dans certains Etats démocratiques-bourgeois, la presse de droite utilise de façon agressive son droit d'être en désaccord avec l'islam et de le caricaturer, cela n'est pas une mauvaise chose.

**Q.: Mais les journaux de gauche ou libéraux corrects n'ont pas reproduit les caricatures: le Guardian, l'Independent, l'Observer, etc.**

**R.:** L'*Irish Times*, journal de la minorité protestante paraissant dans l'Irlande catholique, a publié une vieille caricature d'un musulman dissident sur Mahomet. En France *Libération* a publié trois des caricatures danoises. Le problème avec le *Guardian*, l'*Independent*, etc., c'est qu'ils font partie de cette «gauche invertébrée», sans principes, sans courage et perspective historique. Ils ont de nouveau agi selon leur nature.

Ils sont généralement moins fermes sur des questions comme la liberté d'expression et la critique de l'islam que les journaux démocratiques-bourgeois moins à gauche. Ce que Trotsky écrivit à propos des sociaux-démocrates norvégiens, dans les années 30, en les comparant avec les vieux fonctionnaires démocrates-bourgeois norvégiens, garde encore une certaine validité: «J'eus rapidement l'occasion de constater que les vieux fonctionnaires bourgeois ont parfois un point de vue et un sens de la dignité plus large que ceux de Messieurs les ministres socialistes», écrivit-il.

De plus, le gouvernement britannique a sans doute exercé des pressions sur les journaux pour qu'ils n'«empirent pas la situation» des troupes britanniques en Irak.

**Q.: Tu admettras quand même que ces caricatures sont racistes: elles présentent une image stéréotypée des musulmans, et les assimilent tous, ainsi que leur religion, au terrorisme.**

**R.:** C'est l'argument qu'ont brandi les journaux de la «gauche invertébrée», en tout cas à propos de la caricature où l'on voit Mahomet avec une bombe dans son turban. Mais ces dessins n'ont rien de raciste. (...) Ceux qui ont critiqué la politique défendue par certains musulmans en s'appuyant sur une figure archétypique de l'islam (celle de Mahomet) ont certes couru le risque de pousser certaines personnes à identifier tous les musulmans aux terroristes se réclamant de l'islam. A part ceux qui détestaient déjà les musulmans, je doute que quelqu'un se soit mépris sur le sens de cette caricature qui vise les musulmans terroristes.

Par définition les caricatures exagèrent, ridiculisent et jouent avec des stéréotypes. Demander à des dessins d'obéir à une autre règle pour bénéficier du droit d'être publiés revient à interdire toute caricature ayant un contenu politique ou social. Et c'est accorder aux cibles d'une caricature le droit de juger ce que l'on peut publier sur elles-mêmes. (...)

**Q.: Je ne suis pas du tout d'accord avec toi ! La caricature représentant Mahomet et la bombe dans son turban est ouvertement raciste !**

**R.:** Si ce dessinateur a eu des intentions racistes, nous rejetons bien sûr de telles intentions. (...) Comme le dit un lecteur musulman dans le *Gardian* du 6 février 2006: «(...) Ces caricatures m'ont mis en colère (...) et ma colère vient du fait qu'elles offrent une représentation exacte [de l'islam] (...). [Les caricatures politiques] sont un miroir qui élimine les éléments superficiels et montre, en l'exagérant, ce que le dessinateur pense être le cœur d'un problème. Si un journal danois demande à des dessinateurs de trouver une image du prophète Mahomet, dans quel répertoire d'images vont-ils piocher? Dans le tableau que leur présente le monde musulman actuel et celui-ci n'est pas brillant.

C'est l'image de la bombe qui se trouve au-dessus du cerveau, sur le point d'exploser, prête à détruire la raison; celle de l'épée qui veille sur un groupe de femmes réprimées, effrayées et dissimulées aux regards d'autrui; la vision d'un paradis qui correspond à un fantasme masculin voluptueux qui incite des gens à assassiner des innocents et à se tuer eux-mêmes. Ils auraient pu montrer d'autres scènes écœurantes: des exécutions étatiques, ou des manifestations d'antisémitisme ou d'intolérance contre d'autres religions ou d'autres points de vue [que l'islam]. L'image la plus effrayante que j'ai vue c'est celle des pancartes devant la mosquée de Regent's Park qui affirmaient «A bas la liberté d'expression» et «Décapitez ceux qui insultent le Prophète». De tels individus prétendent vénérer et réciter le Coran et les hadiths, mais ils ne les ont pas lus, ne les ont pas étudiés et ne les mettent pas en pratique.»

Ce lecteur, Rafiq Mahmood, ne considère pas que cette caricature l'agresse, mais qu'elle offre une critique cruellement exacte des forces politiques qui se développent actuellement dans le monde musulman, de gens comme Ben Laden et les ayatollahs iraniens.

**Q.: Mais la plupart des musulmans trouvent ces caricatures racistes !**

**R.:** En es-tu sûr? Les manifestations de protestation ont été organisées par les partisans de l'islam politique, elles ne proviennent pas vraiment d'un mouvement spontané, qui serait parti des fidèles de base. L'accusation de «racisme» est une façon d'exprimer, dans le langage et les préoccupations de la société bourgeoise démocratique, un ressentiment religieux et politique, et le refus de toute critique et de toute moquerie antireligieuse. C'est une tentative cynique d'offrir une «bonne» raison au ressentiment et de rationaliser une réaction et un retour en arrière religieux. Et tout cela pendant que les partisans de l'islam politique, et la majorité des journaux des pays arabes, publient des caricatures racistes contre les Israéliens et les Juifs, caricatures dignes des nazis.

**Q.: Tu oublies que, pour les musulmans, l'islam n'est pas seulement une religion, mais l'élément fondamental de l'identité de leurs communautés.**

**R.:** Peut-être. Oui. Mais il ne s'ensuit pas que si nous critiquons l'islam, ou offensoons ses bigots en refusant d'obéir aux règles islamiques, alors nous devenions automatiquement «racistes». Nous ne devons pas nous laisser intimider par cette accusation. Accepter le fanatisme islamique aurait un coût politique et social énorme, spécialement pour les musulmans qui ne sont pas bigots, ceux qui veulent réformer l'islam, et les non-croyants dans les communautés et pays musulmans. Le fait que la presse de gauche et pseudo-révolutionnaire capitule devant ce fanatisme a (et aura) des conséquences très graves.

**Q.: Même si l'on peut admettre que des caricatures soient de mauvais goût ou «injustes», certaines sont pourtant inacceptables, les caricatures nazies ou antijuives par exemple, non?**

**R.:** Bien sûr. Aucune des caricatures danoises ne relève de ce genre nauséabond. Nous avons évidemment une idée de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas, mais nos critères ne sont pas ceux des fondamentalistes religieux ! Ni des journaux de la «gauche invertébrée» qui prétendent être des antiracistes hypersensibles, alors qu'ils font simplement preuve de lâcheté et qu'ils trahissent la cause de la liberté d'expression pour les partisans de la laïcité.

**Q.: Mais tu viens de l'admettre, certaines caricatures propagent des stéréotypes. Ils assimilent l'islam au terrorisme. Tous les terroristes ne sont pas islamiques !**

**R.:** Tu as raison. Il y a des terroristes religieux juifs comme le dingue qui a assassiné le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, en 1995. Il existe aussi des terroristes chrétiens, comme ceux qui posent des bombes dans les cliniques d'avortement aux Etats-Unis. Il y a des éléments de fanatisme

religieux chez les chrétiens libanais, les Serbes, et chez les protestants et les catholiques en Irlande du Nord, sans compter les Tigres Tamouls (qui ne sont pas musulmans) et leurs attentats-suicides.

Néanmoins, le terrorisme à base religieuse dans le monde actuel est surtout lié à l'islamisme. Si l'auteur d'un livre pour enfants au Danemark n'a trouvé aucun dessinateur qui ait le courage de signer les dessins illustrant son ouvrage, c'est parce que celui-ci portait sur Mahomet. Aucun autre personnage central dans aucune religion au monde ne suscite une telle crainte.

Essayons de comparer le catholicisme républicain irlandais avec l'islam politique. Les catholiques républicains irlandais ont une certaine prédisposition au martyre, mais pas au suicide dans des assassinats de masse. Là où un terroriste islamiste peut penser que le suicide et le meurtre de masse lui permettront d'accéder à un harem au Paradis, un catholique, quel que soit son désir de martyre, sait que l'Eglise condamne le suicide individuel, pour ne pas parler du suicide accompagné d'un assassinat collectif, et que de tels actes le mèneraient droit en enfer pour l'éternité.

Je ne veux pas dire que l'Eglise catholique est «moins pire» que l'islam. L'histoire montre que le culte de la mort s'est manifesté dans le christianisme avant les républicains irlandais. Les papes encourageaient les croisés du Moyen Age à «reprenre la terre sainte» aux musulmans en leur promettant que, s'ils mouraient au combat, ils iraient droit au Ciel. Parmi les fascistes catholiques durant la Guerre d'Espagne, il y avait aussi un culte de la mort semblable à celui des croisades (...).

Les doctrines et les traditions de l'islam politique, au pouvoir en Iran depuis 1979, mais aussi dans l'opposition dans d'autres pays, sont particulièrement favorables au terrorisme et à l'idée d'une «guerre sainte» contre le monde moderne des «infidèles». Dans sa doctrine du martyre, l'islam politique incite continuellement les croyants à gagner leur entrée au Paradis en commettant des actes de guerre contre les non-croyants, y compris le suicide combiné à des meurtres de masse.

Bien sûr, ce sont des conditions politiques et sociales qui déclenchent cette propension au suicide et mobilisent des individus pour donner à cet acte une signification sanguinaire. Mais cette propension est activée. C'est une force politique et sociale. Après avoir été pendant longtemps une force limitée à quelques pays musulmans, l'islam politique est maintenant une force au niveau international.

Sans la violence de l'islam politique et les menaces qu'il brandit, peut-être davantage de bourgeois libéraux insisteraient-ils sur le fait que les droits démocratiques des citoyens ne peuvent être soumis aux règles d'une religion qu'ils n'acceptent pas.

**Q.: Ne crois-tu pas que les révolutionnaires devraient minimiser cet aspect des choses, sinon les sentiments anti-islamistes risquent de s'étendre à tous les musulmans?**

R.: Nous ne pouvons aider à défendre les musulmans contre les persécutions racistes dont ils sont victimes en avançant des idées fausses ou en mentant. Pas plus que nous ne pourrions aider les réformateurs musulmans et les musulmans partisans de la laïcité avec de tels procédés. (...) Pour que la gauche recouvre un peu de lucidité politique, elle doit commencer par (...) refuser de suivre la «gauche invertébrée» et les révolutionnaires-pro-charia dans leur tentative de faire passer la soumission à la réaction islamiste pour une politique juste, progressiste égalitaire et antiraciste.

**Q.: Mais les caricatures ne disent pas la vérité, elles la déforment. (...) Nous devrions contrôler notre expression et faire preuve de plus de sensibilité.**

R.: Nous devrions nous montrer plus sensibles et tendres quand nous exprimons notre position sur les obscénités de l'islam politique? Quelle blague ! Nous ne pouvons pas nous montrer «sensibles» par respect pour des gens qui refusent de dénoncer les attentats-suicides commis au nom de l'islam, ou qui les encouragent, les applaudissent et recrutent des candidats au meurtre. (...) Si les islamistes gagnent dans l'affaire des caricatures, cela encouragera les bigots chrétiens à exiger qu'on se soumette à leur volonté, et ils obtiendront ainsi ce qu'ils n'ont pas réussi à obtenir depuis des années.

En Grande-Bretagne, ce n'est qu'au terme d'un processus long, lent et hésitant que nous avons conquis la liberté de nous moquer du christianisme. En 1977, le rédacteur en chef de *Gay News* s'est vu infliger une peine de prison avec sursis et une lourde amende (ainsi qu'une seconde amende pour le journal lui-même) pour avoir publié «un écrit blasphématoire contre la religion chrétienne, c'est-à-dire un poème obscène et une illustration diffamatoire pour la vie du Christ et sa crucifixion». Les appels devant la Chambre des Lords et la Cour européenne des droits de l'homme n'ont pas réussi à annuler la décision de justice.

Au début de la polémique, *Gay News* avait affirmé dans un éditorial: «Au cas où les lecteurs de notre publication éprouveraient des doutes, “blesser les sentiments d'autrui” n'est pas un délit.» Ce journal découvrit que ce délit existait bien et protégeait les sentiments des bigots chrétiens.

Si les islamistes réussissent à ce que l'on adopte une loi interdisant de «blesser les sentiments» des musulmans – ou de blesser les sentiments que les islamistes leur prêtent ou qu'ils les incitent à éprouver –, alors les chrétiens ne tarderont pas exiger que leurs «sentiments» bénéficient de nouveau de la même protection.

**Q.: Tu ne peux quand même pas nier qu'il existe du racisme contre les musulmans en Grande-Bretagne et en Europe ! Des racistes peuvent très bien soutenir ta position contre l'islam politique et avancer de «bonnes raisons» [pour dissimuler leurs positions]: ils prétendront défendre la «liberté d'expression», par exemple.**

R.: (...) Nous devons faire face à une réalité complexe. Parmi les individus et les communautés victimes du racisme, les éléments qui font le plus de scandale en ce moment sont fréquemment (mais pas toujours, bien sûr) aussi ceux qui s'opposent, sur un ton agressif et suffisant, à de nombreuses libertés démocratiques bourgeoises qu'il a fallu des décennies voire des siècles pour obtenir: dans le cas présent, la liberté pour les non-croyants de ne pas être obligés d'obéir aux règles et aux limites imposées par une religion à ses adeptes.

Les communautés musulmanes en Grande-Bretagne et en Europe occidentale sont la cible des racistes et de toutes sortes de bigots, y compris chrétiens. Mais ces responsables (dont de nombreux «modérés») représentent également une puissante force favorable à la réaction et à la régression sociales. Les forces chrétiennes les plus bigotes, qui ont été autrefois intimidées et maîtrisées, se rangent aujourd'hui derrière ces dirigeants musulmans: elles veulent que les revendications des musulmans en matière de protection et de privilèges pour leurs croyances s'étendent à toutes les religions. «Nous sommes concernées, nous aussi !», s'exclament-elles.

De nombreux signes de cette tendance sont apparus récemment et ils font partie des phénomènes alarmants qui se sont déclarés dans la société britannique. Nous assistons peut-être à la naissance d'une opposition militante et organisée des chrétiens contre l'avortement, mobilisation qui est extrêmement puissante aux Etats-Unis (...).

Si nous ne nous organisons pas pour défendre la liberté de critiquer les religions, si nous ne nous opposons pas aux forces de la réaction religieuse et sociale, qu'elles soient musulmanes, chrétiennes ou autres, ces forces croîtront et passeront peut-être, comme aux Etats-Unis, à des actes terroristes à petite échelle contre les cliniques d'avortement, le personnel médical et tout propos ou écrit qui «insulte» ou «outrage» les plus fondamentalistes des croyants.

De plus, les communautés musulmanes (à cause de leurs dirigeants actuels) sont une source d'antisémitisme virulent qui se dissimule derrière l'«antisionisme». L'impact de cet antisémitisme est puissant et empoisonne les milieux «de gauche» et les pseudo-révolutionnaires. Les conséquences d'une telle situation sont inquiétantes pour l'avenir.

**Q.: (...) Nous devons défendre les communautés musulmanes, nous opposer aux caricatures et aux stéréotypes racistes, sinon nous tomberons nous-mêmes dans le racisme.**

R.: (...) Nous défendons bien sûr les victimes du racisme, nous combattons toutes les formes de bigoterie et dénonçons les manœuvres pour transformer les victimes du racisme en boucs émissaires. Mais nous défendons aussi toutes les libertés que nous et nos prédécesseurs – les démocrates conséquents, les laïques, le mouvement ouvrier et les révolutionnaires – ont conquises pour les citoyens qui vivent dans les sociétés bourgeoises-libérales actuelles. C'est dans ce cadre que nous combattons le racisme et la bigoterie. Il est impossible de combattre le racisme de façon progressiste, pour favoriser l'intégration et libérer l'humanité, dans un autre cadre que celui-là.

Nous sommes des démocrates et des laïques conséquents. (...) Si nous ne luttons pas contre les privilèges réservés à toutes les religions et contre les écoles religieuses, nous ne sommes ni des laïques conséquents, ni des démocrates authentiques – et encore moins des révolutionnaires sérieux.

La liberté, la démocratie et la laïcité sont indivisibles. L'idée que «l'antiracisme» transcenderait, oblitérerait, toutes nos autres valeurs ne peut conduire qu'au suicide politique. En pratique, ce n'est rien d'autre que l'idée dominante selon laquelle il faut être «modéré en toutes choses», conception qu'apprécie tellement la «gauche invertébrée». Elle s'exprime aussi chez les pseudo-révolutionnaires qui savent uniquement ce contre quoi ils luttent (l'impérialisme, le capitalisme, le racisme, etc.) mais ont éliminé de leur vision du monde tout ce pour quoi ils combattent.

Les révolutionnaires doivent défendre les droits légitimes de ceux qui sont, ou peuvent être, les victimes du racisme. Mais ils doivent aussi s'opposer fermement à ces mêmes personnes si, et quand, de leur propre initiative, ou en alliance avec les courants réactionnaires traditionnels, elles s'attaquent à nos libertés durement conquises. (...)

Par rapport aux communautés musulmanes (jeunes, «hérétiques», femmes opprimées et mécontentes), notre travail est de montrer à leurs éléments les plus conscients pourquoi l'unité de la classe ouvrière est essentielle; pourquoi ils doivent s'éloigner de l'islam politique et finalement aussi de l'islam tout court. Nous ne pouvons sacrifier notre identité politique en tentant de la dissoudre, au nom de l'antiracisme et de l'«anti-impérialisme», dans l'identité politique des bigots réactionnaires et des obscurantistes actifs au sein des communautés musulmanes.

Nous ne nous soucions pas seulement de «défendre» ces communautés contre les racistes. Nous souhaitons introduire une différenciation politique, au sein de ces communautés, entre les éléments qui regardent vers l'avant et les autres; entre les jeunes progressistes et les éléments plus âgés qui stagnent dans la superstition; entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie; entre les jeunes femmes et tous ceux qui veulent les obliger à accepter une inégalité et une oppression séculaires au sein de leurs communautés et de leurs familles.

Nous pourrions adopter le discours islamique dominant pour mieux «avoir l'oreille» de certains ouvriers musulmans, mais ce serait renoncer à une partie importante de ce que nous avons à leur dire en tant que démocrates, révolutionnaires conséquents et défenseurs des intérêts de la classe ouvrière. Cela n'aboutirait qu'à notre suicide politique et ne nous rapporterait rien.

Dans les années 50, certaines personnes de gauche, poussées par leur hostilité au stalinisme, en vinrent à soutenir la répression maccarthyste. Les révolutionnaires les appelèrent alors «la gauche de l'Etat policier». Aujourd'hui, par exemple, lorsque le SWP salue la victoire du Hamas lors des dernières élections en Palestine, nous avons affaire à des «révolutionnaires-pro-charia» qui, poussés par leur opposition «anti-impérialiste» au capitalisme avancé, s'adaptent à l'islamisme, ce courant autoritaire, d'esprit moyenâgeux et clérico-fasciste.

Nous voulons que les prolétaires musulmans rejoignent le mouvement ouvrier, qu'ils s'unissent au reste de la classe ouvrière. Nous souhaitons les gagner à nos idées laïques et socialistes, les détacher des bigots islamiques qui exercent aujourd'hui une influence dominante et qu'ils se débarrassent de leurs schémas de pensée réactionnaires. Sinon notre antiracisme ne se résumera qu'à un libéralisme mou.

Pour mener à bien notre tâche, nous devons préserver et affirmer avec force notre propre identité – y compris nos idées laïques militantes.

**Q.: Mais ne nous ne sommes pas de vulgaires laïcards. C'est seulement dans la lutte que les jeunes musulmans s'émanciperont et rejetteront leurs idées religieuses.**

R.: (...) Il est exact que, en dernière instance, les masses devront s'émanciper elles-mêmes. Mais cette vérité ne doit pas nous servir d'excuse pour:

- ne pas éduquer les petites minorités qui peuvent et doivent être organisées avant que nous puissions toucher les masses. Sans la formation de ces minorités conscientes, soit l'émancipation de tous ne se produira pas, soit elle sera beaucoup plus lente;
- nous adapter, comme des caméléons réactionnaires, à l'identité musulmane ou à l'islam politique;
- ni refuser lâchement d'opposer notre identité politique à l'identité communautaro-religieuse dominante.

**Q.: N'es-tu pas en train de remplacer l'antiracisme et l'anti-impérialisme par la laïcité et l'hostilité à la religion – et spécialement à l'islam? Tes préoccupations antireligieuses ne sont-elles pas déjà anachroniques pour la plupart des Occidentaux? La religion est en train de périliter. La Grande-Bretagne est engagée dans un processus de sécularisation irréversible.**

R.: (...) La religion est à l'offensive. En Grande-Bretagne, les différentes institutions religieuses sont engagées dans ce que les Américains appellent un «échange de faveurs» (*log rolling*), stratégie qui consiste à soutenir systématiquement les mesures répressives prônées par les autres religions contre ceux qui les critiquent ou les «offensent».

Le progrès n'est pas inévitable et un retour en arrière est parfaitement possible. Il serait irresponsable de le nier. Par exemple, durant les dernières décennies, les pays du Proche et du Moyen-Orient ont régressé d'un nationalisme sécularisateur au chauvinisme islamique. Nous ne savons pas combien de temps il faudra pour que les communautés musulmanes d'Europe se dissolvent et s'intègrent en Occident. Cela peut prendre des générations. Les tendances à long terme en Grande-Bretagne et en Europe conduisent peut-être au déclin des vieilles religions. Mais même à l'intérieur d'une telle tendance, il peut y avoir une renaissance religieuse limitée, partielle – et on y assiste déjà.

En tout cas, un certain fatalisme suffisant ne doit pas nous paralyser. Nous sommes une force active qui travaille à façonner l'avenir, ici et maintenant, et nous devons affirmer haut et fort notre identité laïque et antireligieuse.

**Q.: Décidément, tu n'es qu'un vulgaire laïcard.**

R.: Le mouvement marxiste a défendu la liberté de culte. Par exemple, les sociaux-démocrates allemands ont défendu l'Église catholique allemande contre la persécution durant le Kulturkampf du chancelier Bismarck. Mais les marxistes combinaient le soutien à la liberté de culte avec la «liberté de propagande pour l'athéisme».

Qui aurait dit, il y a seize ans, quand ont éclaté les manifestations contre Salman Rushdie, qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle nous devrions défendre la liberté de propagande pour l'athéisme contre les récentes attaques menées par le gouvernement Blair?

Nous sommes laïques et athées. Nous défendons ces idées chaque fois qu'un problème posé par la société nous en donne l'occasion. Et elles sont plus actuelles en Grande-Bretagne aujourd'hui qu'elles ne l'ont été depuis des décennies.

La gauche britannique, au sens le plus large donc y compris les «libéraux», souffre de plusieurs faiblesses congénitales. L'une d'elles est que, depuis des siècles, nous ne luttons plus contre une religion répressive. Nous n'avons donc pas bénéficié d'une expérience comparable à l'expérience beaucoup plus récente de pays catholiques comme la France, où la laïcité est encore profondément enracinée dans la gauche.

En Grande-Bretagne, il est vrai que les juifs n'ont pu bénéficier de tous les droits civiques qu'en 1855; quant aux catholiques, ils ont dû attendre 1881. Mais il y avait très peu de juifs dans ce pays et, avant l'immigration de masse irlandaise, pas beaucoup de catholiques, à part dans cette colonie intérieure qu'était l'Irlande, où l'oppression nationale et l'oppression religieuse d'une «nation d'ilotes» avaient fusionné.

Bien que l'Église officielle d'Angleterre ait été une force puissante dans la société britannique, y compris au début du XX<sup>e</sup> siècle, le «compromis» entre la science et la religion conclu à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (grosso modo: Dieu est la «cause première», mais toutes les «causes secondaires» qu'il a déclenchées doivent être explorées et expliquées de façon empirique et scientifique) a permis d'instaurer une liberté de pensée considérable..

Comparativement à d'autres pays, nous avons donc bénéficié de conditions plus faciles, en tout cas au cours des dernières décennies. Les alliances politiques suicidaires de l'extrême gauche avec les groupes islamistes montrent à quel point il est urgent de dresser un bilan et d'entreprendre une réorientation politique radicale.

**Q.: Mais il ne s'agit pas seulement de religion. Tu l'as admis au moins en partie: la religion exprime, de façon masquée, un ressentiment politique et social.**

R.: Oui, mais ce masque, nous ne le mettons pas, nous ne nous le greffons pas sur le visage comme tant de groupes pseudo-révolutionnaires aujourd'hui. Et vis-à-vis de ces gens-là, nous ne pouvons ni nous montrer complaisants ni nous adapter à eux.

La question de l'unité de la classe ouvrière est centrale dans cette affaire. En dehors de toutes les autres considérations, pour la gauche et l'extrême gauche – au-delà de la nécessité de défendre des communautés contre les attaques physiques des racistes et des fascistes – assumer l'identité religieuse d'une communauté déterminée revient à nous empêcher de jouer notre rôle dans la classe ouvrière en général: celui de défenseurs, promoteurs et organisateurs de l'unité des travailleurs.

Ceux qui proposent non seulement d'assurer la «défense» physique des musulmans mais aussi de «défendre» les idées, les doctrines, les règles et les traditions de l'islam mènent la gauche à un suicide politique, intellectuel et moral.

L'unité de la classe ouvrière ne peut se construire autour de l'adaptation au communautarisme islamique, pas plus que nous ne pouvons nous adapter au communautarisme protestant ou catholique en Irlande du Nord. Une telle attitude exclurait toutes les autres composantes de la classe ouvrière – pas seulement les ouvriers bigots et racistes non musulmans, mais aussi les ouvriers conscients, et les musulmans partisans de la laïcité. Le mouvement ouvrier ne peut qu'être hostile aux tendances régressives des militants islamistes.

**Q.: Il sera difficile de convaincre de cette position plus qu'une minorité de musulmans – et au départ, ils ne constitueront peut-être qu'une infime minorité.**

R.: Oui, mais ce sera moins difficile que de convaincre le mouvement ouvrier britannique, ou tout autre mouvement ouvrier construit sur des bases laïques et non religieuses, de respecter l'islam politique et l'islam communautariste.

Notre rôle est de prôner l'unité de la classe ouvrière en traitant la religion – toutes les religions, bien sûr – comme une question privée vis-à-vis de la société, de l'Etat et du mouvement ouvrier. Dans ce cadre, nous défendons les communautés musulmanes contre la bigoterie et le racisme, et nous invitons tout le mouvement ouvrier à faire de même. Si l'on adoptait la position prônée par la coalition Respect et le Socialist Workers Party, si le mouvement ouvrier s'identifiait avec les communautés musulmanes comme le prônent ces organisations (...), nous aboutirions, toutes proportions gardées, à une situation ressemblant au communautarisme d'Irlande du Nord qui a laminé le mouvement ouvrier pendant des générations et continue à y faire des ravages.

L'Etat britannique, avec son Premier ministre crypto-catholique et sa promotion à courte vue et irresponsable des «écoles de la foi» promeut déjà la ségrégation entre les enfants et façonne un tel communautarisme. Avec leur folie politique et leur irresponsabilité habituelles, la gauche et l'extrême gauche kitsch agissent dans la même direction. (...)



# Quelques brèves remarques sur les motivations des commandos-suicides islamiques

A notre avis, Sean Matgamma commet au moins trois erreurs importantes d'analyse dans ce texte.

1) L'islam est tout aussi hostile au suicide et aux attentats suicides que le christianisme. D'ailleurs, à ma connaissance, une seule grande religion ne condamne pas catégoriquement le suicide: le bouddhisme, sans pour autant l'approuver.

2) Les attentats ne sont pas considérés par leurs auteurs comme des «suicides» mais à la fois comme des actes de résistance nationale et un «témoignage» (shahid) pour défendre les valeurs sacrées musulmanes et la terre d'Islam. Les questions nationales et religieuses sont totalement imbriquées l'une dans l'autre dans l'islam politique, et même dans l'islam tout court. On peut (et on doit) condamner politiquement et moralement de tels actes, car ils ne font pas avancer d'un iota la cause du socialisme, ni même la libération des peuples, mais il faut commencer par ne pas les réduire à la pathologie mentale. La démarche de Sean Matgamma consiste à partir d'une seule explication au terrorisme islamique sans tenir compte des autres explications avancées par ses partisans (je dirais plutôt ses victimes, en l'occurrence, puisqu'ils se tuent eux-mêmes), et en sous-estimant délibérément les dimensions nationales et sociales de ces attentats, même s'il les mentionne une fois, mais en passant.

3) Le thème des vierges qui attendent le guerrier au Paradis est sujet à des interprétations variées, comme tous les mythes religieux. Plusieurs livres et articles ont été consacrés aux shahid et shahida au Cachemire, en Irak, en Turquie, en Egypte, en Tchétchénie et en Palestine. Il en ressort des motivations diverses mais bien plus altruistes que cette vision orgiaque du Paradis si souvent évoquée par les médias et par Sean Matgamma: en effet, les candidats au «martyre» évoquent l'intervention bénéfique de Dieu pour leurs proches restés sur terre. Même si une telle vision relève pour nous, athées, de la superstition, il nous faut reconnaître qu'elle est très éloignée des fantasmes partouzards et du thème éculé du harem, qui reviennent depuis des siècles dans la littérature occidentale sur l'islam.

De plus, la bienveillance (irréelle à nos yeux d'athées) d'Allah se double de celle, bien réelle, des organisations terroristes islamiques (et de l'Etat irakien sous Saddam Hussein, sans compter d'autres Etats plus discrets) qui aident les familles de «martyrs», soutien économique non négligeable pour des familles souvent plongées dans la misère.

Enfin, l'explication du «harem de vierges» ne rend absolument pas compte des motivations des femmes qui participent à des attentats suicides et dont la participation est de plus en plus importante. En Palestine, par exemple, elles ont généralement un bon niveau d'études mais aucune perspective d'émancipation sociale ou familiale. Aussi bizarre et absurde que cela puisse paraître à nos yeux d'athées, leur acte a une dimension «égalitaire» (déformée, comme diraient les trotskystes !) face à une religion machiste, puisqu'elles réclament un statut égal à celui des martyrs masculins.

En réduisant (mais heureusement pas toujours) l'islam aux interprétations les plus totalitaires de l'islam politique (il existe un islam politique «constitutionnaliste», par exemple en Turquie), et en assimilant systématiquement et en bloc l'islam politique à un phénomène historiquement daté comme le fascisme, Sean Matgamma opère dans cet article comme ceux qui jugent le marxisme à l'aune des discours et du génocide de Pol-Pot. Cela peut être utile et efficace dans une conversation polémique, mais cela ne fait guère avancer la compréhension d'un phénomène aussi nouveau et politiquement nocif que l'islam politique. Il nous semble que l'auteur, emporté par la défense d'une cause juste, manque singulièrement de nuance dans cet article pourtant fort utile en ces temps d'islamophilie galopante et généralisée. Espérons que Sean Matgamma et l'AWL approfondiront leur analyse dans d'autres textes. (Ni patrie ni frontières.)

# Avanti et Socialisme international face aux problèmes posés par les caricatures danoises de Mahomet

Les deux textes qui suivent expriment parfaitement les positions d'un courant que, faute de meilleur terme, nous qualifierons de «multiculturaliste islamophile» ou plus méchamment de «multiculturalisme antilaïque», même si aucune de ces deux étiquettes ne convient parfaitement pour désigner un mouvement multiforme et confus.

L'amalgame malhonnête entre la critique justifiée de l'islam et de l'islam politique, d'un côté, et, de l'autre, le racisme inadmissible et criminel contre les Maghrébins, les Turcs, les Iraniens, les Berbères ou les Arabes est ici employé.

On remarquera qu'aucun de ces textes ne s'intéresse aux vrais actes antimusulmans commis par les musulmans qui dynamitent des mosquées, tuent des civils chiïtes ou des sunnites par milliers dans des attentats suicides, des enlèvements ou des rafles, en Irak, le tout au nom d'Allah.

Ces textes ne s'intéressent pas non plus aux véritables pogromes commis par les hindouistes contre les musulmans (2000 morts) en Inde.

Enfin, les auteurs de ces deux textes ne mentionnent pas que les caricatures danoises ont été publiées dans des pays dits «musulmans» (Jordanie, Egypte), que les «musulmans» ne forment pas un bloc homogène et que les avis sur ces caricatures ont été divers, voire opposés.

Tout comme leurs adversaires réels, ceux qui détestent l'islam, les islamophiles «athées» occidentaux ne s'intéressent pas aux débats au sein de l'islam, ils ne connaissent pas la religion musulmane et son histoire contrastée. Ils ne se demandent même pas si, dans les pays où la religion musulmane est religion d'Etat, il existe des athées ou des laïques qui sont persécutés, voire exécutés, pour leurs points de vue.

La dénonciation de ce que ces antiracistes de carnaval appellent indûment «l'islamophobie» n'est donc qu'un rideau de fumée pour cacher maladroitement leur soutien à l'islam politique, idéologie théocratique et totalitaire qui n'a qu'un très lointain rapport avec la religion musulmane, ou en tout cas avec ses interprétations les plus éclairées et respectueuses de la séparation entre l'Etat et les religions. (Ni patrie ni frontières)

# L'affaire des caricatures: une nouvelle offensive raciste

Cet article présente, de façon chimiquement pure, la position de l'extrême gauche et de la gauche islamophiles. C'est pourquoi il nous a semblé utile de le reproduire. On y retrouve tous les lieux communs de la gauche théophile:

1) la théorie du complot: si les caricatures sont parues dans un journal danois, c'est à cause du «contexte» international: le durcissement de l'UE vis-à-vis de l'Iran et la mise en quarantaine de l'Autorité palestinienne après la victoire électorale du Hamas !;

2) le refus de dénoncer le sexisme religieux; puisque assimiler sexisme et islam serait «raciste» (comme si toutes les religions – dont l'islam – n'étaient pas sexistes !);

3) critiquer la violence, la guerre, le totalitarisme, le fanatisme peut être «raciste» (on atteint là des sommets de mauvaise foi) !;

4) la référence magique à l'apartheid: la situation des «musulmans» (toutes classes confondues) dans les pays occidentaux est assimilée à celle des Noirs d'Afrique du Sud. On vous souhaite une bonne lecture quand même ! (Ni patrie ni frontières)

L'idéologie du «Choc des Civilisations» connaît presque chaque mois de nouvelles incarnations, parfois déconcertantes (1). La dernière en date a fait se déverser des flots d'encre pour discuter, reproduire et défendre des caricatures d'un niveau intellectuel et artistique assez faible parues trois mois auparavant dans le *Jyllands-Posten*, un journal réactionnaire danois. Avec un temps de retard, les grands médias européens, et parmi eux les grands médias français se sont pris d'une passion soudaine pour «la liberté d'expression». Il est vrai que la publication de ces dessins avait suscité quelques protestations en Palestine ou au Pakistan – assez molles dans un premier temps.

Les révolutionnaires doivent bien entendu ne soutenir en aucun cas la censure étatique ou religieuse, censure qui aurait tût fait de s'abattre sur toute expression subversive. Il n'empêche qu'on peut être étonné d'une telle énergie pour défendre les caricatures danoises alors que, dans mille et un autre cas, on ne constate pas un tel zèle de la part des grands médias !

Il est impossible de faire abstraction du contexte. Cette nouvelle campagne s'est engagée précisément au moment où les gouvernements de l'Union européenne ont décidé de durcir le ton vis-à-vis de l'Iran et de mettre en quarantaine l'Autorité palestinienne après la victoire électorale du Hamas; sans parler de l'offensive en cours contre le régime syrien et des nouvelles politiques anti-immigrés coordonnées au niveau européen.

## **Liberté d'expression à géométrie variable**

On attend toujours de voir des premières pages dénonciatrices fleurir pour condamner le ministère de l'Éducation qui a suspendu récemment un proviseur pour avoir publié un blog explicite sur son homosexualité (2), ou encore pour soutenir ce citoyen de Puteaux critique de sa municipalité poursuivi par son maire (3). Il serait tout aussi intéressant de voir *Le Monde*, *France-Soir* et *Libération* unis pour défendre la liberté d'expression de Monsieur R, le rappeur poursuivi par des syndicats policiers et un député UMP pour outrage aux bonnes mœurs, incitation à la haine et au meurtre pour sa chanson FranSSe, en reproduisant bien sûr les paroles en première page pour marquer le coup ! On pourrait multiplier les exemples à l'infini de cette hypocrisie. Comble du comble, le *Jyllands-Posten* lui-même

a par ailleurs refusé en 2003 des dessins humoristiques représentant Jésus par peur d'offenser ses lecteurs (4) !

C'est donc bien la défense de la liberté d'une expression *très particulière* qui a motivé les plumes et les caméras, celle d'une expression assimilant islam et terrorisme, islam et violence, islam et sexisme, autrement dit l'expression de l'idéologie raciste dominante en France comme au Danemark. Loin de lutter courageusement contre les pouvoirs institués, il s'agissait au contraire de relayer leur idéologie. On ne peut pas y voir plus de courage et plus de mérite que quand un Finkielkraut gémit d'être bâillonné, lui qui réside à demeure dans les journaux, à la radio et à la télévision, et y déverse depuis des années ses élucubrations réactionnaires.

On ne peut pas oublier que la liberté d'expression s'exerce toujours dans des cadres définis par les rapports de domination, que comme l'indiquait Marx «les idées dominantes n'ont jamais été que les idées de la classe dominante». Ce n'est donc pas la liberté d'expression en soi qu'il faut défendre, mais la liberté d'expression des opprimés et des exploités. Pour des révolutionnaires agissant dans les démocraties bourgeoises, le combat contre l'obscurantisme religieux est d'abord un combat de classe, pas un combat en état de lévitation sociale, dans le ciel des idées, au nom de la liberté tout court.

Sans doute cette nouvelle stigmatisation des musulmans ne suffisait pas, on s'est donc empressé de stigmatiser aussi la réponse à la stigmatisation (5) ! En grossissant le trait si besoin: parmi les 1 200 000 000 musulmans dans le monde, l'écrasante majorité n'y a vu qu'une insulte de plus, guère plus digne d'attention que tant d'autres. Il est d'autant plus intéressant de noter comment ont été mis en avant les petits groupes qui ont protesté, la plupart du temps de façon pacifique. On peut retrouver sans difficulté dans la façon dont ces protestations ont été dépeintes les vieux clichés orientalistes faisant des musulmans des créatures irrationnelles, fanatisées, plongées dans une transe meurtrière dès que leurs idoles sont brocardées.

Ainsi, après avoir défendu en long et en large le droit d'insulter les musulmans, certains journalistes européens condamnent l'usage par des musulmans du droit démocratique de protester comme l'action de fous fanatiques... Brûler un drapeau n'aurait aucune commune mesure avec la publication d'une caricature ! D'un côté les lumières, la civilisation, la Loi, de l'autre le fanatisme, la violence aveugle, la haine ! On peut citer parmi mille exemples cet éditorial du quotidien *Métro*, assez représentatif du genre:

*«On peut détester les caricatures mettant en scène un Mahomet belliqueux. Mais nous devons tous être d'accord sur une même chose: on ne répond pas à la violence des mots ou des dessins par la violence des armes. Dans une société, la liberté d'expression remplace la loi de la jungle. S'il est vrai que la religion musulmane est injustement déformée, s'il est vrai que la culture arabe est sous-estimée, rabaissée, simplifiée, c'est par le débat qu'il faut lui rendre sa juste place. Les manifestations, on peut parler de déferlement de haine, qui ont suivi la publication des caricatures dans un quotidien danois et reprises par d'autres publications en Europe, ne sont pas admissibles. Et si les mots ne suffisent pas, alors il y a le recours à la Loi.» (6)*

### **Pas dupes**

Faut-il le préciser? Parmi les protestations, il y en a de réactionnaires, qui défendent le principe du délit de blasphème comme justifié, ou qui amalgament les ressortissants d'un pays ou d'un autre comme collectivement responsables. Dans la réaction de plusieurs régimes dictatoriaux du Moyen-Orient, on peut aussi déceler la tentative de se refaire une vertu et de détourner l'attention populaire de leur propre incurie. Trouvant chacun leur compte à l'idéologie du Choc des Civilisations, impérialistes et islamistes se renvoient la balle en se renforçant les uns et les autres.

Mais cela ne peut pas servir d'alibi pour refuser de prendre position. En tant que révolutionnaires dans un pays impérialiste et raciste, notre première tâche est de combattre notre propre impérialisme et notre propre racisme, ce qui veut dire être particulièrement vigilants à ne pas être dupes de l'utilisation frauduleuse des «grands principes» par notre classe dirigeante.

L'idéologie raciste en France a toujours usé de ruses pour se faire accepter comme facteur de progrès: pseudo-science, besoin de civiliser des peuplades obscures, de lutter contre la guerre, le totalitarisme, ou contre le fanatisme. Depuis plusieurs années le supposé combat contre l'obscurantisme permet de véhiculer un discours colonial-raciste contre des populations issues de l'immigration post-coloniale dans les pays capitalistes avancés, discours que la presse d'extrême droite ne prend même plus la peine d'attiser puisque la presse réactionnaire bien-pensante s'en fait elle-même le relais: il lui suffit désormais de moissonner ce que d'autres ont semé pour eux.

Aujourd'hui on voudrait faire passer pour une campagne pour la liberté d'expression et pour la démocratie la dissémination de la propagande la plus nauséabonde, on voudrait nous faire croire que ceux qui n'applaudissent pas à ces caricatures racistes sont forcément des défenseurs de l'Inquisition et de la mise à l'index. Il est important de le dire clairement: nous ne sommes pas dupes !

*Sylvestre Jaffard*

1 On se souvient par exemple qu'en 2004 un ministre de l'Education considérait qu'on pouvait déceler une manière religieuse de porter la barbe, et que cela pouvait constituer un motif d'exclusion de l'école publique...

2 [http://www.france.qrd.org/actualites/article.php3?id\\_article=2167](http://www.france.qrd.org/actualites/article.php3?id_article=2167)

3 <http://www.monputeaux.com/>

4 Voir le *Guardian* du 6 février 2006  
(<http://www.guardian.co.uk/international/story/0,,1703501,00.html>)

5 Gary Young dans le *Guardian* peut citer à raison le militant contre l'apartheid Steve Biko: «*Non seulement les Blancs nous frappent, mais ils nous disent aussi comment nous devons réagir.*»

# Le guide de l'antiraciste sur l'affaire des caricatures de Mohammed

Ce texte est un véritable morceau d'anthologie obscurantiste. C'est ainsi que les auteurs, qui prétendent avoir tellement d'empathie pour les «musulmans» (toutes classes confondues) et les «opprimés», n'ont pas un mot pour condamner les attentats suicides en Palestine et surtout en Irak, attentats qui, dans ce dernier pays, tuent tous les jours des dizaines de prolétaires chiïtes et sunnites (rappelons que l'imam Ali – guide spirituel des chiïtes – fut assassiné au septième siècle, et que cet assassinat marqua le point de départ d'une guerre multiséculaire entre les deux principaux courants de l'islam). De plus, ces deux militants de la LCR prétendent être opposés à la censure tout en expliquant que le MRAP aurait «sauvé l'honneur de la gauche» en intentant un procès aux journaux qui ont publié les caricatures de Mahomet ! Régalez-vous, vous n'aurez pas souvent l'occasion de lire de si profondes réflexions ! Ni patrie ni frontières

*Charlie Hebdo* a rejoint *France Soir* dans la publication des fameuses caricatures de Mohammed – dont la plus choquante montre le prophète coiffé d'un turban en forme de bombe. Les mêmes caricatures se vendent désormais sur des T-shirts aux Pays Bas. Au Nigeria de graves conflits entre musulmans et chrétiens ont fait plusieurs morts de chaque côté. A Damas l'ambassade danoise a été incendiée. En Libye, les forces de police ont tué onze manifestants musulmans. Ici en France, SOS-Racisme organise des meetings dans les universités pour soutenir la publication des caricatures. Que doit en penser un antiraciste?

## **S'agit-il vraiment de dessins racistes?**

Oui. Les journaux ont voulu émettre un écran de fumée en publiant une série de dessins dont certains seulement sont racistes. Mohammed avec un turban en forme de bombe en est le pire. Le sens est absolument clair – les musulmans ne seraient plus nos voisins, mais des terroristes.

## **Quel est ce journal danois et pourquoi a-t-il voulu publier les caricatures?**

Le *Jyllands-Posten*, le journal danois qui a publié les caricatures dit défendre la liberté de la presse.

C'est entièrement faux. En 2003 le même journal a refusé de publier un dessin de la résurrection de Jésus pour ne pas offenser les chrétiens (1). En 1984, le journal a fait campagne contre un artiste, Jens Jorgen Thorsen, dont les œuvres montraient Jésus tout nu.

Qui plus est, la publication des caricatures fut accompagnée d'un article anti-musulman «*Il y a des musulmans qui rejettent la société moderne et laïque*», écrit-il «*Ils exigent une position privilégiée, voulant une considération exceptionnelle de leurs sentiments religieux, ce qui est incompatible avec la démocratie moderne.*» La démocratie n'a pourtant pas toujours été chère à ce journal. Dans les années 1920, le journal soutenait Mussolini, et en 1933 il proclamait que la dictature était la solution aux problèmes du Danemark !

La publication des caricatures fait partie d'une campagne anti-musulmane au Danemark. Selon M. Burcharth, correspondant américain d'un quotidien danois «*Depuis vingt ans, les 200 000 musulmans au Danemark n'ont jamais eu un permis de construire pour une mosquée dans la capitale, et au Danemark, il n'y a pas de cimetière musulman.*»

### **La publication des caricatures défend-elle la liberté de la presse?**

La liberté de la presse est un droit démocratique fondamental. Mais son existence ne démontre pas la supériorité des sociétés dites «occidentales». Cette liberté a été arrachée de haute lutte par le mouvement ouvrier et populaire, contre nos propres classes dirigeantes. Mais dans les faits elle bénéficie essentiellement à ceux qui, jour après jour, l'utilisent pour dénigrer des syndicalistes, des paysans ou des altermondialistes en lutte et répandre l'idée qu'«il n'y a pas d'alternative» aux politiques néo-libérales. Les moyens d'expression et de communication appartiennent, dans leur immense majorité, à ceux-là mêmes qui ont intérêt à nous diviser sur des bases ethniques ou religieuses.

Défendre la liberté d'expression signifie d'abord lutter contre la mainmise de quelques grands groupes capitalistes, qui sont chacun propriétaires de plusieurs dizaines de titres nationaux et régionaux, ainsi que de chaînes de télévision, et qui sont loin d'être «neutres». Elle ne signifie pas voler au secours de n'importe quel organe de presse, surtout quand il choisit de cibler, non pas les puissants de ce monde, mais les membres d'un groupe social discriminé !

Transformer *France-Soir* en premier combattant du progrès et de la liberté est un peu fort de café ! A travers le monde, les tenants de la «guerre contre le terrorisme», vite confondue avec «le choc des civilisations» et «la guerre contre les musulmans» se réjouissent. Aux Etats-Unis, la revue de droite le *Weekly Standard* publie les dessins avec le commentaire suivant «C'est un moment de vérité dans la lutte mondiale contre l'extrémisme islamique - Est-ce que le Hamas réussira à installer un Etat terroriste en Cisjordanie? Est-ce qu'un régime iranien qui soutient le terrorisme réussira à se doter d'armes nucléaires? Est-ce que des imams danois réussiront à intimider ... le monde libre?»

Depuis des années (en particulier depuis le 11 septembre) une grande partie de la presse, y compris de «gauche», publie régulièrement de prétendues «enquêtes», titres racoleurs et photos de femmes voilées et hommes barbus à l'appui, pour démontrer l'existence d'un «complot» islamiste qui menacerait les valeurs occidentales. Elle souffle ainsi sur les braises des tensions, pour des raisons politiques inavouées – ou plus cyniquement parce que cela vend des journaux. Cette campagne honteuse n'a presque jamais été dénoncée par la gauche.

### **Ceux qui protestent ne sont-ils pas des intégristes?**

Pour l'essentiel, non. On n'est pas obligé d'être intégriste pour être choqué par la publication de provocations racistes. Des millions de musulmans ordinaires, qu'ils soient très pratiquants ou non, ont été choqués. Car ils ont compris l'objectif des dessins. Si les attentats suicides en Irak ou en Palestine sont seulement le résultat de la folie de l'islam et dans la nature même du prophète, cela signifie que l'Occident a raison d'occuper l'Irak, qu'Israël a raison d'écraser le peuple palestinien. Les dessins sont publiés dans une tentative claire de soutenir les armées occidentales en Afghanistan et l'Etat d'Israël dans ses violences.

Bien évidemment, des régimes dictatoriaux dans certains pays à majorité musulmane sont ravis de la provocation. Ils peuvent se présenter comme les meilleurs défenseurs de l'islam. Dans les pays occidentaux aussi, quand la gauche abandonne la lutte antiraciste, des forces réactionnaires intégristes, même petites, peuvent en profiter à cœur joie. Dans des pays comme le Nigeria, ceux qui veulent diviser le peuple sur des bases religieuses profitent de la situation pleinement. Mais ils sont loin de représenter la majorité pacifique et tolérante des musulmans dans le monde.

### **Que fait la gauche?**

Des journalistes à la recherche d'un bon «coup» publient des dessins qui identifient Mohammed à un terroriste, et la gauche en France est marquée avant tout par ... son silence, à part quelques dénonciations symboliques. Lors d'une manifestation à Paris appelée par des organisations musulmanes, la gauche est entièrement absente. Pire, SOS-Racisme a tenté d'organiser des meetings pour... défendre ceux qui publient ces dessins. C'est un journal habituellement de gauche, *Charlie Hebdo*, qui suit l'exemple de *France-Soir* en sortant les caricatures mi-février. Pour les antiracistes, c'est une catastrophe !

Quasiment seul, le MRAP a tenté de sauver l'honneur de la gauche, en annonçant son intention de poursuivre en justice *France Soir* pour «incitation à la haine raciale». Mais une procédure judiciaire ne peut pas remplacer une réaction massive pour dire à tous les musulmans «les antiracistes rejettent ces provocations islamophobes».

### **Pourquoi la gauche est-elle paralysée?**

Malheureusement, ce n'est pas la première fois que la gauche montre qu'elle ne veut pas ou ne sait pas réagir contre le racisme anti-musulman. La triste affaire de l'exclusion de jeunes femmes portant le foulard à l'école a été la honte de la gauche française.

Heureusement un certain nombre d'antiracistes non musulmans ont défendu par solidarité la communauté musulmane. **A Londres**, 20 000 personnes ont manifesté dignement et dans le calme contre les dessins, avec le soutien de grandes organisations politiques telles que la Coalition contre la guerre en Irak et la campagne pour le désarmement nucléaire. Ils ne revendiquaient ni la censure, ni des représailles, mais la simple reconnaissance d'une faute et d'une provocation. **En Autriche, à Graz**, soixante-deux vendeurs du journal *Kleine Zeitung* ont fait grève quand leur journal a publié les caricatures.

En **Palestine**, le Mouvement pour la solidarité internationale a condamné les dessins. Sa fondatrice, Neta Golan, militante israélienne-canadienne a déclaré *«Les dessins publiés au Danemark ont provoqué une colère profonde dans le peuple palestinien... en disant que Mohammed est un terroriste, ils disent que tous les Arabes, tous les musulmans sont terroristes. Tout cela renforce l'idée que la vie d'un Palestinien vaut moins que celle d'un Occidental...»*

Il faut en France aussi que tous les antiracistes conséquents montrent leur solidarité avec la communauté musulmane, contre ceux qui veulent faire des musulmans des boucs émissaires, et qui soutiennent ainsi les massacres en Irak et en Palestine.

**John Mullen** (Montreuil), **Colin Falconer** (Saint Denis), militants de la LCR, février 2006

#### NOTE de Ni patrie ni frontières

(1) On opposera à cette déclaration péremptoire, celle, tout aussi catégorique de Caroline Fourest lors d'un débat au FSE d'Athènes; «J'ai aussi rappelé que le Jyllands-Posten, le journal danois, avait publié (contrairement à ce qui a été dit) des caricatures contre Jésus, ainsi qu'une bombe avec une étoile de David pour dénoncer la politique israélienne (ce dessin est signé du même dessinateur ayant fait celui sur Mahomet avec une bombe dans son turban). Et pourtant, les Juifs sont aussi des minorités victimes de racisme en Europe, allons-nous pour autant renoncer à dire que le judaïsme peut-être instrumentalisé pour tuer ou coloniser? Et si non, pourquoi le faire pour l'islam? Pourquoi ce deux poids deux mesures?»

On voit donc que la situation est nettement plus complexe que ne le prétendent les militants de la LCR et également proches du très islamophile SWP britannique.

Pour ceux qui l'ignorent, ce parti n'a pas hésité pas se rendre à une prétendue réunion «anti-impérialiste» en Egypte et à reproduire, sans le moindre commentaire, dans *Socialist Worker* n° 1945, les propos insipides de **Sheikh Hassan al-Zarqani**, porte-parole de **Moqtada al-Sadr**. En mars 2005, les partisans d'al Sadr ont attaqué un groupe d'étudiants de l'université de Bassorah et tué deux d'entre eux, provoquant des manifestations de toute la population étudiante locale pendant six jours, ce qui a obligé les islamistes à présenter leurs excuses pour ces meurtres. Mais cela n'a pas empêché les milices d'al-Sadr de continuer leur campagne de terreur contre les femmes voilées, les homosexuels, les boutiques vendant de l'alcool ou des cassettes de musique et tout ce qu'ils considèrent «non islamique», et de raser un campement de gitans près de Bassorah. Tels sont les individus que soutiennent nos trotskystes français et britanniques en expliquant, en bons jésuites, que «soutenir les insurgés ne signifie pas soutenir les positions politiques d'al-Sadr ou de tout autre dirigeant irakien. Cela signifie reconnaître que c'est la résistance qui lutte pour le droit démocratique du peuple irakien à l'autodétermination» ! (Commentaire d'Alex Callinicos dirigeant du SWP, le 21 août 2004 dans l'hebdomadaire *Socialist Worker* n° 1915) Avec de tels défenseurs des «droits démocratiques», le «peuple irakien» est bien mal parti ! (Ni patrie ni frontières)



## **Et maintenant, un peu de satanisme !**

Avouons franchement que, consacrant nos forces à la lutte contre le CPE, nous nous sommes énervés sur la stupidité des manifestations de «musulmans vexés» par de médiocres «caricatures de Mahomet», sans avoir eu le temps de développer comme il conviendrait sur ce sujet.

Et pourtant ... Quelques remarques lapidaires valent parfois mieux que de longues analyses.

Première remarque lapidaire; il y a deux camps dans cette affaire. Non pas le camp des musulmans opprimés, basanés, et vexés, d'une part, et celui des caricaturistes coloniaux, oppresseurs, de l'autre, bien que les deux existent à l'évidence. Mais le camp des ennemis de la liberté et de ses partisans. Dans le premier, Bush, Amid Karzai l'espion du pétrole «président afghan», les régimes iranien et syrien, Ben Laden. Dans le second, les défenseurs de la laïcité et de la liberté d'expression et les masses arabes trompées pour une partie d'entre elles, mais une partie seulement, et pas la majorité. Rassurons nos lecteurs «classistes»; c'est parce que le premier camp manifeste les intérêts capitalistes qu'il est celui des ennemis de la liberté; c'est parce que la classe ouvrière et les opprimés du monde entier se retrouvent au moins potentiellement dans le second qu'il est celui des défenseurs de la liberté!

Les manifestations contre les ambassades et les cris de meurtre contre «les Danois» ne sont pas des manifestations de masse anti-impérialistes. Elles font d'ailleurs, à l'évidence, le jeu de manœuvres de l'impérialisme nord-américain à l'encontre des impérialismes européens. Frères musulmans et CIA, Hamas et Mossad; les chefs se connaissent bien !

Seconde remarque lapidaire; cette affaire est manipulée aussi pour faire croire que l'islamisme se porte bien, alors qu'il se porte mal et que l'impérialisme a bien besoin de lui, soit comme allié pour réprimer les travailleurs et les femmes, soit comme repoussoir pour servir de prétexte à des interventions directes. La victoire électorale du Hamas, c'est la défaite du nationalisme corrompu du Fatah. Les Palestiniens chrétiens et les femmes qui n'ont aucune envie de mettre les voiles ont voté Hamas pour en découdre avec l'occupation, l'oppression nationale exercée par Israël et avec la corruption et la répression du Fatah. Ils vont maintenant découvrir de nouveaux corrompus, capables de vouloir appliquer la Charia, mais bien incapables de réaliser l'indépendance nationale du peuple palestinien.

Troisième remarque lapidaire; en France, les deux camps sont très clairs. Chirac explique qu'il ne faut pas «provoquer les croyants». Curés, imams, rabbins et pasteurs y vont de leurs Pater Noster. Et le pire, c'est Mouloud Aounit. M. Aounit a franchi une limite qui marque l'organisation qu'il dirige, le MRAP, du sceau de l'infamie. En effet,

1°) Il milite pour que le délit de blasphème soit puni en France.

2°) Il le fait en amalgamant systématiquement toute critique de l'islam à du racisme anti-arabes.

3°) Il assortit le tout de lourds sous-entendus sur le fait que les Juifs, eux, la loi les défend !

Dans le combat social, dans le débat politique, nous pouvons tout à fait côtoyer des partisans de la religion ou des symboles religieux. C'est une chose. Mais les positions d'organisations qui menacent gravement les conditions mêmes des libertés démocratiques, c'en est une autre. Mouloud Aounit et la direction du MRAP ont franchi le cap, ce sont des «néos» au sens où dans les années 1930 Doriot, Déat, et autres, ont dérivé. *De profundis*.

«L'arbre musulman ne doit pas nous cacher la forêt catholique», nous disait Benoît Mély. Pendant que bruit et fureur télévisés sur les «caricatures de Mahomet» veulent nous assourdir, voici ce que le pieux De Robien, ministre de l'Education nationale en France, a déclaré en novembre dernier comme faisant partie du «socle commun», c'est-à-dire du minimum d'instruction auquel les pauvres ont «droit» selon lui; il faut que l'enfant soit «préparé à partager une culture européenne par une connaissance simple de la Bible et de quelques-unes des œuvres majeures du patrimoine européen». Nous reproduisons ci-dessous le commentaire de l'Union rationaliste; «La place prééminente accordée à la Bible, œuvre nommée en premier et seule désignée par son nom, montre une volonté de considérer que le christianisme et lui seul (car de la Bible, les juifs refusent le Nouveau Testament) est le fondement de la culture et de l'unité européennes. Nous ne pouvons laisser passer cette prétention et cette déformation de la vérité historique. Le bureau de l'Union rationaliste a contacté diverses organisations laïques et éducatives pour leur demander de réagir et a lui-même envoyé le texte ci-dessous au Président du Haut Conseil. Il appelle tous les laïques à se mobiliser pour que ce type de formulation soit retiré du texte définitif.»

# L'ennemi est dans notre propre pays (Liebknecht)

On lit ou on entend ça et là, à propos de l'«affaire des caricatures de Mahomet», qu'il ne faut pas se tromper; entre les masses opprimées qui protestent, même maladroitement, et les oppresseurs privilégiés qui parlent de «liberté d'expression», il faut toujours être avec les premières, car l'«ennemi [impérialiste] est dans notre propre pays».

Petit problème; où sont, en l'occurrence, les masses opprimées qui protestent?

Les prises d'assaut d'ambassades scandinaves et les appels aux pogroms sont-ils, dans les pays arabes et musulmans, le fait des masses opprimées? Le ramassis de flics en civil, de mollahs et de chômeurs ramassés pour la circonstance, qui composent les manifestations en question peut-il être considéré comme un mouvement de masse?

D'ailleurs, il y avait, dans les rangs des sections d'assaut en Allemagne en 1933, beaucoup d'opprimés, méritant d'être défendus ... mais défendus en tant qu'opprimés, pas en tant que SA !

A qui peut-on faire croire qu'il s'est produit en «Occident» une grande campagne raciste à l'occasion de ces «caricatures»? La première campagne raciste à ce sujet a été lancée dans les pays arabes et musulmans, par les polices politiques et par l'organisation des Frères musulmans. Après, elle peut évidemment servir de prétexte à des prises de position racistes en retour comme les gesticulations d'un ministre démissionnaire des Ligues lombardes dans le gouvernement italien de Berlusconi ...

Les groupes et militants qui expliquent qu'il faut être, en fait, avec les peuples basanés en confondant ces peuples avec leurs oppresseurs policiers aussi bien qu'islamistes, sont mus par la préoccupation de combattre l'impérialisme en général et le leur en particulier.

Louable préoccupation !

Mais un combattant efficace contre l'impérialisme est un combattant qui ne prend pas des vessies pour des lanternes.

Ben Laden n'est pas anti-impérialiste, il est un produit de l'impérialisme, et même un agent des plus utiles. Le processus de «guerre sans fin» lancé le 11 septembre n'oppose pas l'impérialisme américain à l'islamisme armé d'al-Qaïda, il a été lancé conjointement contre les peuples, par les deux, ensemble, permettant notamment les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, qui n'ont en rien «libéré» leurs peuples des oppresseurs locaux saddamistes et talibans compris. Ahmadinejad, le président iranien, est le produit direct de l'invasion impérialiste de l'Irak. Sans cette invasion, le régime des mollahs iraniens, régime contre-révolutionnaire formé sur les décombres et au nom de la véritable révolution nationale, ouvrière et paysanne de 1979, allait vers son renversement. Les discours antisémites d'Ahmadinejad ne sont pas anti-impérialistes, ils sont néo-nazis. Le pogrom des Juifs est son programme, nullement le renversement du capital. Ce n'est pas de bombes atomiques que les peuples d'Iran ont besoin pour exercer leur souveraineté et combattre l'impérialisme nord-américain, c'est de démocratie.

En France, on a vu des associations musulmanes faire sortir dans la rue des femmes voilées et des hommes sous des mots d'ordre «anti-impérialistes» aussi remarquables que; «Respect ! Pas de contradiction ! (*sic* !!!) Liberté de culte !»

Faire descendre dans la rue quelques milliers de membres des couches les plus opprimées et les plus aliénées de la classe ouvrière au moment où se cherche la centralisation du combat contre Chirac et le gouvernement, pour le retrait du CPE, fait le jeu de qui? Ceux qui veulent nous imposer le délit de blasphème sont les mêmes qui veulent nous imposer le CPE !

L'ennemi est dans notre propre pays, en effet; Chirac, Parisot, Sarkozy, De Villepin, et avec eux Boubakeur, Barbarin, ou Aounit !

Mais il faut ouvrir le débat sur un plan plus profond encore. On explique que la «liberté de conscience» est une valeur universelle et que les valeurs universelles, c'est «bourgeois», c'est abstrait, c'est trompeur. Moyennant quoi, des militants qui se pensent «marxistes» et «matérialistes», des esprits forts à qui on ne le fait pas, se retrouvent à relativiser la liberté de conscience, côte à côte avec des religieux réactionnaires. Il est, d'une part, pour le moins surprenant de croire ou laisser croire que bourgeois et patrons des pays occidentaux seraient de doux apôtres de la liberté de conscience. Mais il est surtout mortel de croire que le mouvement des opprimés, le mouvement ouvrier, les luttes paysannes, les luttes d'émancipation nationale, le combat des femmes... dans le monde entier où que ce soit, pourrait se passer de la liberté de conscience et d'expression, et donc de son noyau dur historique; le droit au blasphème !

En ce sens, «classiste», marxiste si l'on veut, matérialiste, oui, la liberté de conscience et les «droits de l'homme» sont des valeurs universelles, que la bourgeoisie a rendue abstraites et trompeuses et que les mouvements d'émancipation rendront concrètes et réelles.

**Lettre de Liaisons, 19/2/2006**

# «Islamophobie»?

## Mythes et réalités

Comme l'a montré la dernière campagne présidentielle française, et comme en témoigne le « petit écran » tous les jours, nous vivons une époque où l'on met en scène les « sentiments » : qu'il s'agisse des individus et des couples qui viennent raconter à la télévision leurs problèmes intimes ou familiaux, leurs souffrances quotidiennes liées aux bas salaires, aux humiliations des chefs, au chômage, voire à la survie dans la rue, ou qu'il s'agisse de politiciens qui nous abreuvent d'anecdotes personnelles (souvent invérifiables) puisées dans leurs meetings ou leurs permanences électorales, la politique se réduit de plus en plus à un étalage dégoulinant de bons sentiments.

Les milieux d'extrême gauche et libertaires ne sont pas en reste non plus, eux qui se servent souvent de l'arme de l'antiracisme pour discréditer non seulement les partis qui entretiennent effectivement le racisme et la xénophobie, comme le Front national, mais aussi tous ceux qui, dans leur camp, ne partagent pas, à la virgule près, leurs positions politiques sur tel ou tel point tactique. La présence en Europe de fortes minorités qualifiées arbitrairement de « musulmanes », de l'extrême droite à l'extrême gauche, permet à une bonne partie de la gauche radicale de mélanger les manifestations bien réelles de racisme anti-Arabs ou anti-Turcs, avec la critique matérialiste de la religion musulmane. Bonne conscience, ignorance de la fonction des religions et mauvaise foi constituent un alliage redoutable.

Ni patrie ni frontières

# L'islamophobie ou le fournisseur officiel du racisme officieux

par Kandjare Bayn Asnan (collectif On lâche pas l'affaire)

## Préambule

**En rétrospective à la lutte contre la loi sur le voile, nous republions un texte paru sous une première version en décembre 2004. Pourquoi «s'acharner» à revenir sur une affaire du «passé» alors que la lutte du moment semble être d'un autre domaine? La «bataille du voile» et la «bataille du CPE» pourraient avoir plus de liens contrairement à ce qu'un a priori pourrait laisser croire... Ne serait-ce d'abord que parce qu'elles ont les mêmes protagonistes qui se font les tenants d'une logique de domination «implacable» qui s'appelle l'Etat. Ne serait-ce aussi que parce les discours qui appuient cette logique sont relayés par une armée de journalistes incitant sans cesse à la résignation. Certains de ces journalistes ont même bradé leur passé soixante-huitard, confondant sans doute «faire table rase du passé colonial, capitaliste, sexiste...» et «faire table rase de leur passé révolutionnaire». D'ailleurs, au fond, ceux d'entre eux qui ont pris quelque «liberté» éditoriale en fustigeant le gouvernement, ont sans doute dû trouver le CPE, au début, comme une mesure «sympa». Constaté qu'on est largement dépassé par celles/ceux à qui on est censé pourtant imposer un rythme de rumination, impose quelque remaniement de ligne éditoriale. Le texte que nous proposons ici peut être lu comme une invitation à la convergence des luttes sociales. La «bataille du voile» fut l'occasion du dépassement de la question d'un «fichu» pour démontrer la persistance des structures racistes et patriarcales, sexistes et coloniales. La «bataille du CPE» doit être de cet ordre. Dépasser la question même du «CPE» pour remettre en question l'ordre du travail. Dès lors que nous élargissons les domaines de lutte, c'est tout un engrenage qui s'emmêle et qui s'en mêle pour mettre sérieusement le doigt dans l'Engrenage. Nous arrivons alors à faire plus clairement le lien entre le salariat jetable imposé par des mesures patronales comme celles du CPE, et l'immigration jetable menée par des politiques racistes comme le projet de loi «CESEDA» que le gouvernement s'apprête à adopter en douce dans le contexte du «CPE». Comme dit l'autre, il ne s'agit pas de savoir à quelle sauce nous voulons être mangés; il s'agit de savoir dans quelle société nous voulons exister. Virons, dé(cons)truisons, construisons !**

Vendredi 24 octobre 2003. Sur la chaîne de télévision Bouygues-LCI. Claude Imbert éructait son racisme en toute quiétude. Sûr de sa probité, il ne faisait là «que» revendiquer sa «tendre» islamophobie dans un contexte où se dessinait l'enjeu d'une loi excluant des filles voilées de l'école. Claude Imbert, c'est un peu l'exemple du gratin politico-médiatique, un plat qui renifle le roussi mille lieux à la ronde. Membre du «Haut Conseil à l'Intégration», cette éminence grisée d'islamophobie est aussi directeur d'un de ces puissants médias si fidèles à l'idéologie capitaliste; l'hebdomadaire *Le Point*. Propos «Il faut être honnête. Moi, je suis un peu islamophobe. Cela ne me gêne pas de le dire [...] Nous avons le droit de combattre le racisme, d'accepter une pratique paisible de l'islam. Et j'ai le droit, je ne suis pas le seul dans ce pays à penser que l'islam – je dis bien l'islam, je ne parle même pas des islamistes – en tant que religion apporte une débilité d'archaïsmes divers, apporte une manière de considérer la femme, de déclasser régulièrement la femme [et] en plus un souci de supplanter la loi des États par la loi du Coran, qui en effet me rend islamophobe.»

Il précisait plus loin que «la religion chrétienne [le] gênait moins parce qu'elle n'a pas cette prétention». «Il n'y a aucune raison, sous le prétexte de la tolérance, de s'abaisser jusqu'à renier des convictions profondes», ajoutait-il.

Si on reproche à l'islam d'être une religion qui tente d'appliquer tous ses préceptes dans le champ de la vie quotidienne, pourquoi ne le reproche-t-on pas non plus aux autres religions qui s'immiscent aussi intégralement dans les domaines sociaux temporels? L'enjeu d'une religion est de s'ériger en système. Sa raison d'être est d'ordre profondément politique; tenter de s'épancher dans tous les domaines où les individus se débattent. On nous fait croire que depuis la loi sur la séparation de l'Église et de l'État en 1905, la religion chrétienne a cessé de se développer dans le domaine public pour se confiner dans des sphères intimes et purement «spirituelles». C'est oublier de considérer que même l'intime a des répercussions politiques. Des préceptes comme le mariage, l'hétéronormalité, la

culpabilisation, la punition, le jugement moral, etc., sont loin d'être effacés des consciences et des pratiques collectives. Or, ces préceptes sont aussi (et peut-être avant tout) des formules religieuses ancrées dans l'héritage des sociétés qui se disent «laïques» ou que je préfère appeler «post-religieuses», dans la mesure où elles n'ont pas tout à fait abandonné le fait religieux en dépit des apparences.

Le problème n'est pas ici de s'en prendre à une seule religion. Ce serait l'arbre qui cacherait la forêt... Le problème est plus structurel que cela, tant les mécanismes souterrains des religions perdurent, y compris lorsque ces religions disparaissent des champs du visible ecclésial et du consommable liturgique...[1]

Or, Claude Imbert avoue ici que la «religion chrétienne», pour lui, est «moins gênante» que l'islam. Pour étayer cette affirmation, il n'hésite pas à élever ce christianisme qu'il chérit tant, au rang de religion antisexiste et ne désirant pas s'immiscer dans les sphères publiques. Tout le contraire de l'islam, quoi. Comme tout bon petit (et grand) soldat du journalisme [2], notre «cher» Imbert va aussi vite qu'une formule 1 en besogne, et oublie d'aller vérifier ses dires. Pour le contrer, nul besoin d'aller bien loin.

Sans doute Claude Imbert ignore (ou feint d'ignorer) le propos unanime des papes et de la plupart des clergés chrétiens sur la condamnation de l'avortement et du préservatif. Sans doute Claude Imbert ignore (ou feint d'ignorer) les enjeux théocratiques des Églises chrétiennes, qui ont jalonné l'histoire de l'Occident. Par ailleurs, ces enjeux ressurgissent dans le monde contemporain quand la situation politique le permet comme dans l'Italie actuelle où le gouvernement Berlusconi n'hésite pas à accueillir des conseillers du Vatican [3]. Le Vatican, qui rappelons-le, est un État de tout ce qu'il y a de plus séculier, puisqu'il siège à l'ONU, alors qu'il est en même temps le porte-parole d'une religion, le catholicisme [4]. En novembre 2002, le pape put faire de nouveau la démonstration de cette large autorité en prononçant un discours devant le parlement italien, l'occasion, pour lui, de rappeler les principes chrétiens censés régir la vie quotidienne (amour de la famille, de la procréation, de l'anti-avortement, etc.) [5]. «L'affaire Buttiglione» est venue par la suite apporter sa contribution pour illustrer les affres de ces liens politico-religieux en cette Europe contemporaine si «sentimentalement» attachée au christianisme.

Ce ministre italien des Affaires européennes fut proposé, en août 2004, par Silvio Berlusconi, pour être le commissaire désigné aux «libertés, à la sécurité et à la justice» de la Commission européenne. La notice oubliait de préciser que Rocco Buttiglione est aussi l'un des fondateurs de Communion et libération, un mouvement réactionnaire italien très proche des milieux ultra-catholiques américains qui gravitent autour du président Bush [6].

La réaction n'a cependant pas tardé à se signaler, tant ce bon notable était généreux en incantations homophobes et sexistes; «La famille existe pour que les femmes puissent avoir des enfants et puissent être protégées par un mâle. C'est la vision traditionnelle du mariage que je défends»; «(Le SIDA est un) châtement divin pour punir l'homosexualité et l'usage de la drogue» [7]... En matière de «souci de supplanter la loi des États par la loi» d'un livre sacré, le christianisme et les États européens sont plutôt bien placés, non?

Autre exemple; dans son projet de Constitution européenne, le PPE (Parti populaire européen, rassemblant les partis de droite, majoritaires au Parlement européen), insiste sur «ce que l'Europe doit à son héritage religieux»[8]. Propos qui viennent en droite ligne alimenter les prémices du «débat» concernant l'entrée (ou plutôt le refus de l'entrée) d'un pays de tradition musulmane comme la Turquie dans l'Union européenne.

Jusqu'ici n'a été évoqué que le contexte institutionnel européen. À ceux et celles qui préfèrent se focaliser à une échelle franco-française, peut-on leur rafraîchir la mémoire en évoquant l'agitation réactionnaire autour de la création du Pacs en 1998-1999, contexte qui a vu des défilés d'opposants qui en appelaient au meurtre, par le bûcher, des gays et des lesbiennes, ces autres «sorcières» de la norme sociale? Toujours pour mémoire; ces défilés n'étaient pas seulement le fait d'une frange intégriste discrète; ils avaient des chefs de file qui siégeaient et siègent encore dans les instances de la République, et parmi eux/elles, une certaine Christine Boutin, députée et présidente d'une association (Alliance pour les droits de la vie) proche de l'organisation réactionnaire Opus dei, et ouvertement contre l'avortement et l'usage du préservatif.

En outre, si le Coran a sans aucun doute des prescriptions incitant à la domination patriarcale, on ne peut que mépriser la malhonnêteté intellectuelle de ceux qui, comme Claude Imbert, refusent d'élargir l'analyse à d'autres religions, notamment au christianisme. En guise d'illustration, voici quelques citations très peu équivoques, extraites de la Bible et d'écrits de théologiens chrétiens. Gageons que celles-ci ont dû laisser, en Occident, quelques séquelles en matière de sexisme;

«Soyez soumis les uns aux autres dans la crainte du Christ.

«Que les femmes le soient à leurs maris comme au Seigneur: en effet, le mari est le chef de sa femme, comme le Christ est chef de l'Église, lui le sauveur du Corps; or l'Église se soumet au Christ; les femmes doivent donc, et de la même manière, se soumettre en tout à leurs maris.», «Lettre aux Éphésiens» (5:21-24), Le Nouveau Testament.

«La femme est la porte de l'enfer», Tertullien (né en 155).

«La femme est l'instrument qu'emploie le diable pour posséder nos âmes», saint Cyprien (210 - 258).

«Les femmes sont des démons qui font entrer en enfer par la porte du paradis», saint Cyprien.

«Homme, tu es le maître, la femme est ton esclave; c'est Dieu qui l'a voulu», saint Augustin (354-430).

«Les femmes n'ont qu'à se souvenir de leur origine, et sans trop vanter leur délicatesse, songer après tout qu'elles viennent d'un os surnuméraire où il n'y avait de beauté que celle que Dieu y voulut mettre», Bossuet, évêque de Meaux (1627-1704).

Claude Imbert, tout «laïc» qu'il était, n'en restait pas là pour autant. Car il pouvait aussi justifier son islamophobie en invoquant «maître» Voltaire et «maître» Houellebecq;

«L'islamophobie, depuis les Lumières – et de Voltaire à Houellebecq – se porte bien et ne mérite en rien d'être ostracisée. On peut combattre le racisme, respecter la pratique privée, paisible de l'islam et garder, je l'espère, la liberté intellectuelle de résister non seulement à l'islamisme, mais à l'islam lui-même, la liberté de dénoncer ses obscurantismes, son déni des vérités scientifiques [et] a fortiori, ses tentatives de défier, à l'école, [la] laïcité.»

En termes de «déclassement régulier des femmes», ces deux-là pourraient pourtant se targuer de posséder un riche catalogue.

Dans ses romans, qui ne sont rien d'autre que des textes en premier lieu autobiographiques, Michel Houellebecq rend les féministes coupables de son malaise de dominant remis en question par les luttes antipatriarcales. Les femmes sont pour lui presque toutes des «salopes», et les femmes voilées, des «gros tas de graisse informes qui se dissimulent sous des torchons» (*Plateforme*). La «musulmane» ne peut alors être pour Houellebecq que l'incarnation de ce qu'il qualifie ouvertement comme «la religion la plus con» (dans un entretien avec le magazine pivotien *Lire*). Et lorsqu'il tente de rattraper le tir, il se fait le chantre colonial de la blanche et bohème bourgeoisie, espérant ainsi voir passer la «musulmane» du «bon» côté de la barrière et «la» voir rembarquer violemment ses «cons» de père et frères qui ont en plus la «tare» d'être «pauvres» (*Plateforme*). C'est alors seulement que la «musulmane» pourra compter aux yeux du héros houellebecquien. Mais ce qu'attend alors le héros houellebecquien de la «musulmane», c'est ce qu'attend Houellebecq de toute femme; être un gros tas baisable; «intellectuellement, je parvenais à éprouver une certaine attraction pour le vagin des musulmanes» (*Plateforme*) [9].

Quant à l'autre philosophe médiatique des Lumières, bouffon des despotes européens à ses heures éclairées, il pouvait aussi être très «charmant»;

«Les femmes ressemblent aux girouettes; elles se fixent quand elles rouillent», Voltaire (1694-1778).

«La femme coquette est l'agrément des autres et le mal de qui la possède» (du même auteur).

«Le seul secret qu'une femme puisse garder, c'est celui de son âge», (toujours lui).

«La femme est un être qui s'habille, babille et se déshabille», (encore lui).

Claude Imbert cultive donc ce qu'on pourrait appeler l'art de l'abus de référence (voir aussi le texte qui suit en annexe). Au-delà de cette malhonnêteté intellectuelle, l'islamophobie affichée sans vergogne sur les plateaux de télévision, est d'une habilité bien commode. Elle sert d'habillage idéologique à un racisme que beaucoup d'intellectuels ont trop longtemps retenu par enjeu de respectabilité. Dire qu'on «déteste l'islam» est quand même plus chic que dire «mort aux bougnoules». Il fut un temps où Claude Imbert était peut-être un peu plus explicite que cela. En tout cas, il est de ces partisans de l'exclusion qui officient depuis le début des années 1990 et l'émergence de la première «bataille du voile» en 1989. Le vœu d'une loi contre le foulard à l'école résonnait déjà. Claude Imbert fourbissait alors ses armes en mettant ouvertement sur un même plan «voile» et «immigration», ces deux mamelles d'un «cheval de Troie» rongéant soi-disant la France en ces temps de folle célébration d'un bicentenaire républicain, de fin officielle de la lutte des classes et de régime médiatico-policiér qui achève la mise au pas de l'expérience révolutionnaire de 68;

«De même que les vannes grandes ouvertes à cette immigration incontrôlée auront jadis noyé l'espoir d'une intégration patiente, harmonieuse et réussie, de même la reculade de l'école publique devant les tentations envahissantes de l'islam laisse installer, au cœur du principe républicain, un germe pourrissant. Ne pas dénoncer aujourd'hui ce vice politique, c'est perpétuer l'inconscience de ceux qui, depuis plus de vingt ans, ont fait de l'évitement et de la dérobaie une méthode de pouvoir. C'est entretenir, dans les tréfonds de la société française, une poche de grisou qui explosera un jour ou l'autre»[10].

Il est certain que si cette «poche de grisou» explosait, Claude Imbert et ses nombreux accolytes baignés de racisme bcbg et bobo, auront beaucoup contribué à allumer la mèche...

décembre 2004 (retouché en mars 2006)

**Kandjare Bayn Asnan**

-----  
Notes

[1] Encore qu'il faudrait se pencher beaucoup plus que cela sur cette distinction entre «religion» (concept lié à la croyance en une transcendance) et «intégrisme» (concept désignant plutôt la volonté de faire de cette croyance quelque chose qui régit l'intégralité des existences individuelles). On peut néanmoins lancer des pistes de réflexion en remarquant que la limite entre ces deux termes peut être très floue, surtout si les variations des éléments qu'ils peuvent avoir en commun ne sont pas prises en compte. Il y a du «vrai» quand on dit qu'il n'y a pas d'intégrisme sans religion. Sauf qu'entre les deux, il y a tout un monde de variation fait d'application de dogmes, d'enjeux de conviction personnelle, collective et eschatologique (d'un soi-disant salut final), et d'érection ou non d'une croyance en système de pensée et de pratique. Et toute la problématique autour de laquelle se construit une «laïcité», réside dans la considération de toutes ces variations...

[2] Pour une radioscopie de la «meute» journalistique, voir François Ruffin, *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les Arènes, 2003.

[3] Si on veut s'amuser à remonter le plus loin possible dans les confins de la théocratie chrétienne, on peut consulter cet ouvrage; Marcel Pacaut, *La Théocratie. L'Église et le Pouvoir au Moyen Âge*, Paris, Desclée, 1989. Sans aller aussi loin; «Italie; Le pape demande des mesures sociales adéquates en faveur de la famille», <http://www.zenit.org/french/visualizza.phtml?sid=11284> ou encore, «L'Église catholique sur tous les fronts en Italie...», <http://www.le-national.com/breves46.html>.

[4] Pour être plus précis, c'est le Saint-Siège (ensemble des institutions de l'Église catholique romaine) et non l'État de la Cité du Vatican qui dispose d'un siège d'observateur à l'ONU. À ce titre, le catholicisme est la seule religion qui soit officiellement représentée à l'ONU en tant que telle (source; <http://fr.wikipedia.org/wiki/Vatican>).

[5] Stéphane Arlen, «Dieu dans la Constitution européenne? Le pape en Italie; spectacle et propagande», 18 novembre 2002, [http://www.fairelejour.org/article.php?id\\_article=12](http://www.fairelejour.org/article.php?id_article=12).

[6] Et en matière de théocratie, les USA ne sont pas en reste, à en croire Tom Delay, chef du groupe républicain à la chambre des représentants: «Dieu a placé George Bush à la Maison-Blanche et se sert aujourd'hui de lui pour promouvoir une vision biblique du monde». [ <http://atheisme.free.fr/Citations/Bible.htm>]

[7] <http://www.temoignagechretien.fr/journal/article.php?num=3128&categ=Croire>

[8] Stéphane Arlen, *op. cit.*

[9] Pour un petit décryptage de cette imposture médiatique que constitue Houellebecq, voir David Zerbib, «Houellebecq, routard de la pensée dominante?», *L'Humanité*, 7 septembre 2001; «Houellebecq, écran publicitaire. Plateforme de la publicité», <http://echo.levillage.org/160/2272.cbb>; Mona Chollet, «Aïcha et les «gros tas». Fortune médiatique des «Ni putes, ni soumises» et des filles voilées», *Périphéries*, 30 octobre 2003, <http://www.peripheries.net/e-voile.htm>.

[10] Claude Imbert, *Le Point*, 10 septembre 1994 [cité par Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, Paris, La Découverte, 2005, p. 220].

# Imbert n'a pas lu (du) tout Voltaire

Sur «l'islamophobie» que Claude Imbert prête à Voltaire, ce dernier pourrait lui-même le désavouer formellement. Dans *Catéchisme de l'honnête homme* (1763), même si Voltaire passe au crible les religions du Livre, il passe la plus grosse partie de son texte à s'en prendre au catholicisme, la religion dominante dans le contexte où l'auteur s'établit. Il n'hésite pas pour cela à exprimer une relative préférence pour les protestants et leur reproche fait à la tradition romaine d'avoir dévoyé le message évangélique d'origine; «C'est peut-être celle [la religion protestante] que j'adopterais le plus volontiers, si j'étais réduit au malheur d'entrer dans un parti (...). Il me semble qu'elle se rapproche plus de sa source que la religion romaine, qu'elle n'adopte que ce qui se trouve expressément dans l'Évangile des chrétiens, tandis que les Romains ont chargé le culte de cérémonies et de dogmes nouveaux»[a].

Ce raisonnement puriste, il le confond aussi dans l'islam pour lequel il marque également sa préférence vis-à-vis du catholicisme; «Encore la religion musulmane est-elle après douze cents ans ce qu'elle fut sous son fondateur; on n'y a rien changé. Les lois écrites par Mahomet lui-même subsistent dans toute leur intégrité. Son Alcoran est autant respecté en Perse qu'en Turquie, autant dans l'Afrique que dans les Indes; on l'observe partout à la lettre; on ne s'est divisé que sur le droit de succession entre Ali et Omar. Le christianisme, au contraire, est différent en tout de la religion de Jésus» [b].

On remarque d'ailleurs que ce raisonnement puriste tourne vite chez Voltaire à l'obsession universaliste. On peut le voir dans ce passage où il tarit presque d'éloge l'islam qu'il voit comme un bloc religieux unitaire et transnational (du bon usage du panislamisme pourrait-on s'amuser à dire). À travers cette obsession, le catholicisme fait figure de mauvais élève; «J'ai cent fois souhaité que Jésus-Christ, en venant s'incarner en Judée, eût réuni toutes ces sectes sous ses lois» [c]; «Toute la terre était alors divisée en petites associations, égyptiennes, grecques, syriennes, romaines, juives, etc. (...) Presque toutes les sectes se sont ainsi établies, excepté celle de Mahomet, la plus brillante de toutes, qui seule, entre tant d'établissements humains, sembla être en naissant sous la protection de Dieu, puisqu'elle ne dut son existence qu'à des victoires.» [d].

Dans la citation qui précède, on ne peut pas dire qu'il s'agit d'un tour de passe ironique pour ridiculiser l'islam. L'évocation de ce «Dieu» qui, selon lui, semble avoir protégé la naissance de l'islam, n'est pas considérée à la légère. Voltaire, même s'il développa une théorie de l'anticléricisme, était loin d'être athée. Il n'était pas même de ces agnostiques[e] qui attendent de voir pour croire. Voltaire est déiste. Il croit à un «Dieu» et lui voue un culte; ceci est dit d'entrée par l'entremise de «l'honnête homme»; «J'adore Dieu»[f].

Ce déisme se situe aux confins de la métaphysique de Descartes et de la mystique franc-maçonne. C'est l'idée d'un «Dieu» géomètre, un «Dieu» qui se retire du monde qu'il aurait orchestré, une espèce de grand architecte à la *Matrix*. Ce que Voltaire reproche alors aux autres religions, c'est d'avoir introduit de la superstition dans cette orchestration. Il tente alors le paradoxe (que d'autres avant lui avaient déjà tenté) d'une «Transcendance» qui se voudrait «rationnelle». Dès lors, ce vœu d'une religion déiste est appuyé par son obsession universaliste. Ce «Dieu», du fait de sa rationalité supposée, a tout ce qu'il faut pour être au final «le Dieu», «l'Unique». Une entité qui devrait s'imposer, selon lui, à toute personne;

«Adorons Dieu sincèrement, simplement, et ne trompons personne. Oui, il faut une religion; mais il la faut pure, raisonnable, universelle; elle doit être comme le soleil, qui est pour tous les hommes et non pas pour quelque petite province privilégiée» [g].

«Ce n'est point aux hommes que je dois m'adresser, c'est à Dieu seul; il parle à tous les cœurs; nous avons tous un droit égal à l'entendre. La conscience qu'il a donnée à tous les hommes est leur loi universelle» [h].

«J'ajoute qu'étant homme je vous propose la religion qui convient à tous les hommes, celle de tous les patriarches, et de tous les sages de l'Antiquité, l'adoration d'un Dieu, la justice, l'amour du prochain, l'indulgence pour toutes les erreurs et la bienfaisance dans toutes les occasions de la vie. C'est cette



religion, digne de Dieu, que Dieu a gravée dans tous les cœurs; mais certes il n'y a pas gravé que trois font un, qu'un morceau de pain [l'hostie, ndr] est l'Éternel, et que l'ânesse de Balaam a parlé»[i].

Au fond, après avoir critiqué l'oppression religieuse à partir d'une analyse des religions du livre, Voltaire ne fait rien moins que proposer une religion qui laisse dessiner les lignes d'une entreprise de domination sous couvert de rationalité et d'universalité. C'est du pur irrationnel (pour reprendre sa terminologie puriste), ce qui est peut-être le propre de toute métaphysique (j'en profite pour faire un peu de propagande athée).

Ce paradoxe est par ailleurs souligné autrement. Dans le *Catéchisme de l'honnête homme*, Voltaire renoue avec une vieille ficelle du folklore orientaliste qu'il aime bien mettre en scène dans ses contes depuis au moins *Zadig* (1747). La discussion imaginaire entre «l'honnête homme» et «le caloyer» se déroule ainsi à Alep, en Syrie. Le tableau est volontairement placé dans l'espace géographique musulman, un espace qui semble refléter pour lui l'idéal où s'appliquent les thèses qu'il exprime la même année dans son *Traité sur la tolérance* (1763). C'est d'ailleurs au caloyer à qui revient le rôle de poser le décor. Celui-ci accoste «l'honnête homme» en lui demandant de quelle chapelle il accourt au milieu d'un fatras religieux présenté comme une richesse symbolique;

«(Le caloyer) Puis-je vous demander, Monsieur, de quelle religion vous êtes dans Alep, au milieu de cette foule de sectes qui sont ici reçues, et qui servent toutes à faire fleurir cette grande ville? Êtes-vous mahométan du rite d'Omar ou de celui d'Ali? Suivez-vous les dogmes des anciens parsis, ou de ces sabéens si antérieurs aux parsis, ou des brames, qui se vantent d'une Antiquité encore plus reculée? Seriez-vous juif? Êtes-vous chrétien du rite grec, ou de celui des Arméniens, ou des coptes ou des Latins?»[j].

Dans ce contexte, il est difficile de croire que la prétendue islamophobie de Voltaire à laquelle se réfère Imbert, ressemble à la considération, certes idéalisée, que pouvait avoir Voltaire du monde musulman dans ce texte. On est en tout cas loin de l'image qu'il aurait pu donner du prophète de l'islam dans sa tragédie de 1741, *Mahomet* – par ailleurs, d'aucuns ont pu dire que l'auteur a surtout profité de cette pièce pour adresser une critique en filigrane à l'Église catholique, voire aux jansénistes, qui en tout cas ont cru lire entre les lignes et ont fait en sorte de perturber les représentations publiques de la pièce jusqu'à les empêcher. Dans cet autre monde musulman, on peut tomber sur un moine grec qui affiche ouvertement son appartenance minoritaire sans être réprimé, et avec qui on peut débattre calmement en confrontant des croyances religieuses, y compris quand on est «seulement» déiste;

«Quoi donc ! Ne pourrai-je faire en Europe comme ici; adorer paisiblement le Créateur de tous les mondes, le Dieu de tous les hommes, celui qui a mis dans mon cœur l'amour de la vérité et de la justice?» [k].

La réplique serait d'ailleurs facile à donner aux islamophobes actuels qui se réfèrent à Voltaire pour balancer de grossières affirmations comme quoi «l'islam serait incompatible avec la laïcité». Le «maître» auquel ceux-ci se réfèrent ne fait rien d'autre que décrire un monde musulman comme étant le territoire idéal d'une expérience de la laïcité. Un territoire que l'Europe des despotes est invitée à suivre, les plus éclairés dans cette histoire étant alors les «Turcs»;

«(Le caloyer) Je déteste la persécution, la contrainte, autant que vous; et grâce au ciel, je vous ai déjà dit que les Turcs, sous qui je vis en paix, ne persécutent personne.»

«(L'honnête homme) Ah ! puissent tous les peuples d'Europe suivre l'exemple des Turcs!»[l].

Toutefois, derrière toute cette idylle, surgit un versant paradoxal déjà évoqué. «L'honnête homme» vient trouver à Alep les conditions favorables à l'expression sereine de son déisme parmi d'autres croyances. Mais en même temps, l'universalisme acharné qui émane de ce déisme, relève d'un enjeu uniformisant qui déplore la dispersion des formes métaphysiques (voir plus haut). Par cette religion rationalisante que Voltaire veut promouvoir, c'est la disparition du mythe d'Alep et de son idéal de tolérance qui est annoncée. Grâce à Voltaire et à son universalisme, on a le parfait exemple d'un discours sur la tolérance capable de réactiver l'intolérance (disons plutôt la domination), et d'une théorie de la rationalité qui débouche sur l'irrationnel. C'est ce qu'ont surtout décidé de retenir, depuis plus de deux cents ans, les partisans du dogme républicain...

**K.b.A.** (avril 2006)

## Notes

[a] Voltaire, *Catéchisme de l'honnête homme*, 1763, p. 28-29 [éd. Mille et une nuits, 1996]. Les prises de position de l'auteur sont relayées ici par l'entremise de «l'honnête homme» qui donne la réplique à un autre personnage; «le caloyer» (moine grec du mont Athos).

[b] *Ibid.*, p. 21-22.

[c] *Ibid.*, p. 14.

[d] *Ibid.*, p. 21.

[e] À ce titre, Frantz-Olivier Giesbert est un peu à côté de la plaque dans la tribune qu'il écrit une semaine après la déclaration télévisuelle de son ami Claude Imbert. Pour lui venir en aide, il le décrit comme un «agnostique voltairien» (*Le Point*, 31 octobre 2003). Il va même jusqu'à y mettre tout son cœur en le glorifiant d'être un «arabophile notoire». L'émoi rendant peu regardant, il est alors facile d'oublier que même des gens comme Le Pen ou des colons sont «arabophiles», car eux-aussi aiment les Arabes... surtout quand ils sont «chez eux» et qu'ils ne se révoltent pas [source; Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire...* op. cit., p. 311-312].

[f] Voltaire, *Catéchisme de l'honnête homme*, op. cit., p. 7.

[g] *Ibid.*, p. 26.

[h] *Ibid.*, p. 30.

[i] *Ibid.*, p. 31.

[j] *Ibid.*, p. 7.

[k] *Ibid.*, p. 27.

l] *Ibid.*, p. 31.

# Un obscurantiste «radical»

L'introduction et le texte qui précèdent ont été diffusés sur plusieurs sites Internet dont le site anarchiste a-infos. Nous les avons reproduits, parce qu'ils illustrent la confusion politique qui règne dans certains milieux libertaires, altermondialistes, antiracistes, et bien au-delà.

## Les origines du concept d'islamophobie

Tout d'abord deux petites précisions sur le «concept» d'islamophobie. Ce terme a une longue histoire puisque son premier usage remonte au moins à 1925. Cependant, ce sont les partisans de l'islam politique qui l'ont imposé dans les débats actuels, au cours des années 90, jusqu'à le faire accepter dans les organisations internationales, type UNESCO. Mais il y a plus grave, et plus significatif; la notion de «phobie» accolée au mot islam suggère que celui qui critique la religion musulmane aurait de graves problèmes mentaux relevant de la psychiatrie. Il n'est pas étonnant que des religieux obscurantistes disqualifient leurs contradicteurs et les traitent de fous. Après tout, c'est que faisaient les staliniens quand ils étaient au pouvoir et internaient les opposants soviétiques dans des hôpitaux psychiatriques. Par contre, on a du mal à croire que des athées, comme KaB, qui prétendent «déconstruire» les discours réactionnaires ne se rendent pas compte de la grosseur de la ficelle employée par les islamistes et leurs compagnons de route.

De plus, en quoi critiquer une religion, même de façon outrancière ou injuste pour les croyants, relève-t-il de la folie et, de surcroît, du racisme? On voit bien, pour les islamistes, quelle est l'étape suivante; l'adoption d'une loi contre le blasphème, puis l'interdiction de toute critique contre leur religion (1), voire contre toutes les religions, s'ils veulent réussir dans leurs manœuvres.

Par contre, du côté des athées et des militants de l'extrême gauche radicale ou des libertaires, on discerne mal ce qu'ils croient gagner en s'embarquant dans la croisade de l'anti-islamophobie, qui mélange lutte (justifiée) contre le racisme et interdiction (absurde) de critiquer l'islam.

## Double langage?

Kandjare Bayn Asnan prétend que l'on «reproche à l'islam (...) d'appliquer ses préceptes dans le champ de la vie quotidienne» et qu'on ne le reprocherait pas aux autres religions. Tout d'abord, c'est faux; il suffit de constater les levées de boucliers chaque fois que des groupes catholiques intégristes ou l'épiscopat français tentent d'imposer leurs convictions religieuses, que ce soit à propos de l'avortement, du PACS, des interdictions de livres, de films ou d'affiches offensant les catholiques, etc. Si cet auteur «radical» est vraiment aussi athée qu'il le prétend, qu'il commence par critiquer toutes les religions; et par nous expliquer les différences qui existent entre elles – ce qu'évidemment il se garde bien de faire. D'ailleurs, à le lire, on peut craindre que ses connaissances en matière religieuse soient très limitées. En effet, ce qui est en cause dans le hidjab, ce n'est pas un «précepte» islamique, comme il l'affirme. Le mot hidjab lui-même ne figure pas dans le Coran, livre dans lequel «Dieu» (par l'intermédiaire de Mahomet) fait seulement allusion au fait de voiler... les poitrines des femmes. Enfin, une société véritablement laïque suppose que tous les croyants, quels qu'ils soient, respectent la séparation entre leurs règles religieuses privées et les lois civiles concernant tous les habitants d'un pays, qu'ils soient croyants, athées ou agnostiques.

Ce que veut l'infime minorité de musulmans partisans du port du hijab dans les écoles publiques françaises, c'est à la fois imposer leur interprétation de l'islam à toutes les musulmanes en disqualifiant celles qui ne portent pas le voile comme peu pratiquantes voire impudiques, mais c'est aussi introduire une forme de militantisme religieux au sein même de l'École. Comme les religions sont incapables de coexister pacifiquement entre elles dans l'espace public si elles ne sont pas solidement bridées par des lois laïques, la prochaine étape, pour les islamistes, est d'imposer la généralisation des écoles confessionnelles et la séparation des sexes dans l'espace public (2). On est bien loin de l'innocente «vie quotidienne» ou de la défense de l'«intime» évoquées par Kandjare Bayn Asnan.

Kandjare Bayn Asnan soutient l'instrument d'oppression de la femme qu'est le hijab (qu'il réduit à un simple «fichu», comme s'il s'agissait d'une question purement vestimentaire). Pour cela, il dénonce à la fois;

– le «dogme républicain» (puisque étatiste – comme si les travailleurs devaient préférer la monarchie !);

– la laïcité (jugée «intolérante» – comme si les théocraties étaient plus ouvertes à la liberté de pensée !);

– et Voltaire («déiste», «bouffon des despotes européens» – comme si on pouvait le mettre sur le même plan que les très réactionnaires Claude Imbert, Franz-Olivier Giesbert et Michel Houellebecq.

L'introduction écrite par l'auteur en mars 2006 rajoute encore une couche obscurantiste en comparant le CPE, dispositif de précarisation de la jeunesse, avec la récente loi sur l'interdiction des signes religieux ostensibles à l'Ecole ! La seconde était, à notre avis, inutile et critiquable pour trois raisons;

– parce que les lois existantes suffisaient amplement;

– parce que l'exclusion des jeunes filles nous semblait une très mauvaise solution;

– et parce que la notion de «laïcité» était manipulée par toutes sortes de gens aux intentions douteuses.

Une fois cela dit, on ne peut sérieusement la mettre sur le même plan que la première.

Assimiler la lutte pour le port du voile à l'Ecole à une «*lutte sociale*» anti-étatique, c'est tenter de faire croire qu'une consigne pseudo-religieuse liée à l'oppression des femmes et au machisme pourrait faire l'objet des revendications d'un mouvement révolutionnaire !

Malgré tous ses tours d'illusionniste, l'article de Kandjare Bayn Asnan ne sert qu'à justifier l'injustifiable; l'oppression de la femme au nom d'une radicalité... introuvable.

### **Voltaire**

L'auteur raisonne comme si les questions de la République, de la laïcité et de la religion se posaient de la même façon au XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe et aujourd'hui. Kandjare Bayn Asnan «oublie» de nous rappeler quels formidables obstacles ont constitué la monarchie et la domination sociale de l'Eglise catholique pendant des siècles. C'est dans ce sens et ce contexte-là que la référence (critique) à Voltaire peut avoir encore une utilité aujourd'hui. A condition de bien connaître l'évolution politique et intellectuelle de Voltaire, de ne pas amalgamer malhonnêtement la période où il courtisa certains despotes éclairés, et celle où il attaqua le despotisme; les moments où il douta de l'existence de Dieu et ceux durant lesquels (vers la fin de sa vie) il en fut convaincu, tout en restant hostile à toutes les religions établies et tous les prophètes. De tenir compte du fait que si Voltaire fut franc-maçon, il fut initié par une loge créée par deux athées notoires, Lalande et Helvétius. De se souvenir que la notion de laïcité, durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'a pas le même sens qu'aujourd'hui. Si certains cherchent à faire de Voltaire un précurseur d'un athéisme rationaliste moderne, ils échoueront lamentablement dans leur démonstration. Mais est-ce vraiment la question?

Tout comme il serait absurde de voir en Voltaire un féministe avant l'heure... Mais KaB préfère se battre contre des moulins à vent que de «contextualiser» les discussions.

Les citations misogynes de Voltaire font penser aux anecdotes concernant la vie privée de Marx (l'auteur du *Capital* eut un enfant avec sa bonne et demanda à son ami Engels d'en assumer la paternité) ou aux perles xénophobes extraites de la correspondance privée entre les deux amis (Karl et Friedrich). Seuls des esprits faibles (ou religieux, ce qui revient au même) ont besoin d'intellectuels parfaits pour leur servir de maîtres à penser.

Si Voltaire n'est ni athée ni féministe, on trouve dans ses écrits à la fois un solide anticléricalisme, une critique de toute forme de censure, un appel à chaque individu à penser par lui-même, une volonté de démystifier le récit biblique et notamment celui de la création de l'homme, et une hostilité radicale vis-à-vis de tous les mystificateurs qui prétendent être entrés en dialogue direct avec Dieu (de Moïse à Mahomet en passant par Jésus), cinq éléments qui sont toujours actuels et diablement utiles dans les combats militants de tous les jours !

### **Double langage (bis)**

Curieusement, Kandjare Bayn Asnan se montre très critique vis-à-vis de l'influence politique du Vatican aujourd'hui (il dénonce les manœuvres de l'Opus Dei et la présence du Saint-Siège à l'ONU, tout en qualifiant comiquement le Vatican d'«Etat séculier» !); il explique comment de nombreux débats politiques (Constitution européenne, PACS, etc.) ont été en fait traversés par des idées religieuses; il dénonce la très catholique Christine Boutin pour son hostilité au préservatif – mais oublie de nous dire que Tariq Ramadan défend la même position, puisqu'il prône la contraception «naturelle» pratiquée par le Prophète Muhammad !

En fait, ces quelques critiques adressées au christianisme l'amènent seulement à des constatations générales d'une banalité affligeante qui cachent mal sa volonté d'épargner les aspects les plus réactionnaires de l'islam et de toutes les religions, d'ailleurs. C'est ainsi;

- que nous apprenons que la limite entre la religion et l'intégrisme *«peut être très floue»*. Mais justement, pour qu'elle soit moins floue, il faudrait déjà introduire la notion de laïcité et soutenir le combat des croyants qui sont favorables au respect de la séparation entre les cultes et l'Etat, ce qu'*«oublie»* de faire notre radicalissime auteur.

De plus, plutôt que d'affirmer que la limite PEUT être floue, il aurait mieux valu nous expliquer ce qui sépare véritablement la religion (croyance en un Dieu ou un Esprit supérieur aux hommes et antérieur à l'humanité) et l'intégrisme (volonté d'imposer cette croyance par un intensif lobbying associatif et parlementaire, par la guérilla ou par des coups d'Etat militaires);

- et que les *«mécanismes souterrains des religions perdurent, y compris lorsque ces religions disparaissent des champs du visible ecclésial et du consommable liturgique»*. Diable, ça en jette tous ces mots sophistiqués! Mais en langage clair, cela signifie; *«On ne peut rien y faire, la vie est pleine de mystères insondables et y aura toujours des ratichons et des curetons, des barbus et des voilées, des hare krishna et des mormons...»*

Nous voilà bien avancés avec ces platitudes !

Kandjare Bayn Asnan rejoint ainsi les discours des nouveaux con...vertis (Max Gallo, Philippe Sollers, Régis Debray, Jean-Luc Guillebaud, etc.) ainsi que ceux des évêques français quand il lie *«le mariage, la culpabilisation, la punition, le jugement moral»* à des *«formules religieuses ancrées dans l'héritage des sociétés qui se disent laïques»*. Il doit supposer ses lecteurs particulièrement ignorants pour distiller de telles affirmations péremptoires et mensongères. Dans les mondes grec et romain, l'existence du mariage, des tribunaux et de la réflexion morale fut bien antérieure à l'apparition de la religion chrétienne !

### **Les armes de «déconstruction» massive; un procédé chic et choc**

Mais l'auteur ne se contente pas de répandre un rideau de fumée autour des religions. Il veut nous prouver qu'il est un «antiraciste, antisexiste, anticolonialiste» radical.

Pour ce faire, il a recours à un procédé très à la mode aujourd'hui; la «déconstruction» des discours d'Imbert et Houellebecq, comme si ce journaliste et ce romancier médiatiques (nous avons failli écrire merdiatiques) pouvaient constituer la moindre référence en matière de critique érudite des religions, ou même de défense sincère des droits humains.

Précisons d'abord brièvement ce qu'est la «déconstruction»; il s'agit d'un procédé qui a fait fureur chez les critiques littéraires et les universitaires féministes outre-Atlantique avant d'être recyclé maladroitement et de façon peu convaincante dans le domaine politique. Soucieux de faire preuve de radicalité, tout apprenti «déconstructeur» se doit de passer au crible les textes des auteurs «mâles-occidentaux-blancs» des siècles passés pour y retrouver toutes sortes de perles colonialistes, racistes ou sexistes.

Ce travail a un côté salutaire quand il s'agit d'expliquer aux enfants et aux adolescents (voire aux adultes) qui lisent les classiques de la littérature européenne que les préjugés sexistes, raciaux et sociaux ont été diffusés par toutes sortes de canaux, y compris dans le roman et les contes. Ou pour souligner que ces préjugés continuent à se propager dans tous les arts du divertissement, des feuilletons télé aux block-busters de Hollywood en passant par les bandes dessinées, les romans d'espionnage ou les romans de gare, à l'eau de rose ou de terroir.

Mais cette démarche a aussi ses limites. Tout d'abord ces critiques enfoncent des portes ouvertes. Nul besoin d'avoir fait des études à Harvard ou à Normale Sup pour savoir que Voltaire, Shakespeare, Jules Verne, Hergé ou Agatha Christie ont colporté, délibérément ou pas, dans leurs écrits des préjugés racistes, sexistes ou colonialistes.

De plus, ce regard critique est à sens unique; il s'intéresse à la culture «blanche-occidentale-masculine» mais se garde bien de traquer les préjugés sociaux, racistes ou sexistes dans les productions culturelles non occidentales. Il repose sur une idée naïve; les préjugés réactionnaires seraient le fait des seuls «mâles occidentaux à la peau blanche».

Pourtant, quiconque a lu à son fils ou à sa fille des contes africains, asiatiques ou arabes sait que ces textes abondent en préjugés de toute sorte. Ils font l'apologie des rois et des puissants; ils ne remettent pas en cause la hiérarchie sociale; ils trouvent l'esclavage, la torture, la peine de mort ou le servage normal; ils ne critiquent jamais à fond la religion officielle ou les superstitions. Quant aux films produits aujourd'hui en Corée du Sud, au Japon ou aux Indes, ou les feuilletons de télévision produits dans les pays «arabo-musulmans», au Brésil ou au Venezuela, ils abondent autant en clichés racistes, sexistes et réactionnaires que les productions «blanches» occidentales.

Il est utile d'expliquer qu'il existe une extraordinaire richesse culturelle dans toutes les aires géographiques, et qu'on ne peut établir de hiérarchie entre les peuples, ni entre les cultures, quelle que

soit l'étendue de leur contribution à l'histoire des sciences, des techniques, des arts ou des idées. Mais il est réactionnaire de laisser croire que les combats pour la libération sociale épargneraient mystérieusement certains continents ou les populations qui en sont originaires et ont été contraintes d'émigrer dans les métropoles occidentales impérialistes.

### **Retour sur le hijab**

Si l'on prend la question du hijab, cette question est devenue un enjeu politique non seulement en Europe mais aussi dans les pays dits «musulmans» (1). Elle n'a rien à voir avec l'«islamophobie» et tout à voir avec l'islam politique, cette idéologie théocratique aux tendances totalisantes pour ne pas dire totalitaires. Et si l'on doit se démarquer des crétins et des chrétiens réactionnaires occidentaux qui trouvent la religion catholique ou protestante moins obscurantiste (2) que la religion musulmane, il nous faut aussi soutenir tous ceux et celles qui dans les pays «musulmans» luttent pour la laïcité, la séparation totale entre la religion et l'Etat, la liberté totale d'expression, les droits de la femme, etc. Or cela Kandjare Bayn Asnan ne le suggère pas une seule fois dans son article. Plutôt que de nous confier qu'il est «grossier» d'affirmer que l'islam serait «incompatible avec la laïcité», l'auteur ferait mieux de citer abondamment les penseurs et écrivains musulmans qui combattent pour cette même laïcité et critiquent les interprétations religieuses les plus conservatrices en la matière. Mais visiblement cette question ne l'intéresse pas.

Il se contente de concéder timidement que le Coran contiendrait des «prescriptions incitant à la domination patriarcale» (3). Qu'en termes mesurés ces choses-là sont dites ! On dirait du Ramadan ! L'auteur semble ignorer que, depuis treize siècles, les «savants musulmans» (pour parler comme Frère Tariq) ont pondu des dizaines de milliers de pages pour réglementer chaque aspect de la vie privée et publique des femmes. Cette imagination débordante en matière de répression de la sexualité féminine et des droits des femmes, est bien sûr sortie tout droit de la tête d'hommes, de mâles, religieux sincères ou politiciens sans scrupules, pas de la tête de Dieu ! L'ennui pour notre «déconstructionniste» radical, c'est que ces «mâles» n'étaient ni «blancs» ni «occidentaux» ni fascinés par les charmes maléfiques de «l'obsession universaliste» des Lumières ou de «l'orientalisme» ! Bien au contraire !

Notre auteur dénonce sans cesse les aspects «uniformisants», favorables à la «domination» et à l'«irrationnel» de la pensée de Voltaire et des partisans du «dogme républicain», mais c'est pour mieux rester silencieux sur les aspects réactionnaires actuels de l'islam politique et des théocraties qui se prétendent islamiques.

Il prétend que le fait d'obliger les jeunes filles musulmanes à ne pas porter le hijab dans les locaux de l'Education nationale démontrerait la «persistance des structures... coloniales». Comme si les gouvernements de la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> Républiques s'étaient battus pour émanciper les femmes des colonies et y promouvoir la laïcité !

Quant à la question de la République, elle n'est pas du tout secondaire en Europe aujourd'hui, même si personne n'en parle, y compris chez les libertaires. Ce ne sont pourtant pas les monarchies parasites qui manquent en Europe et ce serait une bonne chose d'exproprier (entre autres) les biens de tous ces exploiters au Royaume uni, en Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Espagne... tout comme d'ailleurs au Maroc ou en Arabie saoudite. Et sur ce terrain-là, Kandjare Bayn Asnan est lui aussi muet.

Comme quoi un verbiage pseudo-radical peut cacher parfois une pensée conformiste et résignée devant l'oppression.

**Y.C.**

1. C'est ainsi qu'un journal marocain a été interdit et ses journalistes inculpés pour avoir blasphémé après avoir publié un dossier critique sur les blagues populaires concernant le roi, Mahomet et les islamistes. Radio France Internationale, toujours prompt à dénoncer l'«islamophobie», s'est contenté de mentionner le fait en deux phrases, sans protester contre cette censure et les peines qu'encourent deux de leurs collègues journalistes. Ne parlons pas de la presse d'extrême gauche... Et les deux journalistes ont dû bien sûr affirmer qu'ils étaient «musulmans dans un pays musulman»... confirmant ainsi que l'on n'a pas le droit de critiquer l'islam dans un pays où celui-ci est religion d'Etat.

2. Les «antisionistes» dénoncent régulièrement les fanatiques religieux juifs qui, en Israël, veulent imposer des sections séparées pour les femmes dans les autobus. Croient-ils que les islamistes sont plus féministes que les obscurantistes juifs?

3. Il est amusant que K.b.A. emploie l'expression «d'espace géographique musulman» en polémiquant avec l'«orientalisme» de Voltaire. Il est certes difficile de trouver un terme adéquat qui

puisse résumer le fait que l'islam a été et est encore une religion d'Etat dans certaines zones géographiques, mais on ne peut s'empêcher de penser que les estuaires, collines, précipices, montagnes, fleuves, gorges et forêts n'ont jamais fréquenté la moindre école coranique... A moins de croire qu'Allah ait créé toutes ces merveilles de la nature !

4. Cela dit, les musulmans trouvent eux aussi leur religion supérieure au christianisme et celui-ci plus obscurantiste que l'islam. Comme l'écrit Christine Schirmacher, qui enseigne l'islamologie à l'Université de Bonn; «La crucifixion, la rédemption, la filiation du Christ et la Trinité, qui sont les piliers de la dogmatique biblique, constituent pour le Coran les aberrations du christianisme, et plus encore des blasphèmes. (...) le Coran affirme clairement que seuls ceux qui croient que Mahomet a été le dernier prophète de Dieu et que le Coran est la pure vérité hériteront la vie éternelle. Pour les musulmans, les chrétiens avec leur doctrine de la Sainte Trinité (qui comprendrait, selon le Coran, le Père, le Fils et Marie) commettent le plus grave des péchés: celui de polythéisme.» Quant aux juifs, les musulmans n'ont pas plus d'estime pour eux. Selon le Coran; «*Les juifs disent; "Uzayr est fils de Dieu" et les chrétiens disent; "Le Christ est fils de Dieu." Telle est leur parole provenant de leurs bouches. Ils imitent le dire des mécréants avant eux. Que Dieu les anéantisse !*»

Souhaiter l'«anéantissement» des juifs et des chrétiens, comment cela s'appelle pour Kandjare Bayr Assan? De la judéophilie et de la christianophilie, sans doute?

Mais le Coran affirme aussi; «*Les dénégateurs parmi les gens du Livre et les associants sont dans le feu de Géhenne, pour l'éternité, en tant qu'ils sont le pire de la créature*» (Sourate, XCVIII, La preuve). En clair, les croyants qui ne reconnaissent pas l'islam sont condamnés éternellement à brûler en enfer et sont les pires des êtres humains ! Quant à la Sourate V 50, La table pourvue, elle ajoute; «*Vous qui croyez, ne nouez ni avec les juifs ni avec les chrétiens de rapports de protection. (...) Quiconque d'entre vous en nouerait avec eux, conséquemment serait des leurs.*» Et nous citons ici la traduction du Coran faite par Jacques Berque, traduction très littéraire et édulcorée par rapport à d'autres. Pour s'en rendre compte il suffit de se rendre sur les sites islamistes francophones ou anglophones.

On trouvera bien sûr d'autres sourates plus «tolérantes» vis-à-vis des juifs et des chrétiens, mais ce qui compte c'est de savoir que de puissants ferments de haine religieuse sont présents dans ce texte considéré comme sacré par les musulmans, et qu'il est donc facile de puiser dans le Coran pour justifier le fanatisme contre les autres religions, mais aussi contre les apostats, les agnostiques et les athées.

5. Contrairement à ce que prétend Kandjare Bayn Assan, le Coran va beaucoup plus loin que de simples «prescriptions» puisqu'il affirme; «*Mais les hommes ont le pas sur elles*» ou dans une autre traduction «Les hommes ont toutefois sur elles préséance d'un degré» [sourate II,228]; «*Les hommes dirigent les femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci*» [sourate IV,34] (Le Coran, Points Seuil). Autre traduction, plus soft; «*Les Hommes assument les femmes à raison de ce dont Dieu les avantage sur elles et de ce dont ils font dépense sur leurs propres biens.*» Suivi de ces propos très «féministes»; «*Celles de qui vous craignez l'insoumission, faites-leur la morale, désertez leur couche, corrigez-les.*»

Ceux qui désirent lire les discours alambiqués qui servent à justifier ces déclarations pourront se reporter au site La Maison de l'islam, article «Le Coran dit-il que la femme est inférieure à l'homme?». On remarquera l'usage qu'il est fait par ce site de citations extraites du *Monde* et du *Monde des religions*, deux publications bondieusardes, et aussi l'éternel couplet sur les différences liées «à la nature même; physiologique, hormonale, psychologique» des femmes, dont on sait qu'elles servent toujours à justifier la domination patriarcale.

**Merci à Michèle Rollin et Céline P. pour leurs critiques sans concession d'une première version de ce texte. Les erreurs éventuelles et points de vue ci-dessus exprimés ne leur sont bien sûr pas imputables.**

Patsy (Alternantes)

## **Il faut sauver le soldat Redeker Philosophie de combat, pensée de sous-off'**

Depuis plus d'une dizaine de jours, un homme est en danger de mort. Il s'appelle Robert Redeker. Des islamistes radicaux, des djihadistes, en clair des barbus réactionnaires et sanguinaires en voudraient à sa peau. Son crime? Avoir commis un blasphème, avoir insulté l'Islam et Mahomet. Ce philosophe a ainsi rédigé un article intitulé: «Face aux intimidations islamistes, que doit faire le monde libre?» Dans ce brûlot, il a traité Mahomet de pillard, de pogromiste, de polygame, d'exalté violent et rendu sa sentence: «L'Islam est une religion qui (...) exalte violence et haine.» Etant peu porté sur la théologie et l'histoire des religions, je ne me hasarderai pas à commenter ses propos. Je sais juste que Dieu n'existe pas, que les religions et ses promesses d'au-delà ne sont que foutaises et ne nous apprennent qu'une chose: la soumission à l'ordre établi, qu'il soit politique, social ou spirituel.

Et oui, au Monde comme il va, nous faisons nôtre cette phrase sublime de l'anarchiste Michel Bakounine: «Si Dieu existe, l'homme est esclave; or l'homme peut et doit être libre.» Je pourrai donc en rester là et déclarer tout de go que nous sommes solidaires de Robert Redeker contre les intégristes de tout poil, voire contre les apologues de la tolérance molle qui voudraient que l'on ne fasse plus de l'athéisme un enjeu majeur de nos temps tourneboulés.

Mais évidemment, l'affaire est moins simple qu'il n'y paraît. Certes, en défenseurs de la libre parole et de la pensée libre, nous nous opposons à toutes celles et ceux qui entendent nous faire passer de vie à trépas pour la libre critique des inepties religieuses. Mais les conceptions politiques, voire philosophiques de Robert Redeker nous irritent au plus haut point.

Il y a plusieurs mois, ce philosophe de combat participait à une émission de France-Culture, animée par Alain Finkielkraut, autre penseur médiatique en vogue. Là, il y déversa sa bile contre les émeutiers de l'hiver passé. Selon lui, ces jeunes étaient des barbares, des nihilistes.

Dans un de ces articles, il écrivait ceci: «Expression d'un problème essentiellement culturel, la révolte des banlieues dont l'absence de sens paraît être la caractéristique principale et la haine, le moteur, s'explique avant tout par le nihilisme auquel a conduit une politique culturelle inspirée d'une certaine sociologie plutôt que de la philosophie.»

Vous l'aurez noté, si les émeutes de 2005 furent un problème «essentiellement culturel», cela veut dire que la misère, le chômage ou la dégradation des conditions de logement sont du domaine de l'accessoire. Et comme le problème est «essentiellement culturel», cela explique que les émeutiers, de nationalité française mais d'origine étrangère comme l'on dit, s'en soient pris aux écoles, aux bibliothèques, donc à la Culture, à la Connaissance.

Pas étonnant que Robert Redeker, comme Alain Finkielkraut, s'en prenne à une «certaine sociologie», c'est-à-dire à celles de Pierre Bourdieu et des marxisants, une sociologie qui s'obstine à analyser les faits sociaux dans le cadre qui les fait naître: celui d'une société divisée en classes sociales, d'une société capitaliste centrée sur le profit des uns, et l'exploitation de la force de travail des autres.

Haro donc sur les sociologues qui veulent tout expliquer, autant dire excuser ! Haro donc sur ceux qui ne voient pas en cette fraction de la jeunesse française autre chose que des barbares sans foi ni loi, abrutis par la consommation de masse et l'appât du gain. Venant de bons bourgeois ventrus nourris par l'argent public, je trouve la remarque plutôt piquante ! Haro également sur les travailleurs sociaux qui sont accusés de survaloriser les pratiques culturelles populaires aux dépens de la Culture, la grande, celle devant laquelle il convient de se prosterner !

Robert Redeker a dû oublier les querelles autour de l'enseignement du latin au XIX<sup>e</sup> siècle: c'est la maîtrise de cette langue morte qui signifiait que l'on appartenait au «beau monde», à l'élite, la véritable élite, celle qui peut philosopher et pérorer loin des basses contingences matérielles. Il doit savoir que la maîtrise de la Culture, la grande, demeure un outil de domination de classe, et que sa vulgarisation ne fut jamais une revendication forte des élites conservatrices et libérales: car partager le savoir et la culture, c'est-à-dire une forme de capital, cela signifiait à terme, partager le pouvoir. Et



quand une fraction de cette élite, celle qui s'était convertie au socialisme, en fit un de ses combats en développant l'éducation populaire, elle ne le fit pas en méprisant les cultures locales ou singulières mais en prenant appui sur elle.

Est-ce du racisme de classe? Oui, cela en est. Un racisme de classe qui cache, maladroitement, un racisme tout court. A le lire, on sent poindre le grand retour des «classes dangereuses», celles qui remettent en cause l'Ordre social. Et quand ces classes dangereuses s'incarnent un temps sous le masque de l'Etranger, «d'origine ou de papier», c'est la Civilisation, celle des Lumières et de l'Occident chrétien, qui est en danger !

Entre ses propos peu amènes sur les émeutiers barbares et l'Islam barbare, Robert Redeker s'est attaqué avec son sens habituel de la mesure à un sujet qui lui tient à cœur: l'enseignement. Ou plutôt à la crise de l'Ecole d'aujourd'hui. Dans un numéro des *Temps modernes*, revue fondée par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, il nous délivre de façon évidemment lapidaire la critique suivante: «Chacun se souvient du sinistre mot d'ordre: "l'enfant au centre du système"; ce slogan signifiait: chaque enfant est le Roi-soleil, sorte de Louis XIV en miniature, autour de qui doit graviter la cour déferente des pères et des mères, des instituteurs et professeurs, des adultes. L'impératif énonçant "l'enfant au centre du système" instaure la monarchie absolue de l'enfant.»

Haro donc sur les pédagogies actives, différentes, nouvelles, sur les esquisses de «républiques éducatives» ! Redeker est un sentimental: il a la larme à l'œil, plus qu'à gauche, à l'évocation de ses files bien droites d'élèves studieux, nippés de blouses grises, la goule ouverte et silencieuse, prête à recevoir le savoir qu'y déverseront les Hussards noirs de la République. Et qu'importe si cette image d'Epinal cache la réalité scolaire de ce temps ancien: une éducation pour les riches qu'on mène au bac, une éducation pour les pauvres destinés à la machine industrielle et agricole. Et entre les deux, les rares rejets des classes populaires que l'instituteur soucieux va prendre sous son aile et aider à sortir de leur classe sociale d'origine.

L'histoire regorge de ces fils de paysans et d'ouvriers, condamnés à la reproduction sociale, et parvenant malgré tout à s'extraire de la nasse pour devenir fonctionnaire ou ingénieur, en clair «quelqu'un de bien», qui a du savoir, de l'éducation. La méritocratie républicaine cache ainsi le laminage des potentialités individuelles de la plupart de celles et ceux qui n'ont pas eu le bonheur de bien naître. Pierre Bourdieu et Robert Redeker ont ainsi un point commun: rien ne les prédestinait à «réussir socialement», eux, les fils de pauvres, qui plus est, provinciaux. La différence, c'est que Bourdieu, fit de la sociologie de combat, et Redeker, de la philosophie de comptoir.

Que l'Ecole soit en crise, c'est un fait. Mais elle doit cette crise à une multiplicité de facteurs, de la massification scolaire aux problèmes d'intendance et d'encadrement, de l'évolution des outils de transmission de la culture à la crise économique et sociale. Critiquer la méthode globale est nécessaire par exemple, encore faut-il ne pas oublier que les enseignants ont depuis longtemps appris à composer avec des outils pédagogiques différents. Quant à l'enfant «au centre du système», c'est plus une image, une tension, qu'une réalité concrète vécue par les uns et les autres.

Robert Redeker est un réactionnaire. Il pourfend, gesticule, invective, pérore, provoque avec l'élégance et le raffinement d'un militaire de la Coloniale. Le plus drôle, c'est que c'est a priori un homme de gauche puisqu'il présidait le Comité de soutien à Jean-Pierre Chevènement, celui qui entendait réduire au silence les «sauvageons», les quelques caïds faisant régner la terreur dans les quartiers populaires !

De l'Islam, Robert Redeker ne retient que la lecture littéraliste, celle des islamistes radicaux, des barbus, des «fous de Dieu», et oublie tout le travail effectué hier par les musulmans réformateurs, toutes les réflexions que ceux-ci ont porté sur la Charia, la nature de l'Etat ou encore l'Oummah. Redeker aurait trouvé intérêt à parcourir «La laïcité face à l'Islam» d'Olivier Roy dans lequel celui-ci écrit: «Définir l'Islam comme un ensemble de normes fermées, et les musulmans comme formant une communauté exclusive de toute autre appartenance, c'est précisément emprunter aux fondamentalistes leur définition de l'Islam.» Redeker oublie qu'un Islam modéré et adepte du libéralisme économique s'affirme avec moins de fracas mais beaucoup plus de puissance, un Islam qui essaie de conjuguer religiosité et culte de la réussite individuelle. Bref, pour aller vite, ces musulmans-là prennent lentement mais sûrement le chemin pris jadis par les protestants nord-américains dans la glorification de la Fortune comme don de Dieu. Redeker aurait trouvé intérêt à lire le petit livre éclairant de Patrick Haenni *L'Islam de marché – L'autre révolution conservatrice*. Il oublie également que la très grande majorité des musulmans de France sont aussi peu exaltés que les crapauds et grenouilles de bénitier qui fréquentent les églises: ils sont pieux, croient en Dieu mais ne sont guère prêts à s'enflammer pour le Djihad.

De la banlieue, Robert Redeker ne voit que les flammes de la destruction et la preuve que nous sommes en plein «choc des civilisations». Sa boussole, c'est la paranoïa qui suinte le racisme: les Huns sont dans nos murs, les Huns sont Noirs ou Arabes, les Huns sont musulmans donc assoiffés de sang et rétifs à la Culture. Qu'importe si les islamistes radicaux ne jouèrent aucun rôle dans ces événements ! Qu'importe si l'essentiel des émeutiers interpellés et condamnés sont de nationalité française ! Qu'importe si dans le Nord de la France, des émeutes ont éclaté dans des quartiers populaires à la population étrangère marginale ! Peu important les faits, car les faits, Redeker n'en a cure: il a juste besoin d'un bouc-émissaire. A rejeter la sociologie comme un outil d'appréhension et de compréhension du monde tel qu'il va, on se condamne à déblatérer comme on le fait au Café du Commerce où le fort en gueule et le roquet l'emportent toujours sur le Sage.

Les émeutes de décembre 2005 méritent mieux que ces envolées lyriques et pontifiantes qui ne reposent sur aucune enquête de terrain.

Quant à la philosophie, elle mérite mieux que ces rodomontades aussi vulgaires qu'indécentes.

**Patsy** (12/10/2006)

**Texte extrait de «Le Monde comme il va», hebdo libertaire d'actualité politique et sociale, nationale et internationale, Tous les jeudis de 19h à 19h50 - FM 98.1 Mgh (Nantes) / 91 Mgh (Saint-Nazaire) - Alternantes FM 19 rue de Nancy BP 31605 44316 Nantes cedex 03**

# Remarques complémentaires

1) Beaucoup des musulmans «réformateurs» sont en fait d'accord avec certaines critiques de Redeker, même s'ils ne les exprimeraient pas de cette façon méprisante pour leur propre religion (cf. le livre de Malek Chebel Manifeste pour un Islam des lumières, et plusieurs tribunes libres parues dans Libération). Le Monde, en bon quotidien théophile, n'a rien publié sinon les appels habituels au «dialogue inter-religieux», et un article de deux marxistes égyptiens en adoration devant le Prophète !

2) On ne peut faire abstraction du contenu concret d'une religion. Et chaque religion (et ses sous-tendances) a un contenu concret. La charia représente un enjeu politique, social et religieux, y compris au Québec par exemple, pays «non musulman», en Grande-Bretagne (cf. la discussion sur le port du niqab lancée démagogiquement par le travailliste Jack Straw), en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, etc.

Même si l'immense majorité des musulmans de base n'ont aucune envie d'appliquer la charia en France ou ailleurs en Europe, il existe des forces minoritaires qui essaient de limiter le champ des libertés individuelles (cf. le procès intenté par l'UOIF et la Mosquée de Paris contre Charlie Hebdo). On ne peut rester indifférent à cette volonté de limiter la liberté d'expression au nom du «respect» dû aux religions, respect qui vise à interdire tous propos blasphémateurs. Ces forces minoritaires peuvent faire alliance avec d'autres appareils religieux (protestants, juifs et catholiques) voire avec des «antiracistes» comme Mouloud Aounit, favorable à une loi contre le blasphème !

Il n'y a qu'à voir le poids politique démesuré de la Droite chrétienne aux Etats-Unis. Elle est minoritaire d'un point de vue statistique, chez les protestants, et chez les croyants en général, pourtant elle constitue un puissant lobby politique. Donc rien ne dit qu'une minorité musulmane n'essaiera pas d'exercer un poids, ou que par réaction d'autres forces religieuses n'essaieront pas elles aussi d'influer sur la politique (cf. Sarkozy par exemple, du côté catholique; les discussions sur le caractère chrétien de l'Europe; les mobilisations organisées par l'Eglise catholique en Espagne contre le mariage homosexuel et en Italie contre la libéralisation de l'avortement, contre le droit de mourir dignement, etc.)

3) Il est évident qu'une partie de ceux qui critiquent l'Islam (y compris à l'extrême gauche ou chez les libertaires) peuvent être mus par des pulsions racistes ou par une plus grande sévérité vis-à-vis de l'Islam que vis-à-vis du christianisme, en clair par une «islamophobie» plus ou moins avouée (ce terme est douteux mais je n'en trouve pas d'autre). Il faut donc bien creuser derrière les proclamations critiques vis-à-vis de l'Islam et c'est pourquoi Ni patrie ni frontières avait pris position à la fois contre le port du voile à l'école et contre la loi sur les «signes religieux ostensibles». Néanmoins, si l'on discute avec des athées originaires de pays «musulmans», on se rend compte tout de suite qu'ils ne sont pas dupes sur la timidité de l'extrême gauche européenne vis-à-vis de la religion et sur les capitulations que cela entraîne. Toute l'histoire des partis staliniens dans le «monde arabe» en témoigne.

4) D'un point de vue tactique, le discours de Redeker est nuisible aussi sur le plan strictement religieux: sans croire à une fumeuse «théologie de la libération musulmane» ou à un «féminisme musulman», on peut en effet souhaiter que s'expriment ceux qui sont les plus favorables à une séparation radicale entre les cultes et l'Etat et non ceux qui veulent la domination de la religion sur l'Etat. Dans ce cadre Redeker, même sur un plan strictement démocratique, ne fait rien avancer du tout. Il coince même les «musulmans» (cf. la position du psychanalyste Fethi Benslama du Manifeste des Libertés) en les obligeant à se raidir dans leurs convictions religieuses voire identitaires («musulmans» étant alors compris comme une étiquette strictement culturelle englobant croyants et athées originaires d'une zone géographique où l'Islam est religion d'Etat).

Y.C.

# «Caïds» du 9-3... «islamistes» de 8 ans et mosquées «clandestines» : laïcité et athéisme riment parfois avec racisme

A propos de trois faits divers rapportés, sur les sites [atheisme.org](http://atheisme.org) et [Respublica](http://Respublica), par Jocelyn Bézancourt, Mireille Popelin et Jean-François Chalot.

Si la défense de l'athéisme, du rationalisme et du matérialisme scientifique nous semble essentielle pour la libération de l'humanité, tous les arguments et toutes les alliances ne sont pas pour autant les bienvenues notamment contre ceux qui manipulent l'Islam à des fins politiques, qu'il s'agisse de l'extrême droite islamiste ( Hamas, FIS, Hezbollah, Frères musulmans), de l'extrême droite française (Le Pen, De Villiers) ou de la gauche ou de l'extrême gauche théophiles (ATTAC, Monde diplomatique, MRAP, Indigènes de la République et certains courants de la LCR).

En effet, il existe une règle élémentaire en politique: **«Les ennemis de mes ennemis ne sont pas forcément mes amis.»**

En clair, quand Jocelyn Bézancourt et Mireille Popelin se servent de faits divers isolés, exactement comme les journalistes d'extrême droite de *Minute*, *Présent*, *Rivarol* et autres torchons racistes, il faut dénoncer l'argumentaire de ces «athées» et de ces «laïques» avec la plus grande fermeté, même s'ils semblent – superficiellement – partager les mêmes valeurs humanistes et universalistes que nous.

Commençons par [Respublica](http://Respublica) (site de la «Gauche laïque, républicaine et sociale») et un article de Mireille Popelin, collaboratrice régulière de [Respublica](http://Respublica) et membre de l'UFAL (l'Union des familles laïques), paru le 2 mars 2007. Que nous raconte cette femme «de gauche»?

Dans la rubrique «Débats républicains» elle intitule son billet crapuleux *«Des violences urbaines sur piste de ski»*. On remarquera le sensationnalisme du titre. Avec un tel sens de la formule, Mme Popelin devrait trouver facilement du boulot dans une feuille de chou sécuritaire.

*«Huit adolescents (15 à 17 ans) de Seine-Saint-Denis qui bénéficiaient d'un séjour ski (les veinards!) géré par "Vacances Voyages Loisirs" ont remercié à leur façon les généreux donateurs qui leur ont payé ces vacances à la montagne.»*

On remarquera, dès le début de l'article, l'opposition entre les «généreux donateurs» et des ados forcément ingrats et (comme la suite le montrera) barbares.

*«Sur la piste d'abord: un pauvre vacancier hollandais accusé d'avoir fait tomber le snowboard de l'un d'eux, le ton monte, un skieur de 20 ans s'interpose. Il est roué de coups, poings, bâton, chaussures de ski. Interceptés par les gendarmes. Retour au centre. Le directeur leur annonce qu'ils vont être renvoyés chez eux. Que croyez-vous qu'ils firent, ces adolescents? (Sûrement victimes de discrimination en Seine-Saint-Denis.)»*

Mireille Popelin ne se pose aucune question sur la version des témoins et des gendarmes. Les braves skieurs et les gentils flics disent toujours la vérité, c'est bien connu. Plus grave, elle introduit hypocritement une allusion à la couleur de la peau ou à l'origine étrangère des agresseurs ou de leurs parents. Pour couronner le tout, elle se permet de disqualifier l'idée même qu'il puisse y avoir des discriminations racistes en Seine-Saint-Denis.

Il n'est bien sûr pas question de soutenir ou d'excuser de tels comportements – s'ils sont avérés – avec des discours abstraits du genre «C'est la faute à la société» ou plus tacticiens: «Faut pas en parler, sinon cela va faire le jeu du FN». Mais Mireille Popelin, en insinuant qu'il existe un lien de cause à effet entre l'origine ethnique ou nationale des agresseurs et leur acte condamnable franchit la ligne jaune qui sépare la dénonciation d'un acte de violence d'une interprétation raciste de cet acte.

*«Ils s'en prennent aux locaux, ils cassent tout, les vitres, le mobilier, un cuisinier est blessé par un verre. Les gendarmes arrivent à 8: caillassés, insultés, jets de bouteilles, comme dans leur quartier, en Seine-Saint-Denis !»*

Et rebelote, sur la Seine-Saint-Denis, le 9-3: puisque ces jeunes proviennent de ce département, tout s'explique, pas besoin de réfléchir plus loin. Dans leur quartier, ils utilisent la violence, à la montagne ils continuent. Ben voyons... Fils de prolos, hâtez-vous de déménager dans les beaux quartiers, sinon Mireille Popelin va vous dénoncer aux flics comme délinquants, de père en fils.

*«Les adolescents ont fini par être maîtrisés par ..38 gendarmes arrivés en renfort. Et ce sera 48 heures de garde à vue. Peut-être à leur arrivée, dans leur quartier de Pierrefitte-sur-Seine, y aura-t-il une marche de soutien à ces pauvres adolescents victimes de brutalités policières?»*

Notre «laïque» antiraciste récidive: non seulement il n'existe pas de discriminations en France, mais pas non plus de brutalités policières ! L'UMP ou le syndicat Alliance devrait la recruter, fissa !

*«Vous souvenez-vous du nombre des adolescents? Ils étaient huit. Ils ont provoqué ces violences dans la station de ski de Châtel contre 2 skieurs, 1 directeur de Centre de vacances et 38 gendarmes. Croyez-vous que ces adolescents (comme en Seine- Saint-Denis) craignent le karcher de Sarkozy? Non seulement ils jouent les caïds dans leur quartier et imposent leur loi, mais ils jouent les caïds aussi ailleurs, quand les communes compatissantes leur offrent des vacances que bien des travailleurs précaires NE PEUVENT PAS SE PAYER ! Ils n'ont pas peur de Sarko, auraient-ils peur de Ségo? Il faudra bien faire autrement pour régler les problèmes des banlieues!»*

Cette militante «de gauche» oppose d'un côté les «caïds» de Seine-Saint-Denis (car bien sûr le 9-3 n'est peuplé que de «caïds») et de l'autre les enfants des «travailleurs précaires». Pas besoin d'être très malin pour reconnaître ici l'opposition classique entre les jeunes «Maghrébins» ou les «enfants d'immigrés» (tous chefs de gang évidemment), d'un côté, et les enfants des «travailleurs précaires» franco-français de l'autre (tous victimes du «racisme anti-Blancs»).

Et Mme Popelin de conclure:

*«Il y a des statistiques dont on ne parle pas (est-ce un hasard?). Les derniers chiffres publiés par l'Observatoire national de la délinquance: + 9,9 % en Seine-Saint-Denis, + 9,7% dans le Rhône.»*

Que cette dame se rassure. Le Pen et de Villiers en parlent tous les jours de ces fameuses statistiques qui seraient occultées, selon elle !

#### **Après la dénonciation des ados du 9-3, la dénonciation d'islamistes de... 8 ans !**

Sous un titre racoleur («Un enfant de huit ans tabassé pour avoir mangé du porc à la cantine de l'école», site Respublica, 13 mars 2007) voici ce qu'écrit le responsable du site atheisme.org., auteur de plusieurs ouvrages critiquant la religion et l'Eglise catholiques, conférencier dans toutes sortes d'événements prétendant défendre la laïcité d'un point de vue «de gauche» et parfois même invité de la Fédération anarchiste.

*«Mohammed, huit ans, a la chance de n'avoir pas été élevé dans la phobie maladive du porc», écrit monsieur Bézancourt.*

Première remarque: cet «écrivain» et «journaliste» ignore qu'une «phobie» est forcément «maladive». Mais derrière l'ignorance (ou la redondance volontaire) se cache un procédé profondément malhonnête: attribuer un choix alimentaire à une forme de déséquilibre mental et de maladie. Ce procédé est parfaitement crapuleux.

Monsieur Bézancourt devrait d'autant mieux connaître ce procédé qu'il est utilisé par tous ceux qui ont inventé le douteux concept d'«islamophobie», et qui confondent hypocritement le criminel racisme anti-Arabs (cf. les innombrables «bavures» policières en France qui se terminent par la mort de jeunes, ou de moins jeunes, «immigrés» ou fils de travailleurs immigrés) et la critique parfaitement justifiée et nécessaire de la religion musulmane, comme de toutes les religions. Ce sont ces gens-là qui ont popularisé l'usage du terme de «phobie» dans le débat politique pour disqualifier leurs adversaires.

Mais il faut aller plus loin. Les interdits alimentaires des religions ont souvent une lointaine base rationnelle (par exemple, le porc était un animal qui pouvait être plus facilement vecteur de maladies il y a quelques siècles), même si avec le temps ces interdits ont pu se transformer en croyances irrationnelles voire même en «phobies». Après tout il existe aussi des végétariens, des «vegans», et toutes sortes de gens non religieux qui prônent des choix alimentaires qui peuvent nous paraître bizarres ou farfelus, à nous grands bouffeurs de curés et de steaks saignants. On peut ne pas partager leurs choix alimentaires mais pourquoi les stigmatiser ou les ridiculiser?

On peut et même, en tant qu'athées, on doit critiquer les religions, mais leurs interdits alimentaires constituent-ils l'aspect le plus nocif de leurs croyances pour la société? Certainement pas.

Continuons notre lecture édifiante:

*«A la maison on mange du cochon sans la peur idiote de quelque châtime divin. Dans son école située à Paris, logiquement, il souhaitait faire de même. Mais c'était sans compter l'intolérance propre aux préceptes religieux: manger du porc n'était pas du goût des autres enfants de son âge d'origine maghrébine.»*

Arrêtons-nous un instant sur le contenu de cette prose «laïque». Notre scribouillard athée ne nous donne que peu de détails sur l'école en question. Dans quelle classe étudie cet élève? A-t-il des

problèmes avec ces camarades de classe et lesquels? Ces agresseurs ont-ils eux-mêmes des problèmes avec leurs enseignants, avec leurs parents et lesquels? D'où viennent ces problèmes? On ne le saura pas. Apparemment ce qui intéresse monsieur Bézancourt, ce n'est pas de comprendre le contexte de cet acte de violence, c'est d'attaquer gratuitement des enfants «maghrébins» et des parents «musulmans», parents et enfants qui ne pourront pas se défendre puisque son article ne donne aucune localisation précise.

La manipulation des faits divers est une des armes favorites des politiciens de droite et d'extrême droite qui aiment se réfugier derrière des faits, imaginaires ou réels (2), tirés de la vie quotidienne de leurs électeurs. C'est avec ce même «bon sens» prétendument candide qu'aux Etats-Unis certains politiciens citent benoîtement les statistiques concernant le nombre de Noirs condamnés à mort ou de ceux arrêtés pour viol, assassinat ou appartenance à un gang. Aux lecteurs ou aux auditeurs d'en tirer ensuite les conclusions... Les politiciens démagogues ne sont pas responsables des préjugés racistes qu'ils entretiennent ainsi.

La seule information que nous délivre monsieur Bézancourt est qu'il s'agit de «musulmans». Diable à huit ans, dans une école française, on aurait déjà affaire à de véritables petits oulémas, des docteurs de la Loi religieuse, qui lanceraient des fatwas contre leurs camarades? Si la relation de ce fait divers ne servait pas à entretenir les préjugés anti-musulmans et anti-Maghrébins, on pourrait en rire, tellement les motivations attribuées à ces gamins de 8 ans sont ridiculement disproportionnées avec le niveau de conscience et l'âge d'enfants d'une école élémentaire.

Et monsieur Bézancourt de poursuivre:

*«Et, en conséquence, ces derniers l'ont tabassé ! La justice islamique s'invite dans les cours de récréation...»*

Vous avez bien lu: la «justice islamique» ! Des gamins de 8 ans auraient créé un tribunal islamique dans la cour de récréation d'une école élémentaire parisienne !

Amis lecteurs, nous sommes désolés de vous infliger la lecture de ce pensum, mais il faut aller jusqu'au bout de ce texte qui suinte la haine et le mépris:

*«Par peur des petits minables soumis à des interdits alimentaires qui ne sont que le reflet des névroses parentales, le petit Mohammed a alors cessé de consommer du porc à la cantine de l'école.»*

En bon sarkozo-blairo-«royaliste», monsieur Bézancourt attribue un déplaisant incident survenu dans une cour d'école à des «névroses parentales» et qualifie leurs enfants de 8 ans de «minables». Haro sur les parents (credo de tous les politiciens de droite comme de gauche) + Haro sur les parents maghrébins + Haro sur les parents musulmans ! La totale, en moins de dix lignes de fiel.

Dans son dernier livre (*Le Choc des préjugés*), sur lequel nous reviendrons, Caroline Fourest démonte assez efficacement ce qu'elle appelle des «postures» et des «préjugés» – et qui pour nous sont beaucoup plus que le simple résultat de l'ignorance ou de malentendus. On ne peut innocemment, comme Caroline Fourest le fait, mettre sur le même plan les «postures sécuritaires» de l'Etat et des partis bourgeois avec les «postures victimaires» maladroites de certains exploités. Mais son livre peut permettre d'engager un débat fructueux.

En lisant les articles écœurants que nous avons intégralement cités dans ce texte, espérons que Caroline Fourest saura, à l'avenir, mieux choisir ses amis politiques et prendre sa plume pour manifester son désaccord radical avec de tels procédés malhonnêtes qui déconsidèrent le combat pour la laïcité et l'athéisme, et contre le racisme, combat que prétendent mener l'UFAL, la Gauche républicaine et sociale et Jocelyn Bézancourt.

Y.C. (14/3/2007)

1. *Ni patrie ni frontières* a publié et traduit de nombreux textes sur les questions de la laïcité, de l'athéisme, des dangers du multiculturalisme et de l'Islam politique, notamment dans les numéros 3, 6-7, 10, 11-12 et 13-14, ainsi que dans une brochure qui rassemble des textes inédits des Partis communistes-ouvriers d'Irak et d'Iran sur les femmes, l'Islam, la laïcité et le multiculturalisme.

2. C'est ainsi que, dans les semaines suivant les émeutes de 2005, on vit M. Philippe de Villiers répéter à plusieurs reprises que, pour venir à l'émission où il était invité, il avait pris un taxi dont le chauffeur (tantôt portugais, tantôt polonais) était hostile à l'afflux de nouveaux immigrants en France. Bien sûr, aucun journaliste n'attira l'attention des téléspectateurs sur le caractère douteux de ces «anecdotes» présentées comme des faits authentiques.

## Défense de l'“écosystème local”? Priorité à la “bonne intelligence”? Ou négation des droits démocratiques, y compris pour les salafistes?

Poursuivant sa chasse aux faits divers croustillants, l'UFAL a encore récidivé le 16 mars 2007 dans un communiqué publié sur le site Respublica et intitulé “Des intégristes ouvrent illégalement une mosquée à Champ-sur-Marne”. L'auteur de l'article commence bien sûr par expliquer, en bon jésuite, que *"personne ne remet en cause la liberté de culte et surtout pas les habitants de l'allée des Sorbiers de Champ-sur-Marne."*

La preuve? *"Dans le quartier, les habitants de toutes origines vivent en bonne intelligence, beaucoup d'ailleurs se retrouvent au Centre social Georges Brassens."* Sauf erreur, le "Centre social Georges Brassens" n'est pas une mosquée.

Donc l'argument ne tient pas la route: en fait, ce qui gêne M. Chalot c'est que ce sont des "salafistes".

Le salafisme est-il une idéologie religieuse réactionnaire? Oui, bien sûr. Est-il interdit d'être salafiste en France? Non. Même si Chalot en écrivant que les "salafistes ne respectent pas les lois" mélange le fait que ces intégristes musulmans ont menti pour acheter leur local (quel est le locataire qui n'en a pas fait autant?) et que (ô crime terrible !) ils ont effectué des travaux “sans permis de construire” (combien de prolétaires ont-ils agi comme eux pour agrandir leur pavillon?), avec le fait que les salafistes auraient commis des "violations" beaucoup plus graves des lois. Lesquelles? Mystère. Tout est dans le sous-entendu venimeux.

Mais ce que J.F. Chalot ne nous dit pas, "Le Monde" nous l'apprendra 5 jours plus tard, le 21 mars. En fait ce sont les réacs du coin qui se sont mobilisés parce que, selon eux, la présence d'un centre salafiste ne permettrait pas de préserver le caractère *"commercial et professionnel"* de leur local (un argument typique de copropriétaires jaloux) et que cela *"destabilise[rait] l'écosystème local"*, comme dit M. Stéphane Beraza qui habite au-dessus du local.

Qu'en termes élégants, ces choses-là sont dites ! M. Beraza devrait refiler ses métaphores racistes sur l'*"écosystème local"* aux idéologues de la droite extrême. Ceux-ci apprécieraient certainement cette nouvelle trouvaille sémantique.

J.F. Chalot affirme que la présence de ce local risque de *"générer des tensions et nuire aux relations entre les habitants du quartier"*. Avec ce genre de préjugés, on ne voit guère où des salafistes portant djellabas blanches (kamis) et burkas pourraient s'installer sans susciter de remous, à part dans les catacombes de Paris ou dans une mine désaffectée du Nord de la France... Une suggestion, M. Chalot? Un p'tit charter de salafistes, par exemple?

Et notre prétendu démocrate laïque de conclure *"Il y a là un risque de communautarisme qui peut conduire à détricoter le lien social qui s'est construit entre tous les habitants au-delà de leurs origines."*

On ne luttera pas contre le "communautarisme" - réel ou imaginaire - de certains, musulmans ou pas, en empêchant des religieux réactionnaires de se réunir. C'est bien au contraire par de telles campagnes poujadistes et démagogiques que l'on pousse les "musulmans" (pratiquants ou pas) dans les bras des plus réacs d'entre eux par solidarité religieuse ou nationale. (Y.C. 14 mars 2007)

### Post-scriptum du 28 mars

Toujours sur l'affaire de Champs-sur-Marne on notera le communiqué de la députée UMP Chantal BRUNEL du 24 mars: «Je suis partisane de la possibilité pour les musulmans de pratiquer leur religion et de se faire construire des lieux dans le respect de la légalité et des valeurs de la République. Mais ces opérations doivent se monter en concertation avec les gens qui habitent autour. On ne peut ouvrir une mosquée clandestinement.» Sans commentaires.

Réponse de Jean-François Chalot à l'article précédent

## IL FAUT COMBATTRE TOUS LES INTEGRISMES

Je n'ai jamais confondu les divergences d'appréciation et les frontières de classes.

Sur la question de l'interdiction ou non du port du voile islamique dans les écoles et sur les modalités de son interdiction, il y eut au sein du mouvement ouvrier des divergences politiques qui se sont exprimées.

Ce qui est condamnable ce n'est pas telle ou telle position;

Ce qui est condamnable et inadmissible ce sont les alliances contre-nature nouées:

d'un côté entre les républicains des deux bords

et de l'autre entre des «révolutionnaires» et des intégristes.

Ce sont deux erreurs symétriques avec comme différence notable, c'est que la fraternisation avec les islamistes a des conséquences désastreuses pour les populations qui subissent de plein fouet cet intégrisme.

J'ai comparé les gauchistes qui manifestaient avec les intégristes avec les staliniens qui à Berlin en décembre 1932 organisaient des piquets de grève communs avec les nazis!

Personnellement, favorable à une loi d'interdiction, j'ai toujours refusé tout contact avec les Corinne Lepage ou autres représentants de la bourgeoisie.

Ceci étant rappelé, il ne faudrait pas tout mélanger et tout confondre: Respublica est un média indépendant et l'UFAL une association d'éducation populaire, les deux étant indépendants l'un de l'autre.

Membre du BN de l'UFAL, j'ai participé à **titre individuel** au comité de rédaction de Respublica jusqu'en novembre 2005.

En désaccord total avec la ligne défendue par ce média au moment de la révolte des banlieues, j'ai démissionné de la liste des rédacteurs et seuls mes textes publics, largement diffusés peuvent paraître dans Respublica comme ailleurs.

Pour moi, les jeunes de quartiers étaient des révoltés primaires, sans perspective et non des voyous manipulés... J'ai d'ailleurs écrit quelques textes sur cette question et commenté quelques livres qui portaient sur ce sujet.

Si j'ai des différends avec la ligne éditoriale de ce média, ce n'est pas non plus pour dire n'importe quoi: pour moi Respublica dérive dangereusement sans devenir comme certains osent l'affirmer sans preuve, un média raciste!

Il faut faire attention aux mots qui peuvent blesser inutilement des militants.

Venons-en à «l'affaire de la mosquée salafiste» de Champs sur Marne:

Avant de prendre position, je me suis déplacé pour me rendre compte de la situation et vérifier que mes interlocuteurs n'avaient pas d'arrière pensées.

J'ai rencontré des personnes, non opposées à la présence d'un lieu de prière musulman mais inquiets de voir que pouvait d'installer un lieu intégriste, salafiste.

Sur la place, en proximité immédiate de cette mosquée d'une nature particulière, existe un centre social qui accueille tous les habitants .

Des pressions commencent à s'exercer auprès de personnes fréquentant ce centre pour qu'elles l'abandonnent et comme l'expliquent si bien les filles qui sont en première ligne: «nous voulons pratiquer notre Islam comme nous l'entendons» et vivre en bonne intelligence avec les autres habitants.



Ce n'est pas un lieu de prière qui prend racine mais un espace intégriste et d'ailleurs aujourd'hui l'association porteuse du projet parle de centre social musulman.

Nous nous sommes appuyés sur la légalité, non pour privilégier les propriétaires mais parce que là nous avons un premier levier pour pouvoir intervenir avec des chances de succès.

Faut-il rappeler qu'il existe sur Champs une mosquée qui fonctionne comme lieu de prière et qu'ici il s'agit de toute autre chose.

J'ai beaucoup milité et milite encore beaucoup dans les quartiers, j'ai formé des centaines et centaines d'animateurs et d'animatrices dans les quartiers d'Orly, Vitry, Choisy, Bonneuil dans le Val de Marne ...A chaque fois j'ai défendu la liberté de croire ou de ne pas croire, de pratiquer sa religion et de respecter à la fois l'autre, celui qui est différent et l'égalité des droits entre filles et garçons.

Combattre l'intégrisme et tous les intégristes, chrétiens, juifs et musulmans ce n'est pas combattre la religion mais tous ceux qui veulent imposer leurs diktats.

Aujourd'hui il y a un risque sur ce quartier de Champs sur Marne c'est que la bonne entente soit mise à mal et que d'un côté un racisme de toute nature s'installe et que les habitants se renferment dans un communautarisme.

Pour terminer, les personnes qui me connaissent bien savent que mon attitude est dénuée d'arrière pensées.

Jean-François CHALOT  
21 mars 2007

# Eglises en réaction(s)

Du christianisme et de sa haine des femmes:

«Ayant écarté du ciel chrétien la Déesse-Mère de l'Antiquité, source de toute vie, pour la remplacer par une Trinité exclusivement masculine (curieuse façon de comprendre la nature et la biologie), notre religion allait donner la mesure de son sexisme en faisant d'Eve la responsable du Péché originel et de la Chute, puis en identifiant, pour les siècles des siècles, la Femme à la Chair et la Chair au Mal. "L'affection charnelle, c'est la mort" (saint Paul). "La femme est souillure" (saint Jérôme). "La volupté est le péché exécrable" (saint François de Sales). "Toutes les femmes devraient mourir de honte à la pensée d'être nées femmes" (saint Clément d'Alexandrie). On remplirait une encyclopédie des citations mysogines des Pères de l'Eglise et penseurs chrétiens.»

Benoîte Groult, préface au livre de Jeanne Cordelier, La Dérobade

Harry Westerink

# Comment Luther inspira Hitler

Extrait de *De Fabel van de illegaal* n° , 2007

**L'antisémitisme féroce de Martin Luther au XVI<sup>e</sup> siècle a contribué à créer le climat dans lequel les nazis ont tué 6 millions de Juifs, selon le récente livre de René Süss intitulée *Le Testament théologique de Luther* (1). La haine de Luther contre les juifs n'était pas une petite erreur, mais plutôt un élément clé de son idéologie religieuse réactionnaire. Aujourd'hui, beaucoup de gens le considèrent encore comme l'un des plus grands héros allemands et chrétiens de tous les temps.**

Luther est devenu célèbre à cause de sa lutte contre l'Eglise catholique pendant la Réforme. Il était particulièrement scandalisé par le commerce des «indulgences», qui permettaient aux riches de se débarrasser de leurs péchés et de s'acheter une place au Ciel. Il dénonça également la célébration des saints, le culte des reliques, le célibat des prêtres et la hiérarchie papale. Les principaux livres d'histoire écrits par des chrétiens le présentent encore comme quelqu'un qui a combattu pour l'émancipation et l'autonomie des individus, et contre la corruption de l'Eglise catholique et son exploitation des pauvres. Puisqu'il a traduit la Bible en allemand et posé les bases du nationalisme allemand, il est encore aujourd'hui loué comme un symbole de l'unité allemande.

## **Un homme très respectueux de l'ordre**

La recherche menée par René Süss et d'autres critiques de Luther montre que cette image positive du réformateur religieux est tout à fait inexacte. Luther a repris des éléments importants de l'idéologie extrêmement conservatrice de l'Eglise catholique et les a même amplifiés. Il haïssait violemment ceux qui se trouvaient au bas de l'échelle sociale ou déviaient des normes dominantes: «Aux paysans, la paille et l'avoine. Ils ne veulent pas céder: le bâton et le fusil, point de miséricorde. Si on ne fait siffler l'arquebuse, ils seront cent fois plus méchants» (Lettre de Luther à Rühl, 1524). Ses écrits forment une vaste collection de diatribes contre les juifs, les femmes, les non-croyants, les paysans (a) et les handicapés (b), mais aussi contre tous ceux qui refusaient de plier devant la tyrannie de la noblesse et de la royauté. Les sujets des princes et des rois n'avaient, selon Luther, aucun droit à résister à l'autorité de l'Etat, parce que ce pouvoir leur avait «été donné par Dieu». «Mieux vaut que des tyrans commettent cent injustices contre le peuple, plutôt que le peuple en commette une seule contre eux», affirmait Luther. «Aussi mauvaise soit leur administration, Dieu préférera tolérer son existence, que de permettre à la foule de se révolter, aussi légitimes que soient les motifs de cette révolte. Un monarque doit rester monarque, même s'il s'agit d'un despote. Il sera nécessaire qu'il décapite seulement quelques individus, car ses sujets sont là pour lui permettre de régner (2).» Luther a ainsi troqué une doctrine religieuse autoritaire, le catholicisme romain, contre une autre: le luthéranisme. En raison de ses idées autoritaires, sa version du protestantisme est devenue populaire chez les bourgeois et les fonctionnaires, particulièrement en Allemagne. Les Néerlandais, eux, préférèrent adopter les doctrines d'un autre réformateur protestant: Jean Calvin.

Dirigés par le théologien Thomas Münzer, un collègue de Luther, les pauvres et les paysans paupérisés se soulevèrent en 1524 contre un gouvernement qui les exploitait sans pitié. Luther se rangea alors sans réserve du côté des gouvernants. Il invita les seigneurs à frapper durement les rebelles (c). «Celui qui en a l'occasion peut égorger, exterminer, soit publiquement, soit en secret, le rebelle qu'il rencontre, et bien se persuader que rien n'est plus pernicieux, plus diabolique qu'une révolte. Il en est de lui comme d'un chien enragé; si tu ne l'abats pas, il te tuera et tous ceux de ton pays avec toi. (...) C'est pourquoi, chers seigneurs, déchaînez-nous, sauvez-nous, aidez-nous, exterminatez, égorgez, et que celui qui en a le pouvoir agisse.» (Manifeste de Luther, 1524) (3). «Luther voulait aussi que l'on persécute et tue les «sorcières» et les handicapés car, selon lui, ces gens-là étaient «possédés par le diable». Quant aux femmes, à ses yeux, elles n'étaient que des machines à procréer et mettre bas, dont la seule fonction était de produire des enfants au nom de Dieu et de mourir en donnant naissance à leur bébé, si nécessaire.

## **Un pamphlétaire antijuif**

Les tirades les plus folles de Luther sont, cependant, réservées aux juifs. Même à l'époque, alors que l'antisémitisme religieux était considéré comme «normal» et que l'on traitait les juifs comme des sous-hommes, de nombreuses personnes remarquèrent sa haine complètement délirante contre les juifs. Luther «est un maître dans l'art de la déformation, de la calomnie, de la diffamation et de l'exagération», écrivit Erasme; un philosophe contemporain de Luther qui était également antisémite (1). Dans *Les juifs et leurs mensonges*, un des pamphlets antisémites les plus répugnants de toute l'histoire de l'humanité, Luther ne fait qu'insulter les juifs: «assassins de prophètes», «diables incarnés», «séducteurs du peuple», «nid de vipères», «usuriers», «étrangleurs», «ventres mous», «racaille puante» et «levain moisi». «Que quiconque qui entend un juif prononcer le nom de Dieu, qu'il le denonce aux magistrats, ou qu'il lui lance des boulettes d'excréments de porc et le chasse comme un chien» (in *Les juifs et leurs mensonges*). Dans le même texte, il écrit que les Juifs sont «un peuple malveillant, têtu (...). Ce sont des vaniteux et des bouffons prétentieux. (...) Ils se louent eux-mêmes, méprisant et maudissant tout le monde dans leurs synagogues, leurs prières et leurs enseignements (...). Ce sont de vrais menteurs et des chiens assoiffés de sang qui ont foulé et falsifié sans cesse toute la Sainte Ecriture avec leurs gloses inventées.»

Selon Luther, les juifs sont «aveugles», «maudits», «vindicatifs», «avidés», «blasphémateurs», «jaloux», «possédés» et «incorrigibles». Leur synagogues sont des «nids d'esprits immondes». Ils «nous» dominent «», empoisonnent «nos» puits, «enlèvent» nos enfants, les saignent pour récupérer leur sang et fabriquer du pain azyme (*matza*). Ils sont le «malheur» de «notre» terre (4). Luther a recours à tous les mythes et stéréotypes antisémites imaginables, excepté naturellement l'antisémitisme racial, qui fut développé seulement au XIX<sup>e</sup> siècle.

Luther fut l'un des premiers à déclarer qu'il fallait se débarrasser des juifs en les tuant tous. Avec lui naît l'idéologie de la «solution finale» de la «question juive», l'objectif ignoble d'un monde sans juifs. Pendant des siècles, les dirigeants et les idéologues chrétiens avaient affirmé que la religion juive était devenue superflue et devait donc disparaître. En effet, avec la naissance du Christ, censé être le Fils de Dieu, la promesse de la venue du Messie s'était, selon les chrétiens, accomplie. Et puisque les juifs n'avaient pas accepté le Messie et qu'ils étaient même censés l'avoir crucifié, ils étaient rejetés et condamnés par Dieu. Celui-ci avait puni les juifs en les exilant pour toujours. Il ne considérerait plus les juifs comme son peuple élu, et les avait remplacés par les chrétiens.

«Par conséquent, dans tous les cas, débarrassons-nous-en!!», telle était l'essence des propositions de Luther aux autorités de son époque. En effet, selon lui, «nous commettons une faute en ne les tuant pas». Luther incita les gouvernants à commencer à persécuter sérieusement les juifs. «Pendant ce temps, nos princes et nos dirigeants sont assis là et ronflent la bouche ouverte; ils permettent aux juifs de prendre, voler, et puiser dans leurs sacs d'argent et leurs trésors tout ce qu'ils veulent. C'est-à-dire qu'ils laissent les juifs, au travers de l'usure, les dépecer et les tondre, eux et leurs sujets et les incitent à mendier l'argent qu'ils possèdent pourtant eux-mêmes. Les juifs, qui sont des exilés, devraient ne rien posséder; tout ce qu'ils possèdent devrait être notre propriété. Ils ne travaillent pas et ne gagnent rien pour nous, nous ne leur donnons ni ne leur offrons rien, et pourtant ils se sont approprié notre argent et nos marchandises et ils sont nos maîtres dans notre propre pays et dans leur exil. Lorsqu'un voleur dérobe dix florins, il est condamné à la pendaison; s'il détrouse quelqu'un sur une route, il doit renoncer à sa tête. Mais quand un juif vole et dérobe dix tonnes d'or par le biais de son usure, il bénéficie de plus d'estime que Dieu lui-même», se plaint Luther. Parfois ses diatribes antisémites sur les questions économiques et sociales semblent même dépasser son antisémitisme religieux traditionnel. «Ils nous laissent travailler à la sueur de notre front pour gagner de l'argent et acquérir des biens tout en se reposant à côté de leur poêle, en fainéantant, et en rôtiissant des poires. Ils se gavent, se bafrent, et vivent dans le luxe et la facilité grâce aux marchandises que nous avons durement gagnées. Grâce à leur maudite usure, ils nous tiennent prisonniers, nous et nos biens. De plus, ils nous raillent et se moquent de nous parce que nous travaillons et que nous les laissons jouer le rôle de châtellains paresseux à nos frais et dans notre propre pays.» (in *Les juifs et leurs mensonges*)

Le fait de décrire les gouvernants comme des opprimés permit à Luther de les accuser de se laisser dominer par les juifs. En réalité, à l'époque, les juifs étaient réprimés, bannis et chassés de beaucoup de pays.

### **Le «deuxième personnage le plus important de l'histoire nationale» – selon la télévision allemande**

«Même si Luther n'est pas coupable des crimes nazis, il n'est pas pour autant innocent de sa coresponsabilité dans l'essor et l'histoire criminelle de cette forme d'antisémitisme. On doit au moins indiquer que Luther a grandement contribué à ce que l'on passe de l'expulsion à la liquidation des

juifs», écrit René Süß. Ce que Hitler a fait, Luther l'avait conseillé, excepté les chambres à gaz. Luther est un pionnier de la Shoah. C'est la conclusion inévitable qu'il faut tirer des écrits de Luther. Dans *Les juifs et leurs mensonges* Luther développe le plan d'un pogrom en sept points (d) qui furent strictement suivis par les nazis, à partir de la Nuit de cristal, le 9 novembre, 1938: «mettre le feu à leurs synagogues et leurs écoles. Ce qui ne veut pas brûler doit être recouvert et enfoui, de manière à ce que personne ne puisse plus en voir une pierre et une ruine». Il faut aussi «détruire et raser leurs maisons (...), arracher tous leurs livres de prière et tous les textes talmudiques, dans lesquels sont enseignés des idolâtries, des mensonges, des malédictions et des blasphèmes, leur retirer tout sauf-conduit pour se promener dans les rues, les contraindre à des travaux humiliants, enfin les expulser du pays, une fois que l'on s'est assuré qu'ils ne peuvent pas être utiles au gouvernement avec leur argent». Il faut également tuer les rabbins qui continueront à enseigner leur religion, interdire l'«usure» aux juifs, leur prendre leur argent et leurs bijoux, et imposer le travail obligatoire aux juifs jeunes et costauds. Et si les gouvernants ne veulent pas prendre toutes ces mesures, ils doivent au moins expulser les juifs vers Jérusalem. Il est donc clair que Luther a incité les dirigeants de son époque à persécuter davantage les juifs.

Les nazis n'eurent pas besoin d'amplifier la démonisation des juifs, il leur a suffi de reprendre avec reconnaissance les arguments du réformateur protestant. En 1923, Hitler fit l'éloge de Luther, et l'appela le plus grand génie allemand, car il «a vu le Juif comme nous, aujourd'hui, nous commençons à le voir (1)» (e). Quelques jours après la Nuit de Cristal, l'évêque de Thuringen écrivit que Luther, qui était né le 10 novembre 1483, n'aurait pu souhaiter un plus beau cadeau d'anniversaire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, de nombreux chefs religieux se référèrent à Luther pour justifier la politique d'extermination des Juifs. Et durant les procès de Nuremberg après la guerre, Jules Streicher, rédacteur en chef du magazine antisémite *Der Stürmer*, se défendit en déclarant que même un «génie» comme Luther détestait les juifs, et que tout le monde appréciait Luther, ses amis comme ses ennemis. «Il serait aujourd'hui dans le box des accusés à ma place, si les procureurs ici présents l'avaient poursuivi pour avoir écrit *Les juifs et leurs mensonges*», affirma Streicher.

Luther est encore populaire de nos jours. En 2003, le réformateur protestant obtint la seconde place lors d'une émission sur les personnages les plus importants de l'histoire de l'Allemagne. Et le film *Luther* le présente comme un «héros allemand qui a mis fin au Moyen Age». Même le SPD (parti social-démocrate) et les Verts font l'éloge de Luther comme un libérateur et un symbole de l'État-nation allemand (5). La Fédération luthérienne mondiale (f) a pris ses distances avec l'anti-sémitisme de Luther depuis les années 80, mais elle refuse de reconnaître la coresponsabilité de Luther dans la persécution des juifs par les nazis. «Luther n'a pas voulu une Nuit de Cristal», a déclaré en substance le professeur luthérien néerlandais Boendermaker en réaction à l'étude de René Süß. Mais c'est pourtant un pogrom contre les juifs que proposait le réformateur protestant. La PKN, une Eglise protestante récemment créée aux Pays-Bas, regroupe 2,3 millions de membres, parmi lesquels les luthériens. Elle devra discuter de l'antisémitisme luthérien de façon détaillée. Puisqu'elle appartient à la Fédération luthérienne mondiale, la PKN veut aussi soutenir «la tradition luthérienne» au sein du protestantisme néerlandais. La question est de savoir si cette nouvelle Eglise prendra ses distances avec la «tradition luthérienne» antisémite.

**Harry Westerink**

#### **Notes de l'auteur**

1. *Luthers theologisch testament*, René Süß, 2006.
2. Article «Maarten Luther» sur le Wikipedia néerlandais.
3. «Luther Against the Peasants», Steven Kreis, sur le site The History Guide <[www.historyguide.org/earlymod/peasants1525.html](http://www.historyguide.org/earlymod/peasants1525.html)>.
4. «On the Jews and their Lies», Martin Luther. Sur le site Humanitas International <[www.humanitasinternational.org/showcase/chronography/documents/luther-jews.htm](http://www.humanitasinternational.org/showcase/chronography/documents/luther-jews.htm)>.
5. «Martin Luther, ein Vorbild?», Michael Kraus. Sur le site Projektwerkstatt.

#### Notes de Ni patrie ni frontières

Dans la mesure où le livre de Luther *Les juifs et leurs mensonges* ne se trouve qu'en anglais sur Internet (tout comme cet autre pamphlet antisémite qu'est la Charte du Hamas personne ne l'a mis en français sur la Toile) et qu'il n'existe pas

de traduction française disponible dans le commerce, les citations ont été traduites de l'anglais et non de l'original allemand comme il aurait fallu normalement le faire.

Les autres citations de Luther prises dans le livre de René Süß ont suivi un trajet plus compliqué: allemand-néerlandais-anglais-français !

a. Luther accusait les paysans d'être avarés et d'affamer la population (NPNF).

b. qu'il considérait souvent comme «possédés par le diable», donc nuisibles. Sur le sujet, on peut lire en anglais qui prend la défense de Luther et tente de minimiser cette accusation (NPNF).

c. Comme le note l'Eglise évangélique de France sur son site ([www.eelf.org/hst2.htm](http://www.eelf.org/hst2.htm)) Luther «invita les seigneurs à écraser la révolte des paysans, en partie suscitée par une interprétation erronée et excessive de ses écrits». Protestants un jour, réactionnaires toujours !

d. Les sept points auquel fait ici allusion Harry Westerink sont, dans l'ordre, selon Luther:

1) mettre le feu aux synagogues et aux écoles,

2) raser et détruire les maisons des juifs,

3) saisir tous leurs écrits religieux,

4) interdire aux rabbins d'enseigner sous peine d'être exécutés,

5) interdire aux juifs de circuler en dehors des villes afin qu'ils n'exercent aucun métier lié au commerce, aucun travail de fonctionnaire, et qu'ils restent confinés dans leurs maisons,

6) leur interdire de pratiquer l'usure, saisir tout leur argent et verser une petite récompense à ceux qui se convertissent,

7) mettre au travail les juifs et les juives jeunes et vigoureux (NPNF)

e. Comme l'écrivit Alfred Rosenberg, le principal idéologue du nazisme: «Il faut comprendre que c'est Luther qui a commencé à germaniser la chrétienté; le national-socialisme doit parachever ce processus.»

f. La Fédération luthérienne mondiale compte, d'après ses chiffres 66,2 millions de fidèles. La répartition géographique entre les continents se fait de la manière suivante: Europe 37,9 millions (dont 13 millions en Allemagne); Afrique 14,9 millions; Asie 7,2 millions; Amérique du Nord 5, 1 millions; Amérique latine et Caraïbes 835 000 fidèles. Ses effectifs croissent en Afrique et en Asie et décroissent dans le reste du monde, selon le site de la FLM. En France, la FLM a créé depuis 1965 une petite structure qui s'appelle le Centre de recherche œcuménique à Strasbourg et organise des colloques et un séminaire d'été. Il existe aussi une Eglise évangélique luthérienne de France (EELF), créée en 1872, qui compterait 40 000 membres et 47 paroisses, dont les trois quarts sont regroupés dans la «région de Montbéliard» selon son site Web.

# Le mythe de la «persécution» des chrétiens aux Etats-Unis

Au cours des 25 ou 30 dernières années, alors que la taille et l'influence du mouvement fondamentaliste chrétien augmentaient considérablement aux Etats-Unis, une des tactiques les plus fréquemment utilisées par ce courant contre ses adversaires philosophiques a été de se présenter comme un groupe persécuté.

Des chaires des églises aux antichambres du pouvoir politique, les fondamentalistes et leurs agents au sein du gouvernement se sont saisis de toutes les occasions, des procès aux déclarations publiques, pour convaincre l'opinion américaine que le christianisme, en tant que doctrine religieuse et que groupe social, subissait une offensive généralisée, y compris des gouvernements où leurs mandataires étaient au pouvoir.

Ce travail exhaustif a apporté un certain nombre de victoires aux fondamentalistes, victoires qui, à leur tour, ont provoqué un recul de la conscience sociale et du progrès social. En effet, les harangues et les discours intimidateurs que l'on a pu entendre au cours des vingt-cinq dernières années ont réussi à convaincre une partie de ceux qui se situaient en dehors du mouvement fondamentaliste que les chrétiens allaient rapidement devenir une minorité persécutée aux Etats-Unis.

Cependant, cette affirmation nous amène à poser la question suivante:

Si les chrétiens sont vraiment en train de devenir une minorité persécutée, pourquoi sont-ils si nombreux dans pratiquement toutes les sphères de la société capitaliste américaine?

Certains courants politiques, y compris des groupes et mouvements de gauche, considèrent cette tactique [de martyrisation] comme une simple tentative de resserrer les rangs fondamentalistes, de maintenir leurs forces en bon ordre de marche dans la même direction. D'autres pensent qu'elle vise à d'attirer la sympathie des non-fondamentalistes en raison des menaces supposées qui pèseraient sur les chrétiens.

Aucun de ces arguments n'est erroné, et on peut en retrouver des éléments de vérification dans l'utilisation de ce mythe. Mais ils restent à la surface du problème, et ne vont pas plus loin. En fait, en soulignant les conséquences indirectes de cette tactique, ces critiques ratent l'essentiel: à la fois pourquoi il est important de perpétuer le mythe «de la persécution des chrétiens» et quelle est la stratégie qui sous-tend ce mythe.

## **Manifestations**

Au cours des cinq dernières années, le mouvement fondamentaliste a lancé plusieurs campagnes autour du mythe de la «persécution des chrétiens». Ces campagnes sont allées de l'absurde à l'obscène, voire même, d'un point de vue chrétien, dans une direction potentiellement blasphématoire. Tous ces projets avaient pour but de soutenir l'influence sociale des idéaux chrétiens.

La campagne la plus explosive a certainement été celle des fondamentalistes chrétiens pour qu'une statue de marbre représentant les «Dix commandements» reste dans le bâtiment de la Cour suprême de l'Alabama. Elle y avait été placée par Roy Moore, qui occupait alors la position de président de la Cour suprême de cet Etat. Un juge fédéral ordonna de déplacer la statue, Moore refusa, et, pendant des semaines, le mythe du «chrétien persécuté» fut au centre de toutes sortes de protestations publiques.

Des groupes fondamentalistes comme la Christian Defense League (1) se sont joints à des organisations fascistes comme la League of the South (2) et le Constitution Party (3) (connu aussi sous le nom de l'US Taxpayers Party) pour répandre et perpétuer l'idée que le christianisme – si ce n'est Dieu lui-même – était attaqué par les trois organisations qui avaient porté plainte afin que la statue soit déplacée: l'American Civil Liberties Union (4), l'Americans United for Separation of Church and State (5) et le Southern Poverty Law Center (6). En fin de compte, la statue dut quitter le bâtiment de la Cour suprême de l'Alabama, tout comme Moore parce qu'il s'était «lui-même placé au-dessus de la loi» en refusant de se conformer à une décision de la cour fédérale.

Un autre conflit, moins explosif mais qui a néanmoins suscité la polarisation des opinions, a surgi peu après, lorsqu'une cour fédérale a décrété que l'expression «sous (l'autorité de) Dieu», dans le

serment d'allégeance (7) tendait à promouvoir la religion et était donc inconstitutionnelle. Ce procès avait été déclenché par la plainte d'un athée dont la fille fréquentait une école d'Elk Grove, en Californie: il jugeait que la présence de la formule «sous (l'autorité) de Dieu» dans le serment d'allégeance légitimait de façon illégale l'institutionnalisation de la religion dans la vie publique.

Finalement, la Cour suprême des Etats-Unis a annulé la décision du tribunal local pour un vice de forme [le père n'avait pas la garde de sa fille, Ndt], mais pas sur le fond. Les fondamentalistes ont donc cru qu'ils avaient remporté une victoire. Cependant, l'annulation de la décision par la Cour suprême n'a rien réglé. Ainsi, en septembre 2005, une juge fédérale de district a de nouveau décidé que l'expression «sous (l'autorité) de Dieu» était inconstitutionnelle, et que, si on lui soumettait une plainte correctement motivée, elle enjoindrait à toute école dépendant de sa juridiction de retirer cette expression du serment d'allégeance.

Le christianisme a naturellement survécu à toutes ces prétendues «attaques».

Plus récemment, en 2005, le mythe de la «persécution des chrétiens» a trouvé une de ses incarnations les plus ridicules dans la dénonciation idiote d'une prétendue «guerre contre Noël». Comme la plupart des personnes le savent, décembre est une période de fêtes pour la plupart des grandes religions: les chrétiens ont Noël, les juifs Hanoukka, les musulmans célèbrent la fin du Ramadan, l'Aid el-Fitr. En outre, les Afro-Américains commémorent Kwanzaa (8), fête mi-spirituelle mi-culturelle. Même les païens ont une fête très ancienne pendant cette période de l'année, le Jul (9) (cela vous dit quelque chose?).

En raison de cette situation, beaucoup d'entreprises et de personnalités ont essayé de trouver un terme qui puisse englober tous ces groupes. Ils ont décidé d'employer désormais l'expression «Bonnes fêtes», plus générale, pour remplacer l'ancien «Joyeux Noël». Ce léger changement a tellement excité les fondamentalistes chrétiens que ceux-ci ont déclaré qu'une «guerre contre Noël» avait été déclenchée, et qu'ils ont mobilisé leurs porte-parole dans les médias pour rameuter leurs troupes et livrer une bataille globale.

Même le représentant politique en chef des fondamentalistes, George W. Bush, n'a pu échapper à la critique, puisque les cartes de voeux envoyées par la Maison Blanche souhaitaient désormais à leurs récipiendaires de «Bonnes fêtes» et non plus un «Joyeux Noël». Mais une si petite transgression ne pouvait ternir l'image obscène (et potentiellement blasphématoire) de Bush qui est présenté par les fondamentalistes comme un «candidat choisi par Dieu». Cette expression a été inventée par un des responsables du mouvement fondamentaliste, le révérend Pat Robertson, en réponse à ceux qui critiquaient la tentative de Bush de lier sa politique à sa «foi».

Cette variante du mythe de la «persécution des chrétiens», qui ne peut servir qu'une fois, éclaire les véritables motivations du mouvement fondamentaliste, particulièrement dans le contexte des décisions très temporelles que le régime de Bush a prises au cours des cinq dernières années.

Un incident plus petit, mais non moins obscène, nous donne également des indications sur la stratégie actuelle des fondamentalistes. En 2004, la Coalition chrétienne, principale organisation qui chapeaute les fondamentalistes chrétiens, a signé un accord avec le fisc pour continuer à être exemptée d'impôts. La Coalition chrétienne a failli perdre son statut privilégié après qu'elle eut distribué des millions d'exemplaires d'un guide de conseils aux électeurs dans les églises de tout le pays en 2000 et en 2004.

Les lois régissant l'exonération d'impôts exigent que des organisations religieuses s'abstiennent de participer à la politique électorale, de soutenir des candidats ou de leur donner de l'argent. La Coalition chrétienne avait violé ces deux règles. Pourtant, quand le fisc voulut priver la Coalition chrétienne de son exemption fiscale, les fondamentalistes commencèrent à crier à la «persécution» ! Cette campagne, combinée avec l'influence grossièrement illégale exercée par les congressistes républicains et par la Maison Blanche, aboutit à un accord favorable à la Coalition chrétienne.

### **Le but principal**

Ces campagnes montrent bien sûr que les fondamentalistes tentent d'accroître la présence de la religion dans la société. Cependant, il faut comprendre que ce n'est pas leur objectif principal quand ils utilisent le mythe et la tactique de la «persécution chrétienne». Une autre campagne menée par les fondamentalistes, en alliance avec leurs agents dans le gouvernement, peut nous éclairer sur leurs véritables motifs.

La tentative des fondamentalistes et de leurs agents au sein du gouvernement d'empêcher le mari de Terri Schiavo de retirer à sa femme son tube d'alimentation et de lui permettre de mourir dignement indique les véritables motivations de ce mouvement. La bataille, qu'ils menèrent pendant sept ans et



qui se termina en mars 2005, fut conduite au nom des principes politiques de l'idéologie fondamentaliste.

Terri Schiavo était tombée dans le coma peu de temps après avoir eu une crise cardiaque en 1990. En raison du temps trop long mis par les secours pour arriver sur place, quand Terri Schiavo sortit de son coma au bout de deux semaines, ses fonctions cérébrales supérieures ne fonctionnaient plus. Les fonctions de la connaissance, de la perception et de la conscience (y compris la perception de la douleur) ne sous-tendaient aucune des actions de Terri Schiavo. Elle était, comme le disaient les médecins, dans un «état végétatif permanent». (...)

En 1998, le mari de Terri Schiavo, Michael, demanda au tribunal la permission que les médecins enlèvent à Terri son tube d'alimentation, malgré les objections des parents de sa femme, les Schindler, catholiques très dévots. Cette première demande échoua, principalement parce que Michael était soupçonné de vouloir récupérer le fonds en fidéicommiss de son épouse. Cependant, Michael fut soutenu par les deux médecins qui s'occupaient de sa femme pendant son séjour à l'hôpital. D'autres tentatives de permettre à Terri Schiavo de mourir dignement furent également bloquées par l'utilisation de la «loi Terri» de Floride, qui exige un «guardian ad litem (10)» (littéralement, «une personne qui veille sur vous durant la durée du procès») pour étudier son cas et faire une recommandation.

En février 2005, le juge chargé de l'affaire Schiavo accepta finalement que l'on aide Terri à mourir et fixa une date pour lui enlever son tube d'alimentation. Cette décision déclencha une réaction virulente des Schindler et de leurs partisans, qui se tournèrent vers les fondamentalistes religieux. Presque immédiatement, des milliers de fondamentalistes se dirigèrent vers l'hôpital où se trouvait Schiavo. Ils déclarèrent qu'ils ne permettraient pas à Schiavo de mourir s'ils avaient leur mot à dire à ce sujet. Pour renforcer cette déclaration, les fondamentalistes sollicitèrent l'aide de leurs agents au Congrès.

Cela déboucha sur le «compromis de Palm Sunday», projet de loi adopté en toute hâte par le Congrès aux premières heures du 20 mars 2005. George W. Bush quitta sa demeure de Crawford, dans le Texas, et prit l'avion pour parapher ce projet de loi – le seul cas où il ait jamais interrompu ses vacances pour entériner un projet de loi. Le fameux «compromis» transféra légalement le traitement de l'affaire Schiavo aux cours fédérales.

Celles-ci épuisèrent rapidement les tentatives des Schindler d'empêcher leur fille de mourir. Son tube d'alimentation lui fut enlevé le 18 mars; Terri Schiavo mourut le 31 mars.

Le «compromis» est l'élément essentiel de toute cette histoire. Les fondamentalistes voulaient tellement gagner cette campagne qu'ils forcèrent la main du gouvernement, ce qui aboutit à passer une loi spéciale du Congrès. Un texte de loi qui concerne seulement un individu ou un groupe est défini comme un Bill of Attainder («condamnation sans jugement» ou une «mort civile») – car il délimite, positivement ou négativement, leurs droits humains et civiques par un acte législatif. En vertu de l'article I, section 9 de la Constitution des Etats-Unis, les «condamnations sans jugement» sont expressément interdites.

Les auteurs de la Constitution ont interdit l'introduction des «condamnations sans jugement» parce qu'ils croyaient que c'était à un tribunal, et non à une législature, d'imposer une punition ou d'établir des conditions spéciales pour l'existence d'une personne. Cet élément essentiel visait à maintenir l'équilibre des pouvoirs entre les deux branches de l'Etat [l'exécutif et le législatif, *Ndt*], et à exiger implicitement un procès en bonne et due forme en vertu de la loi. Au fil des années, cette interdiction a été également étendue à l'exécutif, spécialement dans le cas où des décrets-lois sont utilisés en fait comme des «condamnations sans jugement».

Pour les fondamentalistes, cependant, l'interdiction des «condamnations sans jugement» interfère avec leur croyance qu'un groupe de personnes (comme un Congrès dirigé par les fondamentalistes), ou un seul individu (tel le président des Etats-Unis), peut agir en tant que «dirigeant(s) choisi par Dieu» et imposer une punition à une personne ou à un groupe de gens (par exemple, les homosexuels et les lesbiennes) selon les «lois divines» ou même les lois du pays.

Telle est également l'origine des attaques de la droite contre le système juridique bourgeois actuel. La pression de l'extrême droite en faveur de «minimums obligatoires» en matière de condamnations, pour la restriction des options dans les procès conduits en bonne et due forme, et contre les «juges militants» vise à ôter le pouvoir au système judiciaire et à le transférer soit à la législature, soit, si l'extrême droite ne la contrôle pas, entre les mains d'un «exécutif unique» exerçant des pouvoirs dictatoriaux.

## Stratégie

C'est ce dernier point, la concentration du pouvoir d'appliquer et d'interpréter les lois entre les mains d'un petit groupe d'individus ou d'un seul individu, qui est au cœur de la stratégie des fondamentalistes religieux. Cette position découle directement de la conception hiérarchique qui est une constante philosophique dans toutes les doctrines religieuses, et est particulièrement vénérée dans les sectes fondamentalistes.

Si une théocratie chrétienne fondamentaliste s'imposait aux Etats-Unis, par exemple, elle serait dirigée par un président qui serait de fait – si ce n'est de droit – «l'agent de Dieu sur terre». Une telle personne serait considérée comme infaillible et inaccessible, et ses avis seraient aveuglément suivis par les «fidèles». Que les décisions d'une telle personne soient «anticipées» par une législature élue, un système judiciaire indépendant, ou toute autre forme de démocratie bourgeoise, serait insupportable pour les fondamentalistes.

Aujourd'hui, nous pouvons déjà repérer les jalons posés pour un tel système autoritaire et dictatorial. Chaque mesure prise par le régime de George W. Bush au cours des cinq dernières années a facilité l'application par en haut d'un tel système. Et en ce moment, il existe peu de forces (voire aucune) dans les «hautes sphères» du système politique bourgeois qui soient décidées à remettre en cause cette concentration du pouvoir.

Il appartient donc aux communistes de développer leur propre stratégie pour contrer celle des fondamentalistes.

Une telle stratégie touche nécessairement à toutes les questions, et implique des luttes sur les terrains politique, culturel et social. Elle doit non seulement exprimer son opposition aux doctrines et aux méthodes des forces fondamentalistes, mais aussi les attaquer agressivement sur tous les terrains et chaque fois qu'elles se manifestent en public. Ceci inclut toutes les méthodes d'action, des contre-manifestations face aux campagnes fondamentalistes jusqu'à la création de médias alternatifs pour contrer la propagande et la déformation des faits auxquelles ils se livrent dans leurs émissions de radio et de télévision.

Ce défi agressif posera les bases d'un mouvement de masse des travailleurs pour défendre les conquêtes sociales fondamentales acquises durant les trois derniers siècles.

N'oublions pas que ces forces fondamentalistes entretiennent des milliers de liens avec des organisations fascistes et néo-fascistes, et qu'ils n'hésiteront pas à recourir à la violence ouverte pour atteindre leurs fins. Ainsi, tout défi agressif lancé aux fondamentalistes va de pair avec l'autodéfense des travailleurs – y compris armée – afin de protéger ce mouvement émergent, ses organisations et ses activités publiques.

Extrait de *Workers Republic* n°5, décembre 2005

## Notes du traducteur

1. Christian Defense League: organisation d'extrême droite fondée par le révérend Wesley A. Swift et le colonel William Potter Gale, et très active entre 1959 et 1963. Swift commença sa carrière politique comme organisateur et moniteur de tir du Ku Klux Klan. Au début des années 60, la Christian Defense League eut aussi une branche paramilitaire formée par Gale en vue de créer un réseau clandestin de guérilla anticomuniste. L'organisation explosa en 1965, puis se reforma à l'initiative de deux sinistres crapules: James K. Warner (ancien membre du Parti nazi de Lincoln Rockwell) puis David Duke (ex du Ku Klux Klan et négationniste notoire). Cette organisation chrétienne, raciste et antisémite continue à sévir, même si elle est moins influente qu'à ses débuts.

2. League of the South: organisation sudiste créée en 1994 et dont l'objectif ultime est la création d'une «république libre et indépendante du Sud» qui comprendrait les Etats de la Confédération plus l'Oklahoma, le Missouri, le Kentucky et le Maryland. C'est aussi un mouvement chrétien ultraconservateur opposé aux droits des femmes et des homosexuels ainsi qu'aux mariages «interraciaux», hostile aux impôts et à l'immigration, etc.

3. Constitution Party: créé en 1992 sous le nom de l'US Tax Payers Party, il a pris ce nouveau nom en 1999. Il regroupe 357 000 membres, surtout en Californie et au Nevada. Hostile à l'immigration, à l'avortement, au mariage homosexuel, il défend le droit des Américains à porter une arme – comme tous les groupes conservateurs.

4. L'American Civil Liberties Union fut créé en 1920 pour combattre les expulsions d'étrangers (notamment communistes et anarchistes), défendre les syndicalistes persécutés (dont les militants des IWW). En 1940, l'ACLU opéra une grande purge interne en expulsant tous les militants du PC américain en raison de leur soutien à une «puissance totalitaire». L'ACLU défend aujourd'hui la «liberté religieuse», la séparation entre les Eglises et l'Etat, la protection de la vie privée, la liberté d'expression totale, y compris dans les écoles, les droits des lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transgenres, la discrimination positive, les droits des immigrés, et a mené campagne contre les Patriot Acts 1 et 2.

5. L'Americans United for Separation of Church and State, association pour la défense de la «liberté religieuse» et la «séparation des Eglises et de l'Etat», a été fondée en 1947 et est actuellement dirigée par le révérend Barry W. Lynn. Opposée à la Droite chrétienne, à l'enseignement du créationnisme dans les écoles, à la présence de symboles religieux dans les bâtiments publics, elle défend aussi le «droit de chaque groupe religieux à définir le mariage selon ses propres critères théologiques» – revendication bien obscure et ambiguë...

6. Le Southern Poverty Law Center était à sa fondation (en 1971) un cabinet juridique spécialisé dans la lutte contre le racisme et pour les droits civiques. Cette association combat toutes les formes de discrimination, édite un trimestriel qui suit attentivement ce qu'elle appelle les «hate groups»: les groupes qui propagent la haine, définition large qui englobe la Droite chrétienne, les groupes séparatistes noirs (Nation de l'Islam) ou blancs (Ku Klux Klan), les néonazis, les skinheads racistes, les groupes néo-confédérés (sudistes nostalgiques). Le SPLC propose aussi des programmes «d'éducation à la tolérance» dans les écoles.

7. Chaque matin les écoliers américains prononcent un serment d'allégeance au drapeau national.

8. Fête imaginée en 1966 par Ronald Everett qui se fit appeler ensuite Ron Karenga. Ce nationaliste noir voulait «donner l'occasion aux Noirs de célébrer leur peuple et leur histoire, plutôt que d'imiter simplement la pratique de la société dominante». Tout d'abord hostile au christianisme qu'il considérait comme une «religion de Blancs» et à Jésus-Christ, individu «psychotique» selon lui, il mit ensuite de l'eau dans son vin... de messe pour ne pas se couper des chrétiens qui s'entichèrent de cette fête célébrée aujourd'hui par environ 4 millions de personnes, surtout afro-américaines. Les «sept principes de Kwanzaa» mélangent valeurs chrétiennes, nationalisme noir et culte du capitalisme ethnique. L'objectif: «penser, parler, agir, créer, acheter, voter et vivre... NOIR».

9. Jul, fête païenne, préchrétienne, célébrée par les Scandinaves et les Germains.

10. La notion de «guardian ad litem» que l'on traduit parfois par «soutien juridique ad hoc» est spécifique au droit américain. Elle exige que l'on nomme ou fasse choisir par les parties en présence un représentant juridique spécifique en cas de procès contre un mineur, afin d'assurer le respect de ses droits constitutionnels. Cette procédure a été appliquée à Terri Schiavo.

# L'épée de Mahomet

Uri Avnery

**Le discours du pape de la semaine dernière, qui a soulevé une tempête dans le monde entier, allait bien avec la croisade de Bush contre l'«islamofascisme», dans le contexte du «choc des civilisations».**

Depuis l'époque où les empereurs romains livraient les chrétiens aux lions, les relations entre les empereurs et les chefs de l'Eglise ont subi de nombreux changements.

Constantin le Grand, qui est devenu empereur en l'an 306 – il y a exactement 1.700 ans – a encouragé la pratique du christianisme dans l'Empire, qui comprenait la Palestine. Des siècles plus tard, l'Eglise s'est scindée entre une partie orientale (orthodoxe) et une partie occidentale (catholique). A l'ouest, l'évêque de Rome, qui a pris le titre de pape, a exigé que l'empereur accepte de reconnaître sa supériorité.

La lutte entre les empereurs et les papes a joué un rôle central dans l'histoire européenne et a divisé les peuples. Elle a connu des hauts et des bas. Des empereurs ont destitué ou expulsé un pape, des papes ont destitué ou excommunié un empereur. L'un des empereurs, Henri IV, est «allé à Canossa», restant pendant trois jours pieds nus dans la neige devant le palais papal jusqu'à ce que le pape daigne annuler son excommunication.

Mais il y a eu des périodes où les empereurs et les papes ont vécu en paix. Nous sommes témoins d'une telle période aujourd'hui. Entre le pape actuel, Benoît XVI, et l'empereur actuel, George Bush II, il existe une merveilleuse harmonie. Le discours du pape de la semaine dernière, qui a soulevé une tempête dans le monde entier, allait bien avec la croisade de Bush contre l'«islamofascisme», dans le contexte du «choc des civilisations».

*LORS DE SA CONFÉRENCE* dans une université allemande, le 265<sup>e</sup> pape a exposé ce qu'il voit comme une énorme différence entre le christianisme et l'Islam: alors que le christianisme est basé sur la raison, l'Islam la refuse. Alors que les chrétiens voient une logique dans les actions de Dieu, les musulmans refusent de chercher la logique dans les actions d'Allah.

En tant qu'athée juif, je n'entends pas entrer dans ce débat. Comprendre la logique du pape dépasse mes modestes capacités. Mais je ne peux ignorer un passage qui me concerne aussi en tant qu'Israélien vivant près de la ligne de faille de cette «guerre des civilisations».

Pour prouver l'absence de raison dans l'Islam, le pape affirme que le prophète Mahomet ordonnait à ses disciples de propager leur religion par l'épée. Selon le pape, c'est déraisonnable, parce que la foi naît de l'âme, pas du corps. Comment l'épée peut-elle influencer sur l'âme?

Pour étayer son propos, le pape cite – parmi tous – un empereur byzantin qui appartenait bien sûr à l'Eglise orientale concurrente. A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, l'empereur Manuel II Paléologue a parlé d'un débat qu'il avait eu – c'est du moins ce qu'il a dit (on peut en douter) – avec un érudit musulman perse qu'il ne nomme pas. Dans la chaleur de la discussion, l'empereur (toujours selon lui) a lancé les paroles suivantes à son adversaire:

«Montrez-moi seulement ce que Mahomet a apporté de nouveau, et vous ne trouverez que des choses maléfiques et inhumaines, telles que son ordre de propager par l'épée la foi qu'il prêchait.»

Ces paroles soulèvent trois questions: (a) Pourquoi l'empereur les a-t-il prononcées? (b) Sont-elles authentiques? (c) Pourquoi le pape actuel les cite-t-il?

*QUAND MANUEL II* a écrit son traité, il était à la tête d'un empire agonisant. Il assurait le pouvoir en 1391, date à laquelle il ne restait que quelques provinces de son empire autrefois glorieux. Et même celles-ci étaient déjà sous la menace turque.

A cette époque précise, les Turcs ottomans avaient atteint les rives du Danube. Ils avaient conquis la Bulgarie et le nord de la Grèce, et avaient deux fois vaincu des armées envoyées en renfort par l'Europe pour sauver l'empire oriental. Le 29 mai 1453, quelques années seulement après la mort de Manuel, la capitale, Constantinople (l'actuelle Istanbul) est tombée aux mains des Turcs, ce qui a mis fin à l'Empire qui avait duré plus de mille ans.

Durant son règne, Manuel a fait le tour des capitales de l'Europe pour tenter d'obtenir un soutien. Il a promis de réunifier l'Eglise. Il ne fait aucun doute qu'il a écrit son traité religieux pour inciter les

pays chrétiens à se dresser contre les Turcs et pour les convaincre de lancer une nouvelle croisade. Le but était pratique. La théologie servait la politique.

En ce sens, la citation répond exactement aux exigences de l'empereur actuel, George Bush II. Lui aussi veut unir le monde chrétien contre l'«Axe du Mal», en majorité musulman. De surcroît, les Turcs frappent de nouveau aux portes de l'Europe, pacifiquement cette fois. On sait bien que le pape soutient les forces qui s'opposent à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

*Y A T-IL* une quelconque vérité dans les propos de Manuel?

Le pape lui-même a dit des mots de prudence. En tant que théologien sérieux et reconnu, il ne pouvait pas se permettre de falsifier des textes écrits. Donc il a admis que le Coran interdit formellement la propagation de la foi par la force. Il a cité la deuxième sourate, verset 256 (étrangement faillible pour un pape, il voulait dire verset 257) qui dit: «Il ne doit pas y avoir de coercition en matière de foi.»

Comment peut-on ignorer une telle déclaration, qui est sans équivoque? Le pape argue simplement que ce commandement avait été établi par le prophète quand il était au début de sa carrière, encore faible et sans pouvoir. Mais que plus tard il avait ordonné l'usage de l'épée au service de la foi. Un tel ordre n'existe pas dans le Coran. Certes, Mahomet a appelé à l'usage de l'épée dans sa guerre contre les tribus rivales – chrétiens, juifs et autres – en Arabie, quand il était en train de bâtir son Etat. Mais c'était un acte politique, pas un acte religieux; fondamentalement un combat pour conquérir du territoire, non pour propager la foi.

Jésus a dit: «Vous les reconnaîtrez à leurs fruits.» Le traitement des autres religions par l'Islam doit être jugé à ses actes: comment les dirigeants musulmans se sont-ils conduits pendant plus de mille ans quand ils avaient le pouvoir de «propager la foi par l'épée»?

Eh bien, ils ne l'ont tout simplement pas fait.

Pendant des siècles, les musulmans ont gouverné la Grèce. Les Grecs sont-ils devenus musulmans? Quelqu'un a-t-il même essayé de les islamiser? Au contraire, les Grecs chrétiens occupaient les plus hautes positions dans l'administration ottomane. Les Bulgares, les Serbes, les Roumains, les Hongrois et les autres nations européennes ont vécu à une époque ou à une autre sous domination ottomane et sont restés fidèles à leur foi chrétienne. Personne ne les a contraints à devenir musulmans et tous sont restés des chrétiens pratiquants.

Certes, les Albanais se sont convertis à l'Islam, de même que les Bosniaques. Mais personne ne prétend qu'ils l'ont fait sous la contrainte. Ils ont adopté l'Islam pour obtenir les faveurs du gouvernement et en profiter.

En 1099, les Croisés ont conquis Jérusalem et massacré sans discrimination ses habitants musulmans et juifs, au nom du doux Jésus. A l'époque, après 400 ans d'occupation de la Palestine par les musulmans, les chrétiens étaient encore majoritaires dans le pays. Tout au long de cette longue période, on n'avait rien fait pour leur imposer l'Islam. Ce n'est qu'après l'expulsion des croisés du pays que la majorité des habitants ont commencé à adopter la langue arabe et la foi musulmane – et ils étaient les ancêtres de la plupart des Palestiniens d'aujourd'hui.

*IL N'Y A* absolument aucune preuve d'une tentative d'imposer l'Islam aux juifs. Comme on le sait, sous l'administration musulmane, les juifs d'Espagne ont connu un épanouissement tel qu'ils n'en ont jamais connu ailleurs presque jusqu'à notre époque. Des poètes comme Yehuda Halevy écrivaient en arabe, comme le grand Maïmonide. Dans l'Espagne musulmane, des juifs étaient ministres, poètes, scientifiques. Dans la Tolède musulmane, des érudits chrétiens, juifs et musulmans travaillaient ensemble et traduisaient les anciens textes philosophiques et scientifiques grecs. C'était vraiment l'Age d'or. Comment cela aurait-il été possible si le Prophète avait décrété la «propagation de la foi par l'épée»?

Ce qui s'est passé par la suite est encore plus parlant. Quand les catholiques ont reconquis l'Espagne sur les musulmans, ils ont institué un règne de terreur religieuse. Les juifs et les musulmans se sont trouvés face à un choix cruel: devenir chrétiens, être massacrés ou partir. Et où sont donc partis les centaines de milliers de juifs qui refusaient d'abandonner leur foi? Presque tous ont été reçus à bras ouverts dans les pays musulmans. Les juifs séfarades (espagnols) se sont installés dans tout le monde musulman, du Maroc à l'ouest à l'Irak à l'est. De la Bulgarie (alors partie de l'empire ottoman) au nord au Soudan au sud. Nulle part ils n'ont été persécutés. Ils n'ont rien connu de tel que les tortures de l'Inquisition, les flammes de l'Autodafé, les pogroms, les terribles expulsions de masse qui ont eu lieu dans presque tous les pays chrétiens jusqu'à l'Holocauste.

*POURQUOI?* Parce que l'islam interdisait expressément toute persécution des «peuples du Livre». Dans la société islamique, une place spéciale était réservée aux juifs et aux chrétiens. Ils ne jouissaient pas de droits totalement égaux, mais presque. Ils devaient payer des impôts locaux spéciaux, mais étaient exemptés du service militaire – une compensation qui était vraiment tout à fait appréciée par de nombreux juifs. On a dit que des dirigeants musulmans désapprouvaient toute tentative de convertir des juifs à l'islam même par la persuasion, parce que cela représentait une perte d'impôts.

Tout juif honnête qui connaît l'histoire de son peuple ne peut que ressentir une profonde gratitude envers l'islam qui a protégé les juifs pendant cinquante générations, tandis que le monde chrétien persécutait les juifs et avait essayé maintes fois «par l'épée» de les obliger à abandonner leur foi.

L'HISTOIRE de «propager la foi par l'épée» est une légende malfaisante, un des mythes qui se sont développés en Europe pendant les grandes guerres contre les musulmans – la *reconquista* de l'Espagne par les chrétiens, les croisades et le refoulement des Turcs, qui avaient presque conquis Vienne. J'ai le sentiment que le pape allemand aussi croit honnêtement à ces fables. Cela signifie que le chef du monde catholique, lui-même théologien chrétien, n'a pas fait l'effort d'étudier l'histoire des autres religions.

Pourquoi a-t-il lancé ces mots en public? Et pourquoi maintenant?

On ne peut s'empêcher de les entendre dans le contexte de la nouvelle croisade de Bush et de ses supporters évangélistes, avec ses slogans d'«islamofascisme» et de «guerre globale contre le terrorisme» – où «terrorisme» est devenu synonyme de musulmans. Pour les gens de Bush, c'est une tentative cynique de justifier la domination sur les ressources en pétrole du monde. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire qu'on habille d'un costume religieux la nudité des intérêts économiques; pas la première fois qu'une descente de voleurs devient une croisade.

Le discours du pape mélange tout. Qui peut en prédire les terribles conséquences?

24 septembre 2006 - Traduit par l'AFPS (Association France Palestine Solidarité)

# Géopolitique de l'islam et *dhimmis* juifs

**Uri Avnery défend avec beaucoup de courage et un sens aigu de la justice les droits des Palestiniens en Israël et dans les Territoires occupés par l'armée israélienne. Et pour cela, on ne lui rendra jamais assez hommage.**

Malheureusement, en ce qui concerne l'histoire de l'Islam et celle de ses relations avec les minorités religieuses, il profère, dans l'article intitulé «L'épée de Mahomet», un nombre impressionnant de demi-vérités et de contre-vérités.

S'il est évident que le pape Benoît XVI s'est livré à une provocation assez grossière pour «booster» sa secte contre les sectes religieuses concurrentes (ici l'islam), on ne peut pour autant accréditer l'idée que l'Islam – tout comme le christianisme, le bouddhisme ou même le judaïsme – n'aurait jamais utilisé la contrainte, la violence et les armes pour propager sa foi. Aucune religion n'est pacifique... du moins si elle veut étendre son influence. Et c'est le cas de tous ces systèmes de croyances irrationnelles: des guerres religieuses européennes, à l'Inquisition en passant par les massacres commis au nom de Dieu en Amérique latine, le passif du christianisme est très lourd. Et l'on pourrait en dire autant de l'hindouisme et du bouddhisme en Asie: la conquête des âmes est toujours inséparable de guerres et de massacres, du moins au début du développement géographique d'une religion. Les méthodes de persuasion évoluent bien sûr avec le temps, chaque secte a son histoire particulière, mais elles ont toutes un point commun: l'usage de la violence combiné avec l'appel hypocrite à l'«amour»...

Et pour le constater, nul besoin de s'appuyer sur une remarque polémique de l'empereur Manuel II Paléologue au XIV<sup>e</sup> siècle. Il suffit de s'interroger sur les causes de la rapidité de l'expansion géographique de l'Islam. On ne fera croire à personne que cette religion ait pu atteindre le rayonnement considérable qu'elle a atteint en moins d'un siècle, seulement en s'appuyant sur des discussions théologiques au coin du feu et des prêches pacifiques sur des marchés.

## **Muhamad: doux rêveur ou fin géopoliticien?**

Dans son livre intitulé *Muhamad, Vie du Prophète*, Tariq Ramadan écrit: «Pendant l'année qui suivit le traité [il s'agit du pacte d'al-Hudaybiyya conclu entre les partisans du Prophète et les chefs des Quraysh lors de la 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> année après l'Hégire, NPNF] le nombre des musulmans allait doubler. C'est pendant ces mois de trêve que le Prophète décida d'adresser une missive à tous les souverains des empires, des royaumes et des nations alentour (1).»

On voit donc que Mahomet, alors qu'il n'a pas encore construit le moindre Etat et que son autorité morale naissante ne s'exerce que sur une seule ville, Médine, envisage déjà une expansion territoriale considérable.

«Ainsi, le Négus d'Abyssinie (Ethiopie), écrit Tariq Ramadan, reçut une nouvelle lettre du Prophète avant sa conversion à l'Islam et l'acceptation de son rôle de représentant du Prophète lors de la cérémonie de mariage avec Um Habiba (...). Il en fut de même de Chosroès, roi de Perse, d'Héraclius, empereur de Byzance, de Muqawqis, gouverneur d'Egypte (...), de Mundhir ibn Sawa, roi de Bayhrayn, et enfin d'al-Harith ibn Abi Shimir al-Ghassani qui régnait sur une partie de l'Arabie jusqu'aux confins de la Syrie (1).»

Mahomet a donc conçu dès le départ un véritable projet d'expansion géopolitique de sa religion. On est loin de l'image d'Epinal du brave prêcheur uniquement soucieux de spiritualité et se retirant pour recevoir des visions dans une grotte... En effet, pourquoi le Prophète écrivait-il à tant de souverains et dans quels termes?

«La teneur des lettres était sensiblement toujours la même: le Prophète se faisait connaître comme "Envoyé de Dieu" par les destinataires des différentes lettres, leur rappelait l'unicité divine, puis les invitait à accepter l'Islam. En cas de refus, il les rendait responsables devant Dieu de l'égarement de la totalité de leur peuple (1).»

Mahomet jouait donc sur plusieurs registres: la proposition de conversion, l'acceptation temporaire de la neutralité et la menace d'une guerre.

Dans une petite brochure intitulée *Jihad, violence et paix en Islam* (Editions Tawhid, 2002), Tariq Ramadan revient sur ces délégations envoyées aux pays voisins: «Dans deux cas célèbres, l'attitude des dirigeants envers les messagers du Prophète provoqua des guerres (ce qui certes n'était ni l'objectif de ces délégations, ni la règle applicable aux relations avec les nations voisines). Une guerre eut lieu, d'abord contre les Byzantins, parce que le messenger du Prophète (...) avait été tué par l'un des ministres de l'Empire. Un deuxième conflit eut lieu contre les Perses, lorsque leur chef déchira le Coran devant le messenger et demanda à des soldats de son armée de lui ramener "ce Muhammad vivant". Ces deux réactions furent comprises par les musulmans comme des déclarations de guerre (...)».

On voit bien que l'Islam, dans l'esprit de son fondateur, n'était pas simplement une entreprise spirituelle mais aussi une entreprise de conquête matérielle. Cela n'a d'ailleurs rien de surprenant ni de choquant pour tout athée matérialiste qui analyse la religion comme un produit du cerveau des hommes, une idéologie au service des classes dominantes, et non comme une prétendue «révélation» divine...

Rappelons quelques faits et quelques dates incontestables: la Syrie-Palestine fut conquise de 634 à 639, y compris Damas et Jérusalem; la haute Mésopotamie en 639-641; l'Arménie en 645-646; la Transoxiane avec Boukhara et Samarkand entre 705 et 714; le Maghreb entre 670 et 708; la plus grande partie de la Péninsule ibérique en 716. Il suffit de regarder une carte des invasions arabo-musulmanes pour le constater.

Tout cela, Uri Avnery le sait parfaitement, mais il a trouvé la parade, une parade d'une rare mauvaise foi: «Certes, écrit-il, Mahomet a appelé à l'usage de l'épée dans sa guerre contre les tribus rivales [on remarquera que Avnery fait comme si le Coran était un livre écrit par Mahomet et non un ouvrage dicté par Dieu au Prophète; et comme si la conquête musulmane n'avait touché que quelques «tribus rivales» voisines, *NPNF*] (...) quand il était en train de bâtir son Etat. Mais c'était un acte politique, pas un acte religieux; fondamentalement un combat pour conquérir du territoire, non pour propager la foi.»

#### **Les conquêtes arabo-musulmanes:**

##### **«acte politique» ou «acte religieux»?**

On a beau relire plusieurs fois et se frotter les yeux, Uri Avnery a bien le culot d'écrire que l'on pouvait au VII<sup>e</sup> siècle établir une différence entre un «acte politique» et un «acte religieux» et que Mahomet ne souhaitait pas «propager (sa) foi» !!! On retrouve une affirmation semblable dans un recueil de propagande (2) obscurantiste et philo-religieuse intitulé *Juifs et musulmans – Une histoire partagée, un dialogue à construire* et paru aux Editions La Découverte. Ainsi Pierre Lory, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, chaire de mystique musulmane (*sic* !), écrit que la lutte entre les tribus juives et Mahomet «avait été implacable mais purement politique (3)» !

C'est pourtant le même historien qui nous rappelle dans le même article [«Le judaïsme et les juifs dans le Coran et la tradition musulmane» (3)] que:

– «le Coran reproche aux juifs de n'avoir pas reconnu [la] mission prophétique [de Jésus], ni la sainteté de sa mère»,

– «le point central de l'argumentation coranique est l'accusation de manipulation des Ecritures par les juifs»

– le statut du dhimmi imposait le «paiement d'un impôt de capitation (...) de valeur égale pour tous les contribuables concernés. Il s'agissait d'une condition assez lourde, car le montant de cette capitation n'était ni proportionnel à la fortune des personnes, ni fixé de façon définitive, et pouvait varier en fonction des besoins budgétaires de l'Etat à des moments précis. Elle pesait davantage sur les fidèles de condition modeste (3)». En clair, il s'agissait d'un racket politico-religieux (la moitié des récoltes par exemple à Médine) frappant les plus pauvres des juifs (et des chrétiens),

– et qu'il existait à l'époque un prosélytisme juif et que donc des Arabes païens se convertissaient à l'époque au judaïsme. Ce contexte de rivalité religieuse montre bien pourquoi la lutte fut «implacable», au-delà du conte de fées purement profane qu'essaie de nous vendre Pierre Lory !

D'ailleurs, ce même universitaire islamophile n'est pas à une contradiction près. En effet, à la fin de son article, il nous explique qu'il faut que les intellectuels musulmans aujourd'hui se livrent à «une nouvelle exégèse du Coran» pour mieux «comprendre l'Autre en dehors des cadres anciens» même si, d'après lui, «l'égalité de toutes les confessions devant la loi civile fut acquise dans la plupart des Etats musulmans (3)» au XIX<sup>e</sup> siècle ! En clair, les liens entre politique et religion sont encore si importants dans les pays où l'islam est religion d'Etat qu'il faut une nouvelle interprétation du Coran pour faire avancer les choses !



Derrière toutes ces contorsions, on voit que nos deux islamophiles (Lory, l'universitaire, et Avnery, le militant) sont tout aussi incapables de traiter clairement des contraintes internes à l'islam et de leurs répercussions sociales et politiques externes.

On n'ose leur rappeler une donnée historique aussi élémentaire, mais la distinction claire entre politique et religieux (la séparation des Eglises et de l'Etat) est récente à l'échelle historique. Elle n'est progressivement entrée dans les mœurs occidentales que depuis un peu plus d'un siècle; d'ailleurs, ce processus est encore loin d'être achevé, même dans les pays qui se targuent de l'avoir inventée et la présentent à la planète entière comme un des piliers indispensables de la démocratie.

Sinon, on ne comprend pas pourquoi la reine d'Angleterre dirige toujours l'Eglise anglicane; pourquoi, jusqu'en 2001, la religion figurait sur les cartes d'identité en Grèce, pourquoi l'orthodoxie est mentionnée comme «religion dominante» dans l'article 1 de la constitution, l'année scolaire commence par une bénédiction, des icônes ornent la plupart des administrations publiques, les papes et tout le personnel de l'Eglise sont payés sur les fonds publics, et l'instruction religieuse est au programme dans toutes les classes et fait l'objet d'une épreuve lors de l'examen de fin d'études; pourquoi les partis de droite européens se sont battus pour inclure dans le Traité constitutionnel la référence aux origines chrétiennes du continent; pourquoi les Eglises en Allemagne sont financées par les deniers des contribuables; ou pourquoi certains intellos et politiciens de gauche comme de droite, en France, veulent rétablir l'enseignement des religions à l'école pour enseigner de «vraies valeurs» à la jeunesse «sans repères».

Tous ces phénomènes sont incompréhensibles si l'on ne tient pas compte des 1600 ans de liens incestueux entre les pouvoirs monarchiques européens et les Eglises chrétiennes, entre les morales et institutions religieuses et les idéologies politiques.

Et ces vestiges politico-religieux du passé concernent même une nation extra-européenne plus récente comme les Etats-Unis ainsi qu'en témoignent, dans ce numéro de *Ni patrie ni frontières*, plusieurs articles sur le fondamentalisme protestant. Par quel «miracle» historique, ce qui est vrai du «*born again*» Bush et des néo-conservateurs américains au XXI<sup>e</sup> siècle ne s'appliquerait pas à un chef de guerre et dirigeant religieux au VII<sup>e</sup> siècle?

D'ailleurs, on pourrait également prendre l'exemple d'Israël, Etat qui va avoir bientôt 70 ans et que Uri Avnery connaît bien puisqu'il y vit. Ce n'est pas à nous de lui rappeler que le mélange entre «actes politiques» et «actes religieux» est constant dans son pays malgré ses principes «laïques» affichés. Il suffit de mentionner les discussions permanentes autour du statut de Jérusalem, ou du tracé des frontières de l'Etat hébreu, discussions qui font explicitement référence à la Bible et qui, comme par hasard, aboutissent régulièrement à des guerres contre les Etats limitrophes et leurs populations ! Un des lieux communs antisionistes est d'ailleurs d'expliquer que Israël serait un Etat «théocratique», donc un Etat où il n'existerait aucune séparation entre le politique et le religieux. Et ce serait le seul Etat non laïque de tout le Moyen-Orient? Hum...

### **L'évolution chaotique des rapports entre juifs et musulmans du VII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle**

Passons maintenant brièvement à l'histoire du peuple juif avant 1948 et à ses relations avec l'Islam que Uri Avnery semble connaître bien mal. Il écrit en effet que «l'Islam interdisait expressément toute persécution des peuples du Livre» et que les «juifs ne jouissaient pas de droits totalement égaux mais presque» dans la «société islamique»...

Tout est dans le cynisme et l'hypocrisie de ce «presque».

S'il est exact que l'islam, en tant que religion ayant un rôle politique et social décisif notamment au Moyen Orient, ne s'est jamais livré à des persécutions et des massacres d'une envergure comparable à celles des Etats chrétiens pendant des siècles puis du nazisme européens, il ne faut pas non plus avoir une vision idyllique de la situation des juifs dans les pays d'Islam.

A propos de l'âge d'or de l'islam (grosso modo entre le VIII<sup>e</sup> et le XI<sup>e</sup> siècle), l'historien israélien Menahem Ben-Sasson (4) nous trace un portrait qui coïncide avec celui d'Avnery: «La communauté juive implantée sur les territoires du califat [plus de 90 % du peuple juif dans le monde à l'époque, précise l'auteur, NPNF] vit reconnu son droit de vivre sa vie religieuse et sociale dans une autonomie complète, sans ingérence du pouvoir. Les frontières s'ouvrirent, déplacements et migrations devinrent possibles». «En principe on n'imposait pas de limites particulières aux activités économiques» des minorités religieuses et on assista donc à une «multiplication des possibilités économiques» sans précédent pour les juifs et bien sûr sans équivalent dans l'Occident chrétien à la même période.

Mais pour les juifs la situation se détériora considérablement après cet «âge d'or».

Qu'en dit l'universitaire obscurantiste Pierre Lory dans l'article déjà cité? «Des persécutions et conversions forcées à l'islam ont pu se produire mais elles ont plutôt été rares. Elles eurent lieu souvent à des moments de convulsions millénaristes (...) sous le calife fatimide al-Hakim en Egypte au XI<sup>e</sup> siècle, sous les Almohades en Afrique du Nord au XII<sup>e</sup> siècle, au début de la dynastie safavide en Iran au XVI<sup>e</sup> siècle (3)».

Tout cela est bien jésuite et faux-cul. En fait, en cherchant sur divers sites Internet, on arrive à avoir un tableau un peu plus concret qui recoupe la citation précédente, mais qui demanderait des sources plus autorisées: «De 1010 à 1013 des centaines de juifs furent tués dans le sud de l'Espagne; en 1016, les juifs furent chassés de Kairouan en Tunisie. En 1033, 6000 juifs furent massacrés à Fez (Maroc). En 1066, 4 000 juifs furent tués à Grenade. En 1140, les Almohades deviennent maîtres du Maghreb. Cette dynastie fondamentaliste de l'Islam ne laisse aux Juifs que le choix entre la conversion et la mort. En 1145, l'Andalousie passe des mains des Almoravides à celles des Almohades, dynastie musulmane qui persécutera les Juifs et détruira les principales communautés juives d'Andalousie. Les Juifs sont contraints d'adopter l'Islam et ne peuvent pratiquer le judaïsme qu'en cachette. En 1198, Al Malik Al Mouez, sultan Ayyubide, convertit de force les Juifs du Yémen à l'Islam. En 1201, à la mort du Sultan, les Juifs reprennent leur ancienne foi. En 1232, des juifs sont massacrés à Marrakech. En 1333 et 1334, des conversions forcées massives sont imposées aux juifs de Bagdad en Irak. En 1622, des persécutions contre les juifs sont lancées en Perse. De 1770 à 1786 les juifs sont expulsés de Djeddah. En 1790, a lieu un massacre de juifs à Tetouan (Maroc).»

Et la situation des Juifs ne fera qu'empirer avec les manœuvres des puissances colonialistes européennes.

#### **Manœuvres impérialistes et choix politiques catastrophiques des juifs du Moyen-Orient**

Selon l'historien Michel Abitbol (5), la «question des minorités religieuses sera utilisée par les puissances comme un moyen d'ingérence dans les affaires internes des pays maghrébins encore indépendants». Et à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, donc bien avant la création de l'Etat d'Israël censée, pour les antisionistes, être l'unique cause de l'antijudaïsme et de l'antisémitisme actuel dans les pays musulmans, la situation commença à se détériorer pour les Juifs.

Des massacres de juifs eurent ainsi lieu en 1828 à Bagdad, en 1840 à Damas, en 1867 à Barfurush. En 1839, les Juifs de Mechhed, en Perse, sont contraints de se convertir à l'Islam. Cette conversion forcée est le fait de la dynastie des Kadjar. La conversion forcée de Mechhed sera aussi un massacre. Plus de trente Juifs seront assassinés et des centaines blessés. Les convertis judaïseront en cachette jusqu'après la venue au pouvoir de la dynastie des Pahlavi, en 1925.

Ainsi en 1864, suite à une augmentation des impôts par le bey de Tunis, éclata une révolte au «caractère profondément religieux, qui se traduisit notamment par de nombreuses attaques contre les quartiers juifs et européens des villes tunisiennes. Ces violences redoublèrent d'intensité au cours des années suivantes (5)» et les Juifs durent demander protection aux consuls européens.

Quant à l'Algérie, «la situation des Juifs était des plus précaires, à la veille de la conquête française: victimes de nombreuses mesures discriminatoires, ils ne pouvaient circuler dans les rues dès la tombée de la nuit ni quitter la ville sans autorisation; l'entrée de certains lieux publics leur était défendue. Ils ne pouvaient ni monter à cheval, ni porter d'armes. Vivant dans un quartier spécial, leur habillement était strictement réglementé: le rouge leur était interdit et ils ne pouvaient porter que des couleurs sombres, le noir ou le bleu. Ils n'avaient pas le droit de mettre des chaussures, sauf les riches, qui étaient tenus de porter celles-ci comme des savates» (5).

Au Maroc et au Yémen la situation des Juifs n'était pas brillante non plus, nous confirme Michel Abitbol dans un autre article [«Etre juif en terre d'Islam (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle» (5)]: «(...) les oulémas traditionalistes du Maroc continueront d'ailleurs d'invoquer le "Pacte d'Omar" pour refuser aux juifs de Fès, en 1836, puis en 1898, le droit de construire des bains publics dans leur mellah (quartier juif) afin de les maintenir dans l'état d' "avilissement" recommandé par la tradition". "Avilissement" et "abaïssement" sont aussi les termes qui reviennent le plus souvent chez les imams zaydites du Yémen qui, jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, convertissent de force les enfants juifs orphelins de père et de mère. Plus à l'est, en Perse, la conversion forcée a été le lot des deux mille juifs de la communauté de Mashad, en 1839, à la suite d'un incident banal impliquant un guérisseur juif accusé d'avoir blasphémé contre l'islam (3)».

L'antijudaïsme augmenta considérablement au XIX<sup>e</sup> siècle parce que les juifs, qui ne supportaient plus le statut de *dhimmis*, choisirent de profiter des miettes ou des quelques droits que leur accordèrent les puissances européennes, trop heureuses de diviser pour régner.

Ce processus fut facilité par le fait que les juifs étaient concentrés dans un nombre limité de villes (centres du pouvoir politique et points de contact avec les puissances coloniales). Ils quittèrent leurs ghettos ou leurs maisons situées dans des quartiers populaires pour aller vivre dans les quartiers «européens».

Et ils furent aussi avantagés par leur haut niveau d'instruction: 13 % d'enfants musulmans étaient scolarisés au Maroc et en Tunisie, contre 60 et 90 % des juifs, à la fin de l'époque coloniale. 100 % en Algérie chez les juifs français contre 8 % chez les musulmans en 1944 (chiffres cités par Michel Abitbol).

Mais la croissance de l'antijudaïsme au Moyen-Orient n'est pas simplement liée au choix politique désastreux de la masse des juifs face à la colonisation européenne.

Comme l'explique Michel Abitbol, il fut entretenu par des «théologiens» musulmans qui (ajouterons-nous) sont aujourd'hui les idoles de l'islam politique et du salafisme intégriste: Muhammad Abduh, Muhammad Rashid Rida (tous deux fort appréciés par Tariq Ramadan dans son livre *Aux sources du renouveau musulman*) et Abd Allah ben Saba. Tous trois contribuèrent à épurer, «déjudaïser», la tradition musulmane au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle en dénonçant l'origine juive d'une partie de la littérature (les *Israiliyat*) utilisée par les exégètes du Coran, les mystiques et les conteurs populaires. Ces sources juives étaient accusées d'avoir diffusé des croyances irrationnelles et fantastiques – une critique assez comique quand on sait qu'elle provenait d'obscurantistes religieux !

#### **Protégés (*dhimmis*) ou boucs émissaires?**

Les Juifs ont donc plusieurs fois servi de boucs émissaires dans les situations de crise sociale et politique, dans les pays «musulmans». Et ils ont d'autant plus été des cibles que le Coran donnait une justification religieuse à ces discriminations humiliantes, ces conversions forcées, ces pogromes. Puisque le Coran présente les juifs comme des gens qui ont trahi le message biblique, il ne faut pas s'étonner que les califes et les sultans se soient servis d'un verset du Coran (IX, 29) où Dieu et Mahomet exigent que les «détenteurs de l'écriture» [les juifs et les chrétiens, NPNF] «paient la jizya, en compensation pour ce bienfait et en raison de leur infériorité», pour instaurer ce fameux statut du «*dhimmi*» dont Uri Avnery nous vante les mérites sans le nommer explicitement et sans en définir le contenu.

Que nous en dit le *Dictionnaire historique de l'Islam* (6), ouvrage universitaire au ton très prudent, mais clairement islamophile?

Les *dhimmis* ou «tributaires» sont les «non-musulmans qui vivent de façon permanente en pays d'islam et qui bénéficient du statut spécial de “protégés”, payant un tribut en compensation à l'hospitalité-protection ou *dhimma* qui leur est accordée, à condition toutefois qu'ils acceptent une situation d'infériorité légalement reconnue (6)».

Cette définition mêle l'absurde à la langue de bois. D'une part, elle n'aurait de sens que si tous les non-musulmans étaient arrivés dans les pays d'islam APRES les musulmans. Que signifie sinon cette notion d'«hospitalité» des envahisseurs arabo-musulmans vis-à-vis des autochtones présents dans les pays envahis et pratiquant d'autres religions AVANT leur arrivée? ! C'est un peu comme si les colons blancs sud-africains, espagnols ou français vantaient leur «hospitalité» vis-à-vis des «indigènes» qu'ils colonisèrent.

Autre hypothèse: cette notion a été forgée à une époque (le VII<sup>e</sup> siècle) où le concept de nation n'existait pas et où il existait par contre déjà des communautés religieuses très structurées. Les croyants minoritaires étaient donc considérés automatiquement comme des «étrangers» même s'ils étaient nés sur place et descendaient de générations d'autochtones. Mais une telle conception est-elle encore efficace et surtout positive quatorze siècles plus tard?

De plus, en quoi consiste cette «infériorité légalement reconnue»? Le *Dictionnaire historique de l'Islam* n'est pas très précis sur ce sujet brûlant encore aujourd'hui mais on arrive quand même à apprendre qu'il impliquait:

- «l'obligation de respecter des signes distinctifs de couleur»;
- «l'interdiction de porter les armes, de monter à cheval et de construire de nouvelles églises»,

– «l'obligation de payer comme marchand une taxe supérieure à celle que payait le marchand musulman»;

– «l'obligation du témoignage limité en justice (6)»: en quoi consistent les «limites» ce témoignage? Nos universitaires timorés n'osent nous l'expliquer à la rubrique dhimmi et le lecteur patient de leur ouvrage doit donc se rendre à la rubrique «témoignage» pour apprendre qu'en fait il s'agit de REFUSER le témoignage des «non-musulmans» car ceux-ci n'ont pas «l'intégrité morale et religieuse nécessaire» ! Par contre, les témoins «tributaires» (les dhimmis) peuvent témoigner les uns contre les autres... enfin «du moins selon la plupart des juristes» ! Ouf, voilà qui nous rassure...

– «l'interdiction d'épouser une musulmane»;

– et «l'interdiction absolue de revenir à sa religion primitive après s'être converti à l'islam» (6).

Malgré toutes ces interdictions et ces mesures discriminatoires, nous explique le *Dictionnaire historique de l'Islam*, les Juifs arrivèrent pendant un certain temps à travailler dans toutes sortes de professions, et parfois même à «occuper un rang élevé dans la société».

Hélas ! les «dirigeants, surtout quand ils voulaient faire preuve de zèle musulman, essayaient d'appliquer les termes les plus pénibles du statut (6)» défini par le deuxième calife, Ommar. Et le *Dictionnaire historique de l'Islam* est bien obligé de reconnaître que cette société fonctionnant à deux niveaux «portait en elle des germes d'intolérance qui allaient, à toute époque et en toute région, caractériser les Etats musulmans rigoristes confrontés au problème des minorités confessionnelles (6)».

Nul besoin donc des provocations de Benoît XVI pour découvrir la nature conquérante de l'islam (comme de toutes les religions) dans les premiers siècles de son histoire et les vicissitudes des minorités religieuses qui vécurent dans les pays islamiques, notamment des juifs.

Nier, travestir ou dissimuler les faits historiques, comme le fait Uri Avnery dans son article; nier que les juifs ont été pendant des siècles considérés comme des adversaires religieux, et donc de parfaits boucs émissaires, par les pouvoirs politiques du Moyen-Orient (avant de devenir des adversaires politiques après les interventions des puissances impérialistes européennes dans cette zone, puis plus récemment après la création d'Israël), rend un bien mauvais service à sa cause, si son objectif était de lutter contre les préjugés et les discriminations dont sont victimes les musulmans dans les pays occidentaux. On ne fera pas reculer le racisme anti-arabe et l'«islamophobie» (réelle ou imaginaire) en dissimulant ou maquillant l'histoire de la religion musulmane et de son instrumentalisation politique, bien au contraire.

**Y.C.**

#### **Notes**

1. Tariq Ramadan, *Muhamad, Vie du Prophète*, Presses du Châtelet, 2006.

2. Nous parlons de «propagande philoreligieuse» quand une dizaine d'universitaires et une dizaine de journalistes se réunissent pour écrire un livre dans lequel Moïse et Jésus sont présentés comme des personnages ayant réellement existé; la Bible comme un livre fiable d'un point de vue historique (alors qu'elle résulte de siècles de tripatouillages); les «révélations» de Mahomet (sa communication directe avec Dieu entre 610 et 632) comme des événements authentiques incontestables; et les hadiths (les «dits» du Prophète) comme des textes ayant été collationnés selon une méthode scientifique (y compris lorsqu'ils ont été authentifiés trois siècles plus tard à partir de la tradition orale).

3. «La société juive en terre d'islam aux VII<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles» in *La société juive à travers l'histoire*, t.1, Fayard, 1992.

4. «La société juive nord-africaine en système colonial du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup>» in *La société juive à travers l'histoire*, t.1, Fayard, 1992.

5. In *Juifs et musulmans, Une histoire partagée, un dialogue à construire*, ouvrage dirigé par Esther Benbassa, Jean-Christophe Attias, La Découverte, 2006.

6. Janine et Dominique Sourdel, *Dictionnaire historique de l'Islam*, PUF, 1996.

# Dossier ISLAM

Paru dans Combat communiste n° 61, octobre 1980

Nous reproduisons dans les pages suivantes six articles du groupe Combat communiste, soit l'essentiel, à quelques coupures près, d'un dossier publié il y a presque 30 ans sur l'Islam et réalisé par des camarades algériens. La lecture de ces textes montre que la nocivité de l'Islam politique est apparue bien avant les attentats du 11 septembre 2001, contrairement à un mythe massivement répandu à gauche et à l'extrême gauche. Elle montre aussi que la comparaison entre l'islamisme et le fascisme n'a pas été inventée récemment par Bush et les néo-conservateurs américains, mais qu'une partie de la gauche révolutionnaire iranienne l'utilisait déjà face au régime khomeiniste mais aussi face aux Frères musulmans dans d'autres pays. Nous n'avons pas mené de recherches détaillées sur ce point, mais nous sommes prêts à parier que ce type de comparaison est sans doute bien antérieur même à 1980.

Quoi qu'il en soit, déjà en 1980, Combat communiste dénonçait «une intense campagne à caractère raciste contre le "fanatisme" et la "barbarie médiévale"» par des journalistes et des politiciens «qui approuvent les massacres, tortures et bombardements au napalm de populations quand cela sert les intérêts de l'impérialisme».

Déjà en 1980, ce groupe pouvait écrire: «l'intégrisme islamique (...) représente dans une large mesure une réaction nationaliste à la culture occidentale et "moderniste" liée à des siècles d'oppression impérialiste», tout en qualifiant les Frères musulmans de «secte religieuse fascisante».

Rien n'aurait donc changé en trois décennies? Si, bien sûr:

- Le phénomène de l'Islam politique s'est considérablement développé à l'échelle internationale tout en se diversifiant.

- Un Islam européen est en train de s'affirmer et souhaite bénéficier des mêmes droits démocratiques que les autres religions.

- Les enfants, voire les petits-enfants, des travailleurs immigrés des années 60 et 70, devenus Français, Allemands, Néerlandais ou Britanniques, veulent être respectés, grimper dans l'échelle sociale et ils exigent que la culture et le pays d'origine de leurs parents ou grands-parents ne soient plus méprisés, que l'esclavage, les massacres et les génocides du colonialisme soient dénoncés dans les manuels scolaires et reconnus par les Etats européens.

- Enfin, face à cette évolution dont certains aspects sont positifs, l'opportunisme de l'extrême gauche, voire de certains libertaires, n'a fait que se développer.

Comme l'écrivait Combat communiste: «Si nous devons nous défier des calomnies et du mépris répandus par les bourgeois occidentaux et comprendre les traditions et la culture des peuples coloniaux, il n'est reste pas moins que la religion est, là-bas comme ici, une arme aux mains des exploités pour maintenir ouvriers et paysans dans l'asservissement et l'obscurantisme.»

«Aujourd'hui comme hier, la religion reste l'opium du peuple», concluait ce dossier sur l'Islam.

C'est cette dernière affirmation qui, par contre, en 2007, est devenue totalement inaudible dans les milieux de la gauche dite radicale...

Raison de plus pour la faire entendre de nouveau !

Ni patrie ni frontières

# Les origines de l'Islam: Mahomet, le brigand qui devint chef d'Etat

Mahomet, prophète d'Allah, fondateur de la religion musulmane, est né à Mekka (La Mecque), aux environs de l'an 570 de l'ère chrétienne. La date précise n'est pas connue et est controversée par les historiens. La Mecque était alors un petit centre commercial et le Prophète débuta sa carrière comme marchand.

Les populations d'Arabie étaient organisées en tribus vivant essentiellement du commerce entre les deux grands empires de l'époque: l'empire romain byzantin et l'empire perse. Cette division en une multitude de tribus et de clans, entre lesquels les alliances se faisaient et se défaisaient continuellement, ne permettait pas la constitution d'un Etat susceptible de jouer un rôle autonome entre les deux grands. Les tribus arabes servaient alternativement de mercenaires aux empereurs perses et romains.

Cette situation politique et sociale se traduisait sur le plan religieux par l'absence d'une religion unique pouvant servir de ciment à l'ensemble des tribus d'Arabie. Celles-ci pratiquaient différents cultes polythéistes (avec plusieurs dieux et génies) et subissaient l'influence des religions antérieures dominantes: le christianisme et le judaïsme auxquels certaines se convertissaient parfois au gré des alliances politiques.

Le développement de la secte des musulmans (d'un mot arabe qui signifie les «soumis»), autour de Mahomet coïncida avec un certain développement économique, commercial et urbain de l'Arabie entraînant la dissolution des tribus traditionnelles de nomades du désert. Cette dissolution rendait caduques leurs mœurs et traditions fondées sur la solidarité tribale et nécessitait une idéologie nouvelle faisant une plus large place à l'individualisme, dans une société où dominaient les riches marchands des villes.

Répondant aux nouvelles nécessités économiques et sociales, Mahomet, qui affirmait que ses enseignements lui étaient dictés par Dieu, condamnait par exemple les incessantes vendettas et les règlements de comptes entre clans et tribus qui nuisaient au commerce. Sans les supprimer complètement, il les limita en instituant le système du prix du sang dédommageant les victimes et évitant de nouvelles vengeances et contre-vengeances. La religion musulmane donna également aux diverses tribus arabes une idéologie commune leur permettant de s'unifier et de s'affirmer au moment où l'Empire perse s'écroulait et laissait une place vacante.

Cette unité commença à se réaliser sous la poigne de Mahomet. Pour parvenir à ses fins, le Prophète employa alternativement la violence, la ruse et les manœuvres diplomatiques qui aboutissaient à des ralliements sous forme de conversions. Débutant comme un modeste chef de brigands qui pillait les caravanes, il s'imposa peu à peu par son habileté et sa fermeté. A sa mort, il avait mis en place un embryon d'Etat arabe reconnu par la majeure partie des tribus. Un siècle après sa mort, un véritable empire arabe étendait son influence du sud de l'Europe à l'Asie mineure.

Si la personnalité de Mahomet a joué un rôle important, l'existence à la même époque d'autres prophètes s'exprimant de façon comparable et prêchant des idéologies voisines montre bien que son succès correspondait à une nécessité sociale. En son absence, ou en cas de mort prématurée, on peut supposer qu'un de ces prophètes concurrents aurait pu remplir la même fonction. Il fit d'ailleurs assassiner plusieurs de ses rivaux.

La propagation de la foi musulmane qui allait de pair avec le développement de l'empire arabe ne donna cependant pas naissance à un véritable appareil religieux structuré. Dans cet empire, le pouvoir spirituel se confondait très largement avec le pouvoir temporel et dépendait de lui.

L'autonomie que conservaient dans cet empire les divers chefs de tribus – et plus tard souverains – ralliés contribua donc très légèrement\*\* à susciter des interprétations diverses des paroles du Prophète consignées dans le Coran et à la division des fidèles en multiples sectes concurrentes dont certaines se sont perpétuées jusqu'à nos jours.

En l'absence d'une bureaucratie ecclésiastique centralisée, l'Islam n'est jamais parvenu à un monolithisme comparable à celui de l'Eglise catholique.

**Combat communiste (octobre 1980)**

# La religion, opium du peuple

Comme les deux autres grandes religions monothéistes, le judaïsme et le christianisme, l'Islam reconnaît l'Ancien Testament, croit en une vie après la mort où seront dépassées les misères de la vie sur terre et appelle à s'en remettre à la fatalité divine.

L'Islam s'en réfère à la «parole de Dieu» révélée par le prophète Mohamed: le Coran, qui est un ensemble de préceptes juridiques, économiques et bien sûr religieux, destinés à réformer l'homme sur terre et à lui faire mériter le paradis. La religion musulmane est d'ailleurs sans doute moins contraignante que les dogmes chrétiens ou juifs. Il est des religions dont les textes sacrés découragent l'activité économique en général, ou regardent d'un mauvais œil la quête du profit: ce n'est pas le cas de l'Islam qui considère avec faveur l'activité commerciale, se contentant de blâmer les pratiques frauduleuses.

Plus que les autres religions, aussi, l'Islam accorde de l'importance aux rites. Ceux-ci sont au nombre de quatre, que l'on appelle les «piliers de l'Islam»:

- la prière, qui doit se renouveler 5 fois au cours de la journée; elle doit être dirigée vers La Mecque, et le musulman doit auparavant pratiquer des ablutions pour se «purifier» (avec du sable, à défaut d'eau).

- L'aumône, qui est calculée suivant les richesses du pratiquant. C'est d'ailleurs ce qui compense la recherche du profit des commerçants et féodaux («Le Prophète comble d'éloges ceux qui, loin d'être des parasites, s'enrichissent pour pouvoir ainsi venir en aide aux déshérités»).

- Le jeûne (Ramadhan), qui est censé mettre tous les hommes à égalité devant la pauvreté pendant un mois. Cette obligation (ainsi que l'aumône) fait croire au musulman, et particulièrement aux opprimés, que l'Islam est une religion égalitaire et forme également une mentalité «populiste» chez de nombreux bourgeois, renforçant leur capacité de mystifier les travailleurs et couches déshéritées.

- Le pèlerinage à La Mecque, que tout bon musulman doit avoir fait au moins une fois dans sa vie, et est une sorte de consécration religieuse. L'homme, au faîte de sa vie, qui l'a accompli, se fait appeler «hadj».

## **L'islam, un idéal de justice?**

Le Coran et la Sunna (qui est un ensemble de textes rapportant les faits du Prophète et qui a valeur normative pour les croyants) représentent une sorte de code destiné à régler la vie politique et économique de la société mercantile précapitaliste dans laquelle vécut Mahomet.

Certains musulmans ont voulu voir dans ces textes un idéal progressiste de justice et d'égalité. Certains affirment même qu'ils s'opposent au capitalisme. Rien ne permet de l'affirmer, bien au contraire: pas plus que le coran, la Sunna ne se prononce bien sûr sur le capitalisme ! La propriété privée n'est limitée que par l'interdiction de l'usure et l'obligation de l'aumône. L'activité économique, la quête du profit, le commerce, comme nous l'avons vu, et par conséquent la production pour le marché sont considérées avec faveur par la tradition comme par le Coran. On trouve même des formules dithyrambiques à l'égard des marchands.

De même, le salariat est considéré comme quelque chose de parfaitement normal. Le Coran régleme l'héritage (les femmes ne touchent d'ailleurs que la moitié de l'héritage de l'homme). Il institutionnalise également l'asservissement des femmes. Enfin, il considère comme une fatalité la richesse et la pauvreté, et ne pense remédier à ces inégalités sociales que par l'aumône, façon comme une autre pour les riches de se donner bonne conscience.

## **Rôle social de l'islam**

Bref, comme toutes les religions, l'Islam est une arme de mystification employée par les classes dominantes pour faire croire au peuple que sa misère et son oppression relèvent de la volonté de «Dieu», que la société de classe est inéluctable, qu'il ne sert à rien de se révolter contre elle puisque la vie sur terre n'est qu'un passage et n'est rien au regard de la vie au-delà.

L'islam incite les travailleurs à la patience, une des qualités les plus appréciées de la religion musulmane. Il représente un des moyens d'abrutissement des classes exploitées.

Il est un facteur d'arriération terriblement pesant dans les sociétés musulmanes, encore aujourd'hui. Les travailleurs arabes, africains, asiatiques auront un terrible joug à soulever pour s'affranchir de l'islam.

**Combat communiste (octobre 1980)**

# La femme et l'Islam

Dans le cadre de l'intense campagne menée contre les pays où l'islam est la religion dominante (comme l'Iran ou l'Afghanistan), la description de l'oppression de la femme est souvent utilisée à des fins de propagande, y compris par les journaux les plus réactionnaires type *Paris Match*, *France Soir* ou *Le Figaro*.

Cette campagne idéologique anti-islamique remporte même du succès auprès de bons phalocrates inconscients qui ne s'indignent du sort réservé à la femme que lorsqu'il s'agit des pays islamiques et oublient que les femmes n'ont par exemple le droit de vote en France que depuis 1945 et en Suisse que depuis 1971 !

## **Une oppression qui varie suivant les classes sociales et les Etats**

Il est impossible de mettre dans le même sac tous les pays arabes, asiatiques ou africains où l'islam domine. La situation de la femme sahraouie n'a pas grand-chose à voir avec elle de la femme égyptienne, palestinienne, soudanaise, pakistanaise ou algérienne. De plus, au sein des différents pays, suivant les régions et les classes, la situation n'est pas la même: dans certaines régions de l'Egypte ou du Yémen, par exemple, la femme est encore excisée, alors qu'à côté la société touareg connaît encore des vestiges de matriarcat.

Si l'on veut faire une comparaison avec le rôle réactionnaire de la religion catholique, les effets de l'idéologie religieuse sur la condition de la femme sont plus néfastes en Italie ou en Espagne qu'en France: et pour cause, car l'Eglise détient un pouvoir séculier beaucoup plus grand, et la famille patriarcale est beaucoup plus forte.

De même, dans les pays arabes et islamiques, le poids de la religion n'est pas le même suivant qu'une femme vit dans les grandes villes ou à la campagne, dans des régions où se développent des mouvements de guérilla (Dhofar, Sahara occidental, Palestine) ou dans des Etats constitués.

On ne peut comparer avec la France, l'Allemagne ou la Suède, où le capitalisme est beaucoup plus développé, où la majorité de la population vit dans les villes, est scolarisée et alphabétisée, où une très importante minorité de femmes travaillent et où la séparation entre l'Eglise et l'Etat a été faite en général il y a au moins un siècle. C'est bien plus le niveau de développement économique qui explique la position sociale inférieure des femmes dans les pays musulmans que la religion en elle-même.

## **L'islam au service de l'asservissement de la femme**

Ces restrictions faites, il faut reconnaître qu'effectivement les femmes ont beaucoup moins de droits dans les pays islamiques que dans les pays capitalistes avancés.

- La virginité de la femme avant le mariage est beaucoup plus valorisée que dans n'importe quel pays européen (quoique dans certaines régions du Portugal, de l'Italie ou de l'Espagne, la situation ne soit guère différente; il n'est pas rare que des certificats médicaux de virginité soient exigés par le mari avant le mariage, ou que la femme soit tout simplement répudiée si le mari découvre qu'elle n'est plus vierge après la cérémonie.

- Le mari est autorisé à battre sa femme.

- Le port du voile, s'il a tendance à diminuer est encore fréquent pour les femmes de plus de 35-40 ans (Rappelons que cet article fut écrit en 1980 et que la situation a de nouveau empiré «grâce» aux islamistes, *NPNF*).

- La famille décide généralement du choix de l'époux (comme du choix de l'épouse d'ailleurs) et les mariages forcés sont fréquents. Lors de la signature du contrat, la femme ne joue aucun rôle. Il lui faut l'accord d'un tuteur pour qu'une femme se marie: toute sa vie, elle est considérée comme mineure et doit recourir à l'homme qui la tutelle (père, mari, oncle, cousin ou même fils aîné).

La dot, souvent exigée, ne constitue en rien une garantie pour la femme. Elle est ainsi et vendue au gré des besoins du père et de l'époux.

- Le mariage non religieux est condamné, et les mariages avec des étrangers, de plus non musulmans, mal vus. Une Algérienne qui se marie avec un Français, par exemple, perd du même coup sa nationalité !

- La polygamie est souvent légale, et se pratique toujours au détriment de la femme. Cette pratique est cependant en voie de disparition, avec la dissolution de la famille patriarcale classique, et ne s'exerce que si l'homme possède des ressources. C'est, à la limite, un signe extérieur de richesse.



- Le divorce est difficile et la situation de la femme divorcée ou célibataire est intenable: elle se met du même coup en marge de la société et en butte à son hostilité. La répudiation de la femme par le mari est encore fréquente: elle y perd alors toute ressource.

- Les femmes ont du mal à faire des études secondaires, a fortiori supérieures, et encore plus à travailler [Sur ce plan-là, la situation a changé depuis 1980, introduisant de nouvelles contradictions entre les hommes et les femmes au sein des pays musulmans les plus développés, suscitant la création d'associations de femmes, voire des débats au sein de l'islam lui-même, *NPNF*.] Parfois, le père retire sa fille de l'école dès la puberté, pour la marier.

- Les femmes sont confinées de façon draconienne aux travaux domestiques, et parfois ne sortent même pas pour faire les courses. Certains musulmans intégristes se plaisent à dire que la femme ne sort que deux fois de chez elle dans sa vie: pour son mariage et pour son enterrement.

- L'avortement est interdit et donc pratiqué clandestinement dans des conditions scandaleuses. Il faut dire que, du fait du poids des traditions arabo-islamiques la femme tire une valorisation du nombre de ses enfants. On voit parfois des familles de 15 à 20 enfants. L'opposition à l'avortement vient parfois des femmes elles-mêmes. Par exemple, en Tunisie, où la campagne gouvernementale pour la contraception 'a pas eu l'effet escompté.

[A notre avis, ce passage n'est pas très clair: d'une part il mélange deux choses complètement différentes, la contraception et l'avortement; d'autre part, il semble assez normal que des femmes mal informées aient, dans un premier temps, un réflexe de méfiance vis-à-vis d'un pouvoir qui s'ingère dans leur intimité et semble vouloir leur imposer de façon autoritaire la contraception, quand ce n'est pas l'avortement. Surtout quand on connaît le caractère policier de l'Etat tunisien. *NPNF*]

Mais il va sans dire que dans les villes, les mentalités ont tendance à évoluer.

#### **Une formidable énergie non utilisée et réprimée**

Rien ne dit que les femmes accepteront toujours leur sort. Les luttes des femmes palestiniennes dès 1936 montrent la possibilité d'un tel combat. Les droits conquis actuellement par les femmes sahraouies nous fournissent un autre exemple, certes isolé et minoritaire, mais qui, nous l'espérons, deviendra un point de référence pour les femmes exploitées de tous les pays islamiques.

La révolte des femmes des classes exploitées pourrait représenter une force considérable. Les révolutionnaires des pays islamiques, en dépit des innombrables difficultés, devront accorder une attention toute particulière à cette question.

#### **Combat communiste (octobre 1980)**

# L'Etat et l'Islam en Algérie

Dans tous les pays musulmans, l'Islam est religion d'Etat. La seule exception est la Turquie. Si, d'une façon générale, l'Islam, comme toutes les religions, joue le rôle d'opium du peuple, c'est-à-dire qu'il sert à justifier sur le plan idéologique la société de classe, on peut distinguer plusieurs degrés quant au rôle qu'il joue dans la politique des Etats musulmans.

En Arabie Saoudite, par exemple, le régime en place tire sa légitimité historique de l'Islam. La dynastie des Wahhabites en Arabie règne au nom de l'Islam. Le roi est le commandeur des croyants. Le droit coranique fait officiellement office de législation.

D'une façon générale, l'Islam sert à légitimer les différentes politiques des différents pays musulmans. C'est ainsi qu'en Algérie le FLN milite pour l'Islam «socialiste»: en Irak et en Syrie, on prône l'Islam baasiste; en Lybie, Kadhafi préconise un socialisme musulman. En un mot, l'Islam est mis à toutes les sauces. (...).

En Algérie, comme le proclame la Charte nationale, l'Islam est la religion d'Etat. Déjà, lors de la lutte de libération nationale, l'Islam tenait une bonne place dans la propagande du FLN qui faisait appel à l'emprise des symboles musulmans sur les masses et à l'attachement de celles-ci à la religion. Le gouvernement de Boumédiène a montré son sens de la «psychologie sociale» en transformant les imams en fonctionnaires, qui prêchent dans les mosquées pour la «révolution agraire» et autres «batailles de la production».

Favorisant autant que faire se peut la construction de nouvelles mosquées, le régime va en faire de véritables centres de propagande pour sa politique. Un ministère des Affaires religieuses supervise les opérations et fait en sorte de promouvoir un Islam «progressiste», par opposition à celui «réactionnaire» des Frères musulmans. En résumé le régime privilégie une idéologie religieuse favorable au capitalisme d'Etat.

[Et on a vu, quelques années plus tard, le résultat de cette instrumentalisation de l'Islam par un pouvoir corrompu et pseudo-socialiste: la croissance de l'Islamisme et une guerre civile qui fit plus de 100 000 morts, *NPNF*)

**Combat communiste (octobre 1980)**

\*\*\*

## Islam et colonialisme en Algérie

Il n'existe pas, dans les pays musulmans, de clergé comme pour le catholicisme; par conséquent, il est difficile de parler d'une attitude commune qu'aurait eue un corps religieux vis-à-vis de la colonisation. Néanmoins, il faut dissocier deux aspects. D'une part les sectes et courants religieux qui ont collaboré avec le colonialisme; d'autre part, le rôle joué par l'Islam en tant qu'idéologie politique dans la lutte pour l'indépendance, en particulier au Maghreb.

Au Maghreb, naquirent et se développèrent plusieurs sectes et confréries de musulmans mystiques comme le Qadiriya, les Schadhliha, les Rahmania, Tidjania, Semoussiya, etc. Ces sectes propageaient une foi rigoriste. Sur le plan économique, elles tiraient profit de l'exploitation des saints qui, par leurs vertus, peuvent protéger les hommes et intercéder en leur faveur auprès de Dieu.

Le culte des saints et des marabouts, particulièrement développé au Maghreb, permit aux grands marabouts (sortes de «prêtres») de former une aristocratie foncière dont les intérêts dépendaient d'une exploitation du fellah (paysan).

Cette aristocratie foncière et religieuse se rallia à l'administration coloniale qui s'en fit des auxiliaires dociles. Son respect de l'ordre établi lui valut l'estime des colons qui voyaient en eux les représentants d'un Islam «sain».

Mais, à partir de 1930, son influence ne cessa de diminuer. Une partie de sa clientèle, transformée par le service militaire et le séjour dans les villes, lui échappa. Les «oulémas» (les «savants»), un groupe de théologiens à la tête duquel se trouvait Ben Badis en Algérie par exemple, et qui se fixaient comme objectif la régénération de l'Islam, se mirent à attaquer les conceptions hérétiques du maraboutisme (le culte des saints est interdit dans l'Islam orthodoxe sunnite). «Les marabouts,

déclarait Ben Badis, sont les bêtes domestiques du colonialisme. Ils n'ont jamais cessé de contredire Dieu en se montrant fiers avec le peuple et serviles à l'égard des colonialistes et des chefs administratifs despotes.»

Ce déclin du maraboutisme a eu pour cause et conséquence, sous la houlette de Ben Badis et de l'Association des oulémas en Algérie, le développement d'un nationalisme islamique.

En 1936, le même Ben Badis, s'opposant à Ferhat Abbas (qui niait à l'époque l'existence d'une nation algérienne et réclamait l'égalité des droits entre les musulmans et les Français dans le cadre de l'Algérie française), disait: «Nous disons que la nation algérienne n'est pas la France, ne peut être la France et ne veut pas être la France.»

Dès lors, on verra les différents mouvements qui militaient pour l'indépendance au Maghreb utiliser le potentiel que représente le sentiment religieux de la population. Dans le cas des pays musulmans comme dans quelques autres (Irlande, par exemple), l'oppression nationale paraît accentuée par le fait que les colonialistes professent une autre religion. La religion nationale méprisée et persécutée par le colonisateur est ainsi valorisée.

Dans les milieux nationalistes, on manifestait son attachement à l'islam comme une des données fondamentales de l'identité nationale, du FLN à Bourguiba, en passant par le parti de l'Istiqlal au Maroc. Le rôle de l'islam dans la lutte anticolonialiste ne peut être mieux souligné que par le fait que le combattant algérien du FLN était le «moujahid», qui signifie le «guerrier saint».

**Combat communiste (octobre 1980)**

\*\*\*

## Une secte religieuse fascisante: les Frères musulmans

Une des fractions les plus dangereuses du mouvement musulman ultra-intégriste est la secte des Frères musulmans. Dans plusieurs pays, celle-ci est en effet une véritable organisation structurée et hiérarchisée. Elle organise, par exemple, des actions de commando contre les femmes qui refusent le port du voile. En Egypte, les Frères musulmans attisent la haine religieuse en menant des agressions contre les minorités de chrétiens coptes. En Algérie récemment [en 1980], les Frères musulmans se sont illustrés par des attaques contre des étudiants de gauche dans les universités qui ont fait plusieurs morts. Par différents aspects de son activité, comme par sa base sociale, cette secte présente des points communs avec les organisations fascistes. A la faveur de la remontée de l'Islam, elle connaît actuellement un certain développement dans plusieurs pays arabes.

**Vive le roi, vive les bourgeois !**

C'est en Egypte, en 1928-1929, que la secte des Frères musulmans a été fondée par Hassan al-Banna, instituteur de profession. Financée d'abord par des gros commerçants, puis par des membres du gouvernement, elle a par la suite reçu, particulièrement lors de la Seconde Guerre impérialiste, des subventions appréciables de la Grande-Bretagne, lui permettant de devenir une organisation très puissante dans l'Egypte de la fin des années trente, et particulièrement en 1948-1953. Cette secte possédait tout un réseau d'écoles, de centres d'éducation religieuse, de mosquées et même d'hôpitaux lui permettant de répandre ses conceptions idéologiques réactionnaires et d'encadrer la population pauvre. Cette puissance qui fit d'elle un Etat dans l'Etat, les notables, les dirigeants de l'Etat et l'impérialisme britannique ne lui permirent pas de l'acquérir sans contrepartie.

C'est bien parce que le courant de la Fraternité musulmane défendait les valeurs fondamentales de l'ordre bourgeois, y compris par la violence, qu'il eut sa faveur. La première chose que cette secte enseignait à ses adhérents était la soumission: à Dieu d'abord; aux dirigeants du mouvement ensuite; au principe du gouvernement par un roi enfin, selon la tradition de l'islam qui opte pour la suprématie d'un «représentant de Dieu» sur les hommes. Les adhérents devaient jurer «obéissance aveugle» au guide suprême de la secte.

L'activité politique de cette secte fut particulièrement précieuse au roi Farouk (pro-britannique). Elle affirmait que «la constitution (monarchique) dans son esprit et ses objectifs généraux ne contredisent pas le Coran». Elle consacra entièrement son quatrième Congrès à fêter le couronnement

du roi Farouk et organisa une manifestation devant le palais royal où elle fit scander: «Nous te soumettons nos foyers et notre obéissance, selon le livre de Dieu et la Sunna de son prophète» (Hassan el-Banna, *Mémoires*, p. 252).

Les Frères musulmans faisaient également l'apologie de l'exploitation bourgeoise: «Les ouvriers doivent toujours se rappeler de leur devoir à l'égard de Dieu, à l'égard de leur personne et à l'égard de leur patron», disaient-ils aux travailleurs insurgés en 1946 (*An-Nadir*, du 24/8/1946) . Ils affirmaient que le «possédant n'est pas nécessairement injuste» mais qu'il «s'agit seulement de l'éduquer» (Bani Kholi, «*L'islam, ni capitalisme, ni communisme*»).

S'il arrivait que des travailleurs, des étudiants ou toute autre personne ne soit pas convaincue par leur propagande ou la refuse, leur «section spéciale» (appareil militaire terroriste et section de renseignements) se chargeait d'eux, soit en les attaquant directement, soit en les livrant à la police.

#### **Des propriétaires fonciers, des commerçants, mais aussi des chômeurs**

La secte des Frères musulmans a pour base sociale les fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie: propriétaires fonciers, petits commerçants, en un mot les couches sociales dont les intérêts sont menacés par le développement du capitalisme.

C'est ainsi que, par exemple, après le coup d'Etat de 1952 en Egypte, et la décision d'une «révolution agraire» qui limitait à 200 fedans la surface maximale qu'un individu puisse posséder, la secte des Frères musulmans exigea qu'on accordât 500 fedans.

Plus récemment [dans les années 70], en Algérie, la secte des Frères musulmans fit feu de tout bois contre la réforme agraire, pourtant bien timide, du gouvernement de Boumédiène. Elle eut la même attitude face aux attaques de l'Etat contre le secteur commercial privé. Si ces couches représentent l'essentiel de la base sociale de la secte des Frères musulmans, il faut cependant savoir que les conditions de vie des masses, le chômage, le manque de solution alternative politique, permettent aux intégristes religieux de recruter nombre de jeunes chômeurs

#### **Un anticommunisme forcé**

En général, cette secte fonde sa propagande sur un axe: le sous-développement, le recul de la civilisation arabe sont dus à l'abandon de l'islam. Il faut donc faire des pays arabes des pays «réellement» islamiques pour que le monde arabe retrouve sa splendeur passée, et ne soit plus sous la botte des «infidèles».

La secte des Frères musulmans milite pour des Etats régis par le droit islamique où les seuls partis tolérables sont les partis religieux. Pour eux, l'islam est une révélation divine qui a apporté des solutions à tous les problèmes humains, y compris les problèmes politiques et sociaux. Malgré les différences, on voit que le régime de Khomeiny n'est pas loin.

Si le mouvement des Frères musulmans n'est pas monolithique, s'il n'a pas exactement les mêmes positions dans tous les pays arabes et musulmans une des ses constantes est l'anticommunisme. Les «rouges» sont pour eux le plus grand danger. Cet anticommunisme primaire est d'ailleurs habilement exploité par l'impérialisme américain contre son rival soviétique.

En Egypte, par exemple, Sadate a légalisé la secte des Frères musulmans, afin de mieux lutter contre l'influence de l'URSS dont il voulait se débarrasser au profit des Etats-Unis. Il est d'ailleurs bien connu que, si le centre historique et idéologique des Frères musulmans est en Egypte, c'est l'Arabie Saoudite qui finance en grande partie les activités des Frères.

#### **Combat communiste (octobre 1980)**

Ce texte est extrait The Persistence of Religious Ideas in the 21st Century: A Contribution to a Debate (La persistance des idées religieuses au XXI<sup>e</sup> siècle. Contribution à un débat). Cette brochure a été écrite en anglais par un collectif et publiée par Revolutions Per Minute Publications. On peut la commander (3 pounds britanniques plus les frais d'envoi) ou la télécharger sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.red-star-research.org.uk/rpm/religion/req01.html>

(Ni patrie ni frontières)

# L'Eglise anglicane en Grande-Bretagne

(...) De nos jours, la religion joue encore une fonction importante dans la perpétuation d'un système social fondé sur l'exploitation et l'oppression. La forme dominante du christianisme en Grande-Bretagne [c'est-à-dire du protestantisme à travers l'Eglise anglicane] s'exprime, de façon symbolique, sous une forme étatique.

L'Eglise anglicane occupe toujours une position privilégiée en Grande-Bretagne; c'est l'Eglise «officielle» de la nation, position qu'elle a héritée quand Henry VIII a fermé les monastères catholiques au XVI<sup>e</sup> siècle, et qu'il a distribué 4 millions d'hectares à 1 500 familles. De nombreux descendants de ces familles font aujourd'hui partie des plus gros propriétaires fonciers.

Au Royaume uni, le chef de l'Etat [le monarque] doit appartenir à cette religion; il (elle) ne peut pas épouser un(e) catholique. Le chef de l'Etat est également le «chef» de l'Eglise anglicane; il (elle) a le droit [exercé par l'intermédiaire du Premier ministre] de nommer les principaux responsables de l'Eglise anglicane. Les 26 évêques les plus importants de l'Eglise anglicane disposent chacun d'un siège et d'une voix au Parlement en tant que «Lords spirituels» représentant l'épiscopat à la Chambre des lords.

Ceux qui défendent l'Eglise «officielle» prétendent qu'elle est l'un des «trois grands piliers de la société britannique» (les deux autres étant la monarchie et le Parlement). Pour l'ancien évêque de Londres (Mandell Creighton) l'idée d'une religion nationale est fondée sur le principe qu'elle «reconnaît la loi suprême de Dieu. Sans Eglise nationale une telle reconnaissance serait impossible».

Dans le secteur de l'éducation, l'influence de l'Eglise officielle est évidente: l'Eglise anglicane possède 4 774 écoles dans le pays; celles-ci constituent 20% des écoles publiques en Angleterre. Dans le secteur éducatif privé indépendant, 1000 écoles sur un total de 1300 partagent les «valeurs» de l'Eglise anglicane. 18% des élèves du primaire et 5% des élèves du secondaire étudient dans des établissements liés à l'Eglise anglicane. Le gouvernement considère ces écoles comme «le bijou de la couronne publique»

Le Conseil d'administration de l'Eglise anglicane a contribué activement à ce que la prière collective quotidienne devienne une obligation légale dans toutes les écoles publiques. Ce Conseil se préoccupe également de la place de l'éducation religieuse dans les programmes scolaires; cette matière est la seule qui soit obligatoire dans toutes les écoles publiques.

Beaucoup de parents qui n'ont aucune conviction religieuse et ne vont jamais à l'église sont en même temps prêts à placer leurs enfants dans un établissement où la religion joue un rôle dans l'éducation quotidienne de leurs enfants.

On peut certes affirmer que la religion, pour la plupart des individus, est en grande partie synonyme d'une acceptation des structures formelles de l'impératif religieux. Mais il ne faut pas sous-estimer non plus l'importance de sa dimension symbolique. L'acceptation de la notion d'une vie après la mort qui résoudra la question de l'injustice sociale est toujours une puissante motivation pour l'action des individus.

En termes statistiques, il est évident que l'influence globale du christianisme décline en Grande-Bretagne. A la fin des années 1990, on a pu établir que 1 045 000 personnes fréquentaient l'église le dimanche, soit 36 000 de moins qu'en 1994, point culminant d'une tendance qui se manifeste depuis le milieu des années 70. Les statistiques des baptêmes, des confirmations, des listes d'électeurs qui votent pour le choix des chapelains, etc., montrent une évolution négative identique.

Non seulement l'Eglise anglicane décline en termes de nombre de fidèles et sur le plan financier, mais aussi en ce qui concerne sa prétention à défendre les «valeurs morales de la nation».

En 2000, l'Eglise a dépensé 23,5 millions de livres pour ses 114 évêques; l'évêque le mieux loti lui a coûté 138 713 livres (environ 200 000 euros), alors que l'un d'eux avait dépensé 12 000 livres (18 000 euros) en «frais de réception». Toutes ces sommes sont exemptées d'impôts (...). De plus, il faut rappeler que [dans les années 60] l'Eglise anglicane était encore l'un des plus gros propriétaires de taudis en Grande-Bretagne, et qu'elle imposait des loyers élevés pour des logements en très mauvais état.

(...) Comme l'Eglise anglicane, l'Eglise catholique en Grande-Bretagne doit faire face à un déclin régulier du nombre de personnes assistant à la messe et de candidats à la prêtrise. Le tout dans un climat marqué par des critiques croissantes contre la façon dont l'Eglise catholique a géré la question des abus sexuels contre des enfants. Entre 1995 et 1999, 21 prêtres catholiques ont été condamnés pour pédophilie en Angleterre et au Pays de Galles.

Des études récentes ont montré que l'Eglise anglicane perd près d'un million de membres tous les cinq ans car le nombre de fidèles qui meurent n'est pas remplacé par un nombre équivalent ou supérieur de baptisés. (...)

### **Collectif Revolutions Per Minute**

Arash Sorx

# Religions et expansion du SIDA

**L'ombre du SIDA plane sur le monde entier comme un monstre mortel. Le virus du VIH sévit depuis moins d'un quart de siècle et son ombre léthale exerce sa pression sur chacun de nous. Plus de 40 millions de personnes vivent avec le VIH, soit davantage que la population de l'Espagne. Plus de 25 millions de personnes sont mortes du SIDA soit plus d'un million de personnes chaque année. Mais le SIDA est-il un phénomène entièrement «naturel»? Est-ce seulement une maladie que l'humanité ne peut pas soigner?**

Cet article n'a pas l'intention d'aborder tous les aspects de ce problème. L'affirmation selon laquelle il serait «naturel» qu'une maladie tue autant d'êtres humains fait partie des nombreux mensonges et tromperies du monde capitaliste. Des exemples innombrables montrent comment les détenteurs du profit et du capital jouent un rôle direct dans ces massacres «naturels»: ce sont eux les vrais coupables et non la nature!

Je ne vais traiter ici qu'un aspect de ce problème: le rôle de la religion et de certaines «morales» dans l'expansion du SIDA.

Deux siècles après la Révolution française et les Lumières, non seulement la religion continue à s'immiscer dans la vie des personnes, mais elle prétend également la contrôler. Chaque jour, dans le monde entier, des dizaines de milliers de gens naissent et sont soumis à la religion, à des morales qui en sont dérivées, et ils sont élevés et éduqués selon leurs principes. Dans les pays accablés par l'Islam, cette histoire est encore plus triste. De nombreuses filles doivent porter le voile islamique (le hijab) dès l'enfance et l'infâme morale islamique régit parfois leur existence.

Un de ces principes «moraux» les plus importants est l'hostilité envers la sexualité et les relations sexuelles. Je ne vais pas aborder cette question en détail, mais beaucoup d'êtres humains, partout dans le monde, partagent cette croyance superstitieuse selon laquelle «faire l'amour avant le mariage» serait inacceptable et, plus généralement, elles ont une vision négative des relations sexuelles. A elle seule cette idée morale religieuse est criminelle.

Mais quand on aborde la question du SIDA, la religion (et les différentes morales religieuses) jouent un rôle direct et mortel pour les hommes et les femmes. Comme vous le savez, on attrape le plus souvent le VIH en ayant des relations sexuelles. Par conséquent un des moyens de prévention les plus efficaces est le préservatif.

Aujourd'hui on sait, dans le monde entier, que l'éducation sexuelle, l'information sur l'utilisation du préservatif et la large diffusion de ce moyen contraceptif peuvent contribuer à prévenir la contamination. Toutes les conférences, tous les tracts et les articles sur le SIDA prônent l'usage du préservatif. Mais la religion s'oppose à ces mesures. Le problème est simple. La sexualité et les relations sexuelles, dont Marx disait qu'elles étaient les relations les plus normales entre les êtres humains, sont taboues pour la religion au point qu'il est même difficile d'évoquer ces sujets. Parler de son corps, de celui du sexe opposé, ou des relations sexuelles, est un péché grave dans la culture et la morale religieuses. Quiconque a eu le malheur de vivre sous le joug d'un régime religieux, comme c'est notre cas, comprend aisément ce que je viens de dire.

Par conséquent, les connaissances en matière de sexualité sont très faibles dans les sociétés dominées par la religion. Parfois, le simple fait de prononcer le mot «préservatif» (du moins avant le mariage) est un péché. La religion transforme le sexe et la sexualité en des tabous, ce qui empêche l'éducation sexuelle et la diffusion massive de préservatifs. Ces obstacles renforcés par la religion ouvrent la voie au SIDA et aux autres maladies sexuellement transmissibles. Plus une société fait du sexe un tabou, plus elle est vulnérable face au SIDA. (Je crois que cette constatation a été faite dans les déclarations et les résolutions des conférences contre le SIDA). L'absence ou l'insuffisance d'informations sur les relations sexuelles et la sexualité et le manque de préservatifs disponibles facilitent les «conduites à risques» et permettent au monstre du SIDA de se reproduire.

Croire que l'abstinence permet d'éviter la sexualité est absurde. La sexualité est une relation absolument naturelle entre les êtres humains et vous ne pouvez pas éliminer l'épidémie du SIDA en évitant d'avoir des rapports sexuels. C'est comme si l'on voulait résoudre le fléau de la pollution en ne respirant plus !

Mais la religion défend cette conception ridicule et accuse les «personnes licencieuses» d'être responsables de l'expansion du SIDA. Beaucoup de gens pensent que la religion et les institutions religieuses contribuent à la propagation du SIDA. Chacun sait que le pape est opposé à l'utilisation de préservatifs; dans la République islamique d'Iran également, les préservatifs manquent cruellement tout comme l'éducation sexuelle. Certaines personnes n'ont aucune information au sujet de ce problème avant de se marier.

Nous pouvons citer des exemples plus spécifiques aussi. En ce moment, les activités du Conseil malaisien de lutte contre le SIDA ont été interdites dans les Etats de Terengganu et Kelantan dirigés par le Parti islamique de Malaisie et ces deux provinces sont menacées par la progression du SIDA.

Et dans le monde, des millions de familles, sous l'influence des lois religieuses, se refusent à informer leurs enfants et les empêchent d'assister aux cours d'éducation sexuelle, y compris au cœur de l'Europe.

L'attitude négative de la religion envers les relations sexuelles montre son côté le plus sombre face aux victimes de SIDA. Les séropositifs sont isolés et ostracisés à cause de très anciennes morales religieuses et à cause du manque d'informations. Ils souffrent du stigmate d'«avoir le virus». Cela est particulièrement vrai lorsque les gens pensent que le SIDA est une maladie qui frappe principalement les homosexuels : dans ce cas, la foi augmente encore la stigmatisation, étant donné l'hostilité de la plupart des religions vis-à-vis de l'homosexualité.

Le fait qu'un être humain doive vivre avec un virus pour le reste de sa vie et qu'une morale ose affirmer qu'il le « mérite » fait partie des amères réalités de notre monde. La vie des séropositifs dans les sociétés religieuses, dans des familles très croyantes, ou dans des familles obéissant à une morale religieuse est une tragédie. Des milliers de témoignages ont été recueillis sur cette question. Des milliers d'êtres humains souffrent non seulement du virus du SIDA mais aussi d'un autre virus : la religion avec ses chaînes infâmes.

Toutes les conférences internationales exigent, parmi d'autres revendications, que les Etats augmentent les moyens investis dans l'éducation sexuelle, qu'ils décriminalisent la séropositivité et aident les victimes du SIDA. Nous devons forcer la République islamique et tous les autres gouvernements réactionnaires dans le monde à accepter ces revendications qui devraient faire partie des principes élémentaires des droits humains.

Mais ceux qui militent contre le SIDA sont souvent handicapés par la timidité de leurs critiques contre la religion. Ils se contentent de dénoncer le «fondamentalisme religieux», mais ce n'est pas suffisant. Certes, chaque militant contre le SIDA ne peut passer son temps à dénoncer toutes les religions, mais il devrait au moins montrer les liens entre la morale, les croyances que prônent les religions, et leur nature profonde (et non, comme c'est souvent le cas, se borner à critiquer les mauvaises «interprétations des religions»). Il faudrait également dénoncer leurs différents aspects négatifs, particulièrement sur la famille.

Nous devons exiger que la société se charge de soigner les victimes du SIDA, se préoccupe de leur bien-être, et qu'elles ne soient en aucun cas stigmatisées ou marginalisées. Nous devons dénoncer les responsables religieux et les idées religieuses qui exigent des mesures de ségrégation contre les victimes du SIDA.

La religion et les morales religieuses ne doivent plus s'immiscer dans la vie des individus. Les relations sexuelles des êtres humains n'ont nul besoin d'un Dieu meurtrier et de toutes ces religions qui prétendent contrôler la sexualité. Il faut dénoncer sans relâche le rôle néfaste de ces morales et de ces croyances.

**Arash Sorx**

Extrait du *WPI Briefing*, publication du Parti communiste-ouvrier d'Iran (11 décembre 2006)



# Bouddhisme japonais et «guerres compassionnelles»

L'histoire du bouddhisme est riche en conflits sanglants entre les différentes sectes bouddhistes, conflits qui n'ont rien à envier aux massacres des guerres de religion. Nous y reviendrons peut-être dans un prochain numéro. Pour l'heure nous nous intéresserons aux données fournies par l'historien Jean-Louis Margolin dans son livre *L'armée de l'empereur. Violences et crimes du Japon en guerre 1937-1945* publié en 2007 chez Armand Colin. Les passages soulignés l'ont été par nos soins.

Dans un long paragraphe intitulé « Les Eglises au secours du sabre » il commence à rappeler que les « diverses Eglises présentes au Japon » n'ont guère « joué les contrepoids face à une propagande incitant à la haine et au meurtre ». Selon J.L. Margolin, le shintoïsme d'Etat – qu'il ne faut pas confondre avec le « shinto traditionnel empreint de chamanisme » – se chargea du « culte impérial et de la vénération des âmes des guerriers ». Mais sa participation ne s'arrêta pas là puisque des « sanctuaires kokka shinto suivirent les armées japonaises dans leur marche ». On voit que les bouddhistes asiatiques utilisèrent les mêmes méthodes de colonisation que les chrétiens européens en Afrique ou en Amérique. Se servir de leurs conquêtes territoriales pour diffuser leurs croyances religieuses par la force.

« Mais quid du bouddhisme, écrit Jean-Luis Margolin, en théorie plus attaché que toute autre religion à la non-violence, et en lequel se reconnaissaient peu ou prou la grande majorité des Japonais et de leurs dirigeants? Il eut aussi ses quelques esprits libres, mais toutes ses obédiences, et l'immense majorité de ses religieux comme de ses penseurs laïcs capitulèrent devant le kokutai, quand ils ne s'en firent pas les défenseurs zélés et imaginatifs. Commençons par ceux qui simplement firent révérence aux puissants du jour. L'ouvrage *Le Bouddhisme protecteur de la nation*, publié en janvier 1938 et signé par les plus hautes autorités du bouddhisme nippon, proclame ainsi : “ Tout ce que fait le bouddhisme japonais est fondé sur les ordres de l'Empereur. C'est ce qui le distingue du bouddhisme des pays étrangers (...). Vénérer les Trois Trésors veut dire vénérer les ordres de l'Empereur veut dire vénérer les ordres de l'Empereur sans se poser de question. ”

« Mais les raisonnements vont fréquemment jusqu'à justifier au plan théologique les pires violences, et en particulier celles liées à l'invasion de la Chine à partir de juillet 1937. Ainsi l'organisation panbouddhique Myova kai déclarait, cinq jours après le début des hostilités : “ Pleins de vénération pour la politique impériale de l'Orient, les sujets du Japon impérial ont la mission humanitaire de prendre en charge le destin d'un milliard de gens de couleur (...). Nous sommes préparés à œuvrer pour la mobilisation spirituelle de la population ”.

« Le 28 juillet, cette position est précisée : “ Désireux d'établir la paix éternelle en Asie de l'Est, nous donnons libre cours à la grande bienveillance et à la compassion du bouddhisme, qui agit parfois avec indulgence et parfois avec vigueur. Nous n'avons pas d'autre choix que d'exercer l'énergie bienveillante consistant à ‘tuer une personne afin que beaucoup puissent vivre’. (...) Lorsqu'une guerre est en accord avec ses valeurs, le bouddhisme ne se contente pas de l'approuver, il lui apporte un soutien qui va jusqu'à l'enthousiasme. ”

Encore un pas au-delà, l'ouvrage de 1927, *La Conception bouddhique de la guerre*, signé de deux érudits zen (école soto), introduit un concept original : “ Quand la situation est telle que l'humanité se trouve dans l'impossibilité d'arrêter les guerres, il n'y a pas d'autre choix que de mener des guerres compassionnelles, qui donnent vie à soi-même et à l'ennemi. C'est par la guerre compassionnelle que les nations peuvent s'améliorer et que la guerre parvient à s'éliminer elle-même. ”

« Il est plus étonnant encore que, quelques mois après les décapitations à la chaîne de prisonniers chinois qui marquèrent la prise de Nankin, l'érudit D.T. Suzuki (1870-1966) ait pu publier en anglais un ouvrage souvent réédité et acclamé en Occident, *Zen Buddhism and Its Influence on Japanese culture*, dans lequel il ne craignait pas d'affirmer : “ Le sabre a donc une double fonction à remplir : détruire tout ce qui peut s'opposer à la volonté de son propriétaire, et sacrifier toutes les pulsions qui peuvent jaillir de l'instinct de conservation. La première s'apparente au patriotisme, ou parfois au militarisme, tandis que la seconde a une connotation religieuse de loyauté et d'abnégation (...). Le

sabre en vient à être identifié avec l'anéantissement de tout ce qui fait entrave à la paix, à la justice, au progrès et à l'humanité. »

« La casuistique atteint ensuite des sommets, dans le but de débarrasser le meurtrier de tout sentiment de culpabilité : “ (...) Dans le cas de l'homme qui lève le sabre par obligation (...) ce n'est pas lui qui tue mais le sabre lui-même. Il n'avait aucun désir de faire du mal à qui que ce soit, mais l'ennemi se présente et se transforme de lui-même en victime. C'est comme si le sabre accomplissait automatiquement sa fonction de justice, qui est une fonction de miséricorde (...). Lorsqu'on attend du sabre qu'il remplisse ce rôle dans la vie, il cesse d'être une arme défensive, ou un instrument de meurtre, et l'escrimeur devient un artiste du plus haut niveau, engagé dans la création d'une œuvre parfaitement originale. »

« L'influence délétère de D.T. Suzuki ne s'arrêta pas avec la défaite. On peut lire “ en creux ” l'efficacité de son lobbying en faveur des thèses révisionnistes sur la guerre dans les prises de position d'un des juges du tribunal de Tokyo, le représentant des Pays-Bas, Röling.»

Selon Jean-Louis Margolin, B.V.A. Röling, « juriste renommé qui devint plus tard un dirigeant socialiste néerlandais » écrivit en 1993 un livre d'entretiens qui reprenait « à son compte les principales thèses révisionnistes nippones : responsabilité principale des Etats-Unis dans le déclenchement des hostilités, pureté des intentions libératrices du Japon en Asie, absence de toute intention criminelle chez les dirigeants japonais ».

Et après cela, des « spécialistes » viendront tranquillement dans les médias nous vanter les vertus pacificatrices du bouddhisme...

Y.C.

**L'islam  
politique  
en  
Palestine  
et au Liban**

Rema Hammami (1991)

# Les femmes, le hijab et l'Intifada

Si ce texte n'est pas récent, il conserve néanmoins tout son intérêt: il démontre en effet en quoi le port du hijab est bien une question politique et la campagne menée par le Hamas et d'autres groupes réactionnaires pour tenter de l'imposer à toutes les femmes palestiniennes. (Introduction du site [libertefemmespalestine](#) d'où ce texte est extrait, ainsi que les deux suivants.)

Bon nombre de rapports laissent supposer que l'Intifada a permis aux Palestiniennes de faire des avancées significatives aussi bien dans leur libération sociale que politique. Si l'on peut créditer ce mouvement de quelques développements positifs, il reste qu'il a été aussi le cadre d'une campagne vicieuse à Gaza visant à imposer le port du hijab (foulard) à toutes les femmes. La campagne était faite de menaces et du recours à la violence et s'est transformée en une offensive sociale totale. La complicité sociale, l'inaction politique, la pression familiale conjuguées à une transformation idéologique ont donné naissance à une situation où seules quelques femmes engagées (de Gaza) ont continué à ne pas porter le foulard, un an après l'Intifada. Ces femmes étaient des militantes des trois factions de gauche et, bien qu'agissant individuellement, elles affirmaient, dans le cadre de l'Intifada, le lien fondamental entre la libération de la femme et la possibilité d'un avenir progressiste et démocratique.

Dès lors, il s'agissait moins d'une lutte contre le hijab que de la direction que prendrait le mouvement. Bien que luttant quotidiennement pour conserver leur droit de choisir et leur droit à un meilleur avenir, elles furent peu soutenues, que ce soit par les hommes progressistes ou par la Unified National Leadership of the Uprising (UNLU) (Direction nationale unifiée du soulèvement), qui a attendu un an et demi pour aborder la campagne du hijab.

## **Le hijab à Gaza**

Le hijab, tant dans ses formes que son utilisation, ou sa non-utilisation, par les femmes des différentes classes sociales et groupes, variait beaucoup avant l'Intifada, à Gaza comme ailleurs au Moyen-Orient. Les différentes formes du hijab étaient l'expression de la classe, de l'origine régionale, de la religion ou de l'âge. Ces formes et significations n'étaient pas strictes et c'est à partir de 1948 que l'on a noté l'appropriation, la transformation et la réinvention continues des différentes traditions d'habillement et de coiffure.

Si les transformations des classes, vers la fin des années 50, ont amené beaucoup de femmes à abandonner le hijab, d'autres le portent encore sous des formes différentes.

La robe et le foulard des vieilles femmes des camps de Gaza traduisent à la fois leurs origines paysannes et leur statut actuel de femmes des camps plutôt que leur féminité. Dans leur vie de tous les jours, les femmes des camps, qu'elles soient du Nord ou du Sud, portent une jupe noire en coton (*da'ir*) et un *shal* blanc ou noir (*shasha*). Elles ont adopté cette tenue après 1967 au moment où on ne trouvait plus de tissu pour confectionner la robe traditionnelle palestinienne du sud. Bon nombre de ces femmes sont contre l'imposition par la force du hijab mais ne considèrent pas leur propre robe comme opprimante. Leur génération n'a pas eu accès aux structures socio-économiques qui entraînaient le port de la «robe moderne»; la culture des femmes âgées des camps reste leur référence. Leur robe a échappé à la récente idéologisation d'envergure du hijab pour n'être qu'une simple affirmation de leur appartenance à la communauté.

A la fin des années 70, de nouveaux mouvements islamiques, notamment le mouvement al-Mujama'al-Islamic (un groupe islamique dont les membres se considèrent héritiers du mouvement originel des Frères Musulmans, et connus aujourd'hui sous l'appellation de Mouvement de Résistance Islamique ou Hamas) a cherché à imposer ou, comme ils le perçoivent, à «restaurer» le hijab auprès

des femmes de Gaza qui ne portaient aucune forme de foulard. Ces femmes étaient essentiellement éduquées, citadines et du milieu petit-bourgeois. Le Muyama a conféré au hijab de nouvelles significations de piété et d'appartenance politique. Les femmes affiliées au mouvement se mirent à porter de longs pardessus cousus, de couleur unique appelés robe shari'a qui n'ont pas de pendants réels dans l'habillement palestinien indigène. Cette tenue censée traduire un retour à une tradition islamique plus authentique est en fait une «tradition inventée», tant dans sa propre forme que dans sa signification (1). Le hijab est fondamentalement ici un instrument d'oppression, un moyen direct de contrôler le corps de la femme à des fins politiques. La forme elle-même est directement liée à une idéologie réactionnaire sur le rôle des femmes au sein de la société et à un mouvement qui s'emploie à mettre en application cette idéologie.

### **Inventer la tradition**

Bien que la robe shari'a ait été répandue à Gaza dans les années 80, la pression quant à son port était localisée – spécifiquement – par exemple au lieu de travail, au sein des familles religieuses ou auprès des étudiants du campus de l'université islamique. La robe shari'a et l'idéologisation du hijab ont entraîné une nouvelle prise de conscience des différences dans l'habillement des femmes, mais elles avaient l'espace pour ne porter aucune forme de hijab. Ce n'est que lors de l'Intifada que cette pression sociale s'est transformée en une campagne active visant à imposer le hijab aux femmes. Dès décembre 1988, un an après l'éruption de l'Intifada, il était presque impossible aux femmes de se déplacer dans Gaza sans porter une quelconque forme de foulard.

Bien que les habitants de Gaza soient connus pour leur intégrisme conservateur, leur histoire religieuse n'est en rien différente de celle du reste de la Palestine. Les lieux saints locaux et fêtes religieuses populaires constituent les formes centrales de la pratique religieuse, aussi bien pour les habitants de Gaza que pour les réfugiés au cours des années 50 (2). Le soutien que connaît le Mujama' provient des récents soulèvements sociaux, pendant l'occupation israélienne.

L'émergence, dans les années 70 et 80, du Mujama' en tant que force politique a été activement encouragée par les autorités d'occupation, mais ce fait n'explique pas en totalité sa croissance (3). Le mouvement, à sa naissance, offrait un modèle de société et un comportement social liés aux problèmes de la majorité des démunis de Gaza. Les migrations quotidiennes vers Israël de plus de la moitié de la main-d'œuvre ont eu de profonds effets sur la société de Gaza (4). La consommation de drogue et l'alcoolisme étaient perçus comme des problèmes majeurs liés aux expériences des travailleurs de Gaza en Israël. Des éléments de gauche avaient essayé au début, quelquefois par la force, d'arrêter ce flux de travailleurs vers Israël; une tentative qui n'a débouché que sur l'amertume, aucune solution de rechange ne leur ayant été offerte. Le Mujama' proposa une solution pratique – le retour à un code moral tel qu'il est formulé dans leur interprétation de l'Islam. Ils en ont appelé à une expérience culturelle commune et, de manière sélective, ont utilisé les valeurs et significations tirées de la vie de tous les jours des habitants de Gaza. La proposition a eu beaucoup d'adeptes, y compris parmi ceux qui n'auraient jamais adhéré au mouvement. Ceux qui l'avaient rejoint étaient séduits par la possibilité de participer à une communauté politique dont le but avancé était de s'opposer à l'occupant tout en n'exposant pas (jusqu'à une date récente) ses membres au danger – comme c'était le cas avec les factions nationalistes. En définitive, le Mujama' opérait dans un contexte sans grande diversité religieuse où les partisans de la laïcité étaient une force récente et faible.

Personne ne sait exactement combien de partisans comptait le Mujama' à Gaza. Les partisans de la laïcité maintiennent que si l'on devait compter individuellement les membres, les gens seraient choqués par le faible nombre. Ce qui est par contre évident, c'est l'ampleur de la domination culturelle du Mujama' sur Gaza. Une domination faite de consentement et de coercition. Son pouvoir n'a pas atteint l'hégémonie totale: jusqu'ici il n'a réussi qu'à placer la culture laïque sur la défensive sans en recueillir la légitimité politique. Comme l'a affirmé un habitant de Gaza: «Leurs principales activités à Gaza consistent à éloigner les manifestants des mosquées et s'assurer que les femmes couvrent leur tête.»

A l'origine, l'absence de soutien politique généralisé pour le Mujama' était dû à son passé peu glorieux dans la lutte contre l'occupation. Bien que la presse étrangère ait été truffée d'affirmations simplistes sur le «caractère islamique» de l'Intifada à Gaza, ce sont les groupes nationalistes (parmi lesquels le Jihad islamique) qui étaient au premier plan de la mobilisation de la population au cours des premiers mois du soulèvement. Le Mujama' a surgi durant le printemps 1988 comme le Hamas et est descendu dans l'arène selon ses propres conditions (5).

Il décréta ses propres jours de grève, différents de ceux de la Direction unifiée, publia un manifeste et ne tarda pas à demander aux femmes de porter le hijab. Les graffitis sortaient de partout dans la Bande de Gaza avec des déclarations du genre: «Fille d'Islam, conforme-toi à la tenue de la Shari'a !» En mai 1988, les jeunes religieux firent irruption dans les salles de classe et demandèrent aux écolières de porter le hijab.

Septembre 1988 marqua le premier effort visant à prendre en charge la pression de plus en plus répandue pour que les femmes portent le foulard. Un groupe de jeunes attaquèrent des filles à l'école Ahmad Shawqi de la ville de Gaza pour n'avoir pas couvert leur tête. Un autre groupe dénommé Shabab (composé de jeunes activistes) prit et interrogea les agresseurs et conclut qu'il s'agissait d'éléments lumpen utilisés par les autorités militaires pour faire de la provocation. Au plan local, des efforts ont été faits pour venir à bout de l'incident et un groupe nationaliste publia un *bayan* (manifeste) qui décrivait l'incident et mettait en garde les populations contre les tentatives d'Israël de semer la discorde. Hamas publia également un *bayan* local se dissociant des agresseurs. Mais ni les tracts ni l'incident ne firent l'objet d'une grande diffusion.

C'est à ce moment que les femmes militantes de Gaza se rendirent compte de la nécessité de lancer une action nationale pour renverser, au plan local, l'acceptation inconsciente de la «hijabisation» en tant que volet de l'Intifada. «Cela (le hijab) n'est pas un problème pour moi, a dit une femme du village d'Abassan. Dans ma communauté, il est normal d'en porter. Le problème c'est lorsque les petits garçons, y compris mon fils, pensent qu'ils ont le droit de me dire de le porter.»

### **Redéfinition**

La dynamique de la campagne du hijab est difficile à décrire en raison des forces multiples qui opéraient en même temps (bien que ne travaillant pas nécessairement ensemble) pour demander aux femmes de porter le foulard. A Gaza, ce sont les jeunes religieux qui ont donné d'abord le ton avec des graffiti, des irruptions dans les écoles de filles et des discours. Ensuite sont intervenus les jeunes garçons (entre 8 et 12 ans) encouragés par l'Intifada. Les femmes ne portant pas de foulard constituaient des cibles toutes désignées, en l'absence de militaires à qui jeter les pierres. Les *shabab* non affiliés politiquement et qui se sentaient exclus trouvèrent dans le harcèlement de ces femmes un moyen sûr d'exprimer leur sentiment nationaliste. Dans le même temps, les militaires opéraient des descentes dans les maisons et agressaient les femmes; les familles étaient inquiètes pour leurs filles et les maris pour leurs femmes.

Le plus problématique, pour bon nombre des femmes de Gaza, c'était que cette pression sociale s'accompagnait d'une tentative de «nationaliser» le hijab. Les arguments qui, à l'origine, lui conféraient une signification religieuse étaient – à peu de choses près – balayés par sa nouvelle signification de l'Intifada. Le hijab était présenté (et, dans une certaine mesure, perçu) comme un signe d'engagement politique des femmes pour l'Intifada. La redéfinition la plus saillante faisait du port du foulard une marque de respect pour les martyrs. En suivant cette logique, les femmes à la «tête nue» étaient considérées prétentieuses et frivoles et, au pire, anti-nationalistes. Un autre argument nationaliste faisait du foulard une forme de lutte culturelle, une affirmation du patrimoine national. Des arguments fondés sur la peur immédiate étaient brandis en raison du succès relatif des redéfinitions nationalistes – le hijab protège les femmes contre les militaires.

La réalité est quelque peu différente. Il est possible qu'avant l'Intifada, les militaires aient été plus prudents dans leurs agressions contre les femmes, mais les statistiques faisant état des victimes indiquent qu'ils ne tenaient pas compte de l'âge ou du sexe et certainement pas du foulard. Néanmoins, le dernier argument est devenu une prédiction autoréalisatrice; la poignée de femmes qui se sont opposées au port du hijab se présentent aujourd'hui comme des militantes politiques et constituent, de manière visible tout au moins, plus qu'une cible pour les militaires.

Le fait pour les militaires de s'attaquer et de tuer les femmes indépendamment de leur tenue a conduit à l'argument selon lequel porter un foulard permettra de ne plus considérer l'incident comme une honte pour la famille. Les crimes politiques contre les femmes ont donc été transformés en crimes sexuels.

Le dernier argument brandi a été le plus honnête – porter un hijab protégera les femmes des attaques des jeunes religieux. Il devenait dès lors évident que ce «hijab de l'Intifada» ne concernait pas la pudeur, le respect, le nationalisme ou encore les impératifs de l'activisme mais plutôt le pouvoir des groupes religieux de s'imposer en attaquant la laïcité et le nationalisme dans ce qu'ils ont de plus vulnérable: les questions de la libération des femmes. Beaucoup de femmes considèrent décembre 1988 comme un tournant dans la campagne du hijab. Pour les femmes, ne pas porter le foulard

devenait dès lors une question d'engagement total. Marcher dans la rue revenait à affronter un groupe de garçons criant «*tahajjabi*» («Voile-toi !»), suivi souvent d'une pluie de pierres.

Une femme du camp de Shati raconte: «*J'étais toujours harcelée quand je sortais sans foulard. Je me suis battue une fois avec des garçons du quartier (bourgeois) de Rimal (dans la ville de Gaza) qui me demandaient de le porter et qui disaient que je n'étais pas pudique. A mon tour, je les ai traités de poltrons qui passaient leur temps à parler de pudeur aux femmes mais qui ne jetaient jamais la moindre pierre à un militaire et n'approchaient jamais non plus une manifestation. Je leur ai dit que les femmes de Rimali qui portaient le hijab étaient beaucoup moins pudiques que moi – avec leurs robes longues en soie colorées et le visage maquillé. Ils m'ont répondu: «Mets un kilo de maquillage mais porte un mandil (foulard).»*

Dès l'été 1989, un certain nombre de femmes qui s'étaient activement opposées au port du foulard commencèrent à en mettre dans certains contextes, par peur. Avec d'autres femmes qui refusaient également de porter le hijab, elles comprirent que la campagne concernait le type d'avenir politique et social que visait l'Intifada. «Les petits faits peuvent avoir de grandes conséquences à l'avenir», fit remarquer une femme du quartier de Nasr de la ville de Gaza. «Je ne porte pas de hijab parce que je ne veux pas vivre dans un Etat islamique.»

Une action fut entreprise sur le plan politique national en août 1989, après qu'une série d'incidents placèrent le problème au premier plan. Il y avait d'abord des indications que la campagne commençait à gagner la Cisjordanie. Pour la première fois, des œufs et des injures furent lancés aux femmes sans foulard à certains endroits de la vieille ville de Jérusalem et à Hébron. Cet incident fut aggravé par un autre qui fait désormais partie de l'histoire nationale des femmes de Gaza.

Deux femmes activistes portant des foulards marchaient dans un des principaux marchés de la ville de Gaza. Un groupe de Shabab qui les avait reconnues leur dit sur un ton menaçant que le foulard ne couvrait pas complètement la tête. (Les femmes en question étaient connues pour s'être activement opposées au port du foulard jusqu'à une date récente.) L'une d'elles rétorqua d'un air de défi qu'elle se protégerait s'ils essayaient de faire quoi que ce soit. Les hommes s'énervèrent et elle commença à ouvrir la fermeture Eclair de son sac, prétendant qu'elle était armée d'un couteau. C'est alors que les hommes crièrent à la foule que les femmes étaient des collaborateurs et qu'elles avaient un magnétophone dans le sac. La foule se mit à les poursuivre et les mena dans une boutique où le sac fut fouillé pour ne trouver aucun magnétophone. Les hommes et la foule se dispersèrent. Les deux femmes, à l'aide du téléphone de la boutique, appelèrent le Shabab de leur comité local qui localisa un des trois hommes qui avaient menacé les femmes. Celui-ci fut interrogé et ses complices retrouvés. Ils furent «jugés» par un comité populaire et condamnés à présenter des excuses plus une amende de 3.000 JD (4 500 \$) à payer aux femmes et à leurs familles.

#### **Le hijab et la Direction unifiée**

Le *bayan* (n° 43) suivant de la Direction unifiée se prononça finalement sur la question des femmes et le hijab: «*Oublions le passé. Toute dispute sert l'ennemi et ses collaborateurs. L'UNLU condamne les agressions des Palestiniennes à Jérusalem, Hébron et Gaza, par les groupes radicaux.*» L'UNLU élaborait également une déclaration plus détaillée en annexe au *bayan* n° 43 à Gaza:

«Dans la présente annexe nous voudrions soulever la question qui a été au centre de bien des débats passionnés... Les questions portant sur les femmes et leur rôle. La femme, dans notre entendement, outre le fait d'être mère, fille, sœur ou épouse, est un être humain efficace et une citoyenne à part entière avec tous les droits et devoirs.

«Nous voudrions préciser les points suivants:

«1) Nous sommes contre la futilité excessive dans l'habillement et l'application de produits cosmétiques en ces temps. Ceci est valable autant pour les femmes que les hommes.

«2) Nous estimons que toute querelle en dehors de l'occupation et de ses différentes fonctions devrait trouver une solution de manière démocratique par des suggestions dans le cadre d'une discussion constructive normale ou de conseils.

«3) Nous devrions faire grand cas du rôle joué par les femmes dans notre société en ces temps concernant la réalisation de nos objectifs nationaux et l'opposition à l'occupation. Elles ne devraient pas être punies sans raison.

«4) Le phénomène qui consiste à harceler les femmes est en contradiction aussi bien avec les normes et traditions de nos sociétés qu'avec nos attitudes admises envers les femmes, tout en discréditant le patriotisme et l'humanité de chaque citoyenne.

«5) Nul n'a le droit d'aborder les femmes ou les filles dans la rue en se fondant sur leur habillement ou sur le fait qu'elles ne portent pas de foulard.

«6) La Direction nationale unifiée fera la chasse à ces voyous et mettra fin à ces actions immatures et peu patriotiques, surtout lorsqu'il est avéré que bon nombre de ces voyous s'adonnent régulièrement à des activités suspectes.»

Peu après, les murs de Gaza furent recouverts de graffiti proclamant que «ceux pris en train de jeter des pierres aux femmes seront traités comme collaborateurs» et que «les femmes jouent un grand rôle dans l'Intifada et que nous devons les respecter». Le manifeste n° 43 fut suivi d'une déclaration du Conseil supérieur des femmes, forum regroupant les quatre comités de femmes, qui a également condamné les autorités israéliennes et les collaborateurs pour les attaques dont les femmes font l'objet.

L'incident spécifique de Gaza a influé sur les mécanismes de règlement des conflits aussi bien «traditionnels» que ceux relevant de l'Intifada. En raison de l'absence d'une police ou d'une magistrature indépendantes, la plupart des conflits internes à Gaza ont été résolus par le biais d'une forme de *sulha* (médiation) entre familles par une personnalité politique ou religieuse respectée. Avec la création de comités populaires depuis l'Intifada, l'essentiel de ce travail a été effectué par Shabab. Le recours à la *sulha* dans ce contexte comporte des implications aussi bien positives que négatives pour les femmes. Côté positif, la *sulha*, en tête de la déclaration de l'UNLU, définit les attaques contre les femmes comme un crime aussi bien social que politique. Dans ce sens, elle constituait également une déclaration politique sur les relations sociales (en même temps qu'un moyen de dissuasion financière). Cependant, certaines femmes pensent simplement que la *sulha* entre dans le cadre des conceptions traditionnelles des femmes en faisant intervenir les familles de ces dernières et en traitant le problème comme une question d'honneur et les femmes non comme des individus politiques mais comme une propriété familiale.

La déclaration de la Direction unifiée a eu un impact immédiat. L'atmosphère dans les rues a changé de manière spectaculaire en quelques jours et les femmes sans foulard ne se sentaient plus autant menacées. Peu d'hommes osaient enjoindre à une femme de se couvrir la tête, et ceux qui le faisaient couraient le risque d'être accusés de se considérer supérieurs à la Direction unifiée (6). Les femmes avaient le pouvoir de l'Intifada à leurs côtés.

Bien que la déclaration de l'UNLU ait considérablement contribué à arrêter les attaques verbales et physiques des jeunes gens contre les femmes, elle n'a pas été en mesure d'inverser l'effet global de la campagne. Beaucoup de femmes se sont posé la question de savoir pourquoi la Direction unifiée avait mis si longtemps à prendre une position et pourquoi le Conseil supérieur des femmes n'avait agi qu'une fois publié le *bayan* n° 43. «*Quand le bayan n° 43 est sorti, je n'étais pas contente*, déclare une femme de Beach Camp. *J'étais fâchée parce que c'était trop tard. S'ils l'avaient fait des mois auparavant, nous n'en serions pas là aujourd'hui... Une fois que tu mets le hijab, il est très difficile de l'enlever.*»

En réalité certaines femmes ont pensé que la Direction unifiée soutenait tacitement le hijab, compte tenu du fait qu'elle avait mis si longtemps à réagir. «Je me souviens de certaines femmes du comité qui disaient qu'elles le portaient parce que l'UNLU ne l'avait pas condamné et que par conséquent elle devait être pour», explique une autre femme de Beach Camp.

Pourquoi la Direction unifiée mit-elle si longtemps pour publier une déclaration? Des militants ont déclaré aux femmes de Gaza que l'UNLU percevait la question comme un grand facteur de division ou, pire, comme secondaire. Un certain nombre de militantes défendaient une troisième hypothèse qui, en quelque sorte, motivait leur refus de porter le hijab. Elles pensaient que certains éléments au sein de la Direction unifiée soutenaient effectivement la campagne du hijab et que le Fatah, en particulier, essayait de nouer une alliance avec les groupes religieux (7). Le Fatah, déclarent-elles, a un bilan négatif en ce qui concerne les droits de la femme et c'est la seule faction à n'avoir pas de comité de femmes impliquées dans autre chose que les activités caritatives classiques (8). Le Fatah pouvait à la fois saper le mouvement des femmes de gauche et commencer à établir un pont avec les groupes religieux en soutenant la campagne pour le port du hijab. Les militantes ont donné des preuves concrètes sous forme de graffiti pro-hijab à Gaza signés par le Fatah, parmi lesquels on pouvait lire: «*C'est le devoir de nos femmes que d'observer l'opinion de l'Islam.*»

Cependant, cette dispute n'altère pas le fait que les hommes d'extrême gauche et laïques n'aient pas estimé importante et prioritaire la lutte contre le hijab. Même les considérations sécuritaires entraînant la discrétion absolue et la menace d'emprisonnement ne sauraient justifier la longueur du temps – toute une année – mis à étudier un *bayan* sur le problème. L'incapacité (ou la répugnance) des militants hommes à aborder la campagne du hijab traduit tant la faiblesse de la gauche que celle des programmes féministes de la Cisjordanie et de Gaza. Il se peut également que les hommes n'aient pas



compris les implications à long terme et qui sous-tendent ladite campagne parce qu'ils n'en étaient pas les victimes directes.

Une lecture plus attentive de l'annexe au *bayan* n° 43 permet de comprendre à la fois le temps mis à aborder la question et la répugnance de la gauche et des laïques à régler la question sur le terrain. La priorité absolue du manifeste n'est pas de reculer devant la répression des femmes mais de mettre un terme au risque de désunion causé par les attaques dont elles sont victimes. Qui plus est, au lieu de contenir une autocritique active, les manifestes de l'UNLU et du Conseil supérieur des femmes tiennent l'ennemi – force d'occupation et collaborateurs – pour responsable des attaques contre les femmes. Les seules observations relatives aux normes sociales traditionnelles sont dénuées d'autocritique ou de responsabilité. Pire, les deux déclarations soutiennent que les actes «sont étrangers à notre tradition et à la religion islamique» ou «sont contraires aux normes et traditions de notre société». Finalement, les deux manifestes désignent positivement la religion au sein de la société – soit de manière explicite sous le nom d'Islam, ou de manière plus générale sous celui de valeurs religieuses. Tout cela dénote une position défensive et d'excuse vis-à-vis du mouvement religieux et, de manière plus précise, vis-à-vis du Hamas.

L'ampleur avec laquelle la responsabilité de la campagne du hijab (tout au moins dans ses aspects les plus violents) a été simplement rejetée sur les forces d'occupation et leurs collaborateurs demeure problématique. Bien que le service de renseignement israélien ait une vieille tradition qui consiste à recourir à la «modération» pour manipuler les prisonnières et leurs familles – surtout pour leur arracher des aveux – ni la Direction unifiée ni le Conseil supérieur des femmes n'ont reconnu l'importance avec laquelle les forces nationalistes ont infiltré la campagne du hijab. Le fait que les groupes religieux l'aient promulguée et que les éléments conservateurs de la culture palestinienne se soient opposés à l'indépendance politique des femmes n'a jamais été suffisamment abordé. Le *bayan* n° 43 a été une gifle pour les processus anti-démocratiques et a consigné par écrit le droit des femmes de choisir à un moment critique, mais, son titre, «Appel à l'Unité», explique l'absence d'une réelle autocritique. Maintenir les groupes religieux dans la mêlée et garder le consensus national intact est jugé plus important que de lutter contre le sexisme et les éléments réactionnaires. En fin de compte, non seulement les femmes seront victimes mais aussi la gauche et les forces laïques en souffriront.

### Post-scriptum

Bien que le *bayan* n° 43 ait eu au début un grand impact à Gaza, on assiste, depuis février 1990, à un regain de la «campagne du hijab» avec plus de vigueur qu'avant. A présent que l'imposition du foulard est effective, un nouvel objectif semble avoir été fixé: l'imposition du *jilbab* (robe ou veste longue). Depuis mars 1990, des graffitis à Rafah et Khan Yunis (signés par le Hamas ou le Fatah) ne cessent d'inviter les femmes à porter le jilbab.

Une femme de Khan Yunis a été attaquée (d'aucuns disent poignardée) pour avoir porté une jupe qui lui arrivait aux genoux. Deux militantes de Rafah ont été attaquées de façon manifeste pour la même raison.

Les craintes qu'avaient les femmes au début, quant à l'orientation que prendrait «la campagne du hijab» semblent déjà se confirmer. Un incident survenu en avril en constitue un signe avant-coureur, lorsque les militants du Hamas ont violemment attaqué un comité de femmes à Rafah et ont harcelé ses membres. Les femmes décidèrent de suspendre le projet jusqu'après le ramadan, moment où, elles l'espéraient, les choses se calmeraient. En mars, des militants du Hamas firent des déclarations à partir d'une mosquée de Beit Hanoun selon lesquelles les femmes ne devraient pas être autorisées à sortir sans un homme membre de la famille. Jusqu'ici, la population ignore cet appel.

Un graffiti de la UNLU à Rafah a été l'unique tentative locale visant à régler cette situation: «Qui est-ce qui profite des attaques dirigées contre les militantes?», y lit-on.

### Notes:

1. E. Hobsbawm et T. Ranger (sous la dir. de), *The Invention of Tradition* (Cambridge, Cambridge University Press, 1983).

2. Consulter Tawfiq Canaan, *Mohammedan Saints and Sanctuaries in Palestine* (Jérusalem, 1927) et Shelagh Weir, *Palestinian Costume* (Londres, 1989).

3. Consulter Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Intifada; The Palestinian Uprising-Israel's Third Front* (New York, Simon and Schuster, 1990), pp. 55-7.

4. Sara Roy, *The Gaza Strip Survey* (Jerusalem: The West Bank Database Project, 1986), p. 32.

5. Un enseignant en sciences politiques de l'Université Islamique décrit la mutation des Mujama en Hamas pour illustrer comment les rangs inférieurs du mouvement ont «fait fi de l'encerclement» pour entraîner leur direction dans l'Intifada.

6. Le problème a continué d'exister, bien qu'à un degré moindre, chez les jeunes garçons. En septembre 1989, les comités de femmes et autres partis intéressés ont tenu une conférence interne à Jérusalem au sujet des enfants dans l'Intifada; conférence au cours de laquelle il a essentiellement été question de la manière dont il faut éduquer et rétablir l'autorité sur ce groupe d'âge.

7. Les écrivains ont fait allusion à cette relation au cours des années, mais peu d'entre eux ont été en mesure de fournir des preuves concrètes. La preuve la plus citée en exemple est que le Fatah et les groupes islamiques ont constitué un bloc lors des élections à l'université al-Najah et à l'université d'Hebron en 1981.

8. Consulter Islah Gad, «Des dames de salon aux comités populaires: «Les femmes dans le Soulèvement», *Readings in Contemporary Palestinian Society*, Vol II, (Birzeit University, 1989), Gad écrit: «L'absence de critique sociale dans le mouvement national, surtout de la part du Fatah qui constitue le pilier central, s'ajoute au danger auquel le mouvement des femmes se trouve confronté» (p. 23).

Article publié dans *Middle East Report*, mai-août 1990, N° 164-165, pp. 24-28.

**Manar Hasan**

# **A propos du fondamentalisme dans notre pays**

Le fondamentalisme en Palestine est une ramification du fondamentalisme sunnite du Moyen-Orient, et constitue essentiellement un parti politique qui se nourrit des épreuves réelles endurées par les masses – tout en révélant l’incapacité des autres partis et organisations à faire face à la détresse de ces masses. Les autres partis politiques n’ont pas la prétention de fournir une solution d’ensemble, applicable à toutes les facettes de la vie communautaire et privée; donc le fondamentalisme, qui a une réponse toute faite à toutes ces questions (par exemple dans les domaines de l’éducation, de la vie familiale, de la succession, de l’art, etc.), est perçu par les masses désabusées comme un remède magique à tous les maux de la société. Cette approche séduit tous ceux qui désespèrent de trouver une solution, même partielle, à leurs difficultés.

On peut dire avec certitude que le fondamentalisme remplit actuellement une fonction sociale comparable à celle du fascisme dans les années 30 et 40. Tout comme pour le fascisme, la montée du fondamentalisme a eu pour toile de fond la crise socio-économique associée à une grave crise des espérances, et se caractérise par la xénophobie, et l’hostilité à la culture, au rationalisme et à l’individualisme, tout en se fixant pour objectif la préservation de l’ordre social existant à travers les changements politiques. Le fondamentalisme fait partie intégrante du processus barbare de régression que l’humanité est en train de vivre, et en cela, l’intégrisme islamique est identique aux intégrismes chrétien et juif. La seule solution qu’il propose est un retour aux valeurs médiévales, sans rejeter la technologie moderne. Les fondamentalistes de toutes les religions se considèrent comme «les élus»; ils abhorrent les valeurs d’égalité et de démocratie, tout en affirmant sans ambages l’infériorité des femmes par rapport aux hommes, la supériorité de la tradition (et surtout de la tradition rétrograde) sur la pensée, de la soumission sur la liberté, et de l’appartenance à un groupe – que ce soit la nation islamique, la nation juive ou la communauté chrétienne – sur toute association basée sur le libre choix.

## **Assertions fondamentales du fondamentalisme**

La crise de la société arabe – qui, par nature, est islamique (selon les fondamentalistes) et qui constitue même «une société naturellement islamique» – est née du fait que la société s’est distancée des commandements divins de l’Islam et que ses élites ont été infectées par un *Jahaliyah* d’origine occidentale. On pense généralement que le terme *Jahaliyah* fait référence à la période pré-islamique. En fait, ce terme ne renvoie pas à une période historique spécifique, mais plutôt à un contexte où la société est régie par des lois «faites par l’homme» et non par les lois divines.

La société arabe ne peut être sauvée que par la lutte pour un Etat islamique, dont les peuples arabes seront les éléments de base; un Etat où la *Sharia*, (loi islamique) sera la seule loi, interprétée par l’Ulimah (Ouléma) Suprême, non par un gouvernement laïque.

La démocratie, l’égalité, la libération nationale, le socialisme et le communisme sont les agents de «l’impérialisme culturel» dont l’objectif est de détruire l’Islam, pour faire régner le *Jahaliyah* matérialiste, hédoniste et individualiste.

Tous les mouvements qui adhèrent aux principes ci-dessus (démocratie, etc.) sont les ennemis de l’Islam et donc, également, de la société arabe. Selon les fondamentalistes, la preuve en est que des musulmans comme des membres d’autres communautés collaborent dans ces mouvements. La lutte pour le triomphe de ces valeurs est corrompue et vile et doit être combattue.

Le comble de la corruption occidentale, selon les fondamentalistes, est le féminisme et le mouvement de libération des femmes, qui allient des valeurs égalitaires et démocratiques et les appliquent aux femmes. Les femmes qui sont actives dans ces mouvements sont corrompues et

licencieuses, et sont des renégates dont il est permis de verser le sang. En outre, tout ceci s'applique à toute personne qui les soutient.

Imprégné de ces assertions, le fondamentalisme œuvre à la préservation et au renforcement de la société patriarcale et de ses institutions; et plus spécifiquement de la famille patriarcale, qui constitue l'unité de base de l'ordre social patriarcal «sur la propriété privée». Cette relation transparait clairement dans les revendications démagogiques du fondamentalisme qui, d'une part, prône l'égalité et veut que les gens se satisfont de peu, et d'autre part, prône la charité et veut que les riches assistent les pauvres. En d'autres termes, faire la charité remplacera la nécessité de transformer l'ordre social existant.

### **Historique de la montée du fondamentalisme**

L'oppression israélienne, associée à l'arrogance culturelle et à la tentative d'effacer l'identité nationale palestinienne, est une donnée permanente, aussi bien à l'intérieur des frontières d'Israël de 1948 que dans les territoires occupés en 1967. Il est essentiel de noter que cette oppression s'accompagne également d'une attitude toujours positive vis-à-vis du leadership patriarcal traditionnel et vis-à-vis des valeurs sociales patriarcales; elle permet même aux dirigeants traditionnels d'appliquer à leurs communautés des pratiques traditionnelles, en toute autonomie, tout au moins dans les domaines de la religion et du droit familial.

Une telle pratique contribue à préparer le terrain pour l'assimilation et l'acceptation des idées fondamentalistes par la société palestinienne, dont l'expression de l'identité nationale est étouffée par le système oppresseur.

Cependant, ce n'est là qu'un des éléments du piège qui enserre la société palestinienne dans son étau. Le second élément est le comportement des partis politiques palestiniens qui sont très actifs dans le secteur de la société à l'intérieur des frontières de 1948; ces partis politiques ont mis au point une recette infaillible pour contrecarrer la lutte nationale: ils ont toujours réduit la lutte contre l'expropriation des terres à des manifestations locales. Durant les manifestations du Jour de la Terre (qui commémore les manifestations contre l'expropriation de 1976, au cours desquelles 6 Palestiniens non armés furent tués et beaucoup d'autres blessés par la police), ces partis politiques ont employé des vigiles pour empêcher toute expression nationaliste, telle que les drapeaux agités, etc. Et ils ont transformé ces journées, qui devaient permettre l'expression de la lutte nationale, en kermesses inondées de discours et de Coca-Cola; ils ont ainsi transformé le Jour de la Terre en une cérémonie grandiose appelée «Fête nationale des Arabes israéliens».

Il en est de même pour les dirigeants palestiniens hors des frontières de 1948, pour ce qui est de leur conception du rôle des Palestiniens à l'intérieur de l'Etat israélien. En effet, ils ont confiné ceux-ci aux limites des règles du jeu parlementaire, en leur assignant l'objectif de faire pression, sur le gouvernement israélien de l'intérieur, en évitant même parfois de les appeler Palestiniens. Ces dirigeants craignent la formation d'une perspective sociale dans la lutte nationale, et se raccrochent tous, d'une façon ou d'une autre, aux différentes versions de la doctrine des étapes, qui place la libération nationale avant la libération sociale.

La lutte des paysans dont on a volé les terres, la lutte des travailleurs qui souffrent d'une double oppression, celle des femmes dont l'oppression est triple: nationale, de classe et sexuelle, toutes ces luttes sont remises au lendemain de la libération nationale. La capitulation de ces dirigeants devant la tradition rétrograde, due à leur perception déformée de l'Islam comme strate fondamentale de l'identité nationale palestinienne, fait le jeu des fondamentalistes. Aux masses délaissées, ceux-ci semblent plus dignes de confiance, plus honnêtes, et dotés d'une plus grande vision d'ensemble.

L'influence massive du Hamas n'est en aucune façon un retour à la religion. C'est, entre autres, la réaction des couches les plus opprimées des camps de réfugiés au message social qui est à la base de la position du Hamas. Le rejet de la partition de la Palestine par le Hamas et son affirmation que la lutte doit viser toute la Palestine suscite dans le cœur des réfugiés, un nouvel espoir de pouvoir réaliser leur rêve du retour, retour dans leurs foyers, leurs champs, leurs villages. Ce n'est donc pas en raison, mais en dépit, de leur projet d'une Palestine islamique, que le Hamas a suscité un nouvel espoir dans le cœur de toutes ces personnes qui se sentent abandonnées, et à qui aucune autre organisation n'a pu apporter des espoirs concrets.

Il faudrait rappeler que le Hamas a été effectivement établi par les autorités qui l'ont soutenu et qui lui ont longtemps permis d'agir sans interférences. Jusqu'à l'accroissement des vagues d'attentats meurtriers perpétrés à l'intérieur de l'Etat israélien par les membres du Hamas, le nombre de

prisonniers fondamentalistes dans les camps de détention et les prisons était le plus faible, par rapport à la taille de l'organisation et par rapport aux autres organisations. A l'exception de Sheikh Yasin, aucun dirigeant du Hamas n'avait été emprisonné. Le Mouvement Islamique à l'intérieur des frontières de 1948 jouissait du même traitement, même si les conditions étaient différentes. Ils avaient été autorisés à mettre sur pied une chaîne de télévision câblée pour vulgariser leurs opinions, leurs journaux étaient publiés sans aucune interférence, contrairement à ceux des «Fils du Pays» – Sons of the Country – et d'autres groupes nationalistes dont on ferme les bureaux tous les matins.

### **Fondamentalisme et dégénérescence du soulèvement**

Rétrospectivement, il est évident que, d'un point de vue stratégique, le fondamentalisme a justifié les espoirs que les Israéliens avaient placé en lui, en cultivant le Hamas comme opposition au mouvement de libération nationale. Toutefois, d'un point de vue tactique, le Hamas a effectivement rejoint la lutte contre l'occupation des territoires occupés en 1976, afin surtout de ne pas perdre son influence sur les jeunes, qui tous soutenaient l'objectif de la libération nationale.

Cependant la motivation fondamentale de l'adhésion du Hamas était de donner au Soulèvement – qui, de par sa nature, était un formidable processus démocratique – l'orientation souhaitée à la fois par le fondamentalisme et par les autorités israéliennes. Le meurtre de Juifs pour la seule raison de leur ascendance juive a poussé les groupes de gauche de la société israélienne à s'opposer au mouvement de libération palestinien. Les valeurs dénaturées du fondamentalisme, surtout celles concernant le statut des femmes et la libération des femmes au sein du processus de libération nationale, ont été adoptées par les comités d'action des autres organisations palestiniennes. Ainsi, des dizaines de femmes furent accusées de «collaboration» et assassinées pour la seule raison que leur comportement personnel n'était pas conforme aux normes de la tradition patriarcale. L'opposition au militantisme politique des femmes, le retour du voile et l'institution de la culture du deuil ont tous provoqué le déclin du mouvement de masse et son utilisation comme outil au service de l'oppression israélienne. Le formidable processus révolutionnaire s'est donc transformé en contre-révolution sociale.

### **Fondamentalisme et entrave à la lutte pour l'égalité nationale**

Le Hamas a démontré son caractère pragmatique: en effet, son populisme, sa versatilité lui ont permis de tirer gloire de la lutte pour l'indépendance nationale, en dépit de son hostilité à tous les mouvements nationalistes. De même, le mouvement islamique à l'intérieur des frontières de 1948 a également réussi à prendre une coloration de démocratie et d'égalité, pour répondre apparemment aux aspirations des masses vers de telles valeurs, mais dans le seul but de les contrecarrer et de les affaiblir. L'objectif fondamental du mouvement est de faire reconnaître par le régime israélien son droit à dominer culturellement la société palestinienne au sein de l'Etat d'Israël, par le renforcement de la famille patriarcale et des autres valeurs de la tradition rétrograde, ainsi que par une séparation totale entre musulmans et non-musulmans. Ainsi, le Mouvement Islamique a formé des équipes musulmanes de football, de judo et de karaté qui sont fermées aux Palestiniens non musulmans. Le Mouvement a également rendu aux autorités israéliennes des services nombreux et variés: leur leader, Sheikh Abdallah, a déclaré qu'il était acceptable de donner une partie de la terre aux Juifs. Il était également un partisan fervent de la Conférence de Madrid; mais, faisant preuve d'une hypocrisie toute jésuitique, il décrétait aussi que ceux qui s'y opposaient étaient de bons patriotes palestiniens. Il a également annoncé publiquement son rejet de la fatwa (décret juridique islamique) qui légitimait l'assassinat des membres de la délégation palestinienne. Mais le plus grand service qu'il a rendu aux autorités israéliennes a été la préservation d'une politique d'apartheid conforme à son idéologie du «développement séparé». Il est hostile à toutes activités conjointes entre Juifs et Arabes, notamment les rencontres entre écoliers juifs et écoliers arabes, rencontres très rares, dont le seul but était de donner l'illusion d'un engagement dans la voie démocratique. Sheikh Abdallah aide ainsi le régime de l'apartheid en le dispensant d'user de la force dans ses efforts pour imposer l'apartheid. Il a également contribué aux efforts des autorités israéliennes en faisant obstruction à la formation d'un parti arabe unifié, lors de la dernière campagne électorale. En août 1991, le Sheikh déclarait qu'il était nécessaire de créer un parti arabe unifié pour affaiblir le parti communiste (Rakah) qui compte des Juifs et des Arabes dans ses rangs. Par la suite, quand il est devenu manifeste qu'un parti arabe ne pourrait émerger sans la participation des Palestiniens chrétiens, le Mouvement Islamique s'est désisté, et a même annoncé qu'il considérait préférable de soutenir un parti fondamentaliste juif comme le Shaas. La campagne de diffamation et de rumeurs menée par les fondamentalistes a bloqué à toute tentative

d'unifier les partis dirigés par Mi'ari et Darawhe, a rouvert le débat nationaliste au sein du Rakah, et a conduit plus de la moitié de l'électorat arabe à soutenir des partis juifs nationalistes.

### **Fondamentalisme et oppression des femmes**

Nous avons vu que, sur un grand nombre de questions, le mouvement fondamentaliste, en raison de son caractère populiste et du fait qu'il se nourrit, tel un ténia, des réelles souffrances des masses, est prêt à renier ses principes «sacrés» et à cultiver une politique pragmatique. Le mouvement fondamentaliste rejette le nationalisme tout en participant à la lutte pour la libération nationale; abhorre la démocratie tout en étant en faveur des élections; rejette le principe d'égalité nationale tout en utilisant le même principe quand les masses luttent pour y accéder; condamne le luxe tout en finançant ses journaux par la publicité de biens de consommation occidentaux tels que voitures de luxe, sous-vêtements masculins, etc.; déteste le sport comme «valeurs occidentales barbares» tout en formant des équipes de football islamiques. Cependant, la question de la libération et de l'égalité des femmes est la seule sur laquelle le mouvement islamique n'est pas prêt du tout à faire de compromis. Sans hésiter ni transiger, le mouvement met en œuvre son affirmation selon laquelle le statut accordé aux femmes dans l'Islam est le plus correct et le meilleur (à condition «qu'elles sachent se tenir à leur place»). Pour les fondamentalistes, le mouvement de libération des femmes est l'ennemi central, parce que toute la société patriarcale, dont le fondamentalisme défend l'existence, repose sur l'oppression des femmes.

Il y a quelque chose d'ironique dans le fait que, à l'exception des mouvements féministes eux-mêmes, le seul mouvement qui ait passé des heures et des heures en discussions, en débats, en décisions, en sommations et en élaboration de politiques sur la question des femmes, soit le mouvement fondamentaliste. Aucune question n'occupe autant de place dans la conscience de ses militants que la question des femmes: leur tempérament, leur comportement, leur caractère, et surtout leur capacité à tenter et à séduire. Ceci est si évident que même un aveugle peut voir que, pour les fondamentalistes, c'est-à-dire pour la société patriarcale, c'est une question de vie ou de mort. La centralité de la question de la libération des femmes dans la société palestinienne, comme dans la société arabe dans son ensemble, doit bien faire comprendre que les questions de la régression contre le progrès, de la démocratie contre le despotisme, et de la libération contre l'oppression sont directement liées à celles de la libération des femmes. Et quiconque perd de vue ce fait est un allié objectif des fanatiques islamistes. Il n'y peut donc y avoir ni compromis, ni armistice, entre les mouvements de la libération des femmes dans la société arabe et le fondamentalisme, quelles que soient les circonstances.

Le mensonge, la tromperie, le commérage, la diffamation, ce sont là les armes utilisées par le fondamentalisme contre les femmes – qui sont lasses de leur oppression. Cette oppression est fondée sur l'inquiétude des hommes, la nourrit et la renforce. Nous avons mentionné un peu plus tôt le fait que le fondamentalisme a réussi à bannir les femmes des sphères publique et politique au cours du Soulèvement, mais même «Al-Fanar», une organisation fondée il y a un an et demi à Haïfa, a fait l'objet de plus d'un sermon diffamatoire et médisant dans les mosquées du Mouvement Islamique à l'intérieur de l'Etat d'Israël.

L'organisation Al-Fanar, dont la perspective est fondée sur l'assertion fondamentale qu'il n'y aura pas de libération nationale palestinienne effective sans libération et statut égalitaire pour les femmes, et qui, la première, a révélé les liens entre le traditionalisme rétrograde de la société palestinienne et le soutien que les autorités apportaient à ce traditionalisme, est devenue très rapidement la cible des attaques des fanatiques fondamentalistes. La lutte initiée par Al-Fanar contre les meurtres de femmes en raison de ce que l'on appelle la «profanation de l'honneur de la famille»; l'opposition du mouvement aux mariages consanguins, qui engendrent des enfants attardés ou souffrant d'autres troubles génétiques; sa lutte contre le mariage forcé, qui constitue un viol avec la bénédiction de la tradition et des autorités religieuses; et sa condamnation de la coutume barbare de l'excision des filles bédouines par l'ablation du clitoris, c'est tout cela que les fondamentalistes semblent considérer comme la menace la plus terrible. Le porte-parole du Mouvement Islamique a décrété qu'il n'y avait pas de place pour une organisation telle que la nôtre et pour ses revendications. Mais qui pis est, d'autres organisations et d'autres partis n'ont pas pris la défense de notre jeune mouvement, certains allant même jusqu'à se joindre à nos adversaires. Cet état de fait nécessite des éclaircissements et une analyse, et nous ne devons pas nous contenter de mettre en cause l'agressivité, l'envie ou la stupidité de différents partis et organisations. Car ce phénomène a des racines sociales, culturelles et politiques extrêmement profondes.

## **Le fondamentalisme et ses alliés indécis**

Comme je l'ai dit plus haut, toutes les composantes de la société palestinienne subissent une forme ou une autre d'oppression et de discrimination. Outre les aspects concrets de cette oppression, le régime israélien pratique une «*selectzia*» culturelle, dont l'objectif est d'oblitérer l'identité nationale palestinienne, objectif dont les manifestations commencent dès l'école avec les programmes scolaires, se poursuivent dans les médias pour culminer dans l'interdiction de toute forme d'expression ou de symbolisme nationaux, allant de la censure de la poésie nationaliste à l'interdiction de déployer le drapeau palestinien.

Ainsi, on incite le peuple palestinien à considérer son passé comme la vraie expression de son nationalisme et la tradition comme une composante fondamentale de ce passé. La nostalgie devient donc partie intégrante du génie national palestinien, et toute critique de cette nostalgie porte préjudice à la nation. La critique des féministes palestiniennes à l'égard de la tradition patriarcale et de l'oppression des femmes, qui perpétue l'arriération de la société, crée une dissonance cognitive pour toutes les tendances politiques, surtout chez les intellectuels. Ils s'inquiètent de ce que toute dénonciation des faiblesses et des aspects rétrogrades de la société puisse servir de munitions aux ennemis de la nation, et ils essaient donc de les bâillonner et de les étouffer. En conséquence, même si certains d'entre eux proclament leur opposition au fondamentalisme, ils le considèrent comme un allié légitime – ayant des principes – contrairement à ceux qui lavent leur linge sale en public. Ainsi, Mi'ari, ancien membre de la Knesset, conseille aux femmes (membres d'Al-Fanar) «de ne pas aborder la question du meurtre des femmes de façon aussi abrupte et tapageuse, mais de faire preuve de plus de retenue»; interrogé sur son attitude à l'égard du mouvement islamiste qui attaque et calomnie les membres de Al-Fanar, il répond: «Ils ont une position de principe, et ils l'expriment.» Sur cette toile de fond, les fondamentalistes sont en train de réussir à propager un sentiment de culpabilité et à entretenir des illusions, au sein de toutes les organisations et de tous les courants politiques qui restent accrochés à la tradition, en soutenant que les masses sont profondément religieuses. Celles-ci, consciemment ou inconsciemment, sont entraînées par les fondamentalistes dans leur lutte contre le mouvement de libération des femmes, dont l'existence constitue une menace pour les institutions du patriarcat et du traditionalisme rétrograde.

Comme je l'ai dit plus haut, toutes les composantes de la société palestinienne subissent de nombreuses formes d'oppression et de discrimination:

Ainsi, les nationalistes, conscients de l'opposition générale du fondamentalisme au nationalisme, essaient de l'apaiser et de se concilier ses bonnes grâces en bannissant la question de l'égalité et de la libération des femmes de leur programme pour la libération nationale et en repoussant la résolution de cette question au Jour du Jugement Dernier.

Les démocrates de gauche font dépendre leur soutien à la lutte pour la libération et l'égalité des femmes de l'observation par celles-ci de la tradition et des valeurs patriarcales. Mais les pires de tous sont ces gauchistes qui tentent de se rapprocher du fondamentalisme en raison de ses attaques contre la corruption du régime et de sa rhétorique autour de «l'impérialisme culturel». Au lieu de mener la lutte démocratique contre le vrai impérialisme, ils se leurrent en faisant des fondamentalistes leurs alliés dans la lutte contre l'impérialisme. Concernant la question des femmes, ils considèrent qu'en faisant des concessions, ils unifient leurs rangs à peu de frais. C'est principalement pour cette raison que la gauche en Palestine, comme dans tout l'Orient arabe, est inefficace, et est en quête de faux prophètes.

Bien sûr, toutes les avances de ces indécis ne vont pas changer l'attitude des fondamentalistes à leur égard, mais ne feront qu'accentuer la pression sur eux. Les fondamentalistes n'accepteront pas les valeurs du mouvement démocratique arabe, même si ses leaders prient cinq fois par jour et participent à la prière du vendredi à la mosquée. Ils n'accepteront pas non plus le nationalisme palestinien de George Habache qui commence ses discours par la formule coranique: «Au nom d'Allah, le Clément et le Miséricordieux». De tels gestes n'aboutiront qu'à ajouter du mépris à la haine que les fondamentalistes éprouvent déjà vis-à-vis de ces mouvements.

## **Faillite d'une alternative**

Il s'avère que la force du fondamentalisme repose non sur le sentiment religieux des masses, mais sur leurs souffrances, qui résultent essentiellement des hésitations, de la lâcheté, de l'incompétence du leadership des partis politiques soi-disant laïques, qu'ils soient de gauche, nationalistes, réformistes ou pan-arabes. Cependant l'infiltration du fondamentalisme dans la sphère politique reflète d'une part son incapacité à proposer aux masses une alternative sociale, mais montre aussi qu'il a tendance à n'apporter à la structure du pouvoir que les changements qui ont également un impact sur ses conceptions religieuses.

En voici des exemples:

En Jordanie, le roi Hussein a choisi de ne pas affronter directement les fondamentalistes, mais de les intégrer dans son gouvernement. En une année, les ministres fondamentalistes ont réussi à se faire haïr par les masses, surtout par les classes moyennes urbaines. En exigeant que le permis de conduire ne soit pas délivré aux femmes et que l'on interdise aux pères d'assister aux cérémonies de remise de diplôme de leurs filles, ils sont devenus si impopulaires que le roi a pu les chasser du gouvernement sans rencontrer d'opposition populaire.

A Um al-Fahm et Kafr Qasm (à l'intérieur des frontières de 1948), les fondamentalistes ont remporté les élections de 1988, et sont devenus des dirigeants municipaux omnipotents. Ils ont interdit les cafés ainsi que la vente d'alcool, séparé garçons et filles dans les écoles, et obligé les femmes à se couvrir la tête. Le résultat fut que, lors des élections de 1992, les «bastions de l'Islam» ont été les seuls endroits où le pourcentage de voix pour le parti communiste était en hausse – de 75% à Um al-Fahm et de 64% à Kafr Qasm. Il est évident que c'était là un vote de protestation contre les fanatiques, qui a apporté un démenti formel à la prétendue religiosité des masses.

L'opposition bruyante du Hamas aux négociations entre Israël et les Palestiniens ne sert qu'à cacher ses vrais objectifs. Le Hamas en a fait la preuve en posant comme condition à son adhésion à l'OLP qu'il lui soit alloué une représentation de 45 % dans les institutions de l'OLP; et il est probable que le Hamas soutiendra l'autonomie à condition qu'on lui accorde le monopole sur l'éducation, qui serait gérée selon ses préceptes. Le Mouvement Islamique, en Israël, même aspire également à contrôler le système éducatif et les médias arabes. Cependant il craint de faire ces revendications de façon ouverte car leur alliance avec l'establishment religieux juif au sein du gouvernement israélien pourrait les faire passer pour des collaborateurs aux yeux des masses. Ils laisseront d'autres tirer les marrons du feu à leur place – à savoir, lutter pour «l'autonomie culturelle» pour les Arabes d'Israël –, et en échange de leur soutien, ils exigeront le contrôle de l'éducation et des médias dans le secteur arabe.

En tant que parti politique, le fondamentalisme sunnite a réagi de façon intéressante aux succès des fondamentalistes shiites qu'ils considèrent, incidemment, comme des hérétiques. En raison du fait que le Hezbollah a réussi à tenir tête et même à faire subir des pertes aux forces armées israéliennes, le «Jihad Islamique», pour la première fois, a adopté des modes d'action et d'organisation semblables à ceux des shiites libanais. En juillet de cette année, le Hamas a demandé aux musulmans (sunnites) d'observer le jeûne de l'«Ashura», le jeûne le plus sacré dans l'Islam shiite, et de lui donner son sens actuel, comme le préconisait Khomeini dans son ouvrage, *Islamic Government*. Ceci n'est certes pas un signe de l'influence religieuse shiite sur le Hamas sunnite, mais plutôt, un signe de la vénération du Hamas pour l'Iran, qui a réussi à s'imposer en tant qu'Etat islamique et dont le régime despotique bénéficie même du soutien des Etats-Unis. De même, c'est une conséquence inévitable de l'échec de Saddam Hussein à s'imposer comme le combattant de l'Islam sunnite pour la libération de la Nation arabe. Sa faillite aux yeux des masses arabes met en évidence la base populiste du fondamentalisme et son opportunisme.

### **Qui peut s'opposer aux fondamentalistes?**

Comme nous l'avons vu, toute tentative pour transiger avec le fondamentalisme afin d'atteindre un stade de coexistence, est vouée à l'échec, quand ceux qui sont à l'origine de cette tentative présument, à tort, que la religion a un rôle central dans la vie publique, politique et nationale. Tant que les organisations féministes, démocratiques, socialistes et même libérales n'auront pas souscrit au principe fondamental que le rapport à la religion est une affaire toute personnelle, la confusion continuera de régner, et les fondamentalistes, de se renforcer en mettant à profit la confusion et les hésitations devant l'action de ceux qui s'opposent à eux verbalement. Et ceci, en raison du fait que, la société arabe étant fondée sur la tradition patriarcale tant en Palestine que dans l'Orient arabe, la question de la libération des femmes est la pierre de touche du processus de libération en général. La stratégie féministe dans la société arabe doit suivre les axes suivants:

1. Indépendance absolue des organisations féministes, vis-à-vis à la fois des autres organisations politiques et de leurs programmes; dans le même temps, tout en percevant la libération des femmes comme une tâche démocratique essentielle dans le processus de libération nationale;

2. Lutte pour la séparation totale de la religion et de l'Etat. Cette séparation doit non seulement permettre aux croyants de toutes les religions de se comporter selon leurs propres opinions, mais également démanteler toutes les institutions religieuses affiliées à l'Etat. C'est en mettant un terme à l'implication de l'Etat dans le choix et le paiement des salaires des cadis, des rabbins et des prêtres; en extirpant totalement la religion du système éducatif; et en laissant les membres du clergé gagner leur



vie grâce aux contributions des croyants; c'est tout cela qui rendra possible la création, en Palestine et dans d'autres Etats de la région, d'une société démocratique, pluraliste et progressiste.

La loi sur le mariage civil et le code de la famille constituent l'aspect central de la législation nécessaire pour l'égalité des femmes. Toute organisation qui ne souscrirait pas à une telle approche aura beau se donner tous les noms progressistes du monde, elle continuera à être un allié lâche et indécis des fondamentalistes.

3. Il n'est pas possible d'engager un débat avec le fondamentalisme, car il rejette toute approche critique ou rationnelle, qui tente, par exemple, de comprendre la société à travers l'analyse de son fondement matériel, ou de comprendre les actions humaines comme résultant de besoins et d'impulsions. Il n'y a pas de raison de se taper la tête contre les murs de ce trou noir, dont nulle étincelle ne peut jaillir. Nous devons définir le fondamentalisme selon ses préceptes; à savoir, la négation des droits de la personne et de la liberté, de l'égalité et de la démocratie – et nous devons lutter pour éradiquer le terrain qui est propice à son développement parasite: à savoir la souffrance, l'ignorance, l'inégalité et la pauvreté.

Seule l'issue victorieuse de ce combat peut empêcher la société, à travers tout le Moyen-Orient, de sombrer dans une tyrannie barbare et lui permettre de se bâtir sur des bases saines et humaines.

11 septembre 1992

**Islah Jad**

# **Les Palestiniennes face aux mouvements islamistes**

Parmi les changements importants qu'a connus la société palestinienne à la suite de l'Intifada, il faut prendre en compte la montée en puissance de l'islamisme politique qui a développé sa conception de la Cité en s'appuyant sur ses interprétations religieuses mais aussi sur des traditions sociales locales et sur certaines références culturelles concernant, en particulier, les femmes.

Le recours aux traditions culturelles liées à la religion largement répandues au sein de la société est une stratégie utilisée par les mouvements islamistes des années 80 qui diffère de la vision des hommes de religion de la *nahdha* au début du siècle. On se contentera ici de donner un exemple pulsé dans la révolte palestinienne de 1936: à l'époque, ce mouvement de protestation prit rapidement de l'essor grâce à l'action déterminée du cheikh Ezzeddine EI-Qassem qui sut lui donner une très forte impulsion jusqu'à son assassinat. Or le cheikh Ezzeddine EI-Qassem avait une conception de la lutte populaire très différente de celle des autres chefs politiques de l'époque, avec à leur tête Haj Amine Husseini. Dès le début, en effet, il chercha à mobiliser les paysans et les pauvres, c'est-à-dire les couches sociales les plus touchées par la politique du Mandat britannique qui, en encourageant l'immigration juive et la vente des terres, les condamnait au déracinement et à l'exil. Comme dans cette même perspective de résistance généralisée il ne voulait pas ignorer les femmes, il n'est pas surprenant qu'il se soit, dès le début de son engagement, adressé à elles et, en particulier, aux jeunes filles notamment dans les cours de politique et de religion qu'il donnait à Haïfa lorsqu'il militait en faveur d'un soulèvement contre les Anglais. C'est ainsi qu'il a non seulement organisé des cercles d'alphabétisation à l'intention des femmes mais qu'il a aussi créé des groupes d'action féminins, «Les camarades de Qassem», qui recevaient une instruction militaire.

Cette vision d'une mobilisation de toutes les composantes de la société pour la résistance n'existe pas aujourd'hui dans les mouvements islamistes de création récente qui n'ont retenu de Qassem que le nom pour désigner leurs unités militaires («Les phalanges de Qassem») tout en ignorant l'essentiel de sa méthode fondée sur l'encadrement de l'ensemble de la population, hommes et femmes.

## **L'Intifada et la montée en puissance de l'islamisme politique**

C'est seulement en 1988 bien après sa création que le mouvement islamiste Hamas s'est vraiment révélé comme un courant politique à part entière doté d'une légitimité spécifique à côté des autres forces, plus anciennes, regroupées au sein de l'OLP. Cette légitimité, qu'il doit à sa lutte contre l'occupation et à son rôle pendant l'Intifada, s'est nourrie par ailleurs de valeurs liées à la «pureté nationale», à l'honneur, à la sauvegarde du patrimoine et aux traditions nationales, autant de références fondamentales qui empêchaient les partis laïques d'entrer en conflit avec lui. Quant au rôle des femmes, la position officielle du Hamas est apparue pour la première fois dans l'article 17 du Pacte du mouvement: «En matière de résistance, le rôle de la femme musulmane équivaut à celui de l'homme, car c'est elle qui donne naissance aux hommes et son rôle est fondamental dans l'éducation des générations.» Malgré cette formulation apparemment positive, dès la fin de l'année 1989, le mouvement islamiste a mené des campagnes contre les femmes qui s'habillaient à l'occidentale et qui n'observaient pas le port de l'«habit islamique». Il leur fut demandé de témoigner leur respect de la mémoire des martyrs de l'Intifada en s'habillant de façon discrète, en se couvrant la tête et en évitant de se parer. Le hijab devint ainsi progressivement une forme d'engagement et de soutien à l'Intifada... Cela a concerné toutes les femmes y compris celles qui avaient pris une part active dans la révolte.

Ces campagnes successives ont fini par imposer le port du hijab à toutes les femmes de Gaza y compris aux chrétiennes car les pressions étaient très fortes: des graffitis menaçaient de jets de pierres celles qui ne se conformaient pas à l'uniforme islamique ou qui ne se couvraient pas la tête et, au

cours des prédications dans les mosquées, des appels étaient lancés aux parents pour qu'ils veillent à ce que ces règles soient respectées par les femmes de leur cercle familial. Même des groupes appartenant à certains mouvements politiques tels que le Fatah ont participé à cette campagne parce qu'ils considéraient qu'elle s'inscrivait pleinement dans la lutte nationale. Il ne faut donc pas s'étonner alors que des hommes de gauche ou simplement des non-pratiquants aient commencé à exiger de leur femme qu'elle porte le voile afin d'éviter les problèmes.

Avec le renforcement de la répression israélienne, la participation populaire aux actions de rébellion a diminué, laissant surtout l'initiative à des groupuscules militaires souvent liés à des mouvements politiques. C'étaient les prémisses de la «militarisation» de l'Intifada qui s'est accompagnée d'une exacerbation de la violence au sein de la société palestinienne, exacerbation perceptible dans les punitions infligées à ceux qui étaient accusés de trahison, de collaboration avec l'ennemi ou de comportement immoral. Les femmes n'ont pas été épargnées par cette violence puisqu'un certain nombre d'entre elles ont été accusées de prostitution ou d'avoir eu des relations sexuelles extraconjugales ou encore de porter atteinte à l'honneur de la famille. Les sanctions ont été terribles: 107 femmes, dont 81 originaires de Gaza, ont été tuées entre 1988 et 1993.

Bien que l'aile militaire du Hamas n'ait pas été le principal commanditaire de ces liquidations qui étaient d'abord le fait de cellules proches du Fatah ou, parfois, liées au Front populaire (FPLP), il n'en demeure pas moins que le climat de terreur qui a gagné la population a bénéficié au Hamas qui pouvait facilement trouver dans ce contexte de nouveaux arguments pour affirmer la pertinence de ses positions conservatrices: pour régler tous ces problèmes en amont, il suffisait, selon le Hamas, d'interdire la mixité sous toutes ses formes, de verrouiller la liberté d'action des femmes en général et d'imposer le hijab. Cette situation a beaucoup pesé sur la participation de la population aux activités politiques, particulièrement à Gaza, où nombreux furent ceux et celles qui, dans de telles conditions, ont préféré s'abstenir de toute activité militante.

La première réaction à ces campagnes a été le fait de cadres politiques féminins qui y ont vu une menace sur la participation des femmes à la lutte nationale, d'autant que de nombreuses militantes de Gaza en avaient été les victimes. Elles ont alors exercé des pressions au sein de leurs partis pour montrer que ce phénomène de discrimination n'était pas seulement lié à des cas individuels, comme on voulait le faire croire, mais qu'il menaçait les femmes et la société dans son ensemble. Grâce à leur action qui a confirmé l'importance des femmes au sein des groupements politiques, les partis ont pris conscience de la gravité du problème qui pouvait aussi porter préjudice à leur propre existence en tant que forces politiques.

La question du voile a permis de mesurer l'importance de la montée de l'islamisme politique et de son influence sur la population comme il a servi de révélateur au silence des forces nationalistes sur cette question cruciale. Elle a aussi favorisé la prise de conscience de l'existence d'un véritable mouvement féministe capable d'exprimer ses propres revendications. La réaction des cadres politiques féminins, qui avait commencé à porter ses fruits auprès de l'opinion publique et au sein des partis politiques, a même touché le courant islamiste.

C'est ainsi qu'on a pu lire dans certains articles de presse des déclarations de personnes proches de ce courant, estimant qu'il ne fallait pas cantonner la femme au foyer et qu'elle avait droit à l'instruction, au travail et à l'action politique. Ces déclarations peuvent indiquer une certaine évolution des islamistes vis-à-vis des femmes, surtout après le retour dans les territoires palestiniens des cadres politiques du mouvement islamiste qui avaient été bannis par les autorités israéliennes en décembre 1992 et exilés à Marj Ezzouhour, au Sud-Liban. Le rôle joué par leurs épouses et par les Sœurs musulmanes pour défendre leur cause dans les médias, de manière quasi permanente tout au long de leur absence, ne pouvait être méconnu.

Cette évolution fut également perceptible en ce qui concerne le droit de la femme à l'héritage. Selon une tradition largement répandue dans les régions rurales palestiniennes comme dans les milieux populaires, les femmes n'héritent pas; le fait, pour une femme, de réclamer sa part de l'héritage est même considéré comme quelque chose de honteux et de provocateur. Or, on a pu constater cependant que certains cheikhs, proches du courant islamiste, abordaient, dans les cours de théologie du vendredi, la question de l'héritage avec une nouvelle approche en incitant les croyants à respecter le droit des femmes à l'héritage conformément au texte coranique qui énonce clairement que «la femme a droit à une demi-part et l'homme à une part». Cette reconnaissance du droit des femmes à l'héritage a ses limites puisqu'elle s'est accompagnée d'une campagne de dénigrement contre les organisations féministes (qui étaient les premières à revendiquer ce droit) en vue de leur enlever toute

légitimité auprès des milieux populaires défavorisés. Elles furent qualifiées «d'organisations minoritaires occidentalisées qui ne cherchent qu'à imiter les femmes occidentales, en particulier lorsqu'il s'agit de revendiquer l'égalité entre les sexes, la liberté de mouvement ou encore l'aptitude de la femme à prendre les décisions qui la concernent directement, notamment en matière de mariage et de divorce.»

### **Face aux tentatives de réforme du statut de la femme**

Depuis l'installation de l'Autorité palestinienne sur le territoire national, le mouvement féministe palestinien a prêté une attention toute particulière à la structuration de cette Autorité, la première, après de nombreuses années passées sous occupation et dans une situation économique et sociale très difficile, à pouvoir enfin faire des choix politiques adaptés aux besoins du peuple palestinien et donc à promulguer une nouvelle législation pour remplacer les lois militaires israéliennes ou jordaniennes en Cisjordanie et égyptiennes à Gaza. Bien plus tôt que d'autres mouvements sociaux, comme ceux des ouvriers ou des étudiants par exemple, le mouvement féministe a pris conscience de l'importance de ces enjeux. Il procéda alors à un bilan critique de l'ensemble du droit en vigueur afin de repérer toutes les lois discriminatoires à l'égard des femmes que ce soit en matière de travail, de nationalité, de droits sociaux et, bien entendu, de statut personnel.

Dès la publication de l'avant-projet de ce statut préparé par l'Autorité nationale palestinienne, la Commission des Affaires de la femme composée des principaux cadres politiques féminins ainsi que des représentantes de certaines organisations féminines a invité les militantes féministes palestiniennes à en débattre avec le président du Comité de rédaction. Puis, dans un deuxième temps, la Commission a élaboré un document et un communiqué (en août 1994) qui énonçaient un certain nombre de principes devant faire partie intégrante de la nouvelle législation palestinienne concernant les femmes. Par la suite, l'organisation El Haq a procédé à un travail de fond se fixant pour objectif «l'égalité des sexes, en considérant le droit comme un moyen pour l'atteindre». Le principe conducteur de ce travail fut de considérer «la législation comme un outil pour l'émancipation de la femme et non un moyen de discrimination à son égard». Ces actions, et quelques autres, conduisirent à la réunion d'un «Parlement fictif» qui discuta l'ensemble de la législation en prenant en compte les positions de femmes de diverses obédiences pour aboutir à des recommandations qui furent présentées au Conseil législatif palestinien afin de l'éclairer dans l'examen des lois dont les femmes avaient revendiqué la révision. Cet effort fut soutenu par un ouvrage de l'avocate Asma Khader *La loi et l'avenir de la femme palestinienne*, allant dans le même sens que les recommandations.

Les forces islamistes réagirent en attaquant ces propositions et en incitant la population à s'y opposer. Ils dénaturèrent le contenu du livre d'Asma Khader et déformèrent les recommandations du «parlement fictif». Toutes les tribunes religieuses (mosquées, institutions islamiques et même le ministère des Legs religieux «*waqfs*») furent utilisées pour mener campagne contre les tentatives de réforme de la législation (touchant, en particulier, au statut personnel) en partant du principe qu'il y a là outrage aux préceptes religieux et empiétement sur le champ réservé des juristes, seuls habilités à interpréter la loi, et qu'il n'appartient pas à la population, et encore moins aux femmes, de discuter de telles affaires.

Cette campagne de dénigrement menée par les islamistes réussit à susciter l'hostilité de l'opinion publique à l'égard de nombreuses organisations féminines et, de manière générale, à l'égard du mouvement féministe. Les militantes féministes furent considérées comme des femmes «occidentalisées, soutenues par des organisations occidentales dans le but de détruire la nation islamique basée sur la cellule familiale, par l'incitation à la débauche et à la révolte contre les époux et par l'humiliation des hommes». A l'évidence, les organisations islamistes actuelles ne joueront pas ce rôle de réformateur éclairé qui fut celui des personnalités religieuses nationalistes du début du siècle. Ces dernières avaient compris que la libération des pays arabes et de la nation musulmane passait par l'émancipation des femmes, leur instruction, la reconnaissance de leurs droits en tant que citoyennes à part entière capables de contribuer au développement de leur pays.

Le succès de la campagne de dénigrement menée par les islamistes a montré qu'il est prématuré de faire participer toutes les catégories de femmes palestiniennes au débat sur l'ensemble des questions juridiques liées à leur statut. Ce sont, en effet, les plus défavorisées (du point de vue économique comme du point de vue éducatif) qui ont été les plus réceptives aux arguments islamistes. Quant aux hommes, ils ont été très sensibles à cette campagne, qu'ils soient instruits ou non, qu'ils appartiennent aux couches pauvres ou aux couches nanties, qu'ils vivent en milieu rural ou en milieu urbain.

Le mouvement féministe est donc aujourd'hui contraint de revoir sa stratégie de réformes, en œuvrant d'abord à gagner l'adhésion des hommes à sa cause et en axant ses efforts sur l'instruction des femmes, notamment dans les milieux défavorisés.

*Isalh Jad est universitaire à Bir-Zeit  
(Palestine).*

## Quelques précisions

L'«anti-impérialisme des imbéciles», cette maladie politiquement transmissible des mouvements altermondialistes, trotskystes et même libertaires – cf. les contorsions politiques de l'OCL vis-à-vis du Hezbollah dans les deux numéros de Courant alternatif qui ont suivi la guerre du Liban – continue à faire des ravages, au détriment des intérêts des exploités vivant dans les pays dominés par les grandes puissances impérialistes ou dans les sous-impérialismes qui cherchent à émerger en Orient.

En France comme aux Pays-Bas, les réactions face à la dernière guerre meurtrière d'Israël contre la population libanaise et contre le Hezbollah, ont de nouveau montré la lâcheté et l'opportunisme des «gauchistes» de tout poil. L'article de De Fabel van de illegal au sujet de l'attitude de l'extrême gauche face au Hezbollah met le doigt sur l'essentiel: la nécessité de sortir des raisonnements binaires («Soit tu es pour Bush, soit tu es pour la Résistance irakienne»; «Soit tu es pour Israël, soit tu es pour le Hezbollah – ou le Hamas») et de raisonner à partir des intérêts d'un troisième camp: celui des travailleurs et des exploités. Un camp que la gauche radicale prend rarement en compte, surtout dans les questions internationales, où fondamentalement elle continue de raisonner comme les staliniens soviétiques – ou chinois – ont raisonné pendant plus d'un demi-siècle.

Nous devons cependant exprimer quelques réserves par rapport à certaines formulations de l'auteur.

D'une part, les critiques formulées contre la politique de l'Etat d'Israël dans ce texte sont à notre avis trop timides, même si ce n'était pas l'axe principal de l'article. En effet, face aux 1 500 civils assassinés par Tsahal cet été, aux justifications cyniques des bombardements (1), et face aux terribles destructions matérielles causées par les bombardements israéliens qui rendront encore plus difficile la vie des travailleurs et paysans libanais pendant des années, il nous semble qu'il fallait dénoncer plus vigoureusement la politique d'agression permanente des gouvernements israéliens que ne l'ont fait ici les camarades néerlandais.

D'autre part, même s'il est évident que le Hezbollah – et le Hamas – sont des organisations qui veulent instaurer une théocratie (2) dictatoriale et impitoyable pour les travailleurs, les femmes et les homosexuels, l'appellation de «fascisme religieux» ne nous semble pas adéquate pour caractériser ces régimes pour trois raisons:

- elle entretient une confusion néfaste avec les fascismes italien et allemand,
- elle recycle un concept utilisé trop souvent n'importe comment (Sarkozy, Berlusconi, Sharon et Bush sont ainsi régulièrement traités de «fachos») par la gauche «radicale»
- et elle fait l'économie d'une analyse et d'une dénonciation spécifiques de ces dictatures.

Ni patrie ni frontières.

1. Les gouvernements israéliens utilisent aussi ces justifications contre les Palestiniens depuis presque 60 ans, accusant leurs adversaires de se «cacher» parmi les populations civiles et prétendant qu'il suffit d'«avertir» les civils avant un bombardement pour que ceux-ci sauvent leur peau.

2. On se rappellera à ce propos que les altermondialistes et les «gauchistes» ne connaissent dans le monde qu'une seule «théocratie», Israël; qu'ils ignorent complètement la théocratie iranienne; qu'on ne les entend presque jamais dénoncer les théocraties des pétromonarchies – sauf pour leurs liens avec les Etats-Unis – et qu'ils furent très discrets quand les talibans étaient au pouvoir en Afghanistan.

# Sur la solidarité de la gauche radicale avec le Hezbollah

Le 22 juillet 2006, une semaine seulement après le début de la guerre 2 000 personnes manifestaient déjà à Amsterdam. La manifestation était largement soutenue par les organisations d'extrême gauche. «En ce moment, le plus important c'est de prendre des mesures concrètes contre la violence d'Israël», affirmaient les tracts appelant à cette manifestation. Aucune mention n'était faite du Hezbollah. Bien que la guerre ait éclaté au milieu des vacances, des actions furent rapidement organisées un peu partout aux Pays-Bas. Attac diffusa immédiatement une lettre de protestation du Forum social mondial: le texte commençait par une citation du pape ultraconservateur Benoît XVI qui appelait «à faire taire les armes au nom de Dieu» !

Les 5 et 6 août 2006, des actions furent organisées dans plusieurs villes néerlandaises. Pour ce «week-end de protestation contre la guerre», le slogan commun choisi était «Arrêtons la guerre – Arrêtons de soutenir Israël et les Etats-Unis!» Le tract appelant à la manifestation condamnait tout à fait légitimement «la sanglante agression israélienne contre le Liban et les Palestiniens» et les «livraisons d'armes à Israël qui transitent par les aéroports et les ports néerlandais». Mais il n'y avait toujours pas un mot sur le Hezbollah. Ni sur le fait qu'il était soutenu par les dictatures iranienne et syrienne. Ni sur les roquettes tirées par les fondamentalistes musulmans contre Israël, ni sur les victimes juives et arabes du côté israélien.

Peu avant ce week-end de protestation, la section de Leyden du Comité contre l'occupation invita De Fabel van de illegaal à participer aux préparatifs des manifestations, mais nous avons dû décliner l'invitation. Naturellement De Fabel partageait la plupart de leurs critiques contre les attaques et les bombardements israéliens, mais l'absence totale de critique contre le Hezbollah était écœurante. Selon De Fabel, en épargnant les fascistes religieux, le Comité contre l'occupation ouvrait la porte pour que les partisans du Hezbollah puissent participer aux manifestations. Dans l'appel à ce week-end de protestations, était-ce si difficile de condamner le fait que la population civile israélienne était également prise pour cible par le Hezbollah? Le Comité contre l'occupation répliqua qu'Israël était le seul coupable. Ils promirent de répondre plus tard à la critique de De Fabel, mais pour le moment ils ne l'ont toujours pas fait. Le SP (ex-parti maoïste), les écologistes de GroenLinks et le Nederlands Arabische Stichting (Fondation arabe néerlandaise) semblèrent avoir moins de problèmes avec la vision unilatérale du Comité contre l'occupation, puisqu'ils participèrent tous à ce week-end de protestation. L'écologiste Mohamed Rabbæ de GroenLinks (la Gauche Verte) prit la parole durant la manifestation de Leyden. Il déclara que le mouvement antisémite palestinien Hamas n'était «pas une organisation terroriste, mais un mouvement de résistance légitime». Il est très positif qu'aucun groupe de la gauche extraparlementaire de Leyden n'ait participé à ce rassemblement.

## Virus

Le Hezbollah de Hassan Nasrallah est une organisation fasciste religieuse; il a pour objectif principale de détruire l'Etat d'Israël, qu'il compare à un «virus» devant être supprimé. En fait, il souhaite se débarrasser de tous les Juifs. «Si tous les Juifs se rassemblent en Israël, ils nous épargneront la peine de les poursuivre dans le monde entier», a déclaré Nasrallah, le chef du Hezbollah. Ce monsieur semble également n'avoir aucun problème avec la négation du génocide juif. «Les Juifs ont inventé la légende de l'Holocauste», a-t-il affirmé. Et il a une grande estime pour l'écrivain révisionniste David Irving et sa «négation de l'existence des chambres à gaz». De plus, la télévision du Hezbollah a diffusé une série fondée sur *Les Protocoles des Sages de Sion*, un faux antisémite.

Le Hezbollah veut transformer le Liban en un Etat islamique comme l'Iran. Les fondamentalistes sont très hostiles au «féminisme occidental» et à l'homosexualité. Les membres du Hezbollah font régulièrement la chasse aux gays dans la rue pour les remettre à la police. Le Hezbollah, organisation d'extrême droite, méprise évidemment l'extrême gauche. Cependant, beaucoup de gauchistes néerlandais semblent n'avoir aucun problème avec le Parti de Dieu. Lors de la manifestation à Amsterdam on a pu voir de nombreux portraits de Hassan Nasrallah. Mais excepté l'image de cet éminent antisémite, il n'y eut aucune trace d'antisémitisme. Un grand progrès si on compare cette

manifestation à d'autres organisées dans le passé à propos du Moyen-Orient et au cours desquelles avaient souvent été criés des slogans antisémites (1).

Face à la guerre, on peut ranger les réactions des groupes communistes néerlandais en deux catégories:

**Une première catégorie a choisi d'ignorer complètement l'existence du Hezbollah;** par exemple le journal du NCPN (un petit parti stalinien) a publié une déclaration signée par 72 partis communistes qui – comme on pouvait s'y attendre – condamnaient violemment Israël. Ce texte ne faisait aucune allusion au Hezbollah, et affirmait seulement leur «solidarité avec les peuples du Liban et de la Palestine».

DIDF, une organisation turque de gauche, a également publié un communiqué qui faisait l'impasse sur le Hezbollah. Elle a cependant ressenti la nécessité de défendre l' «autonomie et la souveraineté des Palestiniens» et la «souveraineté des Etats syrien et iranien».

Le NCPN et DIDF avaient probablement quelques problèmes avec le Hezbollah. Mais ils semblent avoir décidé de taire leurs critiques afin de ne pas se couper de leurs amis potentiels – les ennemis des Etats-Unis et d'Israël. Ils ont ignoré les fondamentalistes et n'ont pas mentionné leur existence, en espérant sans doute que personne ne le remarquerait.

### **Bénédiction**

**La seconde catégorie a choisi d'accorder sa bénédiction anti-impérialiste au Hezbollah.** L'organisation Offensief (section hollandaise du CWI/CIO, Comité pour une internationale ouvrière), par exemple, commença par souligner avec raison que, «des deux côtés, c'est la classe ouvrière et les paysans pauvres qui souffrent», et qu'il devrait y avoir plus de démocratie au Moyen-Orient, mais aussitôt après elle se mit à raisonner comme le Hezbollah (2). Selon les trotskystes d'Offensief, les dirigeants arabes n'ont «aucune volonté» et le Hezbollah a «le droit (...) de résister à l'agression israélienne». Mais «les attaques aléatoires contre des zones civiles israéliennes» étaient «contre-productives». Ainsi, pour Offensief, les attaques menées contre les civils libanais étaient «cruelles», tandis que celles lancées contre les civils israéliens étaient seulement «contre-productives» – et non «criminelles», par exemple.

Pourtant, les meurtres aléatoires de Juifs sont parfaitement conformes à l'idéologie antisémite du Hezbollah. En fin de compte, si Nasrallah avait son mot à dire, les Juifs devraient tous mourir de toute façon.

Le groupe Internationale Socialisten (membre de la Tendance Socialiste Internationale, trotskyste) se rangea simplement aux côtés du Hezbollah. «Le fait que le Hezbollah ait des liens avec la Syrie et l'Iran ne signifie certainement pas que sa lutte de résistance n'est pas légitime», déclara IS (3). Selon IS, le Hezbollah est une «organisation de guérilla qui a remporté des succès. Elle bénéficie d'un soutien important dans la population libanaise parce qu'elle a joué un rôle dans la fin de l'occupation israélienne qui a duré vingt ans au Sud-Liban». Dans les textes d'IS, on ne trouve aucune critique contre les fondamentalistes musulmans. Mais IS se montra un peu un plus prudente que son homologue britannique, le SWP. Ce parti appela, lui, avec enthousiasme au «soutien» du Hezbollah et à la «solidarité» avec cette organisation. Le journal du SWP publia même un article de George Galloway qui proclamait: «Gloire au mouvement national de résistance du Hezbollah, gloire au chef du Hezbollah, le cheik Sayyed Hassan Nasrallah !»(4).

### **Victoire**

Après la fin de la guerre, Ed Hollants et deux autres ex-membres du Centre autonome d'Amsterdam (une ancienne organisation anarchiste) se sont rendus au Liban. Sur Internet, ils ont envoyé des rapports quotidiens et détaillés à propos de leurs entretiens avec des chefs du Hezbollah et d'autres politiciens (5). Ils se sont adressés à toutes ces personnes de façon plutôt positive, et leurs avis ont été transmis sans que Hollants et ses amis émettent la moindre critique. Selon eux, il était positif que les conflits entre les fractions libanaises aient été «transformés» par le Hezbollah «en un conflit avec les sionistes» car les problèmes avec les autres fractions auraient été créés par les Etats-Unis. Sans exprimer la moindre réserve, Hollants et ses amis ont donné la parole au responsable de la propagande du Hezbollah dans la région de la Bekaa. Au Hezbollah, a-t-il déclaré, «nous croyons en Dieu tout-puissant. Cela nous donne la certitude, la patience, le courage et l'amour du martyr qui mènent à la victoire». Les trois militants néerlandais ont avoué qu'ils avaient encore du mal à «accepter une organisation qui a un fondement religieux aussi bien que politique». Mais, selon Hollants, «nous sommes maintenant encore plus convaincus que le Hezbollah est un mouvement populaire. Même si nous savons que chaque organisation ou parti diffuse de la propagande, nous avons constaté un haut degré d'intégrité et d'honnêteté chez le Hezbollah». Hollants a également loué avec enthousiasme



«l'esprit révolutionnaire» du Hezbollah et «l'énergie produite par cet esprit». Selon Hollants, «la lutte [du Hezbollah] contre Israël est légitime», parce que cette organisation offre «des explications plausibles» à ce combat.

### **Les troupes du Hezbollah**

Une grande partie de la gauche radicale continue à penser selon le vieux dogme anti-impérialiste: «L'ennemi de mon ennemi est mon ami.» Ce dogme s'appuie sur une vision du monde bipolaire tout à fait primitive, dans laquelle il y a toujours et seulement deux côtés, chacun avec ses intérêts propres, et entre lesquels la gauche révolutionnaire est obligée de choisir. Habituellement, dans ce type de vision politique on trouve d'un côté les luttes des «peuples opprimés» et, de l'autre, de petits groupes appartenant aux élites. Fréquemment, dans ce genre de schéma, on se concentre seulement sur les actes d'Israël. En réalité, le monde est multipolaire et compte beaucoup d'intérêts différents, les «peuples» sont des constructions sociales vagues créées par des nationalistes, et les injustices commises dans le monde ne se réduisent pas à celles commises par l'Etat d'Israël.

### **Solidarité à la base**

Il faut bien sûr critiquer durement Israël pour ses agressions contre le Liban, et aussi à cause de l'occupation des territoires palestiniens et de l'oppression des Arabes israéliens à l'intérieur même du pays. Mais le Hezbollah ne vaut pas mieux. Si ce parti obtient un jour plus de pouvoir, l'avenir des Juifs, des militants de gauche, des femmes, des lesbiennes et des gays sera bien sombre. Nous devons refuser de choisir et de soutenir un côté contre l'autre, même si cette attitude se répand de plus en plus dans l'opinion publique. Le problème est que lorsque des gens refusent désormais de choisir entre «le diable et le Belzébuth», ils optent malheureusement le plus souvent pour l'«indifférence» ou pour un «humanisme naïf et apolitique», note justement Koen Haegens dans le magazine progressiste *Groene Amsterdammer* (6). Mais pourquoi la gauche ne noue-t-elle pas des liens de solidarité avec les mouvements anti-autoritaires dans ces pays? Des mouvements qui, par exemple, luttent pour les droits des femmes et des ouvriers, qui essayent de résister au nationalisme et au fondamentalisme, et qui affaiblissent ainsi le pouvoir des dirigeants des deux côtés?

Pendant la guerre [d'Israël contre le Liban], Bert Bakkenes et Nelly Soetens ont publié un texte politique remarquable «Israël-Liban: un son de gauche différent» (7). Tous les deux sont issus des milieux anti-impérialistes (du mouvement de solidarité avec le Kurdistan pour être précis), et ils ont essayé de rompre avec la solidarité automatique avec le Hezbollah. Car ce mouvement est «un camp dangereux, qui en fin de compte voudra tous nous tuer», concluaient justement Bakkenes et Soetens. «Israël combat pour sa survie, et pour l'existence d'une patrie pour le peuple juif. Tous les peuples ont droit à la souveraineté.» Israël est un endroit où les Juifs peuvent se sentir à l'abri d'un anti-sémitisme croissant, ont écrit les deux auteurs. Malheureusement, Bakkenes et Soetens se sont sentis obligés de défendre les sanglantes agressions israéliennes. «Naturellement il est tragique qu'il y ait des victimes civiles. Chaque mort est un mort de trop. Mais les critiques de la gauche contre Israël à ce sujet ne sont pas justifiées», ont-ils déclaré. Selon eux, Israël essaierait toujours «de réduire au minimum les pertes civiles» ! Ces deux militants sont malheureusement restés prisonniers de l'anti-impérialisme et du nationalisme qui pensent uniquement en termes de «peuples». Pourtant il serait positif que les communistes hollandais fassent au moins le premier pas effectué par Bakkenes et Soetens. Mais, à part quelques brèves insultes, leur initiative a été étouffée dans l'œuf.

### **Bunkers**

Le Hezbollah a également reçu le soutien des milieux d'extrême droite. Et le 1<sup>er</sup> juillet 2006, le parti néonazi NVU a manifesté à La Haye contre le «sionisme et l'impérialisme américain». «Bien que le Hezbollah n'ait disposé d'aucune défense anti-aérienne sérieuse, ses guerriers courageux ont pu frapper durement l'armée israélienne. Des tanks et des hélicoptères de l'armée israélienne ont été détruits sans pitié. Et pendant les 35 jours du conflit les roquettes du Hezbollah ont plu sur le nord d'Israël. Jamais les Israéliens n'étaient restés aussi longtemps dans leurs bunkers», a exulté le parti nazi NVU. Constant Kusters, le dirigeant du parti, était fou de joie: « Hamas, Hezbollah et Jihad [islamique], combattez pour votre peuple et votre patrie ! Libérez vos enfants et vos familles des prisons sionistes et chassez les sionistes de votre pays!»

Selon le CIDI, une organisation antiraciste, l'antisémitisme a augmenté pendant la dernière guerre d'Israël contre le Liban. Des Juifs ont reçu des menaces par téléphone et par mail, des slogans ont été peints sur des murs et une synagogue a été attaquée. Le CIDI a souligné qu'il ne s'agissait pas d'incidents anti-israéliens. «Des courriels faisant allusion à “ces enfoirés de juifs” ne peuvent pas être compris autrement» [que comme antisémites], a expliqué Hirschfeld, le directeur du CIDI (8).

## **Eric Krebbers**

(*De Fabel van de illegaal*, automne 2006)

### **Notes**

1. Cf. «La plus grande manifestation antisémite depuis 1945», Eric Krebbers et Jan Tas, *Ni patrie ni frontières* n° 3 ainsi que dans la brochure de *De Fabel Altermondialisme, nationalisme et antisémitisme*, éditée par *Ni patrie ni frontières*.

2. «Regionale oorlogsdreiging door luchtaanval van het Israëlische regime in Libanon», Kevin Simpson, *Offensief* n° 177.

3. Plusieurs articles dans *De Socialist* n° 185, août 2006.

4. «Hizbollah is right to fight Zionist terror», George Galloway, *Socialist Worker* n° 2011, 29.7.2006.

5. Cf. le site Internet D4net.

6. «Worstelen met Israël», Koen Haegens. *De Groene Amsterdammer*, 28.7.2006.

7. Cf le site Internet de Ravage.

8. «CIDI: jodenhaat toegenomen door oorlog in Libanon» *NRC*

# Le Hezbollah: un Parti-Etat totalitaire

La «guerre des 33 jours» contre le peuple libanais n'est que la dernière d'une longue série d'agressions depuis plus de trente ans qui se sont à chaque fois traduites par des bombardements meurtriers contre des civils, des destructions de routes, de ponts, de centrales électriques, etc. Comme nous le verrons, cette guerre a permis à certains groupes de la «gauche radicale» voire à des «communistes libertaires» de faire l'apologie du «nationalisme arabe», et de s'émerveiller devant l'efficacité de ses «guérilleros» qui auraient, selon eux, vaincu Israël, ce «géant», la «plus puissante armée du Moyen-Orient», «l'une des plus puissantes armées du monde», etc.

La réalité politique sur le terrain est cependant bien différente des fantasmes «radicaux» ou tiersmondains.

## **«Islamisme-nationalisme» ou «islamo-terrorisme»: un débat qui occulte l'essentiel**

Le Hezbollah est depuis sa fondation un mouvement totalitaire (1) religieux dont l'objectif ultime est d'établir une république islamique, non seulement au Liban mais dans tout le Moyen-Orient à l'image de son modèle: l'Iran, son principal bailleur de fonds. Rappelons que les mollahs libanais qui fondèrent le Hezbollah professent une allégeance totale envers le chef spirituel de l'Iran (Khomeini aujourd'hui) et qu'ils étudièrent à Najaf, en Irak, dans la même institution que Khomeini avant eux.

Mais le Hezbollah est en même temps une organisation politique profondément pragmatique; elle sait que, vu la structure confessionnelle du Liban (2) et la place stratégique de ce pays, il lui sera impossible d'imposer à court terme son projet politico-religieux.

Comme les islamistes l'expliquent dans leur langue de bois: «les conditions objectives n'existent pas encore pour la création d'un Etat islamique» ou, mieux encore, comme l'écrivent W. Charara et F. Domont: «l'Etat islamique constitue non pas une fin en soi, mais un moyen de faire régner la justice» ! Libre aux naïfs de gober ce conte...

Prudent, le Hezbollah s'est bien gardé pendant la guerre civile des années 1975-1990 de participer aux «punitives exemplaires» «infligées aux milices chrétiennes», aux «kidnappings, assassinats de civils libanais ou attentats à la voiture piégée contre des compatriotes comme le firent à maintes reprises les autres milices» (J. Palmer Harik). De même, après la dissolution de l'Armée du Liban Sud en 2000, si le Hezbollah menaçait les mercenaires chrétiens d'Israël de terribles représailles, le Parti de Dieu laissa en fait aux soldats libanais «collabos» la possibilité de désertir, ou de se rendre à l'Etat libanais.

Néanmoins, au-delà de telle ou telle décision tactique du Parti de Dieu, il nous faut toujours garder à l'esprit la vision stratégique du Hezbollah, exprimée en 1985 dans un message public aux chrétiens: «Nous voulons votre bien et vous demandons de vous convertir à l'islam (...). Si vous refusez [attention, le ton change, YCe, Y.C., Y.C.], la seule chose que nous vous demandons est de respecter vos engagements avec les musulmans et de ne pas participer à des agressions dirigées contre eux».

La marge de manœuvre est donc très étroite pour les adversaires politiques du Hezbollah puisque c'est cette organisation elle-même qui dicte les termes des «engagements» et de ce qu'il considère comme une «agression».

Ceux qui mettent en avant «l'islamo-nationalisme» du Hezbollah et l'opposent à l'«islamo-terrorisme» d'al Qaïda ne comprennent pas, ou nous dissimulent, les ressorts de l'idéologie religieuse. Dans leur ouvrage, Walid Charara et Frédéric Domont, journaliste à RFI, vont jusqu'à affirmer que le Parti de Dieu ne serait plus qu'un parti d'«inspiration religieuse» – comme si cela pouvait nous rassurer: c'est au nom de cette même «inspiration» divine que sont commis les attentats suicides du Djihad islamique ou des Brigades des martyrs d'al Aqsa contre des civils israéliens ! C'est au nom de l'inspiration divine que l'intégriste juif Baruch Goldstein massacra 24 musulmans en Israël ! C'est au nom d'une conception religieuse que des hindouistes tuent des musulmans en Inde !

L'extrême gauche tiersmondiste tente de nous faire croire que le Hezbollah serait une simple copie du FNL sud-vietnamien ou du FRELIMO mozambicain – sans d'ailleurs s'interroger sur la nature des régimes anti-ouvriers et dictatoriaux que ces prétendus mouvements de libération ont mis en place.

Mais, dépourvus du moindre sens critique, ils ne font que répéter les propos de Hassan Nasrallah lui-même qui compare son combat à celui des Vietnamiens.

### **L'importance de la longue durée pour les mouvements politico-religieux**

Du *Monde diplomatique* à RFI, en passant par de nombreux groupes de la «gauche radicale», les «idiots utiles» de l'islam politique ferment les yeux devant une dimension fondamentale du combat religieux: la longue durée. Quand ces militants sont d'extrême gauche cela ne nous étonne guère: en effet, les pulsions révolutionnaires ont besoin de satisfactions immédiates («Je voudrais bien voir le Grand Soir de mon vivant», «Ca va bientôt péter, je le sens»), alors que les croyants sont beaucoup plus patients et ne vivent pas dans l'attente rapide d'un Paradis sur terre – excepté les adhérentes des sectes millénaristes.

Comprendre l'islam et sa version politique, l'islamisme, suppose donc pour un athée marxiste ou libertaire occidental de se «décentrer», de faire l'effort de raisonner d'une autre façon et d'entrer dans un autre univers intellectuel. Et le résultat de cet effort ne nous incite pas à être spécialement optimiste sur la proximité de la révolution mondiale. Mieux vaut donc plaquer de vieux schémas rassurants sur des réalités complexes.

Pourtant, le sionisme – que ces «radicaux» critiquent régulièrement – aurait dû les aider à comprendre qu'une idéologie religieuse (dans ce cas le judaïsme) peut connaître bien des mutations et incarnations politiques en 3 000 ans mais que son projet messianique (le retour à la Terre promise) ne meurt jamais. En effet, si les premiers sionistes étaient majoritairement athées, cela ne les a jamais empêchés de se servir de l'imaginaire religieux du judaïsme pour légitimer leur combat, et ils continuent d'ailleurs à le faire (cf. à ce propos *Les mots et la terre et le sang, Les intellectuels en Israël*, de Shlomo Sand, Fayard, 2006). Mais l'extrême gauche considérant le sionisme comme une «aberration», cela lui évite d'y réfléchir.

Deuxième exemple qui devrait susciter un minimum de perplexité chez les militants «radicaux» à propos des rapports entre religion et politique: le fondamentalisme protestant dont les conséquences géopolitiques sont régulièrement dénoncées dans la presse «gauchiste» depuis que Bush est au pouvoir. La Droite chrétienne travaille sur le long terme, dans le cadre d'une perspective qui s'étend à des dizaines d'années, voire des siècles, lorsqu'elle avance des projets politico-religieux. Elle ne réfléchit pas uniquement dans le cadre temporel d'une ou deux législatures.

Il en est de même de l'Eglise, à l'expérience plus que millénaire: la papauté et son appareil politico-religieux ont toujours su s'adapter à leurs revers de fortune et à la limitation progressive de leurs pouvoirs temporels dans les aires où ils étaient autrefois hégémoniques. De nombreux «marxistes» ont oublié qu'il était de tradition dans le mouvement ouvrier de traiter l'Eglise – et plus généralement les mouvements religieux – comme de vulgaires partis politiques. Reconnaissons que leur cécité actuelle est – en partie – provoquée par certains marxistes (Engels, Kautsky) qui présentèrent (en partie à des fins de propagande, en partie parce qu'ils le croyaient) le christianisme primitif ou les hérésies chrétiennes comme des mouvements précommunistes. Ces écrits des «pères fondateurs» permettent aujourd'hui à beaucoup de trotskystes mais aussi à de nombreuses autres tendances marxisantes de percevoir des ferments de radicalité dans les mouvements religieux – tout en se refusant à tirer les leçons des échecs de la théologie de la Libération en Amérique latine et de son «équivalent» musulman en Iran après 1979.

Malgré ce passif théorique, quand on lit la prose de l'extrême gauche sur les implications politiques des différentes religions (en dehors de l'islam), on peut quand même se demander pourquoi ce qui est possible pour le sionisme, le fondamentalisme protestant et le catholicisme ne s'appliquerait pas à l'islam – et à son incarnation hezbollahique.

### **Les quatre discours du Hezbollah**

L'islam politique a une vocation universelle, c'est pourquoi il se marie aussi bien avec différentes variétés de panarabisme. Ce mélange de nationalisme arabe (même s'il s'adresse à des peuples non arabes), d'anti-impérialisme et de religion musulmane, a de beaux jours devant lui, d'autant plus qu'il a, du moins encore pendant environ une trentaine d'années, des ressources financières considérables et une matière première stratégique (le pétrole) à sa disposition.

Comme l'explique Judith Palmer Harik dans *Le Hezbollah, Le nouveau visage du terrorisme* (le contenu du livre est plus subtil que son titre racoleur), ce mouvement tient quatre discours parallèles:

«Hassan Nasrallah, le secrétaire général du parti, utilise en fait quatre contextes ou cadres différents pour présenter ses idées concernant la lutte du Hezbollah contre les Israéliens et passe de l'un à l'autre selon le public à qui il s'adresse.»

1) *«Lorsqu'il participe à un meeting dans le dahiyeh »[la banlieue sud de Beyrouth, Y.C.], où les auditeurs sont pour la plupart ses partisans, Nasrallah évoque le djihad dans un contexte purement religieux. Le djihad est représenté comme un devoir religieux sacré qui transcende tous les autres buts de l'existence. Dans ce contexte, les Israéliens sont des infidèles et des hérétiques qu'il faut chasser des terres musulmanes (3). Toujours dans cette perspective, le conflit actuel devient la première partie d'une campagne dont le but ultime est de libérer Jérusalem et les autres lieux saints musulmans.»*

Les médias occidentaux insistent avant tout sur cet aspect, ce qui leur permet de renforcer le côté «guerre des civilisations» de leur propagande. Et cette dénonciation pousse inversement l'extrême gauche – et certains libertaires aux réflexes politiques pavloviens – à prendre le contre-pied de cette guerre «culturelle» et à affirmer que l'aspect religieux serait totalement secondaire (il est d'ailleurs d'autant plus «secondaire» qu'en général ces militants occidentaux ne se sont jamais intéressés à l'islam ni même aux religions en général).

Comme l'écrit Abdelilah Balkaziz: un «combattant [du Hezbollah] n'a pas seulement suivi une formation militaire dans un camp d'entraînement, mais il a aussi fait ses classes dans les écoles d'enseignement religieux (...). Il est nourri d'une histoire culturelle, théologique et politique spécifique au chiisme. Lorsqu'il combat, il s'identifie à des modèles et des figures de cette histoire (...). Il n'est pas étonnant que bon nombre de combattants du Hezbollah, élevés dans la vénération du modèle husseinite, aient recherché le martyr dans la lutte contre l'occupant. Cette inconnue, dans l'équation politique et militaire, était en réalité un élément spirituel inattendu (...) mais son impact se révélera décisif (...)».

2) *«Par contre, lorsqu'il prend la parole devant un public libanais plus large, qui inclut des membres de diverses communautés, Nasrallah représente le djihad sous des couleurs plus nationalistes. Le djihad devient un devoir patriotique pour libérer la patrie et chasser les Israéliens du Liban. Le Hezbollah incarne alors le peuple libanais qui désire, dans son ensemble, résister à l'ennemi.»*

Dans ce cas, nos «radicaux» jubilent, puisqu'ils ont au moins une cause simple à comprendre: la défense des «nations opprimées» et du «peuple libanais» – toutes classes confondues. Peu importe la nature du régime qui naîtra après cette «lutte de libération nationale». Portons les valises des futurs exploités (dans le cas du Hezbollah on peut même dire des exploités actuels, vu le nombre d'entreprises qu'ils contrôlent déjà et la position économique et sociale de leurs dirigeants [4]) et tout ira bien.

3) *«Le chef du Hezbollah modifie son approche lorsque le groupe ciblé est plus sensible aux arguments nationalistes arabes qu'à tout autre discours. Il émaille son invocation du combat contre Israël de références aux incursions dévastatrices de l'Occident et présente cette lutte comme un effort pour tenir tête aux Etats-Unis et vaincre ses visées impérialistes. Dans ce contexte, il identifie Israël comme un laquais des Américains ou un agent impérialiste auquel doit s'opposer le Hezbollah, le fer de lance de la nation arabe.»*

Les partisans du «nationalisme arabe» se réjouissent: ils sont en terre connue et bien labourée. Cette idéologie mythique mais mobilisatrice, dont se sont servis toutes sortes de potentats ou de dictateurs (Nasser, Hafez-el-Assad, Saddam Hussein, etc.) mais aussi une pléiade de guérilleros nationalistes, maoïstes ou marxisants du Proche et du Moyen-Orient, sans compter le FIS algérien, conserve toujours un grand attrait à leurs yeux. De plus, l'anti-impérialisme sélectif (prioritairement anti-américain et anti-israélien, et qui consacre beaucoup moins d'énergie à dénoncer les méfaits des impérialismes européens, y compris ceux de la Russie) est particulièrement populaire dans les milieux «gauchisants» et altermondialistes.

4) *«Le djihad est à nouveau présenté dans un tout autre contexte lorsque Nasrallah s'adresse à une audience internationale lors de ses émissions diffusées par Al-Manar (...). Le djihad mené par son mouvement est alors assimilé à un droit des peuples, reconnu sur le plan international, de lutter contre l'occupation illégale de leur pays. Dans cette perspective, les Israéliens sont accusés de violer les accords internationaux, et plus particulièrement les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui réclament le retrait des forces israéliennes du Liban depuis 1978.»*

Là aussi, ce discours destiné aux chefs d'Etat ne choque guère l'extrême gauche qui, depuis la création de l'URSS, est habituée à confondre intérêt des Etats et intérêts du prolétariat mondial. Les trotskystes ont toujours soutenu «la défense de l'URSS», y compris l'invasion des pays d'Europe de l'Est, qui, grâce aux soldats soviétiques, seraient ainsi miraculeusement devenus des «Etats ouvriers déformés» après leur occupation par l'Armée rouge et la nationalisation des principaux moyens de

production. Rappelons aussi que la plupart d'entre eux abandonnèrent la politique de l'internationalisme prolétarien et du défaitisme révolutionnaire dans les deux camps durant la Seconde guerre mondiale, même s'il y eut de courageuses exceptions en France. Soulignons enfin qu'ils défendent encore aujourd'hui la dictature cubaine ou le régime chaviste, quand ce n'est pas, pour certains, le droit de l'Iran ou de la Corée du Nord à fabriquer sa bombe atomique, en bons propagandistes de ces régimes anti-ouvriers.

### **Une branche de l'appareil d'Etat libanais**

Mais les discours de Nasrallah n'auraient guère de portée si les militants du Parti de Dieu ne mobilisaient pas tous leurs talents militaires (renforcés par l'aide financière et logistique de l'Iran), leurs connaissances scientifiques et leur savoir-faire technique au service d'objectifs bien concrets pour la population libanaise: construction et reconstruction de routes, de ponts, d'hôpitaux, de dispensaires, d'écoles; forage de puits artésiens; approvisionnement en eau potable; installation du tout-à-l'égout et de stations de pompage afin d'irriguer les cultures; création de coopératives agricole; création de centres vétérinaires et de centres agricoles régionaux fournissant des pesticides, des semences, des engrais et du matériel agricole à prix raisonnable; conseils dispensés par des ingénieurs agronomes; organisation de stages de formation agricole; aménagement de canaux d'irrigation et de voies vicinales; aide aux personnes âgées isolées et aux handicapés; prise en charge des familles des «martyrs»; réinsertion des combattants blessés, etc.

Dans les zones qu'il contrôle (le Sud du Liban, la vallée de la Bekaa et la banlieue sud de Beyrouth, soit environ la moitié de la population libanaise), le Hezbollah est bien loin d'être un mouvement de libération nationale composé de pauvres paysans illettrés. C'est un parti de médecins, de techniciens, d'ingénieurs, de notables (traditionnels-claniques ou modernes) et bien sûr de dignitaires religieux. Il joue le rôle d'un véritable ministère de la planification et de la reconstruction dans des domaines comme l'agriculture, l'enseignement, la santé et les travaux publics. (Rappelons par exemple que la Sécurité sociale n'existe pratiquement pas au Liban et que les islamistes offrent des tarifs médicaux bien inférieurs à ceux du secteur privé, à condition, bien sûr, que les femmes, quelle que soit leur confession, portent le hijab dans ses dispensaires ou hôpitaux.) Et le Parti de Dieu ne se contente pas de planifier le développement ou la reconstruction de «ses» zones, il offre en plus ses services et ses conseils techniques dans les zones à majorité chrétienne, sunnite ou druze. «*Se consacrer au bien public et multiplier les actions sociales dans sa propre communauté*» est d'ailleurs parfaitement conforme aux principes du Coran, comme le rappelle J. Palmer Harik. «*L'attrait de l'islam*» réside dans le fait qu'il combine «*des liens communautaires solides*», «*un réseau d'institutions religieuses et charitables*» et «*un système alternatif de gouvernement*» (*idem*).

Loin de monopoliser la représentation politique de ses municipalités, le Hezbollah se débrouille souvent pour mettre sur ses listes des chrétiens, des sunnites et des membres du Parti communiste, ce qui permet ainsi d'acheter la coopération de la gauche «laïque» libanaise et le silence complaisant d'une partie de l'extrême gauche internationale.

Dans son livre, J. Palmer Harik décrit dans le détail les actions du Hezbollah dans tous les domaines de la vie quotidienne. Elle montre comment le Parti de Dieu a su se gagner le soutien d'une grande partie de la population libanaise en se présentant à la fois comme le meilleur défenseur de la patrie, de l'unité nationale contre Israël (contre la Syrie, c'est beaucoup moins évident), et comme un parti proche des préoccupations et des difficultés du peuple.

Mais l'intelligence tactique, la «flexibilité idéologique» des partisans de l'islam politique libanais ne doivent pas nous faire oublier quel est leur objectif final (aussi lointain soit-il): «*Les fondamentalistes qui tentent de s'intégrer dans les sociétés séculières et de collaborer avec des gouvernements "apostats" doivent convaincre (...) leurs partisans orthodoxes qu'en dépit de leur stratégie (qui inclut le remodelage de l'idéologie du parti [...]), ils ne renoncent pas au commandement de Dieu qui enjoint l'instauration de son règne sur terre*» (J. Palmer Harik).

Et, plutôt que des s'esbaubir devant les multiples initiatives «sociales» du Hezbollah, il faudrait mieux s'interroger sur ce que le Parti de Dieu exige, en échange de son soutien matériel, des personnes qu'il «aide»: pour les femmes, il impose le port de l'uniforme islamique, bannit le maquillage, le parfum, etc., facilitant et renforçant ainsi leur oppression par leurs pères, frères et maris; chez les hommes, il se constitue un vivier de militants: non seulement ces individus «aidés» sont obligés (par des pressions morales mais aussi matérielles en cas de résistance) de se rendre aux rassemblements monstres du Hezbollah, mais le Parti de Dieu leur demande un soutien financier quand leur situation

se rétablit, il surveille leur présence régulière à la mosquée, il vérifie que leur endoctrinement politique progresse, et il sélectionne certains d'entre eux pour faire partie des milices armées ou des commandos suicides contre les soldats israéliens. Au niveau de la vie sociale, le Hezbollah interdit la vente d'alcool dans les magasins et les bars, la musique et la danse dans les mariages, il pousse les étudiants mâles à ne pas fréquenter les cours de la faculté et à étudier à la maison si les étudiantes ne portent pas une tenue «islamique correcte», etc.

Même si le Parti de Dieu ne prend pas le pouvoir par en haut, il le prend par en bas, progressivement, sans précipitation... et avec l'appui de l'extrême gauche internationale.

On peut certes envisager l'hypothèse qu'un jour le Hezbollah (ou le Hamas en Palestine) change de nature, éclate en plusieurs partis opposés, etc. Après tout le MSI néofasciste s'est bien transformé en ce parti de la droite « brutale » qu'est Alianza nazionale en Italie (parti que les gauchistes des deux côtés des Alpes continuent à traiter de fasciste comme si rien ne s'était passé), mais qui n'a plus rien à voir avec le noyau dur des vieux nostalgiques de Mussolini. Un parti d'extrême droite peut se transformer en parti de droite. C'est ce que nous serinent tout le temps les journalistes de Radio France Internationale et les spécialistes qu'ils invitent à leur antenne, à propos du Hezbollah.

Néanmoins, le B-A-BA de toute politique révolutionnaire n'est pas de choisir le moindre mal (5) entre le Hezbollah et le «mouvement du 14 mars», par exemple. C'est de partir des intérêts des prolétaires, des paysans, des sans ressources, bref des plus exploités, tout en tenant compte de ses forces et de son influence réelle sur le terrain. C'est pourquoi les ouvriers et les paysans libanais ne doivent faire aucune confiance au Hezbollah et ne lui accorder aucun soutien, fusse-t-il «critique» ou «conditionnel», pas plus, bien sûr, qu'aux autres forces bourgeoises «démocratiques» en présence dont ils n'ont rien à attendre (c'est cette dernière position, à notre avis erronée, que semblent défendre les camarades libertaires libanais d'al Badil).

### **Un parti contre-révolutionnaire**

J. Palmer Harik décrit comment le Parti de Dieu, à partir de sa politique d'ouverture (*infitah*), organise des «débats sociopolitiques» dans les années 90, mais elle ne mentionne malheureusement pas que le Hezbollah commença d'abord par éliminer un certain nombre de ses rivaux staliniens libanais. Comme l'écrit Gilbert Achcar: *«le Hezbollah est fortement soupçonné d'avoir été responsable de l'assassinat de plusieurs militants communistes, y compris certaines des personnalités communistes chiïtes les plus en vue, dans les années qui suivirent sa proclamation officielle en 1985»*. Le même Achcar, souvent conciliant, écrit dans le même article que *«l'intégrisme islamique constitutif du Hezbollah (...) est source d'attitudes réactionnaires quant aux rapports de genre [on remarquera le flou artistique, quasi ramadanisque de ces critiques voilées] et aux questions de moralité privée et publique [lesquelles? nom de Dieu !], même si l'attitude du parti au sujet des femmes est moins rétrograde que celle des principaux bastions de l'intégrisme islamique sunnite, de même que l'Iran est bien moins rétrograde que le royaume saoudien»*.

Avec ce genre de raisonnement alambiqué, on peut aussi se dire que Franco était moins pire que Hitler, ou Péron moins sanguinaire que Videla. Triste consolation pour leurs victimes respectives !

Un journal libanais proche du Parti du Dieu, cité d'ailleurs par Achcar, reconnaît que *«le Hezbollah a contribué au maintien de la "paix" sociale au Liban»* et que *«les politiques néolibérales injustes qui ont été adoptées au cours de la période de la reconstruction [les années 1990] auraient dû provoquer de violentes insurrections sociales»* et qu'il a joué le rôle d' *«un filet social de sécurité pour de vastes secteurs de la population libanaise»*. D'ailleurs, lorsque Hajji Hussein Shami, directeur des services sociaux du Hezbollah, est interviewé à deux reprises par J. Palmer Harik, il insiste à chaque fois sur le fait que *«sans l'initiative prise par le Hezbollah pour fournir ces services essentiels dans les banlieues surpeuplées, le gouvernement aurait dû faire face à de graves troubles sociaux et à des perturbations»*. Peut-on être plus clair sur le rôle du Parti de Dieu ?

Le trotskyste Achcar préfère se contenter de dire que *«la composition plébéienne de la base sociale du parti»* risque de constituer *«une source de pression pour une politique d'opposition aux réformes économiques et sociales les plus impopulaires»*.

Heureusement qu'il existe encore des journalistes bourgeois pour expliquer clairement que le Hezbollah joue un rôle contre-révolutionnaire sans s'empêtrer dans des raisonnements pseudo-«dialectiques» !

**Y.C.**

## Notes

1. Le mot «totalitaire» n'est pas bien vu dans la gauche radicale qui craint toute comparaison entre stalinisme et fascisme, d'autant plus que le Parti communiste français n'a jamais tiré le bilan de son passé et que la LCR non seulement lui fait les yeux doux mais se livre à toutes sortes de manœuvres diplomatiques dans le champ intellectuel avec les néostaliniens (tenue de conférences et de colloques communs, collaboration dans certaines maisons d'édition, publications d'articles de néostaliniens dans les revues de la LCR et vice versa) sans compter la présence des militants de la Quatrième Internationale au sein du PRC italien et de Die Linke en Allemagne.

Malgré ses inconvénients, l'avantage du terme de «totalitarisme», plus flou que ceux de «fascisme» ou d'«islamofascisme», est qu'il met l'accent sur le souhait des idéologies politico-religieuses de contrôler tous les aspects de la vie des individus au nom du respect de Dieu, de brouiller totalement les frontières entre le privé et le public, de donner le pouvoir aux religieux de contrôler l'Etat, etc.

2. Il existe dix-sept groupes religieux recensés au Liban. Du haut en bas de l'appareil d'Etat, tout est organisé selon des critères confessionnels et la volonté d'«équilibrer» les pouvoirs entre les communautés. Même les juges et les procureurs sont nommés en fonction de leur appartenance religieuse et de leurs sympathies politiques. Dans une telle situation, il est peu probable que les chrétiens maronites et les «musulmans laïques» acceptent facilement de vivre demain sous la dictature des mollahs.

C'est d'ailleurs pourquoi Mohamed Fneich, député du Hezbollah, explique benoîtement: «*la société libanaise dont le Hezbollah est issu n'est pas une société islamique (...). Nul ne peut imposer un projet d'Etat à d'autres en s'imaginant pouvoir réussir. Si un Etat islamique est édifié par la force, il perdra toute légitimité.*» Ben voyons !

En dehors des beaux discours, il existe des réalités plus décisives qui influent sur le jeu des acteurs : la division du Liban en deux ou trois Etats confessionnels ne pourrait que raviver les appétits de l'ancienne Syrie qui souhaite récupérer ce qui fut pendant des siècles une de ses provinces. C'est d'ailleurs une des faiblesses des analyses qui considèrent qu'Israël et les Etats-Unis souhaiteraient la «partition du Liban». Une telle partition, si elle se réalisait, serait encore plus dangereuse pour Israël que l'Etat confessionnel unitaire actuel, aussi bancal soit-il. Cela ne signifie pas que certains généraux israéliens, ou néoconservateurs américains, ne préconisent pas cette solution, mais cela relativise la faisabilité des projets de ces Docteur Folamour.

3. C'est aussi la position du Hamas palestinien, comme le déclara son fondateur Sheikh Ahmed Yassin: la reconquête de toute la Palestine est «*une obligation religieuse imposée par Dieu à tous les musulmans jusqu'à la fin des temps*». Mais Achcar, RFI et le *Monde diplomatique* nous objecteront certainement que le Hamas est en train «d'évoluer sur cette question» !

4. Comme l'écrit Gilbert Achcar, après avoir rappelé la participation de deux ministres du Hezbollah à des privatisations dans le secteur public, «*rien dans les orientations programmatiques du Hezbollah (...) ne s'oppose au capitalisme et même à sa variante néolibérale. Le parti ne s'est pas érigé en force d'opposition aux orientations néolibérales de Rafic Hariri*».

Mais cela n'empêche pas Ali Fayad, Monsieur Relations publiques du Hezbollah auprès des journalistes occidentaux, de déclarer démagogiquement: «*Nous joignons nos forces à ceux qui combattent le capitalisme sauvage incarné par le néolibéralisme, pour la protection de l'économie libanaise des lois du marché et des défis de la mondialisation. Nous réclamons un plus grand rôle de l'Etat dans la protection des classes défavorisées, le développement des services et de la protection sociale*». Et pendant que le Hezbollah tient ces beaux discours à W. Charara et F. Domont, plus du tiers de la population libanaise vit en dessous du seuil de pauvreté et 250 000 personnes en situation d'extrême pauvreté (306 dollars par mois pour une famille de 5 personnes). Le baratin ne coûte rien aux démagogues...

5. Un exemple édifiant de cette théorie du moindre mal: le 15 février 2007 un reportage de 20 minutes sur RFI, à propos de l'état d'urgence au Bangladesh, dénonçait la corruption des deux principaux partis, le BNP (Bangladesh Nationalist Party) et la Ligue Awami, qui alternaient au pouvoir depuis 1990. L'envoyé spécial de RFI donnait la parole à plusieurs Bengalis, gens du peuple ou membres des «élites», qui se disaient soulagés car enfin la situation était plus sûre dans les rues, il n'y avait plus de grèves, le commerce et les affaires reprenaient, etc. L'un d'eux faisait même l'apologie de l'armée et d'un régime musclé, tandis qu'un journaliste local nous assurait que nous avions maintenant affaire à une nouvelle génération de militaires, plus moderne et moins autoritaire. Que peut en déduire l'auditeur sinon qu'il vaut mieux que l'armée prolonge l'état d'urgence et



repousse les élections? (Le président de la République a en effet la possibilité légale de renouveler indéfiniment l'état d'urgence tous les 120 jours.) Ce type de raisonnement est fréquent à propos de toutes sortes de pays du «tiers monde» où le mouvement ouvrier est faible et où les libertés démocratiques sont fragiles. Pas étonnant dans ces conditions que tiersmondisme rime avec défaitisme.

# Brève chronologie des «opérations» militaires israéliennes

**30 et 31 octobre 1948:** massacre de 174 civils dans les villages de Salha et Houla par la 7<sup>e</sup> brigade de la Haganah

**1949-1964:** 140 agressions israéliennes.

**1968-1974:** 3 000 agressions israéliennes.

**15 mars 1978/13 juin 1978.** «Opération Litani». Israël envahit le Sud-Liban. 1 186 tués. 250 000 réfugiés. En quittant le Liban au bout de trois mois, Israël laisse le contrôle d'une bande dix kilomètres à l'ALS, Armée du Liban Sud, une milice dirigée par des officiers chrétiens et totalement inféodée aux Israéliens.

**6 juin 1982:** «Opération Paix en Galilée» (on remarquera le sens de la litote). Invasion du Liban pour chasser les groupes palestiniens. Bilan au bout de trois ans: 19 085 morts. 31 815 blessés. 2 206 handicapés physiques. 500 000 personnes déplacées.

**15 septembre 1982.** Les troupes israéliennes pénètrent dans Beyrouth-Ouest.

**16-18 septembre 1982.** Massacre de centaines de Palestiniens à Sabra et Chatila par la milice chrétienne d'Elie Hobeika.

**6 juin 1985** Les troupes israéliennes se «retirent» du Liban en gardant une «zone de sécurité» au sud.

**16 février 1992.** «Assassinat ciblé» du cheikh Moussawi, secrétaire général du Hezbollah à Saïda. Hassan Nasrallah le remplace à ce poste.

**25-31 juillet 1992.** Bombardement des bases du Hezbollah au Liban. «Opération Règlement de compte». 300 000 réfugiés.

**11 avril 1996.** «Opération Raisins de la colère». Bombardements israéliens au Sud-Liban, dans la banlieue sud de Beyrouth et dans la plaine de la Bekaa pendant 18 jours. 400 000 personnes prennent le chemin de l'exode. 200 morts civils.

**18 avril 1996.** 102 civils tués dans une base de la FINUL à Cana.

**24 mai 2000.** Débandade de l'ALS et retrait de l'armée israélienne.

**13 juillet 2006.** Début d'une campagne de bombardement intensive du Liban.

**30 juillet 2006.** 26 femmes et enfants libanais meurent sous les bombes israéliennes à Cana.

## **Sur la prison de Kham gérée par les Israéliens puis par leurs supplétifs de l'ALS, « milice financée, équipée, entraînée et encadrée par Tsahal\*»**

Créée, après la fermeture du camp d'Al Ansar, au Sud-Liban, camp où 12 000 Libanais et Palestiniens furent enfermés, cette prison est constituée des écuries d'une ancienne caserne française construite en 1930. « Du printemps 1985 au printemps 2000, plus de 3000 personnes, dont quatre cents femmes, auront été incarcérées de façon arbitraire derrière les murs de ce sanctuaire du non-droit. Une trentaine d'homme et de femmes y ont péri des suites de mauvais traitements\*. » Les cellules aménagées par les Israéliens dans ces bâtiments étaient « exigües, dépourvues de commodités, sans fenêtres\* » et dans chacune « étaient entassés une douzaine de prisonniers. La salle de tortures [était] équipée d'un groupe électrogène de différents voltages, de câbles électriques partant de ce dernier\* ». « A l'extérieur une cour d'une vingtaine de mètres carrés faisait office de « promenade » pour les détenus qui prenaient le soleil – comme ils le rapportent – une fois par semaine au travers d'un plafond grillagé\* ».

\* *Le Hezbollah*, Walid Charara et Frédéric Domont, Fayard, 2004

## Quelques sources utiles

– Judith Palmer Harik: *Le Hezbollah, le nouveau visage du terrorisme*, Editions ViaMedias, 2<sup>e</sup> édition, 2006

Un ouvrage clair et subtil. Indispensable pour comprendre le fonctionnement du Hezbollah et, malgré son titre, pour démonter les arguments de ceux qui réduisent le Hezbollah à une simple organisation terroriste financée par l’Iran et roulant pour la Syrie.

– Karim Mroué, Samir Amin: *Communistes dans le monde arabe*, Le Temps des Cerises

Bouillie nationaliste indigeste de deux néostalinien. L’un est un ex-membre du Parti communiste libanais, l’autre un idéologue maosant tiermondiste. Utile principalement pour avoir un aperçu de la confusion idéologique qui règne dans ces milieux. Ceux qui ne supportent pas la langue de bois s’abstiendront.

– Walid Charara, Frédéric Domont: *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Fayard, 2<sup>e</sup> édition, 2006

Une analyse acritique du Hezbollah. Intéressant pour savoir comment les islamistes vendent leur soupe à des journalistes complaisants. Incidemment le livre décrit les liens très étroits, y compris militaires, qui existaient entre l’OLP et les divers groupes libanais dans les années 70 (dont le Dawa créé en Irak à la fin des années 50 pour combattre l’influence du parti stalinien chez les chiites et qui va devenir la principale formation islamiste en s’implantant au Liban, en Arabie saoudite, au Bahrein, au Koweït et aux Emirats arabes unis) qui allaient ensuite créer le Hezbollah. Une proximité militaire et politique qui jette un éclairage utile sur le caractère fort peu laïque de l’organisation présidée par Yasser Arafat.

– Gilbert Achcar et Michel Warschawski: *La guerre des 33 jours contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Textuel, 2006

Réquisitoire impitoyable contre la politique des différents gouvernements israéliens et leurs agressions contre le Liban, et contre les manœuvres américaines ou françaises dans la région. Par contre un ouvrage très décevant en ce qui concerne l’analyse du Hezbollah.

- Renaud Girard, *La guerre ratée d’Israël contre le Hezbollah*, Perrin 2006,

Livre écrit par un journaliste du *Figaro* qui considère qu’Israël «avait le droit pour lui» tout en ne cachant pas que Dan Halutz, chef d’état major de Tsahal, menaçait de «ramener le Liban vingt ans en arrière» et qu’Israël se livrait à une «stratégie de punition collective» ! Un exercice de propagande sans grand intérêt qui ressemble au scandaleux article de BHL dans *Le Monde* où notre philosophe médiatique discutait littérature avec de jeunes officiers israéliens pendant qu’ils planifiaient des bombardements «chirurgicaux» sur leurs ordinateurs. Girard vante le «mélange de décontraction et de professionnalisme» des «soldats d’élite» israéliens !.

Quelques citations révélatrices à retenir:

– la déclaration d’un général israélien: «Israël est un Etat moral. Son armée ne s’en prend jamais directement aux populations civiles. (...) Nous aurions les moyens de plonger le Liban dans le noir, de le priver d’eau, de l’affamer: nous ne l’avons pas fait»;

– celle d’une institutrice: «Israël est un Etat plus moral que les autres. Il appelle les populations civiles à dégager avant tout bombardement»;

– et pour finir les propos méprisants d’Ehud Olmert: «L’époque du bazar oriental où l’on échangeait des prisonniers est révolue.»

– «Godfathers of Levant: Syrian-Lebanese dispute and its implications for the class struggle» un article écrit par un collectif intitulé les «Troglodytes Mélancoliques» ! <http://libcom.org/library/syrian-lebanese-dispute-melancholic-troglodytes>

Un texte passionnant en anglais sur le Liban qui s’arrête malheureusement en 2003.

– *Inprecor* n° 520 septembre-octobre 2006 qui comprend trois articles de Gilbert Achcar et un de Michel Warschawski.

– *Le Liban, une guerre de 33 jours*, sous la direction de Franck Mermier et Elizabeth Picard, La Découverte, 2007. Un livre qui contient les pires âneries islamistophiles comme d’excellentes infos ou analyses de terrain. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

# Contorsions «libertaires», Hezbollah et nationalisme arabe

## Contorsions «libertaires» face au Hezbollah et au nationalisme arabe

Sous le titre «Un été meurtrier, les dessous d'un conflit» *Courant alternatif* n° 162, d'octobre 2006, organe de l'OCL, nous dévoile en réalité les «dessous» d'un bien curieux communisme libertaire.

Même si *Courant alternatif* a, en quelque sorte, «redressé la barre» dans un article publié deux mois plus tard en décembre 2006, il nous semble important de revenir tant sur le contenu de ce texte que sur ses influences intellectuelles implicites ou explicites. Cela nous donnera l'occasion aussi de démonter quelques-uns des lieux communs qui circulent dans le mouvement altermondialiste et l'extrême gauche, et bien sûr sur Internet. Cette idéologie apparemment «spontanée» se voit donner un «blanc-seing» scientifique par toutes sortes d'intellectuels néo-staliniens ou tiersmondistes auxquels le *Monde diplomatique*, ouvre ses colonnes et RFI (Radio France internationale) son micro. A ce propos, il est intéressant de noter que la nouvelle chaîne de télévision Al-Jazeera English amplifie désormais à l'échelle mondiale, avec toute la puissance de ses moyens financiers et de ses images, l'écho de ce pseudo «anti-impérialisme». Elle n'a ainsi pas hésité à donner la parole à Howard Zinn, historien américain adulé par les altermondialistes, les trotskystes et les libertaires – et ce dernier n'a bien sûr pas refusé l'invitation. La même chaîne dont un jury de trois journalistes (un Américain, un Malais et un Qataris) avait choisi comme «homme de l'année 2006» respectivement Jimmy Carter (ce dernier pour son ouvrage sur Israël), Ahmadinejad et Hassan Nasrallah !

### La théorie du complot américano-sioniste a encore frappé

La première chose étonnante dans l'article de *Courant alternatif* est qu'il accorde autant de place aux hypothèses concernant le complot américano-sioniste.

Mais rassurons les camarades de l'OCL. Ils sont en bonne compagnie puisqu'on retrouve ces thèses complotistes aussi sous la plume du trotskyste Michel Warschawski: selon lui, la «*guerre mondiale illimitée*» serait une «*stratégie pensée et préparée, au cours des années 1980, par des néoconservateurs américains et israéliens qui repensaient le monde l'ère post-soviétique*»; «*une guerre de classes au niveau planétaire, pour la recolonisation du monde et l'imposition d'un nouveau système impérial régi par le néolibéralisme*». Rien de moins. Evidemment Warschawski note qu'il y avait beaucoup de «*Juifs américains*» (1) dans l'équipe Netanyahu et que «*les politiques des deux Etats devinrent fusionnelles avec la victoire de George W. Bush*». «*Un monstre à deux têtes*» conclut Warschawski !

Les analyses trotskystes et «communistes libertaires» se rejoignent. Rien de très étonnant: l'extrême gauche et les anarchistes puisent généralement aux mêmes sources «d'information» que les tiersmondistes et les néostaliniens. Ces courants ne connaissent qu'un seul allié des Etats-Unis au Proche et au Moyen-Orient: Israël. Ils ne s'intéressent ni aux autres alliés de l'Amérique (Egypte, Jordanie, Arabie saoudite (1), Turquie, émirats du Golfe, etc.) ni aux manigances des impérialismes français, allemand ou italien. Pourtant, même Gilbert Achcar est obligé d'admettre que l'Allemagne «*fournit des sous-marins à Israël, tandis que sa chancellerie a déclaré que la mission de sa marine est de défendre Israël; et l'Italie est liée à Israël par un accord de coopération militaire conclu par le gouvernement Berlusconi en 2003*». L'extrême gauche méconnaît totalement les jeux complexes entre la Syrie, l'Iran, le Liban et Israël, et n'envisage aucun retournement d'alliances possible ni entre les acteurs locaux, ni entre ceux-ci et les grandes puissances impérialistes. Pourtant l'histoire du Moyen-Orient est riche en retournements d'alliances.

Prenons la question de l'armement: pour sa bombe atomique, l'Inde a reçu l'aide de l'URSS puis des Etats-Unis; quant à l'Iran, il a bénéficié d'un coup de main de la France puis de l'URSS, et maintenant de la Russie. Pour les armes conventionnelles l'Arabie saoudite a été armée par les Etats-Unis, puis pour ce qui concerne les missiles à moyenne portée, premier pas en direction de la nucléarisation, indirectement par la Chine, puissance rivale des Etats-Unis, grâce au Pakistan – en principe pays allié des Américains. Quant à l'Irak de Saddam, sur le nucléaire, il a reçu l'aide de l'Egypte, allié américain, et de la France. Et l'Arabie saoudite a considérablement aidé le Pakistan à acquérir la «bombe islamique».

Chaque Etat ayant la chance de disposer de ressources stratégiques et financières suffisantes, chaque puissance moyenne ou grand, tentent de jouer ses cartes. On est loin d'une opposition radicale

entre un camp «progressiste» ou «anti-impérialiste» (prétendument dirigé hier par l'URSS ou la Chine, aujourd'hui par la Russie ou la Chine – ou le Venezuela s'il avait obtenu un siège au Conseil de sécurité de l'ONU) et un camp impérialiste.

Mais l'extrême gauche a une vision simplette des rapports entre Etats et entre puissances: elle n'imagine jamais qu'un Etat, ou qu'une classe dominante locale, puisse bénéficier d'une certaine autonomie de décision, y compris par rapport à la superpuissance qui la finance ou l'arme.

Rappelons tout de même que l'Egypte vient juste derrière Israël si l'on considère le montant de l'aide financière et militaire américaine, mais cela – chut ! – il ne faut surtout pas en parler car cela remettrait en cause les schémas simplistes de l'antisionisme et de l'anti-américanisme primaires.

### **Tout ce qui va mal au Moyen-Orient est la faute de l'Occident et du sionisme**

Sur quoi reposent ces schémas? Ils partent certes d'une intention qui peut sembler a priori louable: dénoncer l'«ennemi principal des peuples du monde»: l'impérialisme américain. Malheureusement pour nos distingués géopoliticiens, même s'il n'y a plus qu'une superpuissance pour le moment, il n'existe pas un camp impérialiste monolithique. Et de nombreux Etats ou groupes d'Etats souhaitent rivaliser avec les Etats-Unis soit à un niveau régional (comme l'Iran, le Brésil ou même le Venezuela) soit au niveau mondial comme l'Union européenne, la Chine ou même sans doute l'Inde dans le futur.

En fait, l'extrême gauche (et certains libertaires comme Chomsky qui ne s'est jamais vraiment intéressé à l'impérialisme soviétique quand celui-ci sévissait) ne fait que reprendre la vision du monde élaborée par les partis et les Etats staliniens durant la guerre froide. Vision que continue à d'ailleurs à propager la Russie actuelle, rejointe désormais par des Etats à priori aussi différents que Cuba, la Corée du Nord, la Syrie ou le Venezuela. Il est symptomatique que Cindy Sheehan, dont le fils a été tué en Irak et qui est devenue la porte-parole du mouvement antiguerre, soit passée de l'admiration pour Bush à l'admiration pour... Chavez et Castro.

Hors de cette alternative (soit soutenir l'impérialisme américain, soit soutenir les dictateurs tiersmondistes), la gauche radicale se révèle incapable de penser le monde sous un autre angle que celui de la dénonciation du «Grand Satan américain» et du complot «américano-sioniste».

C'est ainsi par exemple que, lors de la première guerre du Golfe, l'extrême gauche n'attribua pas l'invasion du Koweït à une décision indépendante de Saddam Hussein et de sa clique mais à un acquiescement implicite que lui aurait donné l'ambassadrice américaine à Bagdad ! De même, la gauche radicale continue à attribuer la responsabilité de la guerre Irak-Iran au soutien des puissances impérialistes occidentales à Saddam, et passe sous silence les rivalités entre les deux sous-impérialismes qui voulaient jouer un rôle international dominant dans cette région. De même, la guerre civile actuelle entre sunnites et chiïtes en Irak est imputée uniquement à la récente intervention américaine, négligeant ainsi 1 400 ans de rivalités religieuses au sein de l'islam.

Dans le livre de Walid Charara et Frédéric Domont on trouve un raisonnement identique à propos des conséquences du sionisme. Dès son apparition en Palestine, le nationalisme juif est rendu responsable de tous les problèmes de la région: «*éveil des communautarismes*», «*militarisation de sociétés peu développées, sortant à peine de jougs coloniaux, comme l'Egypte, la Syrie ou l'Irak*», etc., comme si les dirigeants politiques arabes n'avaient aucune responsabilité dans la situation de leur pays et comme si deux mille ans d'histoire régionale avaient été effacés par l'arrivée des colons juifs sionistes puis la création de l'Etat d'Israël.

On pourrait aussi citer ce catalogue ahurissant d'absurdités qui conclut le livre de Gilbert Achcar et Michel Warschawski: «*L'ingérence de la France dans la guerre entre l'Irak et l'Iran a entraîné les attentats de Paris de 1986; son ingérence dans le conflit algérien a entraîné les attentats de 1995. L'expédition coloniale de la Russie en Tchétchénie a entraîné des attentats meurtriers sur le sol russe, jusqu'à Moscou même. Le retour massif de l'armée états-unienne dans les pays du golfe arabo-iranien a entraîné les terribles attentats du 11 septembre 2001. La participation de l'Espagne aux guerres de Washington au Moyen-Orient a entraîné ceux du 11 mars 2004 à Madrid. La participation du Royaume-Uni aux mêmes guerres a entraîné les attentats de Londres du 7 juillet 2005.*»

Même s'ils les désapprouvent certainement, les auteurs n'ont pas un mot, dans la conclusion de leur livre, pour condamner les stratégies politiques des terroristes islamistes qui ont commis ces attentats. Ils semblent considérer ces actes barbares comme de simples conséquences des «guerres, occupations et ingérences coloniales», et non comme une stratégie froidement calculée et nullement dictée par le désespoir, du moins si l'on analyse attentivement les situations évoquées par nos deux écrivains radicaux. Autant on peut comprendre (et comprendre n'est pas approuver) qu'un Tchétchène, désespéré par la barbarie russe dans son pays et le quasi-génocide dont est victime son peuple, se livre à un attentat suicide en Russie, autant on ne voit pas en quoi les auteurs des autres attentats se

trouvaient dans une situation personnelle et sociale si tragique en France, en Espagne ou en Grande Bretagne qu'ils n'avaient d'autre solution que de s'en prendre aveuglément à des populations civiles... qui ont de plus manifesté leur opposition massive à ces guerres ! Quant aux kamikazes saoudiens du 11 septembre, ils n'étaient pas vraiment issus du sous-prolétariat moyen oriental qui, lui, a toutes les raisons d'être désespéré... mais serait mieux inspiré de s'en prendre directement à ses exploités.

### **Tout était prévu à l'avance**

Mais revenons à *Courant alternatif* et aux fantasmes de notre Rouletabille communiste libertaire.

Pour le rédacteur de l'OCL, comme pour Achcar et Warshawski, la «guerre des 33 jours» était prévue depuis longtemps et notre fin stratège en a la preuve irréfutable: un article paru sur un site Internet et écrit (bien sûr) par un journaliste au *New Yorker* et associé... à la CIA. Une réunion entre Bush et Cheney au mois de mai aurait donné le «feu vert» à Israël pour attaquer le Liban puis une réunion se serait tenue les 17 et 18 juin à Beaver Creek, Colorado.

Le propre des théoriciens du complot, c'est de ne nous épargner aucun détail, cela fait plus vrai, plus authentique; même si cette réunion n'avait peut-être rien à voir avec la guerre qui se produira ensuite, on ne pourra sans doute pas le prouver avant que les archives soient ouvertes dans au moins 50 ans. D'ici là, de l'eau aura coulé sous les ponts et d'autres rumeurs invérifiables auront circulé sur la Toile. Et qui assistait à cette réunion? Rien moins que Olmert, Netanyahou, Barak et Pérès. Il y avait donc forcément anguille sous roche. Et *Courant alternatif*, emporté par son élan, d'ajouter que ce plan terriblement secret était prêt «depuis dix ans déjà» ! Un plan resté secret pendant 10 ans? Vous n'auriez pas un peu fumé la moquette, camarades?

A croire que *Courant alternatif* ne sait pas qu'Israël a déjà mené, au cours des dix dernières années, plusieurs opérations sanglantes au Liban qui avaient toutes le même but que la dernière guerre de juillet-août 2006: obliger l'Etat libanais à désarmer le Hezbollah et massacrer régulièrement des civils libanais afin que ceux-ci se retournent contre le Parti de Dieu. Cette politique israélienne criminelle, aux intentions publiquement annoncées, et menées par le Parti travailliste comme par le Likoud, n'a eu que des résultats catastrophiques pour les peuples libanais et israélien: augmenter la popularité du Hezbollah et renforcer l'unité nationale contre Israël.

*Courant alternatif* va plus loin encore: notre fan des théories du complot est persuadé que des «assassinats de responsables libanais haut placés» (dont Rafik Hariri !) auraient été fomentés par les services secrets israéliens et/ou américains !!! Quatre journalistes libanais avaient en effet lancé ces accusations sur les ondes de RFI dans l'émission «Le kiosque arabe», après l'assassinat de Hariri, et on a pu entendre le même type d'affirmations abracabrantesques récemment sur Canal Algérie (2), mais l'OCL prend-il vraiment ces bobards invérifiables au sérieux?

Pas étonnant qu'après de tels propos absurdes, rapportés sans la réflexion moindre critique, *Courant alternatif* nous recrache ce qui tient lieu de pensée unique au *Monde diplomatique* et aux trotskystes orphelins du stalinisme (3) qui regrettent le rôle prétendument positif de l'«Etat ouvrier dégénéré» russe au service des mouvements de libération nationale: la lutte contre le «communisme» aurait été remplacée par la lutte contre le «terrorisme musulman».

Quelques remarques à propos de ce poncif:

– le «communisme» n'a jamais existé, pas plus que le «socialisme réel» ou les Etats «communistes». Cela, même l'OCL devrait le savoir ! La guerre froide correspondait au conflit entre deux impérialismes et n'avait rien à voir avec un conflit idéologique entre le «communisme» et la «démocratie»;

– l'URSS n'a jamais aidé de façon désintéressée des mouvements de libération nationale et ceux-ci n'ont été «aidés» que lorsqu'ils réussissaient à créer tout seuls un rapport de forces favorables; de plus, l'URSS ouvrait ou fermait le robinet de l'aide quand cela correspondait à ses propres intérêts, et non en fonction des intérêts des peuples en question;

– ledit «terrorisme musulman» n'est devenu un ennemi sérieux pour les Américains qu'après le 11 septembre, massacre de masse perpétré par des terroristes... de quelle religion déjà? J'ai un trou de mémoire... A moins que *Courant alternatif* ne pense, comme le fumiste Thierry Meissan et le Réseau Voltaire, que le 11 septembre a été manigancé par les services secrets américains? Rassurez-nous vite, camarades !

D'ailleurs il est intéressant, à propos du Hezbollah, que les dirigeants américains aient contacté le Parti de Dieu pour leur proposer un «deal», deal que ceux-ci ont refusé. A notre avis, cela prouve que l'impérialisme américain ne voit pas dans l'«islamonationalisme» un ennemi mortel mais un pion gênant à certains moments, utile à d'autres. On n'est loin du «conflit des civilisations» inversé qu'ont

inventé les tiersmondistes: la Droite «sioniste chrétienne» (au pouvoir aux Etats-Unis et alliée à Israël considéré comme un Etat théocratique) serait en guerre contre l'islam.

En fait, pendant des années, la politique de l'impérialisme américain fut pour le moins complaisante vis-à-vis de ces «terroristes musulmans», puisque les Etats-Unis financèrent et armèrent les talibans et ne réagirent guère aux attaques qui les frappèrent avant le massacre de 2001 à New York. Quant à affirmer qu'al Quaida, comme le prétend le Hezbollah, n'est qu'une simple «création des Etats-Unis», ce n'est vraiment pas sérieux.

Faisant flèche de tout bois, *Courant alternatif* ajoute que «le sentiment d'être en guerre est censé souder toute une population derrière son guide, surtout si celui-ci part en croisade contre l'axe du mal». Cette lapalissade même pas libertaire s'applique non seulement à Bush, mais aussi à Ben Laden, Ahmadinejad, Saddam Hussein, Hassan Nasrallah, Castro, Chavez, Kim Il Sung et Khaled Mechal. En quoi nous permet-elle guère de comprendre les enjeux actuels des conflits complexes au Moyen-Orient?

Tous ces développements géostratégiques fumeux ont surtout pour fonction de présenter Israël comme un éternel Etat agresseur soutenu par l'impérialisme américain – ce que personne ne nie, à part peut-être (et encore) l'extrême droite israélienne.

De toute façon, cela ne présente guère d'intérêt pour des révolutionnaires de déterminer qui est l'agresseur et qui est l'agressé dans un conflit entre deux Etats bourgeois, ou s'il existe des guerres justes ou injustes. Seuls les diplomates s'intéressent à ce type de questions, pour distribuer de bons et de mauvais points dans des résolutions bien léchées, et surtout pour faire main basse sur les dépouilles de «l'agresseur» s'il a le malheur de perdre la guerre. La plupart des guerres sont préparées à l'avance et généralement des deux côtés. On sait que le Hezbollah bénéficie de l'aide des services syriens et iraniens, et a donc les moyens de se renseigner sur les plans de ses adversaires, comme il l'a prouvé à plusieurs reprises. D'ailleurs l'auteur de l'article dans *Courant alternatif* saborde lui-même sa théorie du complot lorsqu'il écrit que le Hezbollah «s'attendait» à cette bataille «depuis plusieurs années»... !

Dans la mesure où Israël est en guerre permanente («préventive» ou pas) contre ses voisins (et réciproquement) il est vain de chercher à savoir qui a commencé le premier. C'est pourtant une démarche qu'adoptent aussi Achcar et Warschawski dans leur livre sur la «guerre des 33 jours».

Il nous semble plus utile de dénoncer les catastrophes humanitaires et les massacres de civils qui accompagnent chacune des «opérations» israéliennes contre le Liban. Et surtout de montrer que, dans une situation aussi complexe, il n'y a pas d'autre solution qu'une union entre tous les prolétaires – y compris israéliens – contre leurs dirigeants nationalistes.

Comme l'écrit très justement le mensuel *L'Internationnaliste* (2): «(...) personne n'a jamais tenu compte du prolétariat israélien, fort de deux millions de travailleurs, en le laissant ainsi entre les mains de sa propre bourgeoisie». De plus «il y a des millions de travailleurs immigrés, exploités dans les campagnes, les usines, dans les champs pétrolifères moyen-orientaux: ils sont environ 7 millions en Arabie saoudite, plus d'un million au Koweït, environ deux millions aux Emirats arabes unis, 1,4 million en Oman, environ 500 000 en Israël. Rien que dans les six pays du Golfe, on évalue leur nombre à 13 millions; ils sont originaires d'Inde, du Bangladesh, du Pakistan, d'Egypte, des Philippines, de Palestine, du Sri Lanka, d'autres pays arabes, d'Europe de l'Est. Ils sont exploités aux côtés de leurs camarades arabes et israéliens. Voilà le véritable rempart contre l'oppression et l'utilisation des minorités par les différentes bourgeoisies nationales et par l'impérialisme. Personne ne parle jamais de cette classe ouvrière, qui est de fait internationale (...). Et pourtant ce sont ces ouvriers et ces techniciens qui permettent au pétrole d'irriguer l'artère énergétique du Golfe» et pourraient «bloquer cette artère énergétique» s'ils étaient unis «dans une bataille de classe» contre toutes les bourgeoisies locales (arabes, palestinienne, israélienne) et les puissances impérialistes.

Mais l'OCL ne se limite pas à reprendre à son compte des hypothèses et des rumeurs fumeuses sur le complot américano-sioniste qui, à lui seul, expliquerait tout ce qui se passe dans la région. Elle va beaucoup plus loin.

### **Vive l'«esprit de sacrifice» des dirigeants militaires du Hezbollah !**

L'OCL (organisation **communiste libertaire**, rappelons-le, pas une association «anti-impérialiste» quelconque) est en adoration devant le génie militaire du Hezbollah. Notons que ces talents militaires s'exercent aux dépens d'Israël depuis vingt ans, pas simplement depuis l'été 2006. *Courant alternatif* se réveille un peu tard (le lecteur de cet article m'excusera mais, n'étant abonné à cette publication que depuis quelques mois, j'ai peut-être raté quelques perles antérieures).

De plus, on ne voit pas ce que des révolutionnaires peuvent trouver d'admirable dans le fait que les combattants du Hezbollah soient «*particulièrement entraînés physiquement et moralement*», qu'ils effectuent des «*retraites calculées en bon ordre*», qu'ils aient des «*dirigeants prêts au sacrifice et non des dirigeants par satellite*», qu'ils se soient «*donné les moyens de connaître le potentiel militaire israélien*». On croirait lire une feuille de propagande islamiste, ou l'article d'un spécialiste militaire bourgeois, qui ferait l'éloge de «*la rapidité et la vigueur d'un combattant qui n'attend pas l'ennemi mais qui le contourne, qui le pique, qui frappe avant de cacher*», «*des armes antichars portatives, pas forcément très récentes, mais bien efficaces quand même*» et se réjouirait de la destruction de «*34 chars Merkava IV en une seule journée*» !

Notre correspondant de guerre virtuel continue son article en faisant l'apologie de «*la tradition vietcong qui [a] fait ses preuves*». A quand une manif libertaire aux cris de «*Ho ho chi minh, FNL vaincra*»? L'OCL adulerait-elle donc aussi les tactiques militaires des staliniens vietnamiens, grands massacreurs d'ouvriers et de révolutionnaires trotskystes? Ces camarades feraient bien de lire les livres de Ngo Van sur la question (*Au pays de la Cloche Fêlée. Tribulations d'un cochinchinois à l'époque coloniale* (1913-2005), Éd. L'Insomniaque, et *Viêt-Nam 1920-1945 Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, Ed. L'insomniaque, 1995; Ed. Nautilus, 2000). Cela leur dessillerait les yeux. Et signalons au passage à notre Wilfred Burchett (3) libertaire que même si «*vietcong*» est l'abréviation de *Viet Nam Cong San* (Communistes vietnamiens), ce terme était à l'époque considéré comme péjoratif par les guérilleros vietnamiens puisqu'il était utilisé par les «*fantoches*» du Sud et la CIA pour disqualifier la guérilla qu'ils accusaient d'être manipulée par les «*communistes*».

Mais le mensuel «*communiste libertaire*» n'est pas encore arrivé au bout de son catalogue de louanges: les géniaux dirigeants du Hezbollah «*se sont posés de multiples questions à propos de tout*» (en tout cas aucune sur la nature de classe de leur combat... pas plus que l'OCL apparemment): «*comment nous protéger de l'aviation supérieure de l'ennemi*», «*quelles sont les armes appropriées pour faire face aux chars blindés*», «*comment faire pour que les forces de l'ennemi soient constamment en état d'alerte*», «*comment se maintenir autour et derrière les forces de l'armée*» israélienne? etc.

Pas étonnant qu'avec une telle vision militariste (même Makhno a dû se retourner dans sa tombe en lisant cette prose désespérément apolitique !) le rédacteur de l'OCL ne trouve à s'en prendre qu'au «*peuple israélien*» qui devrait, selon lui, «*sortir de sa forteresse mentale faite de paranoïa et de certitudes basées sur la supériorité, de racisme et d'arrogance*». *Courant alternatif* n'a jamais entendu parler des deux millions de prolétaires israéliens, il ne connaît qu'un «*peuple*» israélien évidemment obtus, paranoïaque, raciste, arrogant, toutes classes confondues, face à un «*peuple arabe*» qui, lui, n'aurait aucun préjugé religieux, raciste ou nationaliste et, bien sûr, ne subirait l'influence ou la dictature d'aucune bourgeoisie, d'aucune bureaucratie d'Etat, ni d'aucun mouvement nationaliste ou islamiste.

### **La guerre des peuples remplace la guerre des classes. Le mythe de la «*nation arabe*»**

Il nous faut maintenant évoquer le pire (?) aspect de cet article qui commence par «*Pour la première fois depuis 1948, la nation arabe a découvert le sentiment de la victoire*» et vante ensuite ce grand combat des «*combattants arabes*» pour une «*dignité depuis longtemps perdue*». Cette prose rappelle fort le communiqué des Indigènes de la République qui déclarait dans sa *Lettre à la Résistance libanaise*: «*Notre première réaction à l'annonce de la capture des deux soldats israéliens a été la fierté. (...) Depuis que Bush a déclaré sa "guerre des civilisations", nous sommes considérés comme la cinquième colonne du "terrorisme islamique". D'une certaine manière, ils n'ont pas tort. Si tous ceux qui luttent pour la dignité sont des "terroristes", comme Jean Moulin, l'icône de la Résistance française à l'occupation nazie était un "terroriste", alors nous sommes des "terroristes" ! Si tous les peuples qui luttent contre l'oppression sont des "terroristes", alors évidemment nous sommes des "terroristes" ! Si affirmer notre soutien indéfectible à la résistance palestinienne et libanaise, c'est en être la cinquième colonne, alors nous sommes fiers d'en être la cinquième colonne!*»

Certes l'OCL ne se vautre pas encore dans le chauvinisme gaulliste, antiboche et anti-ouvrier de la Résistance repris par les Indigènes stalinoïdes, mais la prose ci-dessus indique bien dans quelle direction on glisse quand on abandonne la boussole «*communiste*» (celle que défend en principe *Courant alternatif*) pour se concentrer sur les intérêts des «*peuples*» sans distinction de classe.



*Courant alternatif* affirme qu'une «*autre conscience collective arabe se [ferait] jour*». Laquelle? Mystère. Mais son expression serait «*hétérogène*» (en clair, sans le moindre contenu de classe visible) et se déploierait sur un fond... d'«*idéologie islamo-nationaliste*».

Et l'auteur d'affirmer que le Hezbollah et le Hamas n'ont «*rien à voir*» avec al-Quaïda. Pourtant, ces organisations mènent des combats parallèles, pour le même objectif, même si elles emploient des moyens différents. Et les fractions de la bourgeoisie qui les financent ont souvent des liens familiaux ou politiques très étroits.

Sur ce point d'ailleurs *Courant alternatif* rejoint l'opinion de Gilbert Achcar qui, après avoir pudiquement évoqué l'«*antijudaïsme*» et certaines «*influences antisémites du Hezbollah*» dans une note discrète et laconique, en caractères minuscules, se demande ensuite: «*Est-il nécessaire d'épiloguer sur la profonde différence de nature entre une organisation terroriste comme al-Quaïda et un parti de masse comme le Hezbollah? Certes, il s'agit de deux variantes de l'intégrisme islamique, mais cette appellation renvoie à une démarche programmatique commune au sein de laquelle il y a au moins autant de diversité et de différences qu'il y en avait jadis au sein du "communisme" – entre, par exemple, les Brigades rouges et le Parti communiste italien*». L'exemple nous semble particulièrement mal choisi, quand on connaît les liens de capillarité au départ entre les militants des BR et le PCI. En tout cas, le fait que le Hezbollah soit un «parti de masse» ne garantit en rien son caractère non totalitaire...

### **Virage à 180 degrés:**

#### **tout est bien qui finit bien?**

Après avoir publié cet article calamiteux en septembre dans son numéro *Courant alternatif* a effectué un virage politique à 180 degrés et tenu un discours exactement opposé à la prose navrante reproduite ci-dessus. En fait, comme l'explique avec un formidable culot l'auteur du second article intitulé sobrement «A propos du Hezbollah», le premier article (curieusement non reproduit sur le site Internet de l'OCL) n'«*avait abordé que de manière partielle la réalité du Hezbollah*». «Partielles», l'apologie des tactiques de guérilla des islamistes et les louanges adressées à ses dirigeants militaires? «Partiel», le silence sur la nature contre-révolutionnaire du Parti de Dieu? Bel exemple de langue de bois !

Dans *Courant alternatif* de décembre 2006, après un long historique très critique vis-à-vis de l'idéologie et des pratiques du Parti de Dieu, le lecteur qui n'aurait pas été dégoûté par l'article précédent apprend enfin que le Hezbollah serait pour l'OCL «*une force avant tout conservatrice*» (on dirait la prose du *Monde diplomatique*) et le «*premier employeur du pays*» – donc un ennemi des prolétaires libanais, si le mot «communisme libertaire» a un sens. L'auteur nous informe ensuite que certains groupes libanais de gauche (lesquels? mystère!) considèrent les islamistes comme des «*intégristes fascistes*» (ont-ils raison? se trompent-ils et pourquoi?). Malgré «*une base composée de pauvres, de paysans, d'ouvriers et de la classe petite bourgeoisie défavorisée*» (en quoi cette base populaire détermine-t-elle la nature de cette organisation?), l'OCL nous apprend enfin qu'elle ne veut pas «*entrer dans le jeu des confusions cher à la gauche et à l'extrême gauche qui n'a pas hésité à mêler ses drapeaux à ceux du Hezbollah lors des mobilisations de soutien à la résistance libanaise*», et qu'elle refuse «*l'inféodation et donc l'amalgame avec un parti avec lequel nous n'avons strictement rien à voir et que nous combattons*». Ouf, nous voilà enfin rassurés !

#### **Des libertaires pas très... «linéaires» !**

Ce genre de volte-face radicale rappelle les propos de Marie-Georges Buffet lors d'un récent colloque sur l'homoparentalité où elle vint exposer les (nouvelles) positions de son parti sur ce sujet. La candidate du PCF débuta son intervention en affirmant en substance: «Pour prévenir toute critique, je commencerai par dire que, sur cette question, la position du parti communiste est loin d'avoir été linéaire...». Et la salle d'éclater de rire.

C'est sans doute ce qu'il faut faire en comparant ces deux articles totalement contradictoires de *Courant alternatif* sur le Liban. Le second est certes beaucoup plus correct, à condition d'oublier sa référence vague à un «soutien à la résistance libanaise». Comme l'auteur se garde bien de définir le contenu de classe précis de ce soutien et de cette «résistance», il y a tout à craindre que l'OCL nous inflige nouveau ses contorsions politiques, tant qu'elle n'aura pas clarifié ses positions.

**Y.C.**

#### **Notes**

1. Notons à ce propos une prudente division du travail entre le Libanais Achcar et l'Israélien Warschawski dans le livre sur la «guerre des 33 jours» qu'ils ont publié ensemble. Ce n'est pas un

hasard si ce type de remarques douteuses se trouve dans le chapitre écrit par Warschawski. (Pour notre part, nous nous foutons de savoir si les conseillers de Netanhyu étaient surtout des «Juifs américains»; ce qui compte pour nous ce n'est ni de savoir s'ils sont circoncis ou quelle est la couleur de leur passeport mais la politique criminelle qu'ils ont préconisée; pour un vieil internationaliste comme Warschawski, c'est vraiment prendre les questions géopolitiques par le petit bout de la lorgnette.) Cela permet à ce dernier d'avancer des énormités sans qu'on puisse l'accuser de diffuser des thèses antisionistes en harmonie avec celles de l'extrême droite et son fantasme d'un complot ZORG (cf. à ce sujet notre article «Du ZORG à la ZAC»).

2. On a même pu voir sur cette chaîne de télévision un de ces universitaires nous expliquer sans susciter la moindre réaction de ses collègues qu'il tenait «la preuve» qu'Israël organisait tous les attentats en Irak: un article de Seymour Hersch, autre coqueluche des gauchos-altermondialistes, qui aurait découvert qu'UNE société de sécurité et de protection (combien de personnel emploie-t-elle ? mystère) opérait en Irak. Le lien entre les deux informations? Il ne daigna pas l'expliquer aux téléspectateurs. A leur imagination de faire le travail...

3. Cette formule paraîtra sans doute lapidaire à certains mais quand on lit le dernier livre d'Alain Krivine ou que l'on voit Lutte ouvrière s'agripper encore au mythe de l'Etat ouvrier dégénéré russe et expliquer le rôle positif de l'URSS pour les mouvements de libération nationale, on peut se poser des questions sur leur compréhension réelle de la nature contre-révolutionnaire du stalinisme.

4. Comme le rappelle Gilbert Achcar *«le royaume saoudien est le deuxième partenaire commercial de la France au Moyen-Orient derrière la Turquie (...) et était détenteur en 2004 du troisième stock d'investissements directs en France en provenance du Moyen-Orient, après le Liban (!) et les Emirats arabes unis»*.

5. Contact: Editions Science marxiste, 10 rue Lavoisier, 93100 Montreuil-sous-Bois.

6. Célèbre journaliste australien dont les articles et les livres traduits en français faisaient l'apologie des mouvements de libération nationale en Asie.

# Gilbert Achcar

## et «l'intégrisme islamique»

Nous avons déjà évoqué le livre d'Achcar et Warschawski sur le Liban dans les deux articles précédents. Nous nous intéresserons ici à ses «Onze thèses sur l'intégrisme islamique» publiées en 1981 dans la revue *Quatrième Internationale*, puis rééditées dans *L'Orient incandescent* (Editions Page 2, Lausanne, 2003) et enfin dans *Inprecor*, publication de la LCR et de la *Quatrième Internationale*, en septembre-octobre 2006.

La forme des thèses donne toujours un côté schématique à l'expression d'une pensée par ailleurs plus nuancée ou «dialectique». Néanmoins, il nous semble que ce texte très dense permet de poser quelques questions à propos de la nature de l'intégrisme islamique et de la façon de lutter contre lui.

### **L'islam est une «religion politique» d'après Gilbert Achcar**

Avant d'aborder la nature de l'islam politique, notons que Gilbert Achcar pose une hypothèse qui semble particulièrement contraignante pour une activité révolutionnaire dans les sociétés du Moyen-Orient, dites «arabo-islamiques», puisque selon lui: «*l'islam, en fait, est inséparable de [la politique], étant lui-même religion politique, au sens étymologique du terme*». Si elle est exacte, cette affirmation pose un problème capital à des révolutionnaires. Comme l'écrit Achcar, «*la revendication de la séparation de la religion et de l'Etat est plus que laïciste, en pays musulman, elle est franchement antireligieuse* (1)». Face à cette difficulté, «*les révolutionnaires doivent s'armer de prudence tactique dans leur combat contre [l'intégrisme islamique]*».

Jusqu'où doit aller cette «prudence tactique»? L'auteur ne nous le précise pas, mais ses onze thèses se concluent ainsi: «*les communistes révolutionnaires doivent néanmoins se prononcer pour la laïcisation de la société, élément rudimentaire du programme démocratique. Ils peuvent mettre une sourdine à leur athéisme, jamais à leur laïcisme, à moins de remplacer carrément Marx par Mahomet*».

Même si nous préférons le terme de laïcité à celui de «laïcisme», la conclusion des «Onze thèses» met le doigt sur un problème récurrent chez les marxistes: quelle est l'importance de l'athéisme dans ce qu'il est convenu d'appeler le «combat de classe»?

Il est en réalité impossible de «mettre une sourdine» à l'athéisme révolutionnaire (position qu'ont d'ailleurs préconisée des marxistes aussi divers que Rosa Luxembourg, Lénine ou... Bordiga) sans que cela ait aussitôt des conséquences sur la place de la religion dans la vie politique et sociale.

Les Partis communistes-ouvriers d'Iran et d'Irak ont choisi (du moins d'après leur programme et leurs textes publiés en anglais) de mener une lutte frontale contre la religion, puisqu'ils vont jusqu'à assimiler (à tort selon nous) l'éducation religieuse à la «maltraitance» et considèrent qu'il faut donc poursuivre les parents qui donnent une éducation religieuse à leurs enfants avant seize ans, âge de la majorité légale selon eux (pour plus de détails, on peut consulter les textes du PCOI traduits et publiés par *Ni patrie ni frontières* dans une brochure intitulée *Femmes en Irak*, mais aussi de nouveaux textes dans ce numéro). Même si cette position est absurde, voire suicidaire, elle montre en tout cas qu'au sein de l'Irak et de l'Iran il existe au moins UNE tendance du mouvement ouvrier qui a choisi de prendre de front le problème de l'islam, «religion politique». Cela mérite réflexion.

D'autant plus qu'Achcar lui-même souligne dans ses thèses «*qu'aucun des grands courants du nationalisme bourgeois et petit bourgeois en terre d'Islam, à l'exception du kémalisme en Turquie, ne s'est prononcé pour la laïcité*», que «*les classes démocratiques [comprendre les classes moyennes, Y.C.] des sociétés musulmanes n'ont eu, dans l'ensemble, aucun intérêt, ou presque, à combattre leur propre religion*», puisque l'islam est apparu comme un «*élément fondamental de l'unité nationale bafouée par l'oppresser étranger chrétien (voire athée)*».

Il y a donc bien là un terrain sur lequel les révolutionnaires peuvent faire la différence avec les courants nationalistes bourgeois et petits bourgeois. Mais peut-être les trotskystes recherchent-ils avant tout leur alliance...?

### **«Mise en sourdine» de l'athéisme et offensive politique de l'islamisme en Occident**

Ce problème de la propagande athée, matérialiste, mais aussi du combat pour les libertés démocratiques qui lui est liée, ne concerne pas seulement les sociétés arabo-islamiques, elle touche aussi la France. Quand Houria Bouteldja affirme sur France 2/FR3, le mardi 13 février 2007, qu'elle ne défend pas les musulmans en tant que pratiquants d'une religion particulière (l'islam), mais en tant qu'individus «blessés» dans leur personne et leurs convictions par les caricatures de *Charlie Hebdo*, elle oublie sciemment de mentionner que les organisations (l'UOIF et la Ligue islamique mondiale) qui prétendent défendre les «individus blessés» en question veulent imposer la charia aux «musulmans» vivant en Europe.

Quels sont en effet les objectifs du Conseil européen de la fatwa soutenu par l'UOIF? *«Emettre des fatwas collectives qui répondent aux besoins des musulmans en Europe, qui résolvent leurs problèmes, conformément aux règles et aux objectifs de la charia; publier des études et des recherches juridiques qui résolvent les problèmes qui se présentent aux musulmans en Europe, d'une manière qui rejoigne les objectifs de la charia et les intérêts des musulmans; guider les musulmans en Europe en général et ceux qui travaillent pour l'Islam en particulier, en propageant des concepts islamiques corrects et des fatwas juridiques tranchantes».*

Quant à la Ligue islamique mondiale, cette «ONG» a été créée en 1962 par le roi Fayçal pour contrebalancer la Ligue arabe jugée trop favorable au nassérisme et au nationalisme arabe. Son secrétaire général, Ilah bin Abdul Muhsen al-Turki, est un prince de la famille royale saoudienne qui fut ministre des Affaires religieuses dans son pays. La LIM finance la formation d'imams, de mosquées et distribue gratuitement des exemplaires du Coran. Jusque-là rien d'inhabituel, mais on ne voit pas en quoi il s'agit du travail d'une ONG: on a affaire à une officine de propagande religieuse au service de la théocratie saoudienne et des interprétations les plus réactionnaires de l'islam.

Mais la LIM a aussi un rôle politico-diplomatique: de Djibouti à la Bosnie et à la Tchétchénie en passant par l'Afghanistan et la Chine, la Ligue est un outil diplomatique de la dynastie des Séoud.

La LIM, tout comme l'UOIF, est favorable à l'application de la charia en France – du moins dans la «communauté musulmane» – même si elle affirme officiellement «respecter les lois» européennes, ne pas «s'ingérer dans les affaires intérieures» des autres Etats, et donc en principe «respecter» la laïcité. Néanmoins, ce n'est certainement pas un hasard si, au procès de *Charlie Hebdo*, on a pu voir le père Lelong, partisan d'une prétendue «laïcité ouverte», voler au secours des intégristes musulmans. On sait ce qui se cache derrière le concept de «laïcité ouverte»...

Face à de tels adversaires puissants et déterminés, comment des révolutionnaires pourraient-ils lutter contre l'imposition d'une juridiction spécifique (des tribunaux civils inspirés par le *fiqh*, la jurisprudence et la théorie juridique islamiques, comme l'ont réclamé les intégristes au Canada) à des croyants (ici musulmans, mais cela est valable pour n'importe quelle religion ou secte religieuse), sans avoir recours aux arguments solides que peuvent leur fournir le rationalisme et le matérialisme scientifiques?

Que l'on milite à Bagdad, à Kaboul, à Beyrouth ou à Téhéran, il n'y a donc aucune raison **principielle** de «mettre en sourdine» l'athéisme, comme le préconise le théoricien de la LCR aujourd'hui au Moyen Orient. Cela dit, on peut parfaitement comprendre que, pour éviter la pendaison ou la prison dans des régimes dictatoriaux, des militants se montrent prudents dans leur expression publique. Mais il s'agit là d'un tout autre problème que celui soulevé dans les thèses.

Si les matérialistes et les rationalistes du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles avaient raisonné comme Gilbert Achcar dans une Europe dominée à l'époque par le christianisme, des religions d'Etat et des lois punissant le blasphème et toute critique de l'Eglise, ses livres seraient aujourd'hui interdits et – au mieux – il moisirait dans un cachot.

#### **Utopie réactionnaire petite bourgeoise ou solution bourgeoise?**

Dans ses «onze thèses» Achcar tente également de définir la nature de classe des mouvements islamistes. L'auteur nous prévient qu'on ne peut mettre tous ces mouvements dans le même sac et qu'il faut tenir compte des différences entre les réalités nationales. A cette fin, il évoque donc, de façon succincte mais semble-t-il assez pertinente, ce qui différencie l'intégrisme islamique en Turquie, en Iran, en Egypte et en Syrie.

Selon Achcar, il serait *«aberrant, voire absurde, de qualifier les mouvements intégristes islamiques de bourgeois»*; leur *«base de masse»* serait composée essentiellement de *«petits fabricants, détaillants, artisans et paysans»* et ils attireraient quelques *«fractions du prolétariat, celles dont la*

*prolétarisation est la plus récente, et surtout des fractions du sous-prolétariat, celles qui ont été déchues par le capitalisme de leur position petite-bourgeoise antérieure».*

L'intégrisme ne serait qu'une «*utopie réactionnaire*» petite bourgeoise inventée par les «*intellectuels traditionnels des sociétés musulmanes*» et par les «*échelons les plus bas des intellectuels organiques de la bourgeoisie*». Pourtant, dans le même texte, Achcar nous explique qu'en «*période de montée, l'intégrisme islamique recrute largement dans les universités et autres centres de production des intellectuels*».

Si l'islam politique conquiert les cœurs des «*intellectuels organiques de la bourgeoisie*», pourquoi serait-il «*aberrant, voire absurde*» de qualifier ces mouvements de bourgeois? Mystère...

Cette volonté de présenter le courant islamiste comme une force hésitante, instable, sans fonction historique précise, nous paraît éminemment suspecte. On a l'impression que l'auteur reprend ici un vieux thème de l'orthodoxie marxiste selon lequel la petite bourgeoisie serait une classe vacillant éternellement entre prolétariat et bourgeoisie, thème qui a permis toutes sortes d'interprétations opportunistes.

De plus, il écrit que «*les classes moyennes sont avant tout la base sociale de la révolution démocratique et de la lutte nationale*». On n'a pas beaucoup vu de «*révolutions démocratiques*» au XX<sup>e</sup> siècle – sauf dans les pays est ou sud-européens qui avaient déjà connu la démocratie bourgeoise avant de subir une dictature militaire, fasciste ou stalinienne.

Par contre, on a assisté à beaucoup de «*luttés nationales*» qui ont abouti, généralement avec la collaboration des partis staliniens mais parfois contre eux comme à Cuba, à des régimes capitalistes d'Etat dont la première tâche a été d'écraser ou de mettre au pas les syndicats locaux, et de faire marnier les ouvriers pendant des décennies pour assurer l'accumulation primitive du capital.

Gilbert Achcar s'engage sur un terrain glissant lorsqu'il mise sur la versatilité de la petite bourgeoisie, ou sur son potentiel «*progressiste*», car c'est justement en raison de ce vacillement, de cette indétermination éternelle, qu'une partie des trotskystes (ceux du SWP britannique en tête), mais aussi les staliniens du «*tiers monde*» rêvent de voir les «*petits bourgeois*» islamistes basculer dans le camp des «*progressistes*» ou des révolutionnaires.

La «*haine des représentants du grand capital*» que peut éprouver la petite bourgeoisie islamiste n'est pas fondée sur la conception d'une société sans salariat, sans argent et sans hiérarchie, sur la vision d'une société que l'on appellera ici, faute de mieux, communiste au sens de Marx. Il ne s'agit que de la haine pour des concurrents plus chanceux dont elle aimerait bien occuper la place.

Comme l'écrit Achcar lui-même, les classes moyennes sont d'abord et avant tout la «*base sociale, par excellence, du bonapartisme de la bourgeoisie ascendante*» et la «*majorité silencieuse de l'ordre bourgeois*». Et le fait qu'elles puissent aussi être un «*réservoir redoutable de forces d'opposition au pouvoir établi*» en cas de crise économique ou sociale ne doit pas nous leurrer sur leur capacité à vouloir supprimer le règne du capital. Achcar se fait des illusions lorsqu'il prétend qu'un mouvement révolutionnaire pourrait «*reprendre à son compte les aspirations des classes moyennes*», «*gagner leur confiance*», les «*rallier à sa lutte*», etc. En politique, ce qui compte ce sont les rapports de forces: les prolétaires et les sans ressources doivent imposer leur vision du monde et leurs intérêts de classe aux petits bourgeois, et cela ne peut se faire sans de gros sacrifices pour ces «*classes moyennes*».

Quant à la présence de prolétaires et de sous-prolétaires dans les partis islamistes, elle ne rend nullement ces partis moins bourgeois et moins contre-révolutionnaires.

Dans le système capitaliste, tout parti de masse qui critique certains aspects partiels du capitalisme regroupe des éléments des différentes classes exploitées, qu'il s'agisse des partis sociaux-démocrates ou staliniens, mais aussi nazis, fascistes ou fascisants ainsi que des courants nationaux-populistes comme le péronisme, le varguisme, le chavisme ou le sandinisme. (En Amérique latine, ces derniers ont tous adopté des mesures de nationalisation partielle et des lois sociales en faveur des travailleurs, pour redistribuer quelques miettes à leur base sociale; ils ont su aussi les mobiliser de façon «*extraparlémentaire*» dans des organisations apparemment indépendantes de l'Etat bourgeois.)

La composition sociale majoritairement «*petite bourgeoise*» des partis dits «*intégristes*», «*islamistes*» ou «*fondamentalistes*» ne nous paraît pas d'un grand secours pour éclairer leur fonction politique réactionnaire – ou prétendument «*progressiste*» – ni pour réfléchir à la nécessité d'alliances avec eux. Car c'est ce dernier point qui pose un grave problème quand Achcar émet l'hypothèse qu'il faudrait «*frapp[er] ensemble contre l'ennemi commun*».

En ce qui concerne leur programme politico-religieux il ne fait guère de doute que les théocrates musulmans n'ont aucune intention de supprimer le capitalisme et le salariat, ni de liquider l'Etat; s'ils usent d'une rhétorique «*anti-impérialiste*», rien ne les prémunit contre une alliance avec tel ou tel

impérialisme «étranger», dans la mesure où ils partent de la défense des intérêts bien compris de la bourgeoisie et des sommets de la bureaucratie dans le cadre national; enfin, leur volonté d'appliquer la sharia est radicalement contradictoire avec l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, comme avec les libertés d'organisation et d'expression démocratiques les plus élémentaires (2). Qui va-t-on «frapper ensemble» avec ces réacs-là??

En ce qui concerne les compromis et les concessions que les mouvements islamistes sont obligés de faire, dans l'opposition ou au pouvoir, il est évident qu'ils ne sont pas les mêmes selon que l'on parle de l'Afghanistan, de la Turquie, de l'Algérie ou du Liban. C'est pourquoi il est très dangereux, comme le fait Gilbert Achcar, de comparer leur degré de nocivité pays par pays, comme si cette nocivité dépendait seulement de la bonne volonté de ces courants et non de la résistance des sociétés, des individus (notamment les femmes) et des forces démocratiques ou ouvrières à leur projet totalitaire.

Que les intégristes soient dans l'opposition ou au pouvoir, l'essentiel est de garder toujours à l'esprit ce qu'Achcar lui-même affirme clairement: *«L'intégrisme islamique est un des ennemis les plus dangereux du prolétariat révolutionnaire»*; *«il est une “cinquième colonne” idéale au sein du mouvement des masses»*, *«un “anticorps” particulièrement efficace contre la gauche»*.

Tant que l'on ne perd pas cette boussole, on peut disserter ou polémiquer sans grave danger sur les différences entre les pays où *«le mouvement intégriste s'est avéré n'être qu'une force d'appoint de la bourgeoisie réactionnaire»* (Syrie, Egypte, Pakistan) et ceux, comme l'Iran, où il aurait été *«l'unique fer de lance des deux tâches immédiates de la révolution démocratique nationale: le renversement du Shah et la rupture des liens avec l'impérialisme américain»* et où il aurait réussi à établir un *«pouvoir intégriste petit-bourgeois autonome»*.

Mais à condition de n'avoir aucune illusion sur le rôle de ces courants. A condition de ne pas croire en la *«portée progressiste, nationale et/ou démocratique objective de certaines des luttes que mènent les divers courants de l'intégrisme islamique»*, comme l'écrit Achcar. Car, à partir du moment où l'on oppose le côté «objectivement positif» au côté «subjectivement négatif» d'un mouvement politique, on se met à rêver à la «transcroissance» des courants islamistes (3) en des organisations «progressistes» sous la poussée des masses, fantasme récurrent auquel la Quatrième Internationale nous a malheureusement habitués depuis plus d'un demi-siècle.

Y.C.

## Notes

1. Signalons, au sujet des rapports entre religion et politique, la position d'Abdallah Laroui dans son essai «Islam et Etat» (in *Islam et modernité*, La découverte, 1986). Renvoyant dos à dos les interprétations «orientalistes» (qui considèrent les pays d'islam culturellement incapables d'accéder à la démocratie et à la laïcité) et les interprétations salafistes (qui jugent que l'islam n'a pas besoin de la démocratie et de la laïcité occidentales), Laroui écrit: *«(...) chacun dit: l'islam est à la fois religion et Etat. (...) si on appelle religion la lettre de la sharia, l'affirmation est juste, mais alors elle est loin d'exprimer un idéal islamique»* puisque, selon l'auteur, une *«cité vertueuse»* travaillerait à la *«disparition de l'Etat»* et n'exigerait pas d'*«organisation coercitive»*. *«Si, en revanche, on entend par religion l'idéal éthique de l'islam, elle est manifestement fausse puisque cet idéal n'a été à aucun moment et nulle part réalisé (...). Les orientalistes disent couramment que l'islam est une théocratie sans préciser s'ils parlent d'une réalité ou d'une utopie. Les auteurs salafistes [le salafisme est l'interprétation apologétique du credo islamique face à la critique européenne et à la décadence culturelle des musulmans; interprétation qui ne concorde pas nécessairement avec le sens immédiat de l'orthodoxie des siècles passés] s'expriment différemment tout en se rendant coupables de la même confusion. (...) L'Etat qui a été édifié en terre d'islam peut être une théocratie mais fondée sur autre chose que le Message prophétique; celui-ci peut viser une théocratie (une cité de Dieu) mais bien différente de celle qui a été effectivement réalisée. (...) l'Etat, tel qu'il s'est développé en terre d'islam est demeuré celui de la force et de la domination tout en faisant de la sharia sa loi spécifique; tout en étant tyrannique, il n'est pas donc pas théocratique véritablement, comme le pensent les orientalistes, et il est bien différent de la dawla qu'imaginent les salafistes»*.

2. Un reportage sur RFI le mardi 20 février expliquait que la moitié des femmes nigérianes se mariaient avant 15 ans et que 95 % des femmes n'utilisaient pas de moyens contraceptifs dans ce pays où l'on applique la charia. Et qu'affirmait la militante locale d'une ONG à propos de la contraception?

Qu'il ne fallait surtout pas en faire un «problème uniquement féminin» mais un «problème de couple» et «convaincre les hommes» ! On voit bien ici le rôle réactionnaire et patriarcal de la religion: d'une part, elle pousse même une militante «féministe» à ne concevoir les rapports sexuels que dans le cadre d'un couple (sous-entendu marié), ce qui est totalement irréaliste et injuste pour les femmes; d'autre part, elle se fixe comme objectif la tâche éminemment difficile de gagner l'assentiment des hommes (dans les pays capitalistes de vieille tradition démocratique bourgeoise, les féministes n'y sont pour le moment pas encore arrivées au bout de plus d'un siècle de luttes), alors qu'il s'agirait plutôt de soutenir la volonté des femmes africaines de disposer de leur propre corps. Après tout, ce sont elles qui porteront le bébé neuf mois dans leur ventre, et qui l'allaiteront pendant deux ans, pas le géniteur ! Le soutien des hommes (soyons réalistes, de certains hommes) est un plus, pas une condition sine qua non de la libération des femmes.

3. Achcar n'utilise pas ce terme mais il fait partie du lexique trotskyste, du moins dans le courant dominant parmi les multiples «Internationales» trotskystes. Ce concept a servi à justifier le soutien acritique à de nombreux mouvements de libération nationale ou partis «anti-impérialistes» dans l'espoir d'une miraculeuse transformation. Il suffit de lire les articles des trotskystes sur le régime de Chavez pour constater que cette illusion non seulement n'est pas morte, mais qu'elle a sans doute de beaux jours devant elle, puisqu'elle fournit un oxygène politique – fictif mais euphorisant – à ces militants.

# Communisme-ouvrier, laïcité et religion

- Faut-il défendre la liberté d'expression des islamistes?
- Faut-il interdire le voile?
- Islam et droits humains: zéro pointé !
- Religions, relativisme culturel et instrumentalisation des droits humains
- Aucune religion n'est réformable
- Cessez de nous colle l'étiquette de «musulmans» !
- Toutes les alliances sont-elles justifiées contre l'islam politique?

Les cinq premiers textes de cette partie émanent de membres du Parti communiste-ouvrier d'Iran: Azar Majedi, Fariborz Pooya, Maryam Namazie, Bahram Soroush et Mina Ahadi. Quatre d'entre eux sont des entretiens pour des émissions de télévision, ce qui donne un tour plus vivant à l'exposé des idées du PCOI.

Ils sont suivis de quatre lettres échangées entre Martin Thomas de l'Alliance for Workers Liberty, Maryam Namazie et Arashe Sorkh (tous deux du PCOI). Cet échange montre que des problèmes similaires se posent en Grande-Bretagne et en France quant aux limites des alliances souhaitables dans la lutte pour la laïcité et l'athéisme, d'un côté, contre l'islam politique, de l'autre.

Bien sûr, le débat n'est qu'ébauché par ces contributions écrites dans un langage un peu trop codifié et schématique et la discussion demanderait à être considérablement approfondie. Mais, même avec ses limites, ce débat est plus intéressant que le faux choix entre «islamophobie» (réelle ou imaginaire) et «islamogauchisme» (qui en fait de «gauchisme» n'est qu'une énième version du tiersmondisme cryptostalinien) que l'on nous propose en France, alternative qui exclut tout point de vue tenant compte des intérêts des travailleurs et surtout de la lutte de classe.

Martin Thomas critique les alliances politiques douteuses conclues par le Parti communiste ouvrier d'Iran, et notamment la signature du «Manifeste des Douze». Ce manifeste signé par Maryam Namazie, Taslima Nasreen et Salman Rushdie a été soutenu en France par un aréopage plutôt hétéroclite: Antoine Sfeir (le très conservateur directeur des Cahiers de l'Orient), Bernard Henri-Lévy (son dernier exploit avant de se jeter sur le génocide du Darfour: un reportage sur l'armée israélienne paru dans Le Monde en été 2006 où ce grand «humaniste» discutait littérature et philosophie avec des militaires israéliens qui organisaient tranquillement, sur leurs ordinateurs, et tout en poursuivant leur conversation éthérée, les bombardements «chirurgicaux» de civils libanais), Philippe Val (directeur de Charlie Hebdo et papillon médiatique à l'idéologie confuse et libertarienne) et Caroline Fourest (militante antiraciste et féministe, tendance réformiste sympa).

Rappelons que le PCOI avait déjà participé à un meeting contestable en 2005 aux côtés d'Yvette Roudy (PS) et Corine Lepage (la nouvelle groupie de Bayrou) pour soutenir la loi contre les «signes religieux ostensibles» et plus récemment à Montreuil à une «rencontre laïque internationale», les 10-11 février 2007 avec Jean-Pierre Brard, maire PCF de Montreuil, Marc Dolez (député PS, tendance démagogique et crypto-lambertiste), Caroline Fourest, l'UFAL et la Gauche républicaine, laïque et sociale (à propos de la prose douteuse de ces deux derniers groupes, on lira l'article «Caidis» du 9-3, «islamistes» de huit ans et mosquées «clandestines»: laïcité et athéisme riment parfois avec racisme» et les réactions qu'il a provoquées, dans ce numéro).

Pour ceux qui souhaitent plus d'informations sur les PCOI, Ni patrie ni frontières a publié une brochure rassemblant des textes et interviews de membres des PCO d'Iran et d'Irak (Femmes en Irak et en Iran). Mentionnons aussi le site de l'association Solidarité Irak et Résistances irakiennes, livre paru aux éditions L'Echappée qui contient plusieurs interviews passionnantes de militant(e)s du PCO d'Irak (cf. la note de lecture à la fin de ce numéro).

Ni patrie ni frontières



# Faut-il défendre la liberté d'expression des islamistes?

Discussion réalisée le 12 juillet 2004.

**Maryam Namazie:** Je voudrais commencer par la visite d'al-Qaradawi au Royaume uni où il était venu pour présider une réunion du Conseil européen de la Fatwa (...) et plusieurs autres réunions sur le voile, etc. Depuis sa visite, beaucoup de gens ont déclaré que ses conceptions étaient si extrémistes et méprisables qu'il ne devrait pas avoir le droit de mettre les pieds en Angleterre. Qu'en pensez-vous?

**Fariborz Pooya:** Une telle mesure me pose deux problèmes. D'une part, expulser une personne du Royaume uni, ou l'empêcher d'y entrer ne résout pas la question. C'est comme si l'on disait: il est normal qu'al-Qaradawi et ses semblables préconisent de telles idées à l'étranger, ou au Moyen-Orient, tant qu'ils ne les importent pas ici. D'autre part, de telles décisions ne résolvent rien, parce que si vous avez affaire à un mollah né en Grande-Bretagne et qui préconise la même politique, alors vous perdez sur toute la ligne. Il est important de confronter les chefs du mouvement islamique, de les défier, de remettre en cause leur idées et de dévoiler les conceptions indignes qu'ils défendent. La société doit être vaccinée contre de telles idées. Ainsi je ne serais pas d'accord avec l'expulsion ou l'interdiction d'entrée sur le territoire, mais je pousserais les personnes qui trouvent ses idées répugnantes et ignobles à les dénoncer et à faire savoir qu'un tel individu est un dirigeant du mouvement islamiste. Ce mouvement se développe malheureusement, et nous devons l'affronter et l'arrêter.

**Maryam Namazie:** Mais peut-on se limiter à certaines déclarations en ignorant les actes? Par exemple, certains affirment qu'al-Qaradawi est un des chef des Frères musulmans, un groupe islamiste. On affirme également qu'il serait l'un des principaux actionnaires d'une banque qui collecterait des fonds pour al-Quaida. Peut-on interdire le territoire britannique à des personnes qui ont commis certaines actions?

**Bahram Soroush:** Tout dépend quelles actions. S'il y a eu un procès équitable et que la justice a apporté des preuves convaincantes, le problème est résolu. Si la personne soutient politiquement, voire finance, selon certaines allégations, al-Qaida, comme ce serait le cas d'al-Qadarawi, s'il soutient activement une organisation terroriste, ou s'il joue un rôle spécifique chez les Frères musulmans, si ces faits sont solidement prouvés, alors on peut envisager des mesures, y compris dans ce pays. Tout dépend si la présence de cette personne au Royaume uni viole les lois de ce pays ou pas.

Je suis d'accord avec Fariborz: interdire l'entrée de certaines personnes ou les expulser simplement à cause de leurs idées (aussi ignobles, méprisables soient-elles) ne résout pas le problème. Ces conceptions doivent bénéficier d'un espace d'expression et les gens doivent aussi avoir le droit de s'y opposer. En même temps, je ne crois pas que ces idées devraient être défendues par un Etat particulier; par exemple, si le gouvernement britannique les soutenait ou si le maire de Londres présidait les conférences, ce que ce politicien fera, ou ce qu'il a déjà fait, alors il s'agit d'un soutien spécifique apporté à ces idées.

**Maryam Namazie:** Selon certains défenseurs d'al-Qadarawi, ses déclarations en faveur des attentats suicides, pour la peine de mort contre les homosexuels, pour autoriser les maris à battre leurs femmes, ont été citées hors de leur contexte, il aurait été cité incorrectement, et l'on essaierait de le présenter sous un jour totalement différent de ce qu'il est vraiment. Ses propos ont-ils déformés?

**Fariborz Pooya:** Je ne pense pas, parce que si vous analysez ses écrits, ses idées, ses arguments, ils sont tous détestables; ils sont extrêmement réactionnaires et leur auteur représente le mouvement islamique. Il ne s'agit pas pour nous d'une discussion académique. Nous avons affaire à un mouvement: l'islam politique. Une division de travail fonctionne au sein de ce mouvement

- les théoriciens défendent des idées, soutiennent et fournissent les fondations de ce mouvement;
- des Etats appliquent effectivement les lois islamiques;
- ce mouvement politique, partout où il conquiert le pouvoir, impose des lois islamiques;

– et les ailes militaires de ce mouvement qui n'a aucun respect pour la vie humaine emploieront tous les moyens contre n'importe qui afin de faire progresser leur cause.

Il faut montrer les différentes dimensions de ce mouvement. Et al-Qaradawi représente ce mouvement. Ses thèses reçoivent une énorme publicité, qu'il s'agisse de ses propos sur le droit des maris à battre leur femme, ou d'autres conceptions.

A mon avis, le fait que les idées des représentants et des défenseurs du mouvement islamique soient tellement repoussantes qu'ils sont obligés de les cacher, ce fait montre qu'ils sont dans une situation désespérée. Quand vous faites référence à leurs écrits et que vous les citez, ils clament que leurs propos ont été déformés ou cités hors de leur contexte. Les thèses d'al-Qaradawi sont très claires. Une société civilisée ne peut tolérer ses conceptions et nous devons les condamner vigoureusement et nous opposer à elles.

**Maryam Namazie:** Mais qu'en est-il alors de la liberté d'expression pour ces gens-là?

**Bahram Soroush:** Al-Qaradawi a le droit de s'exprimer, mais en même temps vous et moi nous avons le droit de critiquer ses idées. La liberté d'expression ne signifie pas que l'on doit obligatoirement respecter un point de vue particulier. Par exemple, si al-Qaradawi tient une réunion, nous avons le droit d'y aller et de dire ce que nous pensons de ses idées aussi. Bon nombre de gens ont déjà exprimé leur avis sur ses opinions contre les homosexuels, pour la violence contre les femmes et en faveur des attentats-suicides. Ses propos n'ont pas été sortis de leur contexte. Ils sont très clairs. Il les a tenus, et je pense qu'il les défendrait encore si on lui posait les mêmes questions.

**Maryam Namazie:** D'après certains défenseurs d'al-Qaradawi, l'«islam interdit non seulement de s'attaquer aux non-musulmans qui n'agressent pas les musulmans, mais il incite également les musulmans à traiter ces non-musulmans avec tout le respect et la bonté qui leur sont dus, particulièrement les non-musulmans qui vivent avec des musulmans dans les territoires islamiques». Quelle est votre opinion à ce sujet?

**Bahram Soroush:** Je voudrais savoir ce qu'il appelle les personnes «qui n'agressent pas les musulmans». Est-ce que les habitants d'Israël, est-ce que tous les Juifs sont une cible parce qu'ils vivent dans ce pays et que l'Etat israélien terrorise les Palestiniens? Est-il justifié d'attaquer les habitants d'Israël? A partir de cette citation il est impossible de déduire ce que pense al-Qaradawi.

J'ai lu les écrits d'autres prétendus «savants» islamiques, qui ont été très clairs à ce sujet. Selon eux, ces attentats sont justifiés par l'islam et la loi du *Qesas* (terme farsi pour «châtiment», *NdT*). Selon ces «savants», si les Israéliens attaquent les musulmans en tuant des civils, alors les musulmans ont le droit à leur tour d'attaquer et d'employer les mêmes méthodes pour tuer des civils israéliens. Tout Juif est, selon eux, une cible légitime. Nous devons analyser cette opinion en relation avec les propos d'al-Qaradawi et son rôle, parce qu'il y a bien d'autres éléments en jeu.

**Maryam Namazie:** Je suppose que toute femme qui ne porte pas le voile, tout gay qui a une relation homosexuelle, toute personne qui a des rapports en dehors du mariage – les comportements de tous ces gens-là pourraient tous être considérés comme des «agressions» contre l'islam.

**Fariborz Pooya:** Les actes du mouvement islamique sont plus éloquentes que ses déclarations, même si ses discours sont révoltants. Si vous vous penchez sur l'histoire du mouvement islamiste, au cours des trente dernières années au moins, son histoire récente, elle est salie par d'innombrables violations des droits de l'homme.

Regardez l'histoire de l'Iran puisque que ce pays a un gouvernement islamique. Tous ses adversaires, tous ceux qui ont exprimé la plus légère opposition contre la République islamique d'Iran, ont été éliminés. Ses adversaires politiques, communistes, socialistes, tous ceux qui ont eu le plus léger désaccord avec le gouvernement islamique, ont été tués. Un véritable massacre a été organisé contre l'opposition [iranienne]. Voilà ce qu'est l'histoire du mouvement islamique. Regardez l'Afghanistan, l'Irak d'aujourd'hui... Même en Palestine, avec l'essor du mouvement islamiste, voyez comment change la société palestinienne. Lorsque vous lisez les citations de ce mollah du Moyen-Orient, vous comprenez qu'il n'est pas question pour lui de garantir une liberté inconditionnelle aux opposants de l'islam; votre liberté d'expression est conditionnée par votre accord avec lui. Si vous êtes en désaccord avec lui, alors vous ne serez protégé contre aucune attaque.

**Maryam Namazie:** Selon certains islamistes, al-Qaradawi serait un «réformateur social et un progressiste musulman», «un savant estimé». Un «modéré» qui serait «extrêmement affligé» quand on l'étiquette comme un extrémiste. Ils disent: «Si al-Qaradawi est un extrémiste, alors qui sont les modérés?»

**Fariborz Pooya:** Il est très difficile de créer une tendance réformiste, libérale, modérée au sein du mouvement islamique. Ce mouvement est misogyne; il s'oppose à l'égalité; il repose sur la violation

des droits humains; et c'est un mouvement extrêmement oppressif. Et je comprends que le mouvement islamique ait beaucoup de mal à trouver quelqu'un qui défende des positions suffisamment décentes pour ne pas être «affligé» quand on le cite ! En Iran, nous avons assisté à la tentative de créer et de reconstruire un islam «modéré». Cette tentative a échoué, parce qu'une telle tendance n'existe pas dans l'islam politique.

J'ajouterai que certaines personnes essaient de fabriquer des «éléments modérés» dans le mouvement islamiste parce qu'ils veulent coopérer avec lui, ils veulent l'utiliser. Il est évident que, les Etats européens agissent ainsi parce qu'ils désirent avoir de bonnes relations avec des gouvernements islamiques oppressifs du Moyen-Orient; c'est pourquoi ils inventent cette théorie de l'islam modéré, qui a pour fonction de justifier leurs relations avec les mouvements islamistes et les gouvernements islamiques, et prétend apaiser des mouvements et des gouvernements brutaux.

**Maryam Namazie:** Les médias expliquent sans cesse qu'il existerait une différence entre les islamistes modérés, les islamistes fondamentalistes et les mouvements islamistes politiques extrémistes. Est-ce le cas?

**Bahram Soroush:** Il existe bien sûr des différences. Comme dans tout phénomène politique – et l'islam n'y échappe pas – vous avez des extrémistes, des modérés, un centre, etc. Mais pour nous ce n'est pas le problème. C'est seulement une question de degrés, des différences relatives. Dans n'importe quelle chose répugnante, vous pouvez trouver des éléments moins répugnants que d'autres. Nous avons un problème avec tout l'islam et le mouvement de l'islam politique. Ce mouvement fonctionne d'une manière insensée dans le monde entier, il fait des ravages, il cause d'innombrables victimes. Vous pourrez peut-être trouver une version de l'islam qui sera un peu moins brutale, mais ce n'est pas le problème.

Pour nous, en ce XXI<sup>e</sup> siècle, le fait que nous ayons abaissé notre niveau d'exigence au point de dire que nous tolérerions – si une telle chose était possible – une version réformiste, libérale ou plus douce de l'islam ou de l'islam politique, une telle attitude est pour nous une insulte à l'humanité. Nos critiques, nos attaques, notre problème avec le mouvement islamique ne concernent pas simplement ses factions extrémistes; ils concernent la totalité de l'islam.

Comme l'a dit Fariborz, en Iran ils ont essayé de reconstruire, de proposer une deuxième sorte de régime islamique, mais le peuple iranien leur a dit non; les Iraniens veulent se débarrasser de tout le système.

**Maryam Namazie:** Certains musulmans se demandent: «Si nous ne devons pas suivre les avis d'al-Qaradawi, qui devons-nous écouter»? Si lui n'est pas modéré qui l'est?

**Fariborz Pooya:** Ce n'est pas mon rôle de donner des conseils aux musulmans! Le mouvement islamique est un mouvement réactionnaire et quiconque souhaite vivre dans une société décente doit s'opposer à lui. Vous ne pouvez pas avoir une société civilisée, vous ne pouvez pas avoir une société décente, pour vous-même, pour vos enfants, pour votre avenir, si vous tentez de calmer et de soutenir ce mouvement. Je pense que les gens devraient préconiser un Etat non religieux, une société non religieuse. La seule façon d'améliorer la situation de l'humanité aujourd'hui, de sortir de ce scénario macabre inventé par le mouvement islamiste, est de s'opposer à ce mouvement et de le battre. Et nous sommes déterminés à y arriver.

**Maryam Namazie:** Quelqu'un a écrit que nous [le Parti communiste-ouvrier d'Iran] avons «une vue pathétiquement étroite de l'islam»; que nous associons ce que certains font au nom de l'islam avec ce que l'islam est réellement; que nous accusions tout l'islam d'être misogyne, etc., alors que cette pratique ne concernerait que peu de gens. Que pensez-vous de ces critiques?

**Bahram Soroush:** Nous n'avons jamais essayé de rendre tous les musulmans responsables des lapidations [des femmes adultères], des amputations des membres [des voleurs] et autres atrocités. En même temps, les musulmans qui prennent leurs distances avec ces pratiques doivent publiquement affirmer qu'ils ne veulent pas être identifiés avec celles-ci. S'ils sont aussi catégoriques dans la condamnation de ces faits que nous, alors c'est parfait. La prochaine étape pour nous sera de leur montrer que leur point de vue est en fait incompatible avec les enseignements de l'islam; qu'ils sont en désaccord avec cette religion...

**Maryam Namazie:** N'attisez-vous pas la haine religieuse quand vous vous opposez à l'islam aussi violemment, quand vous vous opposez à l'islam politique aussi fortement?

**Fariborz Pooya:** Il s'agit d'une idéologie réactionnaire et vous devez vous y opposer. Il n'y a pas d'autre solution. Nous n'incitons pas à la haine contre un groupe de personnes. Au contraire, c'est parce que nous avons beaucoup de respect pour l'humanité et son bien-être que nous ne voulons pas

que les femmes et les hommes soient dominés par des mouvements réactionnaires. Nous avons besoin et nous devons dénoncer ce mouvement réactionnaire et défendre les droits des personnes contre lui.

(...) David Blunkett a de nouveau évoqué le projet d'une loi interdisant l'incitation à la haine religieuse. Il n'a pas expliqué comment, dans ce nouveau cadre, il pourrait maintenir la liberté d'expression et la liberté de critiquer la religion. C'est pourtant un élément essentiel. La liberté d'expression, la liberté de critiquer les mouvements et les religions font partie des fondements d'une société civilisée.

Azar Majedi

# Faut-il interdire le voile?

Entretien réalisé le 12 juillet 2004. Azar Majedi et Mariam Namazie sont toutes deux membres du Parti communiste-ouvrier d'Iran.

**Maryam Namazie:** La Cour européenne des droits de l'homme a récemment décidé de soutenir la décision du gouvernement turc d'interdire le port du voile dans les écoles et les universités d'Etat. Selon elle, une telle mesure ne viole pas la liberté religieuse. Qu'en penses-tu?

**Azar Majedi:** Cela dépend. Je suis partisane d'interdire le voile dans les écoles, y compris aux professeurs et aux mineures. En ce qui concerne les mineures, je pense que cette question relève de la protection des droits de l'enfant. Voiler des mineures est en fait une violation de leurs droits. Le voile a des effets nuisibles sur leur bien-être à la fois physique et mental. Il les prive d'une enfance et d'une vie normales et heureuses. Il isole les filles à l'Ecole et dans la société.

En imposant le voile aux filles, on les place dans une catégorie, une espèce, complètement différente des garçons, on leur assigne des rôles différents, et on leur fixe des buts et des espoirs totalement différents dans la vie. En bref, on crée et établit un système de rôles nettement différenciés selon le genre, qui crée à son tour un environnement inégal pour leur croissance. Voiler une mineure est une pratique discriminatoire contre les filles, et donc cela doit être interdit.

En ce qui concerne l'interdiction du port du voile aux professeurs, cette question est liée pour moi à la défense de la laïcité. Les droits humains et les droits des femmes sont mieux préservés dans une société laïque avec un Etat laïque. La création d'un Etat laïque est une condition importante pour l'égalité des droits et des chances pour les femmes.

D'un point de vue laïque, il faut séparer la religion et l'Etat, ainsi que la religion et le système éducatif. L'Etat ne doit représenter aucune religion particulière, il doit être neutre vis-à-vis de la religion. Les fonctionnaires de l'Etat et notamment les membres du système éducatif public ne doivent porter aucun symbole ou vêtement religieux.

Il faut interdire le voile dans les écoles publiques: en effet, cette mesure limite le rôle de la religion dans la société civile plutôt qu'elle limite la liberté religieuse. Cette interdiction vise à limiter l'intervention des institutions religieuses proprement dites dans le fonctionnement de l'Etat et de la société en général. La liberté religieuse concerne la liberté de croire en la religion de son choix et de pratiquer cette religion. Cependant, selon le point de vue que l'on adopte, la pratique de sa croyance prend différentes dimensions. Dans une société laïque, la religion est (et doit être) séparée de l'Etat, de l'éducation, de l'identification des citoyens, etc.; ce doit rester une question privée.

Par conséquent, d'un point de vue laïque, l'Etat et le système éducatif public ne doivent représenter ni défendre aucune religion ou croyance religieuse particulière. L'utilisation de symboles religieux tels que le voile ne peut être considérée que comme une négation du principe de la laïcité. Elle contredit les principes d'une société laïque. En interdisant des symboles religieux dans les écoles et les établissements publics, on cherche à préserver une société plus libre où la religion demeure une affaire privée.

Pour revenir à ta question, l'interdiction du voile est une restriction qui pèse sur la religion, mais pas sur la liberté individuelle ou les droits individuels. Cette interdiction est une étape nécessaire vers une société plus libre. En outre, je crois que limiter le pouvoir de la religion aidera à créer une société plus égalitaire, en particulier pour les femmes. En limitant l'influence de la religion, la société est en meilleure position pour respecter les droits des individus et des citoyens.

Par contre, quand il s'agit d'étudiantes majeures, alors j'ai un problème avec l'interdiction du voile. Une telle interdiction ne permet pas à des adultes d'exercer leur volonté consciente. Je n'entrerai pas dans une discussion pour savoir combien, parmi celles qui sont voilées, exercent réellement leur choix en toute liberté, mais ce droit doit néanmoins être respecté.

**Maryam Namazie:** Certains pourraient objecter que, puisque l'université est un lieu de vie sociale, ce lieu devrait être régi par des règles différentes que celles en vigueur, disons, dans l'espace domestique ou dans la rue. Et qu'il est donc légitime d'interdire aussi le voile dans les universités.

**Azar Majedi:** Je ne suis pas tout à fait d'accord. Cela dépend des circonstances. Il peut y avoir des circonstances dans lesquelles, afin de défendre les droits des femmes, il faut prendre de telles

décisions. Je ne suis pas sûr que cela soit nécessaire dans le cas de la Turquie. Dans le cas d'une mineure voilée, le voile ne peut être considéré comme un simple vêtement; de plus, la question de la liberté de choix, ou de la liberté vestimentaire, n'entre pas en ligne de compte; par contre, dans le cas d'une adulte, la question de la liberté de choix et de la liberté vestimentaire entre en jeu.

La question n'est pas de savoir si ce vêtement est oppressif ou réactionnaire pour moi; en ce qui me concerne, je pense que le voile discrimine les femmes et les place dans un statut inférieur à celui des hommes. Mais si ce sont des adultes qui font ce choix, alors je dois le respecter. En même temps, je sais bien que, dans les faits, les femmes font l'objet d'intimidations et de pressions morales et émotionnelles pour se voiler.

Mais pour contrer ces pressions, nous devons changer le système social, le système de valeurs et créer une société plus libre. Quand il est évident que l'intimidation est employée pour voiler les femmes, alors l'Etat doit intervenir pour combattre cette intimidation, et pour ce faire il pourrait être amené à interdire le voile.

**Maryam Namazie:** Donc pour les femmes majeures, le voile relève de la liberté vestimentaire?

**Azar Majedi:** Exactement, mais encore une fois si un(e) adulte travaille dans un établissement public ou représente cette institution, alors toute expression publique de ses convictions religieuses devrait lui être interdite dans le cadre de son travail. Autrement, le port du voile pour les femmes majeures est une question de liberté de choix.

**Maryam Namazie:** La Cour européenne des droits de l'homme a tenu le raisonnement suivant (et c'est important vu la progression de l'islam politique). Elle a déclaré qu'il «pouvait être justifié de prendre des mesures dans les universités pour empêcher certains mouvements religieux fondamentalistes d'exercer des pressions sur les étudiants qui ne pratiquent pas leur religion ou qui appartiennent à une autre religion». Es-tu d'accord?

**Azar Majedi:** Cet argument est valable et a une certaine cohérence. Mais il doit être appliqué à des circonstances spécifiques. Dans le cas de la Turquie, je ne suis pas sûr que cette position soit justifiée. Si la force et l'impact des mesures d'intimidation de l'islam politique sont telles que des jeunes femmes se sentent forcées de porter un voile, alors je soutiendrai l'interdiction du voile ou d'autres mesures d'intervention de l'Etat pour combattre l'intimidation des islamistes.

Par exemple, dans le cas de l'Afghanistan après la chute des talibans, il aurait fallu interdire le port du voile pour défendre les droits des femmes parce que les femmes avaient peur de quitter leurs maisons sans voile (1) et parce que des nervis risquaient de les attaquer dans leurs quartiers et dans les rues. Dans une telle situation, il aurait fallu prendre une telle mesure pour que les femmes puissent oser sortir sans voile.

**Maryam Namazie:** Donc, pour toi, l'interdiction du voile dépend de chaque situation concrète, et il faut se concentrer d'abord et avant tout sur la défense des droits des femmes.

**Azar Majedi:** Exactement, il n'existe pas de réponse magique convenant à toutes les situations sociales et politiques. Il faut étudier chaque situation et faire respecter certains principes. Quel est le principe essentiel qui me guide? La défense des droits des personnes, des droits des femmes et des droits de l'enfant, etc. C'est le problème principal auquel nous devons répondre. Comment puis-je le mieux défendre ces droits? Comment puis-je créer une société dans laquelle ces droits seront le mieux protégés?

Ainsi, en Afghanistan, je dirais qu'il faudrait imposer l'interdiction du voile – encore une fois la discussion est ouverte –, tandis qu'en Europe cela ne me semble pas nécessaire. En Europe, vous risqueriez de provoquer une réaction contreproductive et de discriminer une partie de la société et une minorité fidèle à une religion, quelle que soit sa nature réactionnaire à mes yeux. En Europe, une interdiction du port du voile pour les adultes constituerait une violation de leurs droits.

Si les femmes adultes choisissent librement de porter le voile, alors vous devez imaginer d'autres moyens de combattre la religion, et de défendre les droits des femmes. Il est délicat de trouver la bonne réponse. Notre cadre principal de pensée et d'action doit être la défense des droits et des principes humanistes comme la laïcité.

D'autres droits, tels que la liberté d'expression, la liberté vestimentaire, la liberté religieuse, sont également des droits importants. En luttant pour les droits des femmes, vous pouvez mettre en application d'autres mesures que la simple interdiction du voile. Nous avons assisté à des régressions dans ces sociétés, par exemple en Turquie.

En Europe, à mon avis, la question n'est pas tellement la religion, particulièrement chez les membres de la deuxième génération; c'est plutôt une question de combattre le racisme et l'aliénation que la société occidentale leur a imposés, mais aussi un problème de crise d'identité.

**Maryam Namazie:** Mais les gouvernements ne défendent pas souvent des droits par l'intermédiaire d'une interdiction. De plus, ce ne sont pas les gouvernements mais des mouvements sociaux qui ont imposé des valeurs progressistes aux Etats, par exemple, en interdisant le travail des enfants. N'est-il pas important que les Etats édictent parfois des interdictions pour défendre certains droits?

**Azar Majedi:** Bien sûr. Cet argument est juste et je suis d'accord avec ta remarque. Et je défends l'interdiction de voiler les enfants en partant de ce point de vue; c'est pour nous du même ordre qu'interdire le travail des enfants ou les punitions corporelles dans les écoles. Mais interdire le voile à des femmes adultes en toutes circonstances irait trop loin. Je comprends l'interdiction du voile dans les établissements publics et pour des professeurs ou des fonctionnaires, mais je suis opposée à l'interdiction du voile aux étudiantes des universités ou aux clientes et usagers de l'Etat.

La situation évoluera dans ce domaine si l'on facilite un changement culturel, que l'on prend des mesures éducatives et si l'on crée une situation où l'intimidation ne fonctionnera plus. Il est clair que de nombreuses adultes sont forcées de se voiler. Elles sont victimes d'intimidations dans beaucoup de cas, elles subissent la pression morale de leur communauté ou de leur famille. L'Etat doit être prêt à combattre toutes les formes d'intimidations, mais, pour que le voile disparaisse complètement, beaucoup de mesures devront être prises.

**Maryam Namazie:** Si la base défend des droits, que se passe-t-il quand ceux-ci entrent en conflit avec d'autres droits – par exemple la liberté vestimentaire des femmes adultes dans les écoles laïques?

**Azar Majedi:** Aucun droit n'est absolu. Tout droit est conditionné par différentes restrictions ou contraintes sociales. Cela s'applique également à la liberté d'expression inconditionnelle que nous défendons si vigoureusement; nous sommes libres de nous exprimer de multiples façons, mais nous ne pouvons inconsidérément accuser d'autres personnes, lancer des accusations contre elles. Cela nous semble assez évident. Mais même pour décider de cette question simple, nous avons besoin de lois et de législations afin de protéger les droits de l'individu.

Certaines questions sont plus complexes, et nous entrons alors dans ce que l'on appelle des «zones grises». La liberté religieuse et le principe de la laïcité peuvent sembler faire partie de ces questions complexes et délicates. L'une des façons de résoudre le conflit entre ces deux droits, c'est d'étudier l'histoire passée – la lutte contre le rôle de la religion dans la société et dans l'Etat, le combat pour reléguer la religion dans la sphère privée et limiter les pratiques religieuses qui violent les droits de l'homme, les droits des enfants et les droits des femmes.

Du point de vue d'un(e) croyant(e), l'issue de cette lutte historique [en Europe] peut aujourd'hui sembler avoir violé sa liberté religieuse, mais pour un partisan de la liberté, ces restrictions étaient [et sont] essentielles pour créer une société plus juste et plus égalitaire.

Si l'on veut obtenir une image plus claire et éviter les jugements hâtifs, on doit regarder l'histoire du développement de la société moderne et de la société civile. La laïcité est le produit de ce processus et l'un des piliers d'une telle société. Supprimer l'influence de l'Eglise sur les affaires publiques, reléguer la religion dans la sphère privée et limiter le rôle des institutions religieuses sont trois acquis significatifs de la société moderne. La révolution française représente un moment historique important dans ce processus. Ces restrictions à la religion sont devenues nécessaires afin de matérialiser les principaux slogans de cette révolution: la liberté et l'égalité.

La même logique s'applique à la liberté vestimentaire. Cette liberté est restreinte tous les jours dans nos sociétés, pour des raisons de santé, des raisons économiques, des raisons sociales, etc. Les codes vestimentaires sur le lieu de travail, les uniformes dans les écoles nous en fournissent quelques exemples très clairs. La plupart des gens semblent accepter ces codes. Je peux désapprouver les interdictions les plus sévères en matière vestimentaire, mais la discussion autour de ces restrictions ne se transformera jamais en une discussion philosophique profonde sur les droits humains. Si nous convenons que la laïcité constitue l'un des piliers essentiels d'une société libre et égalitaire, alors je crois qu'on peut défendre facilement la restriction apportée à la «liberté vestimentaire» dans les écoles et les administrations d'Etat.

La religion est une institution périmée, dépassée, dont beaucoup de pratiques violent les normes de la société civile moderne – la mutilation génitale, la circoncision ou la façon inhumaine dont des animaux sont abattus selon les lois islamiques, etc. La liste est longue. Le point de départ pour trouver la position juste et solide, c'est le respect de la liberté et de l'égalité. Je donne la priorité à ces droits.

**Maryam Namazie:** Pourquoi une interdiction du voile pour les femmes adultes risquerait-elle de provoquer une régression en Europe et pas en Afghanistan?

**Azar Majedi:** Nous devons analyser le cadre ou le contexte sociopolitique [d'une telle mesure]. J'ai évoqué le cas de l'Afghanistan après les talibans. Une société, qui a été terrorisée par un mouvement violent et inhumain, où des hommes et des femmes ont été tués, torturés et terrorisés d'une façon inédite jusque-là. Dans ce pays, des femmes ont été flagellées, fusillées et exécutées pour ne pas avoir observé des lois religieuses, telles que le port du voile. Pour libérer une telle société de cette terreur, pour que cette société revienne à la normalité, pour que s'établissent des relations plus libres, on est obligé de prendre de prétendues mesures draconiennes.

Si les talibans avaient été renversés suite à une révolution, la situation aurait été complètement différente. Nous aurions vu les femmes brûler leurs voiles aux quatre coins du pays. Le mouvement de libération des femmes aurait acquis une position prééminente dans la société et il aurait été impossible de l'ignorer. En bref, l'Afghanistan aurait été un pays totalement différent après une révolution. Mais les talibans ont été chassés par l'intervention des États-Unis, et une autre tendance islamiste leur a succédé. Dans ces circonstances, il est normal que les femmes ne se soient pas senties libres pour enlever leur voile. Le climat de terreur [contre les femmes] n'a pas disparu. Il est prédominant encore fortement. Par conséquent, si l'on veut rassurer les femmes [afghanes] et leur assurer une certaine sécurité il faudrait interdire complètement le voile.

En Occident, la situation est différente. L'islam politique a perdu en grande partie sa légitimité après le 11 septembre. Mais après l'attaque américano-britannique contre l'Irak et ses conséquences, l'islam politique a gagné une certaine légitimité morale et politique aux yeux des opposants à cette [invasion] atroce. Dans les communautés musulmanes [occidentales], beaucoup de jeunes ont été recrutés par l'islam politique, non pour des raisons religieuses, mais politiques.

En Occident, les jeunes se révoltent avec raison contre cette [invasion] atroce, ils subissent des attaques et des pressions racistes des sociétés où ils vivent; ils se sentent isolés et rejetés, ils choisissent donc l'islam politique comme un mécanisme de défense. Ils le considèrent comme l'unique moyen de protestation. À mon avis, l'interdiction du voile en Occident ne ferait qu'intensifier et aggraver cette situation.

Un combat légitime et juste contre l'islam politique et le second pôle de la réaction [l'impérialisme], allié à un combat progressif contre le racisme permettra une défaite complète de l'islam politique. Je crois que la balle est dans notre camp. Notre mouvement et notre tendance politiques détiennent la réponse. Nous devons élever la voix pour que chacun l'entende et brandir notre drapeau aussi haut que possible pour que chacun le voie; alors la majorité de ces jeunes se tourneront vers nous et se détourneront à nouveau à l'islam politique. Ils s'identifieront à nous et pas à l'islam politique.

1. Note du traducteur: pour respecter l'original anglais, nous avons traduit le mot veil par «voile», même si en Afghanistan il s'agissait du chadri ou de la burka qui couvrent tout le corps et ne laissent qu'une grille devant les yeux (Ni patrie ni frontières).



# Islam et droits de l'homme? Zéro pointé !

Entretien à propos de l'«islamophobie» réalisé le 28 juin 2004. Maryam Namazie et Bahram Soroush sont membres du Parti communiste-ouvrier d'Iran.

**Maryam Namazie:** Un groupe islamique a récemment déclaré que l'islamophobie et l'arabophobie ont toujours fait partie de la culture occidentale et que «Saddam Hussein et Oussama Ben Laden sont seulement les derniers d'une longue lignée de croque-mitaines créés par la culture occidentale». L'islamophobie et l'arabophobie sont-elles identiques? Proviennent-elles de la culture occidentale?

**Bahram Soroush:** A mon avis, il ne s'agit pas véritablement d'une question culturelle ou historique. On ne peut assimiler l'aversion contre l'islam à l'aversion contre un groupe déterminé de personnes. L'hostilité contre l'islam croît bien plus que l'hostilité contre les habitants ou les personnes originaires du Moyen-Orient. Cet argument est employé par les islamistes et leurs partisans qui subissent des critiques et essaient ainsi de les esquiver. Ils prétendent que les Arabes ou les peuples du Moyen-Orient seraient la cible d'attaques. Ce n'est pas le cas. Ce qui croît en ce moment, c'est une critique, tout à fait justifiée, de l'islam. Et celle-ci s'est développée en raison des atrocités commises par le mouvement islamiste, les gouvernements islamiques et leurs défenseurs.

**Maryam Namazie:** Les islamistes te répondront: «L'islam est la religion qui connaît la croissance la plus rapide dans le monde; la culture occidentale, ou le christianisme, prennent ainsi leur vengeance en l'attaquant.»

**Bahram Soroush:** L'islam est-il vraiment la religion qui se développe le plus rapidement? Je n'en suis pas sûr. Par contre, on ne peut nier son essor au cours des dernières décennies. Cette expansion est liée à l'appui des gouvernements occidentaux, pendant des années, particulièrement durant les deux dernières décennies; aux gouvernements islamiques qui sont arrivés au pouvoir en Iran et en Afghanistan; et aux richesses et à l'argent employés pour soutenir ce processus. Dans ce sens, l'islam est devenu une force plus puissante, et nous sentons davantage son influence sur nos vies. Mais l'islam devient-il plus populaire? Je ne crois pas qu'il attire plus de gens, en général. En fait, ce serait plutôt le contraire. Et c'est d'ailleurs pourquoi les islamistes tentent de combattre les critiques de l'islam.

**Maryam Namazie:** Selon eux, l'«islamophobie» croîtrait en raison d'une rivalité historique entre le christianisme et l'islam.

**Bahram Soroush:** Je ne pense pas. Selon moi, la raison pour laquelle les gens critiquent l'islam, et éprouvent une sensation de dégoût envers lui, a plus à faire avec l'islam lui-même et avec sa pratique. Ils voient l'islam en action, ce n'est pas simplement pour eux une doctrine, des idées. Ils assistent à sa mise en pratique. Ils voient l'islam en action en Iran, et ils réagissent contre lui exactement comme les Iraniens. Il est très intéressant de noter que l'opposition à l'islam, à la domination politique et aux lois islamiques est la plus forte précisément dans les pays où l'islam est au pouvoir ou occupe une position puissante. Comment les islamistes expliquent-ils ce phénomène? Il ne peut s'agir dans ce cas d'un affrontement entre le christianisme et l'islam ! Il s'agit d'un conflit entre l'humanité civilisée et l'islam; d'un affrontement entre des êtres humains qui souffrent sous un régime islamique et l'islam. Et les individus défient ce régime, ils lui résistent, ce qui est parfaitement normal. Cela se produit en Iran, en Afghanistan, en Irak, dans le monde entier, et en Occident aussi. Je ne crois pas que ce phénomène historique ait le moindre rapport avec un prétendu conflit entre la chrétienté et les valeurs chrétiennes, d'un côté, et l'islam, de l'autre.

**Maryam Namazie:** Selon beaucoup d'islamistes, l'islam serait parfaitement compatible avec les droits humains. Shirin Ebadi, qui a récemment eu le prix Nobel, le pense également. Les islamistes prétendent que, s'il existe des violations des droits humains, c'est parce que l'islam serait mal interprété, mal appliqué.

**Bahram Soroush:** J'ai du mal à prendre au sérieux ce type de raisonnement. Le bilan de l'islam et ses principes sont parfaitement connus ou plutôt, devrais-je dire, parfaitement infâmes. Les gens en ont fait l'expérience concrète. Ceux qui ont le culot d'affirmer que l'islam est compatible avec les

droits de l'homme feraient bien de nous expliquer les lapidations, les crimes d'honneur, les amputations des membres, et la nature oppressive de l'islam que nous voyons mise en pratique, et qui s'oppose aux droits fondamentaux des personnes et à la liberté de pensée. Il y a tellement de preuves qui contredisent ce que les islamistes avancent ! Je crois qu'ils auront du mal à les réfuter.

**Maryam Namazie:** L'islam, et rien que l'islam, serait donc responsable?

**Bahram Soroush:** Prenons le cas du régime islamique en Iran. J'aimerais que ces gens me démontrent en quoi la doctrine islamique est incompatible avec ce qui se produit en Iran. Le gouvernement se proclame islamique; le monde entier l'identifie comme islamique, et ce qu'ils professent et pratiquent est islamique. Leurs actes et leurs idées ne sont pas du tout contraires au Coran, aux hadiths et à toute la pensée islamique. En fait, si certains tentent, de façon très maladroite, de dire que l'islam est compatible avec les droits de l'homme, c'est uniquement parce que la vérité et le bilan de sa pratique démontrent le contraire.

**Maryam Namazie:** D'après certains, l'islam s'opposerait aux valeurs universelles, chrétiennes, et ces valeurs s'opposeraient donc aussi à l'islam.

**Bahram Soroush:** Les gens ne montrent pas une telle aversion pour l'islam parce qu'ils le trouvent incompatible avec le christianisme, ou parce qu'ils voient en l'islam une solution alternative ou un rival à celui-ci. Si tu demandes à la majorité de ceux qui critiquent l'islam: «Qu'avez-vous à reprocher à cette religion? pourquoi éprouvez-vous de l'hostilité envers elle?», ils te répondront: «Elle ne respecte pas les droits des femmes, elle opprime les femmes et les enfants; elle ne reconnaît pas les droits fondamentaux des personnes; elle est violente, elle est intolérante, etc.» Je pense que tu obtiendras ce genre de réponses.

Quelques-uns te diront peut-être: «Je ne crois pas que le christianisme soit comme l'islam», mais cela ne change pas grand-chose dans le cadre de notre discussion. Ce qui compte, c'est le contenu réel de l'islam, la façon dont il est perçu. Les gens ont une façon de juger l'islam qui est très terre-à-terre et relève du bon sens. Et je pense qu'ils le décriraient comme je viens de le faire.

D'ailleurs, le christianisme lui-même ne peut prétendre avoir eu une histoire très paisible. Il a fallu la révolution française, les Lumières et des années de luttes menées par le peuple, les socialistes, les laïques et les libres-penseurs pour marginaliser l'influence de l'Eglise et du christianisme. Pendant des siècles, l'Eglise et le christianisme ont été le bras droit des rois et des despotes. Tout le monde a entendu parler de l'Inquisition, des tortures, des bûchers pour les sorcières et les hérétiques. Le christianisme a, lui aussi, un passé très violent.

En Occident, la société, et les personnes progressistes dans cette société, ont réglé leurs comptes avec le christianisme. Ce processus ne s'est pas encore produit avec l'islam. Nous commençons seulement à entendre les premières critiques de l'islam – non seulement sur le plan idéologique, mais aussi sur le plan pratique, comme en Iran, par exemple.

**Maryam Namazie:** D'après toi, d'où proviennent donc les valeurs universelles, les valeurs qui défendent les droits de la personne, si elles ne viennent pas de la religion?

**Bahram Soroush:** Si nous parlons des droits de l'homme, des valeurs progressistes qui respectent les droits et la dignité des êtres humains, elles se sont imposées à travers une critique de la religion. Au point que lorsque les gens sont parvenus à se libérer des griffes de la religion, ils ont réussi à avoir une vie plus heureuse et une société meilleure. Et cela s'est fait en sapant l'influence du christianisme et de la religion. Ces valeurs ont été imposées aux dépens du christianisme. Je ne crois pas qu'il y ait un élément intrinsèquement progressiste dans la religion. Pour moi, en tant qu'athée, il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises religions; toutes les religions sont mauvaises pour les êtres humains.

**Maryam Namazie:** Certains diront: «Certes, l'islam s'est imposé par la force brutale, mais regardez le christianisme aujourd'hui, dans le monde occidental, c'est quand même une "meilleure" religion, non? Le christianisme défend mieux les droits de l'homme, il défend davantage les valeurs universelles.» Je sais que nous avons déjà parlé de cette religion dans le passé, mais aujourd'hui, qu'en penses-tu?

**Bahram Soroush:** Quelque chose a changé, bien sûr. Mais, si tu analyses le christianisme comme religion, tu verras que tous les principes, le dogme, les principes sont toujours là. Ces éléments-là n'ont pas bougé. Ce qui a changé, c'est l'influence sociale et politique du christianisme dans la société d'aujourd'hui, sur nos vies, sa relation avec l'Etat. Le christianisme, en lui-même, n'est pas devenu une religion plus humaine. Plus il a été miné et affaibli, plus les gens ont acquis de l'espace pour mettre en pratique leurs valeurs véritablement humanistes et progressistes.

**Maryam Namazie:** Une dernière question: l'islamophobie joue-t-elle un rôle positif ou négatif?

**Bahram Soroush:** Tout dépend de la définition qu'on donne à ce mot: s'il est synonyme de critique de l'islam, il n'a rien de négatif.

**Maryam Namazie:** Est-elle nécessaire, alors?

**Bahram Soroush:** Oui, et nous ne sommes qu'au début d'une critique radicale de l'islam comme idéologie et pratique. Dans ce sens-là, c'est une bonne chose.

Maryam Namazie (PCOI)

# Religions et relativisme culturel

Non seulement le relativisme culturel incite à l'inaction et à la passivité face à l'oppression contre laquelle luttent et résistent des millions de personnes au Moyen-Orient et ici en Occident mais c'est en fait une théorie raciste.

Le relativisme culturel et son alter ego le multiculturalisme, apparemment plus séduisant, ont abaissé les principes et rédéfini les valeurs à un niveau tellement bas que non seulement toutes les cultures et les croyances sont censées être équivalentes, mais qu'elles semblent avoir réussi à effacer toute distinction entre les individus et leurs croyances (réelles ou supposées).

Par conséquent, des principes tels que les droits, l'égalité, le respect et la tolérance, qui ont été au départ définis par rapport aux individus, s'appliquent désormais de plus en plus à la culture et à la religion et prennent souvent le pas sur les êtres humains réels.

C'est pourquoi toute critique, dérision ou opposition qui prend pour cibles les croyances, les cultures, les religions, les dieux et les prophètes est considérée comme raciste, et accusée d'inciter au mépris, à la haine, et même à la violence contre ceux que l'on considère tous comme leurs partisans. D'ailleurs, l'inclusion sociale des individus se résume désormais à l'inclusion de leurs croyances, de leurs sensibilités, de leurs préoccupations et de leurs projets – et rien de plus.

Ce phénomène touche particulièrement l'islam et l'islam politique qui l'encouragent, car cette religion détient le pouvoir dans des Etats comme l'Iran ou lutte pour acquérir un certain pouvoir politique dans des pays comme la Grande-Bretagne et le Canada. Le relativisme culturel est devenu l'instrument grâce auquel l'islam et ses partisans ont cherché à détourner les critiques dirigées contre sa nature inhumaine et en même temps à miner le tissu social dans ce pays et dans d'autres.

Inutile de dire que les relativistes culturels se trompent sur toute la ligne.

La distinction entre les êtres humains et leurs croyances est d'une importance cruciale. C'est l'être humain qui est sacré, digne du plus haut respect et des droits les plus élevés, et non ses croyances. Ce sont les êtres humains qui sont censés être égaux, non leurs croyances.

Naturellement, les gens ont le droit de croire ce qu'ils veulent, même si leurs croyances peuvent sembler absurdes, mais il s'agit alors d'un problème différent. Le fait que chacun a le droit de partager une croyance, une culture, ou une religion n'implique pas que l'on doive respecter cette croyance, cette culture ou cette religion. Cela ne signifie pas que ceux qui sont en désaccord avec cette croyance, s'y opposent ou choisissent de la railler doivent s'en abstenir parce qu'une telle attitude serait inacceptable pour ceux qui défendent ces valeurs. (Entre parenthèses, vu que beaucoup de choses sont inacceptables pour les islamistes – y compris le fait de tenir la main de quelqu'un et de danser au son de la musique – on se demande ce que l'on pourrait encore dire ou faire si c'étaient eux qui décidaient.)

Les partisans du relativisme culturel exigent que nous soyons «sensibles» et «responsables» (tout en nous rappelant gentiment que nous avons le droit – du moins pour le moment – de railler et critiquer qui nous voulons en Occident). En réalité, ils tentent astucieusement de limiter la liberté d'expression et d'opposition face aux religions et aux cultures qui ont des effets nuisibles sur la vie des individus. Après tout, le relativisme culturel est une affaire juteuse pour beaucoup de «dirigeants» culturels et religieux autodésignés qui travaillent main dans la main avec l'Etat.

Mais s'attend-on vraiment à ce que nous respections, par exemple, la croyance d'une personne ou d'un groupe religieux selon lequel les femmes sont des êtres inférieurs, ou les enfants «désobéissants» doivent être exorcisés, ou les homosexuels sont des pervers? Que pensez-vous de la croyance selon laquelle il faut tuer, au nom de «l'honneur», les jeunes filles qui sortent avec des non-musulmans? Ou que les petites filles doivent être voilées, et ne pas jouer, étudier ou nager avec les petits garçons? Une personne sensée peut-elle sincèrement croire que de telles conceptions sont équivalentes ou ont la même valeur que les idéaux humanistes, laïques, de gauche et progressistes pour lesquels nous avons combattu depuis des générations?

Cela ne signifie pas naturellement qu'il faille nier l'existence du racisme, y compris contre les musulmans, mais ce racisme existe parce qu'il profite au système de classe et non parce que la pensée critique et la liberté d'expression blessent ou même insultent ceux qui partagent ces croyances.

De toute façon, comment le fait de critiquer ou de railler une croyance, une culture ou une religion, ou même de s'y opposer, peut-il être considéré comme du racisme ou du mépris envers ceux qui

croient en leurs vertus? Premièrement, il est impossible d'être raciste envers une idée, une croyance ou une idéologie. Le racisme légitime des différences, des exclusions, des restrictions ou des préférences fondées sur la race, la couleur, l'origine familiale, nationale ou ethnique (notions qui sont toutes des constructions de l'esprit) des individus, des êtres humains, pas sur leurs croyances. Affirmer qu'une critique ou une satire de l'islam, de Mahomet, ou de l'islam politique est de l'«islamophobie» ou du «racisme antimusulman» c'est tout aussi absurde que de dire que toute condamnation du judaïsme ou du sionisme nourrit automatiquement l'antisémitisme.

Il existe clairement une grande différence entre les musulmans et l'islam politique (ce mouvement politique de droite parmi bien d'autres), tout comme entre les musulmans et l'islam. Cette différence est celle qui sépare l'idéologie d'un mouvement politique et une croyance religieuse.

Ceux qui effacent les distinctions entre les deux et instrumentalisent les droits humains et l'antiracisme dans les pays occidentaux cherchent, d'une façon détournée, à faire taire toute critique et toute opposition – cette critique est particulièrement cruciale étant donné les ravages causés par l'islam politique au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et plus récemment en Occident. Inutile de préciser que les appels à la «retenue» se transforment rapidement en menaces et en intimidations quand les islamistes acquièrent un certain pouvoir politique. En Iran, en Irak et ailleurs, les islamistes tuent et mutilent ceux qui leur tombent sous la main; ils ne tolèrent rien ni personne; ils pendent aux grues des centres-villes les individus «impudiques», les «kafirs» [«les infidèles qui cachent, nient ou travestissent la vérité», *NdT*] et les apostats; et ils affirment qu'ils ont le droit divin d'agir ainsi.

Non seulement le relativisme culturel encourage l'inaction et la passivité face à l'oppression de millions de personnes qui luttent et résistent au Moyen-Orient et en Occident, mais il s'agit d'une conception raciste.

En effet, elle implique que les masses ont choisi leur mode de vie, alors qu'elles sont souvent forcées à vivre et se comporter d'une certaine façon. Et cette conception attribuée à ces masses les conceptions culturelles et religieuses les plus réactionnaires qui proviennent des classes dirigeantes, des imams et des chefs autodésignés. Je suis censée être automatiquement musulmane parce que je suis née en Iran et comme si c'était ma seule option disponible; le Conseil musulman de Grande-Bretagne, la Commission islamique des droits de l'homme et autres organisations de ce genre sont censées me représenter automatiquement – même si je n'ai rien de commun avec ces gens-là.

Le relativisme culturel implique également que l'islam et l'islam politique représentent tous ceux qui sont considérés comme «musulmans» – qu'ils soient nés ou vivent au Moyen-Orient, en Asie ou en Afrique du Nord, ou qu'ils en soient partis depuis des générations. C'est comme si l'on affirmait que l'Eglise catholique (pendant la période de l'Inquisition) et le British National Party (parti d'extrême droite, *NdT*) représentent tous les Britanniques.

C'est comme si, parmi les «musulmans», il n'existait pas de classes sociales, pas de militants politiques, syndicaux ou des droits humains de différentes tendances, pas de communistes, d'athées, de progressistes, d'humanistes, de rationalistes ou de laïques – tous sont censés croire en Dieu et en plus soutenir les islamistes les plus réactionnaires !

De plus, en ce qui concerne le fonctionnement de la société, le relativisme culturel favorise la constitution de «minorités» dont les membres, censés être «différents» en raison de leur «culture», sont ghettoïsés dans des communautés «minoritaires», régressives et fragmentées, où ils continuent à subir l'apartheid ainsi que les lois et coutumes islamiques. Leurs droits ne sont pas dictés par les principes les plus avancés d'une société donnée, comme on pourrait s'y attendre, mais par les normes les plus régressives et les plus réactionnaires. Ils doivent vivre dans des bantoustans régis par des systèmes juridiques, sociaux, culturels et religieux séparés. Ils sont compartimentés selon le plus petit dénominateur réactionnaire commun et relégués dans un statut de citoyens de deuxième ou troisième zone. Ils sont condamnés à appartenir éternellement à une «minorité» et à ne jamais devenir des citoyens égaux. On leur refuse l'accès aux normes et aux principes universels. On leur refuse l'égalité des droits et la laïcité pour lesquelles ont combattu les mouvements progressistes depuis des siècles.

L'idée de la «différence» a toujours été le principe fondamental des programmes racistes.

La défaite du nazisme et de sa théorie biologique de la différence a en grande partie discrédité l'idée de la supériorité raciale. Mais le racisme a, cependant, trouvé une autre forme d'expression plus acceptable à notre époque. Au lieu d'être exprimée en termes raciaux, la différence est désormais dépeinte en termes culturels.

Face à cette attaque [idéologique], il nous faut défendre et promouvoir, sans la moindre équivoque, la laïcité, l'universalisme et les valeurs dignes de l'humanité du XXI<sup>e</sup> siècle.

Nous ne devons plus tolérer aucune concession au relativisme culturel; nous ne devons plus permettre que l'on respecte ou tolère des croyances et des pratiques inhumaines. L'être humain est sacré. Notre point de départ est toujours l'être humain. Nous devons cesser de subdiviser l'humanité en millions de catégories différentes, à commencer par des catégories comme la religion, la nationalité, l'appartenance à une ethnie, à une minorité, etc.

Au minimum, nous devons séparer complètement les religions de l'Etat et du système d'éducation. La laïcité est un outil important pour protéger la société contre l'intervention des religions dans la vie des individus. La religion d'une personne doit rester une affaire privée. Il faut purger les lois de toutes les notions et références religieuses, ainsi que des notions et références inspirées par les religions. Aucune référence ne doit être faite à ces idées dans les publications ou document officiels, pour étiqueter des individus ou des groupes.

Les écoles religieuses, tout comme l'éducation religieuse et les réunions religieuses au sein du système public d'éducation doivent être interdites. Il faut interdire le port du hijab aux enfants et les symboles religieux dans les écoles et établissements publics. Les enfants et les mineurs de moins de 16 ans doivent être protégés contre toutes les formes de manipulation par les religions et les établissements religieux. Les pratiques ou cérémonies culturelles et religieuses qui sont violentes, inhumaines, ou incompatibles avec les droits humains et l'égalité doivent être interdites. Toute aide financière, tout soutien matériel ou moral de l'Etat à la religion et aux activités et établissements religieux doit être interrompu. Tous les établissements religieux doivent être enregistrés comme des entreprises privées, et payer des impôts en conséquence.

Et c'est à l'Etat de veiller à l'application de ces principes. Chaque jour, l'Etat intervient pour protéger des personnes, qu'elles le veuillent ou non (par exemple, dans les cas de violences domestiques ou de négligence vis-à-vis des enfants). L'Etat doit agir de la même façon en ce qui concerne la religion. Pas nécessairement parce qu'il aime le faire, mais parce que la société civile et les normes établies le forcent à le faire.

Les droits civiques, la liberté et l'égalité, la laïcité, le modernisme sont des concepts universels pour lesquels se sont battus les mouvements sociaux progressistes et la classe ouvrière dans de nombreux pays.

Le fait que, dans le monde entier, y compris en Iran, des gens continuent à lutter pour l'égalité, la liberté, la laïcité, pour acquérir les droits qui leur manquent et contre des régimes répressifs, ce fait confirme cette universalité.

Naturellement, les partisans du relativisme culturel prétendent et prétendront que les droits universels sont un concept «occidental». Il ne s'agit que d'une tromperie supplémentaire de leur part. Quand il s'agit d'employer les mass media pour annoncer leurs décapitations, ou d'utiliser la Toile pour organiser leurs attaques terroristes et l'Internet pour diffuser massivement des fatwas et des menaces de mort, les islamistes ne disent pas que ces comportements sont «occidentaux» et incompatibles avec une société islamiste. Cela le devient seulement quand il s'agit des droits, des valeurs et des principes universels, et de la laïcité: alors soudain les droits universels deviennent «occidentaux». De toute façon, même si de tels droits et de telles valeurs étaient occidentaux, il serait absurde de dire que les non-Occidentaux ne sont pas dignes de jouir de ces droits.

En fait, ces droits ont été arrachés de force par la classe ouvrière et les mouvements sociaux progressistes. Par conséquent, toute conquête sociale et tout droit obtenu n'importe où sur la planète est une conquête et un droit pour toute l'humanité.

Seule une défense claire des droits universels, de la laïcité et de la sécularisation des droits et des valeurs combattra le relativisme culturel et son racisme et les reléguera à la place qu'ils méritent: dans les poubelles de l'histoire.

**Maryam Namazie**

(6 septembre 2006)

Mina Ahadi (PCOI)

# Aucune religion n'est réformable

**Mina Ahadi, fondatrice du Conseil central des ex-musulmans, s'est entretenue avec DW-WORLD.DE au sujet des objectifs de son organisation, de l'approche de l'Allemagne face à la communauté musulmane et de l'impossibilité de réformer l'islam.**

**Vous avez fondé le Conseil central des ex-musulmans avec 30 autres personnes. Comment cette idée vous est-elle venue, et quels sont vos objectifs?**

Actuellement nous sommes 150. Il y a 20 jours, nous étions seulement 30. Pendant environ une année, nous avons rencontré diverses organisations de défense des droits de l'homme, comme la Ligue internationale des non-religieux et des athées.

Nous avons toujours essayé d'avoir une démarche unitaire afin de parler d'une seule voix quand des sujets comme les crimes d'«honneur», le port du hijab ou les cours de religion ont été soulevés en Allemagne. Nous avons essayé de présenter notre position, mais nous avons eu très peu d'occasions de le faire. Les médias ne nous ont pas pris au sérieux.

Il existe un stéréotype selon lequel tous les gens originaires d'Iran, de Turquie, etc., seraient tous les mêmes et tous musulmans. Nous avons donc décidé de trouver une manière de présenter nos idées qui soit provocatrice et obtienne l'attention des médias, parce que nous ne soutenons ni la politique du gouvernement allemand ni celle des organisations musulmanes.

**Vous avez des objectifs politiques?**

Nous brandissons une banderole qui affirme: «Stop ! Pas en notre nom !» Nous ne croyons pas que les organisations musulmanes représentent les citoyens originaires d'Iran, de Turquie, d'Irak, etc. Ce sont ces organisations elles-mêmes qui constituent le problème. Elles représentent l'islam politique en Allemagne.

Deuxièmement, nous ne pensons pas que le gouvernement allemand doit entamer la moindre démarche en direction des organisations musulmanes. Si vous les étudiez attentivement, vous découvrirez que ces organisations prônent une politique de séparation entre les «autochtones» et les «étrangers», les «musulmans» et les «non-musulmans». Ils disent que les musulmans et l'islam sont uniques. Ils défendent la charia, une loi hostile aux femmes, et favorable au port du hijab pour les enfants, aux cours de religion, et aux crimes d'«honneur» en Allemagne.

Ces organisations ne peuvent pas parler de l'intégration. L'intégration signifie que les hommes et les femmes sont des individus libres et devraient avoir une chance de rester et vivre ici – indépendamment du pays d'où ils viennent, de leur religion ou de leur couleur de peau.

Pour ces organisations, l'identité principale des êtres humains est l'identité religieuse, et une telle conception va dans une direction opposée à l'intégration.

**Est-il nécessaire de rejeter l'islam pour soutenir la lutte de votre organisation?**

D'un côté, il y a l'islam politique, dont l'existence justifie notre revendication politique: les organisations musulmanes ne doivent pas s'impliquer dans la vie politique ou la vie quotidienne des individus.

De l'autre, il y a la religion elle-même. Nous croyons que beaucoup de personnes dans les pays européens sont parvenues à avoir un esprit critique et à replacer la religion dans la sphère privée et à ne pas en faire une question politique. Je ne pense pas que l'Allemagne soit un Etat purement laïque. L'Eglise et l'Etat sont tout à fait séparés ici, même si je critique beaucoup la religion en Allemagne.

Notre organisation cherche à faire comprendre aux gens qu'ils n'ont pas besoin de la religion pour être heureux en ce monde, et que la religion peut théoriquement être une contrainte. Nous nous sommes détournés de la religion et de l'islam parce que l'islam est très problématique et que ce mouvement se mêle de nos vies et des questions politiques. C'est pourquoi nous avons décidé de prendre ce chemin et d'être provocateurs, et nous avons réussi.

**Vous avez dit que vous ne voulez pas que le gouvernement allemand s'assoie à la même table que le Conseil central des musulmans. Mais le Conseil central représente trois millions de musulmans, et vous n'en représentez que 150.**

Mais c'est seulement le commencement. Et personne en Allemagne n'a fait de sondage pour découvrir combien de gens se sentent représentés par le Conseil central des musulmans. À l'avenir, je voudrais savoir combien de personnes sont d'accord avec le Conseil central. Nous représentons les non-religieux – tous ceux qui ne s'identifient pas au Conseil central.

**Avez-vous peur des extrémistes islamiques?**

J'ai une longue expérience de ces gens-là. J'ai eu pendant longtemps des problèmes avec les organisations islamiques. En Iran, j'ai été condamnée à mort – et la sentence est encore valable. Maintenant une seconde sentence de mort pèse sur moi parce que j'ai appelé les gens à exprimer leur approbation ou leur désapprobation vis-à-vis du Conseil central.

On ne doit pas se laisser intimider, même si ces organisations ont beaucoup de pouvoir. La terreur est un instrument très important de ces organisations. Mais des millions de gens les critiquent en Iran, en Turquie, en Arabie Saoudite, au Soudan, en Egypte et en Allemagne.

**Êtes-vous contre toutes les religions, ou juste contre l'islam?**

Je suis contre toutes les religions.



Mina Ahadi

# Cessez de nous coller l'étiquette de «musulmans»

**Le discours ci-dessous a été prononcé à Londres le 8 mars 2007 lors d'une réunion sur les droits des femmes, le hijab et les lois religieuses.**

Je voudrais vous parler aujourd'hui d'une campagne qui a eu beaucoup d'écho en Allemagne au cours des dernières semaines. J'habite en Allemagne depuis onze ans. J'ai été interviewée pour la première fois sur la lapidation par la télévision nationale allemande il y a sept ans. Quand je suis revenue chez moi, j'ai regardé l'interview et j'ai découvert qu'ils m'avaient présentée comme «Mina Ahadi, une femme musulmane». J'ai immédiatement appelé la chaîne pour me plaindre. Je leur ai demandé si, lorsqu'une femme politique ou la porte-parole d'une organisation allemande était interviewée, ils la présentaient comme une «femme chrétienne»? Non seulement moi-même, mais trois millions et demi de personnes originaires d'Iran, d'Irak, d'Afghanistan, etc., sont étiquetées comme «musulmanes».

Une autre fois, pendant le scandale à propos des caricatures de Mahomet, j'ai vu un homme barbu déclarer, dans une interview, que les 3,5 millions de musulmans vivant en Allemagne avaient été «offensés» par les caricatures. En Allemagne, les organisations islamiques considèrent qu'elles représentent 3,5 millions de musulmans, dont je suis censée faire partie, et le gouvernement leur accorde ce droit, lui aussi. Je me suis battue contre les politiques du gouvernement allemand et des organisations islamiques et j'ai mené de nombreuses campagnes; les médias et les politiciens nous connaissent. Mais au bout d'un moment je me suis rendu compte qu'il fallait lancer une campagne qui prendrait en compte toutes les questions différentes pour lesquelles j'avais milité auparavant.

Je me suis placée au centre de la société et j'ai déclaré: «Je ne suis pas une musulmane.» J'ai invité ceux qui voulaient, de façon provocatrice, manifester leur opposition à l'Islam et à la politique du gouvernement allemand à dire: «Je me suis détourné de la religion» et à joindre une photo. En 1971, s'est déroulée une campagne en faveur du droit à l'avortement durant laquelle les femmes qui avaient avorté sont apparues publiquement avec leur photo et ont déclaré: «J'ai eu un avortement.» Trois cents d'entre nous ont déjà brandi leur photo en disant: «Nous nous sommes détournés de la religion.» L'annonce de notre action collective a eu l'effet d'une bombe dans la société allemande. 110 représentants des médias sont venus à notre conférence de presse, y compris ceux de Reuters, de la BBC, de CNN, etc. Nous avons expliqué que nous représentions une autre politique. Nous sommes contre la division du monde entre des pays «islamiques» et des pays «non islamiques». Nous dénonçons le fait que tous ceux qui ont quitté des pays dévastés par l'Islam soient étiquetés comme «musulmans» ou le fait qu'être «musulman» soit leur caractéristique la plus importante. Lors de la conférence de presse, j'ai dit qu'on nous a collé beaucoup d'étiquettes et qu'à mon tour j'aimerais coller une étiquette sur les organisations islamiques – «périmées».

Aujourd'hui je suis venu pour dire que notre campagne a reçu le soutien sans précédent d'innombrables personnes. Je reçois 250-300 lettres par jour – la plupart me félicitent et me trouvent courageuses. 3% m'annoncent qu'elles me tueront avec le poison de Dieu. Le magazine *Focus* a publié ma photo et une interview dans laquelle je déclarais que j'étais né dans une famille musulmane par accident et que j'avais 14 ans quand j'avais rejeté l'Islam. Trois heures plus tard, les policiers allemands sonnaient à ma porte pour m'annoncer qu'ils devaient assurer ma protection parce que les islamistes avaient menacé de me tuer.

L'Islam politique est un mouvement international et l'assassinat l'un de ses moyens importants. Les gens me demandent si je n'ai pas peur d'attaquer publiquement les islamistes. Je connais très bien ce mouvement. Nous avons mis à genoux les dirigeants de ce mouvement en Iran. Khomeini et les chefs du régime islamique m'ont condamnée à mort il y a 28 ans. Mais aujourd'hui je dis que, dans quelques années, si nous restons silencieux, ils lapideront des femmes dans les rues de l'Allemagne et de l'Angleterre. Les gouvernements allemands, britanniques et européens se compromettent avec les groupes islamiques. Ils organisent des conférences avec des organisations terroristes au sujet de la

façon d'intégrer des personnes comme nous dans la société. Quand ils nous collent l'étiquette de «musulmans» et nous mettent tous dans le même sac, ils transforment les dirigeants des organisations islamiques en nos dirigeants et leur laissent le soin de nous «intégrer».

En Europe on entend seulement deux versions à propos du voile, celle des politiciens et celle des groupes islamiques. Nous nous sommes levés et nous voulons maintenant faire en sorte que l'on entende des gens comme Maryam Namazie, par exemple. Elle a une autre politique à proposer. Nous sommes pour l'universalité des droits de l'homme. Nous pensons que l'affiliation religieuse n'est l'identité principale de personne en ce siècle. Tous les êtres humains ont le droit d'être libres, prospères, d'aimer et d'être aimés au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous ne laisserons pas des gouvernements, de concert avec les islamistes, violer les droits des enfants, des femmes et des hommes qui ont quitté les pays dévastés par l'Islam. Nous représentons une nouvelle Renaissance en Europe. Nous défendons la laïcité. Nous défendons la liberté d'expression et la liberté de parole. En Allemagne, on a annulé la représentation d'une pièce de théâtre à cause de sa critique de l'Islam. Au cours des deux dernières semaines, j'ai pu constater que le vaste soutien que nous avons reçu représente s'étend à l'échelle internationale. Aux côtés de personnes du monde entier, nous disons: «Stop. Trop c'est trop.» Nous luttons contre l'islam politique, contre la tolérance et le multiculturalisme prônés par les gouvernements occidentaux, contre les tentatives de dépeindre l'islam politique et sa politique inhumaine comme une culture du peuple. Nous défendons l'universalité des droits humains. J'espère que ce type d'organisation va se créer dans plusieurs pays et que ce mouvement deviendra international afin de repousser l'Islam politique.

***Mina Ahadi a fondé le Conseil central des ex-musulmans et est membre du Bureau politique du Parti communiste-ouvrier d'Iran.***

La discussion entre Martin Thomas, Maryam Namazie et Arashe Sorkh montre que les mêmes problèmes se posent en Grande-Bretagne et en France quant aux limites des alliances souhaitables dans la lutte pour la laïcité et l'athéisme, d'un côté, contre l'islam politique, de l'autre. Bien sûr, le débat n'est qu'ébauché par ces contributions écrites dans un langage un peu trop codifié et schématique et la discussion demanderait à être approfondie. Mais, même avec ses limites, ce débat est plus intéressant que le choix entre «islamophobie» (réelle ou imaginaire) et «islamogauchisme» (énième version du tiersmondisme stalinien) que l'on nous propose en France, alternative qui exclut tout point de vue tenant compte des intérêts des travailleurs et de la lutte de classe.

Martin Thomas critique les alliances politiques douteuses conclues par le PCOI, et notamment la signature du «Manifeste des Douze» soutenu, entre autres en France, par Antoine Sfeir (le très conservateur directeur des Cahiers de l'Orient), Bernard Henri-Lévy (on se souviendra de son reportage sur l'armée israélienne paru dans Le Monde en été 2006 où ce grand humaniste discutait littérature et philosophie avec des officiers qui organisaient pendant leur conversation les bombardements «chirurgicaux» de civils libanais), Philippe Val (le directeur de Charlie Hebdo) et Caroline Fourest (une militante antiraciste et féministe, tendance réformiste sympa) aux côtés des écrivains Taslima Nasreen et Salman Rushdie. Rappelons que le PCOI avait participé à un meeting en 2005 aux côtés d'Yvette Roudy et Corine Lepage (la nouvelle groupie de Bayrou) pour soutenir la loi contre les «signes religieux ostensibles» et plus récemment à Montreuil à une «rencontre laïque internationale», les 10-11 février 2007 avec Jean-Pierre Brard, maire PCF de Montreuil, Marc Dolez (député PS, tendance démagogique), Caroline Fourest, l'UFAL et la Gauche républicaine, laïque et sociale (à propos de la prose douteuse de ces deux derniers groupes, on lira l'article «Caid» du 9-3...» dans ce numéro.)

Ni patrie ni frontières

# Lettre de Martin Thomas (AWL) à Maryam Namazie (PCOI)

5 mars 2006

Chère Maryam,

Les organisateurs de la Marche pour la liberté d'expression (contre l'islam politique) prévue le 25 mars 2006 ont annoncé que tu soutenais leur initiative – aux côtés de la Freedom Association, mouvement d'extrême droite connu pour avoir tenté de briser la grève de Grunwick en 1977. Il se peut que tu ignores ce fait, et que les organisateurs de cette marche t'aient convaincu de les soutenir suite à de fausses déclarations de leur part ou à un malentendu. Quoi qu'il en soit, nous t'invitons à te retirer de cette initiative. Nous ne devons pas laisser les sbires de la bourgeoisie s'accaparer la cause de «la liberté d'expression», ni entraîner derrière eux des militants de gauche.

La classe ouvrière doit bien sûr combattre pour la liberté – y compris contre la menace de l'islam politique. Mais nous ne pouvons pas combattre pour les libertés de la classe ouvrière en collaborant avec la Freedom Association! L'ennemi de notre ennemi n'est pas nécessairement notre ami.

Le genre de libertés que défend la Freedom Association ce sont, avant tout d'abord, l'économie de marché, la liberté d'entreprise, la liberté d'exploiter, la «liberté» des ouvriers de ne pas appartenir à une organisation syndicale et de ne pas faire preuve de solidarité de classe, et un nationalisme fanatique, dissimulé sous la «liberté» de la «Grande-Bretagne» de ne pas être soumise à l'«Europe».

Cette conception est diamétralement opposée à la liberté de la classe ouvrière de s'organiser pour s'émanciper de l'esclavage salarié et des ravages de l'«économie de marché».

Si la Freedom Association et ses amis viennent nous proposer de combattre ensemble pour la «liberté», et même si – à première vue – nous paraissions être d'accord sur un problème immédiat – par exemple, le fait que la presse devrait pouvoir railler et critiquer librement Mahomet, tout comme d'autres personnages religieux –, même dans un tel cas, nous devons nous interroger sur les motivations profondes et les objectifs essentiels de ces individus-là. Nous ne pouvons pas uniquement tenir compte des slogans ou des revendications immédiates qu'ils mettent en avant pour favoriser leurs objectifs à long terme.

S'allier avec des groupes comme la Freedom Association, sur la base purement négative de notre opposition à l'islam politique, est aussi suicidaire que de s'allier à George Bush contre le président iranien Ahmedinejad, ou vice versa. Peu importe que le président iranien soit capable d'écrire un texte contre Bush dont nous pourrions éventuellement, d'un point de vue formel, approuver chaque mot. Et peu importe que Bush puisse rédiger un discours contre Ahmedinejad qui, sur le papier, ne contiendrait que des vérités: nous ne soutiendrons ni l'un ni l'autre, parce que nous savons que, derrière les mots de ces deux politiciens se cachent des ennemis de la classe ouvrière.

Cette attitude serait aussi suicidaire que celle des socialistes qui, durant la guerre froide, furent poussés par leur horreur du stalinisme à «choisir l'Occident» et à servir le libéralisme bourgeois ou, pire, l'aile droite des maccarthysme [aux Etats-Unis].

Mais il y a également un autre problème. Les communautés musulmanes en Europe souffrent du racisme. Notre solidarité contre le racisme avec les musulmans, ou avec ceux qui ont eu une éducation musulmane, ne devrait pas (et ne doit) pas nous empêcher de combattre l'islam politique. En effet, ce sont des musulmans ou des gens de culture musulmane qui souffrent le plus de l'islam politique.

En même temps, notre combat contre l'islam politique ne doit pas diminuer notre solidarité contre le racisme avec les musulmans, en tant qu'individus. Toute alliance avec la Freedom Association et leurs amis est néfaste, sur ce plan-là aussi. La Freedom Association s'oppose à l'islam – mais elle le fait au nom des «valeurs» chrétiennes qu'elle considère appropriées en «Grande-Bretagne». Parmi certains organisateurs de la Marche du 25 mars on trouve les animateurs d'un site Web, The Gates of Vienna (Les Portes de Vienne), qui évoque la mémoire des guerres laïques entre la chrétienté et l'islam qui aboutirent au siège de Vienne par les Turcs en 1683.

Si elle n'est pas aussi enragée que le British National Party, organisation fasciste, qui s'est servi des caricatures danoises pour promouvoir son opposition globale à l'immigration, la Freedom Association et ses alliés sont certainement réactionnaires. Ils seront vos pires ennemis dans les batailles que vous mènerez pour les droits des réfugiés iraniens et irakiens, musulmans ou pas, en Europe.

On ne peut combattre l'islam politique correctement en s'alliant à des groupes comme la Freedom Association. Nous devons combattre l'islam politique comme les marxistes ont combattu le stalinisme – sur la base de leurs principes, en s'appuyant sur la classe ouvrière, sur la base d'un «troisième camp». Nous pouvons nous unir à d'autres forces de la classe ouvrière sur des questions particulières tout en étant en désaccord avec elles sur d'autres points – mais ce avec des forces de classe ouvrière, ou au moins des forces qui lui sont étroitement liées, ou lui sont favorables. De plus, cela doit se faire seulement quand l'accord sur une question particulière a un véritable contenu, et ne se réduit pas à des convergences symboliques, au niveau des mots, qui cachent des motivations radicalement différentes. Ce problème se pose également avec le manifeste que vous avez récemment signé avec Salman Rushdie et d'autres.

Dénonçant «le nouveau totalitarisme» de l'islam politique, ce texte lance «un appel aux démocrates et aux esprits libres de tous les pays pour que notre siècle soit celui de la lumière et non de l'obscurantisme» [pour plus de clarté nous avons reproduit le «Manifeste des Douze» à la fin de cet article, *NPNF*].

Nous ne pouvons qu'approuver ces mots couchés sur le papier. Mais le combat pour «la lumière et la démocratie» peut-il être efficacement mené au moyen d'une alliance entre tous les «démocrates et les esprits libres» de toutes les classes? Peut-on séparer ce combat des questions intéressant les travailleurs, de la lutte de classe, et de la protection sociale contre l'économie de marché? Ou ce combat ne peut-il être couronné de succès qu'en le reliant à la lutte générale de la classe ouvrière pour son émancipation?

Les douze premiers signataires du Manifeste comprennent plusieurs personnages de droite – certes moins à droite que la Freedom Association, mais en tout cas clairement étrangers au mouvement ouvrier. Bernard-Henri Lévy, par exemple. Une note du manifeste le présente comme un «philosophe français... engagé contre tous les «ismes» (fascisme, antisémitisme, totalitarisme, terrorisme) du XX<sup>e</sup> siècle». Contre ces «-ismes», mais pour quels autres? Bernard Henri-Lévy est devenu célèbre, dans les années 70, quand il a rejeté son maoïsme de jeunesse pour attaquer les «ismes» du... socialisme, du communisme et du marxisme.

Nous avons critiqué tes ex-camarades du Parti communiste-ouvrier d'Irak pour leur projet de Congrès irakien des libertés qui prétend lancer un mouvement en dehors de toute allégeance de classe pour obtenir «pendant six mois» un régime démocratique, mais neutre, en Irak afin que le communisme- ouvrier puisse ensuite triompher en Irak. La politique, selon nous, ne peut jamais être coupée de la lutte de classe. Mais le Congrès irakien des libertés, au moins, n'implique pour le moment aucune alliance ou complicité réelle avec des forces politiques bourgeoises ou de droite: ce n'est en fait (ce qui ne la justifie pas pour autant) rien d'autre qu'une organisation de masse déguisée du PCOI.

Toi et tes camarades avez critiqué le Congrès irakien des libertés. Mais une coalition politique avec des individus comme Bernard-Henri Lévy – ou, pire, avec la Freedom Association et les "Portes de Vienne" (The Gates of Vienna) – est beaucoup plus néfaste.

Amicalement

**Martin Thomas** (AWL)

# ANNEXE

## LE MANIFESTE DES DOUZE: "ENSEMBLE CONTRE LE NOUVEAU TOTALITARISME"

Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme, et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire: l'islamisme.

Nous, écrivains, journalistes, intellectuels, appelons à la résistance au totalitarisme religieux et à la promotion de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité pour tous.

Les événements récents, survenus suite à la publication de dessins sur Mahomet dans des journaux européens, ont mis en évidence la nécessité de la lutte pour ces valeurs universelles. Cette lutte ne se gagnera pas par les armes, mais sur le terrain des idées. Il ne s'agit pas d'un choc des civilisations ou d'un antagonisme Occident/Orient, mais d'une lutte globale qui oppose les démocrates aux théocrates.

Comme tous les totalitarismes, l'islamisme se nourrit de la peur et de la frustration. Les prédicateurs de haine misent sur ces sentiments pour former les bataillons grâce auxquels ils imposeront un monde liberticide et inégalitaire. Mais nous le disons haut et fort: rien, pas même le désespoir, ne justifie de choisir l'obscurantisme, le totalitarisme et la haine. L'islamisme est une idéologie réactionnaire qui tue l'égalité, la liberté et la laïcité partout où il passe. Son succès ne peut aboutir qu'à un monde d'injustices et de domination: celle des hommes sur les femmes et celles des intégristes sur les autres. Nous devons au contraire assurer l'accès aux droits universels aux populations opprimées ou discriminées.

Nous refusons le «relativisme culturel» consistant à accepter que les hommes et les femmes de culture musulmane soient privés du droit à l'égalité, à la liberté et à la laïcité au nom du respect des cultures et des traditions.

Nous refusons de renoncer à l'esprit critique par peur d'encourager l'«islamophobie», concept malheureux qui confond critique de l'islam en tant que religion et stigmatisation des croyants.

Nous plaçons pour l'universalisation de la liberté d'expression, afin que l'esprit critique puisse s'exercer sur tous les continents, envers tous les abus et tous les dogmes.

Nous lançons un appel aux démocrates et aux esprits libres de tous les pays pour que notre siècle soit celui de la lumière et non de l'obscurantisme.

Ayaan Hirsi Ali, Chahla Chafiq, Caroline Fourest, Bernard-Henri Lévy, Irshad Manji, Mehdi Mozaffari, Maryam Namazie, Taslima Nasreen, Salman Rushdie, Antoine Sfeir, Philippe Val, Ibn Warraq

# Réponse de Maryam Namazie à Martin Thomas

(...) Je trouve tout à fait étonnant que l'on nous accuse de nous être alliés (!) à la droite, voire même de faire partie d'une coalition de droite parce que quelques méprisables organisations de droite ont également pu s'exprimer lors de cette marche. Cette marche n'a pas été organisée par la droite, elle avait un objectif très clair et de nombreux orateurs de qualité. Selon votre logique, on peut aussi m'accuser de m'être allié avec Stephen Green de Christian Voice lorsque j'ai débattu avec lui de la religion, ou de m'être allié au gouvernement parce que j'ai participé au programme de télévision de la BBC «Heaven and Earth». Et peut-être aussi de m'être allié à la BBC – bien connue pour contribuer à «fabriquer le consensus»... Selon la même logique, je me serais allié avec les islamistes si j'avais pris la parole lors d'un rassemblement pacifiste (ce que j'aurais fait si on m'y avait invité).

Cette position ne fait malheureusement que perpétuer l'impuissance de la gauche en lui donnant l'excuse dont elle a besoin pour tourner le dos aux luttes politiques qui se déroulent autour de questions cruciales concernant le destin de la société. Ces puristes préfèrent détalier en courant et laisser le champ libre à la droite – même lorsque celle-ci n'est pas hégémonique !

Mes chers amis, la droite antigréviste, réactionnaire, est incapable de défendre la liberté de parole et d'expression car ces libertés ne peuvent être défendues dans le vide.

Plutôt que d'intervenir pour défendre sans équivoque ces libertés, vous préférez vous éloigner en courant, évacuer la scène, inviter d'autres à imiter votre exemple en dénonçant tous ceux qui prennent la parole ou participent à cette Marche comme des alliés de la droite ! Pour excuser votre propre inaction, vous présentez les efforts d'autres groupes comme un coup de main à la droite !

Je considère qu'il est de mon devoir de combattre au premier rang de la scène politique et d'affronter d'autres tendances et positions politiques partout où je peux. Naturellement, je m'adresse à ceux qui peuvent encore s'appeler de gauche.

Quant à ceux qui considèrent que la défense des libertés et des droits universels est une forme de racisme contre les musulmans, je ne peux que leur demander: puisque vous paraissez en savoir beaucoup plus que moi sur les alliances avec la droite, dites-moi donc ce que représente l'islam politique?

**Maryam Namazie**

## Lettre d'Arashe Sorkh à Martin Thomas

Je suis complètement d'accord avec toi au sujet de la Freedom Association. (...) Même en laissant de côté le passé de droite et douteux de la Freedom Association, il était prévisible qu'une opposition de droite surgirait également à l'occasion des caricatures de Mahomet, et que nous devrions affronter ces gens-là autant que les islamistes. En fait, ces deux courants défendent des positions identiques. Ils considèrent tous deux que les «valeurs islamiques» sont les valeurs des musulmans – les uns pour en faire l'éloge et les imposer à leurs concitoyens, et les autres pour démontrer qu'il existerait un (absurde) «conflit de civilisations» et donc pour augmenter la haine contre les musulmans innocents dans le monde entier. La Freedom Association fait partie de cette dernière catégorie de gens.

Au sujet du Manifeste des douze contre le nouveau totalitarisme, (...) il est vrai que certaines phrases rappellent un peu la guerre froide et Maryam elle-même l'a souligné. (...) Mais l'âme du Manifeste, son appel, et surtout le fait que Maryam (en tant que communiste) l'ait signé sont-ils des éléments positifs ou pas?

(...) Je pense que la position du manifeste est fondamentale sur une question (...) et il ne s'agit pas de la liberté d'expression. Je crois que le combat au sujet des caricatures de Mahomet ne concernait pas la liberté d'expression. (...). L'aspect fondamental était ce nouveau racisme qui conquiert le monde au nom "du relativisme culturel". Des dirigeants occidentaux qui ont présenté des excuses en raison

des caricatures, aux politiciens de droite qui évoquent la thèse du «conflit des civilisations» et qui ont exigé que certains "musulmans" soient expulsés parce qu'ils ne peuvent pas "tolérer" des valeurs "occidentales", tous partaient du même présupposé: que les valeurs laïques et universelles sont réservées aux "Occidentaux", et les valeurs "islamiques" aux musulmans !

C'est pour cela que ce manifeste est important. Selon le Manifeste, il n'existe aucun conflit entre les civilisations; le véritable conflit se déroule entre, d'un côté, la liberté et, de l'autre, l'islamisme dans le monde musulman lui-même. Le Manifeste précise que les victimes de ce conflit sont les "musulmans" eux-mêmes.

Une des caractéristiques les plus importantes du Manifeste est la liste de ses signataires. Dès qu'on y jette un coup d'œil, un fait très important saute aux yeux. La majorité des signataires font partie du «milliard et demi de musulmans» sur cette planète. Ils proviennent la plupart du temps de pays islamiques pauvres et ce fait (qui a été souligné par les médias du monde entier) illustre parfaitement l'opposition au relativisme culturel. (...) La phrase principale de la déclaration est: «Il ne s'agit pas d'un choc des civilisations ou d'un antagonisme Occident – Orient», cette expression est complètement «contre le courant» et contre 99% des analyses existantes. Sans ce manifeste, cette perspective serait restée totalement inconnue (...).

Nous [membres du PCOI] avons signé plusieurs manifestes et déclarations, et naturellement certains de ces textes ont été également signés par des réactionnaires. Le fait que plusieurs personnes mettent leur nom au bas d'un même manifeste ne signifie pas qu'elles soient d'accord sur tout. En réalité, de tels manifestes permettent à des personnes ayant des opinions différentes de se mettre d'accord sur une question commune.

Pouvons-nous nous allier avec des "ennemis de classe" afin de combattre pour la liberté, ou devons-nous combattre sous le drapeau indépendant de la classe ouvrière? [demande Martin Thomas].

Je pense que le problème est plus compliqué. Comme tu le sais peut-être, Mansoor Hekmat, le fondateur de notre parti et de notre courant en Iran et en Irak, s'est battu pour que l'acceptation de notre programme ne soit plus une condition pour adhérer à notre parti. En même temps il a suscité la création de plusieurs organisations pour défendre la liberté des femmes, les droits des réfugiés, etc. Tous, y compris nos "ennemis de classe", étaient les bienvenus dans ces organisations s'ils voulaient lutter pour des droits spécifiques !

Nous avons aussi notre propre drapeau indépendant en tant que parti de la classe ouvrière et en dernière analyse (particulièrement dans le monde aujourd'hui) toutes ces libertés ne pourront jamais être réalisées à moins que le communisme-ouvrier ne conquière le pouvoir. Mais est-il impossible d'organiser une coalition avec des personnes de différentes classes pour des campagnes spécifiques? Non, je pense que c'est possible. (...)

A propos de la Marche pour la "liberté d'expression" je tiens à préciser ce qui suit:

1. Il n'est pas juste d'affirmer que cet événement est organisé par la Freedom Association. Ils en font partie mais à côté d'autres gens. Des militants d'orientations politiques très différentes vont prendre la parole à ce rassemblement. Je ne pense pas que notre participation implique la moindre solidarité avec eux.

2. Le blog de Maryam Namazie a clairement exprimé son opposition au BNP (British National Party) et à toutes les organisations favorables à l'expulsion des "musulmans".

3. Je pense que participer à ce rassemblement et y prononcer un discours est réellement une action très positive !

4. Tu as soulevé une question importante et je pense que nous devrions y faire plus attention. Nous devrions écrire davantage à propos du "racisme contre la communauté musulmane". Ce genre de racisme existe (l'année dernière, en tant que lycéen âgé de 17 ans et vivant en Angleterre, j'en ai moi-même fait l'expérience) et nous devons y mettre fin.

**Arash Sorkh**



# Réponse de Martin Thomas à Maryam Namazie

Chère Maryam, l'idée d'une Marche pour la liberté d'expression à Trafalgar Square le 25 mars (ce n'était d'ailleurs pas une marche, mais un rassemblement statique) a été lancée par Peter Risdon. Celui-ci se décrit comme "libertarien", ce qui dans ce contexte signifie un partisan de l'économie de marché.

Afin de présenter son entreprise comme indépendante de toute "tendance politique particulière", Risdon a mentionné le nom de Patrick Vidaud, un prétendu "socialiste". Mais la présence de ce co-organisateur est restée fantomatique. La Freedom Association a été la première organisation à soutenir l'entreprise et à annoncer qu'elle prendrait la parole. Ce groupe s'est fait connaître en 1977 par ses tentatives de briser la grève de Grunwick. Deux autres organisations ont participé au 25 mars: la Libertarian Alliance et «différentes sections» de l'UKIP (United Kingdom Independence Party). Le rassemblement a été aussi soutenu par la National Secular Society et la British Humanist Association.

Pendant le blog de Peter Risdon ([freebornjohn.blogspot.com](http://freebornjohn.blogspot.com)), et les liens de ce blog comme The Gates of Vienna suggèrent qu'il a peut-être mis un masque «de gauche» uniquement pour l'occasion. Même s'il a souligné dès le début que ce rassemblement ne devait pas être "anti-musulman" et qu'il ne voulait pas de la présence du BNP, il existe bien d'autres groupes de droite que le BNP !

Ton discours, en soi, était très bien. Mais, selon nous, tu as eu tort de le prononcer à cet endroit et au profit de cette opération politique-là.

«Nous militons afin d'encourager et de mobiliser la classe ouvrière pour qu'elle forge et développe une identité politique et sociale indépendante, qui lui soit propre. Les campagnes des révolutionnaires et des forces de la classe ouvrière ne peuvent, en aucun cas, être subordonnées à des alliances qui laissent les partis bourgeois dicter et limiter les objectifs et les méthodes de ces campagnes.»

Nous avons écrit ces lignes en octobre 2002 dans notre journal *Solidarity*. Nous voulions à l'époque expliquer pourquoi nous étions opposés à ce que la Stop The War Coalition invite la Muslim Association of Britain (section britannique des Frères musulmans) comme co-organisatrice de la marche contre la guerre en Irak, le 28 septembre 2002. Et nous poursuivions: "la politique d'extrême droite de la MAB ne fait que renforcer un principe général, qui s'applique également aux partis libéraux bourgeois et non fascistes: aucun avant populaire". Nous avons également protesté quand la Stop The War Coalition a permis à Charles Kennedy, des libéraux-démocrates, de s'adresser aux manifestants le 15 février 2003.

Le même principe s'applique aux actions menées contre l'islam politique.

Une politique ouvrière alternative contre Bush et Blair doit être aux antipodes de celle des islamistes; donc, une alliance avec ces gens-là sur la base d'une simple dénonciation de Bush et de Blair, ne contribue pas à ce que le mouvement progresse vers l'indépendance politique de la classe ouvrière.

De même, une politique ouvrière alternative contre l'islam politique est à mille lieues du nationalisme britannique, anti-ouvrier et antigréviste de la Freedom Association ou de la Libertarian Alliance, au profil plus «intello», et dont le chef, et l'orateur au rassemblement du 25 mars, Sean Gabb, se présente lui-même sur son site Web comme "un patriote libertarien et conservateur".

Comme tu l'écris toi-même: «la droite antigréviste, réactionnaire, est incapable de défendre la liberté de parole et d'expression car ces libertés ne peuvent être défendues dans le vide». Participer aux entreprises politiques de cette droite, ce n'est pas aider notre cause, c'est lui causer du tort.

Par contre, débattre publiquement avec des gens de droite, apparaître dans un programme de télévision de la BBC, c'est tout à fait différent. Dans ces cas-là, on ne conclut pas plus une alliance politique avec des réactionnaires ou des patrons de chaînes, que si l'on prenait le même train que le milliardaire Richard Branson.

Si le 25 mars avait été un rassemblement de masse, et si vous aviez la possibilité d'y prendre la parole à la fois contre les islamistes et contre la «droite réactionnaire et antigréviste», alors vous auriez pu saisir l'occasion, de la même façon que vous pourriez profiter de la tribune de la Stop The War Coalition pour dénoncer Bush, Blair et les islamistes. Mais, dans ton discours du 25 mars, tu n'as pas du tout attaqué les "libertariens, les conservateurs et les patriotes". De plus, il s'agissait d'un rassemblement de petits bourgeois qui a mobilisé très peu de monde. Lutter pour la liberté

d'expression (ou être passif sur ce sujet) n'avait rien à voir avec la participation (ou l'absence) à un tel événement ! (...)

Nous avons souvent déclaré que, pour défendre une mosquée contre des racistes, nous étions prêts à agir avec toutes sortes de gens, y compris la MAB. Selon le même principe, nous agirions de concert même avec des libertariens partisans de l'économie de marché pour défendre une réunion de laïques attaquée par des islamistes – si (ce qui est improbable) les partisans de l'économie de marché étaient prêts à se battre physiquement pour défendre leur réunion plutôt que d'appeler les flics à la rescousse.

Mais ni le rassemblement du 25 mars, ni le Manifeste contre le nouveau totalitarisme ne peuvent donner lieu à une telle alliance temporaire, pratique, "militaire", n'impliquant aucune solidarité politique. Ces deux événements ont été l'occasion de conclure des alliances politiques, des "blocs de propagande". Ils permettent aux initiateurs de ces rassemblements ou aux signataires d'annoncer publiquement une coalition politique, de lui donner une grande publicité afin de qu'elle puisse recueillir de nouveaux soutiens. Ils distillent l'illusion qu'un accord négatif contre les islamistes serait susceptible de définir un terrain d'entente solide sur lequel on pourrait construire quelque chose. Ce n'est pas le cas. Se tenir sur un tel terrain, c'est vouloir marcher sur des sables mouvants. (...)

**Martin Thomas**

**Gauche  
multiculturaliste  
obscurantiste  
racisme  
et  
antisémitisme**

# **Des caricatures de Mahomet à l'assassinat d'Ilan Halimi**

## **Une partie de la «gauche radicale» joue les «musulmans» contre les «juifs»**

Dans les milieux d'extrême gauche et libertaires on a pu lire et entendre beaucoup de gens expliquer benoîtement que les caricatures danoises étaient une «provocation» de «mauvais goût», un acte «raciste» et une manifestation d'«islamophobie». Par conséquent, il ne fallait surtout pas prendre position sur la question. Voire pire: il fallait, comme le SWP des trotskystes britanniques, descendre dans les rues de Londres aux côtés des partisans de la censure religieuse.

Donc laissons faire, laissons une minorité des partisans d'une religion (l'islam) – avec la complicité intéressée de toutes les autres religions (protestante, juive et catholique) – tenter d'imposer une loi sur le blasphème (1) dans les pays occidentaux qui connaissent une séparation (très imparfaite et à géométrie variable, certes, mais c'est un point de départ) entre l'Etat et les différents cultes.

Et ce, au nom d'un «antiracisme» qui confond malhonnêtement la critique rationnelle et impitoyable des religions avec la haine irrationnelle et meurtrière contre tel ou tel peuple. Un pseudo «antiracisme» qui assimile l'athéisme et la laïcité au racisme. Et donc laissons aussi, dans les pays dits «musulmans», les partisans de l'islam politique terroriser et emprisonner impunément les féministes, les démocrates, les athées, les laïques et les communistes.

Maintenant, avec le meurtre antisémite d'Ilan Halimi, certains «révolutionnaires» ou «radicaux» nous rejouent la même chanson. En fait, ce n'est jamais le moment pour cette «gauche radicale»-là: hier, on ne devait pas défendre la liberté d'expression, parce qu'à l'origine les dessins étaient parus dans un journal réactionnaire antimusulman; aujourd'hui, on ne doit pas descendre dans la rue contre un crime antisémite parce qu'une partie des organisateurs de la manif (le CRIF en tête) sont des réactionnaires patentés (ce qui est vrai) qui eux-mêmes tiennent des propos ambigus sur les immigrés (cf. les déclarations de Cukierman qui se réjouissait, dans un journal israélien, du bon score de Le Pen aux élections) ou se taisent (ce qui est là aussi exact) quand les immigrés nord-africains et leurs descendants prétendent «musulmans» sont victimes du racisme policier quotidien.

Donc on laisse faire, on n'organise même pas sa propre manifestation, ni même un meeting contre l'antisémitisme meurtrier sur ses propres mots d'ordre. On est prêt à voter, au deuxième tour, pour les candidats d'un Parti socialiste qui a laissé des conseillers militaires français former les futurs assassins d'un million d'hommes et de femmes au Rwanda, qui a laissé faire le génocide sans réagir et qui continue à nier ses responsabilités dans la politique coloniale et néocoloniale de la France. Un Parti socialiste dont le gouvernement a participé à la première guerre d'Irak et au boycott meurtrier contre la population civile irakienne. Mais, par contre, on ne peut pas descendre dans la rue avec le CRIF, car ce serait là une horrible compromission laissant la porte ouverte à toutes les ambiguïtés.

Et demain, comble de cynisme, les mêmes sainte-nitouches «gauchistes», altermondialistes ou libertaires manifesteront sans problème avec tel ou tel comité Palestine qui soutient le Hamas, organisation antisémite qui tue des civils israéliens et croit à la véracité du Protocole des sages de Sion (cf. sa Charte totalitaire qu'aucun groupe «propalestinien» français n'a le courage ou l'honnêteté de publier), ou qui crieront «Mort aux Juifs !» dans les manif en toute impunité.

Dans un cas, on capitule devant l'islam politique, au nom d'un antiracisme de pacotille. Dans l'autre, on laisse faire un crime antisémite sans réagir vigoureusement, et encore une fois au nom d'un antiracisme abstrait qui choisit cyniquement ses victimes dans une «communauté» (la «communauté» dite «arabo-musulmane») en ignorant celles (bien réelles, même si elles sont moins nombreuses d'un point de vue statistique) d'une autre «communauté» (la «communauté» juive).

La neutralité, dans une affaire comme dans l'autre, n'est qu'une expression de lâcheté, une capitulation pure et simple. Une renonciation à tous les idéaux qui sont la raison d'être du mouvement ouvrier et socialiste. Une attitude qui entretient les rancœurs entre des «communautés» de travailleurs et de salariés aux origines et aux cultures différentes, mais aux intérêts de classe communs. La solidarité vis-à-vis des victimes du racisme et de l'antisémitisme ne se marchande pas, pas plus que la défense de la liberté d'expression.

**Y.C.**

21/2/2006

1. En attendant la charia. En effet, *Le Monde*, journal des bigots islamophiles, signalait récemment que 54 % des musulmans britanniques sont favorables à l'application de la charia dans les quartiers ou les villes où ils sont majoritaires en Grande-Bretagne !

1.

# Oui, il s'agit d'un crime antisémite, Oui, la réaction des Juifs est donc légitime

Supplément à la Lettre de Liaisons du 23 février 2006

Nous avons commenté dans la *Lettre de Liaisons* parue dimanche 19 février le meurtre du jeune Ilan Halimi en remarquant que ses tortionnaires avaient misérablement imité les images de la prison militaire américaine d'Abou Graïb, en Irak. Faute d'informations plus précises, nous n'envisagions pas à cette date que cette affaire s'avérerait être un crime antisémite.

Les débilés antisémites ayant kidnappé un jeune juif se situent donc au même niveau que les militaires américains séquestrant des Arabes musulmans ou non. Pour reconnaître ce fait, il n'est pas nécessaire que les meurtriers aient une «conscience antisémite» bien claire. D'abord parce que l'antisémitisme voisine souvent avec la confusion mentale et l'abrutissement, ce qui semble bien être le cas en l'occurrence.

Il est parfaitement possible que leur motivation soit, comme on dit, initialement «crapuleuse»; mais à partir du moment où ils déclarent qu'ils voulaient kidnapper des Juifs parce que ces gens-là sont «riches», il y a antisémitisme. Ce fait était donc avéré dès le lundi 20 février, quand les policiers chargés de l'enquête expliquèrent qu'il n'y avait pas d'antisémitisme, car, voyez-vous, ces jeunes gens s'imaginaient simplement que les Juifs ont de l'argent et à part ça ils ne leur en voulaient pas plus que ça. Ben voyons ...

L'absence de réaction des organisations ouvrières, démocratiques, laïques, a permis à M. Sarkozy d'être le premier à rectifier le tir par rapport aux déclarations de ses propres services, flics pour qui vouloir l'«argent des Juifs» ne révélait aucun antisémitisme ...

Face à de tels faits, la réaction de tout militant ouvrier devrait être la même que face à un crime raciste anti-arabe ou à tout autre crime raciste: d'abord exprimer son indignation et assurer de sa protection les catégories menacées. Ensuite, disputer le terrain de cette défense aux organisations religieuses, communautaires ou réactionnaires qui veulent la monopoliser. Pour ce faire, la condition absolue est d'abord de réagir au crime lui-même et d'appeler à manifester.

C'est pourquoi, à titre de symptôme, on ne peut que s'inquiéter de la position prise par exemple par la LCR dans le communiqué que nous reproduisons ci-dessous. La LCR en effet considère ici d'emblée qu'une réaction des Juifs en tant que Juifs face à un acte antisémite relève du dévoiement du combat antiraciste et de la «récupération»: elle ne le dit pas, mais vous pouvez tourner et retourner la chose comme vous voulez, c'est cela qui est signifié là. Ceci pose problème, car on peut le caractériser comme une concession à l'antisémitisme. L'enjeu est lourd. D'une part, le crime de cette bande d'abrutis, imitant, comme nous l'avons dit, les supplices d'Abou Graïb, au plan social et politique, pourrait avoir été, il y a quelques décennies, le crime d'une bande de lumpen mafieux du type Sections d'assaut. Le Front national, en France, n'est pas arrivé, malgré son envie (et malgré les fantasmes nourris à son sujet), à structurer des bandes de ce type, pour diverses raisons dont l'une est que le milieu social le plus victime de la précarité, le plus déclassé, les jeunes des cités, les «beurs», les jeunes basanés, était a priori celui de ses ennemis et les ennemis des corps policiers de répression. Le racisme de petits Blancs chrétiens, fonds de commerce du FN, le conduisait au choc frontal avec les jeunes des cités et dans cet affrontement notre place était avec ces jeunes, sur toute la ligne: «La jeunesse emmerde le Front national» !

Mais la diffusion non fortuite de thèmes antisémites dans des secteurs de cette jeunesse, par des forces organisées religieuses et politiques, ainsi que les tentatives de manipulation policière pour les opposer aux «jeunes Blancs» lycéens (qu'on a pu voir à l'œuvre contre le mouvement lycéen en mars 2005), ces faits montrent que la possibilité de telles bandes existe, sur la base du dévoiement de sentiments de haine sociale parfaitement explicables, contre les «riches» (pas contre le capital en tant que tel), contre les «intellos», et finalement contre les «Juifs». Il n'y a à cela aucune fatalité et le phénomène n'a pas la dimension de masse que certains lui prêtent (en particulier, il n'est pas au cœur du mouvement de révolte dans les banlieues de l'automne dernier), mais il serait criminel d'en nier l'existence.

Réciproquement, le jeune de culture juidaïque porté jusque-là au combat social avec les organisations du mouvement ouvrier, ou disons ayant une sensibilité «de gauche», devant une position

à la Ponce Pilate telle que celle de la LCR, sera repoussé vers les organisations nationalistes et xénophobes prétendant le représenter. Manifester contre un crime raciste anti-arabe avec des organisations communautaires musulmanes est possible, sans s'amalgamer à leur position; pourquoi cela ne serait-il pas possible avec d'autres organisations, ni plus ni moins réactionnaires, comme le CRIF? Et si l'on estime vraiment qu'elles ont pour politique le soutien à Sarkozy et la diabolisation des Arabes, pourquoi ne pas appeler indépendamment, sans elles? Pourquoi leur laisser le terrain indispensable de la défense des Juifs, tâche élémentaire des organisations ouvrières?

Rappelons que dans l'histoire de l'autodéfense ouvrière, les premières milices ouvrières de combat armé, au XX<sup>e</sup> siècle, se sont formées pour affronter les pogromistes, en Russie et en Pologne en 1905, indépendamment des rabbins et parfois contre eux.

Cette défense ne saurait non plus être assumée, pour nous, par des rassemblements oecuménistes de «toutes les communautés» prétendant que les religions sont gentilles et prêchent l'amour du prochain et que la communion entre elles est le terrain par lequel les crimes disparaissent, car c'est tout le contraire ! C'est ainsi qu'à Bagneux, le maire avec le «président de la communauté juive» (?), le «responsable de la mosquée» et le «doyen des paroisses» organise la traditionnelle, hélas, «marche silencieuse». C'est l'incapacité des organisations ouvrières, démocratiques et laïques, qui seule permet que soit transformée l'indignation légitime des Juifs et de milliers de citoyens en une opération d'union nationale et d'oecuménisme anti-laïque, qui n'empêchera pas de nouveaux crimes racistes et antisémites.

C'est pourquoi les militants ouvriers, révolutionnaires, laïques, devraient être présents, indépendamment du CRIF, indépendamment de toute religion, indépendamment du gouvernement et contre lui, pour la défense des Juifs qui est et reste leur affaire, à cette marche à Bagneux le 23 février à 18h 30 (poste principale), et à la manifestation du 26 février, 15h Place de la République à Paris.

Ci-dessous le communiqué de la LCR en question. Il n'est pas question pour nous de polémiquer avec la LCR en particulier: il se trouve que ce communiqué est révélateur d'une attitude et, à titre de symptôme, parfaitement exemplaire.

### **Communiqué de la Ligue communiste révolutionnaire.**

#### **Oui à la solidarité, non à la récupération.**

*«En lui-même, l'assassinat du jeune Ilan Halimi est suffisamment horrible pour susciter le dégoût et nécessiter que les coupables soient au plus vite déférés devant la justice. S'il s'avère que ce crime, d'une gravité déjà exceptionnelle, se combine avec l'antisémitisme, cela ne pourra que renforcer notre indignation et appeler la réaction déterminée de tous les antiracistes, de tous les démocrates. La LCR tient à assurer la famille d'Ilan Halimi de sa plus profonde sympathie. Elle demande que toute la lumière soit faite sur cet acte barbare. Elle tient également à mettre solennellement en garde contre toute instrumentalisation politique de cette affaire, qui conduirait à la montée des tensions communautaires, nourrirait des amalgames dangereux, aboutirait à la stigmatisation de certaines catégories de la population, voire à des dérapages xénophobes inadmissibles comme ceux qui ont ponctué la marche parisienne du 19 février. C'est pourquoi, ne voulant pas voir dévoyer le combat indispensable contre le racisme et l'antisémitisme, la LCR ne s'associera pas à l'appel à manifester lancé par SOS-Racisme et la LICRA pour le 26 février. Le 22 février 2006.»*

**Dernière minute.** On apprend que M. Sarkozy sera à la manifestation de dimanche. Sans doute que De Villepin et d'autres rappelleront aussi. Ce sera donc une manifestation d'union nationale. Les militants qui défendraient un communiqué tel que celui de la LCR pourront donc dire «Vous voyez bien, on l'avait dit.» Alors remettons les choses en place tout de suite: c'est une fois qu'il était assuré que ce type de prise de position le protégerait qu'un Sarkozy a décidé d'y aller. Ce type de communiqué a précédé et permis l'opération de récupération et d'union nationale. Un Sarkozy dont, répétons-le, les services ont pourtant commencé par expliquer dans cette affaire que vouloir l'«argent des Juifs» montrait bien qu'il ne s'agissait point d'antisémitisme ! ...

**La Lettre de Liaisons**

# **Le meurtre d'Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste**

**Les réactions d'organisations comme la Ligue communiste révolutionnaire, l'Union juive française pour la paix (UJFP), la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (CAJPO), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ou la Ligue des droits de l'homme, ou d'intellectuels comme Esther Benbassa face au meurtre d'Ilan Halimi et au «gang des Barbares» illustrent parfaitement les effets pervers du multiculturalisme actuel dans le champ politique français.**

Au nom de la lutte contre le «communautarisme», tout ce beau monde invoque une sacro-sainte «prudence».

Cette «prudence» peut sembler a priori justifiée après l'affaire dite du RER D où une mythomane «juive» avait prétendu avoir été agressée par des «Noirs et des Arabes». Mais on ne retrouve jamais la même prudence chez la gauche multiculturaliste quand un flic excité, bourré, maladroit ou xénophobe, un voisin qui pète les plombs ou un colleur d'affiches de la droite ou de l'extrême droite tuent un jeune d'origine étrangère. La «prudence», si tant est qu'elle soit une vertu en matière politique, devrait en toute logique s'appliquer autant aux agressions et aux meurtres concernant les Maghrébins et les Africains qu'aux Juifs.

Pourtant, dans un cas (les violences ou les meurtres commis par des flics) nos penseurs multiculturalistes pensent que la prudence n'est pas nécessaire parce que ce corps de l'Etat est gangrené par le racisme (ce qui est parfaitement vrai); ils considèrent également que le voisin qui tire sur des jeunes en bas de son HLM ou le colleur d'affiches meurtrier est un raciste ou un facho (ce qui est souvent exact, mais pas toujours).

Dans l'autre cas (une bande de jeunes racketteurs et tortionnaires de banlieue) nos multiculturalistes jugent qu'il faut marcher sur des œufs avant de se prononcer sur la dimension raciste des tortures et du meurtre commis par les «Barbares» de Bagneux.

Pourtant si cette bande avait été composée de jeunes Franco-Français, la gauche multiculturaliste n'invoquerait pas une seule seconde la «prudence». Quand des jeunes sionistes tabassèrent Dieudonné sur un parking de Pointe-à-Pitre, personne ne se demanda s'il fallait faire une longue enquête pour dénoncer le caractère raciste de cet acte inadmissible. Tout le monde crut Dieudonné et non pas les jeunes nervis sionistes quand notre «comique» affirma qu'ils avaient proféré des insultes racistes à son égard.

Chez nos multiculturalistes de gauche, la prudence est donc une qualité à géométrie variable. C'est parce que la victime du meurtre de Bagneux est un Juif et que certains de ses assassins et tortionnaires sont d'origine africaine ou maghrébine qu'il faudrait faire preuve de prudence. Et cette chanson, toute la gauche multiculturaliste nous l'a entonnée, du MRAP (qui a ensuite fait volte-face pour encore une fois changer d'avis) à Esther Benbassa.

En dehors de la prudence nécessaire tant que l'enquête ne sera pas terminée, la gauche multiculturaliste invoque six autres arguments qui ne résistent pas à l'examen ou sont incohérents.

## **1) Les dirigeants de la communauté juive (le CRIF) sont de fieffés réactionnaires.**

Oui, c'est vrai: il suffit de se rappeler les déclarations provocatrices de Cuckierman à propos des résultats de Le Pen en 2002. Sans oublier le fait que les politiques colonialistes des gouvernements israéliens sont systématiquement soutenues par le CRIF.



Mais cet argument ne semble guère cohérent quand il est invoqué par la gauche multiculturaliste car les dirigeants du Conseil français du culte musulman ou Tariq Ramadan sont tout aussi réactionnaires. Cela n'empêche pas la gauche multiculturaliste de leur emboîter le pas sur la question du port du voile à l'école ou de la reproduction des caricatures danoises de Mahomet.

**2) Souligner la dimension antisémite du meurtre d'Ilan Halimi aboutit à augmenter l'antisémitisme.**

Ce type d'argument n'a jamais (et avec raison) arrêté la gauche multiculturaliste face à des «bavures» policières, des meurtres de voisinage ou des assassinats perpétrés par des militants du FN ou de l'extrême droite contre de jeunes Franco-Maghrébins ou Franco-Africains. Les préjugés et les actes antisémites sont de la seule responsabilité... des antisémites, pas des Juifs ! De même, les victimes africaines ou maghrébines du racisme n'ont pas à raser les murs, ce sont leurs agresseurs qui doivent être réduits au silence. La gauche multiculturaliste nage dans l'inconséquence. Plus grave, elle nous ressort un vieil argument (qui a été d'ailleurs défendu par les Juifs réactionnaires pendant des siècles jusqu'à l'extermination des Juifs d'Europe): les Juifs doivent faire profil bas, sinon ils attireront encore plus d'hostilité.

**3) Il existe certes des préjugés contre les Juifs mais ils sont à mettre sur le même plan que ceux contre les Bretons ou les Auvergnats.**

«Croire qu'ils étaient mus par une idéologie antisémite articulée serait sans doute excessif. Eux aussi, comme pas mal de monde, étaient convaincus, à tort, que tous les juifs sont riches et qu'ils pourraient en tirer gros. Les préjugés de ce genre – avarice des Auvergnats, entêtement des Bretons, etc. – sont monnaie courante.»

Cet «argument», avancé par Esther Benbassa dans son article du *Monde* le 25 janvier, serait comique si le contexte n'était pas aussi tragique. Nous attendons avec impatience la somme de cette éminente historienne sur le génocide auvergnat ou le génocide breton !!!

**4) Si les jeunes du gang de Bagneux pensent que «tous les Juifs ont du pognon», ce n'est pas de l'antisémitisme, c'est juste un «stéréotype».**

Cet «argument» a été d'abord avancé par les flics (dont on connaît la maîtrise en matière de...«stéréotypes»), les juges puis par quelques intellos. Selon ces «spécialistes» de l'antisémitisme, les préjugés bruts ne méritent pas d'être qualifiés d'antisémitisme. Il est particulièrement affligeant de voir des militants «de gauche» nous expliquer que tout ce qui ne tombe pas sous le coup de la loi n'est ni raciste ni antisémite. Comme si les lois – règles fixées (au mieux) par les majorités des parlements bourgeois pour instaurer une coexistence minimale entre des individus et des classes aux intérêts divers voire opposés – résumaient toutes les connaissances de l'humanité en matière de racisme et d'antisémitisme !

Même un multiculturaliste comme Michel Wieworka admet que «aujourd'hui, c'est surtout au sein de la population immigrée en provenance du monde arabo-musulman, d'Afrique subsaharienne, mais aussi chez les Antillais, que l'on trouve toutes sortes d'expressions spontanées de la haine des Juifs. (...) l'antisémitisme est redevenu une opinion», «dans les banlieues, et pas seulement», précise-t-il. Et il ajoute que les Juifs sont «perçus [par les exclus, NDLR] comme ceux qui ont réussi leur intégration».

**5) Les Juifs ne devraient pas mettre en avant leur judéité pour se défendre, et les non-Juifs ne devraient pas se situer sur le terrain religieux pour affirmer leur solidarité avec eux.**

Là, on est sur un terrain un peu plus subtil et surtout plus solide. Effectivement, il n'y a aucune raison de se rendre à la synagogue, ni de se mobiliser derrière les curés, les pasteurs et les rabbins, si l'on est athée. On peut très bien manifester ou se réunir dans un lieu séparé et ne pas participer aux cérémonies religieuses ou aux manifestations appelées par des autorités religieuses, tout en exprimant sa solidarité avec tous les Juifs qui se sentent concernés et visés par cet assassinat.

On remarquera pourtant que cette gauche multiculturaliste n'a aucun scrupule à soutenir un philosophe musulman réactionnaire comme Tariq Ramadan et à parader à ses côtés aux forums sociaux; à faire croire que le voile serait une prescription religieuse indispensable pour les jeunes filles scolarisées, voire une manifestation de «féminisme», et à dénoncer comme «réactionnaires» les intellectuels musulmans qui pensent le contraire; à faire réciter des prières musulmanes lors de manifestations antiguerre (Grande-Bretagne) quand ce n'est pas à organiser des meetings où les femmes sont séparées des hommes... si elles le «désirent» (Grande-Bretagne, encore).

La gauche multiculturaliste se souvient de la laïcité quand il s'agit de la religion juive.... mais pas quand il s'agit de la religion musulmane.

**6) L'unanimité de la classe médiatico-politique est suspecte. On ne retrouve pas la même détermination lorsqu'il s'agit de crimes racistes concernant des Africains ou des Maghrébins.**

Oui c'est vrai et alors? On se souvient par exemple que Nicole Guedj se déplaça pour aller voir la mythomane du RER D qui n'avait que quelques égratignures (qu'elle s'était infligées elle-même), mais que la sous-secrétaire d'Etat ne daigna pas rendre visite à une maman africaine dont l'enfant avait été tué par une balle perdue tirée par un policier qui nettoyait son arme dans l'appartement d'à côté.

Mais est-ce une raison pour ne pas dénoncer le caractère antisémite de l'acte des «Barbares de Bagneux», surtout maintenant qu'on sait qu'ils ont déjà tenté de racketter d'autres personnalités juives?

**7) «Quant aux photos envoyées à la famille par les ravisseurs et aux humiliations violentes qu'ils ont fait subir à leur victime, elles paraissent inspirées à la fois par les mises en scène élaborées par les preneurs d'otages en Irak et par les images de sévices infligés aux prisonniers irakiens dans les geôles américaines», écrit Esther Benbassa.**

L'auteur admet la possibilité que les ravisseurs de Bagneux aient pu être influencés par les nombreux assassinats en direct filmés par les partisans de l'islam politique, pour aussitôt mettre ces assassinats sur le même plan que les tortures de l'armée américaine. On ne voit pas bien en quoi cela prouve que les «barbares de Bagneux» ne sont pas antisémites ! Surtout quand on sait que l'un des thèmes favoris de la propagande antisioniste et islamiste est qu'Israël est responsable de la guerre d'Irak... et qu'on a trouvé de la propagande salafiste chez eux.

**8) «Le crime que l'on déplore aujourd'hui n'est pas seulement affaire de race, d'ethnie ou de religion. C'est d'abord nos sociétés qu'il interpelle, des sociétés capables de fabriquer de tels monstres sans empathie. La banalisation du mal par images interposées, des images qui à la fois éloignent ce mal de nous, le neutralisent et nous le rendent familier, contribue certainement à la formation de cette sorte de monstruosité d'un genre nouveau», écrit Esther Benbassa.**

La barbarie humaine ne date pas de l'invention de la télévision – hélas ! Ces considérations philosophiques sur la «banalisation du mal» et le pouvoir manipulateur des «images» s'appliquent à toutes sortes d'actes criminels commis en ce monde et on ne voit pas en quoi elles permettent de comprendre la spécificité de ce qui s'est passé à Bagneux.

La grille d'interprétation «communautariste» n'est pas seulement fabriquée par des médias avides de sensationnel ou des organisations sionistes extrémistes, elle est aussi alimentée par des milliers de petits incidents, intervenant dans chaque «communauté», et qui alimentent de façon spontanée les préjugés réciproques. Tant que les exploités de chaque «communauté» ne se regrouperont pas dans des organisations prolétariennes communes contre leurs exploiters, tant qu'ils s'accommoderont de ce monde qui profite de leurs divisions, les interprétations religieuses, multiculturalistes et nationalistes auront de beaux jours devant elles.

**9) Souligner le caractère antisémite du meurtre d'Ivan Halimi risque d'alimenter des «affrontements communautaires» (en clair entre «Juifs» et «musulmans») et une «criminalisation de certaines communautés» (en clair, des «Arabes» ou des «Africains»).**

Dénoncer l'antisémitisme ne mène pas automatiquement au communautarisme. Par contre, si l'on présente les cultures, les civilisations, les religions et les traditions comme des réalités intangibles, intemporelles, qu'il faudrait toutes «respecter» et ne pas critiquer durement sous peine de «blesser» ceux qui y sont attachés, alors là oui, on fraie la voie au communautarisme. Or, c'est malheureusement ainsi que raisonne la gauche multiculturaliste comme on a pu le voir aussi bien pendant les nombreuses discussions sur le port du hijab dans les établissements scolaires qu'au cours de la plus récente discussion concernant les caricatures danoises de Mahomet.

La «criminalisation de «certaines communautés» ne s'appuie pas seulement sur des données idéologiques mais sur des faits. Ainsi, dans une enquête menée par les Renseignements généraux sur 436 meneurs de bandes dans 24 quartiers sensibles, seuls 9 % sont d'origine franco-française, 67 % d'origine maghrébine et 17% d'origine africaine (*Le Monde* du 25 février 2006). Face à de telles statistiques, on peut évidemment accuser les RG de mentir ou de travestir la réalité. Ou l'on peut se

demander ce qu'il faudrait faire pour sortir les pauvres et les sans réserves de solutions suicidaires comme le deal, le petit banditisme et le racket. On voit mal comment la situation des banlieues populaires pourrait s'améliorer sans une lutte commune de tous leurs habitants, quelles que soient leurs origines, contre l'Etat et contre les partis qui les maintiennent dans cette situation. Et pour que cette lutte soit efficace, il faut que les exploités se débarrassent de l'influence de tous les idéologues communautaristes ou multiculturalistes.

Le multiculturalisme mène à la ségrégation ethnique ou ethnico-religieuse volontaire, à la concurrence entre les mémoires des victimes voire à l'affrontement entre victimes. C'est exactement ce à quoi on est en train d'assister en ce moment. Michel Wieworka a sans doute en partie raison de dire que «la haine politique et religieuse n'est pas le point de départ» du crime de Bagneux et que «ce serait une erreur d'expliquer ce crime par des critères ethnico-religieux ou raciaux». Mais en même temps, on ne peut nier sa dimension antisémite, même si elle n'était pas la principale motivation des agresseurs. Pour leur victime, le résultat est strictement le même.

Et pour nous, il n'est pas question de ramener cette affaire à la simple rubrique des faits divers crapuleux (autrement dit à ce qu'elle sombre dans l'oubli), sous prétexte de ne «blesser» la susceptibilité de personne. Toutes les idées racistes tuent, directement ou indirectement, qu'elles soient dirigées contre des Juifs, des Maghrébins ou des Africains, et quelle que soit la couleur de la peau de ceux qui les défendent.

**Y.C.**

26/2/2006

# Commentaire de Philippe Corcuff

publié sur le site Calle Luna

La gauche radicale apparaît davantage pluraliste que ne le laisse entendre Yves Coleman, qui prend le risque de la caricature. Ce pluralisme s'est en particulier manifesté après le meurtre d'Ilan Halimi. Et le qualificatif de «multiculturaliste» correspond mal à la variété des problèmes qui ont été posés à la gauche radicale à cette occasion.

Par exemple, au sein de la LCR se sont exprimés des points de vue critiques à propos du communiqué national de cette organisation. Cela a été le cas, par exemple, dans le courrier des lecteurs de son hebdomadaire Rouge. La section de Nîmes de la LCR, à laquelle j'appartiens, a même voté une motion critique à ce sujet, suggérant une manifestation séparée (car, comme l'a rappelé Stéphane Borras, manifester avec les racistes de l'extrême droite et de la droite extrême aurait été inacceptable pour des antiracistes conséquents, ce que ne sont pas les dirigeants du CRIF). Voilà le texte de cette motion:

**[Motion sur les manifestations du 26 février 2006 concernant l'assassinat d'Ilan Halimi votée par la section de Nîmes de la Ligue Communiste Révolutionnaire lors de sa réunion du lundi 6 mars 2006]**

**Une politique antiraciste exigeante, dans un climat difficile de concurrence communautaire entre antiracistes, suppose plus que jamais de prendre appui sur un universalisable: le double pari d'une commune humanité et du combat contre toutes les oppressions.**

**Dans son communiqué du 22 février 2006, intitulé «Oui à la solidarité, non à la récupération» et concernant l'assassinat d'Ilan Halimi, la LCR a ainsi eu raison de mettre en garde face au danger de «la montée des tensions communautaires» et d'«amalgames dangereux, aboutirait à la stigmatisation de certaines catégories de la population, voire à des dérapages xénophobes inadmissibles». Toutefois, elle a commis une erreur politique en refusant de s'associer a priori aux manifestations contre l'antisémitisme du 26 février. Les présomptions aggravantes d'antisémitisme marquant ce crime ne sont pas moins établies et la possibilité d'erreur pas plus importante que dans nombre de cas d'actes racistes qui mobilisent habituellement plus promptement la LCR. Cette prudence inhabituelle ne peut qu'entacher la crédibilité antiraciste de la Ligue dans un contexte particulièrement sensible, justement caractérisé par des suspicions réciproques entre groupes victimes de racismes différents. Sa capacité à mobiliser dans le futur face à des formes de racisme suscitant une mobilisation antiraciste moins consensuelle (par exemple, face à des violences islamophobes) s'en trouvera alors amoindrie.**

**La LCR aurait dû alors appeler avec la LDH, le MRAP, le PCF et d'autres à une manifestation séparée, dégagée de toute compromission avec la judéo-islamo-phobie du Front national et avec l'islamophobie de Philippe de Villiers.**

**La Ligue doit rectifier sa politique antiraciste après cet accroc, en travaillant les convergences et les équilibres au sein d'un mouvement antiraciste divisé. Face aux figures renouvelées de la haine raciste - islamophobie et judéophobie - n'ayons pas peur ainsi de proclamer: «Nous sommes tous des juifs musulmans !» ]**

Pour ma part, partie prenante du Mouvement des Indigènes de la République, j'ai également critiqué dans un texte (intitulé «Le combat contre l'oppression postcoloniale et la lutte contre l'antisémitisme: en quoi les Indigènes de la république ont-ils fait une erreur politique à propos du meurtre d'Ilan Halimi», mis en ligne sur le site Oumma.com, le 20 mars 2006) la position de ce mouvement.

Le manichéisme, le simplisme, l'amalgame sont trop souvent présents quand on parle de la gauche radicale, alors qu'elle est pleinement traversée par les complications du temps et le travail intellectuel pluraliste pour tenter d'y répondre.

**Philippe Corcuff**

# Brève réponse

Je ne peux que me réjouir des informations apportées par Philippe Corcuff concernant les réactions face au meurtre d'Ilan Halimi.

Et je suis d'accord avec lui aussi au moins sur l'une de ses critiques: le terme de «gauche multiculturaliste» que j'ai employé n'est pas parfait, mais je n'en ai pas trouvé un meilleur à l'époque pour désigner cette mouvance qui va des Verts ou de la LCR au MRAP en passant par les Indigènes de la République voire des franges du PCF, et qui reprend à son compte des notions ethniques (paravent hypocrite de la notion ascientifique de race utilisée malheureusement par tout le monde dans le monde anglo-saxon), qui mélange:

- la possession d'un passeport ou d'une carte d'identité,
- la couleur de la peau (voir l'emploi systématique du mot «Blancs» dans la prose des Indigènes; ou le crétinissime «Blacks, Blancs, Beurs» de SOS Racisme dès les années 80),
- l'apparence physique,
- la religion supposée (voir la confusion entre individus originaires du Proche et du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, d'un côté, et musulmans de l'autre)
- et de pseudo-appartenances ethniques dans un magma théorique incompréhensible, et tente d'introduire (et réussit à le faire) ces notions dans le débat politique, au nom de l'antidogmatisme, du féminisme, de l'antiracisme, de l'anticolonialisme, etc.

Plus prosaïquement, nous sommes en train de régresser politiquement de 40 ans en arrière, et de construire un monde où bientôt chacun devra d'abord énoncer sa couleur de peau, son genre, sa nationalité, avant de pouvoir intervenir dans un débat politique.

La gauche et l'extrême gauche françaises ne font que reprendre les termes de débats qui eurent lieu dans les années 60 aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne à propos de la question «noire», du féminisme, des rapports entre classe et pseudo «race», pseudo «races» et genre, etc.

Loin de constituer un pas en avant, une meilleure compréhension du monde capitaliste et une façon plus efficace de lutter contre lui, les conceptions de cette gauche et de cette extrême gauche ethno-multiculturalistes sont en train de nous enfermer dans des pièges identitaires dont il nous faudra des années pour sortir car nous aurons fabriqué des petits Farrhakan «à la française» (on a déjà Dieudonné pour les Franco-Africains et les Antillais, et Finkielkraut pour les Juifs dans ce rôle sinistre).

De quoi me faire regretter le «dogmatisme» marxiste qui avait au moins le mérite de fixer des adversaires clairs (les bourgeois) aux prolétaires et de demander aux petits-bourgeois de «choisir leur camp».

**Y.C. (février 2006)**

(Ce texte fait suite à la parution de l'article sur «Le malaise de la gauche multiculturaliste face au meurtre d'Ilan Halimi» sur le site Calle Luna et aux réactions qu'il a provoquées. Y.C.)

## Du meurtre d'Ilan Halimi à celui de Chaïb Zehaf: le racisme dans sa continuité

Le communiqué de la LCR à propos de l'assassinat d'Ilan Halimi exprime son empathie pour la famille d'Ilan et c'est très bien. La LCR a peur des récupérations médiatiques ou politiciennes de tout bord, elle a raison. Mais qu'est-ce qui les empêchait, elle, le MRAP, les Indigènes de la République et tous les multiculturalistes pointilleux en matière de définition de l'antisémitisme, d'appeler à un autre rassemblement pour exprimer leur point de vue tout en affirmant leur solidarité avec les Juifs et les juifs qui se sentent directement visés (à tort ou à raison, on peut en discuter)?

La LCR, le MRAP, etc. attendent les résultats de l'enquête de police? OK. Et si l'on découvre que ce crime a une dimension «antisémite» qui colle pile aux critères de définition de l'antisémitisme homologués par la LCR, le MRAP, etc., que feront nos multiculturalistes à deux vitesses, à ce moment-là? Une autocritique? Dans quatre ans?

Il y a dix jours, Mouloud Aounit s'est rendu auprès de la famille d'un Algérien (Chaïb Zehaf) assassiné à la sortie d'un café à Oullins, dans le Rhône, par un consommateur ivre qui a aussi blessé le cousin de M. Zehaf. Cousin qui est resté menotté et n'a été emmené à l'hôpital qu'au bout d'une heure d'interrogatoire. Mouloud Aounit n'a pas eu besoin d'une longue «enquête policière» et n'a pas attendu les conclusions du procès du meurtrier pour se déplacer et se poser publiquement (et avec raison pour une fois) des questions sur

1) un meurtre raciste (anti-arabe)

2) le comportement raciste des policiers qui d'ailleurs quinze jours après les faits n'ont toujours pas commencé à chercher des témoins et laissent la famille du mort mener l'enquête.

Quelle est la différence avec le meurtre d'Ilan Halimi? Absolument aucune. Dans un cas un Juif français (ou un Français juif, comme l'on voudra) a été assassiné, dans l'autre un Algérien. Chacun a été choisi pour cible en fonction de son appartenance supposée à une «communauté» imaginaire détestée par leurs meurtriers. (Je rappelle qu'il y avait bien d'autres consommateurs dans le café d'Oullins et que l'assassin a sciemment choisi les deux Algériens.)

Mais si l'on veut appliquer la méthode de prudence de la LCR et du MRAP au second crime on pourrait tout aussi bien affirmer que c'est «par hasard», «sous le coup de l'alcool», «dans un moment d'égarement», etc., que le meurtrier a tiré. Gageons que son avocat tiendra certainement ce discours.

Quant au comportement des policiers qui ont arrêté et menotté un témoin blessé (le cousin du mort) et ne se sont pas enquis de sa blessure, la méthode prudente de la LCR et du MRAP nous dira sans doute que les policiers n'avaient pas mis leurs lunettes, que la pièce était plongée dans l'obscurité, que le cousin était «très agité», etc. Heureusement, la police française est là, elle enquête, et la justice tricolore décidera, en toute indépendance, de ce qu'est le racisme et l'antisémitisme, car, sans leurs doctes avis, nous ne savons plus réfléchir.

Après l'enquête et le procès, dans quelques années sans doute vu la rapidité de la procédure, la LCR et le MRAP pourront prendre position en toute sérénité et deviser doctement sur le degré de racisme ou d'antisémitisme dans une affaire et dans l'autre. Entre-temps, d'autres agressions ou meurtres racistes ou antisémites se produiront, rabaissés au rang de simples faits divers (sujets à une récupération indigne pour nos multiculturalistes) ou élevés au rang d'événements politiques importants (non récupérables selon les critères scientifiques du MRAP et de la LCR), au gré de calculs totalement incompréhensibles au commun des mortels.

Triste époque que la nôtre, où l'on voit la LCR et bien d'autres braves antiracistes de gauche ou d'extrême gauche attendre le résultat des enquêtes de police et des procédures judiciaires pour prendre une position politique claire sur une question aussi élémentaire qu'un acte antisémite.

Y.C. (février 2006)

Damien

## Droite communautariste contre gauche «multiculturaliste»?

(...) J'ai préféré laisser passer quelque temps afin d'avoir une vue plus claire, de voir de quelle manière ce tragique évènement allait être traité et surtout dans quelle mesure la gauche «multiculturaliste» était plus à blâmer que la droite ou encore ces «jeunes des banlieues», que l'on nous présente de plus en plus comme de véritables dangers potentiels pour notre «beau» pays, terre des droits de l'homme.

Tout d'abord pourquoi le communiqué de l'UJFP ou l'article de Mme Benbassa appelant à ne pas crier au loup seraient «multiculturalistes»? Cette position, honorable à mon humble avis, semble juste vouloir éviter de mettre de l'huile sur le feu. La preuve, à ce jour, le principal accusé maintient toujours que ce rapt n'avait rien de raciste mais visait simplement un but lucratif. Jusqu'à preuve du contraire, on est innocent jusqu'à ce que la culpabilité ait été prouvée. Par contre les organisations réactionnaires ne se sont pas privées de crier à l'antisémitisme alors que le corps de ce pauvre garçon n'était même pas encore froid. Lors de la manifestation qui a été organisée, n'a-t-on pas retrouvé tout ce que l'extrême droite juive (CRIF, LDJ, Betar) ou bleu-blanc-rouge peut compter de plus abject et haineux? N'a-t-on pas entendu l'hymne national français et israélien repris à pleins poumons? Quelle attitude est la plus provocatrice?

J'en profite pour citer certaines déclarations parues dans *Le Monde* après l'article de Mme Benbassa pour bien montrer que ce qui a été écrit par ces journalistes est certainement plus néfaste qu'un appel au calme ou au supposé amalgame:

*Le Monde* du 25/02/2006 «A Créteil, le sentiment d'insécurité de la communauté juive: Henriette Hamias, 32 ans, française de confession juive, a choisi de faire évoluer son apparence pour paraître moins typée. Pour faire française et moins juive, elle porte des lentilles teintées bleues (...).

«Sa tante Lydia, 53 ans, raconte que sa fille de 20 ans est toujours accompagnée pour aller à ses cours de Torah. Elle dit avoir peur à chaque fois que sa fille de 10 ans sort les poubelles ou va faire des courses: "Ce qui est arrivé à Ilan peut arriver à n'importe qui.»

Ou encore Moshe S qui «perçoit» la menace autour de lui. Le journaliste prend le soin de préciser qu'ils n'ont jamais été victimes d'actes antisémites, mais qu'ils peuvent raconter d'innombrables actes. Lesquels? Tant qu'à raconter sa vie autant apporter des preuves et des arguments autres qu'un sentiment. Notre chère Henriette se permet même de déclarer: «Mes enfants peuvent devenir amis d'un Arabe, mais j'aurai toujours peur d'un coup de poignard dans le dos» ou encore «que tout les oppose aux Arabes dans le mode de vie, le comportement et même la façon de marcher».

Ensuite Yves nous parle d'une gauche qui monte au créneau quand il s'agit d'un jeune Maghrébin ou Africain. Depuis quand est-ce que cela ne s'est pas produit? Des lustres!! Un parallèle récent, quand les deux jeunes sont morts [Bouna et Zyed, NPNF] en novembre 2005 personne n'a dit qu'il s'agissait d'un crime raciste. Par ailleurs, quand c'est un jeune de banlieue, les responsables ne sont pas sous les verrous sous 48 heures (affaire du Marocain des Vosges dont le cabanon avait été plastiqué par un nazillon) ou des bavures policières, qui frappent le plus souvent des jeunes des cités et dont les jugements le plus souvent n'interviennent que plusieurs années après les faits.

Ensuite Yves répond en 9 points à certaines interprétations ou positions qui ont pu être révélées ou développées par le biais des médias. Donc voyons que ce que l'on peut répondre ou acquiescer:

### **- Les dirigeants de la communauté juive sont de fieffés réactionnaires:**

Tout d'abord je tiens à préciser que ces organisations ne représentent qu'elles-mêmes et qu'en citant simplement le CRIF, Yves oublie de préciser que cette organisation est «borderline» et qu'elle cache des organisations plus dangereuses tels le Bétar ou la LDJ. Quand il dit qu'elles défendent les positions d'Israël, c'est un doux euphémisme, toute personne critiquant la politique de cet Etat est aussitôt targuée d'antisémite (même quand il s'agit de juifs) à grand renfort de propagande et de la même manière elles sont des agences de recrutement pour le départ en Israël. Il y a fort à parier qu'avec cette affaire, les candidats risquent d'être plus nombreux. Bingo!! Yves disserte aussi sur les positions prises par la prétendue gauche «multiculturaliste» sur Tariq Ramadan et autres réacs musulmans. Mais qui a

créé le Conseil français du culte musulman, de quel parti politique est originaire le président du Parti des musulmans de France? On marche sur la tête. Gauche/Droite même combat. Pour ne citer que les catholiques intégristes, combien parmi nos députés de droite mettraient au bûcher les homosexuels, les Roms, les musulmans? En ce qui concerne les caricatures de Mahomet, Jacques Chirac n'a-t-il pas pris position? Les autorités juives et chrétiennes n'ont-elles pas condamné ces caricatures?

**- Dénoncer le caractère antisémite va renforcer l'antisémitisme:**

Tout d'abord revenons sur le terme «antisémitisme». Les Sémites sont les peuples descendants de la Bible, donc y compris les Arabes, donc ce terme est dès le départ incorrect. Ensuite pourquoi employer ce terme au lieu de crime raciste tout simplement? Déjà cela met à part un crime concernant spécifiquement un juif.

Par ailleurs le terme était déjà employé alors que le corps de ce pauvre jeune homme était encore chaud. Personne n'a dit que les victimes de crimes xénophobes devaient raser les murs, car c'est plus le contexte et la manière qui constituent un risque de montée de l'antisémitisme plutôt que l'acte en lui-même.

**- Il y a des préjugés concernant les juifs, qui doivent être mis sur le même plan que ceux frappant les Bretons ou les Auvergnats:**

Bon là c'est vrai que Mme Benbassa aurait dû relire son article avant de l'envoyer. Par contre que dire de ceux qui concernent les Noirs: «ils puent, ils sont feignants»; les Arabes: «ce sont des voleurs et des violeurs»? Et je peux affirmer d'expérience que cela concerne les Juifs, les Arabes ou les Noirs, et ce ne sont pas les jeunes de banlieues qui les ont inventés. Combien de fois ai-je entendu: «Fais pas ton juif» ou «C'est du boulot de bougnoule ou d'Arabe»? Et pourtant ces scènes se déroulaient à la campagne dans un milieu plus blanc que blanc.

Maintenant, parlons de l'esclavagisme, de la colonisation, des conversions forcées si cela est plus judicieux. Je suis tout à fait d'accord, la comparaison dans cet article était vaseuse.

**- Le gang des barbares pensait que les juifs ont du pognon, d'où les stéréotypes:**

Je ne vais pas revenir sur ce que j'ai écrit ci-dessus. Que ce soit dans la famille ou au travail, tu peux mettre 95% de la population sous les verrous au motif de racisme.

Ces abrutis de Bagneux ont agi par intérêt financier et puisque que leur cerveau n'avait que des réflexions simplistes, ils se sont attaqués à un juif parce que pour eux les juifs avaient de l'argent et il faut le préciser qu'ils pensaient que leur communauté serait solidaire. Ils ont piégé Ilan à l'aide d'une jeune femme d'origine iranienne, donc vraisemblablement musulmane. Est-ce que des antisémites radicaux et politiquement structurés auraient procédé de cette manière? Rien est moins sûr.

**- Les Juifs ne devraient pas mettre en avant leur judéité, et les non-juifs ne devraient pas venir sur le terrain religieux pour être solidaires:**

Mais les Juifs se réclamant Juifs sont très loin de représenter la majorité des supposés Juifs. C'est justement tout ce battage médiatique qui risque de pousser vers les ultras des non-pratiquants, en parlant de crime spécifiquement antisémite, alors que le motif avoué à ce jour n'est que l'argent.

Que la Gauche se montre avec Ramadan soit, mais c'est récent, et c'est pareil pour la Droite donc pas de conclusion hâtive. Quand Sarko en appelle aux barbus pour rétablir le calme, qu'en penses-tu? Quand des écoles privées juives, spécifiquement réservées aux Juifs, existent depuis des décennies et sont financées avec nos impôts, qu'en dis-tu? Quand on nous parle de laïcité mais que des aumôniers sont présents dans les établissements publics et qu'un ancien président veut faire inscrire l'origine chrétienne de l'Europe dans la Constitution, qui s'en s'offusque?

Tu as raison le thème est subtil, mais terriblement glissant.

**- L'unanimité de la classe médiatico-politique est suspecte:**

Bien sûr que cette unanimité est suspecte. D'une part il est aujourd'hui avéré que les cibles n'étaient pas uniquement juives et d'autre part depuis cet évènement un jeune Maghrébin est mort sous les balles d'un facho et mis à part Rance 3 personne n'en a parlé plus que ça. La même semaine que l'affaire Ilan deux jeunes Arabes se sont faits ratonner par des nazis en allant à un match de foot (*Le Progrès* du 01/03) et ça n'a pas fait la une de journaux alors qu'il y a à peine 10 jours trois agressions visant des juifs ont été relatées par toute la presse nationale. Quid de cet ouvrier de chez Renault qui a été torturé pour du pognon ou de ce jeune de l'Oise, lui aussi torturé de la même manière qu'Ilan pour une dette de 1500 euros?

**- Au sujet des photos:**

J'aurai plus de mal à me positionner sur cette question. La mise en scène semble effectivement inspirée des images de prisonniers irakiens. Effet de «mode». Il ne faut pas oublier que la télévision véhicule des images qui façonnent à tous niveaux les individus. Alors pourquoi pas avec ces



monstres? Il faut se souvenir de cet adolescent qui avait commis un véritable carnage sur le modèle du film *Scream*, j'en passe et des meilleurs. Cela n'apporte à aucun moment la preuve que ces individus sont antisémites pas plus que cela ne les dédouane. Et pour ce qui est de la propagande salafiste, j'aimerais bien voir de quoi retourne ce document sachant que même dans des affaires de crimes organisés quand les flics trouvent un Coran, il n'est pas rare qu'il soit embarqué avec tout le reste. On a déjà vu des reportages de TFHaine pour des affaires de stupéfiants dans lesquels l'image d'un Coran était fièrement brandie comme si cela avait quelque chose à voir. Mais l'image elle reste gravée. J'ai déjà entendu des gros beaufs me faire ce genre de réflexions.

**-La banalisation du mal par images interposées:**

Oui et non.

Non, car c'est la société avec ses violences morales et les frustrations qu'elle engendre qui conduit des individus à de tels actes barbares. Non car il n'y a pas de banalisation. Pour preuve, le nombre d'homicides tourne toujours autour de 600 par an.

Par contre oui pour la mise en scène et le sang-froid apparent du présumé meurtrier quand il s'exhibe devant une caméra de télévision. Oui pour l'âge relativement jeune des auteurs de cette affaire. En effet à cet âge on joue encore à la console de jeux, on «se la joue», on commence à prendre la vie en pleine figure. Mais là une telle entreprise cela fait froid dans le dos.

Et puis nous n'étions pas présents avant, donc que l'on soit partisan de cette hypothèse ou non, personne ne pourra nous apporter une preuve du bien-fondé de l'une ou de l'autre.

**-Cette affaire risque d'accentuer les tensions inter-communautaires et d'en criminaliser certaines:**

Je vous laisse seuls juges.

Pour ce qui est des tensions, il n'y a qu'à voir les déclarations que je citais plus haut et le déroulement de la manifestation en la mémoire d'Ilan et la propagande nauséabonde qu'en ont profité pour faire le CRIF et la LDJ pour ce qui est des juifs et les trois agressions de Sarcelles carrément gratuites et visant spécifiquement des Juifs.

Pour ce qui est de la criminalisation de certaines franges de la population, il n'y a qu'à regarder les infos et lire les journaux depuis déjà des années pour s'apercevoir que, selon eux, les voleurs, les dealers et les violents ce sont les Noirs, les Arabes et accessoirement les Roms. Et maintenant en plus ce sont de dangereux antisémites. On a montré à grands renforts de reportages et photos le visage du tueur présumé (noir et musulman) et si dans quelques semaines il est prouvé par exemple que c'est le Portugais du groupe le responsable, pour le grand public cela restera le Noir/musulman. D'ailleurs le tapage médiatique s'est déjà calmé donc même si cela est diffusé, ce sera fondu dans la masse.

Et si la mort d'Ilan n'avait été utilisée qu'à des fins médiatiques, politiques et communautaristes/multiculturalistes?

Tout d'abord à des fins médiatiques. En effet un journaliste fera toujours plus d'audience à montrer la mort et la barbarie qu'à faire un reportage sur les actes d'entraide et de solidarité. Si en plus les groupes médiatiques sont entre les mains d'oligarques très proches de nos politiciens, le tour est joué. Ajouter des larmes, des cris et de la haine et voilà le travail.

Ensuite à des fins politiques. N'oublions pas qu'en 2007 nos tribuns vont s'entredéchirer pour la place du roi. Donc tout est bon pour s'indigner, se montrer Gauche comme Droite. Et le champion, en la matière, c'est Sarkozy. Il flirte dangereusement avec les extrêmes et fait du plat aux défenseurs des communautés, en s'alliant toujours aux plus présentables mais pas aux moins dangereux. A votre avis, combien de votes «juifs» s'est-il mis dans la poche pour 2007?

Enfin à des fins communautaristes et multiculturalistes. L'adage diviser pour mieux régner a de beaux jours devant lui.

Le Bétar, la LDJ et le CRIF vont gagner de nouveaux membres, il va y avoir de nouveaux migrants vers Israël pour nourrir les rangs des fanatiques. Depuis 1991 et la guerre du Golfe ils se sont attelés à créer un sentiment communautaire fort chez les Juifs, alors que les sionistes étaient une minorité et à chaque affaire médiatisée qui concerne «un des leurs» les revoilà. Alors que beaucoup de Juifs ne le revendiquaient pas et ne s'y intéressaient pas plus que cela, tout doucement ils font leur trou.

Le PMF et autres groupuscules islamistes risquent fort de trouver de nouveaux adeptes, alors que durant les émeutes de Novembre 2005, ils se sont fait insulter et caillasser par les jeunes. Il faut dire que cela fait 50 ans maintenant qu'on leur parle de «différence». Il faut qu'ils s'intègrent mais ils seront toujours trop noirs, trop arabes ou trop musulmans pour un travail ou un logement. Comment ne pas penser être plus proche d'un Palestinien, d'un Afghane ou que sais je encore quand chaque «Français de souche» parle de vous comme un Arabe, un Noir, etc., et non comme un être humain ordinaire?

Nous évoluons dans une société si perverse qu'elle fait croire à chaque individu que seule sa jouissance compte, tout en le renvoyant à sa supposée communauté pour mieux le maintenir dans son état d'ignorance.

Je suis anticapitaliste car ce système nous mène à notre perte, je suis athée car la religion est l'opium du peuple et sa morale nous divise et mène à la haine.

Alors et pour finir ne rentrons pas dans cette énorme farce, qui n'est autre qu'une vaste entreprise de lobbying se servant du calvaire d'Ilan à des fins qui sont encore plus abjectes.

13/03/2006

**Damien**

# Multiculturalisme obscurantiste, antisémitisme et racisme

Cher Damien,

Merci de ta réponse, qui tranche avec le ton de bien des réponses parues sur plusieurs sites Indymedia. Ne sachant pas quoi inventer, certains internautes ont même écrit que puisque j'étais «juif» (sic !) et «blanc» (resic !), il n'était pas étonnant que je caractérise l'assassinat de Halimi comme un acte antisémite !

Ce type d'affirmations (qui n'ont rien d'infâmant, bien sûr, mais sont clairement disqualificatrices dans l'esprit de leurs auteurs) illustrent parfaitement le refoulé, le non-dit présent dans de nombreux débats sur la question du racisme et de l'antisémitisme en France. Elles montrent aussi à quel point les débats politiques français sont viciés par les idéologies multiculturalistes, de la droite à l'extrême gauche.

Désormais, dans la plupart des discussions politiques (du hijab à la Palestine en passant par le meurtre d'Ilan Halimi ou les discussions sur les révoltes des banlieues), on essaie désormais de dénoncer le racisme (ou l'antisémitisme) supposé de son interlocuteur pour mieux bloquer la discussion et le discréditer. Et si, par hasard, on arrive à trouver un argument disqualifiant supplémentaire, on y recourt sans la moindre vergogne: dans le cas du meurtre d'Ilan Halimi, un «juif» (ce que je ne suis pas) et un «Blanc» (ce que je ne suis pas non plus) avaient forcément, selon certains internautes «antisionistes» d'Indymedia, un point de vue biaisé et son opinion était donc disqualifiée dès le départ. En clair, quand on n'a pas d'arguments solides on prête à son adversaire politique une couleur de peau et une appartenance «ethnique» ou religieuse (imaginaires ou pas) pour stopper le débat.

Notons que ce procédé n'est pas utilisé seulement à gauche ou à l'extrême gauche. Lorsque Elie Wiesel déclara à la télévision en 2003 que toute personne qui critiquait systématiquement la politique de l'Etat d'Israël était forcément un antisémite, on avait bien affaire à la même technique grossière. Idem pour les procès absurdes contre Edgar Morin et d'autres intellectuels ou journalistes antisionistes et pas antisémites: Edgar Morin, Rony Brauman, Danielle Salenave, Sami Naïr, etc.

L'intérêt de ta lettre est qu'elle ne plombe pas le débat par des accusations fantaisistes (contre lesquelles on perd du temps un temps précieux à se défendre). Je te répondrai donc point par point, tout en évoquant d'autres discussions avec des militants qui me semblent partager les mêmes idées que toi, ou en tout cas des positions voisines. J'espère ne me livrer à aucun amalgame.

## **Le terme multiculturaliste est-il adéquat?**

Tu mets le doigt sur une difficulté réelle. J'ai essayé d'employer un terme le moins polémique possible pour éviter celui de «communautariste», tarte à la crème utilisée par tout le monde et qui de plus est considéré comme un mot stigmatisant. Une lectrice m'a écrit pour me dire qu'elle se considérait comme une «multiculturaliste» (en clair, quelqu'un qui respecte toutes les cultures) et ne comprenait pas pourquoi j'avais utilisé ce mot de façon péjorative et en l'amalgamant au communautarisme qu'elle honnissait aussi bien que moi. Elle a tout à fait raison, tout comme toi.

Ce qui fait problème, ce n'est pas le « respect des cultures », c'est l'utilisation politique qui en est faite.

Je te ferai remarquer pourtant que le mot « culture », tout comme le mot « civilisation » dans l'autre camp, est rarement défini très précisément et toujours considéré à la fois comme une évidence qui repose sur le bon sens, et comme un concept coulé comme du béton. Ce sont souvent les mêmes d'ailleurs qui prônent le « respect des cultures » qui expliquent, avec raison d'ailleurs, et dans un autre contexte, que la culture française n'existe pas, quand Sarkozy et la droite dure prétendent obliger les candidats à l'émigration à apprendre et respecter la « culture française »...

## **Multiculturalisme et ségrégation volontaire**

Plusieurs interlocuteurs ont été choqués parce que j'affirmais que l'on pouvait passer de la défense du multiculturalisme à la ségrégation ethnique volontaire. C'est pourtant ce qui se passe aux Etats-Unis, en Australie, au Canada ou en Grande-Bretagne, pays dont le multiculturalisme est l'idéologie officielle, sous diverses formes. On peut certes m'objecter que ce n'est pas le multiculturalisme qui a créé la ségrégation (ce qui est vrai d'un point de vue historique), par contre on ne peut nier que lorsque

les étudiants afro-américains réclament d'être regroupés dans des bâtiments universitaires séparés sur les campus, on a bien affaire à une ségrégation volontaire.

Idem lorsque certains musulmans canadiens ont mené une longue bataille pour l'application de la charia au sein de la «communauté» musulmane ou que lorsque 52% des musulmans britanniques considèreraient normal que l'on applique la charia dans les quartiers où ils sont majoritaires. On est bien dans un processus de ségrégation volontaire.

Et c'est assez logique : ceux qui mettent au-dessus de tout la défense de « leur » culture, veulent la protéger, la garder « pure », l'empêcher d'être « contaminée » par les autres cultures. Et vivre en vase clos leur semble la meilleure solution.

Il existe peut-être un multiculturalisme «idéal» (pour ma part je préfère la notion d'universalisme), mais il faudrait en préciser les contours politiques et les objectifs finaux, ce qu'à ma connaissance personne n'a fait sérieusement à l'extrême gauche.

### **Droite et extrême droite juives**

Dans ta réponse, tu amalgames le CRIF à la LDJ et au Betar sous le label «extrême droite». Il s'agit en fait de trois organisations de nature différente, à la fois par leur taille et par leurs positions politiques.

L'emblème et le nom de la Ligue de défense juive sont inspirés par la Jewish Defense League américaine fondée en 1968 par le rabbin Kahane et dirigeant du Kach israélien. Au départ ce groupe défendait, aux Etats-Unis, les juifs orthodoxes contre les attaques physiques dont ils étaient victimes dans la rue, puis il a évolué vers l'extrême droite. Quand au Kach israélien il a été présent au Parlement (la Knesseth) puis dissous en 1994 comme un parti raciste et classé comme organisation terroriste par le Département d'Etat aux Etats-Unis. En France, il s'agit d'une scission du Betar. Le site Wikipedia recense un certain nombre d'actions qui auraient été menées par ce groupuscule, mais apparemment soit les militants sont très malins, soit la police les protège puisque jusqu'ici ils ne se sont jamais fait prendre sauf une fois.

Le Bétar, est lié à un parti de droite israélien le Likoud. Il est symptomatique que dans les années 60 le Betar menait des actions coordonnées avec les maos de l'UJC-ml contre les fascistes d'Ordre nouveau genre Alain Madelin. Aujourd'hui une telle «coopération» serait impensable...

Le CRIF, que l'on confond souvent avec le Consistoire israélite de France, est une organisation dont la direction est élue par de nombreuses associations. Ses présidents n'ont pas tous la même couleur politique puisque son ex-président Théo Klein a critiqué les gouvernements israéliens à de nombreuses reprises et que, sur l'assassinat d'Ilan Halimi, il défend la même position que toi. Il est donc inexact de qualifier le CRIF d'organisation d'«extrême droite».

Quant à affirmer que parce que les manifestants juifs ont chanté *La Marseillaise* et arboré le drapeau français ils sont d'extrême droite, il s'agit d'un raccourci plus que rapide, inexact. Dans les manifestations contre la guerre en Irak il y a toujours des gens qui arborent le drapeau français, que je sache, personne ne les vire en les qualifiant de fachos... On souhaite qu'ils ne se mêlent pas aux cortèges anars ou trotskystes, mais on ne leur interdit pas de défiler. Dans toutes les manifestations socialistes et communistes, idem, il y a des drapeaux bleu-blanc-rouge.

Donc il y a une différence entre le nationalisme fasciste et le nationalisme républicain. Celle qu'il y a entre vivre sous Pétain et vivre sous De Gaulle. Que ces deux nationalismes soient réactionnaires, d'accord, mais ils ne sont pas identiques ! Et s'il fallait s'empêcher de manifester aux côtés de gens qui ne sont pas nationalistes (sous une forme ou sous une autre) on ferait toujours des manif à quelques dizaines ! Enfin, si tu es un farouche adversaire du nationalisme, tu l'es aussi du nationalisme palestinien. Donc, il ne faudrait pas non plus manifester aux côtés de gens qui brandissent le drapeau palestinien ou celui d'organisations nationalistes basques, irlandaises, etc.

Il me semble que tout peuple, le peuple juif comme le peuple palestinien, a le droit de défendre son droit à exister. En tant qu'internationalistes et qu'individus souhaitant une révolution sociale, ces revendications nationalistes (et leurs symboles) peuvent nous hérissier, nous écœurer, nous pouvons en critiquer les limites et les tares mortelles, mais nous ne pouvons dénier à d'autres le droit de s'organiser pour les défendre. Après, la question de savoir si nous pouvons descendre dans la rue à leurs côtés sur un objectif démocratique élémentaire (l'antiracisme) ou si nous devons à chaque fois organiser une manifestation à part, est une question tactique, ouverte.

### **L'antisémitisme (ou le racisme) vu par ses victimes... et par les autres**

En relisant ta lettre, il me semble que tu ne saisis pas bien ce que représente l'antisémitisme, qui n'est pas très différent (au niveau du vécu des victimes) d'autres formes d'oppression ou de

discrimination. Tu cites des interviews du *Monde* qui donnent l'impression que les Juifs interrogés seraient en quelque sorte complètement paranos et, dans un cas, racistes contre les Arabes. D'une part, ce procédé n'est pas correct car tu évites de citer d'autres actes antisémites avérés, mais surtout tu passes à côté d'une dimension essentielle du racisme (dont l'antisémitisme n'est qu'une des manifestations, même s'il a des caractéristiques spécifiques).

Pour m'expliquer je vais te donner quelques anecdotes. Un ami noir américain qui vit depuis des années en France m'a dit un jour: «Tu sais, je sens tout de suite la différence entre Paris et New York dans le regard des gens sur moi, il n'est pas le même.» En ce qui me concerne (puisque je suis métis d'origine noire américaine), j'ai eu très souvent la même impression, y compris récemment, dans un restaurant où l'on refusa de me servir pendant quarante-cinq minutes sous des prétextes divers alors qu'on servait les tables avoisinantes. Une cousine m'explique que, dans le regard des gens, elle se sent Noire à Paris, et Blanche aux Etats-Unis. Un autre ami noir américain ne comprend pas pourquoi en France tous les Noirs (Africains, Antillais) en France ne répondent pas à ses sourires, ses regards ou ses salutations. Une amie jamaïcaine déteste la France parce qu'elle sent le racisme dans le regard de tous les Français auxquels elle a affaire ou qu'elle croise, etc.

Dans tous ces cas que je viens d'énumérer (et n'importe quel Antillais, Africain ou Maghrébin pourrait t'en citer des dizaines d'autres), ces impressions reposent sur une réalité impalpable, sujette à interprétations multiples et que quelqu'un d'extérieur a du mal à percevoir. C'est pourquoi on entend si souvent dire que les «Noirs» ou les «Arabes» seraient «susceptibles». Face à une telle réflexion, le militant gauchiste moyen s'indigne, alors qu'à propos des Juifs son attitude est la même que celle qu'il condamne: «Ah, ces Juifs ils font vraiment une montagne d'une souris !»

Pour une personne qui n'a jamais été victime de discriminations liées à son apparence physique, ou à une appartenance supposée à telle ou telle «communauté» imaginaire, il est difficile de saisir ce qui se passe, quand même si aucun mot n'est prononcé, la victime (réelle ou imaginaire) perçoit pourtant une sensation diffuse dans l'air qui lui fait penser au racisme ou à l'antisémitisme.

Peut-être sera-ce plus clair si tu penses à beaucoup de situations quotidiennes entre les hommes et les femmes: ces dernières font très bien la différence entre les regards graveleux, vicieux ou libidineux... et ceux qui ne le sont pas (ou du moins pas trop !).

Tes victimes potentielles ou imaginaires citées dans *Le Monde* et dont tu te moques rentrent exactement dans ce cas de figure.

Sur quoi s'appuie-t-on donc quand on est juif (ou Africain ou Maghrébin ou Antillais) pour décider que l'on est victime de l'antisémitisme ou du racisme? Sur des regards, la répétition de petits incidents anodins... pour les autres; sur une connaissance du passé (colonial, antisémite, etc.); sur la façon dont les médias traitent les incidents racistes et antisémites; et sur la fréquence plus ou moins grande d'événements violents dans son voisinage ou dans le pays où l'on habite: tabassages, émeutes, meurtres, etc.

Il ne viendrait à l'idée de personne (à l'extrême gauche ou chez les libertaires) de nier que le racisme existe en Israël et dans les territoires occupés. Certains ne se privent d'ailleurs pas de comparer systématiquement Israël à l'Afrique du Sud d'avant Mandela. Pourquoi?

Parce que le racisme anti-Arabes se manifeste par toute une série d'indices concordants, des chants que l'on fait chanter aux enfants dans les colonies d'extrémistes juifs aux propos tenus par les plus hauts responsables de l'Etat israélien, en passant par les assassinats d'enfants durant les manifs de l'Intifada, les propos crapuleux tenus par les militaires israéliens, etc.

Mais si l'on interroge un Israélien lambda, il y a fort à parier qu'il fera comme les multiculturalistes français et comme toi à propos des Juifs. Il dira que ce sentiment raciste est très minoritaire, que certes il y a une poignée d'excités ou d'irresponsables, que l'armée commet quelques «bavures» inévitables, mais que le principal problème est politique: il faut trouver un arrangement territorial. Et si c'est un démocrate, il te dira peut-être même qu'après tout les Arabes et les Juifs ont vécu en plus ou moins bonne entente pendant des siècles, donc que cela peut recommencer. Cette dernière affirmation est sujette à caution (le statut de *dhimmi* en Islam était et est toujours un statut totalement discriminatoire) mais elle relève d'un optimisme et d'un humanisme sympathiques.

Cet exemple te montre qu'il est très difficile d'arriver à une définition objective qui fasse consensus pour déterminer l'existence des manifestations de racisme ou d'antisémitisme.

Tu remarqueras d'ailleurs que chez les Indigènes de la République ou les associations antillo-guyanaises qui mènent la bagarre contre les discriminations racistes en France, on trouve la même «parano» supposée que chez les Juifs interviewés que tu cites. Cette «hypersensibilité» a un côté

négatif (bien qu'elle s'en défende, elle refuse de prendre en compte la lutte des classes) mais elle a aussi une dimension positive parce qu'elle met certaines questions taboues sur la table, même si elle aboutit inévitablement à des débordements absurdes, comme le procès engagé (puis abandonné) contre l'historien de la traite Pétré-Grenouilleau.

### **Instrumentalisation de l'antisémitisme**

Revenons à Ilan Halimi. Tu penses que l'antisémitisme est instrumentalisé par l'extrême droite et par les organisations «communautaires» juives. Tu as en partie raison, mais cette «manipulation» a des objectifs différents voire opposés: les notables du CRIF veulent obtenir que les Juifs de France soient protégés par l'Etat et que le gouvernement français soutienne la politique d'Israël – quelle qu'elle soit; l'extrême droite juive, totalement groupusculaire, veut que les Juifs de France émigrent en Israël. Tu admettras que les objectifs ne sont pas du tout les mêmes.

De plus, je ne vois pas au nom de quoi les Juifs n'auraient pas le droit d'émigrer dans n'importe quelle partie du monde. Le problème, ce n'est pas l'émigration en Israël, c'est le soutien à une politique colonialiste, s'ils émigraient pour soutenir la lutte des Palestiniens, personne à l'extrême gauche n'y trouverait rien à redire...

### **Entre «Sémites», on ne peut pas se détester...**

Cet argument est souvent invoqué lorsqu'on parle de la propagande antijuive propagée aussi bien dans le Coran (sous la forme de l'antijudaïsme) que dans la propagande d'Etat ou les médias des pays du monde arabo-musulman qui mélangent le vieil antijudaïsme musulman avec l'antisémitisme raciste européen.

Les Sémites ne sont pas un peuple historique ayant véritablement existé: au XIX<sup>e</sup> siècle les linguistes européens ont établi une classification des langues et rangé l'arabe et l'hébreu (mais aussi le berbère, le couchitique, le tchadien, l'akkadien, le phénicien, l'araméen, les langues éthiopiennes) dans des langues dites sémitiques, en raison de leur descendance commune mythique vis-à-vis des fils de Sem (Sem étant l'un des trois fils de Noé, donc un personnage sans aucune réalité historique ou scientifique).

Par extension on a rangé de façon totalement arbitraire (au XIX<sup>e</sup> siècle) une partie des peuples qui avaient parlé ou parlaient une partie des langues sémitiques dans la catégorie des peuples «sémites».

Cette erreur est reprise dans *L'Encyclopédie anarchiste* publiée dans les années 30 sous la direction de Sébastien Faure, par beaucoup d'antisionistes pressés (il suffit de consulter le Net pour s'en rendre compte), par tous les négationnistes antisémites, par les nationalistes arabes, etc.

Mais il s'agit tout simplement d'une construction intellectuelle du XIX<sup>e</sup> siècle (époque à laquelle on croyait à l'existence scientifique des «races» et où l'on mélangeait les notions de nation, de race, langue et de peuple) elle-même fondée sur la mythologie biblique, donc sur du sable... c'est le cas de le dire.

Il ne viendrait pas à l'idée d'aucun de ces antisionistes de considérer les Ethiopiens ou les Tchadiens actuels comme des Sémites. Pourtant cela devrait être le cas s'ils suivaient leur logique dix-neuviémiste....

La fiction du terme «sémite» a un rôle idéologique précis aujourd'hui: faire croire que les Arabes musulmans ne peuvent détester les juifs (religion) et les Juifs (peuple) parce qu'ils auraient les mêmes origines «ethniques». Il suffit pourtant d'ouvrir le Coran pour voir qu'il s'agit d'un manifeste contre les juifs (accusés de ne pas avoir respecté les enseignements de leurs prophètes Abraham, Moïse, etc.) mais aussi contre les dirigeants juifs de l'époque (et si on lit le Coran hors de tout contexte, comme le font les partisans de l'islam politique, ce texte devient un texte antisémite, au sens moderne, puisque tous les juifs sont des «impies» depuis des siècles). Il suffit pourtant d'étudier l'histoire pour savoir que les Juifs et les Arabes n'ont ni les mêmes origines ni la même histoire pendant les trois derniers millénaires.

En fait, cet argument repose sur l'idée fautive que, quand on est «naturellement» proches, on ne peut vraiment se détester. Or l'histoire, au XX<sup>e</sup> siècle en particulier, prouve exactement le contraire. Les grands génocides (Arméniens, Juifs, Cambodgiens, Tutsis) tout comme de grands massacres comme ceux des Balkans furent tous commis par des gens culturellement (et «ethniquement», linguistiquement) proches de leurs victimes.

### **Les «voix juives», kesaco?**

Tu avances dans ta lettre un curieux argument. Sarkozy aurait gonflé l'affaire pour gagner des voix dans la communauté juive. En France, et heureusement, il est interdit de faire des sondages politiques «ethniques» ou «religieux» et pour en obtenir l'autorisation c'est tout une galère. Donc je serais très prudent sur de telles spéculations puisque les spécialistes des analyses électorales ont toujours mis en

doute l'existence d'un vote «juif» – ou «arabe» – homogène. Sarkozy a beau être couillon, il sait quand même ce genre de choses élémentaires. Il sait qu'il n'existe pas, pour le moment, de communautés au sens anglo-saxon du terme, en tout cas pas chez les groupes minoritaires. Donc, je ne crois pas que le Sarko-Circus aura le moindre effet, d'autant que tous les partis politiques ont fait chorus.

### **Une passivité douteuse**

Que fallait-il faire, face au meurtre d'Ilan Halimi et à l'émotion qu'il a suscitée? Se taire? Dans mon texte, j'indiquais clairement que je ne voyais aucune raison de se rendre à la manif du CRIF, mais que le vrai débat était: quand un Juif est assassiné et que sa «communauté» (à tort ou à raison) se sent menacée et resserre les rangs n'est-il pas judicieux d'exprimer clairement notre solidarité dans la rue, quitte à manifester ailleurs et avec d'autres slogans?

Pour justifier son absence de réaction militante l'extrême gauche et les quelques libertaires avec lesquels j'ai discuté avancent des arguments proches des tiens.

Selon eux, il faut faire la différence entre un fait divers et un acte commis dans le cadre d'une stratégie politique.

En clair, on ne va pas descendre dans la rue chaque fois qu'un Juif, ou un Africain ou un Maghrébin se fait tuer. On réserve nos forces pour les cas où ces meurtres relèvent d'un projet politique délibéré qui vise à chasser telle ou telle catégorie du pays.

Il me semble que la gauche et l'extrême gauche multiculturalistes sont incohérentes. Ainsi Mouloud Aounit, dirigeant du MRAP, a refusé de se rendre à la manif pour Ilan Halimi (et surtout n'a proposé aucune autre action) mais s'est rendu auprès de la famille de Chaïb Zehaf, assassiné par un consommateur à la sortie d'un café.

Autre argument avancé par certains : « On ne sait pas si Fofana et sa bande étaient antisémites, il faut attendre les résultats de l'enquête. »

Pour juger du caractère antisémite de ce crime, il suffisait pourtant d'écouter les propos de Fofana lors de son interview à i-télé en Afrique, et de prendre connaissance des injures antisémites proférées au téléphone à la famille d'Ilan avant sa mort. Une personne qui pense que les juifs forment une communauté de gens bourrés de pognon et solidaires entre eux correspond parfaitement à ce qu'on appelle un antisémite.

Les arguments «juridiques» que tu avances ont aussi été avancés par des personnes comme Rony Brauman, le MRAP et même la LCR, qui trouvaient que la justice s'était précipitée à qualifier l'acte d'antisémite. En fait, cet argument mélange deux dimensions: le jugement moral (ou politique) et l'appréciation juridique.

Sur le plan juridique, on verra ce que révéleront l'enquête et le procès, mais je crains qu'ils nous révéleront des trucs encore plus nauséabonds.

Par contre, sur le plan politique, il me semble qu'il n'y avait pas besoin d'attendre pour réagir. Pourquoi ? D'abord parce qu'en France il existe un parti raciste et antisémite qui compte 5 millions de voix. Ta lettre ne le mentionne pas une seule fois, mais c'est pourtant une des raisons qui dictent des réactions rapides quand une bande de jeunes torturent un juif pendant 15 jours et finissent par le tuer.

Tu sembles gêné par l'origine sociale ou la couleur de peau de ceux qui ont pratiqué ces tortures et ce meurtre. Et cette gêne te pousse, comme bien d'autres, à noyer l'assassinat parmi bien d'autres faits divers, ce qui permet d'éviter de prendre position.

Tu sembles penser qu'un crime n'a de dimension politique que s'il est commis par une organisation politique. Mais la neutralité que tu prônes va exactement dans le sens inverse de la solidarité que les révolutionnaires prônent envers toutes les victimes de tortures, de meurtres crapuleux, de violences conjugales, etc.

Tu sembles gêné par le fait que les médias aient orchestré cette empathie (cela dit, à tout prendre, je préfère qu'ils orchestrent l'antiracisme même confus plutôt que le racisme militant...), donc tu préfères t'abstenir de la manifester publiquement. Cela me semble une erreur surtout dans un pays au passé antisémite comme la France et où les actes antisémites sont en progression.

Tu sembles aussi gêné par le fait que l'on ait mis à part « un crime concernant spécifiquement un juif ». Cet argument est curieux, car on ne l'emploie jamais contre d'autres crimes : il est évident que l'assassinat d'un Africain, d'une femme ou d'un enfant relève chacun d'un registre différent, qui peut être et qui est souvent le racisme antinoir, la violence machiste ou la pédophilie. Tenir compte de la dimension particulière d'un crime est une façon à la fois de mieux le comprendre et surtout de réfléchir aux moyens de prévenir sa répétition.

Enfin, tu expliques qu'on pourrait « mettre sous les verrous 95% de la population sous les verrous au motif de racisme ». Il me semble que tu ne fais pas la différence entre les actes et les paroles, les gens qui ont des préjugés et les militants racistes. Ce qui pose problème chez Fofana et sa bande ce n'est pas seulement qu'ils avaient des idées racistes, c'est que ces idées les ont poussés à torturer et à tuer.

C'est d'ailleurs un des arguments avancés depuis des années par l'extrême gauche et les libertaires contre Le Pen et le FN : les idées racistes, à force d'être martelées, tuent. Et ceux qui sont emparent ne sont souvent pas des militants, car ces derniers sont solidement encadrés par l'appareil du FN qui ne veut pas de bavures. Pour se défendre, Le Pen ramène toujours les meurtres racistes qui se commettent dans la périphérie de son parti à des « faits divers » commis par des « paumés » qui l'ont mal compris et ne sont pas encartés, ce qui lui permet de se dédouaner aisément.

Pour conclure, il me semble que l'abstentionnisme de l'extrême gauche et des libertaires face à l'affaire Halimi ne fera que faciliter de nouvelles dérives antisémites dans les rangs de la gauche radicale.

**Y.C.**



**Sionisme,  
antisionisme  
et  
antisémitisme  
de gauche**

# Chavez antisémite?

## Est-ce le fond du problème?

Une polémique a éclaté en France à propos de propos tenus par le colonel Chavez le 24 décembre 2005, lors d'une discussion publique au cours de laquelle le Bonaparte (1) vénézuélien mettait en cause les «descendants des minorités qui ont "crucifié Jésus-Christ"». Selon les journalistes de *Libération* et du *Monde*, Chavez visait les Juifs. Selon les partisans de Chavez, le grand ami de Lula et de Fidel Castro visait l'«oligarchie blanche», mais le moins qu'on puisse dire est que leurs explications de texte ne sont pas très claires...

Et les partisans du colonel vénézuélien d'y voir une manœuvre de la CIA (2) et de la bourgeoisie vénézuélienne, tandis que les journalistes des deux quotidiens se drapent dans leur dignité de défenseurs de la vérité (?!). Précisons à notre tour quelques «vérités», ou plus modestement quelques convictions élémentaires.

*Le Monde et Libération*

### face à la «révolution bolivarienne»

Ces deux quotidiens ne se sont jamais intéressés au sort des ouvriers, des paysans, des chômeurs et de tous les sans réserves du Venezuela. Leur fonction essentielle n'est pas d'informer honnêtement sur les conditions d'exploitation des pauvres, des opprimés et des exploités, mais de rendre compte des luttes entre les différentes fractions des élites bourgeoises, ce que les journalistes appellent «la politique». Il n'y a donc rien à attendre de ces journaux, si l'on veut savoir ce qui se passe dans les usines, les champs, les bidonvilles, dans le monde des ouvriers agricoles et des pauvres de tous les pays. Sinon, de temps en temps, un reportage misérabiliste sur un individu exemplaire, une catégorie sociale temporairement montée en épingle (les enfants, les prostituées, les femmes, les homosexuels, les instituteurs, etc.), ou l'action charitable de telle ou telle ONG ou personnalité locale. Et parfois une nécrologie sympa et hypocrite sur un militant syndicaliste assassiné ou un intellectuel emprisonné.

*Le Monde et Libération* ne sont pas des journaux «anti-impérialistes». Plus exactement ce sont des publications qui peuvent dénoncer certains aspects de l'impérialisme américain (voire exceptionnellement de l'impérialisme français, mais à condition que cela soit une action très éloignée dans le temps), mais qui seront toujours très prudents vis-à-vis de l'impérialisme français actuel, les cas du Rwanda ou de la Côte-d'Ivoire étant à cet égard exemplaires. Donc nous n'avons rien à attendre de ces journaux-là, sinon des bribes d'informations, extrêmement parcellaires et à manipuler avec le plus grand sens critique.

Signalons qu'en plus *Le Monde et Libération* participent à une campagne internationale contre Chavez et sa «révolution bolivarienne». Cette campagne tend à dissimuler les réformes importantes menées par le régime; elle souligne uniquement les aspects autocratiques indéniables de la personnalité de Chavez; son one-man-show hebdomadaire de 6 heures, «Alo Presidente», durant lequel il répond aux questions des auditeurs, dénonce ses adversaires, secoue ses ministres, etc.; le fait que, au mieux, il ne représente que 3 des 11 millions d'électeurs de son pays; les agressions physiques perpétrées contre de nombreux journalistes qui mènent un travail de désinformation permanent au service des clans les plus réactionnaires de la bourgeoisie vénézuélienne (cf. le rapport de Reporters sans frontières, rapport très hostile à Chavez mais qui permet en même temps de comprendre à quel point la situation est tendue et risque de se tendre encore).

En clair, *Le Monde et Libération* ont pris fait et cause pour «l'opposition» vénézuélienne, cette coalition hétéroclite où cohabitent partisans des intérêts nord-américains, ex-chavistes de gauche, dirigeants des partis corrompus qui ont mis en coupe réglée le Venezuela avant le choc pétrolier et la dévaluation mortelle de 1983 dont l'économie ne s'est jamais remise, patrons et grands propriétaires enragés, agents stipendiés de la CIA, chrétiens d'extrême droite, etc.

### Les propos ambigus de Chavez laissent la porte ouverte à toutes les interprétations

En ce qui concerne les propos de Chavez, partisans comme adversaires du colonel vénézuélien interprètent son texte. En dehors de la bonne ou de la mauvaise foi des uns et des autres, ils sont obligés de l'interpréter, tout simplement parce que CHAVEZ N'A PAS ETE CLAIR.

a) En effet, Chavez sait parfaitement que dans toute l'Amérique latine circule (à 12 millions d'exemplaires) une version de la Bible dans laquelle les Juifs sont accusés d'avoir fait assassiner le Christ et que le Vatican refuse de retirer cette édition de la circulation. Cette propagande antisémite ouverte de l'Eglise a forcément des effets sur la compréhension de l'événement le plus important pour les catholiques: la mort du (prétendu) Fils de Dieu. On ne peut croire que la propagande menée par l'Eglise catholique pendant cinq siècles sur le continent latino-américain n'ait laissé aucune trace chez ses fidèles. Il est intéressant qu'aucun des défenseurs de Chavez ne s'interroge sur l'antisémitisme religieux existant en Amérique latine ou, quand ils le font, balayent l'argument en arguant de la prétendue influence bénéfique de la «théologie de la libération» (dont l'influence est d'ailleurs plus faible au Venezuela qu'au Brésil), comme si antisémitisme populaire et vagues sentiments anticapitalistes ne pouvaient pas coexister harmonieusement.

b) Chavez sait parfaitement qu'il existe dans tous les pays catholiques (et l'Amérique latine est une zone géographique où le catholicisme prospère encore et influence encore de nombreuses législations nationales) un antisémitisme religieux séculaire. Au Panama, par exemple, sont organisées chaque année des processions où des fidèles incarnant les Juifs prétendument déicides sont hués par la foule. Il serait intéressant de connaître à ce propos le contenu des processions religieuses au Venezuela et en général de tous les cultes populaires para-religieux, comme celui de Maria Leonza. L'antisémitisme en est-il totalement absent?

c) On notera que, historiquement parlant, les «descendants de ceux qui ont crucifié le Christ» sont les Italiens d'un côté et les «descendants de ceux qui ont chassé Bolivar», les Espagnols. Les chavistes nous expliquent que le président aime les métaphores religieuses, mais il aime aussi les métaphores nationalistes.

En effet, qui connaît le Venezuela sait que les Italo-Vénézuéliens sont très puissants dans certaines branches (notamment le tourisme, le commerce de vêtements et le business autour des Miss Venezuela) et les Hispano-Vénézuéliens dans d'autres (ceux arrivés après la Guerre d'Espagne: la restauration, notamment). Sans atteindre le communautarisme nord-américain, on sait que les minorités d'origine européenne, récente ou ancienne, aiment bien cultiver le culte de leurs ancêtres. Un écrivain célèbre (Francisco Herrera Luque décédé en 1991) avait d'ailleurs fait, dans les années 50, sa thèse de médecine psychiatrique sur les tendances criminogènes des descendants des conquistadors (tendances selon lui héréditaires et qui expliquait le haut niveau de meurtres passionnels au Venezuela). Sa thèse fit un tel scandale qu'il fut obligé d'abandonner un temps la psychiatrie et de devenir romancier pour gagner sa vie. Et dans ses romans, il continua à dénoncer le comportement cruel et barbare des conquistadors et de leurs descendants des classes dominantes (notamment dans *Boves el Urugallo* et *En la casa del pez que escupe el agua*; Herrera Luque n'est guère apprécié aujourd'hui par les chavistes car il n'aimait pas Bolivar, leur idole, auquel il a consacré un ouvrage).

Quand Chavez fait allusion aux origines étrangères des exploiters, le Caudillo des bérets rouges joue donc sur un ressentiment, très perceptible au Venezuela, des métis et des Afro-Vénézuéliens contre les «Blancs», les «Européens» qui font partie des classes dominantes et n'ont que mépris pour les «negritas» (les femmes noires qui soutenaient le Parti social-démocrate corrompu Action démocratique) et les «Indios» (les Indiens, qualificatif péjoratif synonyme de «crétin» ou de «péquenot» dans la bouche des classes dominantes, mais aussi, hélas, des classes populaires).

d) Sachant donc les interprétations négatives possibles de ses propos, pourquoi Chavez n'a-t-il pas explicitement dénoncé l'Empire romain, si c'est vraiment lui qu'il visait?

Il est significatif que l'Agence bolivarienne d'information reproduise, sans commentaires, les propos des représentants de la «communauté juive» vénézuélienne pour qui Chavez ne visait pas les Juifs dans son discours mais «l'oligarchie blanche qui domine la région depuis l'époque de la colonie». On nage en plein brouillard: quelle continuité historique et sociale existe-t-il entre l'Empire romain, les conquistadors et les oligarques latino-américains actuels? Entre les sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste? Le seul élément scandaleux est-il la couleur de la peau des exploiters? L'Agencia Bolivariana de Noticias ne nous le dit pas. Mais après tout, ces explications sont au même niveau que les ridicules métaphores de Chavez qui vante le combat des «Jésus socialistes» contre les «Judas capitalistes» !

**Les explications de l'ambassadeur  
du Venezuela en France  
et la «repentance» de Jean-Paul II**

Roy Chaderton-Matos a expliqué que Chavez voulait dénoncer «*la responsabilité dans la mort de Jésus des puissances impériales de ce temps-là, dans une réflexion sur les empires d'aujourd'hui qui tentent de crucifier des processus démocratiques de libération et de justice sociale*». Signalons, pour reprendre son vocabulaire, que l'empire romain «*crucifia*» le peuple juif bien avant de «*crucifier*» le personnage imaginaire de Jésus !

Et l'ambassadeur de poursuivre: «*Après le désaveu par Jean-Paul II de l'injuste incrimination historique contre le peuple juif, seule une interprétation tortueuse pouvait identifier des éléments antisémites dans les paroles du président Chávez*». C'est se moquer du monde que de faire croire que la tardive et partielle repentance d'un pape en 1994 puisse effacer d'un coup de baguette magique dix-sept siècles d'antisémitisme chrétien.

Rappelons quelques faits élémentaires sur l'Eglise catholique au XX<sup>e</sup> siècle et notamment Jean-Paul II, pape chéri par Chavez et son ambassadeur:

– Roncalli et Montini (les futurs papes Jean XXIII et Paul VI) ont participé au sauvetage des nazis et ont facilité leur fuite dans les pays arabes (Egypte, Syrie notamment) et vers l'Amérique du Sud;

– les prières contre le prétendu «peuple déicide» n'ont été retirées de la circulation qu'en 1965 suite au concile de Vatican II et à l'initiative de Jean XXIII.

– Jean-Paul II refusa toujours de mettre clairement en cause les responsabilités de la hiérarchie catholique en Italie et dans tous les pays occupés ou non par les nazis. Il béatifia en 1982 M. Kolbe, prêtre polonais antisémite, au moins jusqu'en 1938 et I. Schuster (évêque fasciste). Il accorda sa bénédiction apostolique à Léon Degrelle en 1991 (nazi belge) et à Augusto Pinochet en 1993.

La question de fond n'est donc pas de savoir si l'individu Chavez est antisémite, mais si les préjugés antisémites existent au Venezuela et si on lutte efficacement contre eux en puisant dans des métaphores chrétiennes qui ont eu un tout autre usage pendant deux mille ans.

On peut douter de la lucidité politique des chavistes quand leur ambassadeur conclut: «*nous, démocrates vénézuéliens, sommes profondément opposés à des aberrations comme l'antisémitisme, le maccarthysme, le racisme, l'anti-islamisme et autres formes de fanatisme et de violence*».

Mettre sur le même plan le racisme et la dénonciation de l'islamisme (doctrine politique qui prétend restaurer ou instaurer une théocratie, et qui utilise la terreur contre les peuples pour y parvenir) est plutôt inquiétant, pour des gens qui se prétendent «*démocrates*», «*progressistes*» et partisans de «*la paix, la liberté, l'égalité et la fraternité*». S'agit-il d'une erreur de traduction, ou d'une confusion, chez cet ambassadeur, entre le racisme antimusulmans et la lutte contre l'islamisme? Cette confusion malhonnête est habituellement délibérée chez tous les islamistes et leurs compagnons de route «*islamogauchistes*». On peut se poser la question quand on connaît les bonnes relations politiques entre le régime «*bolivarien*» et la République islamique d'Iran.

### **Un rationalisme**

#### **et un athéisme à géométrie variable**

Rappelons à tous les «marxistes» qui défendent Chavez que la réalité de l'existence historique de Jésus et des miracles associés à son nom n'a jamais pu être prouvée. Jésus, la Vierge Marie, les Rois mages, etc., sont des personnages aussi mythiques qu'Abraham et les prophètes bibliques.

Il est amusant de voir les mêmes personnes qui défendent bec et ongles l'interprétation «*christique*» (*sic*) des propos de Chavez s'en prendre depuis des années au sionisme... pour ses fondements religieux. En effet, pour eux, et ils n'ont pas tort, le sionisme repose en partie sur des mythes religieux (l'Ancien Testament) totalement fantaisistes.

Si on suit bien les raisonnements tortueux de ces marxistes qui se prétendent rationalistes, les mythes contenus dans l'Ancien Testament deviendraient des vérités scientifiques dans le Nouveau Testament uniquement parce qu'ils sous-tendent la «*théologie de la libération*»? On ne comprend pas alors pourquoi tous ces «marxistes» soutiennent la liberté de l'avortement et de la contraception, s'ils prennent tant au sérieux les fariboles du christianisme !!!

Signalons également à ces rationalistes convaincus que le Coran reprend les mêmes mythes historiques que l'Ancien Testament. Pourtant on ne les entend jamais dénoncer les mythes religieux fondateurs de l'islam, qui sont les mêmes que ceux du judaïsme et du catholicisme. Rappelons que des centaines de milliers de musulmans (2 millions en 2004) effectuent chaque année un pèlerinage en Arabie saoudite pour rendre hommage à Abraham (Ibrahim en arabe) qui y aurait construit la Kaaba. Ils se rendent également sur le mont Arafah, à 20 km de La Mecque, où auraient atterri Adam et Eve après avoir été chassés du paradis et où Abraham aurait été tenté d'immoler son fils Ismail !

Par contre, l'extrême gauche se réveille subitement quand il s'agit des protestants réactionnaires américains qui soutiennent Bush et Israël au nom d'une fidélité littérale à ce même Ancien Testament révéralé par... les musulmans. L'athéisme et la lucidité des gauchistes refont subitement surface face aux discours délirants de la Droite chrétienne américaine. Où peut-on déceler la moindre rigueur dans tous ces raisonnements confus et contradictoires?

### **La fonction interne d'une mystification**

Pour revenir au Venezuela, il ne s'agit pas de nier l'influence sociale de la religion catholique dans ce pays, ou dans d'autres d'ailleurs, mais de mettre en évidence un procédé utilisé par les «marxistes» qui soutiennent aveuglément le colonel Chavez et prétendent analyser la réalité de ce pays à partir d'un seul facteur déterminant à leurs yeux: le catholicisme, voire de façon encore plus restrictive, les masses catholiques influencées par la théologie de la libération. En opposant une hiérarchie catholique réactionnaire à des couches populaires censées avoir une compréhension «progressiste» des Evangiles, ils se livrent à une mystification, qui, de plus, n'est accompagnée par aucune étude sérieuse des pratiques religieuses et des convictions politiques au Venezuela.

De façon assez grossière, ils veulent nous faire croire (mais après tout, cela ne devrait pas nous étonner, car ce sont souvent les mêmes qui voient dans l'islam une prétendue «religion des pauvres» et une force anti-impérialiste positive) que le message religieux conduirait presque automatiquement les exploités à des conclusions quasi révolutionnaires.

On sait pourtant que, dans toutes les révolutions ou les crises sociales sérieuses depuis trois siècles, les grands propriétaires terriens, les rois, les dictateurs, les généraux et les capitalistes ont su mobiliser à leur profit des contingents non négligeables d'opprimés ayant des convictions religieuses, de la réaction vendéenne aux somozistes du Nicaragua, en passant par les franquistes espagnols, les talibans afghans ou les mollahs iraniens. Il n'y a donc aucun lien automatique entre religion et révolution ou changement social radical. Et ce pour une raison simple: les convictions politiques et surtout les actes des exploités sont souvent en totale contradiction avec leur perception individuelle de la religion, même dans ses interprétations les plus progressistes. Ce sont généralement les appareils religieux qui génèrent des interprétations réactionnaires, et qui interviennent dans des conflits politiques où sont en jeu des intérêts matériels et non des questions théologiques.

S'il fallait attendre que la majorité des exploités soient devenus athées ou aient adopté une interprétation progressiste de leur convictions religieuses, on serait plutôt mal barré...y compris pour combattre en faveur de réformes dans le cadre du système capitaliste.

Les «marxistes» qui font l'apologie de la «théologie de la libération» (ou du caractère progressiste de l'islam) sont des individus ou des groupes qui ont peu confiance en leurs idées et ont besoin d'inventer une vision optimiste et fantasmagique de la réalité pour trouver un fondement à leur combat politique sur le long terme.

### **Chavez, ses opposants**

#### **et la métaphore des «juifs errants»**

Il est regrettable que les chavistes français, prompts à débusquer les manœuvres de *Libération*, ne se soient pas demandé si Chavez n'avait pas déjà tenu des propos ambigus sur les juifs. A notre connaissance, cela a déjà eu lieu au moins à deux reprises. (Des médias antichavistes font état d'autres citations mais il nous été impossible d'en retrouver la trace, donc nous ne les mentionnons pas.)

La première fois ce fut lors d'une vidéoconférence organisée au palais présidentiel de Miraflores le 25 août 2004. Thème de cette vidéoconférence: la remise de 142 appartements neufs à des mal-logés ! Chavez dialogue avec les heureux nouveaux locataires et déclare:

*«Un jour arrivera où chaque famille vénézuélienne aura son propre logement, comme nous disons son propre toit, et non seulement un toit, mais la terre, le terrain, la propriété. Cette révolution, contrairement à ce que certains continuent à prêcher ici ou là, et qui ressemblent à des juifs errants, certains me ressemblent. Tu te souviens du juif errant, Ramón?»*

*«Ramón Carrizales: (il rit).*

*«Président Chávez: Tu n'as jamais rencontré le juif errant dans les plaines du Guárico?»*

Bien malin celui qui déchiffre le sens de ces propos décousus qu'affectionne le colonel-président qui, comme Fidel Castro, croit que le socialisme est un régime où le président sonde sans cesse le pays et discute à bâtons rompus avec tous les citoyens qu'il peut rencontrer, directement ou par vidéoconférence. Que viennent faire les «juifs errants» dans une discussion avec des pauvres qui reçoivent leur premier HLM? Mystère et boule de coca.

Lors d'une autre téléconférence, le 30 août 2005, le même colonel Chavez a déclaré à propos de ses opposants: *«Ne vous laissez pas empoisonner par ces juifs errants. Ne vous laissez pas entraîner là où*

*ils veulent vous entraîner. Certains disent que dans les 40 % [d'opposants] tous sont des ennemis de Chavez. Mensonge. Je connais des gens, avec lesquels je parle, avec affection en plus, et je sais qu'ils ont voté pour le oui et nous ne sommes pas ennemis, nous sommes vénézuéliens et ils ont le droit d'exprimer leur opinion».*

D'ailleurs, l'usage négatif de l'expression «juif errant» est aussi le fait des adversaires de Chavez puisque l'un d'eux (Alvarez Paz dont le site renvoie aux données fournies par l'annuaire mondial de la CIA sur le Venezuela !) a déclaré «*Fidel et Chávez se sont transformés en juifs errants, ils essaient d'acheter la neutralité des autres gouvernements et de créer des fonds aux ressources illimitées pour financer la subversion dans les pays qu'ils veulent avoir pour alliés politiques.*» (El Universal, 3 juillet 2005)

Faute de plus d'éléments, on notera simplement que la culture catholique de Chavez, aussi influencée soit-elle par la «théologie de la libération», le pousse à faire une certaine fixation sur les juifs.

A notre avis, il est suffisamment intelligent (ou en tout cas, ses conseillers sont suffisamment avisés) pour savoir que ses propos sur les «descendants de ceux qui ont crucifié le Christ» ou les «juifs errants» ratissent large et ont le grand avantage de jouer éventuellement aussi sur les préjugés antisémites.

Il est curieux de voir certaines personnes (par exemple l'excellent site Acrimed) débusquer sans arrêt, et avec raison, les sous-entendus réactionnaires dans les discours d'intellectuels de droite (Finkielkraut, Carrère d'Encausse, Falacci, etc.) ou de politiciens d'extrême droite (Berlusconi, Haider, Le Pen), et ne jamais se demander si ce même type de sous-entendus ne sont pas présents chez des intellectuels «de gauche» ou des politiciens populistes.

Il est affligeant que des «marxistes» qui défendent le socialisme imaginaire de Chavez ne se souviennent pas de l'Affaire Dreyfus et de toute la propagande socialiste ambiguë contre les Rotschild propagée pendant des décennies dans le mouvement ouvrier international et de ses effets délétères sur le maintien d'un antisémitisme populaire. Et les extraits de l'article d'un militant du Parti communiste du Venezuela reproduit quelques paragraphes plus loin montrent que cette forme d'antisémitisme n'est pas morte.

En fait, le seul aspect «socialiste» de Chavez, c'est la même désinvolture dans l'exploitation d'un fonds de commerce douteux. Cela ne signifie pas qu'il est antisémite, mais tout simplement qu'il se moque des implications dangereuses de ses discours, tant qu'il réussit à garder le soutien du peuple, quitte à jouer sur le ressentiment vis-à-vis des Juifs, ressentiment qui n'a pas seulement une base religieuse séculaire, mais une base matérielle, bien concrète y compris au Venezuela.

#### **Antisémitisme et rôle politique de certaines personnalités juives au Venezuela**

On sait très bien qu'au Venezuela, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, un certain nombre de Juifs (même s'ils ne constituent qu'une infime minorité statistique, y compris au sein de leur «communauté») occupent des positions de pouvoir dans certains secteurs économiques (grande distribution, banque, commerce, presse, etc.); qu'ils sont des figures de proue de l'opposition et ont participé au putsch contre Chavez; qu'une descente de police musclée a eu lieu à Caracas dans une école juive pour trouver des armes qui y étaient soi-disant cachées et de prétendues preuves sur l'assassinat d'un procureur, etc. De là à exprimer des sentiments antisémites, il n'y a qu'un pas que l'homme de la rue franchit aisément. Ayant vécu dans des quartiers populaires et travaillé au Venezuela en 1983-84, j'ai entendu les mêmes absurdités antisémites à Caracas qu'à Paris. Et je doute fort que la conjoncture politique actuelle fasse spécialement reculer l'antisémitisme populaire, même si ses manifestations violentes sont pour le moment inexistantes.

Voilà ce qu'affirmait en septembre 2005 un militant du Parti communiste du Venezuela sur le site du Front démocratique de libération de la Palestine (groupuscule palestinien prosyrien). Après avoir expliqué benoîtement que certains dirigeants sionistes avaient pris contact avec les nazis durant la Seconde Guerre mondiale (argument favori des négationnistes, qui situent ces contacts en dehors de leur contexte historique: les tentatives désespérées de sauver par tous les moyens des Juifs de la mort, et non une coresponsabilité quelconque dans le génocide, comme ils le prétendent), notre «antisioniste» écrit:

*«La majorité de la communauté juive, au Venezuela comme dans tous les pays où il y a de telles communautés, fait partie de l'élite capitaliste, y joue un rôle actif et y exerce une influence économique et politique. Le coup d'Etat manqué du Venezuela a affaibli l'influence sioniste qui, en plus d'être représentée par l'empire nord-américain, a ses propres représentants qui continuent à influencer les événements politiques quotidiens. Pedro Carmona Estanca, d'origine juive séfarde,*

*président de fait du Venezuela pendant une brève période de 48 heures; Isaac Peres Recao, trafiquant d'armes israéliennes et nord-américaines qui a participé au coup d'Etat; Enrique Capriles Radonski, d'origine juive, figure importante de l'opposition. Signalons aussi un autre dirigeant qui supervise ce groupe économique-politique, petit mais influent, le rabbin Pynchas Brener qui a été l'une des personnalités distinguées qui ont rendu visite à Pedro El Breve [«Pierre Le Bref», surnom du président putschiste Pedro Carmona, NDLR] au cours de sa fugace occupation du palais [présidentiel] de Miraflores. Federico Alberto Rabel, d'origine juive-sioniste et propriétaire de la chaîne d'information Globovision, fervent opposant du gouvernement révolutionnaire. L'ambassadeur nord-américain au Venezuela Charles Shapiro, etc.».*

Ce texte condense tous les mythes antisémites d'un certain antisionisme ou d'un prétendu anti-impérialisme «de gauche» et illustre bien le contexte social dans lequel parle Chavez: des Vénézuéliens juifs et sionistes jouent un rôle important soit dans les médias soit à la tête du CNPF vénézuélien et ont soutenu le dernier putsch contre Chavez, président légitimement élu et réélu, même si c'est avec moins de 3 millions de voix sur 11 millions d'électeurs (mais c'est aussi le cas de Bush ou de Clinton élus avec moins d'un tiers des électeurs de leur pays).

La question est donc de savoir si les personnalités mentionnées ci-dessus sont riches, réactionnaires et favorables à la politique impérialiste ou colonialiste des gouvernements américain et israélien parce qu'elles sont d'«origine juive», «d'origine juive sépharade», voire d'origine «juive sioniste» (!?), ou tout simplement parce qu'elles ont une position sociale et politique privilégiée à défendre. Le flou artistique entretenu sur la réponse (au début l'auteur prétend que la «majorité» des Juifs au Venezuela et dans le monde font partie de l'«élite capitaliste», pour ensuite nous dire qu'il ne s'agit que d'un «petit groupe économique-politique») fait partie du B-A-BA de l'antisémitisme «de gauche» au Venezuela comme aux Etats-Unis (le fameux complot ZORG, entre les Juifs, les sionistes et l'administration fédérale) ou en France (cf. Le Pen, Renaud Camus et leurs fines allusions à l'omniprésence supposée des Juifs dans les médias). On voit d'ailleurs que l'auteur de cet article se garde bien de mentionner les convictions religieuses (catholiques) de l'immense majorité des patrons et des politiciens réactionnaires vénézuéliens, parce que cela l'obligerait soit à condamner le caractère politiquement réactionnaire de toutes les religions, soit à quitter le terrain ethnico-religieux fantasmatique pour passer à une analyse sérieuse des oppositions de classe dans son pays.

Ce texte que l'on trouve en espagnol sur un site palestinien représente certes l'opinion individuelle d'un militant du Parti «communiste» du Venezuela, parti qui a 5 députés sur 167 au Parlement et appartient au bloc électoral prochaviste. On ne le trouve pas sur le site du PCV, mais on se doute que ce type de raisonnement crapuleux n'est pas fabriqué dans les plaines de la Bekaa à seule destination des Palestiniens qui lisent l'espagnol...

En même temps, on notera que le Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères américain) a consacré un rapport long et détaillé à l'antisémitisme dans le monde, pays par pays (mais pas une ligne sur les autres formes de racisme, à croire qu'elles n'existent pas !) et qu'il n'a trouvé que quelques menaces téléphoniques, lettres anonymes ou graffitis sur des synagogues, à se mettre sous la dent, à propos du Venezuela.

#### **La gauche latino-américaine et l'antisémitisme**

C'est bien mal connaître le Venezuela et l'Amérique latine que de croire que la question de l'antisémitisme serait aussi centrale pour la gauche et l'extrême gauche dans ce continent qu'elle l'est en Europe. Cela est dû d'abord à une raison historique assez évidente: le génocide des Juifs a eu lieu en Europe et pas en Amérique.

De plus, c'est fondamentalement le marxisme stalinien sous ses différentes formes, du stalinisme originel au populisme tiersmondiste des années 60, qui a formé (ou plutôt déformé) l'immense majorité des militants de gauche et d'extrême gauche. Comme l'on sait, ce «marxisme»-là ne s'est jamais vraiment intéressé à l'antisémitisme, quand il ne l'a pas entretenu, comme en URSS et dans les démocraties populaires.

La gauche et l'extrême gauche latino-américaines se sentent donc beaucoup libres par rapport aux accusations d'antisémitisme, et il est à craindre qu'elles ne comprennent pas bien le procès qui leur est fait en France, à tort ou à raison. Les militants de gauche et d'extrême gauche latino-américains qui soutiennent le Bonaparte Chavez se sentiront sans doute insultés, si on ne leur apporte pas des preuves plus concrètes et consistantes que des interprétations forcément contestables d'un discours ambigu.

#### **Rôle d'Israël en Amérique du Sud, «antisionisme» et antisémitisme**

Israël, qui se présente abusivement comme l'Etat de tous les Juifs du monde, a toujours vendu des armes à tous les régimes d'Amérique latine, y compris les plus dictatoriaux dans le passé, et a assuré la formation de militaires latino-américains grâce à des sociétés privées de conseil militaire ou grâce à des spécialistes directement envoyés par l'armée israélienne ou les services secrets. Une telle politique extérieure de l'Etat israélien, qui s'ajoute à l'appui inconditionnel de l'impérialisme américain à l'Etat d'Israël, ne peut que susciter des sentiments extrêmement négatifs contre «le sionisme, agent de l'impérialisme», dans la population vénézuélienne et chez tous les peuples d'Amérique du Sud. Et l'on sait que la limite entre l'antisémitisme de gauche et l'antisémitisme est assez facile à franchir quand on ne dispose pas de solides gardes-fous théoriques. On nous permettra de douter de la culture politique de Chavez sur ce plan-là, s'il croit que le Christ a existé et accorde foi aux fariboles d'un «Jésus socialiste»...

#### **Le rôle historique des «minorités»**

Les sous-entendus – ou en tout cas les effets néfastes évidents et prévisibles – du discours de Chavez sont donc peut-être plus subtils qu'on ne le croit. La théorie des «minorités» qui manipulent le destin du monde est une des façons dont un «marxisme» abâtardi et simplifié (falsifié à notre avis) a pu se rendre populaire et l'un des fonds de commerce de l'altermondialisme. (Signalons que le capitalisme ne se réduit pas à l'exploitation d'une majorité par une ou des «minorités». C'est un système d'exploitation économique et social qui repose sur la loi de la valeur, l'existence de la monnaie et du salaire, la division sociale du travail, etc., toutes choses que nos «marxistes anti-impérialistes» actuels ignorent superbement.) Mais cette théorie du complot des «minorités» est aussi ce qui sous-tend l'antisémitisme et toutes les explications irrationnelles du monde (des Templiers jusqu'aux Illuminati, en passant par les francs-maçons, la liste est longue).

#### **A propos des fariboles**

##### **de la «théologie de la libération»**

Les partisans «marxistes» de Chavez nous expliquent que le Bonaparte vénézuélien serait un catholique socialiste. Cette expression est absurde: le catholicisme, comme toutes les religions, est fondamentalement une idéologie qui incite les êtres humains à accepter l'ordre social. C'est sa fonction sociale fondamentale, même si elle en a beaucoup d'autres, plus complexes au niveau individuel (donner un sens à la vie et à la mort, par exemple, ce qui n'est pas un point de détail). De nombreux faussaires (de Roger Garaudy quand il était l'idéologue officiel du rapprochement entre les staliniens du PCF et les chrétiens avant de devenir négationniste, à Frei Beto, pape de la théologie de la libération, conseiller du président Lula et ami personnel du dictateur Fidel Castro) ont tenté de nous expliquer que l'Evangile avait des accents socialistes. C'est sur cette mystification que s'est bâtie la «théologie de la libération», mais depuis que le marxisme est apparu, il y a toujours eu des individus sincères et des intellectuels malhonnêtes pour nous expliquer qu'en quelque sorte le christianisme serait le précurseur du marxisme, le fondement moral d'une théorie économique et politique «scientifique». A Jésus la Morale, à Marx la Science de l'Economie et de la Société. Et ces faussaires ne se sont d'ailleurs jamais demandé si les quelques écrits de Marx à ce sujet suffisaient à comprendre toutes les subtilités du rôle social de la religion depuis des siècles. Mais de la part de gens qui ont une conception religieuse et acritique du marxisme, rien ne nous étonne...

De plus les «marxistes» qui défendent Chavez font preuve d'un paternalisme incroyable vis-à-vis des Vénézuéliens. Un certain Greg Oaxley écrit ainsi dans *La Riposte*: «*Le Venezuela est un pays où la vaste majorité de la population est catholique, et les couches les plus pauvres et exploitées de la population voient dans le message de Jésus Christ, tel qu'elles le comprennent, un appel à la justice sociale, à l'égalité, à une vie meilleure, sans oppression. A l'inverse, la personnalité de Judas incarne à leurs yeux la perfidie, l'avarice, le mensonge, l'égoïsme, la recherche du profit, en un mot, tout ce qui caractérise la classe capitaliste de nos jours, que ce soit au Venezuela ou en France !*»

Comme si les Vénézuéliens étaient trop cons pour comprendre la théorie de la plus-value et les mécanismes économiques et sociaux du capitalisme !

Nous conseillons d'urgence à Greg Oaxley la lecture de *Travail salarié et capital* et de *Salaire, prix et profit*. Il découvrira que les raisonnements de Marx étaient beaucoup plus simples et clairs que les explications fumeuses du Nouveau Testament, qui, rappelons-le, n'est pas un traité d'économie politique à l'usage des analphabètes ou des ignorants mais le récit édifiant de la vie du Fils de Dieu ! Où a-t-il vu que Judas serait un «avare» ou un individu qui recherche le «profit»? Il conclut enfin par une affirmation absurde: «*Jésus Christ lui-même était un Juif. Dès lors, comment le fait de dénoncer la mise à mort d'un Juif peut-il être jugé antisémite?*»



L'auteur joue sur les deux sens séparés du mot juif aujourd'hui (un peuple, ou un groupe ethnique, et une religion), dualité qui n'a joué aucun rôle dans l'enseignement religieux chrétien puis catholique. Avant le XVIII<sup>e</sup> siècle et la Révolution française, c'était l'appartenance religieuse qui primait de façon absolue sur l'appartenance à un peuple ou un Etat. D'ailleurs, ce primat de la religion est loin d'avoir disparu puisque de nombreuses constitutions nationales ou notions juridiques se réfèrent encore à des valeurs religieuses (y compris en Europe, comme on a pu le constater l'année dernière à propos de la Constitution européenne). Pour les catholiques, Jésus n'est pas «un juif», comme le croit notre chaviste ignorant, mais le Fils de Dieu qui s'est incarné de façon tout à fait accessoire dans la peau d'un homme donné. L'enseignement catholique n'a jamais mis l'accent sur les «origines juives» de Jésus.

### **Rome, Chavez**

#### **et la «théologie de la libération»**

L'Eglise catholique, qui est engagée dans un déclin irrémédiable dans tous les pays capitalistes avancés, a tout intérêt à laisser prospérer la «théologie de la libération» et les interprétations prétendument de «gauche» du catholicisme. Entendons-nous bien: elle y est contrainte, ce n'est pas un projet imaginé en secret par la Curie romaine, mais cela lui permet de survivre, de continuer à amasser de l'influence, de l'argent et du pouvoir dans un monde qui se sécularise de plus en plus. Accessoirement, ce que les marxistes athées qui se laissent séduire par la «théologie de la libération» ne comprennent pas (ou ne veulent pas comprendre) c'est qu'un bon catholique comme Pinochet pourra toujours se racheter, aux yeux de ses coreligionnaires, par une confession privée et une repentance publique... D'ailleurs l'Eglise n'a-t-elle pas commencé à faire une autocritique partielle sur l'antisémitisme?

C'est bien mal connaître les réalités de l'appareil financier, économique et politique de l'Eglise que de croire qu'il est menacé en quoi que ce soit par la «théologie de la libération». La force de l'Eglise a toujours été de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier: elle s'est parfaitement accommodée d'avoir une fraction de ses partisans chez les nazis, l'autre chez les résistants pendant la Seconde Guerre mondiale. Sans y voir une théorie du complot, reconnaissons qu'une telle attitude lui permet de toujours sortir gagnante des situations les plus épineuses. Au Rwanda, une fraction du côté des génocidaires, une autre du côté des victimes. Toutes proportions gardées, car elle a désormais près de deux mille ans d'expérience et une autre signification sociale, l'Eglise applique en cela la même règle que toutes les Mafias du monde lors d'événements politiques importants: un clan à droite, un clan à gauche (cf. l'attitude des gangsters italiens ou français durant la Seconde Guerre mondiale qui se sont divisés entre pro et antifascistes pour mieux se rabibochoer ensuite).

C'est ainsi que le nonce apostolique au Venezuela, Giacinto Berlocco, a affirmé le 23 octobre 2005 que la position du cardinal Rosalio Castillo Lara, qui a exhorté l'opposition à ignorer le gouvernement de Hugo Chavez et à pratiquer la désobéissance, ne représente pas la position officielle de l'Eglise catholique, selon l'Agence Bolivarienne d'Information (ABN). Pour le représentant du Vatican, les réunions du prélat avec des secteurs d'opposition et leurs déclarations en matière de politique «n'obéissent pas à des instructions reçues de l'Eglise catholique, mais se limitent à une position personnelle», a indiqué l'ABN. Berlocco a souligné en outre que *«l'Eglise catholique n'est alignée sur aucun parti politique et que sa principale mission est de s'occuper des besoins des gens»*. Ben voyons !

Quant au pape Benoît XVI, le 25 août 2005, il a remercié Chavez «de l'importance que le gouvernement [vénézuélien] a accordée au deuil lors de la disparition de mon vénéré prédécesseur, le pape Jean-Paul II, ainsi que des délégations envoyées en cette circonstance et également à l'occasion du début solennel de mon pontificat». Comme on le voit, le «socialiste» Chavez et sa «théologie de la libération» font terriblement peur au chef de l'Eglise catholique qui souhaite *«établir diverses formes de collaboration féconde entre l'Etat et l'Eglise»* et désire *«de tout cœur que s'aplanissent les difficultés actuelles dans les relations Eglise-Etat et que l'on revienne à une collaboration féconde, en continuité avec la noble tradition vénézuélienne»* !

#### **Tout critique de la politique de Chavez est-il un agent de la CIA?**

Les partisans de Chavez reconnaissent qu'un négationniste et antisémite notoire a été membre de l'équipe Chavez, mais minimisent la portée de cet événement puisque cela n'a duré que quelques mois, selon certains, un an, voire plus, selon d'autres (3). On voit donc que pour eux le plus important ce n'est pas de reconnaître un fait précis (dont ils s'étaient bien gardés de parler avant que *Libération* et

*Le Monde* ne lèvent le lièvre) ni de reconnaître l'ambiguïté possible des propos de Chavez, mais de le défendre à tout prix en bottant en touche.

Leur façon de botter en touche est assez classique: il y a un complot de la CIA et de la bourgeoisie vénézuélienne pour renverser Chavez (ce qui est indéniable) et accessoirement pour déconsidérer un Forum social qui se tient à Caracas en janvier 2006. **Donc aucune critique de Chavez n'est possible et toute critique de Chavez est disqualifiée comme pro-impérialiste.**

C'est la même démarche qui a conduit les manifestants antiguerre de toutes les organisations d'extrême gauche et libertaires à Paris, en 2003, à passer devant une cinquantaine d'individus qui brandissaient des portraits de Saddam Hussein sans broncher ni expulser ces agents stipendiés de l'appareil policier irakien. Il y a l'ennemi principal (l'impérialisme américain) et tout le reste est secondaire, pour ces «anti-impérialistes» de pacotille.

C'est la même démarche qui conduit l'extrême gauche internationale à être très discrète sur le régime policier cubain, sous prétexte que le Caudillo des Caraïbes dénonce régulièrement Bush et l'impérialisme américain.

C'est la même démarche qui a conduit les partis «communistes» de tous les pays à nier l'existence des procès truqués organisés à Moscou en 1936, des déportations et des déplacements autoritaires de populations, des camps de concentration en Union soviétique et d'une exploitation effrénée dans les usines et campagnes de l'URSS, tout cela au nom du même «socialisme» inexistant dont se réclame Chavez.

On voit donc que derrière la dénonciation des tripatouillages de *Libération* et *du Monde* se déploie une manœuvre finalement assez classique utilisée par tous les staliniens jusqu'en 1991: puisque les adversaires de l'URSS mentent sur certains points, ils mentent par conséquent sur tous, et donc l'URSS est bien un paradis socialiste, comme ses dirigeants le prétendent.

Traduit en langage chaviste, cela donne: puisque les médias ont déformé les propos de Chavez, ils mentent systématiquement à propos du Venezuela, donc Chavez dit toujours la vérité, donc il faut soutenir le régime sans jamais le critiquer.

## **Il n'existe pas**

### **36 définitions du socialisme**

Face à cette piètre façon d'envisager la vérité historique et à des conceptions du «socialisme» aussi floues, celle de Chavez comme celle de ses partisans intéressés, ignorants ou naïfs, il n'y a qu'une chose à faire: se demander si les usines, les entreprises commerciales et de services, les grandes propriétés foncières ont été expropriées au Venezuela, si ce sont les ouvriers et les paysans qui gèrent la production et l'économie; si le salariat, l'argent et la division du travail ont été abolis; si la police et l'armée ont été dissoutes et remplacées par des milices ouvrières et paysannes. Ou au moins si ces mesures figurent au programme du MVR, Mouvement pour la Cinquième République, le parti de Chavez.

Dans la mesure où Chavez respecte la propriété privée, la justice, l'armée, la police, le salariat, la division du travail et toutes les institutions bourgeoises, son «socialisme» n'est qu'une mystification tout comme celle, dans un contexte social différent bien sûr, du «socialisme» des Hollande, Fabius, Lang, Dominique Strauss-Kahn et autres Mitterrand.

Un socialisme qui prône des «inégalités tolérables» et «socialement acceptables», comme le dit cyniquement un sociologue de «gauche» à propos de l'égalité des chances dans l'Ecole française...

Un socialisme qui soulève l'enthousiasme de la majorité du peuple vénézuélien, tout comme, le 10 mai 1981, il souleva l'enthousiasme de beaucoup de prolétaires naïfs et de petits-bourgeois carriéristes en France.

*«Ni Dieu, ni César, ni tribun.*

*Travailleurs sauvons-nous nous-mêmes»,*

proclame une chanson du XIX<sup>e</sup> siècle que l'on n'entend plus guère dans les manifestations. Ces paroles de *L'Internationale* s'appliquent parfaitement au «César» vénézuélien qui croit en «Dieu» et a des talents de «tribun».

*Y.C. (Ni patrie ni frontières)*

## Notes

1. «Bonaparte» parce qu'il s'appuie à la fois sur la droite et sur la gauche, sur le peuple et sur une fraction (de plus en plus réduite) de la bourgeoisie, et qu'il voudra jusqu'au bout servir les intérêts de toutes les classes, utopie impossible en système capitaliste. (Cf. l'article «Quand la LCR cire les bottes du colonel Chavez» sur le site mondialisme.org dans le numéro 6/7 de *Ni patrie ni frontières*).

2. Sur les manœuvres des gouvernements américains, nous ne pouvons que recommander la lecture du livre-reportage de Tom Clancy, romancier et essayiste raciste et réactionnaire, sur *Les forces spéciales*. Cet ouvrage décrit par le menu comment l'armée américaine (sous les gouvernements démocrates et républicains la politique est la même) choisit dans chaque pays (notamment en Amérique latine, mais aussi sur d'autres continents) des unités spécifiques auxquelles elle enseigne «la démocratie»: en clair, comment traiter par la force des mouvements sociaux, comment lutter contre des guérillas, etc., en limitant si possible les «bavures». Et le livre cite même, photos et noms à l'appui, ceux qui sont chargés d'une telle tâche dans le Venezuela de Chavez. Preuve, s'il en était besoin, que les manœuvres de l'impérialisme américain sont tellement évidentes qu'un écrivain américain bien informé, et surtout bien introduit dans les milieux militaires, peut en donner publiquement tous les détails, des années avant qu'elles ne soient mises à exécution.

3. Quelques données biographiques sur Norberto Rafael Ceresole, extraites d'une notice nécrologique louangeuse trouvée sur le Net: «Né en 1943, il a écrit une trentaine de livres sur la stratégie, la géopolitique et la sociologie militaire. Il a influencé de nombreux officiers des forces armées en Argentine et dans d'autres pays d'Amérique du Sud. Entre 1969 et 1971 il conseilla le général Juan Velasco Alvarado, au Pérou. Et rencontra par la suite Juan Domingo Perón, Salvador Allende, et l'ex-chef des services de renseignements cubains, le commandant Piñeiro. Membre de l'Académie des sciences de l'URSS et professeur à l'Ecole supérieure de guerre de l'URSS. En 1984, en collaboration avec le ministère de la Défense espagnol (DRISDE) il édite en 5 volumes une étude préliminaire pour le développement d'un projet de coopération industriel entre l'Espagne et l'Argentine dans le domaine de la défense. Parmi ses livres: *Terrorisme fondamentaliste juif, nouveaux scénarios de conflit (Libertarias, Madrid, 1996)*; *Le national-judaïsme un messianisme post-sioniste avec un prologue de Roger Garaudy (Libertarias, Madrid, 1997)*. Ses ouvrages ont été traduits en arabe et en perse et diffusés dans tout le Proche et le Moyen-Orient. Il a milité dans la fraction ERP-22 des Montoneros, s'est exilé puis est devenu le conseiller du groupe d'officiers argentins dirigés par Aldo Rico. A été arrêté le 15 juin 1995 par la DISIP vénézuélienne (Dirección General Sectorial de los Servicios de Inteligencia y Prevención), à l'époque fortement influencée par le Mossad israélien. Ami de Robert Faurisson, Ernst Nolte et d'autres historiens révisionnistes connus.»

Si l'on en croit donc ces données biographiques fournies par ses amis fascistes du Mouvement social républicain espagnol, il s'agissait d'un rouge-brun typique, antisémite et négationniste convaincu. Il a écrit cinq livres pour «démontrer» que les attentats commis contre les Juifs en Argentine avaient été en fait organisés par le Mossad israélien !!! S'il prétend ne s'être «intéressé» aux Juifs qu'après ces attentats qui ont eu lieu en 1992, sa haine antijuive est en tout cas absolument démentielle et on peut douter qu'elle soit devenue obsessionnelle à ce moment-là seulement. On se demande comment un individu au passé aussi chargé a pu facilement entrer dans l'entourage de Chavez (il a été expulsé du Venezuela en 1995 mais a pu y revenir en 1999, après l'élection de son colonel adoré) sans susciter l'hostilité immédiate de nos prétendus «révolutionnaires bolivariens».

# Le Mémorial d'Auschwitz, la Pologne et l'Holocauste

Cet article d'August Grabski est paru dans *Solidarity* n° 3/66, 3 février 2005

Le 7 janvier 2005, les présidents d'Israël, de Pologne et de Russie ainsi que les représentants de plus de quarante gouvernements ont honoré les victimes des nazis à Auschwitz. Ce camp d'extermination a été construit près de la ville d'Oswiecim en Pologne. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les nazis y ont tué un million de Juifs, 19 000 Roms et 70 000 Polonais et Russes. Les marxistes considèrent l'Holocauste comme un crime commis par une classe dirigeante capitaliste (la bourgeoisie allemande) dans le cadre de son combat pour la domination impérialiste du monde. Ce génocide montre de quelle barbarie les capitalistes sont capables lorsqu'ils luttent pour accaparer des terres, amasser des profits, réduire en esclavage des travailleurs et quand ils combattent la démocratie, le mouvement ouvrier, l'égalité entre les races et les peuples. Mais comment l'héritage de l'Holocauste est-il traité en Pologne aujourd'hui, dans ce pays choisi par les nazis pour être leur principal centre d'extermination des Juifs européens?

## La société polonaise et l'Holocauste

L'Holocauste représente une tentative efficace, systématique, menée à l'échelle industrielle, de rassembler et d'assassiner autant de Juifs que possible, en utilisant toutes les ressources et la technologie moderne disponibles pour l'Etat nazi à cette époque. Durant l'Holocauste, les nazis ont tué 5,7 des 9,6 millions de Juifs européens.

Une grande partie des Juifs d'Europe ont été tués en Pologne, pays où, avant la Seconde Guerre mondiale, vivait la plus grande communauté juive d'Europe. 3,5 millions de Juifs habitaient en Pologne (environ 10 % de la population polonaise). Les nazis ont choisi la Pologne comme centre d'extermination pour plusieurs raisons : la Pologne accueillait la plus grande communauté juive en Europe; la société juive polonaise se caractérisait par des traits culturels particuliers. Par exemple, le yiddish était la première langue de 80 % des Juifs; le polonais, seulement de 10 % d'entre eux. Beaucoup de Juifs vivaient donc isolés du reste de la société; les nazis considéraient les Polonais comme des Slaves, c'est-à-dire, dans leur esprit, «une race inférieure» mais ils n'avaient pas l'intention de les liquider tous. Ils projetaient d'en tuer des millions et de transformer les survivants en une masse de travailleurs forcés incultes au service de leurs maîtres allemands;

Pour les nazis, la Pologne se situait à la périphérie de l'Europe «civilisée», aux frontières de l'Union soviétique «barbare», qui abritait également une importante minorité juive. Au début de la guerre, les Juifs furent séparés de la société polonaise, chassés de leurs maisons et enfermés dans des ghettos d'où ils ne pouvaient pas sortir. Jusqu'en 1941 ils furent assassinés, de façon indirecte, grâce au travail forcé, à la faim et aux maladies.

Après 1941, les Juifs furent transférés dans des camps d'extermination: Auschwitz; Treblinka avec un million de victimes; Belzec avec 430 000 victimes; Chelmno (Kulmhof) avec 360 000 victimes, Sobibor avec 260 000 victimes, Majdanek avec 230 000 victimes. Majdanek représente une exception parmi les camps de la mort puisque l'écrasante majorité des victimes n'y étaient pas juives.

La majorité des prisonniers étaient assassinés peu après leur arrivée dans les camps, dans des chambres à gaz. Pour éviter que la masse des détenus paniquent, les nazis faisaient croire aux victimes qu'elles allaient prendre une douche; pour renforcer cette illusion, des pommes de douche furent installées dans les chambres à gaz, même s'il n'en coula jamais la moindre goutte d'eau.

Les camps étaient des lieux d'extermination non seulement pour les Juifs polonais mais également pour des Juifs raflés dans toute l'Europe par les nazis. Beaucoup de Juifs ne sont jamais parvenus jusqu'aux camps mais furent assassinés sur place – particulièrement en Union soviétique. Pendant l'invasion de l'Union soviétique, plus de 3 000 unités spéciales de tueurs (les *Einsatzgruppen*) suivirent les troupes allemandes et organisèrent des massacres de masse des responsables communistes et de la population juive vivant sur le territoire soviétique. Des communautés entières furent éliminées.

Face à la tragédie des Juifs, les Polonais adoptèrent des attitudes variées. La majorité d'entre eux subirent la terreur nazie – pendant la Seconde Guerre mondiale, les nazis tuèrent trois millions de Polonais. Ils ne pouvaient pas aider les Juifs enfermés dans les ghettos. Il est important de rappeler qu'en Pologne les nazis exécutaient automatiquement toute personne prise en train d'aider des Juifs, et la peine s'étendait à sa famille et même à ses voisins – une mesure seulement appliquée en

Pologne. Quelques milliers de Polonais ont probablement été tués par les nazis pour avoir aidé les Juifs. Malgré toutes ces difficultés, quelques centaines de milliers de Polonais ont aidé des Juifs, sous différentes formes. Au sein des «Justes parmi les nations», ce sont en effet les Polonais qui ont fourni le plus gros contingent de personnes ayant sauvé des Juifs sous la domination nazie. Seul un petit groupe de Polonais – nationalistes d'extrême droite et criminels – ont soutenu et activement aidé les nazis dans leurs persécutions antijuives. Les maîtres-chanteurs, qui ont extorqué de l'argent aux Juifs en les cachant, constituaient un grave problème.

Ce fut un envoyé du gouvernement polonais émigré à Londres, Jan Karski, qui informa, pour la première fois, Roosevelt et Winston Churchill de l'extermination massive des Juifs en Pologne. Cependant, comme nous les savons, les Alliés ne bombardèrent même pas les voies ferrées menant au camp d'Auschwitz.

L'attitude des Polonais face à la tragédie juive dépendait en grande partie de leurs positions politiques. Une fraction des réfugiés juifs qui s'étaient échappés des ghettos rejoignirent la «résistance» et la guérilla communistes. Parmi les communistes polonais il y avait 27 unités de guérillas (1) intégrant un grand nombre de Juifs. En même temps, les nationalistes polonais d'extrême droite, principalement des Forces armées nationales (NSZ), massacrèrent des réfugiés (des individus et des groupes) dans les forêts polonaises, dans plus de 120 cas.

L'arrivée de l'Armée rouge mit fin au massacre des Juifs en Pologne. A l'époque, 88 % des Juifs polonais avaient déjà été éliminés lors de l'Holocauste.

### **Les Juifs dans la «République populaire de Pologne»**

Les staliniens prirent le pouvoir en Pologne en 1944-1945. Ils menèrent une politique exactement à l'opposé de celle du gouvernement bourgeois polonais antijuif à la fin des années 30. Ce changement était notamment lié au fait que 40 % des adhérents du Parti communiste avant-guerre étaient d'origine juive. Pour la première fois dans l'histoire polonaise, les Juifs n'étaient plus des citoyens de seconde classe.

Les communistes tuèrent et liquidèrent de nombreux membres des groupes armés d'extrême droite, dont certains avaient participé à des massacres antisémites après la libération de la Pologne et qui continuèrent à traquer les survivants juifs jusqu'en 1947.

Jusqu'en 1949, il y eut onze partis politiques juifs différents en Pologne: non sionistes, sionistes, de gauche, de droite, et des organisations religieuses. Et tous purent exister sans être harcelés par l'appareil d'Etat stalinien. Les deux premiers parlements polonais élus après-guerre comprenaient quelques représentants juifs du Bund, des partis sionistes ouvriers et du parti sioniste modéré de droite, l'Ikhud (unité en hébreu). En 1948, le gouvernement polonais achemina par train huit mille volontaires qui furent envoyés en Israël combattre l'invasion des Etats arabes.

Le gouvernement polonais laissa les Juifs émigrer à l'Ouest relativement librement. Les Juifs et les Polonais d'origine juive occupèrent des centaines de postes importants dans l'appareil d'Etat et le Parti communiste.

Heureusement, au début des années 50, le gouvernement stalinien polonais ne fut pas influencé par les procès staliniens «antisionistes» (en réalité antisémites) qui eurent lieu en Union soviétique et dans d'autres pays de l'Est.

L'Etat soutint financièrement le développement de la culture juive. Au début des années 50, la Pologne, avec une communauté juive très petite (moins de 100 000 personnes), était encore un des principaux centres de l'édition de livres en yiddish. L'attitude du régime stalinien envers la minorité juive ne signifiait pas qu'elle menait une politique internationaliste envers toutes les minorités nationales en Pologne, par exemple les Allemands, les Ukrainiens et les Biélorusses qui n'avaient pas été déplacés de force en Allemagne et en Union soviétique après la guerre et étaient restés en Pologne. Pour créer leurs organisations culturelles, ces minorités durent attendre l'Octobre polonais (les mouvements antistaliniens de masse en 1956).

Mais au début des années 60 la fraction nationaliste à l'intérieur de la direction du Parti communiste – surnommée les «partisans» – se renforça. (Quelques-uns des chefs de cette fraction avaient participé à la guérilla communiste pendant la guerre.) Cette fraction lança une violente campagne de propagande contre les «sionistes» en 1967-1968.

En juin 1967, lors du congrès des syndicats (contrôlé par les staliniens), et après la défaite des pays arabes soutenus par l'URSS durant la guerre contre Israël, le premier secrétaire du Parti communiste Wladyslaw Gomulka, déclara que chaque citoyen polonais devrait avoir une seule patrie – la République populaire de Pologne. Il accusa les Juifs polonais d'avoir une loyauté duelle.

En dépit de ses oripeaux «antisionistes», cette campagne était fortement antisémite. L'appareil central de l'Etat, le Parti communiste, les médias et les institutions culturelles et scientifiques furent purgés. La moitié de la communauté juive (plus de 13 000 personnes) quitta la Pologne. Après cette émigration, la plupart des institutions culturelles juives s'effondrèrent ou furent sévèrement affaiblies. Les dizaines d'écoles primaires et secondaires juives où l'on enseignait le yiddish fermèrent.

Les autorités polonaises modifièrent alors la façon dont on enseignait la Seconde Guerre mondiale dans les écoles polonaises. La tragédie vécue par les Juifs commença à disparaître des manuels. Les livres, les enseignants et les historiens n'évoquèrent plus que le massacre de six millions de citoyens polonais. L'identité juive de la moitié de ces six millions d'individus était rarement mentionnée.

Dans les années 70, et à un moindre degré dans les années 80, les autorités traitèrent des livres sur l'Holocauste comme moins importants que des ouvrages concernant des crimes commis contre les Polonais. Les livres sur les Juifs ne bénéficiaient d'aucune publicité, le nombre d'exemplaires imprimés était volontairement limité. En raison de la censure étatique, les historiens évitaient de parler de la façon dont certains Polonais, pendant la guerre, avaient pillé les biens des Juifs ou avaient exercé un chantage contre ceux qui se cachaient en leur extorquant de l'argent.

Après l'essor de Solidarnosc dans les années 1980-1981, les autorités communistes se mirent à employer des slogans, à faire circuler des rumeurs et à stimuler des sentiments antisémites, contre les dirigeants de ce mouvement. En 1981, un certain nombre de «durs» du Parti communiste lancèrent l'Association patriotique Grunwald. (Grunwald est un village où, en 1410, s'est déroulée une des plus grandes batailles du Moyen Age, souvent appelée la bataille de Tannenberg. Au cours de cette bataille, les troupes polonaises, lituaniennes et ruthéniennes battirent l'Ordre allemand des chevaliers teutoniques.) Néanmoins les slogans antisémites diffusés par Grunwald furent universellement rejetés par les militants de Solidarnosc.

Après 1989

Après l'effondrement de l'Etat policier stalinien, des historiens liés aux milieux et partis de droite commencèrent à réécrire l'histoire contemporaine polonaise. La communauté juive craignait que le retour de la démocratie parlementaire et de la liberté d'expression ne provoque également le retour des slogans et partis antisémites, mais cela ne se produisit qu'à une petite échelle. Pour tout homme politique sérieux, tenir des propos ouvertement antisémites signifierait aujourd'hui un suicide politique. En dépit de leurs efforts depuis 1989, les nationalistes d'extrême droite n'ont jamais pu recueillir plus d'un pour cent des voix.

Depuis 1989, la droite polonaise respectable a essayé de réhabiliter les chefs de l'organisation armée qui combattit le régime communiste en 1944-1947. Comme je l'ai déjà dit, certains de ces groupes tuèrent non seulement des fonctionnaires du nouveau régime mais également des Juifs. En 1996, l'Association des anciens combattants juifs de Pologne protesta contre la réhabilitation de Jozef Kuras, l'un des plus célèbres commandants de la guérilla anticomuniste. Il est responsable du massacre d'environ 50 survivants juifs. L'Association des anciens combattants juifs s'interrogea publiquement: «Combien de Juifs un Polonais doit-il tuer pour devenir un héros national?» Mais ce communiqué ne fut publié que dans quelques journaux de gauche.

*Les Voisins de Jan Tomasz Gross*

En 2000, un historien polonais d'origine juive, Jan Tomasz Gross, professeur à l'université de New York, publia un livre décrivant le cas exceptionnel du village de Jedwabne, dont les habitants massacrèrent un millier de Juifs en juillet 1941. Les principaux organisateurs de ce meurtre de masse furent jugés et condamnés après la guerre; pourtant cet événement était resté inconnu du grand public.

Les révélations de Gross causèrent un énorme choc dans la société polonaise, qui considérait généralement que les Polonais avaient seulement sauvé des Juifs pendant la guerre. L'étendue réelle de l'antisémitisme polonais (avant et pendant la guerre) avait été en grande partie ignorée. Les grands médias lancèrent une discussion sur la responsabilité polonaise dans la Shoah, et l'attitude passive, spectatrice, des Polonais face aux persécutions antijuives des nazis.

Cette discussion était certes nécessaire, elle fut fructueuse et positive. Elle contribua à détruire les stéréotypes nationalistes qui présentaient les Polonais seulement comme des héros ou des victimes, mais jamais comme les persécuteurs d'autres nations. Mais, en tant que révolutionnaires, nous rejetons toute idée de culpabilité collective d'un groupe ethnique face à un autre. Le responsable de l'antisémitisme polonais moderne, ce n'est pas le peuple polonais en tant que tel, mais des forces sociales concrètes: la droite nationaliste, une partie de la hiérarchie catholique. Nous ne voyons pas de raison d'en rendre responsables le Parti communiste d'avant-guerre ni le Parti socialiste polonais (2) qui combattirent directement le racisme.

### La gauche radicale et l'antisémitisme

Malheureusement le discours «antisioniste», ou du moins une partie de ce discours, semble seulement répéter la propagande et les slogans mensongers conçus par le Kremlin après la guerre des Six Jours de 1967.

La majorité des militants altermondialistes polonais ne condamnent pas les attentats suicides en Israël. Certains les soutiennent, même si ces attentats tuent des civils israéliens innocents. Et dans les milieux altermondialistes beaucoup de gens préféreraient soutenir les fondamentalistes islamiques «anti-impérialistes» plutôt que participer à des campagnes internationalistes de solidarité avec des mouvements sociaux émancipateurs.

Selon différentes études et recherches sociologiques dans les années 90, environ 20 % de la société polonaise a des conceptions et des sentiments antisémites. Heureusement aucune organisation radicale antisémite n'est en train de se développer pour le moment. Parmi les institutions officiellement tolérantes vis-à-vis des attitudes modérément antisémites on trouve la station de radio catholique Maryja (du nom de la Vierge Marie) qui a environ quatre millions d'auditeurs, et une aile du parti nationaliste et chrétien, la Ligue des familles polonaises (qui recueillait à une époque de 10 à 15 % des voix, et maintenant seulement 5 %).

Cependant, le souvenir d'Auschwitz est encore suffisamment répandu pour que l'expression d'un antisémitisme ouvert soit pour le moment discréditée dans la vie publique. Seule l'absence totale de tolérance envers les racistes et leur politique peut garantir que les fantômes antisémites ne réapparaissent pas à l'avenir.

### **August Grabski**

1. Sur ces 27 unités de partisans communistes juifs, 10 étaient principalement composées de Juifs, 13 comprenaient plus d'un tiers de Juifs et 4 opéraient en dehors des frontières de la Pologne, mais contenait une forte proportion de Juifs et étaient commandées par des communistes polonais et non russes (Note d'*August Grabski*).

2. PSP: créé en 1892, il fut obligé de fusionner avec le Parti ouvrier polonais (stalinien) en 1948 pour créer le Parti ouvrier unifié de Pologne. (Note de *Ni patrie ni frontières*).

# L'antisémitisme de gauche renaît-il en Pologne?

La gauche n'employait plus un langage antisémite en Pologne depuis la campagne de propagande «antisioniste» (en fait, antisémite) des années 60 inspirée par le général Mieczyslaw Moczar (1) et l'épisode ultérieur de l'Association patriotique Grunwald (2) au début des années 80. Mais les articles récemment parus dans *Lewa Noga* (littéralement Pied Gauche) et *Rewolucja / Révolution* (revues publiées par la maison d'édition de gauche Książka i Prasa / Livre et Presse de Varsovie) nous incitent à nous demander si le fantôme de l'antisémitisme ne serait pas en train de réapparaître sous le couvert de l'«antisionisme» de gauche en Pologne.

## Apologie de la terreur antijuive

Prenons, par exemple, le troisième numéro de *Rewolucja* qui consacre 130 pages au conflit israélo-palestinien. Dans les huit articles écrits par des auteurs palestiniens et européens, et également dans l'introduction de Zbigniew M. Kowalewski (3), la même idée revient sans cesse: Israël serait un Etat raciste et colonial, qui ne peut revendiquer le droit à l'existence, quelle qu'en soit la forme. En outre, les différents auteurs affirment que cet Etat serait le plus important instrument de l'impérialisme mondial pour opprimer les masses arabes au Moyen-Orient. Ainsi, James Petras (4) affirme dans ses quelques articles publiés dans *Rewolucja* et *Lewa Noga*, que la politique de l'impérialisme américain au Moyen-Orient serait dictée par le lobby juif-sioniste (en lisant ces textes, on ne comprend pas bien si Israël est manipulé par l'impérialisme américain, ou bien si c'est Israël qui manipule l'impérialisme américain, comme semble le suggérer Petras). L'auteur en déduit que toute négociation avec l'Etat israélien trahit non seulement l'intérêt national palestinien, mais aussi la lutte internationale de tous les peuples et classes opprimés par l'impérialisme. Et dans la mesure où ce combat est absolument vital, toutes les méthodes sont donc justifiées, même les attentats suicides des Palestiniens (y compris les attentats aveugles dirigés contre des civils israéliens innocents). Pour Kowalewski, il s'agit, après tout, de supprimer «un Etat qui représente une partie des remparts défensifs de l'impérialisme occidental, et qui est sa principale base au cœur du monde arabo-musulman». En avançant ce type d'arguments, ces auteurs ne cachent pas leur objectif: mettre fin à «la colonisation juive de la Palestine», et non pas reconnaître les intérêts nationaux des nations juive-israélienne et palestinienne.

Il est facile de deviner ce qui arrivera «aux colons juifs» dans la «Palestine historique» libérée et dirigée par le Hamas, le Jihad islamique, les Brigades des martyrs d'al Aqsa, et autres organisations que ces auteurs soutiennent en raison de leur lutte intransigeante contre l'occupation israélienne. «Si les contradictions ne peuvent être résolues autrement que par la force, comme dans le cas de l'occupation juive de la Palestine, alors on peut facilement établir une séparation entre les justifications politiques et les compromis... Et ceux qui se réfugient dans des justifications idéologiques sont aussi ceux qui diffusent des idées comme la "coexistence de deux Etats" ou la "reconnaissance de l'Etat d'Israël", qui "tentent de gagner des appuis dans le camp ennemi" en invoquant l'internationalisme, et qui insistent pour que nous chantions tous ensemble *We are the world* et disions aux agresseurs juifs qui occupent notre terre que nous "n'avons rien contre eux en tant que Juifs" alors qu'ils tuent les nôtres, les jettent en prison, dynamitent leurs maisons, confisquent leurs terres, et font toutes ces choses que fait un occupant ! Il est donc plus difficile de se guérir rapidement de la *syphilis idéologique des compromis avec Israël* (5) que de se débarrasser des justifications politiques favorables à des compromis avec "Israël", justifications qui, de toute façon, deviennent de plus en plus faibles et s'effondreront d'elles-mêmes." (Ibrahim N. Allush, *Rewolucja* n° 3).

Les arguments de Kowalewski pointent dans la même direction que ceux du nationalisme palestinien antijuif radical. Il critique l'appel d'un groupe d'intellectuels palestiniens qui préconisent «la démilitarisation de l'Intifada et, en particulier, la fin des attaques contre les civils». Kowalewski s'inquiète donc que l'extrême droite palestinienne risque d'organiser moins d'attaques contre des Juifs qu'auparavant ! Il pense que cet appel «creuse le fossé existant entre une grande partie de l'intelligentsia universitaire, active dans les ONG et qui est apparue dans les milieux "laïques et nationalistes-démocratiques", d'un côté, et, de l'autre, une grande partie des masses». Dans son introduction au n° 3 de *Rewolucja*, Kowalewski cite avec approbation les «organisations qui participent à la lutte armée» comme le FPLP (6) qui affirme: «Nous nous réservons le droit d'attaquer



tout qui est sioniste dans les territoires occupés depuis 1967», et également «le droit d'écraser le sionisme dans les territoires occupés depuis 1948 (7)» Pour justifier cette attitude Kowalewski ajoute que de telles conceptions reflètent le climat social et la dynamique de la lutte des classes en Palestine.

En ce qui concerne les auteurs de cet appel et d'autres personnes qui reconnaissent l'existence de la nation juive et son droit à un Etat, ils seraient tous, comme l'énonce clairement l'article d'Ibrahim N. Allush précédemment cité, des marionnettes entre les mains des sionistes et des impérialistes (ce qui revient au même dans ce type de discours, car ces deux concepts sont mutuellement interchangeables): «il s'agit d'un nouveau genre d'intermédiaires entre d'un côté, l'impérialisme et le sionisme, et de l'autre les peuples arabes. Ces intermédiaires exercent des fonctions non économiques. Ce groupe inclut tous les Palestiniens et les Arabes qui jouent, dans leurs sociétés respectives, un rôle politique et intellectuel favorable à l'impérialisme et au sionisme (...). Dans ce groupe, on trouve pratiquement tous les intellectuels palestiniens qui se sont prostitués en signant l'appel pour à la démilitarisation de l'Intifada.» (Ibrahim N. Allush)

Selon ces auteurs, il s'agit, donc, d'un groupe parasite d'intellectuels coupés des masses, et qui ont été séduits par le sionisme et ses agents internationaux. D'après les articles publiés dans les revues précitées, il faudrait également ajouter à ce groupe la gauche radicale antisioniste en Israël et «presque tout le mouvement international de solidarité [avec la Palestine] qui, en soutenant la perspective de la création d'un Etat palestinien indépendant, trouve un alibi pour renoncer à la lutte contre l'Etat sioniste raciste» (Aisha Handal, Julien et Pierre-Yves Salingue). Face à ces «éléments comprador (8)» (Allush) se dresse un authentique mouvement national de résistance, avec le Hamas, le Jihad islamique, etc., en première ligne: «le fait qu'ils insistent sur la nécessité de mener jusqu'au bout la lutte armée contre l'occupation juive de la Palestine transforme ce large courant en un bloc de résistance authentique (...). Les masses palestiniennes s'identifient avec ce bloc parce qu'il représente le mieux leurs intérêts à long terme, c'est-à-dire la libération totale de la Palestine de l'occupation juive.» (Ibrahim N. Allush)

Pour ce courant antisioniste, il ne faut pas oublier que, dans la lutte pour l'élimination de l'Etat juif, des questions d'importance mondiale sont en jeu, parce que «la question palestinienne est au centre des problèmes du monde» (Ahmad Saadat [9]). «La lutte des Palestiniens exprime, de façon concentrée, l'affrontement entre les nations arabes du Moyen-Orient et l'impérialisme», et elle peut donc «servir de lien entre les mobilisations dans les pays arabes et le mouvement international de résistance à la mondialisation» (A. Handal, P.Y. Salingue). Le sionisme, expression idéologique de l'impérialisme israélien, est donc un problème clé pour toutes les nations parce que – comme Michel Warschawski l'explique dans le dernier numéro de *Lewa Noga* – «la politique antipalestinienne d'Israël est l'application locale de la stratégie des néoconservateurs américains au niveau mondial. La base de cette stratégie repose sur la recolonisation du monde (...) et, par conséquent, l'établissement d'un système mondial d'apartheid social et racial (...) Au début du XXI<sup>e</sup> siècle il n'y a plus de conflits locaux» mais seulement «une guerre néo-coloniale entre l'impérialisme des Etats-Unis et les nations».

L'extrême droite radicale islamiste serait donc la représentante des nations opprimées et des masses arabes; l'impérialisme des Etats-Unis et Israël représenteraient l'obstacle principal pour mettre fin au mode de production capitaliste à l'échelle mondiale; et en Israël le génocide des Palestiniens serait en train d'avoir lieu. [Cf. Shulamit Aloni (10) et James Petras, qui défend la thèse qu'Auschwitz se trouve aujourd'hui en Palestine (11).]

Le droit des Palestiniens de retourner en Israël dans les frontières d'avant 1948 devrait être reconnu. En ce qui concerne cette dernière revendication, il s'agit encore d'une question – et ce n'est ni la première ni la dernière fois – à propos de laquelle les rédacteurs en chef de *Lewa Noga* et de *Rewolucja* emploient des critères différents pour les Juifs et pour les non-Juifs. Bien qu'ils se présentent comme de fervents internationalistes, ils ne soutiennent pas des revendications comme le droit au retour des Allemands dans les territoires qui faisaient partie de l'Etat allemand en 1937.

L'auteur le plus curieux dont les articles ont été édités dans *Lewa Noga* est un certain Israël Shamir – un Juif russe qui a habité en Israël et vit maintenant en Suède. Dès le début de sa croisade anti-israélienne, une partie de la gauche antisioniste a détecté, dans ses articles, une certaine similitude avec le fondamentalisme chrétien antijuif. Ses articles anti-israéliens, cependant, furent publiés avec un sentiment de satisfaction par une partie de la presse révolutionnaire internationale. Mais quand il s'avéra que Shamir, récente recrue de l'Eglise orthodoxe grecque, croyait aux meurtres rituels, collaborait avec des négationnistes, employait l'expression antisioniste «ZORG» (12) («gouvernement d'occupation sioniste») pour désigner le gouvernement américain, approuvait les thèses des «Protocoles des sages de Sion», etc., alors même les rédacteurs américains de la revue *Socialist*

*Viewpoint* (13), ultra-radicaux dans leurs attaques contre le sionisme, décidèrent de s'excuser publiquement d'avoir flirté avec Shamir. Mais les rédacteurs de *Lewa Noga* ne sont pas prêts à se livrer à une telle autocritique.

#### **Les racines de l'«anti-impérialisme des imbéciles» (14)**

Mais nous avons assez cité le discours monotone de cet «anti-impérialisme des imbéciles» qui s'exprime dans les colonnes de *Rewolucja* et de *Lewa Noga*. Nous préférons nous intéresser maintenant aux problèmes généraux posés par la notion d'«antisémitisme de gauche». Il est facile d'identifier la similitude entre ce discours et l'antisionisme propagé par le mouvement communiste contrôlé par Moscou (particulièrement après 1967). Non seulement ce discours s'identifie totalement au nationalisme palestinien, mais il adopte toute une série d'idées semblables à celles de l'antisémitisme. Divers auteurs de gauche ont étudié ce discours en détail depuis de nombreuses années. À cet égard, il faut signaler le travail important de Thomas Haury (15) sur l'antisionisme en République démocratique allemande et les articles écrits par les auteurs liés au Forum d'initiative socialiste (ISF), groupe allemand qui prolonge la tradition de la théorie critique de l'École de Francfort. Selon ces auteurs, le facteur décisif qui a permis de greffer des notions antisémites sur des catégories marxistes a été surtout un «embourgeoisement» (*Verbürgerlichung*) unique de l'idéologie communiste sous sa forme stalinienne (16). Ce processus a mis en avant deux sujets révolutionnaires qui doivent être liés entre eux par l'activité du Parti communiste: les classes exploitées et les nations opprimées. Ainsi, la conception du «socialisme dans un pays» (l'expression bien connue de Staline) découle du lien établi entre socialisme et nation, socialisme national et socialisme d'Etat.

En acceptant de telles idées, les (post)staliniens, et ensuite une grande partie de la Nouvelle Gauche (qui, à beaucoup d'autres égards, rejetait le communisme officiel – que nous appelons le stalinisme) ont adopté une série de conceptions bourgeoises-idéalistes concernant la nature sociale de l'Etat et de la nation. Ainsi, par exemple, ces gens considèrent que l'Etat serait l'émanation d'une nation homogène. Le rôle de l'Etat dans la constitution des nations (question étudiée par plusieurs éminents intellectuels de gauche, tels qu'Etienne Balibar et Eric Hobsbawm, pour ne mentionner que ces deux noms) est en grande partie passé sous silence.

L'apparition des Etats nationaux peut alors être conceptualisée comme étant le résultat d'un «contrat national» unique. Ces courants négligent le rôle de la force politique-économique comme facteur constitutif dans le développement des institutions de l'Etat (qui offrent la base pour la création de marchés nationaux, argument traditionnel du marxisme orthodoxe). D'un point de vue idéologique, ces courants sont donc amenés à établir une distinction entre de «mauvais» et de «bons» Etats-nations. Les mauvais Etats-nations se trouvent dans les métropoles capitalistes, alors que les bons Etats-nations se trouvent dans le «tiers monde», et les défenseurs de l'«anti-impérialisme des imbéciles» s'identifient aveuglément à une partie de ces Etats.

Ces positions aboutissent à des paradoxes récurrents décelés par de nombreux chercheurs: par exemple ceux qui rejettent l'antisémitisme des nationalistes polonais de droite soutiennent en même temps un nationalisme palestinien teinté d'antisémitisme. Stefan Zgliczynski, rédacteur-en-chef de *Lewa Noga* et directeur de la maison d'édition Ksiazka i Prasa, peut donc à la fois écrire que «Jedwabne (17) se trouve partout [en Pologne]» et en même temps publier des textes qui font l'apologie du mouvement national palestinien sans, par exemple, mentionner une seule fois que l'article 32 de la Charte du Hamas cite les Protocoles des Sages de Sion comme la preuve d'une conspiration sioniste mondiale. Zgliczynski ne voit apparemment aucune contradiction entre le fait d'éditer des revues contenant des textes *de facto* antijuifs et son rôle d'expert et d'auteur d'articles pour le Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme.

#### **De l'anti-impérialisme frelaté au racisme**

Le discours antisioniste de gauche établit fréquemment un lien entre l'existence de l'Etat juif et de la diaspora juive, d'un côté, et le vieux thème antisémite de l'exploitation parasitaire des autres nations par les Juifs. L'utilisation de formules telles que l'impérialisme, le colonialisme ou le racisme «sionistes» permet d'établir un pont avec la pensée idéologique de gauche. Mais ces liens avec des catégories de la pensée progressiste n'empêchent pas que «l'orientation et les effets» de cette «conception anti-impérialiste du monde (18) soient structurellement antisémites. Cette conception repose sur le manichéisme, la personnalisation (19), les théories du complot, et l'opposition entre de bons peuples et de méchants financiers capitalistes» (Thomas Haury). Isaac Deutscher a identifié, de façon percutante, le raccourci qui mène de cet «anti-impérialisme des imbéciles» à l'antisémitisme. Il devient évident quand on se rend compte que ce type de conceptualisation politique ne reconnaît pas le statut de nation au peuple juif (délié, en partie, au fait que ces courants partagent la même

conception de la nation que Staline) et réduit les Juifs à des colons blancs racistes. Ce discours ignore complètement les questions de l'antisémitisme, de l'Holocauste, leur rôle dans l'apparition du sionisme comme mouvement politique et, plus tard, dans la création de l'Etat d'Israël suite à ses efforts et ses luttes.

Ce regard sur la réalité permet de placer toujours les Juifs en Palestine du côté des forces du mal: en tant que colonisateurs, racistes, impérialistes et capitalistes. Comme l'a noté subtilement Shulamit Volkov (20), les Juifs, dans le monde arabe, commencent à remplir une fonction symbolique redoutable: celle d'incarner leur pire expérience des sociétés post-coloniales dans le cadre de leurs contacts avec le monde occidental. Il n'est donc pas surprenant que l'adoption acritique d'un tel point de vue effraye et éloigne la plupart des Juifs de la gauche radicale. De plus, cette démarche acritique renforce le consensus sioniste dans la société israélienne (consensus fondé sur la peur, comme l'a bien expliqué Moshe Zuckermann [21]), mais aussi le potentiel antisémite des idéologies nationalistes dans les pays occidentaux et européens.

Il n'est pas nécessaire d'éprouver beaucoup d'empathie envers les expériences historiques des Juifs pour pouvoir être d'accord avec le militant trotskyste israélien Jacob Taut (auteur du livre *Le sionisme et la question juive*, paru en allemand en 1969), qui a vécu en Palestine à partir des années 30: «Cet Etat, dont nous avons critiqué la création (...) est maintenant, après vingt ans d'existence, un fait. Et son élimination, par n'importe quelle force arabe, mènerait seulement à de nouveaux malheurs, de nouveaux meurtres et de nouveaux massacres. Israël est un pays riche qui, comme tous les pays capitalistes, est divisé en classes sociales. Le rôle du sionisme est réactionnaire, mais la population juive d'Israël ne pourra être attirée vers la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme que lorsque son existence physique et nationale sera garantie.»

De même, il est évident que l'antisionisme de la gauche juive antisioniste (par exemple, le Matzpen (22) ou le Bund (23) qui défendent le droit des Juifs à l'autodétermination) n'a rien de commun avec l'«anti-impérialisme des imbéciles». De toute façon, le droit d'Israël à exister n'est pas contesté par la Quatrième Internationale, organisation internationale la plus importante de la gauche radicale dont les activités sont souvent citées par les rédacteurs de *Lewa Noga* et de *Rewolucja*. Mais, par rapport au conflit israélo-palestinien, les rédacteurs de ces revues dissimulent constamment le fait que la Quatrième Internationale a abandonné l'idée d'un Etat binational sur le territoire de la Palestine et d'Israël (cf. les résolutions du XIII<sup>e</sup> congrès mondial en 1991).

Quelle conclusion tirer de tout ceci? A notre avis, toute personne qui écrit à propos de l'antisionisme et de la gauche radicale devrait toujours préciser de quel «antisionisme» et quelle «gauche radicale» elle parle. Autrement, comme cela arrive souvent, les discussions ne s'engagent pas à partir d'un thème clairement défini, et sont donc fréquemment stériles. Il est dommage que les rédacteurs des revues *Lewa Noga* et *Rewolucja* essaient systématiquement de propager les idées moralement et politiquement les plus douteuses (directement influencées par *Les questions du léninisme* de Staline et par la tradition stalinienne) que l'on trouve dans l'héritage politique et théorique de la Nouvelle Gauche, héritage riche et important. Heureusement pour les Juifs et pour la gauche, il existe également des militants de gauche qui critiquent cet antisémitisme de gauche, comme en témoignent les auteurs et organisations cités dans notre article.

Cet article est une version raccourcie et légèrement retouchée d'un texte paru dans la revue juive polonaise *Midrasz* en juillet-août 2006 (dans le cadre d'une discussion sur les liens entre l'antisionisme de gauche et l'antisémitisme).

Piotr Kendziorek est l'auteur de *Antisémitisme et société bourgeoise: interprétations néo-marxistes* (Varsovie 2005).

August Grabski travaille à l'Institut d'histoire juive de Varsovie et est co-auteur du livre: *Le trotskysme: Doctrine et mouvement politique* (Varsovie, 2003).

#### **NOTES des auteurs (P.K et A.G.) et de Ni patrie ni frontières (NPNF)**

1. Mieczyslaw Moczar (1913-1986), membre du Comité central du Parti communiste polonais de 1965 à 1981. Général de l'Armée du peuple, ministre de l'Intérieur (1964-1968). Il joua un rôle déterminant dans les événements de mars 1968 en Pologne durant lesquels il fut un des «durs» du Parti stalinien (NPNF).

1. «L'Association patriotique Grunwald fut créée en 1981 par un certain nombre de staliniens du Parti communiste. Grunwald est un village où se déroula en 1410 l'une des plus grandes batailles du Moyen Age, souvent appelée la bataille de Tannenberg. Au cours de cette bataille, des troupes polonaises, lituanienes et ruthènes battirent l'Ordre allemand des chevaliers teutoniques. Néanmoins

les slogans antisémites diffusés par l'Association Grunwald furent rejetés unanimement par les militants de Solidarnosc.» (**August Grabski**)

2. Rédacteur en chef de cette revue, il est récemment devenu le rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde Diplomatique*. Il se présente en Pologne comme un membre de la Quatrième Internationale. (P.K et A.G.)

3. Cf. «Limites de l'antisionisme» n° 5 dans ce numéro (*NPNF*).

4. Souligné par nous (P.K et A.G.).

5. Fondé en 1967 sous la direction de Georges Habache et Ahmed Jibril, le Front populaire de libération de la Palestine combine nationalisme arabe et phraséologie marxisante. Ce groupe a rejoint l'Organisation de Libération de la Palestine en 1968 et était dans les années 70, au sein de l'OLP, le deuxième groupe le plus important après le Fatah. Il défend l'idée d'une Palestine où vivraient Juifs et Arabes avec les mêmes droits mais qui serait intégrée dans la «*nation arabe*», concept qui joue pour le FPLP un rôle essentiel et permet de satisfaire à la fois les gauchistes naïfs et les nationalistes arabes. (*NPNF*)

6. C'est-à-dire depuis la création de l'Etat d'Israël (P.K et A.G.).

7. Compradors: ce terme désigne traditionnellement les éléments (intermédiaires, hauts fonctionnaires, commerçants, voire même entrepreneurs) de la bourgeoisie d'un pays dépendant qui se mettent au service d'une bourgeoisie «étrangère» (coloniale ou impérialiste). Ils sont généralement accusés de jouer un rôle «parasitaire» par rapport à un «bon» développement capitaliste qui pourrait favoriser une «saine» accumulation primitive permettant l'émergence d'une bourgeoisie «nationale». Ce concept a connu une grande fortune dans la propagande des mouvements nationalistes, staliniens ou pas. Son principal inconvénient: il permet de faire croire aux exploités qu'il y aurait deux bourgeoisies, une bonne (la bourgeoisie nationale) et une mauvaise (la bourgeoisie compradore). Cette opposition factice ressemble comme deux gouttes d'eau à l'opposition entre capitalisme «éthique» (ou économie durable) et néolibéralisme; ou petite industrie et multinationales; coopératives et capitalisme; entreprises privées et entreprises nationalisées, etc. Bref, les lieux communs de l'altermondialisme actuel. (*NPNF*).

8. Secrétaire général du FPLP, Saadat fut arrêté par l'Autorité palestinienne après le meurtre du ministre israélien du Tourisme, Rehavam Zevi en 2001, emprisonné à Jéricho en Palestine puis emmené en Israël en mars 2006, après l'intervention d'un commando israélien (*NPNF*)

9. Cf. Shulamit Aloni «L'assassinat d'une population sous des airs de vertu», republié en polonais dans *Rewolucja* n° 3, et traduit en français: [http://www.fairelejour.org/article.php?id\\_article=590](http://www.fairelejour.org/article.php?id_article=590) ). Cet article est en fait très ambigu car il semble suggérer qu'un génocide **pourrait** se produire. En effet, cette ex-secrétaire générale du Parti travailliste, ex-ministre de l'Education sous Rabin et membre actuelle de la direction du parti Meretz, conclut: «ce n'est pas encore un génocide sous la forme terrible et unique dont nous avons été les victimes». Son article constitue plutôt un rappel à l'ordre des principes de la morale juive et un avertissement puisqu'un rabbin cinglé (Israël Hess) a écrit que les Israéliens «avaient tous l'obligation d'exécuter un génocide, parce ses recherches lui auraient fait découvrir que les Palestiniens étaient Amalech». (Les Amalécites sont une tribu nomade qui barra le passage aux Hébreux venus d'Egypte, mais qui fut battue ensuite par Saül et David.) On voit bien quelle utilisation des antisionistes antisémites peuvent faire de tels propos pour «prouver» les intentions génocidaires supposées des gouvernements israéliens. (*NPNF*)

10. Cf. «Limites de l'antisionisme» n° 5 dans ce numéro (*NPNF*).

11. Cette expression est une des expressions favorites du Ku Klux Klan et des milices d'extrême droite aux Etats-Unis qui mélangent un antisémitisme débridé, des théories conspirationnistes et une idéologie hostile aux fonctionnaires et à l'administration de l'Etat central (le gouvernement fédéral aujourd'hui) – idéologie aux relents anti-étatiques qui est celle des premiers pionniers et imprègne encore la Constitution américaine actuelle qui reconnaît au peuple le droit de porter des armes et de se révolter en cas d'abus du pouvoir (*NPNF*).

12. *Socialist Viewpoint*. Petit groupe trotskyste américain dirigé par des anciens du SWP, l'ex «grand» parti trotskyste aux Etats-Unis qui a explosé en plusieurs chapelles de quelques dizaines de membres chacune. (*NPNF*)

13. L'expression est de l'historien Isaac Deutscher, auteur notamment d'une célèbre biographie de Trotsky en trois volumes et d'un ouvrage intitulé *Essais sur le problème juif* (*NPNF*).

14. Ceux qui s'intéressent à l'analyse de Thomas Hauray et ne lisent pas l'allemand peuvent se reporter à lire l'article de Stephen Grigat («L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche») dans *Ni*

*patrie ni frontières* n° 8-9, mais surtout au résumé en anglais d'une conférence de Thomas Haury sur le site <http://www.workersliberty.org/node/6705>, suivie de quelques critiques utiles. (NPNF)

15. Cette question est en fait bien antérieure au stalinisme (censé, pour les trotskystes, régner à partir de 1924 et être l'antithèse de la période rose «léniniste»): elle se posa au sein de l'Union soviétique (dans les rapports entre le gouvernement central et les républiques musulmanes, par exemple); au sein du gouvernement soviétique (dans ses innombrables compromis diplomatiques avec les puissances impérialistes comme avec la République de Kemal Atatürk, ce qui coûta la vie aux communistes turcs qui s'opposaient aux kémalistes et permit au dictateur turc de massacrer les Kurdes en 1921 grâce aux bons conseils du bolchevik Frounzé); et dans l'Internationale communiste (cf. par exemple les tentatives des communistes allemands de récupérer des thèmes nationalistes voire de s'allier avec des groupes nationalistes, comme l'illustre la «ligne Schlageter» du KPD prônée par le bolchevik Karl Radek en 1923), tout cela entre 1917 et 1924. (NPNF).

16. Ville où une partie de la population polonaise participa à un pogrom antijuif par les nazis en 1941 (P.K. et A.G.).

17. Celle que nous critiquons ici (P.K. et A.G.).

18. Dans sa conférence, Thomas Haury définit ainsi la «personnalisation»: «tous les processus sociaux et les relations sociales sont expliqués par l'œuvre consciente de gens foncièrement mauvais. Le corollaire nécessaire d'une telle personnalisation est la théorie du complot». (NPNF).

19. Cette historienne a écrit plusieurs ouvrages traduits en anglais et en allemand mais pas en français: *Germans, Jews, And Antisemites: Trials in Emancipation* (Allemands, Juifs et antémites: tentatives d'émancipation); *Das jüdische Projekt der Moderne* (Le projet juif de la modernité); *Antisemitismus als kultureller Code* (L'antisémitisme, un code culturel); *Germany: The Urban Master Artisans, 1873-1896* (Les maîtres artisans urbains en Allemagne, 1873-1896). (NPNF).

20. Moshe Zuckerman, professeur d'histoire allemande à l'université de Tel Aviv. Intellectuel de gauche critique par rapport au sionisme. On peut trouver un court article de lui en anglais sur Internet: «On landscapes and human beings» <http://kremerphoto.com/infectedlandscape/zukermann.htm>

21. Matzpen (La Boussole): organisation d'extrême gauche israélienne antisioniste créée en 1962 qui comprenait notamment des anarchistes, des maoïstes, des communistes dissidents, des trotskystes et n'existe plus depuis les années 80. Elle publiait une revue en hébreu et en arabe et avait des contacts avec le FDLP. On peut trouver quelques textes en anglais sur les sites <http://www.matzpen.org/index.asp>, <http://libcom.org/library/matzpen> et aussi en français notamment de Moïshe Machover. [http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id\\_article=340](http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id_article=340) ou <http://www.marxsite.com/AkivaOrrMosheMach.htm> qui a été reproduit dans la revue *Socialisme international* (NPNF)

**22. Bund:** parti ouvrier socialiste juif en 1897 en Pologne, en Lituanie et en Russie. Opposé au sionisme, il se bat pour l'émancipation des travailleurs juifs dans le cadre d'un combat plus général pour le socialisme. Le Bund sut développer un véritable mouvement culturel autour de la langue yiddish. Ses militants participèrent à la guerre civile aux côtés des bolcheviks, malgré leurs désaccords. Une partie des militants bundistes se rallièrent au parti communiste. Les autres organisations bundistes furent interdites en Union soviétique dès la fin de la guerre civile, en 1921. Le Bund lutta contre l'oppression russe, polonaise et nazie. L'influence de cette tendance politique est aujourd'hui microscopique au sein des «communautés juives», les nazis ayant exterminé la plus grande partie des militants et sympathisants de ce Parti, tandis que Staline les emprisonnait ou les envoyait dans les camps. Après-guerre, le Bund dut se dissoudre en Pologne, et il ne resta plus que quelques noyaux isolés aux Etats-Unis, en Argentine ou en France. **Voir le site Internet:** [www.geocities.com/bundistvoice](http://www.geocities.com/bundistvoice) (NPNF).

Limites de l'antisionisme\* (5)

## James Petras: un gringo chauvin, antisioniste et antisémite

Professeur de sociologie, «auteur de 62 livres publiés dans 29 langues et de plus de 560 articles dans des revues professionnelles» (1), collaborateur de publications françaises comme *Le Monde diplomatique* ou *Les Temps modernes*, de revues marxisantes comme la célèbre *New Left Review*, et de la presse bourgeoise (*New York Times*, *The Guardian*, *Christian Science Monitor*, *Foreign Policy*, etc.), ce monsieur a aussi des références «militantes» puisque son éditeur nous apprend qu'il «collabore avec le mouvement des paysans sans terres au Brésil depuis onze ans», et qu'il a «fait partie du tribunal Russel contre la répression en Amérique latine».

### **Vive les dictateurs pseudo «anti-impérialistes» du Sud !**

James Petras est l'auteur d'un article intitulé «Douze thèses sur la guerre et la paix au Moyen-Orient» écrit en juin 2006 où l'on retrouve tous les poncifs de la gauche et de l'extrême gauche favorables à la dictature des mollahs sur le prolétariat iranien. Comme eux, Petras soutient également la pseudo-«Résistance» irakienne dont la principale activité consiste à tuer des chiïtes, faire sauter des mosquées et assassiner des travailleurs irakiens ou étrangers. La «résistance islamique de masse» en Irak serait, selon Petras, un «mouvement de libération nationale».

Quant à l'Iran la «révolution islamique» y aurait «distribué des terres» (il ne précise ni la quantité distribuée ni son importance par rapport à l'ensemble des terres exploitées dans le pays); elle aurait «introduit des élections pluralistes»...«dans des limites étroitement définies par la loi islamique». On remarquera le jésuitisme et le cynisme de cette formule.

Conscient qu'il est sans doute allé trop loin (en tout cas pour un lectorat de «gauche»), Petras évoque ensuite «la répression des mouvements syndicaux» qui a «miné une bonne partie des réformes programmées par le régime islamique». Qui a mené cette répression, si ce n'est le pouvoir que soutient Petras? En bon faux-cul il conclut ainsi son article: «le nouveau président a promis de faire des efforts en matière de protection sociale».

Si ce n'est déjà fait, nous suggérons au président Ahmadinejad d'inviter de toute urgence James Petras une semaine, tous frais payés, dans une station balnéaire iranienne, pour le remercier de ses bons et loyaux services, ou – encore mieux – de le nommer directeur de la propagande à destination de l'étranger !

James Petras, qui est souvent publié dans *Le Monde diplomatique* en France, défend les mêmes thèses que ce journal «tiers-mondain» au service des dictateurs «anti-impérialistes» du Sud ou que certains trotskystes qui trouvent des aspects positifs au régime iranien des mollahs et à l'extrême droite irakienne (2).

Pour couronner le tout, Petras écrit dans son article que les «classes moyennes et supérieures ont été abasourdies, dans le monde entier, par les pertes en vies humaines» causées par les attentats du 11 septembre, comme si ce massacre de 2700 personnes ne pouvait émouvoir et révolter que des privilégiés ou des réacs !

### **Pour une politique étrangère «éclairée» qui tienne compte des «intérêts nationaux» de l'impérialisme américain**

Nous ignorons si James Petras partage les thèses délirantes de Thierry Meissan sur le 11 septembre (thèses accueillies favorablement dans tous les forums sociaux de l'altermondialisme), mais ce qu'il y a de sûr c'est que son discours est digne d'un politicien américain chauvin, soucieux des intérêts bien compris de la bourgeoisie et de l'Etat américains.

Ses thèses rejoignent parfaitement celles de John Mearsheimer, de l'université de Chicago et Stephen Walt, de l'université Harvard, auteurs d'une étude intitulée «Le lobby israélien et la politique étrangère américaine». Ce texte avait circulé sur tous les Indymedias et autres sites radicaux, alternatifs, antisionistes, etc., de la planète, sans que personne ne remarque le point de vue réactionnaire qui le sous-tendait. En effet, les deux universitaires ne critiquaient pas le soutien du gouvernement américain à Israël du point de vue des intérêts des prolétaires américains, israéliens ou palestiniens, mais uniquement du point de vue d'une meilleure défense des intérêts bien compris de leur impérialisme.

Tout comme les deux universitaires réactionnaires précités, James Petras, dans son dernier livre sur «Le pouvoir d'Israël aux Etats-Unis» explique que «ce n'est pas le contrôle des ressources en pétrole qui pousse l'impérialisme américain à attaquer l'Irak et à menacer l'Iran et la Syrie». Non, ce serait «la défense des intérêts d'Israël» ! En bon gringo chauvin, il s'indigne de l'«espionnage israélien aux Etats-Unis» et voudrait que son pays récupère une «indépendance d'action fondée une défense éclairée de l'intérêt national et des principes progressistes».

Voilà de quoi faire trembler Wall Street et les multinationales !

### **De l'antisionisme à l'antisémitisme de gauche**

Dans leur article sur «l'antisémitisme de gauche en Pologne», Piotr Kendziorek et August Grabski font allusion à un autre texte de James Petras «Palestine: the final solution and Jose Saramago», écrit le 2 avril 2002, et republié en polonais dans *Lewa Noga* n° 14.

Cet article commente les déclarations de l'écrivain portugais Jose Saramago en mars 2002 à Ramallah: «Ce qu'il faut faire, c'est sonner le tocsin, partout dans le monde, pour dire que ce qui arrive en Palestine est un crime que nous pouvons stopper. Nous pouvons le comparer à ce qui est arrivé à Auschwitz. (...) La répression israélienne est la forme la plus perverse de l'apartheid.»

James Petras défend bien sûr Saramago en affirmant:

- que les «Israéliens conduisent un génocide contre un peuple entier»,
- que «les descendants de l'Holocauste réclament le monopole de l'usage d'un mot» (génocide),
- que les «victimes peuvent devenir des bourreaux»,
- et que les Juifs «sont les rentiers de l'Holocauste». On remarquera ce recyclage d'un vieux poncif antisémite: la dénonciation du rapport des Juifs à l'argent, et sous sa forme la plus «immorale» et parasitaire: l'usure hier, la «rente» aujourd'hui. Décidément les judéophobes n'ont guère d'imagination...

Mais Petras ne s'arrête pas là: comme de nombreux radicaux antisionistes, il cite ce «fameux» officier qui aurait affirmé, à propos de Jénine, qu'il fallait s'inspirer des techniques de lutte des nazis contre les insurgés du ghetto de Varsovie. Cette affirmation est banale: il faut être particulièrement ignare et de mauvaise foi pour croire que, dans les écoles militaires des pays impérialistes – comme dans les camps d'entraînement de toutes les guérillas d'extrême gauche – on n'étudierait jamais les méthodes de l'adversaire, aussi barbare et sanguinaire soit-il. Bien connaître les méthodes de l'ennemi, voire les retourner contre lui, est une question de survie militaire, pas un problème moral !

En fait, l'objectif de Petras est autre: il veut manipuler l'indignation du lecteur pour suggérer un amalgame entre Juifs (ou Israéliens) et nazis. Il ne fait ainsi que reprendre un procédé employé par les négationnistes depuis des années qui ont besoin d'affirmer l'identité entre Juifs et nazis (d'où des expressions comme «judéo-nazis», ou «nazi-sionistes», que l'on retrouve aussi sur les sites Internet considérés comme «radicaux» tels que Indymedia et dans la bouche du colonel Chavez) pour ensuite prétendre qu'en fait la Shoah n'a jamais eu lieu.

A ce propos on remarquera – et ce n'est pas un hasard – qu'Israël Shamir recommande chaudement le dernier livre de James Petras («Le pouvoir d'Israël en Amérique»), comme en témoigne la citation présente sur le site de la maison d'édition de James Petras. Shamir qui déclare sur ce même site que «la puissance juive façonne la politique américaine dans le Moyen-Orient contre les intérêts des grands pétroliers» ! Bush hostile aux intérêts des grands pétroliers, fallait la trouver, celle-là !

Dans son article «Palestine: the final solution and Jose Saramago», Petras écrit: «comme dans l'Allemagne nazie tous les mâles palestiniens de 16 à 60 ans sont encerclés, interrogés, menottés, torturés». Comme si les nazis se contentaient de faire des rafles et n'avaient pas exterminé tous les Juifs ensuite ! L'«habileté» de ce plument antisémite consiste à dissimuler ce qui se passait APRES ces rafles.

Puis il ajoute: «Comme avec les nazis, des centaines de Palestiniens blessés sont laissés sans soin et meurent». Ce qui est parfaitement exact, ce qui est un crime de guerre, un crime contre l'humanité... mais pas un génocide.

Enfin Petras ne cache même plus son antisémitisme lorsqu'il écrit: «Personne n'a le pouvoir aux Etats-Unis de contrer l'argent et l'influence du lobby israélien et de ses puissants alliés juifs.» Bref, les Juifs, domineraient l'Empire américain qui lui-même domine le monde: il ne manque plus qu'une référence au protocole des Sages de Sion et la boucle sera bouclée. Voilà le type d'auteur que publie un trotskyste polonais dans la presse dite «révolutionnaire» de son pays ! (Y.C.).

### **Notes**

\* Quatre autres articles ont déjà paru sous le titre «Limites de l'antisionisme» dans les numéros 1, 2 et 3 de la revue *Ni patrie ni frontières*.

1. Citation extraite de la présentation sur Internet de son dernier livre *The power of Israël in the United States* (Le pouvoir d'Israël aux Etats-Unis) publié chez Clarity Press, «a human rights publisher», nous dit la pub. Heureusement que ces gens-là nous précisent qu'ils sont en faveur des droits de l'homme...

Cet amour pour les dictatures ne connaît pas de frontières puisque Claudio Moffa, universitaire marxiste italien, spécialiste de l'Afrique, publie sans commentaires une lettre de Saddam Hussein sur son site et plus récemment une interview du négationniste Faurisson. On se s'étonnera pas que le même Moffa ait invité Israël Shamir à venir parler dans son université. Tout ce petit monde «antisioniste» fonctionne en réseaux assez transparents et partage les mêmes phobies politiques que l'extrême droite nationaliste-révolutionnaire (les héritiers des nationaux-bolcheviks des années 20) ou les partisans les plus extrémistes de l'islam politique.

## ***Du ZORG à la ZPC: deux faces d'une même médaille antisémite***

Depuis des années existe aux Etats-Unis le mythe du ZORG (Zionist Occupied Remote Government, littéralement le «gouvernement occupé et contrôlé à distance par les sionistes») ce pouvoir occulte (imaginaire) des Juifs sur le gouvernement américain. Jusqu'ici le «concept» de ZORG n'avait droit de cité (en principe) qu'à l'extrême droite et chez les nazillons anglosaxons.

On en a désormais une version de «gauche» – la ZPC – inventée par James Petras, auteur dont la prose se trouve fréquemment dans les médias altermondialistes et prétendument «anti-impérialistes».

Que recouvrent les initiales ZPC? Dans un article publié le 25 décembre 2006 sur le site [dissidentvoice.org](http://dissidentvoice.org) et intitulé «Pourquoi il est tellement important de condamner Israël et le lobby sioniste» Petras nous explique qu'il s'agit de la «Zionist Power Configuration», la «configuration sioniste du pouvoir» aux Etats-Unis. Ou ce qu'il appelle plus clairement le «pouvoir d'Israël aux Etats-Unis».

Selon James Petras, la ZPC aurait joué un «rôle essentiel dans les principales guerres de notre époque, guerres capables de déclencher de nouveaux conflits» et elle «provoquera de nouvelles guerres américaines». D'après lui, le «lobby juif a systématiquement miné les principaux piliers de notre démocratie fragile» et ce lobby dénierait «aux Américains (la possibilité d'exercer) une de leurs libertés et un de leurs droits constitutionnels fondamentaux». «L'influence des contributions versées aux deux partis par des juifs riches» empêcherait tout candidat de remettre en question la propagande du «lobby sioniste» qui aurait réussi à empêcher ce que l'on «enquête sur le rôle clé de sionistes éminents dans la fabrication de faux rapports pour le Pentagone sur les armes de destruction massive en Irak». Pour Petras, «le lobby a joué un rôle essentiel dans le soutien et l'application d'une législation répressive comme le Patriot Act» !

Ce «lobby» déploierait tous ses efforts pour «contrôler la politique étrangère américaine et, à travers la puissance américaine, pour influencer la politique des alliés, clients et adversaires des Etats-Unis en Europe, en Asie et au Moyen Orient». Rien de moins !

«Jamais dans l'histoire de la république ou de l'empire américain une minorité puissante mais minuscule n'a exercé autant d'influence», assure-t-il.

Et Petras de conclure que la «ZPC représente une menace fondamentale contre notre existence en tant qu'Etat souverain et contre notre capacité à influencer ceux que nous élisons».

S'il existait un prix du Protocole des Sages de Sion il faudrait certainement l'attribuer à James Petras.

Y.C.



## Limites de l'antisionisme (6)

# Mossad et enlèvements de jeunes femmes en Argentine !

La dernière guerre criminelle d'Israël contre le Liban a donné lieu aux habituels et sinistres débordements dans la presse d'extrême gauche et sur Internet. En voici un exemple.

Les dirigeants de deux organisations trotskystes grecque et argentine ont fait une tournée de conférences dans le nord de l'Argentine. Dans *Prensa Obrera* n° 959, publiée le 17/08/2006 (<http://po.org.ar/po/2006/po962/po962114.htm>), on peut lire ces lignes stupéfiantes, dignes de la pire presse d'extrême droite: «Samedi, Savas [dirigeant de l'organisation trotskyste grecque EEK en tournée de conférences dans le nord de l'Argentine avec le dirigeant du Partido Obrero, Jorge Altamira, *NPNF*] a donné une conférence dans un petit stade de la ville de Tucuman à laquelle assistèrent près de 300 personnes. Le débat a été animé et vigoureux. On a remarqué la participation d'Alberto Lebbos, le père de la jeune Paulina Lebbos, dont la séquestration et l'assassinat sont restés impunis. Dans la discussion, les participants ont souligné le rôle du Mossad, le service secret d'Israël, dans la restructuration des services de sécurité de Tucuman, qui sont justement ceux qui sont mis en cause en raison des nombreux cas de disparition de jeunes, particulièrement de femmes.»

Bien sûr, aucune parole ouvertement antisémite n'est prononcée dans cet article. Tout est dans l'habile sous-entendu d'un syllogisme crapuleux: les Israéliens ont formé les policiers locaux; les flics ne retrouvent pas les kidnappeurs et les assassins de jeunes femmes; DONC le MOSSAD est responsable de ces crimes. A partir de deux faits exacts (du moins nous le supposons) voilà comment un journal trotskyste joue sur de vieux poncifs antijuifs, dans un pays où les antisémites tuent impunément et où, comble de l'ignominie, des rumeurs persistantes attribuent les attentats de 1992 et 1994 contre des institutions juives... au Mossad israélien (1) !

Rappelons que l'Argentine abrite la plus importante communauté juive d'Amérique latine (244 000 membres). En 1919, lors de la Semaine tragique, les émeutes ouvrières s'accompagnèrent de pogroms. Après la Seconde Guerre mondiale, Peron accueillit 10 000 nazis et oustachis croates mais refusa d'accorder des visas aux survivants du génocide juif, parce qu'il les jugeait «inutiles au développement de la nation» ! Sous la dictature militaire (1976-1982), plus 2 000 Juifs furent enlevés et assassinés, soit 12% des «disparus», alors que les Juifs argentins ne représentaient que 1% de la population. En 1992 et 1994, deux attentats antisémites firent plus de 100 morts et 500 blessés. Les assassins n'ont jamais été arrêtés.

En 2004, dans le Chaco, des dizaines de fonctionnaires brandirent des pancartes frappées de svastikas, pour exiger la démission, parce qu'il était juif, du ministre local de l'Education. La même année, des supporters de l'équipe des Talleres de Cordoba, déployèrent des drapeaux nazis dans le stade sans que l'arbitre n'intervienne, etc.

Voilà le pays (2) où, selon le rapport de la délégation argentine devant le «Comité (des Nations unies) pour l'élimination de la discrimination raciale», il n'existe ni racisme d'Etat ni «idéologie raciste bien réfléchie» (?!), et où des trotskystes se livrent à des amalgames nauséabonds, en toute bonne conscience «antisioniste».

**Y.C.**

1. Un des ex-gourous du colonel Chavez, le fasciste Norberto Ceresole, aujourd'hui décédé, auteur d'un livre à la gloire de Chavez où il voyait en lui un nouveau Bolivar et lui conseillait de s'allier avec l'Iran et de dénoncer le «nazi-sionisme» d'Israël (comme on le sait, Chavez a suivi ses conseils à la lettre) a écrit plusieurs ouvrages pour «démontrer» cette fable.

2. Le racisme en Argentine ne frappe pas seulement les Juifs puisqu'une radio («très écoutée et disposant d'une revue, intitulée *Primera*, dont le discours frôle la propagande raciste sans pour autant procéder d'une idéologie bien réfléchie» – dixit un bureaucrate argentin !) peut distiller tranquillement son venin. Et ce ne sont pas les propos du représentant argentin devant la commission de l'ONU en mars 2001 qui nous rassureront: «Interrogée sur la situation des Argentins d'origine africaine, la délégation a rappelé qu'historiquement, cette catégorie de la population argentine avait été décimée

par la tuberculose au XIX<sup>e</sup> siècle et que nombre d'Argentins d'origine africaine avaient quitté à cette époque le pays pour l'Uruguay. Dans les années 1920, l'Argentine a connu une vague d'immigration noire en provenance essentiellement du Cap-Vert. Au fil du temps, les Argentins d'origine africaine se sont métissés jusqu'à devenir pratiquement invisibles.» Donc, si on comprend bien ce monsieur, on ne risque pas d'être victime du racisme en Argentine... si l'on est invisible ! Tout un programme !

## Limites de l'antisionisme (7)

# «L'armée israélienne occupe Paris Résistance !»: une affiche crapuleuse

Non, ce n'est pas une blague de mauvais goût dans le genre du film de Jean Yanne: *Les Chinois à Paris*, mais le titre stupide et criminel d'une affiche signée par le GUPS, l'UGEP et Génération Palestine, et soutenue par l'AFPS, l'UJFP, le CCIPP et Femmes en noir. Bref le gratin de l'"antisionisme" chic et choc.

Que nous dit cette affiche qui appelle à un rassemblement (au demeurant parfaitement justifié) contre un gala de soutien organisé le 21 janvier 2007 au Bataclan en faveur de l'armée colonialiste israélienne?

Qu'il nous faut «réagir en citoyens héritiers de la Résistance à l'occupation» ! En «citoyens» qu'est-ce que cela veut dire? Aux côtés des grands bourgeois, des cadres dynamiques, des petits commerçants exploités antisionistes et/ou antisémites?

Quant aux «héritiers de la Résistance», de quelle Résistance s'agit-il? La Résistance qui disait comme le PCF «A chacun son boche», reniant tout internationalisme prolétarien, toute tentative de faire désertier les soldats allemands ou de les inciter à se révolter contre leurs officiers?

La Résistance qui, pour pouvoir gérer l'Etat avec De Gaulle dans un gouvernement d'union nationale, s'empressa de dissoudre les FTP?

La Résistance qui, comme Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, prétendait que la grève était «l'arme des trusts» et qui, après la Libération, fit marnier les ouvriers dans les usines et les mines jusqu'à épuisement pour reconstruire le capitalisme français grâce à la CGT?

Plus prosaïquement aller à une contre-manifestation à Paris ne demande aucun courage particulier aujourd'hui. Cela n'a rien de comparable avec le courage qu'il fallait pour prendre les armes contre l'occupant nazi (même si c'était pour servir les intérêts de la bourgeoisie gaulliste), ni avec celui des Palestiniens de l'Intifada auxquels se réfère l'affiche ci-dessus mentionnée.

Enfin comparer l'occupation nazie avec l'occupation israélienne est tout simplement faire le jeu de l'extrême droite négationniste.

Mais après tout pourquoi s'en étonner puisque cette affiche collée dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris voisinait avec une autre affiche, écrite par l'écrivain d'extrême droite Marc Edouard Nabe (1), qui proclamait que plutôt que de s'intéresser aux «élites nazies» pendant la Seconde Guerre mondiale, il serait temps de s'intéresser enfin aux «élites juives» et d'«analyser la place des Juifs dans la société allemande de la fin de la guerre de 14 jusqu'à l'avènement d'Hitler» pour comprendre le génocide ! Et notre pisse-copie de comparer lui aussi les «bourreaux» nazis aux «soldats israéliens dans la bande de Gaza».

La proximité géographique des deux affiches traduit aussi malheureusement une proximité intellectuelle entre certains antisionistes et l'extrême droite antisémite, comme en témoignent les comparaisons employées par cette affiche crapuleuse.

Y.C.

19/1/2007

1. Le texte complet de ce torchon se trouve sur le site <http://marc.edouard.nabe.free.fr/Accueil.html> sous le titre «Et Littel niqua Angot», fine et subtile allusion au triomphe médiatique et commercial de l'auteur des *Bienveillantes* (Jonathan Littel) au détriment de la romancière Christine Angot dans la course aux prix littéraires de 2006.

# De Deir Yassin<sup>(1)</sup> à Canaa: le résultat d'une politique coloniale suicidaire

«Le nationalisme, c'est la rougeole de l'humanité.» (Albert Einstein)

Déclenchée suite à l'enlèvement de deux soldats israéliens, la guerre actuelle menée par le gouvernement Olmert n'avait absolument pas pour objectif de sauver les deux soldats capturés, comme l'a prétendu au départ la propagande israélienne.

Quant à la «neutralisation» du Hezbollah (en clair, la liquidation physique de 3000 à 6000 hommes armés appartenant à cette organisation totalitaire islamique), on ne voit pas comment le massacre de centaines de civils libanais pourrait y contribuer; on ne voit pas en quoi les destructions massives de centrales électriques, de routes, d'installations aéroportuaires entameront la popularité du Hezbollah; on ne voit pas non plus comment une telle guerre pourrait impressionner des dirigeants iraniens comme ce fou antisémite d'Ahmadinejad, soutenu par son «camarade» Chavez. Rappelons que l'Iran et l'Irak se sont fait la guerre pendant dix ans et que Khomeini n'a pas hésité à sacrifier la vie de centaines de milliers de ses compatriotes. Son successeur ne sera nullement impressionné par les actions militaires israéliennes au Liban, et par la mort de quelques-uns de ses amis politiques qu'il rétribue grassement.

De fait, les bombardements israéliens ne font que resserrer les liens autour du Parti de Dieu; ils risquent même de réaliser une improbable union entre sunnites et chiites libanais autour de la défense de l'Oumma, la communauté des croyants. Ils augmentent encore la haine contre l'Etat israélien dans tous les pays arabes, sans compter qu'ils encouragent tous les délires antisémites, comme on peut le constater tous les jours sur Internet.

Il est évident que le gouvernement israélien, même s'il serait, d'après certains sondages, soutenu par 82 % de la population, conduit les travailleurs israéliens dans une impasse suicidaire, une fuite en avant qui ne pourra qu'amener de nouveaux attentats-suicides, de nouveaux enlèvements de soldats israéliens et de nouveaux bombardements «ciblés» (on se demande combien de morts civils feraient des bombardements non «ciblés» !).

Une telle politique ne peut s'expliquer que par l'insondable mépris des élites politiques et militaires israéliennes pour les peuples qui les entourent. Derrière l'alibi d'être la «seule démocratie du Moyen-Orient», il y a la volonté délibérée et paradoxale...de le rester, c'est-à-dire de ne surtout pas toucher à la nature des régimes dictatoriaux voisins. En effet, on voit mal comment la «démocratie» israélienne pourrait avoir le moindre attrait pour les peuples du Moyen-Orient quand on sait qu'elle s'accompagne du massacre délibéré de civils palestiniens et libanais depuis des années. Cette démocratie-là fait le jeu de l'intégrisme totalitaire islamique qu'elle prétend combattre. Il y a vingt ans, le Hezbollah n'existait pas au Liban. Qui en a permis l'apparition, sinon Israël par ses crimes de guerre au Liban? De plus, le choix d'entretenir des liens privilégiés avec les Etats-Unis ne peut qu'isoler le peuple israélien des autres peuples du Moyen-Orient. Les massacres commis par l'armée américaine en Irak et le chaos sans issue qu'elle a introduit dans ce pays ne peuvent qu'entretenir une haine durable contre tout allié des Etats-Unis, haine qui nourrit à son tour le terrorisme djihadiste que prétend combattre Israël.

Le Hezbollah, qui veut mettre en place une théocratie dictatoriale et obscurantiste à l'image de l'Iran, a - pour une fois - dit une chose intelligente au début du conflit: «Il faut que les Israéliens se soulèvent contre leur gouvernement» - même si cette maxime devrait s'appliquer à tous les peuples et pas simplement au peuple israélien. La guerre est une chose trop grave pour être laissée aux politiciens cyniques et aux militaires mégalomanes israéliens, mais aussi aux intégristes religieux de toute confession (partisans d'un Grand Israël ou islamistes du Hamas dont la Charte reprend les ignominies antisémites du Protocole des Sages de Sion) qui refusent de partager équitablement le territoire et les ressources d'Israël-Palestine entre les peuples qui y habitent. Quelle que soit la solution retenue à moyen terme - un Etat binational, ou de façon plus réaliste deux Etats - et à long terme - une Fédération socialiste de tout le Moyen-Orient - , la guerre impitoyable que mène Tsahal contre le peuple libanais au nom de la lutte contre le terrorisme fournit seulement de nouvelles recrues à tous ceux qui dressent les peuples les uns contre les autres au nom de l'islam, de l'antisémitisme, de la nation arabe, du sionisme ou de la lutte contre le terrorisme.

Cessez-le-feu immédiat !

Arrêt immédiat des bombardements israéliens et des tirs de missiles du Hezbollah !  
Libération immédiate des 10 000 prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël !  
Libération immédiate des soldats israéliens enlevés par le Hezbollah !  
Pour un partage équitable des terres et des ressources en Israël-Palestine !

Tant que le peuple israélien ne prendra pas véritablement ses affaires en main, ses gouvernements ne feront qu'attiser les frustrations sociales, nationales et religieuses de tous les peuples voisins. Et les Israéliens seront amenés, directement en tant que soldats ou indirectement en tant qu'électeurs, à cautionner de plus en plus de crimes commis par leur armée. Une situation qui ne leur amènera jamais la paix et la sécurité.

Y.C. (31/7/2006)

1. Le 9 avril 1948, un commando de 120 hommes de l'Irgoun et du Stern, deux organisations juives d'extrême droite, encerclèrent le village de Deir Yassine, donnèrent un quart d'heure à ses habitants pour se rendre, puis commencèrent le massacre systématique de ses habitants, hommes, femmes et enfants. L'un des dirigeants du commando s'appelait Menahem Begin et fut par la suite Premier ministre .

*De*

*Sarkozy*

*à*

*Finkielkraut*

Richard Monvoisin

# Le Sarkozy sans peine

Vol. 1 : La République, les religions, l'espérance

Le lecteur trouvera la version intégrale de ce texte sur le site [http://infokiosques.net/article.php3?id\\_article=295](http://infokiosques.net/article.php3?id_article=295) La version condensée que nous présentons ci-dessous a été revue par l'auteur que nous remercions de nous autoriser à publier son travail. (Ni patrie ni frontières).

Le livre de Nicolas Sarkozy m'a été envoyé par l'AFIS (Association française pour l'information scientifique) en vue d'une fiche de lecture d'une demi-page que je m'étais proposé de rédiger. Cette demi-page n'a jamais vu le jour car il est des sujets pour lesquels une restriction formelle allège tellement le propos qu'il vaudrait mieux s'abstenir. (...) Et puis, ayant décidé de ne pas voter tant que les processus électoraux français, que je trouve biaisés, outrageusement mensongers et déresponsabilisants n'auront pas un tant soit peu évolué, (...) je préfère exercer le petit peu d'influence politique dont ce gouvernement me laisse l'usage (...) et je me dis qu'au nom de tous les cousins, toutes les cousines du reste du monde dont une grande partie crève doucement la bouche ouverte en regardant nos sitcoms, et dont les conditions de vie dépendent en grande partie des décisions politiques qui émanent chez nous, si moi je n'ouvre pas ma gueule, je ne vois pas qui le fera. (...) il était en outre dans mes cordes d'ébaucher une critique sur le dernier livre de celui qui sera certainement notre suprême représentant : ne serait-ce que pour tenter de faire achopper cette prédiction. (...)

J'ai découpé en onze maillons distincts la chaîne de raisonnement que Nicolas Sarkozy (NS) me semble suivre. (...) Ce découpage est certainement discutable, je l'ai d'ailleurs retouché deux fois. [J'encourage le lecteur à lire le livre original en même temps].

1<sup>er</sup> maillon : les immigrés musulmans ont perdu (ou risquent de perdre) leurs racines culturelles.

(...) Nicolas Sarkozy commence ainsi :

«Le fait religieux n'a pas simplement une dimension spirituelle. Il a aussi une dimension culturelle. Si vous additionnez le besoin d'espérance et la nécessité de racines culturelles dans la définition d'une identité, vous avez, me semble-t-il, une des raisons de fond qui justifient a posteriori la fameuse phrase qu'on prête à Malraux : «Le XXI<sup>e</sup> siècle sera religieux ou ne sera pas». N.S., p. 22.

Ça, c'est la base de son raisonnement, qui ne débute pas trop mal. Effectivement, le fait religieux couple une dimension spirituelle et une dimension typiquement culturelle. On peut ne posséder qu'une seule de ces dimensions : qu'un bas-Breton, par exemple, n'ayant jamais été en Asie, se convertisse au bouddhisme relève a priori du choix spirituel, non du choix culturel. À l'inverse, certains Africains athées font le ramadan pour accompagner leur famille, amis, etc. Une majorité d'athées français fête par exemple Noël et plante une crèche au pied du sapin, sans adhérer ni au dogme chrétien, ni au dogme celte. Il s'agit d'une pression plus ou moins forte, mais exclusivement culturelle. On pourrait rajouter une troisième dimension, qui est l'opportunisme (tant qu'à faire, autant faire bombance), et même une quatrième, l'utilitarisme politique, mais cela nous éloignerait du sujet.

Les choses se gâtent ensuite. On peut le lire de deux manières, toutes deux problématiques. Si la nécessité de racines culturelles dans la définition d'une identité peut être admise sans trop de difficultés, en quoi, mon bon monsieur, le besoin d'espérance en est-il un ingrédient ? Sans espérance, point d'identité ? Surprenant. (...)

Nicolas Sarkozy tente de nous faire comprendre de force que la religion est une valeur identitaire.

Ça n'a l'air de rien, comme ça. Mais regardez où ça nous mène.

«Je note que les juifs non pratiquants sont souvent présents dans les synagogues pour Kippour, que les musulmans non pratiquants considèrent que l'islam fait également partie de leur identité. Pourquoi ? Parce que nombre d'entre eux se sentent juifs ou musulmans dans le regard de l'autre. Le reniement ou l'indifférence à l'endroit d'un engagement religieux revient presque à se désolidariser d'une communauté de naissance, comme si on abandonnait un héritage, une facette de sa vie». N.S., p. 21.

Dire cela de façon systématique, c'est faux, en France tout du moins. C'est en outre très dangereux.

Faux parce qu'il y a un paquet de catholiques, musulmans, juifs ayant renoncé à leur croyance qui ne se sentent pas désolidarisés de leur communauté. Il en est certainement qui font le grand dam de leur père ou de leur mère, de la même façon que les dernières générations françaises générèrent des cris d'orfraie chez les vieilles mamies à crucifix. Mais de là à insinuer une «désolidarisation», cela colporte une vision simpliste et somme toute un peu tribale de ces communautés.

Faux parce qu'on peut renoncer à sa croyance sans renoncer à l'héritage reçu. Ce n'est pas parce que je suis athée que j'en ai oublié la teneur de l'enseignement catéchiste reçu jusqu'à onze ans ; ce n'est pas parce qu'un musulman s'indiffère de sa religion qu'il en oublie l'histoire de Mahomet ou les sourates qu'il a apprises. Je pousserai même le vice à croire qu'un ancien musulman athée qui fête l'Aïd-el-kébir vient plus pour le goût du mouton et des condiments, pour le

regroupement social et familial que la cérémonie engendre, que pour ne pas abandonner un quelconque héritage. Cela reviendrait à dire que les catholiques fêtent Pâques pour ne pas perdre leur héritage culturel, et pour ne pas se désolidariser de leur communauté de naissance. Moi je fête Pâques pour le chocolat.

Dangereux parce que c'est une manœuvre politique à la Damoclès : jouant sur l'effroi, la menace de la désolidarisation, Nicolas Sarkozy encourage les braves petits musulmans pullulant dans les cages d'escalier à rentrer dans le giron de la religion. Quand, après dissection de son livre, on sait ce qu'il entend par laïcité active, on comprend qu'il s'agit d'une manœuvre détournée de parage ovin des sauvageons par le biais du culte : en clair, si tu renonces à l'islam, tu perds ton bagage culturel et tes racines, tu n'es plus rien dans le regard des autres, donc tu n'es plus rien du tout. Alors rentre vite dans le rang avec ta famille et ton couscous, le Conseil régional du culte musulman que moi, Nicolas S., j'ai aidé à créer dans ta région gèrera les décisions de ta communauté (dont tu ne peux t'extraire), et t'encouragera dans une politique sécuritaire et dans un vote présidentiel en ma faveur, quand, en 2007, tu regarderas mon visage de vainqueur apparaître sur ton écran, laissant béer ta bouche pleine de tajine.

N.B. : on retrouve ce type de procédé en entreprise ou dans les corps de métier à tradition : raffermir le tissu social entre les gens dans ces groupes socioprofessionnels (en cherchant la fameuse «culture d'entreprise», en créant de toutes pièces des «événementiels», anniversaire de la boîte, etc. plus ou moins ritualisés), quitte à menacer (exemple : 'Ne trahissez pas «l'esprit de l'entreprise», etc.) ceci afin d'y placer discrètement une nasse politique et morale dont il est, au bilan, très difficile de s'extraire.

«Quand on parle des juifs, on ne désigne pas ceux qui vont à la synagogue, mais ceux qui appartiennent à cette communauté. Il en va de même avec les musulmans. Il ne s'agit pas de désigner ceux qui vont à la mosquée, mais ceux qui ont reçu, de par leur histoire individuelle, l'islam en héritage culturel et non seulement culturel. Je ne vois pas en quoi la dénomination de «musulman français» est choquante ou réductrice». N.S., p. 22.

Elle n'est ni choquante ni réductrice, elle est purement stigmatisante. Si l'origine culturelle devait être toujours indiquée, l'auteur de ces lignes (moi) serait d'origine culturelle française moyenne, catholique, provinciale et conservatrice, ce qui ne manquerait de semer le trouble en imposant une grille de lecture sur les propos ou les actes qu'il commettrait. Mais une grille, dans tous les sens du terme, est une séparation arbitraire. Lorsque la confession, qui relève de la sphère privée, devient un critère, et que ce critère devient une marque nécessaire, il y a moult raisons historiques (dont certaines ne sont guère lointaines de craindre la dérive). Par conséquent, la dénomination de «musulman français» contient au moins un mot de trop [1].

Et que faire des gens ayant renoncé à l'islam : sont-ce selon le maire de Neuilly des «musulmans athées», des «musulmans agnostiques» ? Malgré le ridicule de ces dénominations, Nicolas Sarkozy y pense.

Il dit plus loin page 22 : «dire les «musulmans de France», ce n'est pas exclure les musulmans athées ou agnostiques ; c'est au contraire donner un nom à une composante de la société française dont nous devons organiser l'intégration [...]». Le stigmat, vous dis-je.

En passant, Nicolas Sarkozy nous explique, toujours p. 22, que : «[...] certains affirment qu'il conviendrait plutôt de parler des Arabes. Je m'inscris en faux contre cette expression car les quatre cent mille turcophones qui vivent en France n'en sont pas ; pas plus que les musulmans d'Afrique noire.»

Comme dit Odon Vallet, parler d'Arabes à propos de musulmans est à double tranchant : c'est une erreur géographique – les Arabes, même en ajoutant les Berbères, ne représentant qu'une minorité du milliard cent millions de musulmans –, mais c'est une vérité théologique : tout comme les catholiques sont tous des «Romains» et les chrétiens tous «spirituellement des Sémites» selon l'expression du pape Pie XI, les musulmans sont tous Arabes, de cœur et d'au moins un peu de langue, ne serait-ce parce que le Coran fut révélé à Mahomet en arabe, que l'arabe est la langue liturgique de l'islam et que la Mecque est en Arabie. Bref, on ne peut en vouloir à Nicolas S. de ne pas être fin connaisseur de l'Islam : mais on peut lui reprocher son populisme. Il refuse un stigmat (arabe) pour plaire et faire le gentil protecteur des minorités ethniques musulmanes, mais en rajoute un autre (musulman) parce que quand même, faut pas pousser. Il faut bien qu'on les repère, pour qu'on puisse organiser leur intégration (cf. ci-dessus).

Je fais mienne au passage la remarque de mon compère Damiàn O. Une autre récupération politique devient par le même processus possible : «Si certains athées ou agnostiques sont «musulmans», d'autres athées et agnostiques sont aussi «chrétiens» ou «catholiques». Il devient alors facile de proclamer «La France, grand pays catholique», car 70 ou 80% de la population devient catholique selon cette acception, bien que le nombre de réels croyants soit des plus réduits. Sachant que le décompte du nombre de croyants a des effets politiques importants (attributions financières en Alsace, rôle politique du Vatican accepté, etc.) la démarche n'est pas gratuite : elle permet de stigmatiser une partie de la population, tout en mettant sous perfusion une Eglise catholique moribonde.» Rappelons-nous : nous n'avons pas été les derniers en France à diffuser les obsèques du pape Jean-Paul II en boucle.

Il insiste finement dans la même page :

«D'autres préfèrent parler des Français d'origine immigrée. Ce vocable est absurde, car nous sommes tous quasiment fils de l'immigration. De surcroît, c'est une phraséologie lepéniste, qui distingue les Français de l'immigration des Français de souche.»



La première phrase requiert tous les suffrages. Comme l'écrit P. Bourdieu, «comment peut-on parler d'immigrés" à propos de gens qui n'ont "émigré" de nulle part et dont on dit par ailleurs qu'ils sont "de seconde génération ?"» [2].

Mais pardon ! Avec musulman, c'est exactement la même chose que vous faites, Monsieur Sarkozy. Entre Français d'origine immigrée, musulman français et bougnoule, il y a autant de différence qu'entre mal-entendant, sourd et bouché à l'émeri.

2<sup>e</sup> maillon : perdre ses racines culturelles mène à la désespérance : on le constate bien dans les banlieues (sous-entendu : les immigrés désespérés habitent les banlieues).

(...) «[Les Français] ont déserté la campagne pour les villes. La France profonde, c'est maintenant la France des banlieues» N.S., p. 129. «Partout en France, et dans les banlieues plus encore qui concentrent toutes les désespérances [...]» N.S., p. 15.

Nicolas Sarkozy est assez cavalier. D'abord, la notion de France profonde, comme celle de la France d'en bas, fleure la pestilentielle arrogance du parvenu. Ça sent l'ordre moral, le haut Moyen-Âge et la piétaille, ça sent le foin et le palefrenier. (...)

Ensuite, les banlieues ne concentrent pas toutes les désespérances, loin s'en faut. Sans faire de comparaisons quantitatives, il est d'assez vertigineuses désespérances africaines ou moyen-orientales qui épargnent nos braves banlieues. (...) Somme toute, cela témoigne d'une mauvaise connaissance des banlieues, (...)

Par ailleurs c'est regrouper sous le terme substantialiste banlieue les maux dont notre société souffrirait : technique typiquement populiste du bouc émissaire qui a pour utilité de rassurer nos petits boutiquiers, friands d'exutoires simples et de contes doucereux où si le méchant n'est pas noir, c'est quand même mieux s'il est basané. Or, de fait, «banlieue» est un terme générique impropre, car simplement géographique (...).

«Quel est le problème de nos banlieues ? C'est qu'elles se sentent abandonnées, y compris par l'État. On y installe des terrains de sports, c'est très bien. Mais est-ce suffisant pour satisfaire les aspirations des jeunes ? Je ne le pense pas, car ces dernières ne relèvent pas que du domaine temporel.» N.S., p. 130.

Voilà l'un des leitmotivs de Nicolas Sarkozy : l'opposition temporel-spirituel, le temporel étant le ressort de l'État, le spirituel celui de la religion, nous est resservie presque une dizaine de fois dans son livre. On la retrouve en particulier page 147 : «le principe de séparation des Églises et de l'État, du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel» et page 152 «Dans tous les pays européens, le pouvoir temporel est séparé du pouvoir spirituel.»

«Distinguer le temporel du spirituel» est pour le coup le titre du sous-chapitre page 22. Il aurait tort de s'en priver ; car il s'agit de son concept le plus élaboré. Il explique : «La morale républicaine, c'est le respect de la loi. Est moral ce qui se conforme à la loi. Dans le domaine spirituel, on ne se situe pas dans le même ordre. N'est pas forcément moral ce qui respecte la loi, et n'est pas forcément immoral ce qui ne la respecte pas. On est dans une autre logique et je pense que les deux se renvoient, se complètent, s'équilibrent et s'enrichissent à vivre en interaction.» N.S., p. 163-164.

Je pense que c'est un découpage relativement pauvre, étant donné que le pouvoir temporel peut être spirituel (rois, dalai-Lama, clique évangéliste de la famille Bush, etc.) et le pouvoir spirituel temporel (par exemple le pape). Au final, tout se mélange. Bien que des paradis leur soient promis, les pouvoirs spirituels n'oublient pas de profiter un tantinet des pouvoirs temporels qu'il leur est loisible d'exercer.

«Partout en France, et dans les banlieues plus encore qui concentrent toutes les désespérances, il est bien préférable que des jeunes puissent espérer spirituellement plutôt que d'avoir dans la tête, comme seule "religion", celle de la violence, de la drogue ou de l'argent.» N.S., p. 18.

Outre l'amalgame banlieue/désespérance déjà discuté, Nicolas Sarkozy commet ici plusieurs erreurs très communes.

D'abord, on entre rarement dans la «religion» de la violence, la drogue ou l'argent, tout simplement parce que les principaux ingrédients d'une religion – lien social, foi, dogme et clergé – y sont absents.

Mais employer ce terme laisse accroire l'idée du choix délibéré, pour le jeune-des-banlieues (musulman français, devrais-je préciser) d'un culte à ces valeurs. Or, ces valeurs sont rarement érigées en valeurs morales.

Si le recours à la violence comme critère d'insertion sociale existe (des enfants-soldats, du Libéria au Sentier Lumineux péruvien pour des exemples forts, des bizutages des grandes écoles aux camps scouts qui «aguerrissent» pour des exemples décrits comme badins par leurs promoteurs), son érection en culte reste l'apanage de la fiction. (...)

Sur la question de la drogue, il faut signaler que la fuite systématique dans une autre réalité ne ressemble en rien à un acte de foi. Elle s'apparente :

- soit à un loisir (couches sociales en moyenne relativement aisées, ne serait-ce que pour assumer le coût du produit psychotrope),

- soit à un commerce (couches sociales en moyennes peu aisées, qui trouvent, en fournissant le loisir des couches plus aisées, un fonds fiduciaire non négligeable et un des rares statuts ne demandant pas d'éventuels diplômes),

- soit à un déni plus ou moins complet de la réalité : on ne peut, dans ce dernier cas faire l'économie d'une réflexion sur les raisons qui amèneraient un «jeune», ou même un «vieux», à dénier la réalité en optant pour des paradis artificiels. Il

faudra alors se rendre à l'évidence que le coupable n'est pas tant le fuyard que ceux qui ont eu et ont en charge la réalité, mais qui, malheureusement, ne font rien pour la rendre viable à un taux concurrentiel des psychotropes.

Quant à l'argent, il est un tantinet surfait de parler de religion de l'argent chez les petites frappes de banlieue, lorsque l'on regarde de près le montant des malversations «en col blanc» dans les sphères politiques ou péri-politiques. Le problème n'est pas de justifier moralement le vol (ce qui a déjà été fait ailleurs), mais d'expliquer en quoi il est socialement mieux accepté de voir voler gros par un blanc aisé suant dans sa chemise que voler peu par un basané pauvre se pelant le cul en anorak).

Parler d'adhésion à une religion de l'argent, de la violence ou de la drogue témoigne d'une très mauvaise compréhension des genèses sociales.

«Je pense que ce qui est le plus important dans chaque existence, c'est l'espérance, et ce quels que soient son âge et son parcours. Peu importe à la rigueur la manière d'espérer. La vraie césure, elle se situe entre ceux qui espèrent et ceux qui n'espèrent pas. D'ailleurs, existe-t-il des hommes qui n'espèrent pas ? Peut-on vivre sans espérance ? Il y a des personnes qui affirment ne pas espérer. Est-ce une attitude sincère ? Est-ce davantage qu'une posture ou qu'une provocation ? J'en doute souvent. Il y a un besoin d'espérance consubstantiel à la vie humaine. L'homme n'est pas fait pour supporter et assumer le désespoir. Le doute est déjà très difficile à vivre. Alors la certitude de néant... ce serait bien pire !». N.S., p. 35.

La césure n'est pas entre ceux qui espèrent et ceux qui n'espèrent pas, mais entre ceux qui espèrent pour ce monde-ci et ceux à qui on apprend à espérer un autre monde dans l'au-delà. Faire miroiter sans preuve un autre monde au-delà du Styx, c'est une aliénation.

### 3<sup>e</sup> maillon : l'athéisme est à proscrire, car cela enlève l'espoir (...)

Dans son ouvrage, Nicolas Sarkozy n'opère pas une distinction claire entre athéisme et agnosticisme, et alterne les deux termes. Si la distinction est fondamentale [3], elle ne l'est pas pour notre propos. N. Sarkozy nous fait comprendre que l'athéisme est un phénomène contemporain qui expliquerait un certain nombre de crises spirituelles. Il faut d'emblée mettre court à cette idée : l'athéisme est loin d'être un phénomène contemporain. Sans parler de Démocrite, des épicuriens, il y eut les matérialistes Ajita Keshakambala, du temps de Bouddha, puis Sanjaya Belatthaputta ; plus tard, il y eut au XII<sup>e</sup> siècle la vague des poètes persans et arabes athées et libertins, comme Omar Khayyâm. Même les Hébreux avaient leurs athées.

«Ceux qui s'affirment non-croyants se définissent par rapport à ce qu'ils ne croient pas. Leur athéisme est affirmé, scandé parfois avec force. Cela ne les empêche pas d'espérer en l'avenir, d'avoir des enfants, d'agir selon une morale. Ce sont des attentes communes.» N.S., p. 119.

(...) Il est inexact de dire que ceux qui s'affirment non-croyants se définissent par rapport à ce qu'ils ne croient pas. Un exemple : le zététicien, qui investit scientifiquement les phénomènes extraordinaires, ne croit a priori pas en l'astrologie. Sa démarche ne se définit absolument pas par rapport à l'astrologie, mais par rapport à la pensée rationnelle, l'investigation critique et la déconstruction des mythes aliénants. De même pour un bon nombre d'athées ou d'agnostiques : la question métaphysique qui sous-tend la discussion sur Dieu peut leur sembler intéressante. C'est la réponse, imposée, qui leur semble consternante. Le déni d'une autorité divine, d'un clergé participe bien plus d'une dénonciation d'une aliénation morale et sociale que d'un simple nihilisme. (...) A mon avis, c'est l'inverse. Comme me le susurre mon ami Kandjare, N. Sarkozy crée un stigmat social laissant croire que chaque individu se définit seulement par rapport à une entité transcendante (groupe, nation, patrie, religion, clan) d'ordre plus ou moins divin. D'ailleurs, l'idée qu'il puisse exister des personnes qui ne raisonnent pas du tout vis-à-vis de ça mais à partir plutôt de choix «moraux» immanents, par exemple, ne l'effleure semble-t-il même pas.

«Cela ne les empêche pas d'espérer en l'avenir, d'avoir des enfants, d'agir selon une morale Ce sont des attentes communes.» Phrase-bidon. On peut très bien désespérer en ayant un Dieu à ses côtés. En Palestine, bien nombreux sont ceux des deux camps qui revendiquent la gloire de Dieu. On peut d'ailleurs d'autant mieux espérer en l'avenir sans Dieu que l'avenir radieux avec Dieu est post-mortem. On peut avoir des enfants et agir selon une morale sans que l'engendrement de ces enfants et que ladite morale soient transcendants.

(...) L'espoir en l'avenir n'est pas une obligation – surtout en regard du monde tel qu'il est. Faire des enfants non plus : (...) Agir selon une morale est, en revanche, quasi général : reste à savoir quelle morale. L'inconvénient dans la morale, c'est que c'est toujours celle des autres.

«Je me suis toujours dit qu'il y avait de l'arrogance dans la certitude de la non-existence divine. J'espère que chacun a en lui cette part de doute qui permet de continuer à espérer.» N.S., p. 119.

«Celui qui ne croit pas n'est pas indifférent à la question de Dieu puisqu'il exprime une conviction sur elle. Il fait de ses doutes une certitude. Il pense que l'homme est le fruit du hasard et sa propre fin. Je ne juge pas cette attitude. Je m'interroge toutefois sur la possibilité de vivre sans avoir vraiment aucune espérance dans le registre des fins dernières». N.S., p. 171.

Rare et non rationnelle est la certitude de la non-existence divine. De la même façon qu'il est irrationnel d'être certain de l'existence de Dieu, il est irrationnel d'être certain de son inexistence. Arrogant, pourquoi pas. La seule posture qui

tienne rationnellement est la posture sceptique : douter, maintenir son jugement suspendu, placer son propre curseur «vraisemblance» entre ces deux certitudes et agir en conséquence. Quant à savoir si le doute permet d'espérer, je crois qu'il permet surtout de rêver. Et préférer une vie avec des joies concrètes présentes plutôt que des promesses d'avenir et un hypothétique avenir ailé, c'est finalement bien pragmatique, et pas si dur que ça à vivre.

«Il est plus aisé de vivre avec l'espoir qu'avec le désespoir. D'une certaine manière, il n'y a pas tellement de mérite à croire. C'est tellement sinistre de ne pas avoir de perspectives.» N.S., p. 119.

L'athéisme n'est pas synonyme de désespoir, et le refus d'une obéissance contrite dans l'attente d'une vie après la mort n'est pas une absence de perspective. (...)

Une petite bulle en passant :

«Il y a un fonds anticlérical dans notre pays. Quand, de surcroît, cet anticléricalisme peut se fondre avec une forme de racisme antimusulman, alors on se retrouve devant un mélange détonant» N.S., p.91

Phrase énigmatique. Le fond anticlérical, quoique plus développé en France que dans beaucoup d'autres pays, est assez clairsemé et ne se fonde a priori pas avec une forme de racisme antimusulman, ceci pour deux raisons assez simples : lorsqu'on comprend le mécanisme de l'oppression cléricale, et qu'on fait vœu de la dénoncer ou de la démolir, on a généralement déjà dépassé le stade du racisme, levier oppressif du même genre mais bien plus facile à circonscrire ; et surtout, le racisme peut être antisémite, anti-noir, anti-asiatique, mais pas antimusulman (...). Même là, il faudrait parler de ségrégation antimusulmane, et non de racisme, afin d'éviter ce mélange des genres qui amène les individus les moins scrupuleux à créer de grands sacs dans lesquels tout mixte Arabo-musulmano-basano-terroristo-alqaido-voilé peut être fourré. (...)

4<sup>e</sup> maillon : or, le manque d'espoir mène à l'intégrisme (sous-entendu, les banlieues en sont le lit)

(...) Voici l'argument clé de Nicolas Sarkozy pour justifier une retouche de la laïcité. La désespérance, décrite comme le lot des banlieues, mène à l'intégrisme, donc... «L'intégrisme règne dans les déserts spirituels.» N.S., p. 129 Hop ! Le saut est fait. Pour notre ancien ministre de l'Intérieur, des banlieues à l'intégrisme, il n'y a qu'un entrechat. Les fameux problèmes des banlieues et l'intégrisme auraient le même humus : le manque de spiritualité.

Ce glissement est quasi totalement faux car :

a. les problèmes des banlieues sont sociaux, non spirituels. Ils sont la conséquence quasi directe d'une politique sociale d'exclusion, commencée dès le début des vagues d'immigration d'après-guerre. (...).

b. L'intégrisme est un mot fourre-tout qui, comme le mot barbare, stigmatise toujours l'Autre, le voisin, l'étranger. (...).

c. L'intégrisme ne règne pas dans les déserts spirituels (...). Penser que l'intégrisme religieux de type islamiste règne dans l'absence de spiritualité est la conséquence d'une profonde inculture. Prenons l'intégrisme islamiste du FIS, ou le judaïsme total des groupes Stern. Il ne viendrait à personne l'idée de remettre en cause qu'ils ont bel et bien une spiritualité. Non, c'est la spiritualité qui est à discuter : quand elle promeut l'homophobie, l'abstinence sexuelle, le déni de l'avortement et l'inégalité des sexes (ce qui est le lot commun de tous ces intégrismes religieux, de l'Opus Dei à Al-Qaida), n'est-on pas en droit de lui préférer un désert spirituel, à peine parsemé de quelques cactus égalitaires et libertaires ?

d. L'intégrisme ne naît pas dans les banlieues : il naît dans les déserts éducatifs, comme à peu près toutes les idées réactionnaires de ce monde.

«[...] car les incroyants sont des désespérés, et c'est ça qui fait les drames». «Ce sont des millions de croyants qui se trouvent mis en cause par l'attitude de quelques fanatiques insensés se réclamant d'une foi et d'une espérance qui professent l'inverse de ce qu'ils sont devenus. Ces fous de Dieu n'ont rien à voir avec Lui. Ils sont ivres de haine, de vengeance, de sang, de destruction, de cruauté.» N.S., Avant-propos, p. 9. «...quelques fanatiques insensés se réclamant d'une foi et d'une espérance qui professent l'inverse de ce qu'ils sont devenus : M. Sarkozy désigne ici bien sûr les intégristes islamistes. Mais ils ne sont que la poussée extrémiste des failles de morale de la religion, et la conséquence des exégèses ultra-scripturaires, c'est-à-dire collées à la lettre au texte sacré. Ils sont une conséquence prévisible de tout système religieux basé sur une Écriture Sainte et des préceptes figés. Ils ne sont donc pas l'inverse de ce que prône leur foi : ils n'en forment qu'une (souvent monstrueuse) excroissance.

(...) Ils sont ivres de haine, de vengeance, de sang, de destruction, de cruauté. Faux et archi-faux : ils ne sont ivres de rien, et à ce qu'on peut en lire, leur démarche est réfléchie. La haine et la vengeance sont souvent présentes, mais elles n'apparaissent pas ex nihilo, et les pays impérialistes, comme les États-Unis, ou la France dans son pré carré, ont su générer parfois volontairement ces haine et soif de vengeance. (...). En revanche, le goût du sang, de la destruction et de la cruauté relève d'un folklorisme de mauvais aloi. On retrouve souvent ces éléments folkloriques dans la pensée petite-bourgeoise : prétendus goût du sang et cruauté d'Action directe, du FLNC, du FIS, des émeutes anti-françaises en Côte d'Ivoire, des Tchétchènes, goût de la destruction des Black Blocks, de José Bové, des indépendantistes basques, des anti-G8, des anti-Davos etc. Mais, entre nous, c'est tellement plus rassurant de «monstruosifier» ce qui nous est étranger. Le mot terroriste remplit une fonction similaire. Quand on entend le mot terrorisme, je crois qu'il faut examiner en premier lieu la bouche en cul-de-poule qui le prononce.

«Mais peut-on condamner ceux qui espèrent au nom d'une minorité poussée à la folie par le désespoir et la manipulation ?» N.S., p. 35.

Non. Mais le problème réside dans ce que la minorité en question est rarement poussée à la folie, et que si les moyens peuvent être discutés, les causes sont entérinées. Ce n'est pas parce qu'on ne cautionne pas leurs méthodes que l'on peut se permettre de faire l'économie d'une réflexion sur la genèse de la revendication de ces minorités, quasiment toujours niée et n'ayant pratiquement pas de tribune.

Voici, en aparté, le genre de question posée par MM. Collin et Verdin [à Nicolas Sarkozy]: «Pour une religion qui tend, par nature, à l'expansion, peut-on réellement croire que ce "fondamentalisme républicain" pourra résister à l'intégrisme ?» N.S., p. 89.

L'Islam tend, comme tout courant religieux prosélyte, à l'expansion. Mais de là à invoquer un fait de nature, il faudra dès lors trouver une nature expansionniste commune à la religion chrétienne, championne toute catégorie de l'expansion, et expliquer pourquoi personne ne s'inquiète, assurément à tort, de la montée de l'intégrisme chrétien. Peut-être que tout simplement l'intégrisme n'est pas un corollaire direct des religions, et que certains éléments primordiaux (exogènes, comme par exemple le maccarthysme américain ; ou endogènes comme l'indigence d'un peuple) sont opportunément occultés dans les circulaires gouvernementales.

(...) «On craint les imams, l'islamisme : «ces imams qui embrigadent les jeunes !» Au début du siècle dernier, on disait la même chose des curés. On regardait d'un mauvais œil les patronages et les groupes scouts. Aujourd'hui, les sociologues et les historiens reconnaissent le rôle majeur des patronages dans la constitution des meilleures équipes de sport, et du scoutisme dans la formation des cadres syndicaux et politiques.» N.S., pp. 130 - 131. (...)

Si des sociologues et des historiens reconnaissent les rôles que M. Sarkozy prête aux patronages et au scoutisme, ils ne sont à ma connaissance pas légion, bien au contraire ; (...) On pourrait presque parler d'imposture historiographique. Kandjare enfonce le dernier clou du cercueil de l'argument du ministre : «Inversion chronologique probablement, car, contrairement à ce qu'affirme N.S. ici, certaines études laissent à penser que la tendance générale des sociétés occidentales équivaut à une décléricalisation des pratiques, sans pour autant qu'on puisse parler d'une déreligiosité (voir par exemple, Olivier Tschannen) [3]. On en revient à sa déclaration initiale qui sonne, du coup, comme une profession de foi : "le XXI<sup>e</sup> siècle sera religieux ou ne sera pas"; c'est celui qui l'a dit qui l'a fait. C'est l'illustration de comment un discours peut construire de toute pièce une vision des choses et, par là, ces choses elles-mêmes ; ou comment couvrir sa représentation subjective d'une auréole prétendument objective. Ça renvoie de manière plus générale aux questions de représentations historiographiques, et aux impostures objectives qu'on peut parfois en tirer». (...)

Finalement, le message, quoique mal argumenté, est clair : «Je crois que c'est parce qu'il n'y a pas assez de lieux de culte musulmans publics qu'il y a une progression de l'intégrisme aujourd'hui.» N.S., p. 131.

5<sup>e</sup> maillon : la religion est un excellent vecteur de sens moral. (...)

«Les religions constituent un enjeu majeur pour notre société car elles sont le support d'une espérance. Le fait religieux est un élément primordial en ce qu'il "inscrit" la vie dans un processus qui ne s'arrête pas avec la mort.» N.S., p. 14

Il s'agit ici de la métempsychose, c'est-à-dire de la vie dans l'au-delà, qui, bien sûr, est porteuse d'espoir. Néanmoins, il faut se rendre à l'évidence que c'est un espoir post-mortem. On retrouve alors exactement ce que fut la religion durant au moins les deux millénaires écoulés : un lénitif social, qui apaise la vie ante-mortem de l'individu, en lui faisant accepter au nom d'un espoir ultérieur des conditions sociales qu'il n'aurait certainement pas supportées autrement. On le retrouve dans les propos suivants : «[...] l'espérance dans un au-delà meilleur est un facteur d'apaisement et de consolation pour la "vie d'aujourd'hui"». N.S., p. 35.

L'espérance en question s'apparente surtout à un carcan moral, sorte de garantie du maintien de l'ordre public (cf. maillon n°8) et de la paix sociale. Car contrairement à la façon dont elle est présentée, cette espérance n'est pas gratuite : l'au-delà meilleur, qui se monnayait au Moyen Age, s'échange de nos jours contre un péché originel persistant, une culpabilité que ni contrition ni confession ne résorbent, la reconnaissance d'un clergé, l'onction d'au moins quelques sacrements et le délestage d'un certain nombre de deniers du culte dans les sébiles vouées à cet effet juste après l'eucharistie. C'est une espérance coûteuse, qui génère ses peurs et qui a un prix.(...) «Sans être un militant d'aucune religion, je pense que l'on peut reconnaître la religion comme une source d'apaisement utile au fonctionnement de la République.» N.S., p. 157.

C'est exactement cela. Soulignons l'emploi immodéré, dans la sphère politique, du mot République, jamais assorti de la définition qu'on lui prête — la République Démocratique du Congo en est un exemple. (...)

«[L'espérance dans un au-delà meilleur] appelle au respect de la vie, elle condamne la violence et bannit toutes formes d'exploitation». N.S., p. 35. «Je crois profondément que les valeurs de tolérance, de respect de la vie, d'amour du prochain, portées par l'Église catholique peuvent être utiles à la Corse.» N.S., p. 47. «Dans beaucoup de pays, les défis que doivent relever les peuples de l'hémisphère Sud le seront avec l'aide de l'Église catholique.» N.S., p. 25.

Nicolas Sarkozy n'a pas dû se relire. Si le respect de la vie corroborait l'espérance en un au-delà meilleur, alors Papon, Pinochet, Sidi Amin Dada, les Carabinieri de Berlusconi et ses propres CRS seront voués aux Enfers, les pauvres, et lui

avec. Si la condamnation de la violence est une clause de l'accès à un au-delà meilleur, comment expliquer la propension au crime de l'empereur Constantin, la deuxième croisade de saint Bernard de Clairvaux, le bain de sang saint-barthélémiens de Charles IX ou le bombardement de civils vietnamiens par le moine-amiral G. T. d'Argenlieu ? Peu seront ceux qui, dans les services d'ordre étatiques, dans les services diplomatiques français pro-Eyadema, pro-Ben Ali, les acteurs de l'opération Turquoise au Rwanda ne rôtiroient pas chez Satan. Si le bannissement de toutes les formes d'exploitation est un incontournable du paradis, alors les contremaîtres de Michelin, Accor, TOTALFinaELF, Peugeot, des chantiers navals de Lorient risquent de se tortiller quelques siècles dans un âpre purgatoire.

De même, vanter les valeurs de tolérance, de respect de la vie, d'amour du prochain, portées par l'Église catholique n'est pas vraiment convaincant. Il suffit de demander aux Bagas de Guinée, aux Sénégalais côtiers si les missionnaires, même de nos jours, témoignent de beaucoup de tolérance [4]. Les bulles papales condamnant le préservatif font douter du respect de la vie des populations en danger potentiel de contamination par le SIDA [5], et c'est certainement le même amour du prochain qui arma les arquebuses des trois frères Pizarro dans le Pérou des Incas, et provoqua une déconcertante inertie au Vatican durant l'entreprise d'extermination des Slaves, Tziganes, juifs, homosexuels, handicapés etc. (...)

6<sup>e</sup> maillon : introduire des lieux de culte dans les banlieues est une solution de garantie de la non-désespérance, et donc de la mort de l'intégrisme

(...) «Les religions ont-elles par ailleurs une importance spécifique pour l'équilibre de notre société ? Je n'hésite pas à répondre deux fois oui. Oui parce que la religion catholique a joué un rôle en matière d'instruction civique et morale pendant des années, lié à la catéchèse qui existait dans tous les villages de France. Le catéchisme a doté des générations entières de citoyens d'un sens moral assez aiguisé.

Cela permettait d'acquérir des valeurs qui comptaient pour l'équilibre de la société. Incontestablement, l'Église catholique, quasi hégémonique jusque dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, a joué un rôle d'éducateur et même d'intégrateur dans la société française.» N.S., p. 17 - 18 «[...] je pense que les religieux, les femmes et les hommes spirituels, les hommes de foi sont un élément apaisant. Oserai-je dire un élément civilisateur ?» N.S., p. 18-19.

Ben voyons. C'est au nom de la religion, de la foi, et de l'apport de la civilisation que près de 10 millions de Nord-Américains ont été réduits à l'état de macchabées. C'est au nom de ces mêmes religion, foi et civilisation que des millions de Sud-Américains ont été massacrés, que les révoltes anticoloniales en Afrique se sont terminées (et se terminent encore [6]) dans le sang. La foi est à la vertu civilisatrice ce que la fêrulé jésuite est à l'apprentissage [7].

Quant à savoir si «le catéchisme a doté des générations entières de citoyens d'un sens moral assez aiguisé», c'est indéniable...mais quel sens moral fut aiguisé ? Ou plutôt le sens de quelle morale ? Celui des nationaux-socialistes allemands, par exemple, était finement aiguisé. N. Sarkozy pêche ici par une considération universelle de sa morale, en l'occurrence chrétienne, et qui est loin d'être la morale la plus fine : réactionnariat politique, aliénation de la femme, culpabilité indélébile et adhésion à un ordre moral divin ne me semblent pas relever d'une grande finesse de sens moral. De dire que «l'Église catholique [...] a joué un rôle d'éducateur et même d'intégrateur dans la société française» est vrai. Cela n'affranchit pas son auteur de se demander si l'éducateur fut bon, et l'intégrateur partial.

«Ces points de convergences [de l'ensemble des messages religieux] sont plus nombreux qu'on ne le croit et donnent en réalité une cohérence d'ensemble au fait spirituel : il existe une vie après la mort, un seul et unique Dieu, un sens à l'histoire, une possibilité de rédemption, une morale naturelle commune à toutes les civilisations en référence avec un absolu». N.S., pp.159-160.

(...) «[Il existe] un sens à l'histoire» : c'est une conception historiciste finaliste très dangereuse. Au nom d'une nécessaire direction de l'Histoire, et par extrapolation d'un but conféré à l'humanité, ont été légitimés nombre de choses discutables, comme l'éradication de minorités ethniques ou le progressisme scientiste. Ce n'est pas fortuit de constater que les principaux philosophes théoriciens du sens de l'Histoire – Hegel en tête, mais aussi le courant Naturphilosophie (Goethe et Schelling en particulier) – ont ensuite servi de pavois moral à de nombreux courants conservateurs, pour ne pas dire d'extrême droite – le national-socialisme allemand, par exemple.

«[Il existe] une possibilité de rédemption» : encore faut-il avoir fauté, et craindre d'encourir un jugement divin, pour voir miroiter une possibilité de rédemption. Nous sommes encore dans une dialectique ici-bas/au-delà, avec application des sermons miséricordieux dans le champ incontrôlé par l'individu – l'au-delà, bien sûr. C'est sur ce genre de discours que se justifient les pires choses. L'exemple classique en est la peine de mort : s'il est exécuté ici bas, ce n'est pas grave, puisqu'il y a une vie après la mort dans laquelle il sera en mesure de racheter ses fautes. Et Dieu reconnaîtra les siens.

«[Il existe] une morale naturelle commune à toutes les civilisations en référence avec un absolu» : il n'existe pas de morale naturelle. La morale est un produit social. Ce n'est d'ailleurs pas le fait qu'elle se bâtisse en référence avec un absolu qui est un vrai problème : le hic se loge dans ce qu'un clergé devienne intercesseur de cet absolu, et que le non-clergé (la piétaille, quoi) devienne dépendant de ces dépositaires de la connaissance. Parfois, le vice est poussé jusqu'à faire l'intercession avec l'absolu en latin ou en arabe classique, ce qui n'est quand même pas très gentil.

(...) [...] nous n'avons aucun intérêt à sa disparition ou à la réduction de son influence : sauf erreur, le «nous» intégratif désigne le pouvoir politique en place (le même qui décide de l'ordre public, cf. maillon n°8). Dans la mesure où

la religion joue un rôle d'opiacée sociale, elle devient un levier politique très maniable. Par conséquent, il est évident que N. Sarkozy n'a aucun intérêt à la voir disparaître. C'est là que se loge son idée, qu'il perçoit comme révolutionnaire : plutôt que d'empêcher l'enracinement de l'islam, il se propose, en lui flattant la croupe, de l'intégrer dans la panoplie des leviers moraux, s'offrant ainsi du pain béni en matière d'asservissement d'un peuple immigré dont selon lui le seul bien commun, hormis le statut de paria, est justement le culte musulman.

«Le message universel du christianisme est un message d'ouverture et d'acculturation. Les responsables catholiques devraient se réjouir de ce que des jeunes aient la foi, plutôt qu'un agnosticisme désespéré, que ce soit la foi du credo catholique ou la foi musulmane». N.S., p. 53.

Le mot est lâché : acculturation. C'est par cela que l'ancien ministre des Finances voit la paix sociale qui lui est si chère, ce qui présuppose du même coup que nous soyons en «guerre sociale» – ce avec quoi je suis assez d'accord, mais pas pour les mêmes raisons que lui. (...) Si la politique n'était pas kidnappée par une caste professionnelle (énarque bien souvent), caste vantant un individualisme et un utilitarisme libéral extrêmes, alors ce rôle de vecteur de dialogue, de source de fraternité, de compréhension pourrait très bien redevenir le lot de tout individu lambda. C'est un tantinet plus universaliste que d'attendre les ministres du culte, promoteurs d'une réponse métaphysique et d'une construction morale figées.

...«un ministre du culte - qu'il soit rabbin prêtre, imam, pasteur - est une source de fraternité, de compréhension, d'écoute ; c'est un vecteur de dialogue.» N.S., p. 129.

Ne devons-nous pas trouver douteux que, devant le saccage de la main gauche de l'État, ses services publics, ses travailleurs sociaux [8], ce soit la main droite de l'État coercitive et vengeresse que le ministre de l'Intérieur incarne si bien, qui propose de promouvoir la fraternité, et, qui plus est, propose des ministres du culte comme vecteurs de dialogue ? (...)

«Je pense donc utile que soit créée une grande mosquée dans celles de nos grandes villes qui en sont dépourvues. [...] si l'on partage l'opinion qu'il s'agit d'un enjeu pour que la vie soit meilleure dans nos banlieues, il convient d'en tirer les conséquences et d'être inventif.» N.S., p. 130.

Etre inventif, pour Nicolas Sarkozy, c'est rompre avec la loi de séparation des Églises et de l'État, et financer des ministres du culte. Je n'exagère pas : «A mon sens, il est temps de poser la question du financement national des grandes religions et celle de la formation "nationale républicaine" des ministres du culte.» N.S., p. 123.

Et en bon chantre de la décentralisation des pouvoirs, il avance : «Je ne crois pas aux négociations nationales, j'y crois d'ailleurs de moins en moins [...] je crois au contraire à la régulation régionale qui permet à chacun de trouver des aménagements en fonction du rythme de la vie locale dans laquelle on se trouve» N.S., p. 160.

En d'autres termes (cela revient à dire que) pour certains trucs (sauf les pouvoirs de police évidemment), je crois à la déconcentration du pouvoir : le pouvoir n'est pas supprimé, il est juste déconcentré, c'est ce que je viens de vous dire : c'est quand même plus sympa d'avoir un représentant de l'État qui vous contrôle, qui a la même religion que la vôtre – comment, vous êtes athée ? Bon alors qui a la même couleur de peau que la vôtre ou la même origine géographique que vous, à peu de choses près, et qui en plus sera ainsi censé vous représenter parce que, mon petit/ma petite, vous êtes bien incapable de vous représenter vous-même. C'est donc quand même plus sympa d'être contrôlé par un chef du coin, d'ailleurs non élu mais nommé, que par un chef presque fantôme qui vient de la capitale. En plus c'est plus pratique, parce que lui au moins est toujours sur place, et n'a pas à contenter l'électeur – il n'en a pas (rire sardonique).

«Je pense que les prêtres, les rabbins, les pasteurs, les imams, ou les laïcs les représentant doivent être les bienvenus dans les discussions sur l'organisation du temps scolaire pour la catéchèse.» N.S., p. 160.

(...) «Il me semble en revanche que l'on doit trouver un moyen terme, qui respecte l'esprit de la loi de 1905 et aide en même temps les religions à être utiles à la société et à se couper d'influences étrangères qui ne sont pas apaisantes.

«Ainsi l'on pourrait réfléchir à la possibilité pour l'État et les collectivités locales de garantir les emprunts pour la construction d'édifices religieux, à l'instauration d'avantages fiscaux plus importants pour les fidèles qui participent au denier du culte [9], à une redéfinition des travaux de "confortement", ou encore à la consolidation juridique du recours aux baux emphytéotiques. Pour la formation des ministres du culte, l'État pourrait participer "en nature" en quelque sorte, en mettant à disposition des enseignants dans les matières autres que spirituelles, en prêtant des locaux, en signant des conventions avec les représentants des religions pour former des ministres du culte français. Je ne vois pas en quoi cela nuirait à l'indépendance des ministres du culte, et à leur lien privilégié avec leur hiérarchie religieuse. En revanche, cela permettrait d'assurer un enracinement national et de se protéger d'un certain nombre d'influences étrangères, notamment s'agissant d'islam. [10]» N.S., pp. 124-125.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'épiloguer sur ce contre-pied flagrant de la loi laïque française que propose M. Sarkozy. Je soulignerai seulement la dernière phrase, qui témoigne d'abord du fait que si les moyens qu'il se propose d'employer sont présentés emballés dans du papier-cadeau, les ambitions sont extrêmement conservatrices. À croire qu'il s'agit d'une technique propre au néo-gaullisme : Jacques Chirac défend ses intérêts commerciaux pétroliers en refusant la guerre, passant pour le pacifiste qu'il n'est pas [11]. Nicolas Sarkozy, par peur de l'invasion de l'islam, circonscrit la chose en s'accapant de la mainmise de l'État sur les éventuels lieux de culte, les Conseils musulmans, et par conséquent toute

une population par trop rétive au gouvernement... en passant pour un œcuménique bienfaiteur de l'islam. (...) Il s'agit d'une illustration du proverbe bantou cher à Patrice Lumumba : «la main qui donne, la main qui dirige».

Mais la dernière phrase fait craindre le pire, car elle ne détonnerait pas chez un Bruno Mégret. Plusieurs embrasures de ce genre sur les préjugés sarkoziens sont ménagées dans son livre, dont voici quelques-unes : «Il en a d'ailleurs été de même dans les familles de religion ou de tradition juive ou protestante dont les valeurs individuelles et sociales sont en réalité communes avec celles de l'Église catholique et qui ont apporté, en plus, leurs spécificités à la construction de l'identité nationale : entre autres, un attachement profond à la République et une volonté exemplaire d'intégration pour les juifs, le souci aigu de la liberté de conscience chez les protestants.» N.S., p. 18. (...) «Il faut quand même dire les choses telles qu'elles sont : ce qu'on reproche aujourd'hui aux musulmans, dans les pays musulmans, nous l'avons vécu il y a quelques siècles avec une imbrication totale du pouvoir religieux et du pouvoir royal.» N.S., p. 19.

Cette assertion mériterait un commentaire sérieux de nombreuses pages, mais pour faire succinct :

1. nous avons vécu une imbrication du pouvoir religieux et du pouvoir royal qui a rarement été totale (le summum, dans les «quelques siècles» présentés par Sarkozy, ayant certainement été Louis XIV, et Bonaparte pour qui «les conquérants habiles ne se sont jamais brouillés avec les prêtres» – ce qui me rappelle quelqu'un). La fin du XIX<sup>e</sup>, par exemple, fut un monument d'athéisme, tout comme quelques vellétés éparses et lumineuses de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup>.

2. la France est ces derniers temps de moins en moins laïque. L'État subventionne directement ou indirectement les religions. Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, il faut se plonger dans les documents budgétaires (les bleus de la loi de finances) pour mesurer l'importance de cette évolution [12]. (...) «Si l'on veut aborder cette question de manière sereine, il faut reconnaître qu'il n'y a pas que l'islam qui rend difficile la vie des femmes musulmanes. Il y a aussi la pauvreté, il y a le sous-développement, la misère, la ghettoïsation de certains quartiers.» N.S., p. 95 (...).

«Je reconnais que, parfois, même sans projection de son engagement religieux, il existe des comportements ambigus au regard de nos règles républicaines. Certaines confessions ou traditions où l'on se flagelle, certaines représentations caricaturales, l'expression fanatique de foules manipulées peuvent mettre en cause le consensus.» N.S., p. 37.

L'hôpital rit de la charité. Il est des confessions où certains se flagellent, d'autres gravissent à genou des calvaires avec des croix et s'extasient devant de purulents stigmates. Il est des liesses populaires, notamment autour de faux miracles comme celui du sang de saint Janvier à Milan, qui sont des expressions fanatiques de foules manipulées (puisqu'on prétend à un miracle alors que le principe de la liquéfaction du faux sang est connu depuis plus d'un siècle [13]). On sent poindre le mépris chez notre ancien ministre de l'Intérieur, mépris très partial. Quant au consensus invoqué à la fin, s'il porte sur les règles républicaines, il est une vue de l'esprit (sain bien entendu).

«Selon vous, le port du voile est-il le reflet d'une certaine pratique culturelle des pays arabes ou a-t-il une signification religieuse ? Je me garderai bien de trancher ce débat théologique qui fait l'objet de nombreux commentaires, y compris chez les musulmans les plus érudits.» N.S., pp. 96-97.

(...) Ce n'est pas du tout un débat théologique. Vallet, encore, nous précise que «le voile des femmes n'est pas plus islamique que le béret basque n'est catholique». Il ajoute que la tradition du voile est antérieure de plusieurs millénaires au prophète Mohamed, la première mention de son port obligatoire remontant aux lois assyriennes (tablette A, 40) attribuées au roi Téglat-Phalazar I<sup>er</sup> [14], vers 1000 avant l'ère chrétienne. Mais la Bible également évoque le voile dans le livre de la Genèse (24,65) et le Cantique des cantiques (4,1), et fait elle aussi d'une tête non voilée un symbole de prostitution. Vallet termine : «on n'a jamais entendu parler de "voile juif" ou de "voile chrétien", même si saint Paul en exige le port pour les prières : "toute femme qui prie ou prophétise tête nue fait affront à son chef" (1 Corinthiens 11,5). Là encore, se couvrir la tête relève plus de la tradition que de la religion, sans quoi il faudrait sacraliser les chapeaux de la reine d'Angleterre [15]». (...)

«Il [le voile, NdR] est une réaction au regard hostile que les jeunes filles musulmanes rencontrent dans la société ou qu'elles ont le sentiment de rencontrer. Lassées et blessées d'être en permanence musulmanes dans le regard des autres, elles provoquent : "Puisque tu me vois comme musulmane, je vais te montrer que je le suis bien réellement, et encore davantage." C'est une réaction compréhensible. Ne sous-estimons pas combien ce regard peut être douloureux à vivre. Les catholiques ne sont pas catholiques dans le regard de l'autre. Le problème est que rien ne se résout par la provocation ou par l'affirmation caricaturale d'une identité.» N.S., p. 97 (...).

«Au nom de quoi nos universités seraient-elles fermées aux ministres du culte ? Un plus grand brassage entre les séminaristes et les autres étudiants dans les universités n'apporteraient que de la compréhension et de l'enrichissement mutuels. Sans aller jusqu'à un soutien en numéraire, l'État pourrait offrir une aide sous la forme d'affectations de professeurs. Pour les imams, il pourrait prendre à sa charge l'apprentissage de l'arabe par les imams français et l'apprentissage du français par les imams arabes.» N.S., p. 126.

«Il faut réfléchir à l'élaboration de conventions entre l'État et le séminaire israélite de France, ou les séminaires catholiques. Une délégation de professeurs, des crédits d'heure, ce sont des choses qui sont, non seulement possibles, mais de surcroît, de mon point de vue, souhaitables.» N.S., p. 127.

«Il est regrettable que l'attrait du séminaire pâtisse des conditions de vie faites aux étudiants séminaristes et aux prêtres. Enfin, donner un statut aux imams pour mieux assurer la stabilité de leur situation juridique, économique, sociale,

ne pourra que favoriser un discours d'apaisement. Comment aider à intégrer dans les banlieues si l'on est soi-même en situation précaire ?» N.S., p. 126.

Simple : en s'arrangeant pour que personne ne soit précaire dans les banlieues.

«A contrario, maintenant que les lieux de cultes officiels et publics sont si absents de nos banlieues, on mesure combien cet apport spirituel a pu être un facteur d'apaisement et quel vide il crée quand il disparaît.» N.S., p. 18.

D'abord, rien ne prouve que ces fameux lieux de culte aient effectivement disparu. Une banlieue peut être soit une vieille commune phagocytée par une agglomération, soit une ville-dortoir nouvelle ; dans le premier cas, la commune n'est sûrement pas exempte d'au minimum un lieu de culte traditionnel (une église bien sûr) ; dans le deuxième cas, on peut supputer l'existence d'églises à l'architecture contemporaine type Le Corbusier, églises new style et parfois new age assez répandues par exemple à Grenoble et ses faubourgs.

Ensuite, il y a typiquement confusion entre corrélation et causalité. Il faudrait pouvoir comparer deux périodes extrêmement différentes sur une kyrielle de paramètres pour conclure qu'un quelconque vide est imputable à une absence de lieu de culte. Quand on connaît l'intelligence de l'auteur de cette confusion, on présume plus d'un procédé rhétorique facile que d'une faute de raisonnement.

7<sup>e</sup> maillon : l'État doit pour cela user d'un processus de laïcité active pour promouvoir le développement des institutions de culte (et y distiller le sens moral souhaité).

(...) «Je crois en une laïcité positive, c'est-à-dire une laïcité qui garantit le droit de vivre sa religion comme un droit fondamental de la personne. La laïcité n'est pas l'ennemie des religions. Bien au contraire. La Laïcité, c'est la garantie pour chacun de pouvoir croire et vivre sa foi.» N.S., p. 14.

Vision faussée : la laïcité, c'est la séparation des affaires culturelles des affaires d'État ; c'est le caractère non confessionnel. La Laïcité ne garantit rien en soi, si ce n'est la non-immixtion des cultes dans les affaires gouvernementales. Elle ne garantit pas le droit de vivre sa religion comme un droit fondamental (ça, ce sont les Droits de l'Homme, peut-être ne les a-t-il plus en tête), ni de pouvoir croire et vivre sa foi. La laïcité implique que la foi (privée) et les services (publics) soient deux mondes qu'il convient de séparer.

«Pour ma part, je n'ai pas une vision sectaire de la laïcité.» N.S., p.87.

Qu'est-ce qu'une vision sectaire de la laïcité ? Je prends sa phrase précédente : «En revanche, je dis que nous devons revenir à une laïcité active, et non passive ou honteuse parce qu'il s'agit de religion» Toujours pas clair ? Je prends la suivante : «Cela n'aurait pas de sens, à l'aune de l'Histoire de France, de considérer tout ce qui concerne le religieux comme dangereux, illégitime, suspect».

Plus loin il précise que nombre de responsables politiques ou syndicaux ont eu une vision sectaire de la laïcité, «une vision marquée par un souci de revanche», (page 88) et il cite Fouad Alaoui et le terme d'«intégrisme laïque».

Je ne crois pas qu'on puisse avoir une vision sectaire de la laïcité : soit elle est, et les cultes sont bien séparés de l'État, soit elle n'est pas. C'est tout. Il n'y a pas de petites connivences possibles pour un Etat dit laïque – ce qui permet de douter de la laïcité du nôtre (Accords Briand-Ceretti [16], statuts de l'Alsace et de la Lorraine, financement d'écoles religieuses, etc.).

Cela me fait penser aux accusations de la science sectaire, refusant l'entrée du spiritualisme dans son champ. Il s'agit non d'un choix, mais d'une nécessité ontologique. La science (comme démarche, bien sûr, pas comme institution) ne peut tolérer une seule incursion de ce genre, au risque de voir tout l'édifice s'effondrer [17].

«Non, la laïcité n'est pas au service des religions car cela signifierait qu'elle serait dominée par elles». N.S., p. 16. (...). «Les religions constituent un enjeu majeur pour notre société car elles sont le support d'une espérance. Le fait religieux est un élément primordial en ce qu'il "inscrit" la vie dans un processus qui ne s'arrête pas avec la mort. C'est pourquoi je n'ai pas une conception sectaire de la laïcité. Pas même la vision d'une laïcité indifférente. Je crois au besoin de religieux pour la majorité des femmes et des hommes de notre siècle. La place de la religion dans la France de ce début de troisième millénaire est centrale.» N.S., p. 16.

Le ton solennel imposerait presque un silence contrit.

Note : on peut très bien donner à la religion une place centrale, mais sur une petite chaise, et à l'ombre, bien séparée de la chose publique. Quant au besoin de «religieux», il est d'autant plus fort que les personnes sont dans la misère. On l'a appelée pour cela une maladie de pauvre. Je crois malheureusement beaucoup plus au besoin de pognon et de biens publics garantis pour la majorité des femmes et des hommes de ce siècle.

8<sup>e</sup> maillon : le maintien de l'ordre public est la condition d'exercice des libertés

(...) Bilan : l'exercice des libertés garanti par la force est un non-sens

Le maintien (illégitime et armé) de l'ordre public (non public) n'est certainement pas une condition d'exercice des libertés, ne serait-ce que parce qu'il n'inclut nullement la possibilité de changer d'ordre public (ou de conditions de maintien de cet ordre).

9<sup>e</sup> maillon : l'État garantit l'exercice de la liberté de culte mais tant que l'ordre public n'est pas troublé. (...)

10<sup>e</sup> maillon : la promotion des institutions culturelles ne débordera pas des religions «d'État», le reste n'étant que sectes.



(...) «Si l'on veut promouvoir une conception plus active de la laïcité et aider, d'une manière ou d'un autre, les religions à jouer un rôle constructif dans la société, il faut bien distinguer les religions et les «nouvelles religiosités», dont le poids est quand même très différent. Il faut aussi proposer quelques critères qui permettent de montrer quand la ligne est franchie entre ce qui est authentique religieux et ce qui est «dérive sectaire.» N.S., p. 141.

«On voit bien les caractéristiques fondamentales qui permettent d'identifier une religion. Le nombre des fidèles, l'universalité du message et, plus encore, son ancienneté, sont des critères objectifs de distinction. Si on voulait essayer de trouver une définition de la religion par rapport aux sectes, je pense que l'un des critères les plus pertinents serait celui de la pérennité historique, car on doit convenir que l'authenticité du message spirituel est en quelque sorte légitimé par sa pérennité au travers des générations. [...] tout ne se vaut pas» N.S., p. 136.

N. Sarkozy est un peu primesautier. La distinction sectes-religions n'est qu'un vœu pieux. Il est impossible de les distinguer réellement, car il n'y a pas de définition précise de la secte. Vallet : «une religion est une secte qui a réussi, un petit groupe devenu grand, une chapelle rebaptisée Église. [...] Pour distinguer une secte d'une religion, on a essayé le critère du nombre qui ferait d'une secte une religion de poche. Il est vrai que la plupart des sectes ont du mal à prospérer à cause de leur intransigeance et que les grandes religions sont d'anciennes sectes qui ont accepté des compromis. Si une Église chrétienne exigeait de ses membres qu'ils suivent à la lettre l'ordre du Christ "Viens, quitte tout et suis-moi", ce suivisme aveugle serait sectaire» [18]. Quelques tentatives de critérier le statut sectaire ont été menées : la commission d'enquête parlementaire sur les sectes, sous l'égide de Jacques Guyard s'appuie sur les infractions pénales (troubles à l'ordre public, détournement de fonds, atteinte à l'intégrité physique, etc.) ; Mgr Jean Vernet, secrétaire du service national «Pastorale, sectes et nouvelles croyances» propose les trois concupiscences de la morale catholique : le pouvoir abusif ou l'oppression, le savoir confisqué ou l'endoctrinement, l'avoir détourné ou l'exploitation.

Mais

- 1) ces critères englobent les religions d'Etat, finalement
- 2) les notions comme «trouble à l'ordre public» sont porteuses de ferments moraux dangereux (cf. maillon précédent)
- 3) ces critères sont très vite amalgamants, voire partiels, et créent des normes sociales [19].

On voit bien les caractéristiques fondamentales qui permettent d'identifier une religion.

Le nombre des fidèles : Sauf N. Sarkozy, «aucun spécialiste sérieux des sectes ne retient comme critère le petit nombre des adeptes (les zoroastriens sont à peine cent mille dans le monde mais sont les ultimes représentants d'une grande religion), ni la nouveauté du mouvement (le caodaïsme vietnamien n'a pas cent ans mais n'est sûrement pas une secte)».

- et, plus encore, son ancienneté,

Il ajoute plus loin

«Je pense qu'il faut faire confiance aux grands courants spiritualistes qui ont fait leur preuves au travers des siècles pour organiser, et même encourager, la diversité dans leurs rangs.» N.S., p. 141.

«L'universalité est un facteur positif quand elle permet, comme pour la religion chrétienne, de promouvoir les valeurs de la vie, de l'égalité entre les êtres humains et de la nécessité du pardon.» N.S., p. 137.

Survivre au temps n'est pas un critère de justesse. Sinon, il faudrait légitimer les flagellations, les lapidations, se réjouir des corridas et se féliciter du renouvellement continu des guerres. À l'instar des régimes politiques, certaines religions employèrent des techniques de maintien à travers les siècles requérant plus le sabre que l'encens. Et puis d'importants courants sont très récents : le kimbanguisme zaïrois n'a pas un siècle, et de nombreuses Églises évangéliques américaines ne se développent que depuis cinquante ans.

«La confusion entre les religions, les nouveaux mouvements spirituels et les sectes, ou encore l'impression qu'il n'est pas possible de distinguer les uns des autres, trouvent en partie leur origine dans une sacralisation extrême de la liberté. Même au nom de la liberté, on ne peut laisser faire n'importe quoi : le droit de se droguer, le droit de se prostituer, le droit de s'avilir si on le veut. Je ne pense pas que cette conception de la liberté permette la vie sociale et le service du bien commun.» N.S., p. 139 – 140.

La première phrase est fautive : Monsieur le ministre devrait savoir que la raison principale à la non-distinction est qu'il ne peut exister, en droit français, aucune définition d'une religion et, donc, d'une secte. En effet, selon l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation de l'Église et de l'État, «la République ne reconnaît aucun culte». Monsieur Sarkozy ignore, ou feint d'ignorer la loi qu'il prétend incarner.

Ensuite, il faut ouvrir l'œil : insensiblement, la discussion sur les sectes glisse et N. Sarkozy laisse entendre que c'est la même conception de la liberté qui promeut l'indistinction secte-religion et le droit de se droguer, le droit de se prostituer, le droit de s'avilir si on le veut. D'une part on retrouve la pensée moraliste réactionnaire de l'auteur (la dénonciation de ces misères sociales comme autant de péchés) – et on relèvera avec contrition que la solution proposée par NS revient à enfermer les prostituées (cf. la loi sur le racolage passif sous son ministère), les drogués et autres «taches» sociales. D'autre part, pas besoin d'être un incondicional des sectes pour trouver que de telles associations d'idées sont outrancières.

«Les seules limites que l'État doit faire respecter sont celles de l'ordre public. Il y a ensuite les mouvements qui sont organisés pour l'exploitation de la faiblesse des gens, l'abus sexuel, la manipulation mentale, la violence physique et la contrainte. [...] Je veux rappeler que, sauf dérive, ce ne sont pas les rabbins, les imams ou les curés qui abusent de leurs paroissiens ou exploitent financièrement leurs fidèles en leur faisant croire qu'ils gagneront la vie dans l'au-delà ! On ne peut placer dans la même catégorie tel ou tel gourou, qui viole tous les membres de sa secte, et les ministres du culte de nos grandes religions ! Les différences sautent quand même aux yeux. Il faut être frappé de cécité ou de particulière mauvaise foi pour ne pas le mesurer.» N.S., p. 139

Bien qu'une majorité des NMR (Nouveaux Mouvements Religieux) sentent l'abus de confiance et l'aliénation, tous ne sont pas organisés «pour l'exploitation de la faiblesse des gens, l'abus sexuel, la manipulation mentale, la violence physique et la contrainte» ou alors, ils ne cumulent pas toutes ces caractéristiques en même temps. Il s'agit d'un amalgame.

«Je veux rappeler que, sauf dérive, ce ne sont pas les rabbins, les imams ou les curés qui abusent de leurs paroissiens ou exploitent financièrement leurs fidèles en leur faisant croire qu'ils gagneront la vie dans l'au-delà !» Ça s'appelle faire fi de l'histoire, et par exemple des lucratives ventes d'indulgences ou de l'aumône islamique obligatoire. Actuellement, le fonctionnement de certains ordres monastiques et groupes du genre Opus Dei fait vaciller les distinctions proposées par N. Sarkozy.

«On ne peut placer dans la même catégorie tel ou tel gourou, qui viole tous les membres de sa secte, et les ministres du culte de nos grandes religions ! Les différences sautent quand même aux yeux», mais les yeux sont parfois cillés, notamment lorsqu'on se contente de transférer d'une paroisse à l'autre des prêtres auteurs d'attouchements sexuels sur enfants (cf. note 24).

«L'autorité incarnée par les évêques permet d'éviter les phénomènes de gourous, ou la prolifération de croyances aveugles proposées par des déséquilibrés.» N.S., p. 143.

Phrase d'une (fausse) naïveté incroyable, et colportant des préjugés : les Nouveaux Mouvements Religieux ne sont pas tous sectaires, n'ont pas tous des gourous, ne prolifèrent pas (proliférer s'applique usuellement aux bactéries !) et ne sont pas tous dirigés par des déséquilibrés – il faudrait d'ailleurs définir ce qu'est le déséquilibre, hors du cadre de marginalisation classique que réserve le conservatisme ambiant aux drogués, délinquants, fous [21]... Je pense en revanche que les NMR possèdent de façon générale la faculté d'abêtir (à grands renforts de techniques de développement notamment), la faculté de donner un sens arbitraire à l'existence, et celle de créer, au travers d'une exégèse de connaissances ésotériques, une hiérarchisation entre les membres initiés et les disciples, avec toutes les cases intermédiaires possibles.

«Croyez-moi, ce n'est pas très difficile de voir quand les gens sont violés, quand leur patrimoine est dilapidé, quand les enfants ne sont pas soignés, quand on a abusé des plus fragiles. Ce n'est pas impossible à discerner, à comprendre, à analyser.» N.S., p. 145. (...)

11<sup>e</sup> maillon : il faut savoir «raison garder» — comme pour la Turquie dans l'Europe

Ce paragraphe pourrait s'appeler De l'inconvénient d'être turc : l'acculturation de Sarkozy s'arrête au Bosphore. (...)

«Rappelons d'abord que 98 % de son territoire n'est pas situé en Europe, mais en Asie.» N. S., p. 149.

«L'Europe a, qu'on le veuille ou non, une déclinaison géographique qui s'arrête au Bosphore. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est une réalité qu'on apprend à l'école. Cette dimension exclut la Turquie, au moins de ce point de vue.» N. S., p. 151.

Admettons. Mais dans ce cas, il faudrait que N. Sarkozy conclue que Jésus était, selon cette définition, un Asiatique, non ?

«On voit bien dans quelle logique nous entraînerait l'adhésion de la Turquie : comment pourrait-on ensuite refuser à l'Algérie, qui était française il y a moins de cinquante ans, ce que l'on reconnaît aux Turcs ?» N. S., p. 150.

Soudainement, la peur d'une horde turque armée de quelconques cimenteries et emmenées par un général Mustafa Kemal moderne et sanguinaire refait surface, empruntant en cela le syndrome de Poitiers, sorti tout droit de l'imaginaire collectif des membres du Front national.

«Intégrer tout le monde en l'Europe, y compris les pays qui ne sont pas européens, c'est prendre le risque de diluer l'identité européenne au profit de la conception anglo-saxonne du grand marché.» N. S., p. 149.

(...) Quelle est «la nature de l'identité commune» ?

Aurions-nous peur d'une dilution de notre identité, nous-mêmes milk-shakes ambulants de Celtes, d'Allobroges, d'Ostrogoths, de Francs ripuaires, de Lombards et d'Étrusques... ?

«Nous avons tout intérêt à stabiliser ce grand pays, qui témoigne d'une prestigieuse civilisation.» N. S., p. 149.

(...) Qu'est la France pour prétendre stabiliser un autre pays ? Elle ferait mieux d'arrêter d'en déstabiliser d'autres — je pense à son opération Licorne en Côte-d'Ivoire, à la précaution de principe autour du coup d'Etat du fils Eyadema au Togo, au soutien jusqu'il y a quelques jours de Gaston Flosse en Polynésie, etc. (...)

«Il y a également le critère d'une communauté de valeurs démocratiques. La Turquie n'est pas encore un pays aux habitudes démocratiques aussi ancrées qu'en Espagne ou en Suède.» N. S., p. 151.

Parlons-en, justement, des habitudes démocratiques :

- de la Suède : pour notre gouverne, entre 1935 et 1976, en Suède, 62 000 personnes, dont 93% de femmes, ont été stérilisées. En 1934 puis en 1941, les différents gouvernements ont adopté deux lois de stérilisation à ces fins, autorisant cet acte d'abord pour les «déficients mentaux» puis pour tous les «asociaux» : handicapés mentaux, femmes aux «mauvaises mœurs» ou ne pouvant entretenir leurs enfants, «marginiaux», tziganes, mauvais élèves, et toutes personnes perçues comme entraves au développement d'une société moderne ! Ces pratiques, décidées par un Comité national saisi de demandes écrites des hôpitaux psychiatriques, des maîtres d'école, des maisons de correction, étaient, selon les mots de l'historienne Majja Runcis «perçues comme une intervention humanitaire profitable à tous, permettant d'éliminer les maladies et la pauvreté»[22]. Ce n'est qu'en 1997 qu'un journal suédois a révélé au grand public le scandale. Peut-on parler d'habitude démocratique ancrée ?

- de l'Espagne : il est interdit d'éclater de rire sur l'ancrage des habitudes démocratiques de l'Espagne, qui ne commence timidement qu'en novembre 1975 à la mort d'un certain général Franco, et connaît régulièrement quelques hoquets – dernièrement, l'engagement par José Marià Aznar de l'Espagne dans le borbier irakien n'était pas des plus plébiscités.

- de chez nous : allez, une petite liste des entorses à la démocratie en France. Impossibilité de démettre un élu, non prise en compte du vote blanc ou nul, impossibilité de déclencher un référendum de façon populaire, budgets de l'Etat occultés, projets présidentiels, caisses noires, pas de droit de regard sur la répartition des impôts, autorités non élues par le peuple (sénateurs, préfets, ministres), impunités parlementaires, ministérielles et présidentielles, caution d'entités illégitimes comme le G8, le quadrilatère de la Banque mondiale ou le FMI, entretiens de paradis fiscaux et de sociétés de clearing, complicités de crimes politiques ou de génocide non jugées, pillage de pays pauvres et j'en passe.

Richard Monvoisin

[1] Je ne suis pas loin de penser que, la nationalité n'incomant à une personne que par le plus pur des hasards, il n'y a pas beaucoup de raisons moralement justifiables d'être fier ou honteux de son pays d'origine – et donc peu de raisons valables d'être contraint de préciser sa provenance. Chaque individu a le droit de se revendiquer d'un creuset culturel comme la France, le Cambodge ou le Kabinda, mais à mon avis aucune institution ne devrait en exiger la stipulation sur des papiers d'identité.

[2] Bourdieu P. Contre-feux, «Le sort des étrangers comme Schibboleth», Raison d'Agir, 2002, p. 22.

[3] Olivier Tschannen, Les théories de la sécularisation, Genève, Droz, 1992.

[4] Je ne parle même pas des cas comme celui du prêtre François Lefort, grand «humanitaire» condamné entre autres pour le viol de mineurs sénégalais le 24 juin 2005.

[5] Pour une (légère) décharge de N. Sarkozy, il écrit page 47 : «Je ne veux pas réduire les religions à leurs caricatures si communes : l'intégrisme de l'islam, la position du pape sur le préservatif, face à l'évidence que l'acte sexuel n'est pas lié seulement à la reproduction, mais aussi au plaisir, le refus d'ordonner des femmes prêtres. Ces discussions ne portent pas forcément à l'apaisement dans les débats de société. L'engagement religieux peut être synonyme d'ouverture.» Très flou, très politique. Mais le cacher eut été accommoder le propos.

[6] Les situations au Togo et en Côte-d'Ivoire, pour ne prendre que ces deux exemples sont des situations coloniales, dont il ne faut pas attendre l'instruction du procès avant au moins 15 ans (comme pour le Rwanda). Si vous souhaitez devancer ce délai «réglementaire», voir entre autres le communiqué de presse de Survie du 8 décembre 2004 : «Fermer les bases militaires de la Françafrique», et le tout frais «Le choix volé des Togolais. Rapport sur un coup d'État électoral perpétré avec la complicité de la France et de la communauté internationale», ouvrage collectif, L'Harmattan, 2005.

[7] Kandjare souligne encore le message colonisateur plus ou moins subliminal : après avoir reconquis militairement «nos» banlieues sous les cris de ralliement du genre : «Il faut reconquérir nos banlieues», patenôte des prédécesseurs de N. Sarkozy, on va leur envoyer nos prêtres missionnaires pour que tout rentre dans le droit chemin et brimer toute contestation à l'encontre des pouvoirs normatifs... Le prêtre qui épaula le militaire ou qui devient même moine-soldat : c'est le schéma classique des missions évangélisatrices, qu'elles soient teutonnes et suédoises au XIII<sup>e</sup> siècle pour aller convertir les «barbares» grouillants de l'Europe de l'Est, qu'elle soit orthodoxe ou païenne au XVI<sup>e</sup> siècle pour aller «civiliser» les «sauvages» d'Amérique, ou œcuménique au XIX<sup>e</sup> siècle pour imposer la «sainte et blanche» bible en Afrique.

[8] «[...] Tous ceux qu'on appelle les “travailleurs sociaux” – assistantes sociales, éducateurs, magistrats de base et aussi, de plus en plus, professeurs et instituteurs – constituent ce que j'appelle la main gauche de l'État, l'ensemble des agents des ministères dits dépensiers qui sont la trace, au sein de l'État, des luttes sociales du passé. Ils s'opposent à l'État de la main droite, aux énarques du ministère des Finances [...]», P. Bourdieu, Contre-feux I, Liber-Raisons d'Agir, 1998, p.9. «[...] ceux que l'on envoie en première ligne remplir des fonctions dites “sociales” et suppléer les insuffisances les plus intolérables de la logique du marché sans leur donner les moyens d'accomplir vraiment leur mission.» ibid, p. 11. <http://www.hommemoderne.org/societe/socio/bourdieu/lexique/m/maingauche.html>

[9] Avouons que c'est assez énorme d'entendre ça. Il s'agit de faire un virement bancaire de l'argent public vers l'argent du culte, et, comme un virement, ça passe comme une lettre à la poste !

[10] La mise en gras est de mon fait. (R.M.).

[11] Il a d'ailleurs reçu un IgNobel de la paix pour sa reprise des essais nucléaires en Pacifique le jour du cinquantième anniversaire d'Hiroshima, en 1996. Voir [http:// www. improb.com/ig/ig-pastwinners.html#ig1996](http://www.improb.com/ig/ig-pastwinners.html#ig1996).

[12] On pourra utilement se référer sur la question à Odon Vallet, Petit lexique des idées fausses en religion, Albin Michel, 2002, pp. 118-122.

[13] La première démythification remonte à Pierre Larousse, dans son Grand Dictionnaire Universel du XIX<sup>e</sup> siècle. Voir à ce sujet Broch H., Le paranormal, Seuil, 1989, p 109.

[14] Célèbre pour ses pantalons.

[15] Vallet O., op. cit. pp.266-267.

[16] Le descriptif de ces accords est fait dans l'ouvrage de N.Sarkozy (p. 23), sous forme de note : «Les relations diplomatiques entre la France et le Saint- Siège ont été rompues à la veille de la promulgation de la loi de 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État. En effet, cette loi mettait fin au Concordat de 1801 de façon unilatérale.À l'issue de la Première Guerre mondiale, le gouvernement français a cherché à se rapprocher du Saint Siège, ce qui a donné lieu à des échanges de lettres entre Aristide Briand, alors président du Conseil, et ses successeurs et Mgr Ceretti, représentant du Saint Siège à Paris. Ces échanges de lettres diplomatiques, appelés "accords Briand-Ceretti", avaient pour but de trouver des solutions à différents problèmes liés à la loi de séparation, en particulier celui des associations diocésaines.»

[17] À ce propos, lire A. Bricmont, Comment peut-on être positiviste ? Dogma, et encore Pour un monisme méthodologique, du même auteur.

[18] Vallet O. op.cit., p. 220.

[19] Lire notamment le texte de Raphaël Verrier intitulé Loi anti-secte. Le remède empoisonné d'un mal imaginaire, accessible sur le site du collectif «les mots sont importants». Ce texte passe notamment au peigne fin les critères sur lesquels la commission de loi a tenté de définir les «sectes» à interdire. L'auteur du texte montre le caractère flou, voire amalgamant, de ces critères qui, s'ils étaient strictement appliqués, mettraient du «beau monde» hors-la-loi – en l'occurrence tout ce qui peut ressembler à des rassemblements collectifs idéologiques comme l'État, les religions, les entreprises privées, l'Education nationale, l'armée, les partis politiques, la famille, la plupart des associations. Par exemple, la loi évite soigneusement d'inclure l'Opus Dei dans sa liste, alors que cette organisation, qui s'avère être «ouvertement occulte», rentre convenablement dans ces critères. Mais il faut imaginer que si ça avait été le cas, beaucoup de membres de la caste dirigeante, ainsi que leurs partenaires européens, auraient été fâcheusement compromis (Christine Boutin, Hervé Gaymard, Raymond Barre, Louis Schweitzer, Didier Pineault-Valenciennes...). Kandjare me fait cette remarque : «C'est comme si ces critères se voilaient un peu la face : en voulant traquer uniquement les pouvoirs "occultes", on faisait ellipse sur les pouvoirs "visibles", qui ont probablement plus de poids sur le quotidien de la plupart des individus et qui marquent les populations d'empreintes structurales, lesquelles s'avèrent être en général sources de domination... Le problème de cette loi et de ses critères, c'est leur caractère partial sous couvert d'objectivité (objectivité qui avait alors été soigneusement préparée par la plupart des médias). Cette loi soulève ainsi des craintes puisqu'elle peut menacer les libertés "publiques" (ou privées, c'est comme on veut). Au cours de son élaboration, elle a ainsi pu être tentée d'amalgamer dans ses critères, des pratiques pas très normatives qui, de surcroît, contestaient radicalement les structures de pouvoir. Maloka, un collectif anarchiste dijonnais, a reçu la visite d'un membre de cette commission qui enquêta avant de rendre son rapport qui allait aboutir à la loi anti-sectes en 2000-2001. Ce qui semblait avoir mis la puce à l'oreille de la commission, c'était le végétarisme revendiqué par ce collectif à travers une remise en question matérialiste de l'exploitation animale (ce qu'on appelle l'antispécisme). Même si ce collectif ne fut pas classé au final dans la liste des "sectes", la démarche inquisitoriale (au sens premier juridique) dont il fut l'objet, montre que tout ce qui sort des normes sociales peut être vite soupçonné d'illégitimité ou de dangerosité. Par ailleurs, dans son texte, Raphaël V. note que c'est à partir d'une loi similaire que Mussolini s'était lancé dans la répression contre le Parti communiste italien dès son arrivée au pouvoir en 1922».

[20] Sur la question des déviances et de leur emploi politique, il existe de nombreux ouvrages : la notion de folie, Foucault M. Histoire de la folie ; sur la notion de déviance Becker Howard S., Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance, Paris, Métailié, coll. «Observations», 1985 ; sur la notion épistémologique de pathologie, voir Canguilhem G., Le normal et le pathologique, Paris, Presses Universitaires de France, 1966.

[21] Il s'agit de Maciej Zaremba, dans le Dagens Nyheter. Pour toucher du doigt les «délais réglementaires» dont nous parlions plus haut (cf. note 29) on peut se reporter à <http://www.lexpress.presse.fr/info/monde/dossier/suede/dossier.asp?ida=418470> : «Mais dès 1986, deux journalistes de l'agence de presse nationale suédoise avaient révélé l'affaire au public. En 1991, un journaliste de la radio suédoise, Bosse Linqvist, avait consacré une série d'émissions aux victimes, en diffusant sur les ondes leurs témoignages. Mais, à l'époque, il n'y avait pratiquement pas eu de réactions». D'autres infos sur [http://michel151.chez.tiscali.fr/A.M.I./AMI\\_Accueil.html](http://michel151.chez.tiscali.fr/A.M.I./AMI_Accueil.html), le site de l'Association nationale de défense des malades invalides et handicapés.

Qui sont les co-auteurs du livre de Sarkozy ?

Si tout le monde connaît, ou croit connaître Nicolas Sarkozy, qui sont donc Thibaud Collin et Philippe Verdin, co-signataires des entretiens de M. Nicolas Sarkozy ?

Thibaud Collin, philosophe agrégé, enseignant en classe préparatoire (...) milite hargneusement contre le mariage homosexuel. Il est ouvertement homophobe, mais on ne peut pas lui dire, car selon lui l'homophobie est un véritable cheval de Troie libertaire qui sert le Lobby gay. Il l'explique dans le livre *Le Mariage gay*, Eyrolles, 2005. Il contribue à *Liberté Politique*, nouvelle revue d'idées chrétienne publiée par l'Association pour la Fondation de Service Politique, ou AFSP (...), créée en 1992, proche de l'Opus Dei, (...) Les activités de cette fondation sont soutenues et financées par deux émanations du Vatican : la sinistre Alliance pour les droits de la vie, présidée par Christine Boutin, et la sépulcrale Fondation Jérôme-Lejeune, du nom du tristement célèbre professeur Lejeune spécialisé dans les commandos anti-avortement.

Considérant que la crise sociale est d'abord une crise morale, l'AFSP est la pierre d'achoppement entre milieux catholiques traditionalistes et néo-conservateurs. Dans cette mouvance se croisent des anti-avortement, des anti-Euro souverainistes, des ecclésiastiques, des anti-État-providence, des élus, des royalistes... On y a remarqué, entre autres, outre Mme Boutin, Philippe de Villiers, quelques membres du MPF (P.M. Couteaux, F. Seillier, D. Souchet), Patrice de Plunkett (ex-rédacteur en chef du Fig-Mag), François Guillaume (ex-président de la FNSEA), Pierre Chaunu, Jean Foyer et Jean Royer, membres de Démocratie libérale, Chantal Delsol l'épouse de Charles Millon, quelques historiens révisionnistes de Lyon-III et des patrons comme Yvon Chotard et François Michelin (...)

Philippe Verdin, prêtre et religieux dominicain (...), arrière-petit-fils du général Mangin, ancien louveteau, responsable de la formation des chefs chez les Scouts unitaires de France et aumônier, se veut l'un des bâtisseurs de la spiritualité scout. (...) Il est également directeur de la revue *Esprit & Vie*, revue catholique de formation permanente, qui compte parmi ses plumes des gens comme Thierry Magnin, membre de... l'UIP ainsi que de la revue *Signe des Pistes*, revue destinées aux scouts catholiques. Il préside accessoirement l'association des Amis du Signe de Piste. (...) Il est, semble-t-il, très d'accord avec Thibaud Collin et ses thèses homophobes, flattant la croupe des mêmes idées réactionnaires et trempant son esprit dans les mêmes auges conservatrices que son co-auteur et affidé – pour s'en convaincre, contempler la revigorante et primesautière revue du livre de Collin *Du mariage au bordel* : l'offensive idéologique du lobby gay, publié le lundi 20 juin 2005 sur <http://prodeo.over-blog.com/article-490219.html>.

Richard Monvoisin

# Comment lutter efficacement contre les « idées » de Sarkozy ?

Ce ne sont pas les « Sarko=SS » ou « Sarko, facho » que l'on voit taggés sur les murs ni les dénonciations creuses de la « fascisation du pouvoir » ou des « aspects totalitaires » de la « société du spectacle » qui feront avancer la lutte contre Sarkozy, la droite, l'extrême droite et... la gauche quand elle entonne La Marseillaise et se cache derrière les plis du drapeau des massacreurs de la Commune et de toutes les guerres coloniales.

Sans apporter de réponse à la question ci-dessus, Gérard Noiriel a le mérite de poser le problème sur des bases plus intéressantes et plus subtiles. Voici un extrait de son article que vous pourrez trouver en entier sur le site :

<http://www.mouvements.asso.fr/spip.php?article44>

« La situation politique actuelle n'a pratiquement plus rien à voir avec celle des années 1930, et nous ne sommes nullement menacés par un retour du régime de Vichy. Plutôt que de réactiver sans cesse « ce passé qui ne passe pas », nous devons essayer de comprendre les formes actuelles de cette tradition nationaliste. Il s'agit d'un langage adapté aux contraintes d'un espace public dominé par la loi des « médias ». Ce n'est pas un hasard si Nicolas Sarkozy a annoncé la création de son « ministère de l'identité nationale » lors d'une intervention télévisée. Le nationalisme n'est plus véhiculé aujourd'hui par des militants en uniforme, faisant le coup de poing dans la rue contre les « métèques », mais grâce à des petites phrases diffusées dans toutes les chaumières par les grands groupes audiovisuels. Avant d'être lancées dans le public, ces petites phrases sont mûrement réfléchies par les nouveaux techniciens de la propagande politique que sont les conseillers en communication. Ce nationalisme ne s'exprime plus à l'aide d'un discours explicite, comme c'était le cas auparavant, mais avec des formules qui, comme les slogans publicitaires, ont pour but de déclencher des réflexes chez les citoyens-consommateurs.

« Les réactions qu'ont recueillies les journalistes après l'annonce de ce « ministère de l'identité » montrent que le peuple a reçu le message 5 sur 5. Il suffit en effet de prononcer les mots « identité nationale » pour susciter des commentaires du type : « Ce n'est quand même pas aux étrangers de venir faire la loi chez nous ! » ; « S'ils ne sont pas contents, qu'ils retournent chez eux. », etc. L'histoire montre que ce type de réactions a toujours existé dans une partie de la population française et que le rejet des nouveaux venus a constamment été alimenté par l'actualité du jour (avant-hier l'anarchiste italien, hier le communiste juif, aujourd'hui le terroriste islamiste). Mais comme les progrès des technologies de propagande permettent désormais aux entrepreneurs d'identité d'activer ces réflexes sans avoir besoin de tenir un discours nationaliste explicite, ils peuvent accuser leurs adversaires de « mauvaise foi » et dénoncer les « procès d'intention », comme l'a fait récemment Nicolas Sarkozy.

« Le problème qui est posé à tous ceux qui sont aujourd'hui inquiets de ces dérives est de savoir quelle est la façon la plus efficace de réagir. Les conseillers en communication lancent délibérément des formules choc car leur but est de « faire du bruit » ; c'est-à-dire de provoquer une polémique. Ces formules sont testées avant d'être annoncées publiquement et elles ne sont mises en circulation que si des sondages ad hoc montrent qu'elles sont « bien perçues par l'opinion ». Les réactions négatives (largement prévisibles) sont dès lors intégrées dans le plan de communication, car elles confortent le positionnement du candidat. C'est pourquoi je pense que ce n'est pas en lançant chaque jour de nouvelles pétitions, qui réunissent toujours les mêmes noms, que l'on pourra contrer efficacement ce genre de propagande. La principale responsabilité des (vrais) intellectuels est aujourd'hui de procéder à « l'analyse concrète de la situation concrète » pour inventer de nouvelles formes de résistance, adaptées au monde dans lequel nous vivons. »

Gérard Noiriel

# Finkielkraut-Dieudonné :

## A chaque «communauté» son petit Farakhan et l'esclavage salarié se perpétuera

Et c'est reparti pour un tour... Après la stigmatisation, par la droite et l'extrême droite, des jeunes Franco-Africains qui auraient été les principaux acteurs des récentes «émeutes» [de novembre 2005], voilà que Finkielkraut se met lui aussi à prêcher la haine comme son ennemi juré, ou plutôt son double, Dieudonné.

Et les potes d'Alain Finkielkraut (Pascal Bruckner et Luc Ferry par exemple lors d'une émission sur LCI) se gardent bien de le critiquer sur le fond. Au mieux, ils se démarquent de la forme de ses propos, lui cherchent des excuses, voire, comme Bruckner, le comparent à Sarkozy : ce serait un dépoussiéreur d'idées, un provocateur salutaire. On voit bien que la caste médiatico-intellectuelle «de gauche», toujours prête à donner des leçons d'antiracisme et d'humanisme, reste muette quand l'un de ses membres exprime ouvertement sa haine des Africains et des Antillais et tient des propos qu'un Le Pen ne renierait pas. Tout ce qui l'inquiète, ce n'est pas de savoir si Finkielkraut colporte des propos racistes, et si ces propos ne vont pas encore aviver la haine en France, mais si ce «philosophe» va perdre un peu de pognon au cas (bien hypothétique) où on lui retirerait son émission sur France-Culture.

Alain Finkielkraut a dénoncé (avec raison sur ce point) la façon dont Dieudonné a récupéré des arguments antisémites chez Louis Farakhan le dirigeant de la Nation de l'Islam qui prétend que les principaux bénéficiaires du trafic d'esclaves transatlantique auraient été les Juifs.

Mais Finkielkraut n'essaie-t-il pas, au sein de la prétendue «communauté juive» de France, voire d'Israël, de jouer un rôle exactement symétrique à celui que Louis Farakhan a joué dans la «communauté noire» aux Etats-Unis ?

En effet, peu de gens savent comment s'est produite la rupture entre les Juifs démocrates et le mouvement noir aux Etats-Unis. Dans les années 60, le développement de l'idéologie du Pouvoir noir, puis des Black Panthers et de la Nation de l'Islam, d'un côté, et de l'autre l'identification de plus en plus grande d'une partie des Juifs démocrates américains à la politique colonialiste d'Israël après la guerre israélo-arabe de 1967 ont rompu définitivement l'alliance traditionnelle entre les Juifs «libéraux» (modérés de gauche) et antiracistes et les Noirs dans leur lutte commune contre le racisme et la ségrégation aux Etats-Unis. Chacun s'est replié sur les problèmes de sa «communauté», pour de mauvaises raisons bien sûr, mais ce sont les Afro-Américains qui en ont fait les frais.

Toutes proportions gardées, c'est exactement ce que tente de faire Alain Finkielkraut (fournissant ainsi des arguments à d'autres intellectuels qui, contrairement à lui, ne se sont jamais mouillés dans l'antiracisme) en France : se désengager du combat antiraciste en assimilant à des antisémites tous ceux qui veulent dénoncer l'esclavage comme un crime contre l'humanité. Si Dieudonné a introduit la thématique de Farakhan en France avec des bobards antisémites, Finkielkraut lui joue en France le rôle symétrique de celui de Farakhan au sein de la «communauté juive»: il fait tout pour que les Juifs de France (mais aussi d'Israël puisque ses propos sont parus dans *Haaretz*) se détournent de la lutte contre les discriminations dont sont victimes les Africains et les Antillais.

Toutes les vaugelettes médiatiques que soulèvent les déclarations crapuleuses de ce prétendu penseur antiraciste n'auraient guère d'importance si elles ne créaient pas ou n'aggravaient pas de fausses oppositions entre prétendues «communautés» et n'occultaient le vrai problème.

Sur la planète aujourd'hui ce qui domine ce n'est pas la traite des esclaves africains par les puissances occidentales, abolie depuis longtemps, c'est l'esclavage salarié, de Bamako à Pékin, de Moscou à Kaboul, de Paris à Sidney, de Washington à Bagdad, de Buenos Aires à Mexico, de Tel Aviv à Katmandou.

Cet esclavage-là, Dieudonné comme Finkielkraut n'y trouvent rien à redire. Pas plus d'ailleurs que le nouveau CRAN, fédération d'une soixantaine d'associations africaines et antillaises et qui se prétend «apolitique». Le CRAN veut bien communier dans la mémoire de l'esclavage disparu il y a plus d'un siècle et demi, mais n'a rien à dire contre l'esclavage capitaliste actuel. Nous commencerons

à prendre tous ces anti-esclavagistes et ces antiracistes vraiment au sérieux le jour où ils se battront aussi contre le principal esclavage universel moderne : l'esclavage salarié.

Cet esclavage-là joue sur toutes les prétendues différences, qu'il baptise «ethniques», «culturelles», «civilisationnelles», «religieuses», voire «raciales», pour maintenir un système d'exploitation et d'oppression universel : le capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat.

Tant que les esclaves salariés ne se rebelleront pas contre leurs maîtres capitalistes, ils se préoccuperont de questions secondaires : ils se focaliseront sur la couleur de la peau de leurs voisins ou collègues de travail, leur façon de s'habiller, de cuisiner, de manger, de parler, de marcher, de danser ou de jouer de la musique, oubliant ainsi l'essentiel pour le plus grand profit des exploités.

Tant que les prétendus antiesclavagistes et antiracistes à la Finkielkraut ou à la Dieudonné resteront muets sur la plaie universelle du monde actuel, l'esclavage salarié, nous ne les prendrons pas au sérieux. Au-delà de leurs prétendues oppositions et rivalités médiatiques, prenons-les pour ce qu'ils sont : des amuseurs publics, des prêcheurs de haine, des individus qui usent et abusent de leur talent littéraire ou artistique pour figer les êtres humains dans des «races» ou des communautés imaginaires.

Et entre deux prêcheurs de haine, l'un qui déteste les Juifs et l'autre qui déteste les Africains et les Antillais, que l'on ne nous demande pas de choisir.

Finkielkraut et Dieudonné, c'est bonnet blanc et blanc bonnet !

**Y.C.**

27/11/2005

P.S. : Lors de l'émission «Cultures et dépendances» du 25 janvier 2006, Alain Finkielkraut a semblé défendre une position un peu en retrait par rapport à ses propos reproduits dans *Haaretz*. Il ne nous a plus parlé des «Noirs», a fait étalage de sa profession de foi anticomunautariste et antivictimaire, et s'est retranché derrière deux de ses leitmotiv : la progression de l'«incivilité» et la disparition de la religion de l'effort et du respect pour la culture.

On peut, comme lui, ne pas apprécier que les rapports entre les individus soient devenus plus rugueux, pour ne pas dire agressifs, sans pour autant tomber dans la ridicule nostalgie d'une France qui aurait été dans le passé un modèle de civilité, voire LE modèle de la civilité dans le monde.

Il suffit d'évoquer la politesse et le souci d'autrui palpables dans des dizaines de coins dans le monde qui n'ont jamais été influencés par la «civilisation» française ou occidentale. Mais, bien que l'arrogance chauvine choque toujours dans la bouche d'un intellectuel censé faire preuve de plus de discernement et de largeur de vues, ce n'est pas le plus important.

Le plus grave, et c'est en cela que Finkielkraut persiste et signe dans des propos qui frôlent le racisme ou la xénophobie, c'est qu'il n'a évoqué que les «incivilités» supposées des «jeunes issus de l'immigration». On aurait affaire à un De Villiers ou un Le Pen, on comprendrait mieux : si tout va mal, c'est la faute aux étrangers, nous disent ces deux crapules politiques. Mais Finkielkraut, au nom d'un combat dérisoire contre le politiquement correct, n'a qu'une seule obsession : l'incivilité d'origine «étrangère»...

Et notre philosophe a ajouté dans la même émission, pour illustrer sa deuxième obsession, la religion de la culture et de l'effort, qu'il ne s'étonnait pas que des jeunes «issus de l'immigration» ne veuillent plus étudier et sous-estiment la culture, quand un gars comme Djamel Debuze, «d'un immense talent» selon Finkielkraut (à mon humble avis, le talent de Djamel est tout sauf immense, mais bon...), remporte du succès et gagne énormément d'argent, alors que sa réussite sociale et financière ne doit rien aux études.

Cet intellectuel se fout vraiment du monde : comme si dans le showbizz, le cinéma, le sport, la télé-réalité, et bien d'autres champs d'activité, il n'y avait pas des dizaines de jeunes Franco-Français qui gagnent beaucoup de fric et n'ont jamais été des «premiers de la classe» !

Une telle obsession à propos des origines pseudo-ethniques d'une partie de la population française n'a qu'un nom : au pire le racisme, «au mieux» la xénophobie.



## Ni patrie ni frontières : revue de traductions et de débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»  
Emma Goldman

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquent la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise: les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore: l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée: le patriotisme d'organisation. Le célèbre: RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

## Publications reçues

*Le prolétaire* (organe bimestriel du Parti communiste international) et *Programme communiste* (revue théorique du même groupe). Programme communiste Correspondance: Éditions Programme, 3 rue Basse-Combalot 69 007 Lyon

*Bulletin de la CNT 2e UR*, lettre d'information de 8 pages. Contact pour la CNT 2<sup>e</sup> UR: 39, rue de la Tour-d'Auvergne 75 009 Paris ou site Internet

*L'Oiseau tempête*, revue de 68 pages. Correspondance: Oiseau-tempête c/o 21, ter rue Voltaire 75011 France. Les anciens numéros sont disponibles sur le site web [internetdown.org/oiseautempete](http://internetdown.org/oiseautempete).

*Dissidences*, revue d'histoire des mouvements révolutionnaires. Correspondance et abonnements: J.-G. Lanuque Appartement 107, Entrée 3, 13, rue de Malzéville, 54 000 Nancy. E-mail:

*À contre-temps*, Correspondance: Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75 020 Paris.

*Présence marxiste*. Correspondance: René Nazon, 3, rue de l'Arc, 13 001 Marseille.

*Le Combat syndicaliste*, bimestriel de la CNT-AIT avec plusieurs éditions régionales.

Pour le Bureau confédéral de la CNT-AIT contact: Syndicat Interco Hérault – BP 51 142 – 34008 Montpellier cedex 1. Site Web: <http://www.cnt-ait-fr.org>

Contact pour la CNT-AIT de Toulouse et le supplément régional Midi-Pyrénées: *Le Combat Syndicaliste* 7, rue Saint-Rémésy 31 000 Toulouse. Site: <http://cnt-ait.info>.

*A contre-courant syndical et politique*: BP 2123 68060 Mulhouse cedex

*Lettre de liaison du GARAS*, Groupement d'action et de réflexion anarchosyndicaliste: c/à Sarthe Libertaire Maison des associations Salle N°223 4, rue D'Arcole 72 000 Le Mans

*N'autre École*, bimestriel de la CNT- Éducation. L'abonnement est de 15 € pour 6 n° et l'abonnement de soutien est de 20 €. Commande du premier numéro: 2,5 € Chèque à l'ordre de CNT (mention au dos: revue fédérale), à envoyer à: FTE-CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris

*A trop courber l'échine*, Bulletin acrate c/o STA BP 1021 76171 Rouen Cedex 1 France

*Bilan et perspectives*, BP 45, 13266 Marseille cedex 08 E-mail: [france@ibrp.org](mailto:france@ibrp.org)

*L'internationaliste*, traduction en français du mensuel du groupe italien Lotta comunista. 10 rue Lavoisier, 93 100 Montreuil-sous-Bois

## Brochures

**Emma Goldman et la révolution russe** . — Quatre textes parus dans le n° 1 de *Ni patrie...* (48 p., 4 €).

**Débat sur la révolution russe**: trois analyses divergentes par deux marxistes et un anarchiste. **Chris Harman**: «Comment la révolution russe a été vaincue» (1967); **Mike Martin**: «Les bolcheviks contre la classe ouvrière» (1980); **Loren Goldner**: «Amadeo Bordiga et notre temps» (1988) textes parus dans le n°1 de *Ni patrie...* (58 p., 4 €)

**Voltaire de Cleyre, militante et théoricienne anarchiste- féministe** — *Recueil N° 1*. Courte biographie + deux textes, l'un sur l'action directe, l'autre sur le mariage . Textes parus dans le n° 2 de *Ni patrie...*(48 p., 4 €)

**nationalisme, antisémitisme, et ALTERmondialisme**. 14 Textes inédits en français du groupe libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal* (70 p., 4 €)

**FEMMES EN IRAK, Egalité des droits, laïcité, Droits de l'enfant et hijab, «islamophobie»**, 45 p. 3 € (2<sup>e</sup> édition)

## ABONNEMENT ET CONTACT

un numéro simple de *Ni patrie ni frontières* coûte 7,5 €; un numéro double 10 €. Si vous souhaitez recevoir les 3 numéros suivants, vous pouvez envoyer un chèque de 23 € à l'ordre de Y. Coleman (pour les 6 numéros suivants 45 €) ou bien la même somme en timbres. Pour collaborer à notre revue, émettre des critiques ou des propositions:: [yvescoleman@wanadoo.fr](mailto:yvescoleman@wanadoo.fr) ou: Y. Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris — Téléphone: 01 45 87 82 11.

Site internet (partagé avec d'autres publications). Tous les numéros de *Ni patrie ni frontières* sont en ligne, souvent avant même la publication, et le site contient des rubriques et des textes qui ne sont pas encore (ou ne seront pas) publiés dans la revue.

<http://www.mondialisme.org>

Cliquez ensuite sur *Ni patrie ni frontières* et sur les différents numéros ou sous-rubriques.

N° ISSN: 16 37 – 31 03

**Prix: 10 euros**

